



HAL
open science

La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002-2016)

Aurélien Denizeau

► **To cite this version:**

Aurélien Denizeau. La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002-2016). Science politique. Université Sorbonne Paris Cité, 2019. Français. NNT: 2019USPCF008. tel-02356306

HAL Id: tel-02356306

<https://theses.hal.science/tel-02356306v1>

Submitted on 8 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale n°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre de recherche Moyen-Orient Méditerranée (CERMOM)/ EA 4091

THÈSE

présentée par :

Aurélien DENIZEAU

le 5 Juillet 2019

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002 – 2016)

Thèse dirigée par :

Monsieur Michel BOZDÉMIR

Professeur émérite, INALCO

RAPPORTEURS :

M. Jean MARCOU

Professeur des universités, IEP de Grenoble

Mme Firouzeh NAHAVANDI

Professeur des universités, Université Libre de Bruxelles

MEMBRES DU JURY :

M. Bertrand BADIE

Professeur émérite, IEP de Paris

M. Bayram BALCI

Chargé de recherche – HDR, IFEA

M. Michel BOZDÉMIR

Professeur émérite, INALCO

M. Jean MARCOU

Professeur des universités, IEP de Grenoble

Mme Firouzeh NAHAVANDI

Professeur des universités, Université Libre de Bruxelles

M. Alexandre TOUMARKINE

Professeur des universités, INALCO

M. Stéphane VALTER

Maître de conférences – HDR, Université du Havre

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale n°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre de recherche Moyen-Orient Méditerranée (CERMOM)/ EA 4091

THÈSE

présentée par :

Aurélien DENIZEAU

soutenue le 05 Juillet 2019

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002-2016)

Thèse dirigée par :

Monsieur Michel BOZDÉMIR

Professeur émérite, INALCO

RAPPORTEURS :

M. Jean MARCOU

Professeur des universités, IEP de Grenoble

Mme Firouzeh NAHAVANDI

Professeur des universités, Université Libre de Bruxelles

MEMBRES DU JURY :

M. Bertrand BADIE

Professeur émérite, IEP de Paris

M. Bayram BALCI

Chargé de recherche – HDR, IFEA

M. Michel BOZDÉMIR

Professeur émérite, INALCO

M. Jean MARCOU

Professeur des universités, IEP de Grenoble

Mme Firouzeh NAHAVANDI

Professeur des universités, Université Libre de Bruxelles

M. Alexandre TOUMARKINE

Professeur des universités, INALCO

M. Stéphane VALTER

Maître de conférences – HDR, Université du Havre

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à mon directeur de recherche, M. Michel Bozdémir, qui a accepté de diriger mes travaux et m'a éclairé tout au long de cette thèse de ses riches conseils. Tout en me laissant une grande liberté d'action, il a su m'orienter vers les questions les plus pertinentes. Par ailleurs, son soutien dans l'organisation du colloque organisé par Richard Yilmaz et moi-même, le 4 octobre 2018, a été particulièrement précieux.

Je remercie toute l'équipe de l'INALCO, et plus particulièrement celle du CERMOM, pour leur encadrement et leur aide matérielle, notamment pour me permettre d'accomplir une recherche de terrain en Turquie au printemps 2018.

J'adresse toute ma gratitude à Bayram Balci, directeur de l'IFEA, pour les nombreux conseils pratiques et scientifiques qu'il m'a délivrés, ainsi que pour les contacts très intéressants qu'il m'a fournis. Je lui suis par ailleurs très obligé de m'avoir accueilli au sein de l'IFEA en décembre 2017. Je remercie Nilda Taşköprü, secrétaire de direction de l'IFEA, qui a aidé mon installation sur place. J'y ai rencontré Sümbül Kaya, qui m'a donné plusieurs conseils pratiques et des informations intéressantes sur l'armée turque ; Jean-François Pérouse, dont les indications m'ont permis d'accéder à une riche bibliographie ; et Faruk Bilici, qui m'a recommandé plusieurs œuvres utiles sur l'islam turc ; j'en suis, à tous, très reconnaissant.

Le stage que j'ai effectué à l'IFRI au printemps 2015 m'a permis d'accéder à de nombreux contacts qui ont facilité mes recherches. Je remercie pour cela toute son équipe, et particulièrement Dorothée Schmid, directrice du programme Turquie/Moyen-Orient, qui m'a offert d'intéressantes opportunités de travail, et a su me recommander des contacts précieux.

En Turquie, plusieurs amis m'ont apporté leur concours. Je remercie particulièrement Cevza et Nazgol, pour leur hospitalité, et Maxime, qui m'a fait profiter de ses nombreux contacts.

Ma gratitude va également à l'ensemble de mes interlocuteurs, sans qui bien des informations précieuses m'auraient échappées, et qui m'ont répondu avec bienveillance et précision.

Je remercie aussi Gérard, Cécile, Béangère et Sylvestre pour leur relecture attentive de mes écrits et leurs conseils, et Esther pour l'aide qu'elle m'a apportée dans les traductions de l'anglais et l'élaboration de mes cartes.

J'exprime enfin, par anticipation, toute ma gratitude aux membres de mon jury dont les remarques me permettront d'améliorer, tant sur la forme que sur le fond, mon travail.

Éléments de terminologie

Précisions sur la phonétique turque

Quoiqu'écrit en lettres latines, l'alphabet turc diffère légèrement de l'alphabet français. Certaines lettres ont ainsi une prononciation différente :

C (c) se prononce **dj**.

Ç (ç) se prononce **tch**.

E (e) se prononce **é** ou **è**.

G (g) se prononce toujours dur.

H (h) se prononce fortement expiré.

Ö (ö) se prononce **eu** (comme dans « fleur »).

U (u) se prononce **ou**.

Il faut par ailleurs noter la présence de trois lettres totalement absentes de la langue française :

Ğ (ğ) est muet et allonge la voyelle précédente.

I (ı) est un son entre le « i » et le « u » français. La majuscule du « i » prend un point pour la distinguer de cette lettre (par exemple dans le prénom « İlhan »).

Ş (ş) se prononce **ch/sh**.

Les noms et sigles turcs mentionnés dans cette thèse seront en règle générale orthographiés en lettres turques. Néanmoins, certains d'entre eux seront écrits en lettres françaises lorsqu'ils sont davantage connus en France avec cette écriture (par exemple : « Istanbul » et non « İstanbul » ; le « MIT » et non le « MİT »).

Précisions sur les concepts géographiques employés

L'**Occident** est un concept qui peut prendre des acceptions différentes, géographique, culturelle ou politique ; la question de la cohérence de cet espace peut aussi se poser. Pour cette raison, c'est un concept dont l'emploi a été, autant que possible, évité. Toutefois, lorsqu'il est évoqué, c'est du point de vue turc ; il inclut alors les États-Unis, l'ensemble de leurs alliés au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et l'Union Européenne (UE), le rapprochement avec ces deux entités ayant été parallèle dans l'histoire de la Turquie.

Au sein de l'Europe, les écrits turcs distinguent plus spécifiquement la région des **Balkans**. Celle-ci inclut l'ensemble des États de l'ex-Yougoslavie, ainsi que la Roumanie et la Bulgarie.

L'**Eurasie** renvoie, dans la présente recherche, non point à un concept géographique (d'addition de l'Europe et de l'Asie), mais un concept politique aux frontières très mouvantes selon ceux qui le pensent. Pour cette raison, son emploi est évité autant que possible. Lorsqu'il est évoqué, il englobe toujours la Russie, le Caucase, l'Asie Centrale et la Turquie, ainsi que les autres territoires mentionnés le cas échéant.

Le **Moyen-Orient** a des définitions multiples. Issu de la géopolitique anglo-saxonne, ce terme évoque originellement les territoires allant de la côte orientale méditerranéenne à l'Iran. Il englobe donc le Proche-Orient (ou Levant), terme issu de la diplomatie française et désignant les États côtiers de la Méditerranée de la Turquie à l'Égypte. Toutefois, dans cette thèse, et sauf mention contraire, le terme Moyen-Orient aura une acception plus large et désignera l'ensemble des pays que la diplomatie américaine appelle « Moyen-Orient et Afrique du Nord » [*Middle-East and North Africa*, MENA].

Ce choix est notamment justifié par l'histoire : essentiel dans la vision politique de l'AKP, l'héritage ottoman inclut l'ensemble des pays de ce territoire (Maroc excepté). Par ailleurs, en raison de son intégration dans le Projet de Grand Moyen-Orient défini par les États-Unis et du développement en son sein de problèmes qui se retrouvent dans cette région, l'Afghanistan y a également été intégré.

L'**Afrique Subsaharienne**, comme l'indique sa dénomination, englobe l'ensemble des pays africains situés au sud du Sahara. Quoiqu'extrêmement divers sur tous les plans, ils partagent

cette caractéristique commune d'avoir été (relativement) isolés du bassin méditerranéen jusqu'au XIX^e siècle par ce vaste espace désertique, et de n'avoir pas été ni inclus ni en contact direct avec l'Empire Ottoman – à l'exception du Soudan et des territoires côtiers de la Corne de l'Afrique. Ils se distinguent en cela clairement de l'Afrique du Nord.

La **Corne de l'Afrique** renvoie à cet espace géopolitique que forment, autour de l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti et la Somalie.

Le **Sahel**, pour sa part, renvoie à l'espace géopolitique qui, s'étendant du Sénégal et de la Mauritanie au Soudan, borde le sud du Sahara. Il se distingue géographiquement par un climat semi-désertique favorable au nomadisme, culturellement par la primauté de l'islam malékite, et politiquement par un faible contrôle étatique des territoires.

On notera que le Soudan, fréquemment évoqué dans ce travail de thèse, prend la forme d'un carrefour entre l'Afrique Subsaharienne et le Moyen-Orient (via la frontière égyptienne), d'une part, le Sahel et la Corne de l'Afrique, d'autre part.

Les contours de l'**Asie Centrale** ne sont pas toujours faciles à préciser. Géographiquement, à l'exception de sa limite occidentale, en mer Caspienne, la région ne se distingue pas nettement du reste du continent asiatique. Culturellement, ses caractéristiques linguistiques (turcophonie, persanophonie) et religieuses (islam) transcendent et dépassent les frontières étatiques. Ainsi, selon les acceptions, on peut inclure dans cette aire culturelle le sud de la Russie, les régions occidentales de la Chine (notamment le Xinjiang turcophone), l'Afghanistan, le nord de l'Iran. Toutefois, dans un souci de simplification, la présente étude restreindra l'Asie Centrale aux frontières politiques des États qui en constituent le cœur : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

Le même choix a été fait pour le **Caucase**, terme qui renvoie ici aux trois États appartenant à cet espace dans leur intégralité, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Au terme d'Amérique du Sud, qui désigne une entité strictement géographique, il a été préféré celui d'**Amérique Latine**, qui renvoie à une dimension plus culturelle et inclut l'ensemble des États américains hispanophones et lusophones – y compris le Mexique, ou des États caribéens comme Cuba. En effet, l'approche turque de cette région est bien davantage politique et culturelle que purement géographique, ce qui explique le choix de suivre ces critères.

Sommaire

Remerciements.....	2
Eléments de terminologie.....	3
Sommaire	6
Introduction	7
Préambule : Ruptures et continuités dans la politique étrangère turque au XX^e siècle..	25
Chapitre 1. Les acteurs de la politique étrangère (2002-2017)	38
Chapitre 2. Aux sources de la doctrine	84
Chapitre 3. L'expérience d'un premier mandat (2002-2007)	132
Chapitre 4. L'affirmation d'un discours doctrinal (2007-2009)	176
Chapitre 5. La structuration de la doctrine	208
Chapitre 6. Une mise en application systématisée (2009-2011).....	248
Chapitre 7. Nouveaux défis et tentatives d'adaptation (2011-2013).....	287
Chapitre 8. L'échec de la doctrine reformulée (2013-2014).....	332
Chapitre 9. L'abandon de la doctrine au profit de stratégies ponctuelles (2014-2016).....	375
Conclusion.....	412
Sources.....	426
Bibliographie.....	431
Liste des sigles et acronymes	453
Index	457
Annexes	465
Table des matières.....	473

Introduction

Les deux premières décennies du XXI^e siècle ont été marquées par l'affirmation stratégique et diplomatique de nouveaux acteurs étatiques. Nouveauté parfois toute relative, du reste : certains de ces États sont eux-mêmes les héritiers de grands empires, dont le rôle sur la scène internationale avait pu connaître un affaiblissement temporaire. L'un de ces acteurs, la Turquie, suscite tout particulièrement l'intérêt des observateurs internationaux. La prolifération des articles, ouvrages, enquêtes et rapports consacrés à ce pays de quelque 80 millions d'habitants peut surprendre ; des États à la taille et la démographie comparable, comme l'Égypte, la Thaïlande ou le Vietnam, concentrent bien moins d'attention. L'intérêt pour la Turquie n'est évidemment pas le fruit d'un simple effet de mode, ou même de sa seule position géographique, entre Europe et Asie, mer Méditerranée et mer Noire. C'est aussi l'originalité de son évolution politique qui concentre l'attention sur elle. Certes, le retour russe à la puissance, les ambitions sans cesse plus hautes de la Chine, la résurgence d'un nationalisme indien assumé, ont à l'échelle du monde un impact considérable. Mais il n'y a pas de vraie rupture dans la pratique stratégique et diplomatique de ces États, tout au plus l'intensification, l'affirmation plus marquée d'éléments antérieurs. La Turquie donne en revanche, au premier regard, l'impression de s'affirmer à l'échelle mondiale au prix de changements rapides de sa politique intérieure comme étrangère. République laïque où l'institution militaire jouait un rôle de premier plan, elle évolue sous la houlette d'un gouvernement revendiquant des valeurs islamiques et reprenant le contrôle de l'armée. Alliée stratégique des États-Unis et membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), elle exprime de plus en plus ouvertement ses désaccords avec ses partenaires. Focalisée sur la sécurité de ses espaces frontaliers, elle développe un « *soft power* » doublé d'une intense campagne d'ouverture diplomatique qui s'étend jusqu'à l'Afrique Subsaharienne et l'Amérique Latine. En d'autres termes, la Turquie ne se contente pas de devenir un acteur de premier plan de la scène internationale, elle le fait en bouleversant l'image qu'elle peut renvoyer à l'étranger. L'incertitude qui résulte de ce double processus explique très certainement, au moins en partie, le grand intérêt qu'elle suscite.

Sous sa forme institutionnelle actuelle, la Turquie est un jeune État, qui n'existe que depuis 1923. Cette année marque sa reconnaissance internationale par le traité de Lausanne, négocié à

la suite de la guerre d'indépendance menée par Mustafa Kemal, ainsi que l'instauration par ce dernier du régime républicain. La Turquie est alors reconnue dans ses frontières actuelles (qui ne connaîtront qu'une légère modification en 1939, restant stables depuis). Mais cet État nouveau n'en est pas moins l'héritier d'une puissance beaucoup plus ancienne, l'Empire Ottoman, fondé en 1299. En six siècles d'existence, la dynastie des Ottomans [*Osmanlı* en turc] a conquis la majorité des terres arabes, la Grèce et l'Europe balkanique, le pourtour de la mer Noire ; elle a détruit l'Empire Romain d'Orient en s'emparant de Constantinople (1453), qui est devenue sa nouvelle capitale – avec un nouveau nom, Istanbul. Puis, comme toute construction impériale, l'Empire Ottoman a connu une phase de déclin, s'est vu peu à peu démantelé, malgré les réformes destinées à le moderniser, avant de s'effondrer au terme de la Première Guerre mondiale. L'État moderne apparu au terme de cette épopée a résolument renoncé aux aventures impérialistes. Alors même que l'Empire Ottoman se voulait la grande puissance musulmane de son temps, réactivant pour l'occasion le titre de Califat, la République voulue par Mustafa Kemal est devenue laïque et s'est coupée de ses anciennes possessions arabes. La Turquie s'est alors mise en retrait de la scène internationale, non par faiblesse, mais par choix. Neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, elle s'est résolue à rejoindre le camp pro-américain pendant la guerre froide, inquiète des menaces soviétiques. Bordé à l'ouest par les Balkans, au sud par le Moyen-Orient arabe, à l'est par l'Iran, au nord par l'Union Soviétique, le pays représentait un atout géopolitique certain pour ses alliés occidentaux. Mais il ne développe pas d'ambitions diplomatiques importantes durant cette période, se voyant du reste affaibli par ses déchirures internes.

L'État turc tel qu'il s'est développé tout au long du XX^e siècle est en effet beaucoup plus fracturé que ne le souhaitait son fondateur. Mustafa Kemal Atatürk, premier président de la République (1923-1938), voulait une Turquie centralisée sur le modèle jacobin. Mais la tâche s'est heurtée à la complexité du pays. Linguistiquement, le sud-est turc est peuplé de Kurdes, qui parlent une langue différente, cousine du persan, et qui ont refusé l'assimilation à la majorité turcophone. Le projet de sécularisation et de mise au pas d'un islam sunnite hanafite (une des grandes branches du sunnisme) s'est heurté à la double opposition des alévis, une minorité religieuse hétérodoxe qui ne se reconnaît pas dans cette école, et de courants religieux conservateurs qui refusent la laïcisation. À partir des années 1960, avec la démocratisation progressive du pays, des fractures politiques se sont ajoutées à ces aspects identitaires ; d'innombrables groupuscules d'inspiration marxiste ou anarchiste, d'une part, nationaliste et réactionnaire, d'autre part, se sont affrontés de plus en plus violemment. Dans ce contexte,

l'armée est intervenue à plusieurs reprises (en 1960, 1971, 1980, 1997) pour défaire les gouvernements en place et mettre en ordre un changement de système politique.

C'est dans cet arrière-plan géographique, historique et politique que s'inscrivent les transformations que connaît la Turquie au début du XXI^e siècle. Celles-ci résultent bien sûr de facteurs multiples. La libéralisation économique du pays entamée sous la primature (1983-1989) puis la présidence (1989-1993) de Turgut Özal pose tout à la fois les bases d'une croissance inédite, et d'une politique de libre-échange favorisant de nouveaux partenariats. L'apaisement progressif des conflits internes facilite une démocratisation dans les années 1990. Par ailleurs, la fin de la guerre froide, l'élargissement de l'Union Européenne (UE), les crises des Balkans à la suite de la dislocation de la Yougoslavie et les réponses américaines aux attentats du 11 septembre 2001 bouleversent l'environnement stratégique et diplomatique dans lequel évolue la Turquie. Toutefois, le principal moteur des évolutions que connaît le pays dans les années 2000 et 2010 demeure le parti qui en prend la tête en 2002.

L'islam politique turc au pouvoir

Pays à majorité musulmane, la Turquie a connu tout au long du XX^e siècle, malgré le processus de sécularisation qui a accompagné l'instauration de la République, le phénomène de l'islam politique, plus souvent désigné comme islamisme. Définir ce dernier est, en soi, un défi relativement ardu. D'une part, le terme recouvre des réalités finalement très diversifiées. D'autre part, dans un contexte de tensions identitaires à l'échelle mondiale et d'intensification du fondamentalisme religieux, il est parfois porteur d'une connotation polémique. Un regard sur quelques définitions qui en sont données dans la sphère intellectuelle francophone permet de saisir cette complexité. Pour le géopolitologue Pascal Boniface, l'islamisme « représente un mouvement idéologique reposant sur une interprétation politique des préceptes de l'islam¹ ». La sociologue Firouzeh Nahavandi insiste sur les multiples dimensions du terme et estime que « l'islamisme peut faire référence au rôle croissant des représentants de la religion ou des individus liés à la religion, des groupes et des partis politiques se réclamant de l'islam dans les politiques intérieures des pays musulmans avec des implications au niveau international² ».

¹ BONIFACE Pascal. *Lexique des relations internationales*. Paris : Ellipses, 2^{ème} édition, 2000 (1^{ère} édition : 1995), p. 130.

² NAHAVANDI Firouzeh. « Avant-propos ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Mouvements islamistes et politique*. Paris : L'Harmattan, 2009, p. 7.

L'arabologue Luz Gómez García, dans un article en français, propose l'approche suivante : « tout islamisme est de manière générale un projet idéologique au service d'un objectif politique : la constitution d'un modèle étatique propre, partant pour cela de l'actualisation d'un paradigme légitimiste de type religieux qui place la Charia au centre du discours³ ». L'universitaire Burhan Ghalioun insiste pour sa part sur la nécessité de saisir le caractère politique de l'islamisme : « loin de représenter une nouvelle secte ou de présenter même une nouvelle interprétation théologique du texte coranique, [il] est un mouvement politique et social qui vise, malgré son discours d'inspiration religieuse, à transformer un système politique et/ou social⁴ ». En raison de l'importance de cet aspect politique dans l'islamisme, ainsi que du caractère assez polémique du terme⁵, c'est l'expression « islam politique » qui sera privilégiée, autant que faire se peut, au cours de ce travail de recherche. Toutefois, son application à la société turque mérite également quelques clarifications.

Spécialiste de la Turquie, Jean-François Pérouse estime que « l'islam politique renvoie à des mouvements qui instrumentalisent fortement la religion, cette pratique n'étant pas propre aux partis assimilés à l'islam politique⁶ ». Cette définition accorde plus d'importance à l'utilisation de l'islam comme outil politique qu'à un projet s'appuyant sur ses préceptes. Elle est justifiée par la spécificité de la Turquie, État séculier réprimant traditionnellement durement toute idée de faire de l'islam une base de la législation. Historiquement, l'islam politique turc a davantage tendance à présenter les valeurs islamiques comme source d'inspiration qu'à proposer un changement de régime donnant une valeur législative aux principes religieux. L'émergence de partis porteurs de cette vision est relativement tardive dans l'histoire républicaine : en 1969, Necmettin Erbakan, ancien membre du Parti de la Justice [*Adalet Partisi*, AP], une formation conservatrice mais séculariste, fonde le mouvement de la Vision Nationale [*Millî Görüş*], qui se focalise surtout sur des questions économiques et géopolitiques, mais s'inspire ouvertement de valeurs morales islamiques ; le parti politique qui en émerge, le Parti du Salut National [*Millî Selamet Partisi*, MSP], va obtenir des députés au Parlement et même participer à un gouvernement de coalition (1973-1974) avec le Parti Républicain du Peuple [*Cumhuriyet Halk*

³ GARCIA Luz Gómez. « Islamisme et réislamisation dans les révoltes arabes ». *Moyen-Orient*, n° 13, janvier-mars 2012, p. 23.

⁴ GHALIOUN Burhan. *Islam et politique : La modernité trahie*. Paris : La Découverte, 1997, p. 77.

⁵ Pour un exemple des controverses suscitées par ce mot, on pourra lire :

- DELTOMBE Thomas. « La nouvelle 'bataille des idées'. Les mots sont importants » (en ligne). 10 juin 2014. Disponible sur : <http://lmsi.net/La-nouvelle-bataille-des-idees> (dernière consultation : 3 juin 2017).
- DURUPT Frantz. « Vous avez dit 'islamisme' ? ». *Libération*, 9 octobre 2017.

⁶ PÉROUSE Jean-François. *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*. Paris : La Martinière, 2004, p. 234-235.

Partisi, CHP], qui se revendique de l'héritage de Mustafa Kemal. Dissout en 1981, il se reconstitue sous le nom de Parti du Bien-être [*Refah Partisi*, RP]. De juin 1996 à juin 1997, son dirigeant, Necmettin Erbakan, est Premier ministre de la Turquie – le RP gouverne alors en coalition avec un autre parti. Démissionnant sous pression du corps militaire, il fonde en 1998 le Parti de la Vertu [*Fazilet Partisi*, FP], interdit en 2001 pour violation des principes laïcs.

Cette dernière interdiction, conjuguée à l'intervention militaire de 1997, qui a poussé Necmettin Erbakan, à la démission, convainc une partie des acteurs de l'islam politique turc qu'une nouvelle stratégie est nécessaire. Mais ils reprennent pour cela une conception assez traditionnelle : « pour l'islam politique turc contemporain, il ne s'agit pas de remettre en cause l'ordre socio-politique ni de détruire un État impie, mais de le conquérir⁷. » Or, prendre le pouvoir et le garder implique de se débarrasser d'un discours ouvertement religieux, qui peut servir de prétexte à des pressions sur le parti qui le porte, voire à son interdiction. C'est en partant de ce diagnostic qu'un certain nombre de cadres de l'ex-FP, rejoints par des militants issus d'autres formations conservatrices ou de novices en politique, prennent la décision de fonder un nouveau mouvement. Le 14 août 2001, le Parti de la Justice et du Développement [*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP] voit le jour ; parmi ses principaux cadres fondateurs, trois anciens membres du FP : Recep Tayyip Erdoğan, Abdullah Gül et Bülent Arınç. Néanmoins, le parti ne fait aucune référence à l'islam, et Recep Tayyip Erdoğan se définit comme un « démocrate conservateur⁸ ». Cette volonté de normaliser le mouvement en vue de parvenir au pouvoir aboutit à un réel succès, l'AKP gagnant les élections législatives de novembre 2002. Depuis cette date, le parti conserve la majorité absolue des sièges au Parlement, à l'exception d'une période allant de juin à novembre 2015, au cours de laquelle il n'a disposé que d'une majorité relative. C'est la première fois dans l'histoire républicaine turque qu'un parti issu de l'islam politique turc obtient une majorité parlementaire absolue lui permettant de gouverner sans s'intégrer dans une coalition. Quant à Necmettin Erbakan, il a fondé peu avant la naissance de l'AKP le Parti de la Félicité [*Saadet Partisi*, SP], dont les scores sont cependant restés modestes.

La question du rapport du parti majoritaire au religieux se pose dans des termes assez complexes. Lors de sa fondation, l'AKP ne revendique officiellement aucune représentation de

⁷ MASSICARD Elise. « L'islam en Turquie, pays 'musulman et laïc' ». In ROY Olivier (dir.). *La Turquie aujourd'hui : Un pays européen ?* Paris : Universalis, 2004, p. 63.

⁸ ERLER Özgün. « Yeni Muhafazakârlık, AKP ve 'Muhafazakâr Demokrasi' kimliği » [Le nouveau conservatisme, l'AKP et l'identité 'démocrate conservatrice']. *Stratejik Araştırmalar Dergisi* [Revue de Recherches Stratégiques], n° 10, 2007, p. 129.

l'islam politique. Comme l'explique l'ancien ambassadeur et président de la Fondation de Recherche Stratégique Internationale [*Uluslararası Stratejik Araştırma Kurumu, USAK*] Özdem Sanberk, le parti donne alors l'image d'une « tentative honnête d'assurer la synthèse entre les anciens islamistes, les laïcs qui font part de leurs inquiétudes, et les nécessités d'adapter la Turquie à la mondialisation⁹ ». Les statuts du parti ne font nulle part référence à la religion, et ses dirigeants acceptent le modèle séculier de la République. Plusieurs éléments justifient néanmoins qu'au cours de ce travail de recherche, l'AKP soit analysé comme porteur de l'idéologie de l'islam politique. Premièrement, comme évoqué précédemment, plusieurs de ses membres fondateurs les plus importants, en particulier Recep Tayyip Erdoğan, Abdullah Gül et Bülent Arınç, sont issus du FP de Necmettin Erbakan. Or, ce mouvement revendiquait clairement sa défense de l'islam politique et, si ces figures ont un discours critique sur sa stratégie, elles ne remettent pas en cause leur engagement idéologique passé. En d'autres termes, la fondation de l'AKP est perçue par ces anciens membres du FP comme une stratégie plus efficace pour défendre les idées qu'ils portaient déjà dans ce parti. La chute des scores du FP à partir de 2002, et les victoires successives de l'AKP dans les circonscriptions qui, aux élections législatives de 1995 et 1999, avaient placé le parti de Necmettin Erbakan en tête, permettent par ailleurs d'estimer qu'un transfert important d'électorat a eu lieu entre les deux partis. D'autre part, depuis 2002, l'AKP a progressivement réintégré l'islam comme élément de son discours public, par l'utilisation de formules à connotation religieuse, par la mise en scène de ses cadres accomplissant des rituels religieux, ou par l'affirmation d'une solidarité avec les populations musulmanes perçues comme opprimées. Surtout, sa politique a, dans la pratique, favorisé l'expression et la pratique de l'islam sunnite et remis en cause un certain nombre de mesures anticléricales, telles l'interdiction du foulard islamique à l'université ou même dans les institutions militaires¹⁰. Dorothee Schmid, qui dirige le programme Turquie/Moyen-Orient de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), synthétise ainsi cette politique : « tout en acceptant la laïcité comme paramètre institutionnel, le parti a [...] restauré la visibilité de la religion et encourage la morale islamique¹¹. » Non content de favoriser cette réhabilitation de l'islam dans le champ public, le parti s'en sert également comme d'un instrument de légitimité électorale, mettant en avant les droits accordés, sous sa

⁹ Entretien avec l'auteur, 18 février 2019.

¹⁰ AXIARLIS Evangelia. *Political islam and the secular State in Turkey : Democracy, Reform and the Justice and Development Party*. Londres : I.B. Tauris, 2014, p. 4-5.

¹¹ SCHMID Dorothee. *La Turquie en 100 questions*. Paris : Tallandier, 2017, p. 152.

mandature, aux musulmans les plus pratiquants¹². L'AKP est donc, parmi les grands partis turcs, celui qui représente le mieux l'islam politique. Certes, d'autres partis, comme le SP, s'en réclament plus directement ; mais, n'ayant pas de groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, ne participant pas aux gouvernements, et affichant des résultats électoraux très faibles, ils apparaissent marginalisés. Des élections de 2002 au coup d'État raté de 2016, c'est à travers l'AKP que s'incarne l'islam politique turc, et davantage encore sa doctrine en politique étrangère – celle-ci étant en grande partie décidée et appliquée par une équipe issue de ce parti.

L'intérêt du concept de doctrine pour appréhender la politique étrangère mise en œuvre par l'AKP

Les initiatives prises par le nouveau parti au pouvoir en termes de politique étrangère ont attiré l'attention des observateurs internationaux dès ses premières années de mandat, et jusqu'à nos jours. « Instrument par lequel un État tente de façonner son environnement politique international¹³ » pour le politologue Frédéric Charillon, et « par lequel il tente d'y préserver les situations qui lui sont favorables et d'y modifier les situations qui lui sont défavorables¹⁴ » pour son confrère Dario Battistella, la politique étrangère est à la charge des gouvernements. Mais comme le notent les universitaires Philippe Braillard et Mohammad-Reza Djalili, une des particularités de ce domaine est qu'il recouvre, par définition même, un espace géographique et politique sur lequel l'emprise de l'État est bien plus faible que sur son propre territoire¹⁵. Aussi dispose-t-il de deux outils pour faciliter son action : la stratégie et la diplomatie. Le premier terme est d'origine militaire. Toutefois, il peut s'appliquer plus généralement au champ des relations internationales, et vise « à déterminer quel est le comportement le plus adéquat permettant d'influencer ou de contrôler l'adversaire et de lui imposer sa volonté dans une situation conflictuelle » ; toutefois, il « englobe [aussi] les aspects politiques, économiques, culturels et psychologiques de ces conflits¹⁶. » En d'autres termes, il s'agit pour un État de savoir manœuvrer pour imposer sa volonté dans une situation d'opposition avec un acteur

¹² GOURISSE Benjamin. *20 idées reçues sur la Turquie : Politique, économique, société : un état des lieux*. Paris : Le Cavalier Bleu, 2017, p. 78-79.

¹³ Cité dans BATTISTELLA Dario. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses de Sciences-Po, 2^{ème} édition, 2006 (1^{ère} édition : 2003), p. 323.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ BRAILLARD Philippe, DJALILI Mohammad-Reza. *Les relations internationales*. Paris : PUF, 9^{ème} édition, 2012 (1^{ère} édition : 1988), p. 57.

¹⁶ *Ibid.*, p. 103-104.

international (qui peut, du reste, être par ailleurs un allié). L'outil qui permet de connaître les intentions de ces autres acteurs, de faire connaître les siennes et de négocier avec eux est la diplomatie. Son principe de base est l'envoi et la réception d'émissaires qui représentent leur État et assurent une fonction de communication avec les acteurs ayant une capacité de décision¹⁷. La politique stratégique et diplomatique d'un État est donc particulièrement intéressante aux yeux de ses partenaires internationaux, amenés à interagir avec lui. Pour cette raison, les initiatives prises par la Turquie depuis l'arrivée au pouvoir d'un parti issu de l'islam politique ont eu un retentissement certain. Qu'il s'agisse de la relance du processus d'adhésion à l'UE, des interventions parfois vigoureuses dans le conflit israélo-palestinien, du soutien à l'opposition syrienne lors des révolutions arabes ou d'une implantation rapide et inédite en Afrique Subsaharienne, les choix opérés par l'AKP n'ont cessé, sinon de surprendre, à tout le moins d'interroger. Ces interrogations n'ont pas été subites et concentrées dans une courte période d'incertitude, mais ont vu le jour et se sont constamment renouvelées sur plus de 15 ans. Il est permis de se demander si une politique étrangère qui suscite un intérêt régulier sur une aussi longue période n'est le fruit que de circonstances externes, ou si elle n'est pas plutôt le résultat de choix politiques. En d'autres termes, on peut poser l'hypothèse que cette politique stratégique et diplomatique répond à une volonté d'un certain nombre de décideurs, qui ont déterminé des objectifs, les moyens de les atteindre et une cohérence globale dans les actions mises en œuvre à cet effet. C'est à ce stade des interrogations que le concept de doctrine apparaît particulièrement utile.

Le terme de « doctrine » peut avoir plusieurs significations. On peut d'emblée écarter l'une d'entre elles, qui ressortit au champ juridique, et désigne un ensemble d'interprétations du droit faisant autorité. Les autres acceptions du terme ne sont pas toujours bien définies. Le *Petit Larousse* de 1965, par exemple, se contentait de définir la doctrine comme l'« ensemble des notions d'une école littéraire ou philosophique, d'un système politique, économique, etc. ou des dogmes d'une religion¹⁸. » On constate immédiatement que, d'une part, la définition est très large, et que, d'autre part, elle n'intègre pas le champ des relations internationales. Aujourd'hui, le site internet de ce même dictionnaire propose un texte plus précis : « ensemble de croyances ou de principes traduisant une conception de l'univers, de la société, etc., constituant un système d'enseignement religieux, philosophique, politique, etc., et

¹⁷ DEVIN Guillaume. *Sociologie des relations internationales*. Paris : La Découverte, 2002, p. 43-62.

¹⁸ GILLON Étienne, HOLLIER-LAROUSSE Jacques, IBOS-AUGÉ Jean *et al.* (dir.). *Petit Larousse*. Paris : Larousse, 1965, p. 332.

s'accompagnant souvent de la formulation de règles de pensée ou de conduite¹⁹ ». Si cette définition s'étend toujours à de nombreux domaines, elle intègre une dimension prescriptive. La doctrine apparaît ainsi comme un élément reposant sur des principes et établissant un certain nombre de règles à suivre. Son application à l'échelle des relations internationales peut donc s'inscrire dans cette acception.

Dans le domaine stratégique et diplomatique, le terme de doctrine est souvent employé comme équivalent de « théorie ». Toutefois, ce dernier mot, dans ses différentes définitions, présente une valeur davantage descriptive que prescriptive : il cherche à proposer une analyse cohérente, mais n'en déduit pas automatiquement des règles à suivre. Mais comment la définition de la doctrine peut-elle s'adapter aux relations internationales ? Peut-être un parallèle avec le domaine militaire, qui est étroitement lié à celles-ci, peut-il apporter un éclairage. Spécialiste des questions militaires, Christophe Wasinski, dans un article de 2003, reprenait la définition de l'armée américaine, qui présente la doctrine militaire comme « un ensemble de principes fondamentaux sur lesquels les Forces militaires se basent pour guider leurs actions en soutien des objectifs nationaux²⁰ ». Dans ce domaine stratégique spécifique, la doctrine se construit donc sur trois éléments : des objectifs (en l'occurrence, nationaux) à atteindre ; des « principes fondamentaux » devant permettre d'y parvenir ; et des « actions » qui en découlent. Si l'on transpose cette acception du terme aux relations internationales, on peut s'intéresser à la définition donnée par Georges Le Guelte, analyste à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) : la doctrine « décrit la façon dont le gouvernement perçoit la situation internationale, ce qu'il a l'intention de faire et les efforts que cela va nécessiter²¹. » En s'appuyant sur ces éléments de définition, on proposera la formule suivante : une doctrine stratégique et diplomatique est un ensemble de règles et de principes qu'un acteur (généralement un État) se propose de suivre, dans ses actions, en vue de parvenir à un certain nombre d'objectifs fixés.

Pour illustrer cette définition, il peut être intéressant de revenir sur quelques doctrines connues dans l'histoire des relations internationales. L'une des plus anciennes, la doctrine Monroe, du nom du président qui en présente les bases en 1823, est en réalité la doctrine stratégique et

¹⁹ « Doctrine. » Dictionnaire de français Larousse (en ligne). Disponible sur :

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/doctrine/26263> (dernière consultation : 6 février 2019).

²⁰ WASINSKI Christophe. « Théories des relations internationales, doctrines militaires et pensée stratégique et de sécurité ». *Les Champs de Mars*, n° 14, printemps 2003, p. 146.

²¹ LE GUELTE Georges. « Plaidoyer pour une doctrine ». *Revue Internationale et Stratégique*, n° 50, printemps 2003, p. 48.

diplomatique des États-Unis tout au long du XIX^e siècle. Elle établit des objectifs (préservier les États-Unis des conflits européens ; empêcher les intrusions européennes sur le continent américain) et les principes d'action devant permettre de les atteindre (refuser toute ingérence dans les affaires européennes ; considérer toute intrusion européenne sur le continent américain comme une menace). En 1904, le corollaire Roosevelt marque une altération de cette doctrine, en autorisant une participation aux conflits européens sous certaines conditions. La doctrine de l'endiguement (ou doctrine Truman) est adoptée par les États-Unis en 1947, avec pour objectif d'empêcher la progression du communisme, notamment en Europe et en Asie, et définissant pour principe le soutien aux États résistant à cette idéologie, conduisant à des actions d'aide économique et militaire à ces derniers. En retour, le camp soviétique développe la doctrine Jdanov, puis la doctrine Brejnev : cette dernière, formulée en 1968, affiche pour objectif le maintien du système communiste dans les États qui l'appliquent et pour principe la possibilité d'intervenir par tous les moyens dans un pays qui s'en écarterait trop. Elle est officiellement abandonnée en 1988. Beaucoup plus précise, la doctrine Hallstein vise un objectif bien déterminé : empêcher la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est ; elle pose pour cela un principe d'action très clair : la rupture des relations avec les États reconnaissant cette dernière. Elle sera appliquée notamment vis-à-vis de la Yougoslavie et de Cuba. Ces quelques exemples montrent que la doctrine est un concept mouvant, qui peut déterminer l'ensemble d'une politique ou un point très précis, et s'appliquer durant quelques années aussi bien que près d'un siècle. Mais il est possible de déterminer deux types de doctrines qui, sans automatiquement s'exclure, relèvent de deux logiques différentes : les doctrines justifiant une politique étrangère, et les doctrines en préparant une nouvelle.

Dans son article, Georges Le Guelte se demande, d'emblée, si la doctrine n'est pas une application de la formule : « ces choses nous dépassent, feignons d'en être l'organisateur »²². D'après lui, en effet, elle apparaît souvent comme un élément de justification *a posteriori* des politiques menées par les gouvernements. Un très bon exemple, parmi ceux proposés précédemment, est la doctrine Brejnev : celle-ci est en effet formulée alors que les troupes soviétiques s'appêtent à intervenir en Tchécoslovaquie pour mettre fin aux réformes prises par le régime d'Alexander Dubček (1968-1969), qu'on désigne comme « printemps de Prague ». Il s'agit donc de donner une base théorique justifiant une intervention qui, en elle-même, n'était pas justifiée du point de vue des principes soviétiques antérieurs. Pour autant, une doctrine peut aussi apparaître comme un élément d'anticipation, non de réaction : la doctrine Monroe, par

²² *Ibid.*, p. 43.

exemple, n'apparaît pas comme la justification d'une action américaine antérieure. Elle est certes une réponse à des actions européennes sur le continent américain (notamment l'implantation russe en Alaska et les interventions de l'Espagne face au soulèvement de ses colonies), mais elle a plutôt vocation à présenter aux partenaires internationaux des États-Unis les principes de politique étrangère qu'ils appliqueront désormais. Déterminer une doctrine en politique étrangère de la Turquie sous la gouvernance de l'islam politique revient à savoir de quelle nature est celle-ci : justifie-t-elle les choix fait par ce gouvernement, ou pose-t-elle les bases d'une politique nouvelle ? Ou bien encore, ne combine-t-elle pas, si c'est possible, ces deux aspects ? Quelle est, enfin, la part d'islamisme et celle d'opportunisme pragmatique dans sa mise en œuvre ?

Une dernière précision doit ici être apportée. La doctrine stratégique et diplomatique présentée dans ce travail de recherche est celle de l'islam politique ayant exercé le pouvoir, en d'autres termes, du parti AKP. On a pu constater dans les exemples précédents que nombre de doctrines étaient rattachées dans l'imaginaire collectif à une personnalité, généralement leur théoricien, au point d'en prendre le nom. Or, en Turquie, un homme, Ahmet Davutoğlu, a joué un rôle crucial, d'abord comme conseiller (2002-2009) puis ministre des Affaires étrangères (2009-2014) dans l'élaboration de la doctrine de l'AKP. Pourquoi dès lors ne pas parler de « doctrine Davutoğlu », comme on a pu parler de « doctrine Monroe », « doctrine Truman », « doctrine Brejnev » ou « doctrine Hallstein » ? En réalité, cela serait faire de cette figure la seule aux commandes des Affaires étrangères durant les mandats de l'AKP. Or, l'un des objectifs de cette recherche est précisément de déterminer le rôle exact qu'Ahmet Davutoğlu a pu jouer dans l'élaboration de la doctrine, mais aussi la part éventuelle qui peut en revenir à d'autres figures, comme Recep Tayyip Erdoğan, Abdullah Gül ou İbrahim Kalın. Parler de « doctrine Davutoğlu » reviendrait à considérer d'emblée le rôle de ces personnalités comme marginal. Du reste, il est probable qu'une analyse approfondie de certaines autres doctrines géopolitiques précédemment mentionnées, et associées à un nom unique, révélerait que cette association est une simplification qui laisse d'autres acteurs dans l'ombre. Par exemple, l'appellation de « doctrine Truman » pour désigner la politique d'endiguement des États-Unis peut avoir tendance à faire oublier le rôle significatif que le diplomate George Frost Kennan a joué dans son élaboration. En somme, l'un des postulats préalables à cette recherche est qu'une doctrine en politique étrangère ne s'élabore que rarement à partir de la pensée et des prescriptions d'une seule figure, et qu'elle est souvent le fruit d'actions et de réflexions collectives. C'est pourquoi

c'est bien la doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc, donc de l'AKP dans ce contexte, qui sera questionnée.

Problématique et méthodologie de recherche

L'exercice du pouvoir sur une période de plus de 15 ans a permis à l'AKP, non seulement d'élaborer une doctrine stratégique et diplomatique, mais aussi de tâcher de la mettre en application. Inédite dans le cadre turc, cette expérience est un intéressant laboratoire d'études sur la manière dont un discours doctrinal peut se traduire – ou non – dans la politique menée. Cette rencontre entre les principes proposés pour atteindre des objectifs précis, et la réalité de la pratique du pouvoir, avec les aléas et imprévus qui en découlent, présente un intérêt historique, politique autant que stratégique. Historique car elle permet une réflexion sur la pratique des relations internationales et sur l'évolution d'un pays au carrefour de l'Europe, du Caucase, de la mer Noire et du Moyen-Orient au cours de deux décennies qui ont vu ces régions profondément évoluer. Politique car l'AKP offre un bon modèle de gouvernement cherchant à travers sa pratique diplomatique et stratégique une forme de légitimation interne ; observer comment il procède pour articuler sa doctrine avec les attentes de l'opinion publique, mais aussi de ses partenaires internationaux, sera riche en enseignement. Stratégique, enfin, car la politique étrangère de la Turquie, pays-membre de l'OTAN, partenaire et voisin de l'UE, paraît parfois difficile à déchiffrer. Connaître la doctrine qui l'a guidée pendant des années, savoir jusqu'à quel point celle-ci est encore, ou non, appliquée, offre des clés de compréhension précieuses.

Un des objectifs de ce travail de recherche est de retracer l'origine de la doctrine stratégique et politique de l'AKP. Le rôle d'Ahmet Davutoğlu dans l'élaboration de la politique étrangère turque est connu et a été amplement médiatisé. Or, il n'a été Premier ministre que deux ans (2014-2016), deux années au cours desquelles, du reste, la politique étrangère menée a rencontré plus de difficultés que dans les années 2000. Et il n'a été ministre des Affaires étrangères que de 2009 à 2014. Auparavant, il n'exerçait qu'un rôle de conseiller. Son importance à ces postes a-t-elle été déterminante au point de lui permettre, seul, d'élaborer une doctrine adoptée et suivie par le pouvoir exécutif turc ? Une réponse affirmative laisserait entrevoir des figures gouvernementales, ou très influençables, ou totalement désintéressées de la politique étrangère. Si l'on remet en doute cette conclusion, il faut alors admettre que la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP doit aussi son existence à d'autres penseurs. On

peut envisager que Recep Tayyip Erdoğan, bien sûr, mais aussi Abdullah Gül ou Ali Babacan, qui ont été ministres des Affaires étrangères, aient eu leur mot à dire dans son élaboration. En ce cas, leur pensée a-t-elle été concurrente ou complémentaire de celle d'Ahmet Davutoğlu ? Et, en fin de compte, quelle a été la part respective de chacun dans l'élaboration de cette doctrine ? Enfin, parler de doctrine de l'islam politique revient à attribuer à ce mouvement une vision spécifique en politique étrangère. Or, l'observation de certains dossiers, par exemple les relations avec la Syrie, montre une forme de continuité entre l'AKP et les gouvernements précédents. Il est dès lors tout à fait possible d'envisager que la doctrine élaborée par le parti ne s'inspire pas seulement des réflexions de certains de ses cadres et intellectuels, mais aussi de pratiques antérieures. Déterminer les éléments de continuité et de rupture, en établir une chronologie, est un autre objectif de cette recherche.

La politique étrangère turque n'est pas restée figée sous les mandats de l'AKP. Le parti majoritaire et les gouvernements qui en sont issus ont connu des changements de cadres, certaines figures voyant leur rôle s'accroître ou s'atténuer. L'exercice du pouvoir lui a par ailleurs permis de gagner en expérience. L'équipe en place au cours du premier mandat législatif, de 2002 à 2007, était constituée d'hommes nouveaux, qui n'avaient généralement pas exercé de responsabilités de haut niveau. Inversement, au tournant des années 2010, ce sont des figures expérimentées qui tiennent le parti et le gouvernement. Enfin, bien entendu, on peut supposer que les bouleversements qu'ont connu le monde et plus spécifiquement le Moyen-Orient depuis 2002 ont eu un impact sur la politique étrangère turque. Celle-ci n'est pas demeurée statique, et il est raisonnable de se demander à quel degré la doctrine a pu évoluer en fonction de ces différents éléments. La première inconnue est sa période d'apparition : quand la doctrine commence-t-elle à s'élaborer, et à partir de quel moment peut-on considérer qu'elle guide le parti AKP ? Combien de temps lui faut-il pour se structurer ? Répondre à ces questions permet de résoudre l'épineux problème de sa nature : est-elle une doctrine justifiant une politique antérieure, ou destinée à orienter les choix à venir ? Plus la date de son élaboration sera tardive, et plus il y a de chance qu'elle intègre les choix déjà fait par l'AKP pour les justifier et leur donner une cohérence. Pour autant, même dans ce cas, n'est-elle pas également anticipatrice et n'oriente-t-elle pas dans les faits la politique qui sera appliquée ensuite ?

Pour déterminer si la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP a vocation à guider sa politique étrangère, et non point seulement à justifier des actes antérieurs, c'est son application qui doit être évaluée. En effet, une doctrine propose un certain nombre de principes devant permettre d'atteindre des objectifs fixés. Quels sont ces objectifs, dans la vision de l'islam

politique turc ? Et quels principes sont mis en avant pour les atteindre ? Une fois ces éléments déterminés, se posera la question des actions concrètes menées par la Turquie et de leur cohérence avec le discours doctrinal. La confrontation avec l'exercice du pouvoir sur une période significative (2002-2016) est aussi l'occasion d'interroger les limites de la doctrine, et ses éventuelles insuffisances.

Enfin, il y a bien sûr l'opportunité d'interroger la politique étrangère turque actuelle. En effet, une doctrine bien connue devrait permettre d'anticiper celle-ci et de lui trouver une cohérence. Or, les actions de la Turquie paraissent parfois se contredire à quelques semaines d'intervalle, et ne pas suivre un cap précis. En étudiant l'évolution de la doctrine, on peut voir si elle a réussi ou non à s'adapter aux évolutions qu'a connu l'environnement régional de la Turquie. En cas d'échec, faut-il en déduire que la doctrine a été abandonnée ? Si oui, quels éléments ont justifié sa disparition, et suivant quelle chronologie ? Ne reste-t-il pas des éléments de cette doctrine toujours perceptibles aujourd'hui, et le cas échéant, lesquels ?

* * *

Comme on peut le constater, les questions que soulève la confrontation de la doctrine de l'AKP avec la pratique du pouvoir sont légion. Faire la lumière sur ces nombreux éléments implique en premier lieu de limiter le cadre de la recherche. L'islam politique turc est un phénomène ancien ; l'AKP a été fondé en 2001 et exerce encore le pouvoir. Toutefois, le choix a été fait de faire démarrer la période d'étude en 2002 et de la clore en 2016. Bien sûr, de nombreux éléments antérieurs nécessiteront des explications, ne serait-ce que pour expliquer l'état de la politique étrangère turque en 2002. Mais cette date marque le début de l'exercice concret du pouvoir, seul²³, par un parti issu de l'islam politique. Elle est aussi celle de la nomination comme conseiller aux Affaires étrangères d'Ahmet Davutoğlu. Si 2002 est donc le point de départ de cette recherche, déterminer une date de fin a été beaucoup plus difficile. En effet, l'AKP est toujours au pouvoir, avec des figures, comme celles de Recep Tayyip Erdoğan ou dans une moindre mesure İbrahim Kalın, en place depuis longtemps. Trois éléments ont justifié de choisir

²³ À tout le moins au niveau législatif ; en termes de pouvoir exécutif, le Premier ministre issu de l'AKP doit coopérer jusqu'en 2007 avec un président de la République qui n'appartient pas au parti, mais dont les marges de manœuvres demeurent limitées.

l'année 2016 pour clôturer la période étudiée. Premièrement, il s'agit d'une année de rupture en termes de politique stratégique et diplomatique ; en plus de la démission d'Ahmet Davutoğlu au printemps, l'été est marqué par le coup d'État manqué du 15 juillet, qui entrainera une redéfinition des rapports entre le pouvoir militaire et l'armée, et par un rapide rapprochement avec la Russie, permettant une intervention militaire turque en Syrie. Deuxièmement, les travaux accomplis au cours de l'écriture de cette thèse ont permis de constater qu'après 2014, on n'observe pas de réelles nouveautés d'un point de vue doctrinal. Troisièmement, travailler sur les années suivant 2016 aurait entraîné des difficultés logistiques importantes : il aurait en effet fallu observer des événements qui se précipitent avec une documentation encore très partielle, faute de temps, et une certaine réserve des contacts interrogés – ne serait-ce que par manque d'information. En un mot, l'absence de recul historique aurait conduit à dépendre de sources moins solides. Pour toutes ces raisons, c'est la doctrine et son application entre 2002 et 2016 qui sont au cœur de cette recherche.

Le principal défi qui s'est posé au cours de ce travail a été de réussir à articuler l'étude de la doctrine telle qu'elle est formulée dans les discours et écrits de l'AKP, et celle de sa mise en application. Le premier aspect nécessite une description claire et nette de la doctrine. Elle doit présenter les objectifs mis en avant, des logiques d'action qu'elle propose et des instruments qu'elle préconise. Vient ensuite la question de l'application. Il ne s'agit pas ici, et c'est un point très important, de relater de manière exhaustive la politique étrangère mise en œuvre par la Turquie sur près de 14 ans. Des travaux de recherche et des ouvrages, souvent volumineux, ont déjà accompli cette tâche gigantesque. Plus modestement, la présente recherche a sélectionné quelques actions turques marquantes à l'international, en vue de voir comment chacune illustre la mise en application, ou au contraire les limites de la doctrine.

La consultation d'ouvrages généralistes (généralement en français et en anglais) sur la Turquie et sa politique étrangère, et des entretiens avec de bons connaisseurs de celles-ci, ont été préalablement nécessaires pour identifier les figures ayant influencé ou élaboré la politique étrangère de l'AKP.

Cette première étape franchie, il convient de se pencher sur les sources elles-mêmes, à savoir les écrits, discours et autres interventions des figures ayant participé à l'élaboration de la doctrine. Parmi ces sources (généralement en turc, parfois en anglais), on repère en particulier les éléments relatifs à la politique étrangère et ayant une valeur prescriptive.

Il faut bien sûr, et c'est une troisième étape, recouper ces sources entre elles et les analyser pour séparer ce qui s'apparente à de la simple communication de ce qui relève d'une logique d'action prise au sérieux. Pour cela, les analyses des observateurs, qu'elles soient exprimées dans des livres et articles, ou recueillies lors d'entretien, sont une aide précieuse. Parmi ces observateurs, les Turcs ont été privilégiés, pour leurs contacts, leur maîtrise de la langue et leur suivi de l'actualité, particulièrement précieux. Toutefois, recouper leurs analyses avec celles d'observateurs francophones, anglophones et italophones a permis de croiser les points de vue sur des sujets parfois controversés.

Une quatrième étape consiste à observer la mise en application de la doctrine tout au long de la période étudiée. La principale difficulté réside ici dans l'interprétation des actions stratégiques et diplomatiques, en particulier lorsque celles-ci paraissent imprévues. Quelle est la part d'anticipation et la part de simple réaction dans les choix effectués ? Encore une fois, les analyses des observateurs, turcophones ou non, sont une aide précieuse pour comprendre ces situations.

La dernière étape, initialement non planifiée, a été rendue obligatoire par la proximité historique des dernières périodes étudiées. En effet, à partir des années 2013-2014, la politique étrangère turque devient plus dure à interpréter, les ouvrages et sources viennent à manquer. Des entretiens plus approfondis avec divers observateurs de la politique étrangère turque, ainsi que de la vie politique et de ses méandres, s'avèrent alors très précieux pour combler les manques. La consultation régulière de la presse, mais aussi de médias plus modernes comme les réseaux sociaux, est également précieuse pour saisir les tendances à l'œuvre ou cerner la personnalité d'une figure influente.

Structuration de la recherche

La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP est un objet mouvant, et plus particulièrement dans le temps. Au vu de l'importance accordée à son historique, et de la longueur de la période étudiée, un plan à structure chronologique est apparu comme la meilleure des décisions. Un plan thématique aurait, certes, permis d'analyser point par point chaque élément de la doctrine et de sa mise en application. Néanmoins, il aurait présenté celle-ci comme un objet figé, sauf à analyser l'évolution temporelle de chaque aspect, ce qui aurait alourdi inutilement la

présentation. Il aurait par ailleurs fallu trouver un moyen pour montrer l'étroite complémentarité entre tous les aspects de la doctrine. Un plan dialectique n'aurait pas non plus permis un bon traitement du sujet : adapté à l'analyse d'une hypothèse préexistante et bien définie, il ne l'est pas pour un sujet suscitant autant de questions et un objet connaissant autant de variations.

Le plan chronologique a, pour sa part, l'avantage de retracer l'historique de la doctrine : son apparition, sa maturation, ses évolutions ultérieures. Il est d'autant mieux adapté qu'il permet un suivi logique de la politique étrangère turque entre 2002 et 2016, et donc une bonne compréhension de l'enchaînement des événements, et des influences réciproques entre doctrine et pratique stratégique et diplomatique. Pour cette raison, les trois grandes parties structurant la thèse, composée chacune de trois chapitres, sont organisées de manière chronologique. La première se penche sur les origines de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP ; la seconde étudie la maturation de cette doctrine et la présente ; enfin, une troisième partie explique les difficultés qu'elle rencontre à partir de 2011, ses essais d'adaptation et son délitement progressif. Néanmoins, se contenter d'énoncer des séquences historiques successives limiterait la possibilité de se pencher plus en détails sur trois éléments essentiels au traitement des problématiques énoncées : les influences diverses de la politique étrangère de l'AKP ; le rôle des différents acteurs dans sa mise en œuvre ; et la description de la doctrine elle-même, une fois parvenue à maturation. C'est pourquoi, au sein des grandes parties qui structurent la recherche, certains chapitres sortiront du cadre chronologique et proposeront une approche plus thématique.

Un court préambule, avant ces trois parties, retrace brièvement l'histoire de la politique étrangère de la Turquie jusqu'en 2002. Sans prétendre à l'exhaustivité, ce rappel met en lumière les grandes séquences et les événements les plus marquants de la diplomatie turque au XX^e siècle, un préalable utile pour mieux comprendre le contexte historique dans lequel s'inscrit le sujet de cette recherche.

La première partie de la thèse explore les origines de la doctrine. La période étudiée correspond à l'arrivée au pouvoir et au premier mandat de l'AKP, mais nécessite bien sûr des retours en arrière. Le premier chapitre présente les acteurs de la politique étrangère turque. D'une part, il établit le rôle que les institutions donnent à chacun. Il s'agit de comprendre comment cette politique est élaborée puis appliquée. D'autre part, il présente les principales figures ayant occupé ces postes, des noms qui reviendront souvent par la suite, et s'intéresse à leurs idées et

leur influence. Le deuxième chapitre est également thématique, et recherche les différentes sources d'inspiration de la doctrine. Pour cela, il revient tout à la fois sur les grandes idéologies qui, ayant marqué l'histoire stratégique et diplomatique turque, ont diversement influencé l'AKP ; sur l'héritage des gouvernements antérieurs ; et, bien naturellement, sur l'impact des idées d'un certain nombre d'intellectuels proche du parti, le plus connu étant Ahmet Davutoğlu. Enfin, le troisième chapitre retrace le premier mandat de l'AKP. Le parti ne suit pas encore de doctrine précise, et semble agir selon les opportunités, mais il acquiert durant cette période une certaine expérience, et commence à appliquer des politiques qui seront ultérieurement intégrées dans son discours doctrinal.

Dans une deuxième partie, la doctrine en elle-même, ainsi que son élaboration, sont étudiées. C'est ainsi que le quatrième chapitre analyse l'émergence, entre 2007 et 2009, d'un discours qui cherche à donner une cohérence aux décisions antérieures de l'AKP ; c'est à ce moment que le nom d'Ahmet Davutoğlu, qui n'est encore qu'un conseiller du Premier ministre, émerge réellement. Vient alors le moment de présenter, dans un cinquième chapitre, la doctrine telle qu'elle va être théorisée. Les objectifs qu'elle met en avant, les logiques d'action qu'elle propose et les outils sur lesquels elle s'appuie sont analysés. Le sixième chapitre, qui va de la nomination d'Ahmet Davutoğlu aux Affaires étrangères (mai 2009) jusqu'au début de l'année 2011, se propose d'observer une tentative de mise en application presque systématique de la doctrine désormais définie.

La troisième partie de la recherche s'articule autour de deux années de ruptures : 2011 et 2013, ruptures qui conduisent au délitement de la doctrine. Mise à l'épreuve par les révolutions arabes, celle-ci se voit profondément modifiée après 2011 en vue de s'adapter au nouveau contexte régional, modifications que le septième chapitre présente en détails. Le huitième chapitre s'intéresse à l'année charnière qui va de l'été 2013 à l'été 2014, année qui atteste la mise en échec de la doctrine telle qu'elle a été reformulée après les printemps arabes. Enfin, le neuvième chapitre explique comment, à partir de 2014, la doctrine connaît un processus de remise en cause et de disparition de ses éléments principaux ; il s'achève au printemps 2016, période à laquelle il n'est plus possible de parler d'une doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, mais tout au plus de quelques perspectives répondant aux défis du moment.

Préambule : Ruptures et continuités dans la politique étrangère turque au XX^e siècle

Lorsque l'AKP arrive au pouvoir, en novembre 2002, la République turque vient de fêter son 79^e anniversaire. Au cours de ces presque huit décennies d'existence, son environnement régional a connu de profondes modifications. Face à ces bouleversements qui ont scandé le XX^e siècle, la politique étrangère mise en œuvre par Ankara a considérablement évolué. Il est nécessaire d'avoir en tête ce processus pour mieux comprendre ce que les grandes orientations prises par l'AKP peuvent comporter d'éléments de rupture ou de continuité.

La République turque ne surgit pas *ex nihilo*. Elle s'impose en réaction aux ambitions européennes de démantèlement du territoire anatolien ; mais elle ambitionne également une rupture nette avec l'Empire Ottoman, dont elle est certes, *volens nolens*, la continuatrice légale, mais dont elle rejette vigoureusement l'héritage, particulièrement en matière diplomatique. En ce sens, 1923 apparaît comme une date fondatrice, à partir de laquelle la Turquie moderne va connaître quatre grandes phases de politique étrangère. Pendant deux décennies, sous la présidence de Mustafa Kemal Atatürk (1923-1938) puis de son successeur İsmet İnönü (1938-1950), elle sera guidée par une doctrine isolationniste, qui ne vise pas tant à la couper des autres États qu'à se maintenir hors de leurs conflits. Mais en 1945, les ambitions territoriales et stratégiques du grand voisin soviétique vont pousser les Turcs à choisir le camp américain dans la guerre froide qui s'amorce ; c'est le début d'une longue alliance, encore en vigueur de nos jours, mais qui connaît son apogée dans les années 1950. Les années 1960 et surtout 1970 ouvrent une période d'importante diversification diplomatique. Conscients des limites de l'alliance américaine, les dirigeants turcs approfondissent leurs relations avec les pays européens, le bloc communiste ou les États non-alignés ; dans les années 1980, cet approfondissement mène aussi à la redécouverte du voisinage moyen-oriental et de son potentiel économique. Enfin, après la guerre froide, la Turquie connaît un moment de flottement, caractérisé par la succession de gouvernements éphémères et fragiles, qui peinent à définir une orientation diplomatique cohérente.

La rupture avec l'héritage ottoman

L'accouchement de la République turque se fait dans la douleur : de 1914 à 1923, le pays est en état de guerre quasi-constant, d'abord au sein des puissances alliées de la *Triplique* dans la Première Guerre mondiale, puis dans un processus de lutte pour la préservation du territoire anatolien qui s'apparente à une véritable guerre d'indépendance. Ce traumatisme originel explique la volonté de rupture avec une histoire impériale qui n'est pourtant pas dénuée de succès ni de grandeur.

Fondé en 1299, avec la prise de la ville byzantine de Moadène, au nord-ouest de l'Anatolie, l'Empire Ottoman¹ (du nom d'Osman 1^{er} (1299-1326), premier souverain de la dynastie des *Osmanlı*), a en effet connu un processus d'expansion considérable. C'est par le détroit des Dardanelles que ses armées atteignent l'Europe, s'emparant de vastes territoires dans les Balkans. En 1453, la conquête de Constantinople par Mehmet II (1444-1446 puis 1451-1481) porte un coup fatal à l'Empire Byzantin et donne une nouvelle capitale aux Ottomans. Dès lors, le processus d'expansion s'accélère. Sous Sélim 1^{er} (1512-1520), leurs armées conquièrent le Proche-Orient, puis l'Égypte ; la tradition veut que le sultan ait alors hérité des Mamelouks la charge de Calife – chef spirituel de *l'Oumma*, la communauté musulmane.

L'Empire Ottoman atteint son apogée sous Soliman 1^{er} (1520-1566), que les Français surnommeront « le Magnifique ». Ce dernier contrôle alors (directement, ou *via* des liens d'allégeance plus ou moins solides) un immense territoire, formé de l'Anatolie, de la Grèce, des Balkans et de l'Europe Centrale jusqu'aux portes de Vienne, du pourtour de la mer Noire, du sud du Caucase, de l'Irak, du Proche-Orient, de Chypre et de la Crète, du pourtour de la mer Rouge (incluant notamment les villes saintes de La Mecque et Médine), de l'Égypte et de l'Afrique du Nord jusqu'aux limites du royaume marocain. Ce vaste empire est entouré de rivaux puissants : l'Autriche-Hongrie (face à laquelle il s'allie plus ou moins directement avec le royaume de France²) ; l'Empire Safavide, en Perse, qui adopte l'islam chiite ; et, plus tardivement, l'Empire Russe qui entame son expansion démesurée. Vaste mosaïque de peuples

¹ Pour une approche complète en français de l'histoire et de la société ottomanes, l'ouvrage collectif dirigé par Robert Mantran reste une source très précieuse : MANTRAN Robert (dir.). *Histoire de l'Empire Ottoman*. Paris : Fayard, 1989. Sauf indication contraire, l'ensemble des informations présentées dans cette sous-partie est issue de ce livre.

² Sur les origines et les méandres de cette alliance, on recommandera POSTEL Claude. *La France-Turquie*. Paris : Les Belles Lettres, 2013.

dont les langues, les traditions culturelles et les religions varient considérablement, l'Empire Ottoman s'adapte à cette diversité par un système administratif basé sur le « *millet* » (groupe communautaire reconnu comme nation). C'est ainsi que les chrétiens orthodoxes (« *Rum* »), les Juifs ou les Arméniens se voient reconnaître une certaine autonomie culturelle et administrative ; ils sont autorisés à pratiquer leur culte et à conserver leurs lois, sous l'autorité de leurs représentants communautaires, en échange du versement de l'impôt.

En 1571, lors de la bataille navale de Lépante, la flotte ottomane est ravagée par les vaisseaux de la Sainte-Ligue, regroupant notamment l'Espagne et Venise. Les conséquences de ce premier échec restent limitées, l'empire parvenant à s'en relever rapidement³. Mais sa réputation d'invincibilité en souffre, et la bataille acquiert une importante dimension symbolique. Il faut attendre la fin du XVII^e siècle pour que commence réellement son déclin. Échouant à s'emparer de Vienne en 1683, il doit signer en 1699 le traité de Karlowitz, qui l'ampute notamment de la Hongrie. Malgré quelques tentatives de réformes sous l'impulsion d'Ahmet III (1703-1730), l'Empire Ottoman ne parvient pas à se moderniser ; il est parallèlement confronté aux velléités expansionnistes de la Perse et, surtout, de la Russie. En 1774, celle-ci annexe la Crimée et obtient, par le traité de Küçük-Kaynarçı, le statut de protectrice des populations orthodoxes ottomanes.

Le XIX^e siècle voit se précipiter le déclin de l'empire. Conquise par Napoléon Bonaparte puis prise en main par Méhémet Ali (1805-1848), l'Égypte échappe à son contrôle, en fait sinon en droit. L'Empire Ottoman est alors le jeu des puissances européennes, qui l'affaiblissent progressivement tout en tâchant d'éviter son effondrement, dont elles craignent qu'il ne profite à la Russie. Si la France et le Royaume-Uni prennent parti pour l'indépendance grecque, acquise en 1832 après une guerre particulièrement violente, ils interviennent en revanche aux côtés de la Sublime Porte face à la Russie, lors de la guerre de Crimée (1853-1856). Les Ottomans enclenchent en 1839 une série de réformes (*Tanzimat*) qui aboutissent à l'adoption d'une Constitution en 1876. Mais une nouvelle guerre contre la Russie (1877-1878) aboutit à la perte de nouveaux territoires dans les Balkans et le Caucase, ainsi que de Chypre, cédée aux Britanniques en échange de leur médiation. Le sultan Abdülhamid II⁴ (1876-1909) suspend la Constitution et tâche d'enrayer le déclin de l'empire en jouant sur la fibre religieuse. Il réactive ainsi le titre de calife, qu'il met en avant, et s'intéresse à des provinces jusqu'alors délaissées,

³ MANTRAN Robert. « L'écho de la bataille de Lépante à Constantinople ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 2/1973, p. 396-405.

⁴ Sur ce personnage encore controversé de l'histoire ottomane tardive, on conseillera la biographie de GEORGEON François. *Abdulhamid II : Le sultan calife*. Paris : Fayard, 2003.

comme le Yémen, l'Irak ou la Libye. Il réprime également durement les soulèvements des nationalistes arméniens dans les années 1890, et se rapproche de l'Allemagne. Son autoritarisme pousse de jeunes officiers modernistes et nationalistes, les Jeunes-Turcs, à se soulever en 1908. Ils ne parviennent toutefois pas à empêcher l'annexion de la Libye par l'Italie (1911) et la perte de nouveaux territoires lors des guerres Balkaniques (1912-1913). Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, ils s'engagent, après quelques mois d'hésitation, aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Si l'Empire Ottoman parvient en 1915, aux Dardanelles, à stopper les puissances alliées, il se retrouve très affaibli sur ses flancs sud et est. En 1916, suite aux promesses de soutien britannique, et sous la houlette du chérif de La Mecque, Hussein Ben Ali, les populations arabes se soulèvent massivement contre la domination turque. Perçue comme une impardonnable trahison, cette rébellion a profondément marqué l'imaginaire turc et sa vision du monde arabe⁵. Plus au nord, les tentatives russes de soulever la population arménienne aboutissent à la déportation et au massacre de plusieurs centaines de milliers de ses membres. Le 30 octobre 1918, alors que les dirigeants Jeunes-Turcs fuient à l'étranger, l'Empire Ottoman signe l'armistice de Moudros, qui consacre sa défaite. La voie est ouverte à son démantèlement.

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres est signé entre les représentants ottomans et les puissances victorieuses. Ses conditions sont extrêmement dures. L'armée de l'empire doit être totalement démantelée, et ses finances soumises au contrôle des Alliés. Les Détroits sont mis sous contrôle international. La Grèce obtient la Thrace, ainsi qu'Izmir et son arrière-pays. Un grand État arménien est créé au nord-est de l'Anatolie, tandis qu'une province autonome kurde est envisagée au sud-est. Les Italiens, les Français et les Britanniques obtiennent de vastes zones d'influence. En pratique, le traité réduit la Turquie autonome à un petit territoire au nord de l'Anatolie et à Istanbul, désarmé et sans souveraineté économique. Mais il ne sera jamais appliqué. Dès 1919, un militaire qui s'est distingué lors de la bataille des Dardanelles, Mustafa Kemal, a pris la tête de l'opposition nationaliste, qui refuse le démembrement de la Turquie. Il vainc successivement les armées arménienne, française et grecque et oblige les Alliés à négocier un nouveau traité en 1923.

L'héritage ottoman est donc contrasté : si les immenses conquêtes de l'empire lui ont assuré une gloire certaine, celle-ci remonte à ses premiers siècles d'existence. Au contraire, sa lente

⁵ SITZENSTUHL Charles. *La diplomatie turque au Moyen-Orient : Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP : 2002-2010*. Paris : L'Harmattan, 2011, p. 37-39.

agonie est perçue par Mustafa Kemal et les dirigeants nationalistes comme une humiliation. Objet de compétition des puissances européennes, l'Empire Ottoman a été progressivement dépecé par ces dernières, mis sous leur tutelle économique, avant d'être entraîné dans le désastre de la Première Guerre mondiale. Pis : en acceptant le traité de Sèvres, le sultan a placé la survie de sa dynastie au-dessus de l'indépendance nationale turque. C'est pourquoi la nouvelle Turquie voulue par les chefs de la guerre d'indépendance tourne résolument le dos à l'héritage ottoman. Loin de l'esprit de conquête qui a abouti à la ruine de l'empire, Mustafa Kemal prône une diplomatie isolationniste, pacifiste et indépendantiste.

L'isolationnisme kémaliste (1923-1945)

Dès la guerre d'indépendance, la politique étrangère de Mustafa Kemal se veut pragmatique. À l'automne 1920, il se rapproche de la Russie bolchévique, qui le laisse reconquérir l'Arménie, lui apporte une aide matérielle, et avec laquelle il signe le traité de Moscou (16 mars 1921)⁶. Dans le même temps, tout en combattant ses armées, il tente un rapprochement avec la France, qu'il trouve plutôt bien disposée, cette dernière craignant que le traité de Sèvres n'entérine la suprématie britannique au Proche-Orient. Une fois la victoire acquise, la Turquie entame les négociations d'un nouveau traité de paix ; elle y recherche avant tout la reconnaissance de sa souveraineté sur l'Anatolie et le recouvrement d'une indépendance totale.

Le traité de Lausanne, fruit des discussions de 1923, donne pleinement satisfaction à Ankara. La Turquie récupère la plupart des territoires anatoliens qui lui avaient été retirés par le traité de Sèvres, ainsi que la Thrace ; sa dette est réduite et elle obtient le droit de conserver son armée dans la zone des Détroits – qui restent toutefois ouverts à la navigation internationale. Le traité entérine également d'importants déplacements de populations négociés entre Athènes et Ankara : près d'1 million et demi de Grecs sont expulsés de Turquie, tandis qu'un peu moins de 500 000 musulmans sont pareillement chassés de Grèce. Les deux États tâchent ainsi d'homogénéiser leurs populations respectives.

Mustafa Kemal – qui prendra en 1934 le nom d'Atatürk, soit le « Turc-Père » – a désormais les mains libres pour modifier la société turque en profondeur⁷. Il en fait une République laïque et

⁶ DUMONT Paul. « L'axe Moscou-Ankara : Les relations turco-soviétiques de 1919 à 1922 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 18, n° 3/1977, p. 165-193.

⁷ Au sujet de Mustafa Kemal Atatürk et des profonds changements qu'il a imprimés au sein de la société turque, les ouvrages abondent. On se bornera ici à signaler deux biographies récemment traduites en français. La première

s'inspire des modèles européens pour tâcher de la réformer. Cette politique s'accompagne d'une diplomatie résolument neutraliste et non-interventionniste, qui se tourne ostensiblement vers l'Europe. Rapidement réconciliée avec la Grèce, la Turquie signe avec elle, en 1930, un traité qui règle les questions laissées en suspens et accroît les relations commerciales. En 1934, les deux États s'associent à la Yougoslavie et à la Roumanie au sein du Pacte Balkanique, qui suspend l'ensemble des revendications territoriales les opposant. Dans le même temps, la République kémaliste maintient de bonnes relations avec les grandes puissances européennes que sont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En revanche, dans les années 1930, ses relations se dégradent progressivement avec l'Italie ; membre de la Société Des Nations (SDN) depuis 1932, Ankara n'hésite pas à voter en faveur des sanctions qui pénalisent l'agression italienne de l'Éthiopie. En réalité, Mustafa Kemal se méfie considérablement des ambitions méditerranéennes de Benito Mussolini, qui contrôle alors les îles du Dodécanèse⁸. Enfin, la République kémaliste maintient d'excellentes relations avec l'Union Soviétique ; en 1925, un traité d'amitié et de neutralité scelle leur entente ; il sera renouvelé jusqu'en 1945.

Une idée reçue veut que Mustafa Kemal ait totalement tourné le dos au Moyen-Orient. Cette assertion doit être nuancée. D'une part, il convient de noter que les relations diplomatiques avec le Moyen-Orient non-arabe sont alors très bonnes. Ainsi, en 1928, le roi d'Afghanistan (avec lequel un traité d'amitié a été signé dès 1921), Amanullah Khan (1926-1929), se rend à Ankara ; il en repart fortement impressionné par les réformes kémalistes, qu'il cherchera à appliquer dans son royaume⁹. En 1934, c'est le shah d'Iran Reza Pahlavi (1925-1941), qui mène lui aussi une politique autoritaire de sécularisation et modernisation, qui est accueilli en grande pompe. Et en 1937, les trois États, auxquels se joint l'Irak sous tutelle britannique, signent le traité de non-agression de Sa'dabad¹⁰. D'autre part, vis-à-vis du Moyen-Orient arabe, la politique étrangère kémaliste aurait de toute façon peu de marge de manœuvre : la plupart des territoires arabes sont sous tutelle française ou britannique, et le seul grand État indépendant, l'Arabie Séoudite, met en place une politique religieuse extrêmement conservatrice, à l'opposé du

(JEVAKHOFF Alexandre. *Kemal Atatürk : Les chemins de l'occident*. Paris : Tallandier, 2004) allie précision scientifique et narration vivante. La seconde (HANİOĞLU Şükrü. *Atatürk : Une biographie intellectuelle*. Paris : Fayard, 2016) est davantage centrée sur le parcours intellectuel du fondateur de la Turquie moderne et ses influences idéologiques.

⁸ KÖSEBALABAN Hasan. *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism, and Globalization*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011, p. 55-56.

⁹ ÖZLÜ Hüsnü. « 'Türk-Afghan dostluk ve işbirliği anlaşması' kapsamında Atatürk dönemi Türkiye-Afganistan ilişkilerine bakış » [Regard sur les relations entre la Turquie et l'Afghanistan à l'époque d'Atatürk dans le cadre du 'traité d'amitié et de coopération turco-afghan']. *Uluslararası Avrasya Sosyal Bilimler Dergisi* [Journal International des Sciences Sociales d'Eurasie], n° 8, 2012, p. 31-46.

¹⁰ SITZENSTUHL Charles. *Op. cit.*, p. 51.

modèle kémaliste. Et si Kemal Atatürk n'hésite pas à recevoir des souverains arabes, comme Abdallah 1^{er} de Jordanie (1921-1951), il négocie directement avec Londres et Paris le règlement des litiges à sa frontière sud. La Turquie souhaite en effet récupérer l'ancienne province ottomane de Mossoul, riche en pétrole, et intégrée à l'Irak par les Britanniques ; mais en 1926, elle accepte l'arbitrage de la SDN qui la laisse sous contrôle irakien. En revanche, elle se montre plus entreprenante auprès des Français pour récupérer la province syrienne d'Alexandrette – Hatay, pour les Turcs. La SDN la détache de la Syrie en 1936 et la France, qui cherche à se concilier les faveurs d'Ankara alors que les tensions montent en Europe, laisse la Turquie annexer le Hatay en 1939. Du reste, la révolte arabe de 1916-1918 a donné jour à des rancœurs tenaces : « pour les Arabes, le passé est lourd de conséquences du point de vue de la construction identitaire ; et pour les Turcs, il est marqué par le manquement à la solidarité interislamique¹¹. »

Kemal Atatürk meurt en 1938. Son successeur, İsmet İnönü (1938-1950), a été le négociateur en chef du traité de Lausanne et son principal Premier ministre. Fidèle aux choix kémalistes, il tâche de maintenir la neutralité turque durant toute la Seconde Guerre mondiale, malgré les pressions qu'exercent sur lui les différentes puissances. La Turquie est ainsi l'un des seuls pays européens à rester neutre pendant la quasi-totalité du conflit.

Une politique pro-occidentale pendant la guerre froide (1945-1964)

En mars 1945, sous pression des États-Unis, Ankara déclare formellement la guerre à l'Allemagne nazie – sans que cette décision se traduise par l'envoi de troupes. Malgré cette entorse au principe de non-intervention, elle tâche de maintenir de bonnes relations avec tous ses partenaires. Mais la même année, l'Union Soviétique refuse de renouveler le traité d'amitié et de neutralité qui l'unissait à la Turquie, et exige de cette dernière une révision du statut des Détroits (fixé par la Convention de Montreux en 1936) et la cession des provinces de Kars, Artvin et Ardahan. Staline espérait-il ainsi prendre le contrôle d'un État-clé, tout en lui faisant payer sa non-intervention dans une guerre qui a coûté plus de 20 millions de vies soviétiques ? En tous les cas, son intervention est stratégiquement désastreuse et contre-productive,

¹¹ BOZDÉMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 102-103.

puisqu'elle jette littéralement la Turquie, inquiète pour sa souveraineté et son intégrité territoriale, dans les bras des États-Unis.

Sous pression de l'allié américain, qui le fait bénéficier du plan Marshall dès 1946, le pays se démocratise. Dès 1945, İsmet İnönü accepte la création d'un parti d'opposition, le Parti Démocrate [*Demokrat Partisi*, DP], qui remporte les élections de 1950. Sous la houlette du Premier ministre Adnan Menderes (1950-1960), le DP adopte une politique étrangère résolument atlantiste. La Turquie participe à la guerre de Corée (1950-1953) et intègre l'OTAN en 1952. En 1955, à la conférence des Non-Alignés, elle se fait l'avocate du camp occidental, ce qui contribue à l'isoler auprès des autres pays participants¹². La même année, elle est un des membres fondateurs du Pacte de Bagdad, une alliance anti-soviétique réunissant également l'Iran, l'Irak et le Pakistan. La Turquie est ainsi le seul pays appartenant simultanément aux deux dispositifs, européen et moyen-oriental, du *containment* américain. Elle entretient par ailleurs de bons rapports avec Israël, qu'elle a reconnu dès 1949, et refuse de condamner la France pendant la guerre d'Algérie (1954-1962).

Mais le DP voit progressivement son pouvoir remis en cause. Ses échecs économiques et son autoritarisme progressif entraînent d'importantes manifestations. Le 27 mai 1960, la Turquie connaît le premier coup d'État de son histoire républicaine. Une fraction de l'armée, dirigée par le général Cemal Gürsel, met fin au gouvernement du DP et d'Adnan Menderes – ce dernier sera pendu en 1961, avec deux de ses ministres. Si le nouveau pouvoir marque son attachement à l'alliance américaine, il entend toutefois nuancer l'alignement inconditionnel en vigueur sous le DP. D'autant qu'en 1963, le retrait des missiles américains de Turquie (suite au retrait des missiles soviétiques de Cuba) laisse un goût amer aux dirigeants turcs, qui n'ont pas été consultés. Peu à peu s'impose l'idée que l'alliance américaine expose dangereusement le pays face à l'Union Soviétique, sans être forcément payée à sa juste valeur par Washington¹³. La même année, le rétablissement des liens diplomatiques avec l'Égypte et surtout l'accord Ankara qui permet à la Turquie d'être associée à la Communauté Économique Européenne (CEE) en vue d'une adhésion future, marquent de premiers essais de diversification.

¹² - HASGÜLER Mehmet. « Adalet ve Kalkınma Partisi, Özal'ın dış politikada yapamadıklarını yapmaya çalışmaktadır » [Le Parti de la Justice et du Développement essaie de faire ce qu'Özal n'a pu faire en politique étrangère]. In DINÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet. *Mülakatlarla Türk dış politikası* [La politique étrangère turque à travers les interviews]. Ankara : USAK, 2009, p. 319-320.

- SİNKAYA Bayram. « Geçmişten Günümüze Türkiye'nin Ortadoğu Politikası ve Batı Etkisi » [La Politique Moyen-Orientale de la Turquie jusqu'à nos Jours et l'Influence Occidentale]. *Ankara Düşünce ve Araştırma Merkezi Akademi* [Académie du Centre de Recherche et de Réflexion d'Ankara], n° 1/2011, p. 83.

¹³ BILLION Didier. *La politique extérieure de la Turquie : Une longue quête d'identité*. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 48-49.

L'évolution vers une politique plus multilatérale (1964-1991)

En 1964, une grave crise oppose la Turquie et la Grèce au sujet de Chypre, indépendante depuis 1960 et fondée sur un système bicommunautaire associant turcophones et hellénophones. Lorsque le président Makarios (1960-1977) remet en cause le droit de veto dont jouit la minorité turque, et que cette dernière est victime de violences, Ankara menace d'intervenir. C'est alors que le président américain Lyndon Johnson (1963-1969) met en garde Ismet İnönü (rappelé par l'armée et Premier ministre de 1961 à 1965) par une lettre au ton comminatoire. Cette missive est vécue comme un affront par les dirigeants turcs, qui se rendent compte par ailleurs que leur atlantisme leur a aliéné les pays arabes, ces derniers prenant partie pour les Chypriotes grecs. Ces événements marquent le début d'une vraie remise en question, non de l'alliance américaine en tant que tel, mais de son exclusivité : la Turquie se décide à élargir son champ diplomatique.

Dans les années qui suivent, les dirigeants turcs tâchent de normaliser leurs relations avec le bloc socialiste. Dès l'automne 1964, un ministre des Affaires étrangères, Feridun Cemal Erkin, est accueilli pour la première fois à Moscou. En 1967, c'est le Premier ministre Süleyman Demirel (1965-1971) qui se rend en visite officielle en Union Soviétique, voyage au cours duquel de nombreuses convergences de vue semblent se faire jour. Cela n'empêche pas la Turquie de condamner la répression du Printemps de Prague en 1968. Ankara se rapproche aussi de la Bulgarie, et surtout de la Roumanie dont le *leader*, Nicolae Ceaucescu (1965-1989), mène lui-même une tentative d'autonomisation de sa politique étrangère. Des messages sont également envoyés aux pays non-alignés – comme la reconnaissance de la République Populaire de Chine en 1971. Mais c'est avant tout vers le monde musulman qu'Ankara semble alors se tourner. En 1967, la Turquie prend le parti des pays arabes lors de la guerre des Six-Jours, allant jusqu'à voter une résolution soviétique condamnant Israël. En 1969, elle adhère à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) nouvellement créée. Et en 1973, elle soutient de nouveau l'Égypte face à Israël, allant jusqu'à interdire aux avions américains le survol de son territoire. Enfin, les dirigeants turcs se rapprochent également de leurs partenaires européens ; les rapports sont particulièrement bons avec la France de Charles de Gaulle (1958-1969), qui a lui-même considérablement remis en cause l'alignement français sur Washington.

En 1974, la politique de diversification turque s'approfondit encore davantage. Le pays est alors dirigé par une étrange coalition, qui regroupe les kémalistes de Bülent Ecevit et le MSP de

Necmettin Erbakan, issu de l'islam politique. Malgré de nombreux désaccords idéologiques, les deux hommes partagent une volonté de diversifier les relations internationales de la Turquie et de s'émanciper de la tutelle américaine. Une nouvelle crise à Chypre leur donne l'occasion de mettre en pratique ces ambitions. La junte militaire qui s'est emparée du pouvoir en Grèce renverse en effet le président Makarios et envisage l'annexion de Chypre. L'armée turque intervient alors le 20 juillet 1974. En août, elle contrôle toute la partie nord de l'île, qui connaît un processus d'épuration ethnique croisée, les populations grecques étant chassées vers le sud, et les populations turques vers le nord. Les Occidentaux condamnent l'intervention de la Turquie, et les États-Unis lui imposent un embargo sur les armes de février 1975 à septembre 1976. Ankara se détourne alors partiellement de ses alliances occidentales, d'autant que ses relations avec la CEE connaissent une période de turbulence. Une coopération militaire – certes limitée – se met en place avec l'Union Soviétique à partir de 1976, tandis que les relations économiques s'intensifient. La Turquie établit d'autre part des relations diplomatiques avec l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) qu'elle reconnaît en 1975 et dont elle accueille un bureau en 1979. Les liens s'approfondissent également avec la Libye du colonel Kadhafi (1969-2011), qui soutient la position turque dans l'affaire chypriote. Par ailleurs, l'implantation moyen-orientale du pays commence à prendre une dimension économique et stratégique, comme en témoigne, par exemple, l'accord qui, signé en 1975 avec l'Iran, aspire à contourner un éventuel embargo visant l'un des deux États.

Mais les troubles politiques que connaît le pays l'amènent au bord de la guerre civile, et l'armée organise un nouveau coup d'État en septembre 1980, officiellement pour restaurer l'ordre. Les forces politiques de gauche et islamistes subissent une répression particulièrement sévère, et une nouvelle Constitution, qui donne un rôle prédominant aux organes militaires, est instaurée en 1982. Cette décennie voit la Turquie tout à la fois revenir à l'alliance américaine et approfondir ses relations économiques avec le Moyen-Orient. Turgut Özal, Premier ministre (1983-1989) puis président de la République (1989-1993) est particulièrement actif dans la poursuite de ces deux axes. Ainsi, il se rend régulièrement aux États-Unis, dont il admire le modèle économique ; néanmoins, des crises persistent, notamment lorsque le Congrès adopte une résolution faisant du 24 avril la « journée du génocide arménien », en 1984. Parallèlement, Turgut Özal se tourne vers le Moyen-Orient et cherche à y approfondir les partenariats économiques. C'est à cette occasion qu'est forgée l'expression de « néo-ottomanisme » pour décrire cette politique. En dépit du grand succès qu'elle a rencontré, cette formule ne décrit qu'imparfaitement la réalité, car d'une part elle ne s'applique qu'à la partie arabe de l'ex-

Empire Ottoman, délaissant sa partie balkanique qui était pourtant la plus prospère ; et d'autre part la politique özalienne implique aussi des pays n'ayant jamais été sous souveraineté ottomane, comme l'Iran. Il n'en reste pas moins que le souvenir d'un glorieux passé commun est mobilisé dès cette époque pour faciliter la pénétration turque dans la région. Ankara reste neutre durant la guerre Iran-Irak (1980-1988), devenant un important partenaire économique de chacun de ces deux États. Le nombre d'entreprises turques dans le monde arabe, notamment en Libye et en Arabie Séoudite, s'accroît considérablement. Mais à partir de 1984, la Turquie se voit confrontée au Parti des Travailleurs du Kurdistan [*Partiya Karkerên Kurdistan* en kurde, PKK], qui lance une campagne armée en vue d'obtenir l'indépendance des régions kurdes ; cette véritable guerre civile fragilise ses relations avec ses voisins syrien, irakien et iranien, qui abritent également une forte population kurde. Enfin, la décennie 1980 voit aussi la Turquie se rapprocher des pays européens et de la CEE, malgré les sévères remontrances que lui adresse le Conseil de l'Europe à la suite du coup d'État et des violences des militaires qui l'accompagnent. En 1987, la Turquie dépose sa demande d'adhésion à la CEE.

Hésitations et tentatives de repositionnement dans le monde de l'après-guerre froide (1991-2002)

1989 est une année difficile pour la Turquie. La chute de l'Union Soviétique lui ôte son rôle de bastion avancé de l'OTAN, et diminue sa valeur stratégique. Les Turcs craignent une désaffection américaine, d'autant que Washington semble alors se rapprocher d'Athènes. D'autre part, la CEE rejette la demande d'adhésion d'Ankara, ce qui est perçu comme un camouflet. Enfin, sur le théâtre moyen-oriental, l'Irak refuse de reconduire le « droit de poursuite à chaud » autorisant les armées turques à poursuivre les combattants du PKK sur son territoire. La Turquie aborde donc cette décennie déstabilisée et incertaine, d'autant que des gouvernements brefs, idéologiquement très variés, et reposant sur des coalitions fragiles, s'y succèdent.

Turgut Özal décide de faire face à la nouvelle donne géopolitique en se présentant comme le partenaire indispensable de Washington au sein d'un Moyen-Orient en pleine mutation. Dans cette optique, il décide d'engager la Turquie dans la coalition qui attaque Saddam Hussein en 1990, suscitant d'ailleurs l'ire des kémalistes. Parallèlement, il cherche à renouer avec les États turcophones d'Asie Centrale et du Caucase, indépendants depuis l'implosion de l'Union

Soviétique. En particulier, il soutient l'Azerbaïdjan dans la guerre qui l'oppose à l'Arménie (1988-1994), fermant la frontière turque avec cette dernière. Mais les États d'Asie Centrale accueillent avec réserve les tentatives d'implantation turques, perçues comme condescendantes et maladroites. La Turquie rencontre plus de succès dans les Balkans, où elle se rapproche des populations musulmanes, comme les Bosniaques ou les Kosovars. Elle les soutiendra d'ailleurs activement dans les conflits qui les opposent aux Serbes.

En juin 1996, dans le cadre d'une coalition avec le Parti de la Juste Voie [*Doğru Yol Partisi*, DYP] de Tansu Çiller, l'islamiste Necmettin Erbakan succède à cette dernière au poste de Premier ministre. Sa politique étrangère se veut alors résolument fondée sur la solidarité musulmane ; très symboliquement, c'est à l'Iran qu'il réserve sa première visite, plutôt qu'aux États-Unis. Les deux pays signent d'ailleurs un accord visant à fournir la Turquie en gaz iranien. Necmettin Erbakan est également à l'origine d'un « D8 », équivalent musulman du G8, et réunissant les pays musulmans les plus peuplés¹⁴. Mais sa politique inquiète les militaires. En août 1996, ceux-ci font pression pour l'adoption d'un accord militaire et d'échange de haute technologie avec Israël. Puis, en février 1997, ils le contraignent à signer un mémorandum réaffirmant le rôle de la laïcité ; Necmettin Erbakan est finalement poussé à la démission en juin suivant.

À la fin des années 1990, sous l'impulsion du président Süleyman Demirel (1993-2000) et du Premier ministre Bülent Ecevit (1999-2002), la Turquie entame une politique de pacification de son environnement régional. Le tremblement de terre de 1999, qui frappe durement les côtes turques et grecques, est l'occasion d'un rapprochement inédit entre les deux voisins. La même année, l'Organisation de Coopération Économique de la Mer Noire (OCEMN), dont le siège est à Istanbul et dont tous deux sont membres depuis sa fondation en 1992, devient une organisation régionale pourvue d'une charte. À travers cette organisation, qui regroupe les États riverains de la mer Noire ou se situant dans son contexte géopolitique, la Turquie accroît son influence et ses partenariats régionaux. 1999 est aussi marqué par la signature de l'accord d'Adana, qui permet une réconciliation avec la Syrie, suite à l'expulsion du territoire syrien d'Abdullah Öcalan, chef du PKK (ce dernier a été capturé peu auparavant à Nairobi, avec la complicité des services secrets israéliens). En 2002, Bülent Ecevit propose également la médiation turque dans le conflit israélo-palestinien¹⁵, et cherche par ailleurs à convaincre Saddam Hussein d'adopter une attitude plus coopérative, alors que les menaces américaines

¹⁴ Bangladesh, Égypte, Indonésie, Iran, Malaisie, Nigéria, Pakistan, Turquie.

¹⁵ SITZENSTUHL Charles. *Op. cit.*, p. 184.

contre l'Irak se précisent. Ainsi, à la veille de l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la Turquie a d'ores et déjà entamé un travail de pacification de ses relations bilatérales avec certains États voisins.

* * *

La politique étrangère turque au XX^e siècle connaît donc de sérieuses fluctuations ; elle ne se résume pas à l'alliance occidentale à laquelle on la réduit bien souvent. En réalité, diverses phases marquent la période qui suit l'humiliant démembrement et l'effondrement dans la violence de l'Empire Ottoman. À l'isolationnisme prudent des deux premières décennies succède une alliance enthousiaste et presque inconditionnelle avec les États-Unis. Vient ensuite un processus de diversification, timidement entamé après 1964, considérablement approfondi dans les années 1970, et poursuivi dans les années 1980 malgré un retour à l'alliance américaine. Enfin, les années 1990 voient émerger plusieurs options diplomatiques désordonnées, mais qui témoignent toutes de la volonté d'affirmation turque. Quelques constantes se dégagent toutefois de cette politique étrangère, qui demeurent inchangées tout au long du siècle : un attachement sourcilleux à la souveraineté nationale ; un tropisme occidental tourné alternativement vers l'Europe ou vers les États-Unis ; une méfiance plus ou moins marquée envers le grand voisin russe, que celui-ci soit vu comme un adversaire direct ou comme un partenaire difficile ; le maintien de bonnes relations avec l'Iran et Israël ; une perception avant tout sécuritaire du Proche-Orient.

Chapitre 1. Les acteurs de la politique étrangère (2002-2017)

La Turquie est un système politique relativement complexe. Sa forme officielle est celle d'une démocratie parlementaire, puis présidentielle¹ ; mais le pouvoir militaire y a longtemps joué un rôle déterminant, influençant les gouvernements et détenant un véritable droit de regard sur les affaires considérées comme relevant de la sécurité nationale (en particulier le dossier chypriote ; la question kurde ; les relations avec l'OTAN ; l'alliance israélienne ; et la laïcité). Cette influence de l'armée (mais aussi des services de sécurité) sur le pouvoir civil s'est atténuée après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, mais de manière très progressive, ce qui lui laissait au cours des premières années une importante marge d'influence. De ce fait, quoique le pouvoir exécutif soit officiellement responsable de la conduite de la politique étrangère, il était encore, en 2002, contraint de se soumettre aux limites que le corps militaire lui imposait. Il faut ajouter par ailleurs que les acteurs non-étatiques turcs ont joué, notamment après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, un rôle croissant dans la mise en place d'une diplomatie reposant sur des stratégies d'influence.

De ce fait, avant de chercher à dégager une doctrine en politique étrangère, il convient d'identifier les acteurs chargés de la mettre en œuvre. D'une part, il s'agit de déterminer les différentes fonctions, officielles mais aussi officieuses, liées à l'exercice de la politique extérieure. D'autre part, il faut aussi se pencher sur les personnalités qui ont occupé ces fonctions. Si certaines n'ont exercé qu'un rôle d'exécutant, d'autres ont pu, par leur pratique ou leur réflexion, influencer la doctrine diplomatique et stratégique mise en œuvre. Il est donc important de présenter ces figures et les aspects de la politique étrangère pour lesquelles elles étaient compétentes. Enfin, il s'agit aussi de dégager une dynamique, en vue de comprendre combien le rôle de chacun de ces acteurs a pu évoluer au cours de la période étudiée.

Il est nécessaire au préalable de préciser ce que l'on entend par « acteur » : l'étymologie du mot renvoie à l'action, autrement dit l'accomplissement d'actes concrets ayant une conséquence dans le domaine concerné – ici la politique étrangère. Cette action se fait à trois niveaux : d'abord, dans l'élaboration d'une pensée permettant de dégager les options qui s'offrent au

¹ Le 16 avril 2017, les amendements à la Constitution de 1982, permettant notamment de passer d'un régime parlementaire à un régime présidentiel, ont été approuvés par référendum (51,41% de « oui »).

pays, les conséquences qui suivraient chacune d'elle, et parfois la suggestion d'options nouvelles et encore impensées ; c'est là le travail des diplomates et des conseillers. Vient ensuite le choix, qui consiste à trancher entre différentes orientations et à choisir celle suivie par le pays ; il s'agit là typiquement du rôle des ministères, notamment du Premier ministre, et de la présidence de la République, mais également de l'armée qui, dans les premières années, fera partie de ce processus de décision. Enfin, le troisième niveau d'action relève de l'application des décisions prises en tâchant de les traduire en actes concrets ; s'il s'agit du travail typique des diplomates, d'autres canaux, comme les services secrets, les ONG ou les acteurs confessionnels et communautaires, peuvent être utilisés. Ce chapitre ne se penche pas sur les acteurs économiques, car si ceux-ci ont pu, de manière isolée, influencer sur la politique étrangère ou sa mise en œuvre, ils ne représentent pas un ensemble cohérent dans l'action diplomatique et stratégique. De même ne seront pas évoqués les penseurs et anciens dirigeants qui ont pu servir de modèle à l'AKP, car l'action de ces derniers ne s'inscrit pas directement dans la pratique de la politique étrangère de 2002 à 2017.

Le présent chapitre s'intéresse donc à trois catégories d'acteurs qui, depuis 2002, ont joué un rôle dans la mise en œuvre de la politique étrangère turque. Il y a tout d'abord les acteurs politiques civils, que sont d'une part le ministère des Affaires étrangères et ses diplomates, et d'autre part les dirigeants du pouvoir exécutif (Premier ministre et président de la République) et leurs conseillers diplomatiques. Deux figures essentielles, celles de Recep Tayyip Erdoğan et d'Ahmet Davutoğlu, ont été particulièrement actives à ces fonctions. Viennent ensuite les corps chargés de la sécurité de l'État : l'armée, qui n'a perdu que progressivement son influence sur la conduite de la politique étrangère, et les services secrets, dont le rôle est, par définition, difficile à appréhender. Enfin, il est nécessaire de se pencher sur les acteurs non-étatiques qui ont contribué à augmenter l'influence turque à l'étranger. Ils sont d'une grande diversité : ONG liées à l'AKP ou à l'État turc ; fondations religieuses, comme la confrérie de Fethullah Gülen ; groupes communautaires liés, par la religion ou la langue, à la Turquie.

1.1. Les institutions politiques

La Constitution de 1982¹, qui était en vigueur en 2002 lorsque l'AKP est arrivé au pouvoir et qui l'est (officiellement) toujours aujourd'hui, malgré des réformes importantes, notamment en 2010 et 2017, ne donne que peu de précisions sur les acteurs institutionnels chargés de la politique étrangère. Officiellement, le président de la République qui représente l'État turc à l'étranger a une importante marge de manœuvre ; dans la pratique, toutefois, la politique extérieure a essentiellement été menée par le Premier ministre. Ce phénomène s'explique d'une part par le caractère parlementaire du régime (jusqu'à la réforme de 2017), qui fait de ce dernier le véritable chef de l'exécutif ; et d'autre part par la forte personnalité de Recep Tayyip Erdoğan, qui a occupé ce poste de 2003 à 2014. Le ministère des Affaires étrangères joue traditionnellement un important rôle dans l'exercice de la politique étrangère, du fait du professionnalisme et de la relative indépendance de son personnel². L'arrivée à sa tête, en 2009, d'Ahmet Davutoğlu, principal théoricien de la doctrine de l'AKP en matière de politique étrangère et figure intellectuelle respectée, a contribué à élargir sa marge de manœuvre. Enfin, dans la logique d'un régime parlementaire, l'Assemblée Nationale dispose de certaines prérogatives qu'elle a déjà eu l'occasion de faire valoir.

1.1.1. Les fonctions des organes institutionnels

Si l'on s'intéresse à la Constitution turque, on remarque un intéressant paradoxe : alors qu'elle mentionne le président de la République et l'Assemblée Nationale au sujet de la politique extérieure, c'est cependant le Premier ministre qui exerce le vrai pouvoir de décision. Responsable devant la représentation parlementaire, il doit théoriquement se conformer aux grandes orientations dessinées par celles-ci mais, à l'instar de son homologue britannique par

¹ Le texte, ainsi que les modifications qu'il a connues de 1982 à 2010, sont disponibles en turc sur GÖZLER Kemal. « Türkiye Cumhuriyeti Anayasası » [Constitution de la République Turque]. GÖZLER Kemal. Türk Anayasa Hukuku Sitesi [Site de Droit Constitutionnel Turc] (en ligne). 2010. Disponible sur : <http://www.anayasa.gen.tr/1982ay.htm> (dernière consultation : 21 juillet 2017). Une traduction française est consultable en ligne sur la digithèque de l'université de Perpignan : « Turquie : Constitution du 7 novembre 1982 ». MAURY Jean-Pierre. Digithèque de matériaux juridiques et politiques (en ligne). Disponible sur : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/tr1982.htm> (dernière consultation : 22 juillet 2017). Les extraits présentés dans ce chapitre sont issus de ce dernier texte.

² DORRONSORO Gilles. *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*. Paris : Autrement, 2009, p. 48.

exemple, il est en réalité le chef de la majorité parlementaire. Quant au ministère des Affaires étrangères, il est chargé de la mise en œuvre pratique.

1.1.1.1. Le président de la République

Le président de la République est le chef de l'État ; depuis la réforme constitutionnelle de 2007, il est élu au suffrage universel (il était auparavant élu par l'Assemblée Nationale). Son mandat, initialement unique et long de sept ans, a été ramené à cinq ans renouvelables par la réforme constitutionnelle de 2017.

L'article 104 de la Constitution turque précise les attributions du président de la République, en particulier celles relatives aux orientations diplomatiques et stratégiques. Il « représente la République de Turquie et incarne l'unité de la nation turque » et a le pouvoir, parmi ses nombreuses attributions, d'« accréditer les représentants de l'État turc auprès des États étrangers et recevoir les représentants des États étrangers accrédités auprès de la République de Turquie » ; « entériner et promulguer les traités internationaux » ; « décider de se servir des Forces armées turques » ; et « convoquer » et « présider le Conseil de Sécurité Nationale ». Il convient de noter qu'en pratique, ces attributions ne font en rien de lui un décideur.

En effet, le président de la République voit son action limitée par plusieurs facteurs. En premier lieu, plusieurs de ces attributions sont soumises à la sanction de l'Assemblée Nationale, comme par exemple la possibilité de mobiliser les forces armées, et la ratification des traités internationaux. D'autre part, le Conseil de Sécurité Nationale, en pratique, limite ses prérogatives sur l'ensemble des sujets considérés comme relevant de la sécurité de l'État – soit une large gamme de problématiques. Le président de la République n'a politiquement pas la possibilité de s'opposer aux recommandations faites par ce conseil. Il faut cependant remarquer que cette dernière limite s'est progressivement estompée sous la gouvernance de l'AKP. Mais elle était encore bien présente lors de son arrivée au pouvoir (malgré la réforme du 17 octobre 2001, lancée sous l'impulsion de Bülent Ecevit, et qui en faisait alors un organe essentiellement consultatif³). Enfin, en pratique, le président de la République a besoin du savoir-faire et des ressources du Premier ministre et du ministère des Affaires étrangères, ce qui donne à ces derniers l'essentiel du pouvoir.

³ « Ecevit: Gerilim istemiyorum » [Ecevit : Je ne veux pas de tensions]. *Hürriyet*, 18 octobre 2001.

Confronté à la pression des militaires en amont, et du ministère des Affaires étrangères en aval, Turgut Özal (1989-1993) a été le premier président turc à faire appel à des conseillers diplomatiques, qui ont bientôt acquis davantage d'influence que les cadres du ministère des Affaires étrangères⁴. En plus de l'expertise qu'ils apportent, les conseillers permettent sur certains dossiers de limiter les pressions exercées sur le chef de l'exécutif, et d'agir sans dépendre nécessairement des ressources du ministère des Affaires étrangères. Cette pratique a été poursuivie par ses successeurs.

1.1.1.2. L'Assemblée Nationale

Le régime turc est unicaméral. La Grande Assemblée Nationale de Turquie [*Türkiye Büyük Millet Meclisi*] comporte 550 députés (comme prévu par la réforme constitutionnelle de 2017, ils sont 600 depuis les élections législatives de 2018), élus au suffrage universel, et au scrutin proportionnel par circonscriptions. L'élection du président de la République au suffrage universel (réforme de 2007) et surtout la réforme constitutionnelle de 2017, aboutissant à un régime de type présidentiel, ont diminué les prérogatives de l'Assemblée Nationale⁵, devant laquelle le pouvoir exécutif n'est plus responsable.

En vertu de l'article 90 de la Constitution, la ratification « des conventions conclues avec les États étrangers et les organisations internationales au nom de la République de Turquie » est soumise à l'approbation de l'Assemblée Nationale. L'article 92 précise que c'est également elle qui autorise « la proclamation de l'état de guerre », « l'envoi des Forces armées turques à l'étranger » et « la présence de forces armées étrangères sur le territoire turc » (sauf si celle-ci est prévue par un traité international ou des conventions diplomatiques). Toutefois, l'article précise qu'en cas de menace immédiate ou de vacance ou suspension de l'Assemblée Nationale, le président de la République peut mobiliser les forces armées sans la consulter.

C'est donc davantage un rôle de validation de la politique édictée que peut jouer l'Assemblée Nationale. En pratique, sous la gouvernance de l'AKP, ce rôle a été limité par le fait que le pouvoir exécutif a toujours (à l'exception d'une courte période courant de juin à novembre 2015) bénéficié d'une large majorité parlementaire. Pour autant, l'Assemblée Nationale n'est

⁴ ROBINS Philip. *Suits and Uniforms: Turkish Foreign Policy Since the Cold War*. Washington: University of Washington Press, 2003, p. 55.

⁵ Comme l'admet Zafer Sirakaya, député du groupe AKP (entretien avec l'auteur, 19 février 2019).

pas une simple chambre d'enregistrement des décisions primo-ministérielles puis présidentielles. En refusant d'entériner l'accord conclu entre les gouvernements turcs et américains, et qui autorisait le second à utiliser le territoire turc pour l'invasion de l'Irak, en 2003, l'Assemblée Nationale a montré qu'elle pouvait constituer un acteur autonome et suivre davantage l'avis des militaires que celui des dirigeants de l'exécutif⁶. En effet, en plus des députés de l'opposition, une partie des députés de l'AKP ont voté contre cet accord, empêchant ce dernier d'atteindre la majorité qualifiée nécessaire pour entrer en application. Le rôle de Bülent Arınç, président de l'Assemblée Nationale (2002-2007), et hostile à l'accord⁷, a renforcé cette division du parti et montré que le détenteur de ce poste avait une certaine marge de manœuvre.

1.1.1.3. Le Premier ministre

Selon la Constitution, le Premier ministre est chargé de « l'exécution de la politique générale du gouvernement » (article 112). En pratique, ce laconisme a laissé une grande marge de manœuvre aux Premiers ministres, et ce dès le mandat de Turgut Özal (1983-1989). Le caractère parlementaire du régime a fait du Conseil des Ministres le principal organe de décision du pouvoir exécutif, le président de la République se voyant davantage relégué à un rôle d'arbitre. Le Premier ministre a donc, en pratique, une marge d'action dans la menée de la politique étrangère. Cette tendance s'est fortement accentuée sous le gouvernement de l'AKP : en effet, c'est l'homme fort et principal dirigeant du parti, Recep Tayyip Erdoğan, qui a occupé le poste de Premier ministre de 2003 à 2014. Inversement, on a pu constater que l'accès à la présidence de la République de Recep Tayyip Erdoğan et la nomination d'un nouveau Premier ministre a dévalorisé ce rôle, au profit de la fonction présidentielle.

Comme le président, le Premier ministre s'entoure de conseillers diplomatiques – cette pratique a, là encore, été initiée par Turgut Özal, qui a occupé successivement les deux postes⁸. Elle a par la suite été reprise par Recep Tayyip Erdoğan. Ce dernier, lors de son accession à la tête du gouvernement turc, devait en effet faire face à trois institutions méfiantes à son endroit : la présidence de la République, alors occupée par Ahmet Necdet Sezer (2000-2007), adversaire

⁶ STEIN Aaron. *Turkey's new foreign policy: Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*. Londres: RUSI, 2014, p. 22.

⁷ HALE William. *Turkey, the US and Iraq*. Londres : London Middle East Institute, 2007, p. 111.

⁸ DORRONSORO Gilles. *Op. cit.*, p. 48.

déclaré de l'AKP⁹ ; le Conseil de Sécurité Nationale, où l'influence de l'armée restait prédominante ; le ministère des Affaires étrangères, dont le personnel était traditionnellement méfiant vis-à-vis de l'islam politique. Le recours aux conseillers diplomatiques s'explique très probablement, du reste, par cette méfiance réciproque. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de retrouver parmi ces conseillers Ahmet Davutoğlu, qui sera par la suite ministre des Affaires étrangères (2009-2014) et Premier ministre (2014-2016).

1.1.1.4. Le ministère des Affaires étrangères

Institutionnalisé en 1927 sous sa forme actuelle¹⁰, le ministère des Affaires étrangères de Turquie est chargé de la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière stratégique et diplomatique. La Constitution de 1982 prévoit que le ministre des Affaires étrangères participe aux réunions du Conseil de Sécurité Nationale (article 118).

En 2016, le ministère employait 2217 diplomates, en Turquie et à l'étranger, sur un total de 6711 fonctionnaires¹¹. Recruté par concours et majoritairement issu des classes moyennes supérieures et aisées de la société turque, ce corps diplomatique soudé et solidaire jouit traditionnellement d'une grande indépendance, et se montre très attaché à l'alliance avec les pays européens et occidentaux¹². Il est peu affecté par les changements de majorité gouvernementale et de ministre, et peut constituer un frein lorsque les politiques appliquées par le gouvernement vont à l'encontre des idées qui y dominent. En effet, formés dans des établissements anglophones ou francophones, les diplomates turcs sont traditionnellement tournés vers l'Europe et les États-Unis (beaucoup d'entre eux y ayant du reste effectué une partie de leurs études). Il ne s'agit pas pour autant d'un corps monolithique. Le personnel diplomatique s'est bien adapté aux inflexions et changements apportés à la politique étrangère

⁹ « Ahmet Necdet Sezer'in yedi yılından geriye kalanlar » [Ce qui reste des sept années d'Ahmet Necdet Sezer]. BirGün (en ligne), 22 mars 2007. Disponible sur : <https://www.birgun.net/haber-detay/ahmet-necdets-zer-in-yedi-yilindan-geriye-kalanlar-32367.html> (dernière consultation: 12 mai 2017).

¹⁰ « Bref Aperçu Historique du Ministère des Affaires Etrangères de la République de Turquie ». République de Turquie : Ministère des Affaires étrangères (en ligne). Disponible sur : <http://www.mfa.gov.tr/bref-aper%C3%A7u-historique-du-minist%C3%A8re-des-affaires-etrang%C3%A8res-de-la-r%C3%A9publique-de-turquie.fr.mfa> (dernière consultation : 29 septembre 2017).

¹¹ *Ibid.*

¹² KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie : les ambitions régionales et mondiales d'une puissance moyenne ». In AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali (dir.). *La Turquie, d'une révolution à l'autre*. Paris: Fayard, 2013, p. 258-259.

après 2002. Par ailleurs, il a progressivement intégré de nouveaux membres, davantage issus de la bourgeoisie conservatrice au sein de laquelle l'AKP trouve un soutien traditionnel¹³.

Le ministère des Affaires étrangères est donc un acteur de la politique stratégique et diplomatique turque à double titre. D'une part, en tant qu'exécutant : ses diplomates sont chargés de porter à l'international les grandes options retenues par le gouvernement et de favoriser les relations diplomatiques avec les partenaires de la Turquie. D'autre part, le ministère produit également une expertise et un savoir, qui permettent à son personnel d'exprimer des préférences ou des réticences à l'égard de certains choix en matière de politique étrangère. Le gouvernement est en conséquence fortement incité à prendre en compte les vues de son corps diplomatique, ce dernier lui assurant en retour les compétences et outils nécessaires à la mise en œuvre de sa politique étrangère. Cette situation explique en partie que le processus d'adhésion à l'Union Européenne ait été l'un des premiers chantiers diplomatiques lancés par l'AKP : il s'agit en effet d'un sujet très consensuel, sur lequel la politique gouvernementale s'est trouvée en phase avec les attentes du corps diplomatique¹⁴. Il convient donc de ne pas sous-estimer le poids de ce dernier dans l'élaboration et l'application de la politique étrangère.

1.1.2. Les acteurs de la politique étrangère à partir de 2002

Au-delà du rôle formel donné à chacun par les institutions officielles, la pratique de la politique étrangère a été grandement influencée par la personnalité de ceux qui ont exercé ces charges. On peut segmenter ces acteurs politiques en trois groupes, d'importance décroissante. Viennent tout d'abord Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, qui ont joué un rôle primordial et sans équivalent dans la conduite de la politique extérieure depuis 2002. Le premier l'a fait en tant que chef effectif de l'exécutif dès 2003, d'abord à la tête du gouvernement puis à la présidence de la République. Le second a, pour sa part, été le principal inspirateur de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP¹⁵, un conseiller proche de Recep Tayyip Erdoğan, puis son ministre des Affaires étrangères, enfin son Premier ministre. Ils ont été les deux principaux acteurs de la politique étrangère turque. Viennent ensuite plusieurs figures politiques qui, par

¹³ - SCHMID Dorothée. *La Turquie en 100 questions*. Paris : Tallandier, 2017, p. 200.

- Özdem Sanberk, entretien avec l'auteur (18 février 2019).

- Mehmet Nuri Yıldırım, entretien avec l'auteur (29 septembre 2018).

¹⁴ GÜLSEVEN Enver. « Turkey-EU Relations ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millennium*. Francfort: Peter Lang, 2015, 248-249.

¹⁵ Comme expliqué au chapitre suivant.

leur niveau de responsabilité ou leur capacité d'influence, ont été des acteurs secondaires mais importants dans ce domaine. Il s'agit des deux présidents de la République qui ont précédé Recep Tayyip Erdoğan (Ahmet Necdet Sezer et Abdullah Gül, ce dernier ayant également été ministre des Affaires étrangères) ; des négociateurs en chef pour l'adhésion à l'Union Européenne, dont deux ont également été ministre des Affaires étrangères (Ali Babacan et Mevlüt Çavuşoğlu), tandis qu'un autre jouait un rôle de conseiller actif (Egemen Bağış) ; et des ministres de la Défense, notamment Vecdi Gönül qui est resté en place de 2002 à 2011. Viennent enfin des personnalités n'ayant pas participé directement aux gouvernements, et aux marges de manœuvre souvent réduites, mais qui ont pu contribuer à la pratique de la politique étrangère turque depuis 2002. Ce sont essentiellement des conseillers et des ambassadeurs qui ont pu, par leur action, peser sur les décisions effectuées au niveau gouvernemental ou favoriser leur application.

1.1.2.1. Recep Tayyip Erdoğan, le maître d'œuvre

Le premier artisan de la politique étrangère de la Turquie est incontestablement, au moins depuis 2003, son Premier ministre (2003-2014) puis président de la République (depuis 2014), Recep Tayyip Erdoğan. En plus de ces deux postes de décision fondamentaux, sa qualité de membre fondateur de l'AKP, au pouvoir depuis 2002, et l'autorité morale qu'il exerce de fait sur la majorité de ses membres, en font le principal décideur des grandes orientations stratégiques et diplomatiques turques. S'il n'a pas la même importance qu'Ahmet Davutoğlu dans l'élaboration de la doctrine, il a pleinement adopté celle-ci et lui a apporté, par son action concrète vis-à-vis de l'extérieur, une contribution qui ne doit pas être négligée. En d'autres termes, Recep Tayyip Erdoğan est davantage un artisan qu'un théoricien, mais sa pratique concrète des relations internationales a influencé l'élaboration de la doctrine tirée des théories d'Ahmet Davutoğlu.

Recep Tayyip Erdoğan est né le 26 février 1954 à Istanbul, dans le quartier populaire de Kasımpaşa, qui jouxte au nord la Corne d'Or, au cœur de la partie européenne de la ville. D'après son propre témoignage, il doit son second prénom, « Tayyip », le plus couramment employé dans sa jeunesse, à son grand-père, qui le portait également ; son premier prénom,

« Recep », fait référence au mois du calendrier musulman l'ayant vu naître¹⁶. C'est cependant à Rize, ville située aux abords de la mer Noire, et traditionnellement conservatrice¹⁷, qu'il passe sa petite enfance. À 13 ans, il revient à Istanbul.

Toute la jeunesse de Tayyip Erdoğan est marquée par une forte influence religieuse, qui se traduira en militantisme actif relativement tôt. Il effectue ses études secondaires dans l'école Imam Hatip d'Istanbul, spécifiquement consacrée à la formation des imams, mais qui a les faveurs des familles les plus conservatrices en raison de l'enseignement religieux qu'elle dispense¹⁸. En 1973, il intègre la faculté de sciences économiques et administratives de l'université de Marmara, à Istanbul¹⁹ et rejoint la section locale de l'Union Nationale des Étudiants Turcs [*Millî Türk Talebe Birliği*, MTTB], organisation proche du mouvement de Necmettin Erbakan. C'est là que se forge l'ébauche d'une vision politique, y compris en matière de politique extérieure ; la MTTB est fortement influencée par les écrits de Necip Fazıl Kısakürek et de Nurettin Topçu²⁰. Il semble qu'à cette époque, le jeune Erdoğan soit encore largement influencé par la vision politique traditionnelle de l'islamisme turc. En témoigne cette pièce de théâtre qu'il écrit en 1975 et dont il interprète le rôle principal, intitulée *Mas Kom Yah*, soit les diminutifs de *mason* (franc-maçon), *komünist* (communiste) et *yahudi* (juif), et dénonçant ces trois groupes comme un danger pour l'islam et la Turquie²¹. En 1976, il prend la tête de la branche locale de la jeunesse du MSP.

Le coup d'État de 1980 aboutit à la dissolution du parti d'Erbakan, comme d'ailleurs des autres partis alors présents dans le champ politique turc. Dès 1983, toutefois, ce dernier fonde avec Ali Türkmen et Ahmet Tekdal un nouveau parti, le Parti du Salut [*Refah Partisi*, RP] ; en 1984,

¹⁶ « Erdoğan: Babam çok otoriter bir babaydı; yanlış yaptığımızda hesaplaşırdı » [Erdoğan : Mon père était un père très autoritaire ; il nous le faisait payer lorsque nous faisions une erreur]. T24 (en ligne), 13 septembre 2013. Disponible sur : <http://t24.com.tr/haber/erdogan-babam-cok-otoriter-bir-babaydi-yanlis-yaptigimizda-hesaplasirdi,238620> (dernière consultation : 20 mars 2017).

¹⁷ À partir de 1967, la majorité des maires de la ville seront issus des rangs du parti islamiste *Refah Partisi* et des mouvements qui en descendent, dont l'AKP.

¹⁸ « Bakanlar Kurulu'nun özgeçmişi » [Biographie officielle des ministres]. *Milliyet*, 29 août 2007.

¹⁹ Suite au témoignage d'Ömer Başoğlu, une personnalité du parti d'opposition CHP, une controverse relative à l'effectivité des études effectuées par Tayyip Erdoğan et à l'authenticité de son diplôme a agité la Turquie. Pour en savoir plus sur cette polémique, dont l'incidence sur cette thèse est plus que limitée, voir : « Turquie : Erdogan et le mystère du faux diplôme ». *L'Obs* (en ligne). 22 avril 2016. Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160421.OBS8986/turquie-erdogan-et-le-mystere-du-faux-diplome.html> (dernière consultation : 21 avril 2017).

²⁰ JOSSERAN Tançrède. *La nouvelle puissance turque : L'adieu à Mustapha Kemal*. Paris : Ellipses, 2010, p. 84.

²¹ - « Muhteşem Yüzyıl'ı eleştiren Erdoğan usta tiyatrocı çıktı! » [Erdoğan a joué au théâtre la pièce 'Muhteşem Yüzyıl' qu'il critique !]. *Sözcü*, 29 novembre 2012.

- BOISSON Pierre, « 'Maçons, communistes, juifs' ? : quand Erdogan était comédien ». *Rue89* (en ligne), 13 février 2014. Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20140213.RUE1914/macons-communistes-juifs-quand-erdogan-etait-comedien.html> (dernière consultation : 21 mars 2017).

Recep Tayyip Erdoğan en devient le responsable dans le quartier de Beyoğlu. Il montre alors ses premiers signes de pragmatisme, en s'adaptant à l'électorat, moderne et européenisé, de ce quartier. Il est ainsi l'une des premières figures du parti à mettre en avant des militantes non voilées pour recruter de nouveaux membres²². En 1994, Recep Tayyip Erdoğan est élu maire d'Istanbul. Il s'y montre un gestionnaire efficace, réduisant les problèmes de circulation, luttant contre la corruption et gagnant ainsi l'estime de l'électorat au-delà de la sphère conservatrice.

Plusieurs événements survenus entre 1997 et 1999 vont profondément marquer le maire d'Istanbul et l'amener à une nouvelle stratégie. Le 28 février 1997, un mémorandum de l'armée met en garde le RP et le gouvernement de Necmettin Erbakan, au pouvoir depuis le 28 juin 1996²³, contre les atteintes à la laïcité turque. Après avoir signé ce mémorandum et tenté de minimiser son impact, le Premier ministre Erbakan démissionne finalement le 30 juin 1997. Le 16 janvier 1998, le RP est dissous par la Cour Constitutionnelle. Puis, le 21 avril, c'est Recep Tayyip Erdoğan qui est condamné à 10 mois de prison (il en purgera quatre, du 24 mars au 27 juillet 1999) pour avoir récité un poème présentant les mosquées, dômes, minarets et croyants comme des casernes, boucliers, baïonnettes et soldats. De cette série de revers, il tire la conviction que seule une profonde refonte de l'islam politique turc, une normalisation des rapports avec l'*establishment*, peut lui permettre un jour l'exercice effectif du pouvoir.

Le 22 juin 2001, le nouveau parti d'Erbakan, le Parti de la Vertu [*Fazilet Partisi*, FP], est à nouveau dissous par la Cour Constitutionnelle. Alors que le vieux chef choisit de fonder un nouveau mouvement (le SP), Recep Tayyip Erdoğan et une soixantaine de cadres, majoritairement issus du FP, refusent cette fois de s'associer à l'initiative et choisissent de créer un nouveau mouvement. Le 14 août 2001, ils fondent l'AKP. Fort de sa popularité, Recep Tayyip Erdoğan en devient le président, poste qu'il conservera jusqu'à son élection à la présidence de la République, en 2014, et qu'il retrouve le 21 mai 2017, la réforme constitutionnelle votée auparavant lui permettant de combiner les deux sièges. Le 3 novembre 2002, l'AKP arrive en tête aux élections législatives avec 34,28% des voix et 363 sièges sur 550 – soit la majorité absolue. Quoique chef du parti, Recep Tayyip Erdoğan n'a pas le droit de siéger à l'Assemblée Nationale, en raison de sa condamnation ; cette règle est abolie par l'AKP (avec le soutien du CHP)²⁴. Le président du parti peut alors se présenter à une élection partielle,

²² JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.* p. 85.

²³ Il s'agissait plus précisément d'un gouvernement de coalition avec le Parti de la Juste Voie [*Doğru Yol Partisi*, DYP] de Tansu Çiller.

²⁴ GÜRCANLI Zeynep. « Erdoğan milletvekili seçildiği tarihte Bakanlar Kurulu'nu toplayacak » [Erdoğan réunira le Conseil des Ministres le jour où il sera élu député]. *Hürriyet*, 24 février 2015.

qui se tient à Siirt le 9 mars 2003, et qu'il remporte. Le 14 mars suivant, il est nommé Premier ministre du pays.

Sa qualité de président de l'AKP, reconnue par tous les membres de son gouvernement, lui assure la préséance dans les choix stratégiques effectués. Jusqu'en 2007, il doit toutefois composer avec un président de la République qui n'est pas issu de l'AKP, Ahmet Necdet Sezer. Une fois ce dernier remplacé par Abdullah Gül, les marges de manœuvre de Recep Tayyip Erdoğan s'élargissent. Ses victoires électorales successives (2007, 2011) renforcent son autorité sur le parti et en font le véritable chef de l'exécutif. Le 28 août 2014, il est élu président de la République. En plus de son autorité morale sur le parti (renforcée par son élection au suffrage universel direct, dès le premier tour), il dispose désormais des leviers institutionnels mis à disposition de son poste. De plus, à partir de 2014, on constate un raccourcissement des mandats ministériels liés à la politique étrangère : en à peine trois ans, la Turquie connaît ainsi deux changements de Premier ministre, trois changements de ministre des Affaires étrangères et trois changements de ministre de la Défense. La faible durée de ces mandats limite leurs marges de manœuvre et augmente par conséquent celles du président ; du reste, à partir de 2014, les deux ministres qui se succèdent aux affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu et Feridun Sinirlioğlu, n'ont ni la notoriété ni l'autorité morale de leur prédécesseur Ahmet Davutoğlu.

1.1.2.2. Ahmet Davutoğlu, penseur et homme d'action

Personnalité incontournable lorsque l'on travaille la politique diplomatique et stratégique de la Turquie contemporaine, Ahmet Davutoğlu présente la particularité d'avoir été tout à la fois le principal théoricien de la doctrine de l'AKP en politique étrangère, et l'une des figures qui a été chargée de son application pratique. En d'autres termes, il développe ce que Béatrice Garapon appelle « un savoir orienté vers l'action²⁵ », refusant d'être un simple observateur et considérant qu'il est nécessaire d'être un acteur du domaine que l'on étudie, sous peine de perdre prise sur la compréhension de la réalité²⁶.

Le parcours d'Ahmet Davutoğlu, né en 1959, est typique, par certains aspects, de la génération de cadres qui ont formé l'AKP. Il ne vient pas des milieux intellectuels d'Istanbul et de la côte

²⁵ GARAPON Béatrice. *Le monde théorique d'Ahmet Davutoğlu : Une analyse de « Profondeur stratégique »*. Saarbrücken: PAF, 2014, p. 16.

²⁶ *Ibid.*

ouest, qui forment le vivier traditionnel de la diplomatie turque, mais d'une famille modeste de Taşkent, petite ville de la très conservatrice province de Konya, au cœur de l'Anatolie²⁷. Bon élève, il intègre pour ses études secondaires le Lycée d'Istanbul [*Istanbul Erkek Lisesi*], un établissement prestigieux qui est en réalité une école internationale allemande – une partie de l'enseignement étant dispensé dans cette langue. En 1983, il entre à l'Université du Bosphore [*Boğaziçi Üniversitesi*], où il décroche un master en Affaires publiques, puis un doctorat en Sciences politiques et relations internationales. Sous la direction du sociologue Şerif Mardin, il présente une thèse qui se veut une réflexion sur les pensées occidentale et islamique, sur leur impact sur la théorie politique, et leur arrière-plan historique et philosophique²⁸. Il s'y inscrit dans une logique civilisationnelle considérant que la pensée islamique porte une vision du monde spécifique, différente des écoles philosophiques européennes.

En 1990, il est chargé de cours à l'Université Islamique Internationale de Malaisie. Il y fonde le département de sciences politiques, qu'il préside jusqu'en 1993²⁹. Il semble que ce séjour en Malaisie ait fortement impacté le jeune professeur ; d'une part, il y découvre une diversité d'étudiants qui le confortent dans son idée que le monde n'est plus centré sur la sphère occidentale³⁰ ; d'autre part, il y observe le modèle d'un État conservateur, qui a pu réislamiser la population par la défense de normes sociales présentées comme des libertés plutôt que par une politique autoritaire³¹. Ahmet Davutoğlu revient ensuite en Turquie, et travaille de 1995 à 1999 au département des Relations internationales de l'Université de Marmara, à Istanbul. Au cours de cette période, il s'engage davantage dans le débat public en contribuant – sous pseudonyme – au journal conservateur *Yeni Şafak*³².

De 1998 à 2002, Ahmet Davutoğlu donne des cours, en tant que professeur invité, à l'Académie des Forces Armées et à l'Académie Militaire. Il semble que ce soit à cette époque qu'il se rapproche des milieux conservateurs du FP, et qu'il rencontre notamment Recep Tayyip

²⁷ « Davutoglu as Turkey's PM and Future Challenges ». Al Jazeera Centre for Studies (en ligne). 1er septembre 2014. Disponible sur : <http://studies.aljazeera.net/en/positionpapers/2014/08/2014828131922357853.html> (dernière consultation : 11 avril 2017).

²⁸ GÜZEL Adnan. « Ahmet Davutoglu's 'Alternative Paradigms' and Inclusion of Islamic Thought in IR Theory ». Graduate Institute of International and Development Studies: Global South Conference. 2012. Disponible sur: <https://fgsisc.files.wordpress.com/2012/11/isa-global-south-conference-paper-2012-ahmet-davutoglu-s-alternative-paradigms-and-inclusion-of-islamic-thought-in-ir-theory-adnan-r-gu-zel.pdf> (dernière consultation: 4 octobre 2017).

²⁹ « Ahmet Davutoğlu kimdir? Ahmet Davutoğlu'nun hayatı » [Qui est Ahmet Davutoğlu ? Sa vie]. *Sözcü*, 21 août 2014.

³⁰ DAVUTOĞLU Ahmet. *Küresel Bunalım*. Istanbul : Küre Yayınları, 2002, p. 91-92.

³¹ JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.*, p. 68.

³² MUHTAR Reha, « Ahmet Davutoğlu'nun özgeçmişindeki o inanılmaz tesadüf... » [Cette incroyable rencontre dans le CV d'Ahmet Davutoğlu...]. *Vatan*, 23 août 2014.

Erdoğan³³. Mais c'est la publication de son célèbre ouvrage, *Stratejik Derinlik* [Profondeur Stratégique], en 2001, qui va le faire connaître au sein des sphères dirigeantes turques³⁴. Au lendemain de la victoire de l'AKP, en novembre 2002, il est nommé premier conseiller du Premier ministre Abdullah Gül (puis de Recep Tayyip Erdoğan qui lui succède en 2003), ainsi qu'ambassadeur itinérant³⁵.

Si sa fonction de conseiller ne lui donne théoriquement que peu de pouvoir, Ahmet Davutoğlu devient en pratique l'un des principaux artisans de la politique étrangère turque. Son rôle est alors triple. Il est inspirateur, son ouvrage *Stratejik Derinlik* et ses autres écrits offrant une base théorique à la politique mise en place par l'AKP. Il est conseiller, et Recep Tayyip Erdoğan a tendance à se reposer davantage sur lui que sur le ministère des Affaires étrangères, dont il se méfie du personnel, trop associé à l'ordre kémaliste traditionnel³⁶. Il est légitimateur, enfin, donnant au parti et à sa politique diplomatique et stratégique un aspect scientifique, à destination à la fois de l'opinion publique turque et de l'international.

En 2009, ce statut d'acteur de la politique étrangère se voit pleinement officialisé avec sa nomination au ministère des Affaires étrangères. En 2010, il présente publiquement les quatre « piliers » sur lesquels sa politique repose : l'indivisibilité et la sécurité du pays ; le dialogue ; l'interdépendance économique ; et la cohabitation harmonieuse entre les cultures. La même année, le magazine *Foreign Policy* le classe à la 7^{ème} place (juste après Celso Amorim, ministre des Affaires étrangères brésilien de 2003 à 2010) au sein de sa liste des 100 penseurs les plus influents³⁷. Mais c'est aussi sous sa mandature que la politique étrangère turque se heurte à de sérieuses difficultés, prise de court par les révolutions arabes puis s'engageant dans les processus politique interne syrien et égyptien. Ces problèmes ne semblent pas pénaliser Ahmet Davutoğlu qui est nommé Premier ministre en 2014, remplaçant Recep Tayyip Erdoğan qui devient président de la République. Il remplace également ce dernier à la présidence de l'AKP. Dès lors, son implication dans la mise en place de la politique étrangère diminue. D'une part, le président Erdoğan dispose de prérogatives étendues en la matière, de par son nouveau poste,

³³ GARAPON Béatrice. *Op. cit.*, p. 10.

³⁴ Les idées et théories présentées dans ce livre seront analysées au chapitre suivant.

³⁵ BONZON Ariane. « Turquie : dans la tête d'Ahmet Davutoglu, le vizir déchu ». *Slate* (en ligne), 23 mai 2016. Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/118445/ahmet-davutoglu-chute-poulain-turc-europe> (dernière consultation : 5 avril 2017).

³⁶ D'après notamment le témoignage de l'ancien diplomate et conseiller auprès du ministère des Affaires étrangères Mehmet Nuri Yıldırım (entretien avec l'auteur, 29 septembre 2018); cette importance d'Ahmet Davutoğlu par rapport au personnel du ministère est également évoquée par l'universitaire Özden Zeynep Oktav (entretien avec l'auteur, 11 juin 2018).

³⁷ AHUGEY [pseudonyme]. « The FP Top 100 Global Thinkers ». *Foreign Policy*, 23 novembre 2010.

et s'implique plus directement dans les grands dossiers. D'autre part, un nouveau ministre des Affaires étrangères est chargé de gérer le corps diplomatique. Il faut ajouter qu'Ahmet Davutoğlu essuie à cette période les premières critiques, face à l'isolement régional croissant d'Ankara³⁸, et qu'il doit par ailleurs gérer les troubles politiques internes. Après un semi-échec aux élections législatives de juin 2015, l'AKP remporte une écrasante victoire à celles de novembre suivant ; Ahmet Davutoğlu, qui s'est beaucoup investi dans cette seconde campagne, en tire un certain prestige. Mais le 5 mai 2016, suite à des désaccords avec le président Erdoğan³⁹, il renonce à se représenter à la tête de l'AKP ; le 22 mai suivant, il quitte sa fonction de Premier ministre.

1.1.2.3. Un rôle variable pour les autres figures de l'exécutif

Président de la République du 16 mai 2000 au 28 août 2007, Ahmet Necdet Sezer est la seule figure importante du pouvoir exécutif à partir de 2002 qui ne soit pas issue de l'AKP. Il ne vient d'ailleurs même pas du champ politique traditionnel puisqu'il était, jusqu'à son élection, président de la Cour Constitutionnelle (1998-2000), et n'appartenait à aucun parti. Son choix pour la présidence de la République est le résultat d'un compromis entre le Parti Démocratique de la Gauche [*Sol Demokratik Partisi*, SDP], le Parti d'Action Nationaliste [*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP] et le Parti de la Mère-Patrie [*Ana Vatan Partisi*, ANAP]. Du fait de son hostilité à l'AKP (il avait fait dissoudre le RP 10 jours à peine après sa nomination à la tête de la Cour Constitutionnelle), il joue un rôle original dans la conduite de la politique étrangère. Il consiste essentiellement à contrebalancer les choix de l'AKP perçus comme dangereux pour l'alliance occidentale. Ahmet Necdet Sezer n'hésite jamais à user son droit de veto, conduisant l'AKP à agir avec prudence⁴⁰. Néanmoins, il se montre également capable de collaborer avec son gouvernement sur certains dossiers de politique étrangère plus consensuels, tel celui de l'intégration à l'Union Européenne.

Abdullah Gül est probablement, après Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, le plus important acteur de la politique étrangère turque sous la gouvernance de l'AKP. Né en 1950 à

³⁸ Voir à ce sujet la 3^{ème} sous-partie du chapitre 8 de la présente thèse.

³⁹ BONZON Ariane, *Op. cit.*

⁴⁰ « Veto rekortmeni Ahmet Necdet Sezer » [Le *recordman* du veto est Ahmet Necdet Sezer]. HaberX (en ligne), 20 juillet 2010. Disponible sur : [http://www.haberx.com/veto_rekortmeni_ahmet_necdet_sezer\(17,n,10400018,588\).aspx](http://www.haberx.com/veto_rekortmeni_ahmet_necdet_sezer(17,n,10400018,588).aspx) (dernière consultation : 12 avril 2017).

Kaysera, au cœur de l'Anatolie, il a une expérience internationale relativement fournie. Il passe notamment deux années universitaires à Londres, où il adhère à la Fédération des Sociétés Étudiantes Islamiques⁴¹. Diplômé d'un doctorat en sciences économiques, il dirige de 1983 à 1991 la Banque de Développement Islamique de Djeddah, en Arabie Séoudite. Dans les années 1990, il milite au sein du RP de Necmettin Erbakan, où il est responsable des relations internationales. Il fait partie des cadres qui rejoignent Recep Tayyip Erdoğan lors de la fondation de l'AKP. Après la victoire du parti aux élections législatives de 2002, il est nommé Premier ministre ; Ahmet Davutoğlu le rejoint en tant que premier conseiller aux affaires étrangères. Toutefois, dès le 14 mars 2003, Abdullah Gül est remplacé par Recep Tayyip Erdoğan et devient ministre des Affaires étrangère – ainsi que vice-Premier ministre. Il conserve ce rôle jusqu'en 2007, et prend une part active à la mise en place de la politique étrangère turque⁴². Sa maîtrise de l'anglais et son expérience internationale facilitent ses rapports avec les partenaires du pays. En particulier, il s'implique dans le dossier d'adhésion à l'Union Européenne⁴³. Le 28 août 2007, après deux premiers tours infructueux, l'Assemblée Nationale l'élit à la présidence de la République. Abdullah Gül apparaît alors comme la deuxième tête de l'exécutif, aux côtés de Recep Tayyip Erdoğan. Son tempérament réputé plus calme et ses bonnes relations avec les pays occidentaux contrebalancent la politique de son Premier ministre, que certains observateurs soupçonnent de vouloir s'éloigner de ses partenaires traditionnels. Il est particulièrement actif dans le processus de rapprochement avec la Syrie de Bachar al-Assad⁴⁴, ainsi qu'avec l'Arménie⁴⁵. Mais après les révolutions arabes, il devient plus discret et Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu apparaissent alors comme les principaux meneurs de la politique étrangère turque. Le 28 août 2014, Abdullah Gül est remplacé par Recep Tayyip Erdoğan à la présidence de la République. Dès lors, malgré des rumeurs sur un éventuel retour,

⁴¹ MAC LEAN Gerald. *Abdullah Gül and the Making of the New Turkey*. Londres : Oneworld, 2014, p. 81-86.

⁴² *Ibid.*, p. 225-228 et 231-235.

⁴³ Beril Dedeoğlu, entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

⁴⁴ Voir par exemple la conférence de presse commune, tenue le 5 octobre 2010, en turc, entre les deux présidents : « 11.Cumhurbaşkanı Abdullah Gül. Suriye Cumhurbaşkanı Beşar Esad'ın Ziyareti » [Voyage du président syrien Bachar al-Assad] (vidéo en ligne). 5 octobre 2010. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=p0YmIDuohu4> (dernière consultation : 4 mai 2017).

⁴⁵ KANTARCI Şenol. « Türkiye-Ermenistan İlişkileri: Önce 'Peynir Diplomasisi' Sonra 'Futbol Diplomasisi' » [Les relations Turquie-Arménie : d'abord la 'diplomatie du fromage', ensuite la 'diplomatie du football']. Türksam (en ligne), 1^{er} juillet 2008. Disponible sur : <http://www.turksam.org/tr/makale-detay/752-turkiye-ermenistan-iliskileri-once-%EF%BF%BDpeynir-diplomasisi-sonra-%EF%BF%BDfutbol-diplomasisi> (dernière consultation : 25 avril 2017).

il se retire des affaires politiques, se contentant de quelques interventions remarquées – et parfois critiques vis-à-vis de son successeur et ancien allié⁴⁶.

Les autres ministres des Affaires étrangères turcs en poste depuis 2002 ont exercé des mandats beaucoup plus courts. Le premier d'entre eux, Yaşar Yakış (2002-2003), n'est resté en place que quatre mois. Il a néanmoins joué un rôle essentiel dans la rédaction du premier programme électoral du parti (2002), notamment sa partie consacrée à la politique étrangère. Il le raconte lui-même – et en français –, non sans un certain humour :

« Je faisais partie du comité de rédaction du premier programme de l'AKP. Cependant, la politique étrangère était le dernier chapitre à traiter. Nous avons travaillé assez tard, et je crois que tout le monde était un peu fatigué. Lorsqu'on est arrivé à cette partie, les autres membres du comité de rédaction m'ont dit : 'écoute, pour cette partie, nous te faisons confiance'. Je pense qu'ils voulaient se reposer et que ce sujet leur semblait ennuyeux. J'ai donc eu l'honneur de m'occuper, pratiquement tout seul, de rédiger la partie qui parlait de politique diplomatique⁴⁷. »

Le ministère des Affaires étrangères a donc tout naturellement été proposé à Yaşar Yakış après la victoire de 2002. Ancien ambassadeur ayant notamment servi en Égypte et en Arabie Séoudite, anglophone, francophone et arabophone, a participé au relancement des négociations avec l'UE et à la rédaction du traité constitutionnel européen⁴⁸. Il a continué par la suite à intervenir dans le débat public, adoptant dans les années 2010 un regard bien plus critique sur l'AKP, dont il était l'un des fondateurs⁴⁹.

Ali Babacan (2007-2009) occupe le poste un peu moins de deux ans. Il est toutefois fort de son expérience de négociateur en chef pour l'adhésion à l'Union Européenne, qu'il occupe depuis le 17 janvier 2005. Homme d'affaire et consultant financier, ayant notamment vécu à Chicago,

⁴⁶ IDIZ Semih. « Will Abdullah Gul return to politics? ». *Al-Monitor* (en ligne), 16 juin 2015. Disponible sur : <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/06/turkey-elections-akp-loss-former-president-gul-return.html> (dernière consultation : 9 janvier 2018).

⁴⁷ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁴⁸ « Yaşar Yakış'ın Özgeçmişi » [CV de Yaşar Yakış]. YAKIŞ Yaşar. Yaşar Yakış (en ligne). Disponible sur : <http://www.yasaryakis.com.tr/TR/belge/1-40/ozgecmis.html> (dernière consultation : 12 avril 2017).

⁴⁹ « AKP'nin ilk Dışişleri Bakanı Yaşar Yakış: İktidar AKP'yi bozdu, o ideallerin hiçbiri kalmadı » [Yaşar Yakış, premier ministre des Affaires étrangères de l'AKP : le pouvoir a déformé l'AKP, aucun de ses idéaux n'est resté]. T24 (en ligne). 15 août 2017. Disponible sur : <http://t24.com.tr/haber/akpnin-ilk-disisleri-bakani-yasar-yakis-iktidar-akpyi-bozdu-o-ideallerin-hicbiri-kalmadi,419928> (dernière consultation : 23 septembre 2017).

L'entretien accordé à l'auteur le 28 mars 2018 a par ailleurs été émaillé de réflexions assez sévères vis-à-vis de la politique suivie par l'AKP depuis la fin des années 2000.

il a la confiance des partenaires économiques de la Turquie⁵⁰. Sa marge de manœuvre politique reste assez mince, à l'époque où Ahmet Davutoğlu (qui lui succèdera aux Affaires étrangères) exerce une influence sans cesse croissante. Ses voyages diplomatiques, en particulier en Grèce et au Proche-Orient, s'inscrivent pleinement dans la volonté d'activisme renforcé de la Turquie⁵¹.

Mevlut Çavuşoğlu remplace Ahmet Davutoğlu en août 2014 ; un an précisément plus tard (28 août 2015), il quitte son poste, qu'il retrouve en novembre 2015 et exerce depuis cette date. Diplômé en relations internationales à Ankara, et en économie à New-York, il est un des cofondateurs de l'AKP. Intéressé par les questions européennes, il a été le premier Turc à présider l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (2010-2012), puis a été négociateur en chef auprès de l'UE (2013-2014). D'après plusieurs observateurs de la politique étrangère turque, son rôle et son influence seraient assez modestes⁵². Dans un contexte international troublé, où Recep Tayyip Erdoğan multiplie les initiatives parfois contradictoires, on peut supposer qu'elle est plus faible que celle de ses prédécesseurs, surtout depuis la réforme constitutionnelle qui a élargi les prérogatives du président de la République.

Notons enfin que le poste a été occupé par Feridun Hani Sinirlioğlu du 28 août au 24 novembre 2015. Cet ancien diplomate, qui ne fait pas partie de l'AKP, a été nommé dans un contexte particulier (incapable de former une majorité parlementaire, l'AKP a nommé un gouvernement de transition avant d'organiser de nouvelles élections) qui ne lui a laissé ni le temps ni une liberté d'action suffisante pour impacter la pratique de la politique stratégique et diplomatique.

Participant au Conseil de Sécurité Nationale et travaillant en coordination avec le chef d'État-Major, le ministre de la Défense nationale turc joue un rôle dans les aspects sécuritaires de la politique étrangère. Il négocie notamment les contrats d'armements et la coopération avec les alliés du pays, en particulier au sein de l'OTAN. Vecdi Gönül a été la personnalité la plus marquante à ce poste, qu'il a occupé de novembre 2002 à juillet 2011, puis brièvement du 3 juillet au 18 novembre 2015. Député du FP de Necmettin Erbakan, il a participé à la fondation de l'AKP. Sa bonne maîtrise de l'anglais (il a notamment étudié en Californie) et ses multiples expériences dans l'administration publique lui ont permis de gagner la confiance de l'armée,

⁵⁰ « Babacan's miracle ». *The Economist*, 20 janvier 2005.

⁵¹ MARCOU Jean. « Ali Babacan en Grèce ». OVIPOT (en ligne). 5 décembre 2007. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/399> (dernière consultation : 12 mai 2017).

⁵² - Ali Balci, entretien avec l'auteur, 13 juin 2018.

- Haydar Çakmak, entretien avec l'auteur, 6 juin 2018.

- Yaşar Yakış, entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

avec laquelle il a entretenu de bonnes relations⁵³. Ayant envisagé de briguer la tête de l'AKP, Vecdi Gönül n'a pas partagé toutes les options d'Ahmet Davutoğlu, qu'il aurait même qualifié de « dangereux⁵⁴ ». Il semble avoir été particulièrement attentif au maintien de bonnes relations avec Israël, et avoir tâché de limiter les conséquences des crises politiques entre les deux pays (notamment celle de 2010) sur leur coopération militaire⁵⁵. İsmet Yılmaz est l'autre principale figure ayant dirigé le ministère de la Défense nationale, de juillet 2011 à juillet 2015, puis de novembre 2015 à mai 2016. N'ayant rejoint l'AKP qu'en 2011, il avait cependant occupé plusieurs ministères sous ses précédents mandats. Son action, dans un contexte troublé pour la Turquie, a essentiellement consisté à négocier des partenariats de défense et des contrats d'armements avec des partenaires divers. On peut supposer que sa marge d'action a été limitée par l'omniprésence du président Erdoğan sur de nombreux dossiers. Fikri Işık (mai 2016-juillet 2017) puis Nurettin Canikli (depuis juillet 2017), qui lui ont succédé, sont restés trop peu en place pour jouer un rôle important. On peut noter que le second est issu d'une école Imam Hatip, un type d'établissement initialement prévu pour former les fonctionnaires religieux.

Le ministère des Affaires européennes, prolongement du rôle de négociateur en chef auprès de l'UE, a été mis en place en 2011. Ses titulaires ont joué un rôle essentiel dans la tenue de la politique européenne de l'AKP. Egemen Bağış a été la personnalité la plus marquante à ce poste. Plus jeune que la moyenne des cadres du parti (il est né en 1970), formé aux États-Unis, parfaitement anglophone et disposant d'un important réseau aux États-Unis, il a une bonne connaissance des affaires internationales⁵⁶ ; ces qualités ont très tôt conduit le Premier ministre Erdoğan à en faire un de ses conseillers. En 2009, il se voit confier le poste de négociateur en chef auprès de l'UE ; dans cette continuité, il devient ministre des Affaires européennes ; il le reste de juin 2011 à décembre 2013. Il fait montre d'un grand volontarisme et se fait connaître par de nombreux entretiens avec des médias européens ; la fin de son mandat se caractérise néanmoins par un certain découragement, Egemen Bağış estimant même que la Turquie doit s'attendre à ne jamais être acceptée dans l'UE⁵⁷. Après Mevlut Çavuşoğlu, c'est Volkan Bozkır

⁵³ Türker Ertürk, entretien avec l'auteur, 1^{er} octobre 2018.

⁵⁴ MARCOU Jean. « Les documents diplomatiques révélés par WikiLeaks confirment les inquiétudes américaines à l'égard des récentes orientations diplomatiques turques ». OVIPOT (en ligne), 30 novembre 2010. Disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org/1668> (dernière consultation : 21 avril 2017).

⁵⁵ - *Idem*. « Israël essaye de renouer avec la Turquie ». OVIPOT (en ligne), 25 novembre 2009. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/1058> (dernière consultation: 16 avril 2017).

- MIGDALOVITZ Carol. *Israel's Blockade of Gaza, the Mavi Marmara Incident, and Its Aftermath*. Washington: CRS Report, 16 juin 2010, p. 13.

⁵⁶ MARCOU Jean. « Egemen Bağış, nouveau négociateur en chef avec l'Europe ». OVIPOT (en ligne), 19 janvier 2009. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/749> (dernière consultation: 18 avril 2017).

⁵⁷ SPILLIUS Alex. « Turkey 'will probably never be EU member' ». *The Telegraph*, 21 septembre 2013.

(août 2014-août 2015 puis novembre 2015-mai 2016) qui occupe ce poste. Objet de polémique⁵⁸, ne restant pas longtemps en place, il n'a que peu de marge d'action, dans un contexte où les liens entre la Turquie et l'UE s'affaiblissent et où Recep Tayyip Erdoğan s'implique particulièrement dans ces relations. Il est chargé de négocier notamment l'accord sur les réfugiés signé le 18 mars 2016. D'août à septembre 2015, c'est un député du HDP, Ali Haydar Konca, qui prend la tête du ministère. Mais il le quitte très rapidement, dénonçant les pressions de l'AKP⁵⁹. Beril Dedeoğlu, issue de la société civile, le remplace jusqu'en novembre 2015. Très favorable au processus d'adhésion, elle explique avoir tenté de le faire progresser pendant ses quelques mois en fonction, mais avec un succès limité en raison d'un contexte international difficile⁶⁰. Depuis le 24 mai 2016, le poste est occupé par Ömer Çelik, qui a été auparavant vice-président de l'Assemblée Nationale chargé des affaires étrangères.

1.1.2.4. Les conseillers et diplomates

Parmi les acteurs diplomatiques secondaires chargés de l'application de la politique étrangère turque, les conseillers jouent un rôle essentiellement par l'influence qu'ils peuvent exercer sur une des têtes du pouvoir exécutif. L'exemple le plus connu est bien sûr celui d'Ahmet Davutoğlu (2003-2009) auprès d'Abdullah Gül puis de Recep Tayyip Erdoğan. Sans avoir sa grande influence, d'autres conseillers ont, surtout dans les premières années de pouvoir de l'AKP, joué un rôle non négligeable. Celui-ci consiste à orienter les décisions du dirigeant, en lui permettant de se passer des analyses venues du ministère des Affaires étrangères et du corps diplomatique.

Dans les années 2000, ces conseillers sont particulièrement en pointe sur la question européenne, un des premiers dossiers de politique étrangère ouverts par l'AKP. Hasan Cüneyd Zapsu a joué un rôle important à cet égard. Né en 1956, fils d'un cadre du Parti Démocrate [*Demokrat Partisi*, DP] d'Adnan Menderes, petit-fils d'un religieux kurde réprimé par le régime kémaliste⁶¹, il étudie à Istanbul et en Allemagne, et devient un homme d'affaire à succès. Il

⁵⁸ « Un député turc se moque de la victoire de Conchita Wurst à l'Eurovision : 'heureusement que nous n'y participons plus' ». SudInfo (en ligne). 12 mai 2014. Disponible sur : <http://www.sudinfo.be/1004422/article/2014-05-12/un-depute-turc-se-moque-de-la-victoire-de-conchita-wurst-a-l-eurovision-heureuse> (dernière consultation : 14 mars 2017).

⁵⁹ « Turkey: Two Kurdish Officials Resign ». *New-York Times*, 22 septembre 2015.

⁶⁰ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

⁶¹ AKMAN Nuriye. « Cüneyd Zapsu: Kürt ve Rumeli kimliğimle övünüyorum » [Cüneyd Zapsu: je suis fier de mon identité kurde et roumélienne]. *Zaman*, 25 mai 2004.

rencontre Recep Tayyip Erdoğan à la fin des années 1980. Les deux hommes restent très liés, et Cüneyd Zapsu est un de cofondateurs de l'AKP. En 2003, il devient le principal conseiller du Premier ministre Erdoğan pour les relations avec l'Europe et les États-Unis ; il a d'ailleurs profité de ses réseaux américains pour organiser, en janvier 2002, quelques semaines avant la victoire de l'AKP, une rencontre entre George W. Bush et Recep Tayyip Erdoğan, à laquelle lui-même a participé⁶². Sa maîtrise de l'anglais et de l'allemand et son expérience à l'étranger lui donnent une indéniable autorité. Mais il est également mêlé à des opérations plus opaques. Il se voit ainsi accusé d'avoir versé de l'agent au Séoudien Yasin al-Qadi, soupçonné par les États-Unis de financer des groupes terroristes⁶³. En 2008, il se met en retrait pour se consacrer davantage à ses affaires. Egemen Bağış, déjà mentionné, a été un autre conseiller important de Recep Tayyip Erdoğan dans ses premières années. Son implication dans le dossier européen lui a valu son poste de négociateur en chef (2009-2013). Son parcours présente des similitudes avec celui d'Ömer Çelik, également mentionné précédemment, et qui a aussi conseillé le Premier ministre sur les affaires européennes. Parlementaire de l'AKP depuis 2002, il était membre du Comité Central Exécutif, où il a largement pesé sur les débats relatifs aux votes en politique étrangère⁶⁴. Son rôle consistait également à défendre les orientations de la Turquie auprès des médias européens, auxquels il a donné de nombreux entretiens. En 2010, il a été nommé vice-président de l'Assemblée nationale pour les affaires étrangères, avant de devenir ministre des Affaires européennes en 2016.

Les conseillers agissent également dans d'autres domaines, au fur et à mesure que l'AKP ouvre de nouveaux dossiers diplomatiques et met en place sa politique multidirectionnelle (c'est-à-dire tournée vers l'ensemble de son environnement géopolitique) et multidimensionnelle (mobilisant à cet effet l'ensemble des outils disponibles). Yalçın Akdoğan, conseiller de Recep Tayyip Erdoğan, reste en place durant toute cette période et voit son importance croître. Essayiste et journaliste, il jouit, comme Ahmet Davutoğlu, d'une réputation d'intellectuel et sa pensée a une réelle influence sur la doctrine de l'AKP, notamment via son ouvrage *Muhafazakâr Demokrasi* [Démocratie conservatrice] publié en 2004⁶⁵. Nommé vice-Premier

⁶² JOSSERAN Tancrède. *Op. cit.*, p. 57-59.

⁶³ - RUBIN Michael. « The Trouble with Turkey ». *National Review* (en ligne), 17 octobre 2011. Disponible sur: <http://www.nationalreview.com/article/279958/trouble-turkey-michael-rubin> (dernière consultation: 3 juillet 2017).

- MORAIS Richard, TEZEL Denet. « The Al Qadi affair ». *Forbes*, 24 janvier 2008.

⁶⁴ ÇAMLIBEL Cansu. « Artık 'Ortadoğu altılısı' var » [Il y a désormais un 'sextet moyen-oriental']. *Hürriyet*, 24 novembre 2012.

⁶⁵ Ce point plus particulier des différentes sources de cette doctrine, et le rôle de Yalçın Akdoğan à cet égard, seront traités plus en détails dans le chapitre suivant.

ministre en 2014, lorsqu’Ahmet Davutoğlu prend la tête du gouvernement, il s’implique notamment dans le processus de paix avec le PKK. Ibrahim Kalın exerce pour sa part son rôle de conseiller de 2009 à 2014. Ayant fondé et dirigé la Fondation pour les Recherches Économiques, Politiques et Sociales [*Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı*, SETA ou SETAV], un *think tank* réputé proche du gouvernement AKP⁶⁶, de 2006 à 2009, il y acquiert une réputation d’intellectuel chevronné, particulièrement en pointe sur les questions internationales. Si l’on en croit les analystes turcs, Mücahit Arslan est, pour sa part, l’homme des affaires occultes par excellence. Il aurait en particulier co-organisé la rencontre entre George W. Bush et Recep Tayyip Erdoğan tenue avant la victoire électorale de ce dernier ; réputé proche de la confrérie de Fethullah Gülen, il est également soupçonné d’avoir pris une part importante dans l’organisation de l’affaire Ergenekon – un immense procès entamé contre des centaines de cadres militaires accusés d’avoir voulu organiser un coup d’État⁶⁷. Gürcan Balık, quant à lui, est un diplomate de carrière, qui a occupé plusieurs postes importants, avant de devenir le principal conseiller en politique étrangère du président Abdullah Gül (2007-2014). C’est ensuite auprès d’Ahmet Davutoğlu, devenu Premier ministre, qu’il a exercé son rôle de conseiller. En 2016, après le coup d’État raté du 15 juillet, il a été brièvement mis en garde en vue, avant d’être relâché⁶⁸. Autre conseiller d’Ahmet Davutoğlu (2014-2016), Taha Özhan, qui a également dirigé la SETA, a notamment appuyé les ambitions turques de profiter des révolutions arabes pour remodeler les modèles politiques moyen-orientaux⁶⁹. Mentionnons enfin qu’en 2017, Gülnur Aybet, une spécialiste des relations internationales, ayant participé à plusieurs projets d’études communs avec l’OTAN, et spécialiste de cette institution⁷⁰, a été nommée conseillère supérieure auprès du président Erdoğan. Il est encore difficile de savoir si elle a pu influencer de façon significative la politique étrangère menée.

⁶⁶ Une affiliation par exemple affirmée par BARCHARD David. « With US no longer trusted, Turkey and Saudi forge new alliance ». *Middle East Eye* (en ligne), 13 avril 2016. Disponible sur : <http://www.middleeasteye.net/columns/regional-tensions-push-saudi-arabia-and-turkey-towards-closer-ties-236369218> (dernière consultation : 19 avril 2017). Elle a également été confirmée par plusieurs universitaires rencontrés dans le cadre des recherches de cette thèse ; toutefois, Muhittin Ataman, directeur des recherches en politique étrangère de la SETA, estime que celle-ci effectue ses analyses indépendamment du pouvoir politique (entretien avec l’auteur, 8 juin 2018).

⁶⁷ TAŞPINAR Caner. « Erdoğan sır kúpünü milletvekili yapıyor » [Le confident d’Erdoğan devient membre du Parlement]. *OdaTV* (en ligne). 7 mars 2015. Disponible sur : <http://odatv.com/erdogan-sir-kupunu-milletvekili-yapiyor-0703151200.html> (dernière consultation : 12 mai 2017).

⁶⁸ « Büyükelçi Gürcan Balık gözaltına alındı » [L’ambassadeur Gürcan Balık a été mis en garde à vue]. *Milliyet*, 19 août 2016.

⁶⁹ STEIN Aaron. *Op. cit.* p. 43.

⁷⁰ AYBET Gülnur, MOORE Rebecca. *NATO in search of a vision*. Washington: Foreword, 2010.

Les diplomates, quant à eux, jouent un rôle essentiel dans la négociation auprès des partenaires internationaux, la production d'informations, la préparation des sessions internationales et rencontres, et le travail d'explication de la politique étrangère mise en œuvre. De par sa formation et son professionnalisme, le corps diplomatique turc est particulièrement important. Les quelques figures présentées ici le sont à titre d'exemple, illustrant, par leurs parcours variés et leurs fonctions généralement importantes, le rôle joué par l'appareil diplomatique dans l'application de la doctrine de l'AKP.

Il est intéressant de suivre les ambassadeurs en poste aux États-Unis, un rôle particulièrement stratégique, et qui illustrent l'apparition progressive d'un nouveau type de diplomates, plus compatibles avec les pratiques de l'AKP. Ambassadeur à Washington de 2001 à 2005, Osman Faruk Loğoğlu incarne bien la vieille génération de diplomates avec laquelle les nouveaux maîtres du pays ont dû composer. Originaire d'Ankara, diplômé de l'université de Princeton et biographe d'Ismet İnönü, il fait partie de cette élite kémaliste qui a longtemps été majoritaire au sein du corps diplomatique turc – il sera d'ailleurs candidat pour le CHP aux élections législatives de 2011, et critiquera durement la position turque sur la Syrie⁷¹. Sa présence à Washington, jusqu'en 2005, peut expliquer pourquoi Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan s'en sont largement remis à leurs conseillers, notamment Egemen Bağış et Cüneyd Zapsu, lorsqu'il s'agissait de traiter la politique américaine. L'AKP a également eu du mal à travailler avec son successeur à Washington, Nabi Şensoy (2006-2009). Diplômé du lycée anglais, puis de la faculté de Sciences Politiques de l'université d'Ankara, ce diplomate de carrière a déjà officié dans de nombreux pays (Venezuela, Cuba, Royaume-Uni...) lorsqu'il est envoyé aux États-Unis. Il est brièvement rappelé en 2007, lorsque le problème du génocide arménien est évoqué par la Chambre des Représentants. En 2009, il quitte son poste suite à un heurt avec Ahmet Davutoğlu, ce dernier lui reprochant de ne pas lui avoir trouvé de place lors d'une réunion entre Barack Obama et Recep Tayyip Erdoğan à la Maison Blanche⁷². Il est remplacé par Namık Tan, né à Mardin en 1956 et représentant d'une nouvelle génération au sein de laquelle l'AKP puise ses cadres. Ancienne plume d'İsmail Cem, ce dernier a également été ambassadeur de Turquie en Israël (2007-2009), où il a dû gérer les premiers heurts entre Ankara

⁷¹ « Turkey is in the Middle of a Tornado and Its Epicenter is Quite Near ». Sputnik (en ligne), 27 février 2016. Disponible sur : <https://sputniknews.com/middleeast/201602271035432787-turkey-tornado-epicenter/> (dernière consultation: 13 mai 2017).

⁷² ZEKİ Salih. « Büyükelçi Şensoy'un istifasının nedeni ikili görüşme krizi mi? » [La raison de la démission de l'ambassadeur Şensoy est-elle une crise de la rencontre bilatérale ?]. *Milliyet*, 9 décembre 2009.

et Tel-Aviv⁷³. Ambassadeur à Washington de 2010 à 2014, il a notamment été chargé d'apaiser les tensions turco-américaines apparues au cours de la crise syrienne.

On constate qu'au fur et à mesure des années, les postes clés dans la diplomatie se voient confiés à des personnalités proches de l'AKP. C'est ainsi qu'un député proche de la majorité parlementaire, Aydın Adnan Sezgin, se voit confier le poste d'ambassadeur à Moscou (2010-2014) puis à Rome (2014-2016). L'actuel ambassadeur à Moscou, depuis 2016, n'est d'ailleurs autre qu'Hüseyin Dirioz, un ancien conseiller du président Gül. Ce processus de modification progressive du corps diplomatique s'est intensifié après le putsch manqué de 2016, plusieurs dizaines de diplomates ayant alors choisi de fuir le pays, et le gouvernement en ayant licencié de nombreux autres en raison de leurs liens supposés avec la confrérie de Fethullah Gülen⁷⁴.

* * *

Il est à présent possible de dégager une première vision des acteurs institutionnels de la politique étrangère turque depuis 2002. Il apparaît que le chef du parti ayant la majorité parlementaire, lorsque celle-ci est absolue, jouit d'une grande autorité ; cela a été le cas notamment du Premier ministre Erdoğan de 2003 à 2014. Tant qu'il n'est pas le chef reconnu de la majorité parlementaire (ce qui sera le cas à partir de 2014), le président de la République se voit réduit à un rôle secondaire, qu'il agisse d'ailleurs comme un adversaire (ce qui est le cas de 2002 à 2007) ou comme un allié (de 2007 à 2014) du gouvernement. Dans cette configuration, il apparaît que Recep Tayyip Erdoğan a été le principal exécutif de la politique étrangère turque depuis 2002, d'abord comme fondateur et chef du parti majoritaire (2002-2014, et depuis 2017), puis Premier ministre (2003-2014) et président de la République (depuis 2014). Étant tout à la fois l'un de ses principaux inspirateurs, son principal conseiller diplomatique, son ministre des Affaires étrangères (2009-2014) et son Premier ministre (2014-2016), Ahmet Davutoğlu a été l'autre grande figure de la politique étrangère turque. Au sein du pouvoir exécutif, d'autres

⁷³ BAKIR Bahar. « Washington elçisi Namık Tan oluyor » [L'ambassadeur à Washington sera Namık Tan]. *Milliyet*, 25 décembre 2009.

⁷⁴ « Turkish Foreign Ministry dismisses two ambassadors, dozens of diplomats over Gülen links. » *Hürriyet Daily News* (en ligne), 25 juillet 2016. Disponible sur : <http://www.hurriyetaidailynews.com/turkish-foreign-ministry-dismisses-two-ambassadors-dozens-of-diplomats-over-gulen-links--102047> (dernière consultation : 3 janvier 2018).

personnalités ont joué un rôle important au cours de séquences plus courtes, en particulier Abdullah Gül. À un niveau de responsabilité inférieur, les conseillers ministériels et présidentiels ont joué un rôle clé dans la mise en application, la légitimation et l'explication de la politique étrangère mise en œuvre. Quant au corps diplomatique, chargé de son application sur le terrain, il a gardé un rôle indépassable d'exécutant, voyant du reste ses cadres renouvelés progressivement dans sens plus favorable au parti au pouvoir. Toutefois, au-delà de ces acteurs politiques, la Constitution aussi bien que la pratique ont donné aux organes de sécurité un rôle également important dans la conduite de la politique étrangère turque.

1.2. Le rôle des services de sécurité

Marquée par le syndrome dit « du traité de Sèvres⁷⁵ », la Turquie a historiquement adopté une vision sécuritaire de sa politique étrangère. Caractérisée par une stricte neutralité dans un premier temps, celle-ci s'est ensuite transformée en engagement tous azimuts aux côtés des forces occidentales au cours de la guerre froide. Ce contexte a permis l'émergence d'une armée puissante, dont l'influence s'est faite croissante dans le pays. La seconde moitié du XX^e siècle a marqué l'apogée de cette puissance, l'institution militaire organisant au total 4 coups d'État ou coups de force destinés à renverser un gouvernement, en 1960, 1971, 1980 et 1997. La Constitution de 1982, édictée après le plus important coup d'État de l'histoire turque, en porte la marque ; elle réserve un rôle prépondérant dans la politique stratégique et diplomatique au Conseil de Sécurité Nationale, dominé par les militaires. Lorsque l'AKP arrive au pouvoir en 2002, cet organe est encore essentiel dans l'application de la politique étrangère (quoique des réformes antérieures aient réduit son importance). Mais le nouveau parti au pouvoir a réussi à limiter considérablement ses prérogatives. Quant aux services secrets, c'est sous la direction d'Emre Taner (2005-2010) qu'ils intensifient leur implication dans la politique sécuritaire et stratégique du pays. Ils se voient ainsi de plus en plus impliqués dans des dossiers sensibles comme la question kurde (y compris hors des frontières nationales) ou le conflit syrien. Si le caractère occulte de ce service et les restrictions sévères mises à la divulgation d'informations

⁷⁵ Du nom du traité signé en 1921 par l'Empire Ottoman et les puissances alliées, et démantelant en grande partie le premier, y compris ses terres anatoliennes, au profit des Grecs, des Arméniens et des Kurdes. Ce syndrome fait référence à la crainte régulièrement exprimée par les Turcs d'un démantèlement de leur territoire au profit de forces étrangères hostiles et souvent voisines.

sur son activité empêchent de savoir jusqu'à quel point va son implication dans la politique étrangère, il semble certain qu'il s'y est de plus en plus investi sous la gouvernance de l'AKP.

1.2.1. Influence déclinante du Conseil de Sécurité Nationale et normalisation de l'Armée

Un Conseil de Sécurité Nationale est créé en 1960 par la junte militaire, dirigée par le général Cemal Gürsel, qui vient de renverser le gouvernement d'Adnan Menderes et du DP. Il prend en main plusieurs sujets majeurs, notamment relatifs à la politique étrangère ; c'est d'ailleurs en partie un désaccord sur la posture internationale du pays qui vaut au général Alparslan Türkeş (futur fondateur du MHP) et à plusieurs de ses compagnons d'être exclus du Conseil de Sécurité Nationale en 1961⁷⁶. La Constitution édictée cette année-là, en dépit de son caractère relativement libéral, institutionnalise déjà cet organisme, dans son article 111, lui donnant un caractère purement consultatif. Il en va autrement de la Constitution de 1982, qui en fait un acteur incontournable de la politique stratégique et diplomatique turque.

1.2.1.1. Un héritage encore prégnant en 2002

L'article 104 de la Constitution de 1982 prévoit que le président de la République convoque et préside le Conseil de Sécurité Nationale (en pratique, il se réunit environ tous les deux mois). Celui-ci se compose, sous sa direction, « du Premier ministre, du Chef d'état-major général, des Vice-premiers ministres, des ministres de la Justice, de la Défense nationale, de l'intérieur et des Affaires étrangères, des Commandants des Forces terrestres, navales et aériennes et du Commandant général de la Gendarmerie ». Il « communique au Conseil des ministres ses décisions » : il n'est donc plus dans un rôle consultatif, mais dans une optique de proposition. Certes, en théorie, ces propositions « relatives aux mesures qu'il estime indispensables en vue de sauvegarder l'existence et l'indépendance de l'État, l'intégrité et l'indivisibilité du territoire et la paix et la sécurité de la société » (on le voit : son champ d'action est défini de manière vague et lui offre donc une large marge de manœuvre) sont évaluées par le Conseil des Ministres – qui doit les traiter en priorité. En pratique, toutefois, ce dernier n'a pas les moyens de les rejeter.

⁷⁶ DENIZEAU Aurélien. *La diplomatie française face au coup d'État de 1960 en Turquie : Menace ou opportunité pour la coopération franco-turque ?* Saarbrücken: PAF, 2015, p. 47-49.

Il faut prendre en compte, en premier lieu, le fait que durant les sept premières années de la Constitution, le président du Conseil de Sécurité Nationale, Kenan Evren, acquiert également le titre de président de la République, et ce jusqu'en 1989. D'autre part, l'article 117 de la Constitution rend le Conseil des Ministres responsable de la sécurité nationale devant le Parlement : ne pas prendre en compte les recommandations du conseil reviendrait, dans une optique où l'armée est vue comme garante de cette sécurité nationale, à faillir à sa mission. Enfin, le souvenir de trois coups d'État conduit la majorité des gouvernements turcs à éviter à tout prix une confrontation avec l'armée, qui pourrait déboucher sur leur renversement. L'intervention militaire de 1997 qui forcera le gouvernement de Necmettin Erbakan à reculer sur plusieurs mesures, puis à démissionner, renforcera encore ce sentiment.

La réforme constitutionnelle du 17 octobre 2001, voulue par le gouvernement de Bülent Ecevit, atténue quelque peu la portée de l'article 118. En effet, un amendement constitutionnel précise que les décisions du Conseil de Sécurité Nationale ont valeur de conseil. Il redevient donc, en théorie, un organe purement consultatif, quelques mois avant la victoire électorale de l'AKP. Pour autant, ce parti ne peut en aucun cas ignorer les recommandations qui se voient formulées. Alors même que l'AKP suscite une grande méfiance au sein de nombreuses institutions, comme la Justice, il ne peut à aucun prix se permettre une confrontation avec l'armée. Le parti, nouveau venu sur la scène politique et cherchant à normaliser son image, sortirait très affaibli d'une telle épreuve – d'autant que l'intervention militaire ayant conduit à la démission du gouvernement Erbakan a constitué un traumatisme fondateur pour nombre de ses cadres.

Ce contexte donne à l'armée et par conséquent au chef d'État-Major, qui la dirige et siège au Conseil de Sécurité Nationale, un rôle certain dans les aspects les plus stratégiques de la politique étrangère turque. Deux personnalités se distingueront à ce poste par leur activisme. Hilmi Özkök (2002-2006) entre en fonction quelques mois après la victoire de l'AKP et interviendra à plusieurs reprises au cours des quatre années qui voient le parti mettre en place sa politique. Il semble néanmoins avoir été relativement accommodant vis-à-vis du pouvoir civil⁷⁷. Prenant sa suite, Yaşar Büyükanıt (2006-2008) sera encore plus actif, suscitant plusieurs controverses qui l'opposeront directement au gouvernement AKP. Toutefois, la mainmise grandissante de l'AKP sur les institutions turques et la réduction parallèle du rôle du Conseil de Sécurité Nationale réduiront largement la marge de manœuvre de ses successeurs, Ilker

⁷⁷ JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.*, p. 204.

Başbuğ (2008-2010), Işık Koşaner (2010-2011), Necdet Özel (2011-2015) et Hulusi Akar (2015-2018).

1.2.1.2. Des prérogatives encore très élargies au début des années 2000

Lorsque l'AKP arrive au pouvoir, le Conseil de Sécurité Nationale a donc un droit de regard, à tout le moins en pratique, sur de nombreux sujets de politique stratégique et diplomatique. En effet, ses missions de « sauvegarder l'existence et l'indépendance de l'État, l'intégrité et l'indivisibilité du territoire et la paix et la sécurité de la société » peuvent être entendues dans un sens très large. Au niveau de la politique étrangère, cela lui donne la possibilité d'intervenir dans plusieurs cas de figures : les relations avec un État considéré comme rival, hostile ou potentiellement menaçant (ce qui, à l'époque, inclut la majorité des voisins de la Turquie) ; la gestion des alliances, et en particulier de l'alliance américaine ; les conflits à l'étranger dans lesquels la Turquie est partie prenante ; les questions relatives au séparatisme kurde, dans le pays comme à l'étranger.

Le premier grand dossier sur lequel le Conseil de Sécurité Nationale bénéficie d'un droit de regard est la question irakienne. En 2002, l'Irak est encore sous le régime baathiste de Saddam Hussein (1979-2003), mais la menace d'une intervention militaire américaine se précise. Surtout, les régions kurdes du pays disposent d'une autonomie de fait, et semblent prêtes à prendre leur indépendance en cas de chute du régime. Cette question inquiète particulièrement les militaires turcs pour deux raisons : d'une part, une indépendance kurde en Irak pourrait encourager les velléités sécessionnistes en Turquie même ; d'autre part, un Kurdistan irakien indépendant ou jouissant d'une forte autonomie pourrait devenir une base de repli pour les combattants du PKK⁷⁸. Le Conseil de Sécurité Nationale va donc être étroitement associé aux négociations turco-américaines avant l'entrée en guerre des États-Unis. Lorsque le Parlement turc rejette, en mars 2003, l'accord qui en est issu et qui prévoit une assistance turque à l'action de Washington, le chef d'État-Major Hilmi Özkök fera pression sur le gouvernement pour qu'il organise un nouveau vote⁷⁹ – en vain. L'armée suivra ensuite attentivement l'évolution de l'Irak et en 2007, le Conseil de Sécurité Nationale, en coopération avec l'AKP, exercera une forte

⁷⁸ DORRONSORO Gilles. *Op. cit.*, p. 68-69.

⁷⁹ « Turkish military backs war plan ». CNN (en ligne). 6 mars 2003. Disponible sur : <http://edition.cnn.com/2003/WORLD/europe/03/05/sprj.irq.turkey/> (dernière consultation : 19 avril 2017).

pression sur Bagdad et Erbil pour que le Kurdistan irakien cesse d'accueillir des combattants du PKK.

La question chypriote est le deuxième grand dossier dans lequel le Conseil de Sécurité Nationale exerce son droit de regard. En effet, l'AKP, en arrivant au pouvoir, tente d'adopter une nouvelle approche de cette problématique. Jusqu'à 2002, le dossier chypriote était considéré comme une question d'intérêt national supérieur par l'armée qui se refusait à toute concession et privilégiait le statut quo, selon lequel l'île reste divisée en deux parties, la République de Chypre, et la République Turque de Chypre-Nord, reconnue uniquement par la Turquie. Mais l'AKP, dans la cadre de la relance des négociations avec l'UE (que Chypre intègre en 2004), se montre plus souple. Le gouvernement accepte notamment le plan de paix porté par Kofi Annan au nom de l'ONU, en 2004⁸⁰. Cette décision n'est pas approuvée par le Conseil de Sécurité Nationale, qui refuse le départ des 35 000 soldats turcs positionnés sur place, et une partie de l'armée envisage même un putsch⁸¹.

Enfin, l'armée est également très attachée à l'alliance américaine et à l'appartenance de la Turquie à l'OTAN. Les raisons en sont multiples : d'une part, cette alliance est vue comme un gage sécuritaire, face à un Moyen-Orient dont les militaires se méfient traditionnellement ; d'autre part, elle offre à l'armée turque des possibilités de coopération technique, stratégique et scientifique qu'aucune autre alliance ne lui permettrait d'espérer ; enfin, elle marque symboliquement l'appartenance du pays à la sphère géopolitique occidentale, à laquelle l'armée demeure très attachée⁸². En corollaire, les militaires tiennent également à maintenir l'alliance, renouvelée en 1996, avec Israël. L'armée se montre en revanche réticente à l'intégration turque dans l'UE, mais son droit de regard sur ce sujet est beaucoup plus limité, la majorité de la société civile turque soutenant cette politique⁸³.

Il faut enfin ajouter que l'armée turque et le Conseil de Sécurité Nationale sont également intervenus, dans les premières années de gouvernance de l'AKP en particulier, dans des débats de politique intérieure turque. Plusieurs mises en garde ont notamment été adressées au parti au

⁸⁰ Ce plan prévoyait la réunification de l'île, et la mise en place d'un système fédéral, permettant la représentation des Chypriotes hellénophone et turcophones. Il fut accepté par référendum par les turcophones (64,90%), mais rejeté par les hellénophones (à 75,83%) qui estimaient la partie turque trop avantageuse.

⁸¹ DORRONSORO Gilles. *Op. cit.*, p. 47 et 85-86.

⁸² DIRIÖZ Ali Oğuz. « Turkey and NATO ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.* p. 653-668.

⁸³ ESKİİZMIRLILER Handan Soğuk. « L'armée turque en tant qu'acteur politique face à l'Union Européenne ». In KAYA Uğur (dir.). *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010. N° Hors-Série d'Euroorient. P. 125-144.

pouvoir lorsque celui-ci a été soupçonné de vouloir démanteler le modèle séculier turc⁸⁴. Ces actions n'ont cependant pas de rapport direct avec la conduite de la politique étrangère, même si elles permettent de mieux éclairer l'idéologie dominante dans les forces armées et d'ainsi mieux comprendre certains de leurs positionnements internationaux.

1.2.1.3. Un organisme affaibli et vidé de sa substance

Principal organe permettant à l'armée d'influencer la politique étrangère, le Conseil de Sécurité Nationale va voir son rôle progressivement réduit, de telle manière qu'on peut considérer que lors du tournant de 2011, il n'en est déjà plus un acteur significatif.

Dès le 23 juillet 2003, dans le cadre des avancées démocratiques exigées pour faire avancer le processus d'adhésion à l'UE, le Parlement turc vote son septième « paquet de réformes ». L'une de ces réformes réduit considérablement les prérogatives du Conseil de Sécurité Nationale ; tout en réaffirmant le caractère uniquement consultatif de son rôle (dans la continuité de la réforme de 2001), elle augmente la proportion de civils dans sa composition, de manière à les rendre majoritaires, limite la possibilité pour l'armée de demander sa réunion ; le secrétariat général en revient désormais à un ambassadeur et non plus à un général ; enfin, le budget du conseil passe sous le contrôle du Premier ministre⁸⁵. D'autres compétences des militaires se voient réduites à la même époque ; en août suivant, la procédure permettant à l'armée de juger des civils auteurs d'actes hostiles à son endroit est abolie. En 2004, la présence militaire est également supprimée de plusieurs organismes publics, comme le Conseil Suprême de la Radio et de la Télévision [*Radyo ve Televizyon Üst Kurulu, RTÜK*]⁸⁶.

En 2007, l'Armée subit un nouvel affaiblissement à l'occasion de l'élection présidentielle. Hostile à la candidature d'Abdullah Gül, les militaires publient un mémorandum mettant en garde contre cette option et laissant ouverte la possibilité d'une intervention si l'AKP devait choisir de le porter à la présidence de la République. Le parti fait alors organiser de nouvelles élections législatives, qui lui donnent une majorité écrasante (46,66% des voix et 62% des

⁸⁴ MARCOU Jean. « Face à face entre l'Armée et le Gouvernement ». OVIPOT (en ligne), 29 avril 2007. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/113> (dernière consultation : 11 avril 2017).

⁸⁵ ZAKKA Antoine. *La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspective*. Thèse de Doctorat sous la direction de BOZDEMIR Michel : Sciences politiques et relations internationales : Paris : 2016, p. 156-157.

⁸⁶ *Ibid.*

sièges)⁸⁷. Fort de ce soutien populaire, le parti passe outre les réticences de l'armée et fait élire Abdullah Gül à la présidence. La même année, suite à la découverte d'une cache d'armes à Ümraniye (Istanbul), débute l'affaire « Ergenekon ». Du nom d'un lieu mythique dans la mémoire nationaliste turque, ce complot aurait été fomenté par des militaires, ainsi que par certains membres de la société civile, en vue de déstabiliser le gouvernement AKP et de permettre un coup d'État. De 2007 à 2010, plusieurs centaines de généraux, à la retraite ou en activité, seront arrêtés et jugés⁸⁸. Certes, après la rupture entre l'AKP et la confrérie de Fethullah Gülen (soupçonnée d'avoir manipulé ces accusations via ses relais dans la police et la justice), la plupart des charges pesant sur les inculpés sont abandonnées⁸⁹. L'affaire n'en a pas moins porté un coup terrible à l'institution militaire, par l'arrestation de plusieurs de ses hauts gradés mais aussi en la délégitimant auprès de l'opinion publique. On peut ainsi considérer qu'au tournant des années 2010, l'armée n'est plus un acteur autonome de la politique étrangère, et que le Conseil de Sécurité Nationale ne lui offre plus de marge de manœuvre en la matière.

La période qui s'ouvre en 2011, avec un environnement régional dégradé et des tensions croissantes avec les pays voisins, et notamment la Syrie, redonne certes à l'armée un certain rôle. Cependant, celui-ci est désormais très différent : l'institution militaire n'a plus d'autonomie et agit en exécutant. Elle demeure néanmoins un outil utile pour le pouvoir civil, en particulier lorsque la politique étrangère de ce dernier se fait plus interventionniste et le conduit à des opérations militaires extérieures – ce sera notamment le cas en Syrie après 2015. Lorsqu'Ahmet Davutoğlu quitte le pouvoir, et à la veille du coup d'État avorté de 2016, les forces armées turques représentent, en nombre d'hommes, le deuxième contingent de l'OTAN. Ses forces terrestres sont composées de près de 402 000 hommes, dont 325 000 conscrits ; ses forces maritimes de 48 600 ; ses forces aériennes de 60 100⁹⁰. Il faut y ajouter quelque 100 000 hommes pour la Garde Nationale, une force paramilitaire. C'est là une force considérable, qui constitue un atout géopolitique de poids pour la Turquie ; elle reste donc un acteur majeur de sa politique étrangère, mais qui n'a désormais plus d'autonomie, et reste subordonné aux desideratas du pouvoir civil.

⁸⁷ POLAT Rabia Karakaya. « The 2007 Parliamentary Elections in Turkey: Between Securitisation and Desecuritisation ». *Parliamentary Affairs*, n° 62, janvier 2009, p. 129-148.

⁸⁸ PORTES Thierry. « Accusée de complot, l'armée turque plie sous la justice ». *Le Figaro*, 25 février 2010.

⁸⁹ « En Turquie, l'affaire Ergenekon s'effondre en appel ». Radio Canada (en ligne), 21 avril 2016. Disponible sur : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/777275/turquie-erdogan-ergenekon-condamnation-appel-casse-gulen> (dernière consultation : 9 janvier 2018).

⁹⁰ « Turkey - Military Personnel ». Global Security (en ligne). Disponible sur : <https://www.globalsecurity.org/military/world/europe/tu-personnel.htm> (dernière consultation: 27 octobre 2017).

1.2.2. Les services secrets

L'Organisation Nationale de Renseignement [*Millî İstihbarat Teşkilatı*, MIT] a été fondée en 1965, peu après le premier coup d'État de l'histoire de la République turque, et remplaçait alors le Service National de Renseignement [*Millî İstihbarat Hizmeti*, MIH], fondé en 1926. Le MIT est le principal organe des services secrets turcs. Officiellement, son rôle consiste uniquement à recueillir tout renseignement intéressant la sécurité de la Turquie ou de ses alliés et à le transmettre aux autorités politiques. Comme tous les services secrets du monde, ceux de Turquie ont en réalité été impliqués dans de nombreuses autres tâches, que leur statut officieux rend toutefois difficile à comptabiliser de manière exhaustive et analyser. Il semble en tout cas certain que sous l'AKP et depuis les années 2000, le MIT ait joué un rôle croissant dans la mise en application de la politique étrangère, en s'impliquant dans des dossiers particulièrement sensibles. De fait, il est devenu un acteur méconnu, relativement discret, mais bien actif, des politiques stratégiques et diplomatiques de la Turquie.

1.2.2.1. Une institution professionnelle et réputée efficace

Les effectifs du MIT sont composés de près de 5000 fonctionnaires ; les militaires semblent y être minoritaires, et avoir vu leur part baisser, de 35% du personnel dans les années 1990 à 4,5% en 2014⁹¹. Jusqu'en 2016, l'institution était divisée en quatre départements (renseignements sécuritaires ; intelligence stratégique ; intelligence technique ; services administratifs internes) ; deux nouveaux s'y sont ajoutés en novembre de cette année, l'un consacré à la coordination avec les institutions étatiques, l'autre aux opérations spéciales⁹². Coopérant avec plusieurs autres services de renseignement à l'étranger, en particulier les services de renseignement américain, le MIT jouit auprès d'eux d'une bonne réputation. Les services secrets turcs sont considérés comme sérieux, professionnels, et ont longtemps été vus comme très proches des milieux républicains laïcs, même si leur infiltration supposée par la confrérie de Fethullah

⁹¹ RODIER Alain. « Turquie : Les services secrets dans la tourmente ? » CF2R (en ligne). Note d'actualité n° 341. 13 janvier 2014. Disponible sur : <http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/turquie-les-services-secrets-dans-la-tourmente.php> (dernière consultation : 1er janvier 2019).

⁹² TREMBLAY Pinar. « Post-coup shake-up at Turkey's intelligence agency ». *Al-Monitor* (en ligne), 6 novembre 2016. Disponible sur : <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/11/turkey-post-botched-coup-shake-up-at-turkish-intelligence.html> (dernière consultation : 10 janvier 2018).

Gülen et leurs relations variables avec l'AKP ont altéré cette image dans les années 2000⁹³. Le MIT est particulièrement en pointe dans le secteur de la cyberdéfense, un domaine dans lequel la Turquie est perçue comme vulnérable, et dans lequel il tâche d'améliorer sa capacité à se protéger et à riposter.

Le chef du MIT a le rang de sous-secrétaire d'État. Il est également responsable de Centre Indivisible de Coordination du Renseignement [*Müşterek İstihbarat Koordinasyon Merkezi*, MIKM], créé en 2013 et centralisant les activités du MIT, de la police, de la gendarmerie et de l'armée⁹⁴. Lorsque l'AKP arrive au pouvoir, c'est Şenkal Atasagun (1998-2005) qui dirige le service. Il est ensuite remplacé par Emre Taner (2005-2010), qui commence à réformer l'institution en profondeur ; en lui donnant plus de souplesse, il lui permet de multiplier les opérations secrètes, notamment les premiers pourparlers de paix, tout à fait officieux, avec le PKK⁹⁵. Mais c'est son successeur, Hakan Fidan (en poste depuis 2010, avec une très courte interruption en 2015), qui va véritablement faire du MIT un acteur actif de la politique étrangère turque. Diplômé en sciences politiques, c'est un fidèle de Recep Tayyip Erdoğan, dont il partage les conceptions et dont il a été un ancien conseiller⁹⁶. Hakan Fidan est inspiré par l'école eurasiste, dans son acception occidentaliste ; l'Europe occidentale est à ses yeux incluse dans un vaste ensemble géopolitique, l'Eurasie, vers lequel la Turquie doit se tourner⁹⁷. Il aurait notamment inspiré la politique iranienne de la Turquie, en conséquence de quoi son arrivée à la tête des services secrets aurait inquiété Israël⁹⁸. Inquiétude justifiée ? Le MIT a été accusé, peu après sa prise de fonction, d'avoir dénoncé aux services secrets iraniens plusieurs agents doubles travaillant pour le Mossad⁹⁹. En plus de la question iranienne, le MIT, sous sa direction, va s'impliquer plus spécifiquement dans deux autres dossiers épineux, à la limite entre politique étrangère et politique intérieure : la guerre civile syrienne et la question du PKK.

⁹³ RODIER Alain. *Op. cit.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ YETKİN Murat. « Transformation of Turkish intelligence service ». *Hürriyet DailyNews* (en ligne), 5 janvier 2012. Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/transformation-of-turkish-intelligence-service--10779> (dernière consultation : 5 juin 2017).

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ TÜFEKÇİ Özgür. *The foreign policy of modern Turkey : Power and the Ideology of Eurasianism*. Londres: I.B.Tauris, 2017, p. 121.

⁹⁸ GANEM Elise. « La détérioration du partenariat israélo-turc ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 108.

⁹⁹ RODIER Alain. *Op. cit.*

1.2.2.2. Un rôle accru dans la politique étrangère turque depuis la fin des années 2000

Le statut très large de la mission confiée au MIT, l'opacité sur la nature de ses opérations réelles et le caractère multiforme de ce que la Turquie considère comme des menaces facilitent son intervention dans des domaines très divers. Au niveau de la politique stratégique et diplomatique, les services secrets ont joué un rôle actif, notamment après l'arrivée à leur tête de Hakan Fidan. Ils se sont concentrés sur des dossiers sensibles, où l'action publique turque était limitée à la fois par ses engagements internationaux et par les pressions de l'opinion publique et des institutions. Leur action a été discrète, dans un premier temps, perceptible à travers les premiers contacts avec le PKK et un rapprochement avec l'Iran ; dans un second temps, elle est devenue beaucoup plus importante, tant dans les négociations avec le PKK, que dans le soutien au mouvement rebelle syrien.

La politique de rapprochement avec l'Iran se place entre 2009 et 2010. À cette époque, Mahmoud Ahmadinejad dirige encore le pays, récemment secoué par la contestation d'une partie de sa jeunesse (la « révolution verte »), et les inquiétudes des pays occidentaux quant à son programme nucléaire sont très vives. Aussi les services secrets sont-ils pour la Turquie un moyen efficace de resserrer ses liens avec Téhéran, un partenaire économique important, sans compromettre sa diplomatie publique. Le MIT est notamment soupçonné par Washington d'avoir livré à l'Iran des informations reçues des services secrets israéliens et américains¹⁰⁰. Cette coopération turco-iranienne semble s'être intensifiée après l'affaire du Mavi Marmara. Toutefois, dès 2011, la naissance de contentieux géopolitiques nouveaux entre les deux pays (approche différente de la crise syrienne, accueil sur le sol turc de missiles faisant partie du dispositif américain de défense antimissile...) laisse à penser que le MIT n'a pas poursuivi cette coopération de manière aussi poussée.

L'action des services secrets turcs a été plus directe dans un dossier qui se trouve à mi-chemin de la politique intérieure et de la politique étrangère : la question kurde, et plus spécifiquement la tentative de négociation avec le PKK. En 2012, Hakan Fidan s'est vu inquiéter par la justice pour avoir engagé des discussions avec ce mouvement armé et avec son chef Abdullah Öcalan, détenu sur l'île d'İmralı, et l'AKP a dû faire voter une loi le protégeant des poursuites judiciaires¹⁰¹. Ces tractations ont abouti au processus de paix entamé en 2013. La même année,

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.* Le rôle joué par la confrérie de Fethullah Gülen dans ces poursuites est évoqué au chapitre 8 de la présente thèse.

le MIT semble avoir pris des contacts avec le Parti de l'Union Démocratique [*Partiya Yetikiya Demokrat*, PYD] syrien, allié du PKK ; les services ont ainsi supervisé la rencontre entre Saleh Müslüm, chef du PYD, et des représentants du ministère des Affaires étrangères¹⁰². Toujours en 2013, le MIT a été accusé d'avoir été derrière l'assassinat à Paris de trois militantes du PKK – une accusation toutefois rejetée par Ankara¹⁰³. Cet activisme nouveau des services secrets turcs a contribué à les mettre en lumière, les exposant parfois aux critiques, par exemple au sujet de leur action dans la crise syrienne.

Le MIT semble en effet avoir été le principal acteur de la politique de soutien aux rebelles syriens voulue par Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu. S'il est très difficile d'évaluer l'ampleur des flux d'armement livrés en Syrie par Ankara et le niveau d'implication du MIT, une affaire datant de janvier 2014 et remise en lumière en 2015 par le quotidien *Cumhuriyet*, en a donné une idée : la gendarmerie turque a arrêté au Hatay un camion humanitaire en route pour la Syrie, en réalité chargé d'armes. Sur ordre du gouverneur de la province, les trois occupants du véhicules, membres du MIT, ont été relâchés¹⁰⁴. Depuis la révélation de cette affaire, le gouvernement turc affirme qu'il s'agissait d'armes destinées aux milices turkmènes. S'il est difficile de tirer des conclusions générales de l'affaire, on peut émettre deux suppositions :

- Premièrement, l'intervention du gouverneur laisse à penser que cette livraison d'armes était connue et qu'elle n'était pas isolée ; il est très envisageable que plusieurs autres convois similaires aient passé la frontière turco-syrienne, au moins avant la révélation de l'affaire.
- Deuxièmement, si la livraison d'armes aux groupes turkmènes était avérée et justifiée par la proximité entre Ankara et ces mouvements, cela tendrait à indiquer que les groupes rebelles que la Turquie a activement soutenus ont profité de la même aide.

Après la révélation de cette affaire, l'AKP a fait adopter une loi élargissant les compétences des services secrets turcs, en autorisant l'écoute des lignes téléphoniques, accordant l'immunité judiciaire à ses membres et punissant de jusqu'à 10 ans d'emprisonnement toute enquête ou publication relative à leurs activités¹⁰⁵. Tout en limitant la possibilité de connaître le rôle exact

¹⁰² STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 75.

¹⁰³ « Mort de l'assassin présumé de trois militantes kurdes à Paris en 2013 ». *Le Monde*, 17 décembre 2016.

¹⁰⁴ « MİT TIR'larında taşınan silahların görüntüsü yayımlandı » [Un visuel des armes transportées dans les camions du MIT a été publié]. *Evrensel*, 29 mai 2015.

¹⁰⁵ « Turquie : entrée en vigueur de la loi donnant des droits élargis aux services secrets ». *Le Monde*, 26 avril 2014.

du MIT, ces derniers développements témoignent donc de son importance croissante dans la mise en œuvre de la politique étrangère turque.

* * *

Les services de sécurité turcs ont donc joué un rôle non négligeable dans la mise en œuvre de la politique étrangère. Mais on constate sous l'AKP un mouvement d'affaiblissement de l'institution militaire dans ce rôle, concomitant d'une importance croissante des services secrets. Tout se passe comme si le pouvoir politique avait attendu d'avoir suffisamment affaibli l'armée, et notamment son principal organe d'influence, le Conseil de Sécurité Nationale, pour s'appuyer ensuite sur une institution considérée comme plus fiable. D'ailleurs, si l'action de l'armée en politique étrangère a souvent paru contrecarrer ou ralentir la politique mise en place par l'AKP – sur des dossiers comme Chypre, l'OTAN ou la question kurde –, le MIT a au contraire été un atout pour le parti au pouvoir, lui permettant d'agir officieusement dans des domaines jugés sensibles – les relations avec l'Iran, les négociations avec le PKK ou le soutien aux rebelles syriens. En cela, son rôle se complète avec celui d'acteurs privés qui, par leur action, ont contribué à la mise en place de la politique étrangère voulue par l'AKP sans impliquer directement le parti.

1.3. Les agents non-gouvernementaux de la politique étrangère

Pour compléter ce panorama des principaux acteurs de la politique étrangère de la Turquie, il est intéressant de mettre en lumière quelques catégories d'acteurs privés. Il ne s'agit pas de présenter ces derniers dans leur intégralité et leur grande diversité, mais plutôt de rappeler, par des exemples emblématiques, l'importance qu'ils ont pu prendre dans la stratégie des États contemporains. À cette fin, on peut se pencher sur trois types d'acteurs privés, chacun constituant un rouage utile, sinon indispensable, de la politique étrangère turque. Il y a tout d'abord les ONG, que l'AKP saura utiliser comme instrument d'influence en vue tout à la fois d'optimiser l'image de la Turquie dans l'opinion publique, facilitant ainsi des placements économiques, et de défendre certaines de ses options géopolitiques. Les groupes religieux et

communautaires liés à la Turquie ont également facilité l'implantation de cette dernière dans certains pays ; le cas le plus emblématique est celui de la confrérie de Fethullah Gülen, qui a été, jusqu'à sa rupture avec l'AKP, un important agent d'influence à l'étranger.

1.3.1. Les ONG : un instrument du *soft power* turc

Il peut paraître paradoxal d'inclure les ONG parmi les acteurs de la politique étrangère turque ; en effet, comme l'indique leur nom (Organisation Non Gouvernementale), ces organismes se définissent théoriquement par leur indépendance vis-à-vis des États ; ceux-ci se regroupent dans les Organisations Gouvernementales (OG). La réalité des relations entre États et ONG apparaît cependant plus complexe. Il arrive fréquemment que les premiers soient influencés par les secondes, qui peuvent vouloir porter des sujets précis sur les agendas politiques. Mais il arrive également que les ONG se montrent l'instrument de stratégies étatiques. En particulier, de nombreuses ONG transnationales se sont vues accusées de faire le jeu des intérêts occidentaux au sein des autres États¹⁰⁶. Mais cette pratique est également répandue dans d'autres pays ; la Turquie, sous l'AKP, a particulièrement développé l'utilisation indirecte des ONG pour porter sa politique étrangère. Cette stratégie s'est essentiellement appuyée sur les ONG humanitaires, et plus spécifiquement celles d'inspiration religieuse. L'anthropologue Olivier Givre a expliqué comment le militantisme humanitaire pouvait permettre à des populations musulmanes profondément pieuses de retrouver les rituels de sacrifice et de don de soi¹⁰⁷. Il se penche pour cela notamment sur l'exemple de la Turquie ; les ONG humanitaires ont ainsi profondément intégré cette optique mystique et religieuse, qui par ailleurs les rapproche d'un gouvernement à base électorale conservatrice.

Dans son ouvrage consacré à la diplomatie « émergente » de la Turquie, Jana Jabbour s'est ainsi penchée sur l'exemple d'une ONG turque, d'inspiration religieuse, la Fondation pour les Droits et Libertés Humains et l'Aide Humanitaire [*İnsan Hak ve Hürriyetleri ve İnsani Yardım Vakfı*, désignée sous le signe İHH]. Elle voit en celle-ci « un cas emblématique de l'articulation entre

¹⁰⁶ Ces accusations viennent fréquemment de sites et médias anticapitalistes. Voir par exemple : KELLEY Vincent, MC MILLAN Stephanie. « The Useful Altruists: How NGOs Serve Capitalism and Imperialism ». Counter Punch (en ligne). 20 octobre 2015. Disponible sur : <https://www.counterpunch.org/2015/10/20/the-useful-altruists-how-ngos-serve-capitalism-and-imperialism/> (dernière consultation : 28 décembre 2017). Voir aussi un article plus ancien, mais de référence pour ces milieux militants : PETRAS James. « NGOs: In the Service of imperialism ». *Journal of Contemporary Asia*, n° 29, 4/1999, p. 429-440.

¹⁰⁷ GIVRE Olivier. « L'humanitarisation du sacrifice musulman ». *Journal des anthropologues*, n° 146-147, 2016, p. 29-55.

diplomatie étatique de l'AKP et diplomatie non-gouvernementale d'une ONG¹⁰⁸ ». Elle explique comment l'aide humanitaire que l'IHH a pu apporter au Moyen-Orient, par exemple à Gaza, a contribué à donner une image positive de la Turquie, les convois d'aide – marqués du drapeau turc – se voyant assimilés à ce pays par les populations bénéficiaires¹⁰⁹. Lorsque l'IHH envoie une flottille à Gaza en vue de forcer le blocus israélien, l'AKP laisse l'opération se faire et facilite même sa logistique *via* la mairie d'Istanbul ; plusieurs de ses députés y participent. Le gouvernement s'approprie ensuite l'opération, ce qui permet d'élargir considérablement sa popularité dans le monde arabe, sans pour autant le compromettre totalement de manière officielle¹¹⁰.

Les ONG confessionnelles turques sont également porteuses d'une certaine vision de la société, dont l'AKP se veut un modèle. Ainsi, leur aide elle-même peut porter un caractère religieux ; par exemple, l'ONG Cansuyu, particulièrement active en Afrique, se fait remarquer par des dons d'animaux aux communautés musulmanes lors des fêtes religieuses. Ce faisant, elle ne se contente pas de donner de la Turquie l'image d'une puissance humanitaire ; elle crée également un lien de solidarité religieuse, qui atteste d'une dimension confessionnelle de la diplomatie turque. Mais ces ONG ne sont en rien un simple instrument, que l'État pourrait mobiliser selon ses vues. Elles sont des acteurs autonomes, dont il se trouve que la vision rejoint celle portée par le parti au pouvoir, ce qui conduit à une logique de soutien réciproque. Ce rapport particulier s'observe également vis-à-vis des confréries religieuses et des minorités turques à l'étranger.

1.3.2. Le rôle des acteurs religieux

La redécouverte de la culture islamique comme instrument du *soft power* turc, pressentie par İsmail Cem et théorisée Ahmet Davutoğlu, et le retour des thèses turquistes dans les années 1990 et 1990¹¹¹, ont logiquement conduit la Turquie à redécouvrir son identité musulmane sunnite et turque et à l'utiliser dans ses relations internationales. Ces aspects identitaires ne déterminent pas – du moins jusqu'au début des années 2010¹¹² – la politique étrangère du pays,

¹⁰⁸ JABBOUR Jana. *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*. Paris : CNRS, 2017, p. 100.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 101.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 102-104.

¹¹¹ İsmail Cem a été ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002. Le turquisme, dans sa forme large, fait référence à la solidarité internationales des peuples de langue turcique. Les deux phénomènes idéologiques évoqués ici seront explicités au chapitre 2.

¹¹² La confessionnalisation de la politique étrangère turque, notamment dans les conflits syrien et irakien, sera évoquée dans la troisième partie de cette thèse.

mais peuvent être utilisés comme instrument dans le cadre de celle-ci. Si ces deux types d'acteurs ont été ici regroupés parce qu'ils relèvent de la même utilisation de l'identitaire en politique étrangère, ils sont cependant bien distincts. Les acteurs religieux turcs – à l'exception des organisations humanitaires dont le rôle a été étudié précédemment – n'agissent généralement pas au niveau international. On peut toutefois se pencher sur le rôle de deux d'entre eux. D'une part, la Présidence des Affaires Religieuses [*Diyanet İşleri Başkanlığı*, abrégé en Diyanet], qui est un organisme étatique possédant des antennes à l'étranger et participant, de ce fait, à la politique étrangère turque via son pouvoir d'influence. D'autre part, la puissante confrérie de Fethullah Gülen, aux ramifications internationales, qui a été l'alliée de l'AKP dans les années 2000 et a facilité le *soft-power* turc à l'étranger. Quant à la solidarité turcique, elle semble viser à donner à Ankara des relais dans certains pays voisins où les minorités turcophones sont implantées ; cette stratégie ne rencontre néanmoins qu'un succès limité.

1.3.2.1. Le rôle discret mais renforcé du Diyanet

Le Diyanet est fondé en 1924 sur ordre de Mustafa Kemal. L'esprit initial qui préside à sa création est celui d'un sécularisme autoritaire, selon lequel la religion musulmane, tout en servant de ciment identitaire à la nation turque, doit être contrôlée par l'État pour éviter les pratiques jugées archaïques. Le Diyanet dicte dans ce cadre les principes qui doivent faire l'islam – sunnite, le seul reconnu – de Turquie. Mais avec l'émigration de nombreux Turcs en Europe dans les années 1970 et 1980, cet organisme doit également se doter des capacités d'influence au-delà des frontières nationales¹¹³. En 1984, un département des Affaires étrangères lui est adjoint ; il doit permettre à l'institution de gérer le culte musulman turc à l'étranger¹¹⁴. Mais cette évolution ouvre la voie à une internationalisation du Diyanet, qui gagne ainsi une influence au-delà des frontières nationales.

C'est sous la présidence d'Ali Bardakoğlu (2003-2010) que l'institution connaît un accroissement considérable de son personnel et de son influence au-delà des frontières turques. Lui-même participe à cette stratégie d'internationalisation ; anglophone et arabophone, il multiplie les contacts à l'étranger. Ceux-ci sont facilités par sa réputation de modération en

¹¹³ BALCI Bayram. *Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*. Paris : CNRS, 2017, p. 77.

¹¹⁴ BRUCE Benjamin. « Gérer l'islam à l'étranger : entre service public et outil de la politique étrangère turque ». *Anatoli*, n°3/2012, p. 141-147.

affaires religieuses, de relatif progressisme et d'ouverture aux autres religions. C'est dans cet esprit qu'il rencontre notamment le pape Benoît XVI en 2006. Toutefois, il refuse également de faire du Diyanet une structure politique, allant jusqu'à refuser en 2010 de recommander le port du foulard, comme le lui avait suggéré le Premier ministre Erdoğan¹¹⁵. Il n'y a donc pas vraiment, durant cette période, d'action commune entre cette institution et le gouvernement turc en matière de politique étrangère.

Tout change sous le mandat de Mehmet Görmez (2010-2017). Entre 2010 et 2012, une série de réformes prises à l'initiative de l'AKP transforment en profondeur l'institution, dont le personnel connaît un nouvel accroissement. Ces mesures font du Diyanet un organisme de promotion de l'islam sunnite à l'intérieur comme à l'étranger¹¹⁶. Il se voit notamment habilité à édicter des fatwas (avis religieux), à certifier des produits halal ou à intervenir plus directement dans les cours de religion¹¹⁷. Parallèlement, l'institution s'implique de plus en plus dans la politique étrangère, cette fois-ci en conformité avec les vues développées par l'AKP. Mehmet Görmez en personne s'investit dans cette stratégie ; locuteur courant du kurde (il est né à proximité de Gaziantep), il fait, pour la première fois dans l'histoire du Diyanet, des sermons en turc et en kurde ; ceux-ci coïncident avec les tentatives de l'AKP de résoudre la question kurde, et permettent notamment de rappeler l'identité musulmane sunnite commune (du moins telle qu'officiellement présentée par les autorités) aux turcophones et kurdophones¹¹⁸. Le 15 mai 2015, il fait le premier sermon en turc à la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem¹¹⁹. Ce geste symbolique à destination des Palestiniens permet de présenter à ces derniers la Turquie comme une puissance bien disposée à leur endroit, alors que parallèlement le gouvernement turc entame discrètement un rapprochement avec Israël. Le Diyanet joue ainsi un double rôle, en renforçant le *soft power* turc vis-à-vis des populations musulmanes sunnites,

¹¹⁵ « Diyanet İşleri Başkanı'ndan 'başörtüsü' açıklaması » [L'explication sur le 'foulard' du président des affaires religieuses]. *Hürriyet*, 1^{er} octobre 2010.

¹¹⁶ CORNELL Svante. « The Rise of Diyanet: the Politicization of Turkey's Directorate of Religious Affairs ». *The Turkey Analyst* (en ligne), 9 octobre 2015. Disponible sur : <http://www.turkeyanalyst.org/publications/turkey-analyst-articles/item/463-the-rise-of-diyamet-the-politicization-of-turkey%E2%80%99s-directorate-of-religious-affairs.html> (dernière consultation : 11 juin 2017).

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ AKYOL Mustafa. « Why Erdogan fired Turkey's top cleric ». *Al-Monitor* (en ligne), 4 août 2017. Disponible sur : <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/08/turkey-why-erdogan-dismiss-top-cleric.html> (dernière consultation : 13 octobre 2017).

¹¹⁹ La vidéo de cette intervention peut être regardée sur : « Diyanet İşleri Başkanı Prof. Dr. Mehmet Görmez'in Tarihi Kudüs Hutbesi » [Le sermon historique à Jérusalem du président du Diyanet Prof. Dr. Mehmet Görmez]. TRT Diyanet (en ligne), 26 mai 2015. Disponible sur : <http://www.diyamet.tv/diyamet-isleri-baskani-prof-dr-mehmet-gormezin-tarihi-kudus-hutbesi/> (dernière consultation : 25 juillet 2017).

tout en essayant de se présenter en médiateur dans des questions stratégiques cruciales, comme le conflit kurde.

Il semble néanmoins que des désaccords aient finis par se faire jour entre Recep Tayyip Erdoğan et Mehmet Görmez, qui quitte le Diyanet en juillet 2017¹²⁰. Une des raisons de cette mésentente relèverait des soupçons d'appartenance à la communauté de Fethullah Gülen portés à l'égard du président du Diyanet. Pourtant, tout au long des années 2000, cette confrérie a été le principal vecteur religieux de la politique étrangère de l'AKP à l'international.

1.3.2.2. La confrérie de Fethullah Gülen

Les confréries religieuses sont traditionnellement bien implantées en Turquie, où elles ont développé plusieurs courants, malgré leur interdiction sous la présidence de Kemal Atatürk (1923-1938). Toutefois, leur implication dans le champ politique est généralement limitée, et davantage encore en matière diplomatique et stratégique. Une confrérie, pourtant, s'est distinguée dans ce domaine, devenant même un acteur important de la politique étrangère turque des années 2000 en Afrique, en Asie Centrale et au Moyen-Orient. Il s'agit de la confrérie de Fethullah Gülen, parfois désignée comme « mouvement Gülen », du nom de l'imam qui la dirige.

Fethullah Gülen est né en 1941 à Erzurum ; ayant reçu son diplôme d'imam, il enseigne à Edirne puis à Izmir, où il commence à se faire une certaine notoriété. C'est un adepte de la pensée de Saïd Nursî (1878-1960), penseur musulman d'origine kurde qui a notamment insisté sur la nécessité de la recherche scientifique et de l'éducation comme atouts pour la pensée religieuse. C'est dans cet esprit que Fethullah Gülen ouvre dans les années 1970 des camps d'été, destinés à proposer aux jeunes en difficulté des cours supplémentaires. Dans les années 1980, il se distingue nettement du RP de Necmettin Erbakan et axe son action sur l'éducation, ouvrant des écoles dont le fonctionnement peut se rapprocher des établissements jésuites. À ses yeux, l'islam est un vecteur de résistance nationale, en particulier face au matérialisme athée de l'Union Soviétique, mais il doit être compris dans une acception moderne, qui n'exclut ni les sciences, ni la démocratie, ni le dialogue interreligieux¹²¹. Cette souplesse lui permet d'être

¹²⁰ AKYOL Mustafa. *Op. cit.*

¹²¹ L'ouvrage de Bayram Balci consacré aux écoles de Fethullah Gülen, et tiré de la thèse de l'auteur, fait référence aujourd'hui encore et donne des détails précieux sur l'organisation, l'idéologie et les méthodes de cette confrérie. (BALCI Bayram. *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale : Les écoles turques de Fethullah Gülen*. Paris :

initialement considéré sans trop d'hostilité par l'institution militaire, qui n'hésite pas à l'utiliser contre le mouvement plus radical du RP. Néanmoins, en 1999, la presse turque révèle des enregistrements dans lesquels Fethullah Gülen inciterait à infiltrer les institutions de l'État pour mieux le contrôler ; l'imam s'exile aux États-Unis ; l'année suivante, il est jugé par contumace¹²².

Si la confrérie ne s'est jamais engagée aux côtés de Necmettin Erbakan, ses adeptes – appelés *Fethullaçılar* – apportent un soutien massif à l'AKP lors des élections législatives de 2002. C'est le début d'une solide alliance entre le parti de Recep Tayyip Erdoğan et la confrérie de Fethullah Gülen. L'AKP facilite l'infiltration des institutions étatiques (école, police, justice) par les *Fethullaçılar*, qui en retour lui apportent un soutien discret mais conséquent, notamment lors des campagnes électorales. Mais l'aspect le plus intéressant dans le cas de la présente étude est la coopération que vont établir les deux mouvements en matière de la politique internationale. L'AKP va favoriser l'implantation à l'étranger de la confrérie qui, pour sa part, va devenir un des principaux vecteurs du *soft power* turc auprès des populations musulmanes.

Comme en Turquie, l'implantation de la confrérie de Fethullah Gülen à l'international se fait dans le domaine scolaire. L'ouverture d'écoles répond à un besoin réel et permet de gagner la sympathie de la population et des autorités locales ; les établissements diffusent un savoir de qualité, accompagné de cours et de pratiques sociales qui portent une certaine vision de la société, conforme à l'idéal des *Fethullaçılar* ; ceux-ci savent du reste se montrer très souples et s'adapter aux coutumes et traditions locales¹²³. Ces implantations se pratiquent essentiellement dans espaces géographiques : en Afrique subsaharienne, une région dont l'importance dans la politique étrangère turque est allée croissante sous l'AKP ; au Moyen-Orient, un des piliers de la diplomatie prônée par les inspirateurs du parti ; enfin, en Asie Centrale, région majoritairement turcophone, qui avait fait l'objet d'une grande attention de la Turquie dans les années 1990, et très clairement privilégiée par la confrérie¹²⁴.

Maisonneuve & Larose, 2003). Sur la pensée de Fethullah Gülen, on peut aussi signaler l'ouvrage de SEVİNDİ Nevval. *Fethullah Gülen ile Global Hoşgörü ve New York Sohbeti* [Conversation avec Fethullah Gülen sur la tolérance globale et New-York]. Istanbul : Timaş, 4^e édition, 2002 (1^{ère} édition : 1997). Dans cette nouvelle édition, parue après les attentats du 11 septembre, l'auteure s'intéresse à la pensée de Fethullah Gülen et inclut des extraits des conversations qu'elle a tenue avec lui, avant et après ces attaques.

¹²² JOSSERAN Tancrède. « Les disciples de Fethullah Gülen ». *Moyen-Orient*, n° 18, avril-juin 2013, p. 70-75.

¹²³ Abdurrahim Sıradağ, entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

¹²⁴ BALCI Bayram. *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale : Les écoles turques de Fethullah Gülen*, p. 216-217.

Si l'AKP favorise les implantations des écoles de Fethullah Gülen, utilisant parfois ses réseaux diplomatiques pour ce faire, la confrérie garde une certaine autonomie qui en fait un acteur à part entière de la politique étrangère turque. Au Moyen-Orient, son activisme dans le domaine scolaire s'accompagne de publications littéraires qui permettent de diffuser une certaine vision du monde, favorable aux intérêts turcs. En 2005, le mouvement lance notamment la publication de la revue *Hira'*, en langue arabe, dont le contenu évoque la modernisation de la religion à travers la science et la raison, et multiplie les références à un passé ottoman commun glorifié¹²⁵.

À partir de 2010, des divergences puis des tensions apparaissent entre la confrérie et le pouvoir politique de l'AKP. Il est intéressant de remarquer qu'elles sont largement dues à des questions de politique étrangère ; si les sources sont encore rares et divergent parfois sur les origines précises de la rupture, on peut en dégager quatre points de désaccords majeurs. D'une part, Fethullah Gülen est favorable à ce que la Turquie maintienne de bonnes relations avec Israël. Il se montre très critique envers la flottille de Gaza, en 2010, puis envers la réaction du gouvernement turc¹²⁶. D'autre part, il critique l'action turque vis-à-vis du conflit syrien à partir de 2011, estimant que la rupture avec Damas est une erreur stratégique et que la Turquie n'a rien à gagner à s'ingérer dans le conflit¹²⁷. Il semble que Fethullah Gülen se soit également montré hostile à l'ouverture de négociations de paix avec le PKK¹²⁸. Enfin, partisan de l'alliance avec les États-Unis et de l'intégration à l'Union Européenne, il met en cause l'autoritarisme de l'AKP et de Recep Tayyip Erdoğan, qui peut mettre en danger ces options. Ces éléments de désaccord expliquent en partie la rupture entre la confrérie et le gouvernement, rupture matérialisée en 2014, lorsque des enquêtes judiciaires frappent des proches de Recep Tayyip Erdoğan, qui désigne en retour nommément Fethullah Gülen comme un agent déstabilisateur ; en 2016, son mouvement sera accusé d'être derrière la tentative avortée de coup d'État et sera classé par la Turquie comme organisation terroriste, entraînant le licenciement de milliers de ses membres supposés dans l'armée, l'éducation, la police et la justice.

¹²⁵ JABBOUR Jana. *Op. cit.* p. 106.

¹²⁶ - LAURIA Joe. « Reclusive Turkish Imam Criticizes Gaza Flotilla ». *New-York Times*, 4 juin 2010.

- BALCI Bayram, TAUSSIC Sylvie. « Grandeur et déclin d'une alliance entre deux structures politico-religieuses, le mouvement de Fethullah Gülen et le parti AKP de Recep Tayyip Erdogan en Turquie ». *Critica Masonica*, vol. 6/2, n° 12, novembre 2018.

¹²⁷ « Turkey and Syria: An explosive border ». *The Economist*, 18 mai 2013.

¹²⁸ Entretiens officiels avec des membres de la confrérie à Paris, au cours du mois de juillet 2015. Ceux-ci ne critiquent pas le processus de paix en lui-même, mais estiment qu'il a été mal mené et a donné trop d'importance au PKK comme principal interlocuteur.

1.3.3. Les communautés turciques : un acteur mobilisable ?

Le turquisme n'apparaît pas sous le gouvernement de l'AKP – qui est d'ailleurs plus en retrait sur la question que les partis nationalistes. Toutefois, c'est un levier qui va se voir parfois mobilisé au service de la politique étrangère turque. Le soutien affiché par le gouvernement à ces populations turcophones en-dehors des frontières peut avoir plusieurs visées. Il s'agit d'une part d'un geste à l'égard de l'opinion publique turque, sensible à cette thématique ; ces communautés sont par ailleurs un élément de *soft power*, facilitant l'implantation de la Turquie dans les pays où elles se trouvent par les liens culturels qu'elles entretiennent avec elle ; enfin, dans les cas de conflits internes, les minorités turcophones et les groupes armés qui en sont issus peuvent être un moyen pour la Turquie de peser stratégiquement.

Cette utilisation des communautés turciques s'observe en particulier dans le monde arabe dans les années 2010. La fragmentation communautaire qui frappe ces pays, en particulier l'Irak et la Syrie, va encourager la Turquie à activer, mobiliser et s'appuyer sur les minorités turcophones en leur sein. La taille exacte de ces populations, communément désignées comme « turkmènes », et majoritairement sunnites, est difficile à évaluer, de l'absence de chiffres officiels fiables. Les différentes estimations en Irak vont de 500 000 à 3 millions ; en Syrie, on admet un chiffre légèrement supérieur à 100 000¹²⁹. De petites communautés vivent également au Liban (moins de 20 000) et en Palestine (environ 3000). Les Turkmènes d'Irak, les plus nombreux et les plus organisés politiquement et militairement, ont été régulièrement mis en avant dans les discours de politique étrangère de l'AKP à partir de 2003. Leur présence dans les zones disputées entre le gouvernement central irakien et le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) a notamment servi d'argument pour s'opposer au processus d'indépendance kurde. À partir de 2014, dans un contexte de délitement de l'État irakien, suite à la prise de contrôle d'une partie de son territoire par l'organisation État Islamique (EI ou Da'esh), les Turkmènes d'Irak deviennent un acteur plus direct de la politique étrangère turque. Le Front Turkmène d'Irak [*Irak Türkmen Cephesi*, ITC], parti politique fondé en 1995 et disposant de combattants armés, se bat notamment contre l'EI, tout en s'opposant à la progression de l'armée du GRK. Ce faisant, il sert de courroie de transmission de la politique turque en Irak, permettant par ailleurs à Ankara de légitimer ses interventions dans le pays. Ce rôle de légitimation de la présence turque se retrouve également au sein des Turkmènes de Syrie. Si la Turquie soutient

¹²⁹ Yaşar Yakış estime que le gouvernement turc a systématiquement tendance à surévaluer le nombre de Turkmènes en Syrie et en Irak, ce qui aurait en partie expliqué ses erreurs stratégiques dans ces pays, où il pensait disposer d'une base de soutien plus large (entretien avec l'auteur, 28 mars 2018).

tout d'abord, à partir de 2011, les mouvements rebelles syriens dans leur ensemble, son positionnement évolue peu à peu ; à partir de 2015, ses incursions armées ou ses livraisons d'armes sont présentées largement sous le prisme du soutien aux populations turkmènes frappées par l'EI, par les milices kurdes ou par l'armée syrienne. C'est d'ailleurs la défense des groupes turkmènes qui justifiera l'abattage par la Turquie d'un avion russe le 24 novembre 2015, Ankara accusant la Russie de viser ces groupes et non les mouvements djihadistes. Dans un autre domaine, la Turquie a également noué des liens de solidarité avec les Turkmènes libanais, avec l'idée d'en faire un levier d'influence. Cette minorité, pesant dans le système communautaire caractérisant le Liban, pourrait orienter la politique de ce pays en faveur des intérêts turcs¹³⁰.

Il est à noter que ces communautés turciques ne deviennent des acteurs de la politique étrangère turque que dans un contexte national très particulier : celui d'une fragmentation de l'État en groupes communautaires, et d'une proximité géographique immédiate avec la Turquie. Seule la conjonction de ces deux facteurs semble permettre que les communautés turciques ressentent à l'égard de ce pays une solidarité suffisante pour agir en faveur de ses intérêts, et aient les moyens de peser face à un État central affaibli ou contraint de composer avec plusieurs factions. C'est essentiellement vrai en Syrie et en Irak, et dans une moindre mesure au Liban. Ce n'est en revanche pas le cas de l'Iran, par exemple, qui compte une forte communauté turkmène et azérie, mais où celle-ci ne joue pas de rôle actif en faveur de la Turquie, la puissance de l'État central limitant les liens de solidarité et empêchant leur traduction politique. Ce n'est pas le cas non plus de l'Afghanistan, où les marges de manœuvres turques sont limitées ; les deux pays sont séparés par l'Iran, la mer Caspienne et l'espace caucasique, et les troupes turques présentes sur le sol afghan dans le cadre de la coalition menée par les États-Unis n'ont pas excédé 2000 hommes. Il convient donc de retenir que, si les populations turciques peuvent se voir utilisées comme levier et devenir un acteur semi-autonome de la politique étrangère turque, il s'agit de cas précis et localisés, davantage que d'une règle générale.

* * *

¹³⁰ JABBOUR Jana. *Op. cit.*, p. 111-115.

Il apparaît que la politique étrangère turque est donc mise en œuvre par une grande diversité d'acteurs, quoique leurs rôles diffèrent significativement. Leur importance est par ailleurs inégale, et a connu d'importantes variations depuis 2002.

Les acteurs institutionnels ont vu leur marge de manœuvre augmenter sous la mandature de l'AKP. Si l'Assemblée Nationale propose les orientations diplomatiques et les valide par ses votes, le soutien – presque – constant d'une majorité absolue a permis au pouvoir exécutif de garder sa primauté en ce domaine. Le président de la République, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères en sont les principaux artisans, avec le concours de conseillers particuliers, et d'un important personnel diplomatique. Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, qui ont occupé plusieurs de ces postes successivement, sont de loin les principaux acteurs de la politique étrangère turque sur la période étudiée ; d'autres figures politiques, comme Ahmet Necdet Sezer ou Abdullah Gül, ont également joué un rôle certain, quoique moins important.

Les acteurs institutionnels ont dû compter avec des services de sécurité historiquement puissants. L'Armée, qui disposait encore d'un puissant organe d'influence sous le premier mandat de l'AKP à travers le Conseil de Sécurité Nationale, a vu ses prérogatives se réduire après 2007. Il en va autrement des services secrets. Ceux-ci ont joué un rôle croissant dans la politique étrangère de l'AKP, en particulier à partir de 2010, sous la direction d'Hakan Fidan.

Enfin, le gouvernement turc sait, dans les années 2000 et 2010, mobiliser des acteurs parfois inédits, qui s'appuient sur le ressort humanitaire ou communautaire. C'est ainsi que les ONG prennent une importance grandissante dans la diplomatie publique du pays. Le Diyanet voit pour sa part son rôle s'accroître à l'international, et la confrérie de Fethullah Gülen s'implante dans l'environnement régional élargi, s'y montrant un puissant partenaire de l'AKP jusqu'au début des années 2010. Au Moyen-Orient, les communautés turciques sont parfois mobilisées pour servir les intérêts géostratégiques turcs, sur fond de dislocation des États arabes du Levant.

Ces différents acteurs jouent un rôle essentiel pour définir, mettre en application et si nécessaire corriger la doctrine diplomatique et stratégique mise en œuvre à partir de 2002. S'ils agissent généralement en coordination, des désaccords peuvent également se faire jour entre eux. Ceux-ci ne sont pas seulement imputables aux différentes idéologies qui les animent, mais également à la grande diversité des sources d'inspiration de cette doctrine, qui en fait un outil aux origines et donc aux interprétations variées.

Chapitre 2. Aux sources de la doctrine

La doctrine stratégique et diplomatique suivie par l'AKP à partir de 2002 a souvent été attribué au seul Ahmet Davutoğlu, présenté comme le grand architecte de la politique étrangère turque, au point que l'on a pu parler de « doctrine Davutoğlu ». Cependant, sans nier l'influence réelle que ce personnage polyvalent a eue dans l'élaboration et la conduite de la politique étrangère turque, son rôle doit être replacé dans un contexte plus général. Ahmet Davutoğlu n'agit pas seul ; il n'est que le plus connu et probablement, en effet le plus influent des théoriciens sur lesquels va s'appuyer l'AKP. Mais tous ces penseurs s'inscrivent eux-mêmes dans un cadre idéologique et historique qui doit être pris en compte.

Lorsque l'on s'intéresse aux sources de la doctrine que va suivre le parti de Recep Tayyip Erdoğan, il s'agit de rechercher les courants idéologiques et les exemples de pratique qui ont pu l'inspirer. Bien sûr, les idéologies qui ont traversé la Turquie dans son histoire contemporaine – sans même mentionner l'époque ottomane – sont nombreuses. Il ne s'agit donc pas ici de disséquer l'ensemble du spectre idéologique turc, non plus que de revenir sur chaque séquence diplomatique qu'a pu connaître le pays. L'objectif est davantage de déterminer les grandes tendances qui ont servi d'inspiration et d'exemple (ou de contre-exemple !) à l'AKP et à ceux qui ont théorisé sa vision. Partant de cette base, on peut alors voir comment ceux-ci, et notamment Ahmet Davutoğlu, sont parvenus à ordonner ces éléments divers pour en faire une doctrine cohérente.

Dans un premier temps, il convient de revenir sur les grandes écoles de pensée stratégique qui irriguent les débats en Turquie au sujet de la politique étrangère. En effet, chacune de ces écoles a joué un rôle dans l'histoire intellectuelle de l'AKP. Ce dernier a été marqué par le nationalisme originel de la République kémaliste aussi bien que par la pensée islamique qui s'est élaborée en réaction. La synthèse turco-islamique qui a tenté de rapprocher les deux approches a profondément marqué la génération fondatrice de l'AKP et ses conceptions en politique stratégique et internationale. Mais le parti n'est pas resté insensible non plus aux idéologies alternatives, généralement tournées vers l'Asie. Dans un deuxième temps, c'est la pratique antérieure de la politique étrangère turque qui doit être scrutée, car elle lègue un héritage que le parti de Tayyip Erdoğan saura reprendre partiellement ; alors que l'action de politiques comme Turgut Özal ou Ismail Cem influencera profondément le parti, l'expérience de Necmettin Erbakan, assez paradoxalement, servira au contraire de contre-exemple. Une fois rappelé ce

contexte idéologique et historique, il est temps d'en venir à la pensée des principaux théoriciens de la politique étrangère suivie après 2002 ; et si Ahmet Davutoğlu et son ouvrage *Stretejik Derinlik* sont une source d'inspiration certaine, on ne doit pas oublier les infléchissements qu'ont pu apporter d'autres penseurs, par exemple sur la question européenne.

2.1. Les grandes écoles de pensée stratégique : une influence variable

Tout État se doit, dans un monde d'interdépendance, de développer une stratégie, à savoir un ensemble de méthodes et un plan général pour parvenir à des objectifs déterminés. Ceux-ci varient évidemment grandement selon le pays concerné – et évoluent par ailleurs dans le temps – mais répondent généralement à un impératif clairement déterminé : défendre ce qui est perçu comme les intérêts fondamentaux de l'État. Les écoles de pensée stratégique qui se développent au sein d'une société ont donc deux vocations : établir en quoi consistent ces intérêts fondamentaux et la façon dont ils s'hierarchisent ; puis déterminer les méthodes les plus adéquates, en fonction des ressources données, pour les défendre au mieux ; la politique étrangère et la diplomatie sont bien sûr au cœur de ces méthodes. Aussi est-il nécessaire de se pencher sur les courants intellectuels qui ont irrigué la pensée stratégique de l'AKP, soit directement, soit indirectement par leur influence globale sur la société turque. C'est pourquoi ne seront pas mentionnées ici des écoles de pensée (comme la doctrine marxiste-léniniste, par exemple) qui ont pu être très vivaces dans le pays, mais qui n'ont impacté, ni la société turque dans son ensemble, ni le courant politique dont est issu l'AKP. Pour la même raison, si l'Empire Ottoman a connu, dans son dernier siècle d'existence, un foisonnement d'écoles de pensée stratégique, celles-ci ne seront pas évoquées ; en effet, son effondrement et l'instauration d'une République autoritaire ont modifié en profondeur le contexte stratégique et régional turc et ont réduit le champ des débats. Pendant plusieurs décennies, la pensée stratégique turque a d'ailleurs été dominée par une vision moderniste et nationaliste, tournée vers l'Occident et axée sur la sécurité et la souveraineté de l'État, et qui a toujours une réelle influence. La synthèse turco-islamique a amendé cette vision, permettant ainsi le développement de nouvelles théories en matière de politique étrangère. Tout au long du siècle, toutefois, a survécu une pensée stratégique nourrie par l'islam politique, dont les objectifs et les méthodes différaient largement de la pensée nationaliste ; ses intellectuels ont également eu une certaine influence sur les

stratégies turcs, même s'il apparaît que leur impact sur les penseurs de l'AKP n'a pas été déterminant. Enfin, le champ politique turc – AKP compris – a été également marqué, surtout après les années 1980, par l'émergence de nouvelles écoles de pensée géopolitique tournées vers l'Asie : le panturquisme et le pantouranisme, à base ethnique, et l'eurasisme, qui s'est décliné sous des formes diverses mais visait essentiellement à redonner un rôle central à la Turquie.

2.1.1. L'empreinte du nationalisme turc sur la politique étrangère

Depuis la fondation de la République, la doctrine diplomatique et stratégique turque est profondément marquée par le nationalisme. Or, cette idéologie s'affirme dans un contexte particulier, de démantèlement de l'Empire Ottoman et de menaces de partage de l'Anatolie. Aussi induit-il une vision stratégique défensive, axée sur la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays, et cherchant à éviter l'engagement dans les conflits externes. Les années 1980 voient émerger un « néo-nationalisme », plus conservateur et davantage marqué par l'héritage religieux ; il remet notamment en cause la vision non-interventionniste héritée des premières décennies de la République.

2.1.1.1. Un nationalisme né en réaction au démembrement de l'Empire Ottoman

Plutôt que de nationalisme turc, qui renvoie à la République de Turquie, le courant qui naît dans l'Empire Ottoman après l'échec des essais de modernisation et de création d'une citoyenneté ottomane peut être qualifié de turquisme. S'opposant à l'ottomanisme qui cherche à maintenir l'unité des peuples et territoires sous domination ottomane, il se pose en défenseur d'une nation turque qui n'est pas identifiée à l'empire. Le mouvement des Jeunes-Turcs, qui prendra le pouvoir en 1908 après s'être soulevé contre le Sultan Abdülhamid II (1876-1909), s'inscrit dans cette école de pensée.

Yusuf Akçura (1876-1935) peut être considéré comme la figure fondatrice du nationalisme turc moderne¹ ; le paradoxe est qu'il est parallèlement l'un des grands penseurs du panturquisme, qui va finir par s'en distinguer assez nettement dans les années 1920. Mais dans un contexte de

¹ Cette idée est en particulier développée dans GEORGEON François. *Aux Origines du nationalisme turc : Yusuf Akçura (1876-1935)*. Paris : Association pour la Diffusion de la Pensée Française, 1980.

délitement de l'Empire Ottoman, et alors que les futures frontières d'un potentiel État turc ne sont pas clairement fixées, le turquisme et le panturquisme se confondent encore largement. Ce n'est que lorsque Mustafa Kemal, allié de la Russie bolchévique et ayant obtenu des frontières stables et garanties par le traité de Lausanne, renoncera à toute visée panturquiste que Yusuf Akçura abandonnera cet idéal, pour se rallier au nationalisme de la jeune République². Ziya Gökalp (1876-1924) est une autre importante figure du turquisme, puis du nationalisme turc ; il croit à la nécessaire unification linguistique et culturelle de la nation, rejetant un nationalisme qui unirait des peuples de langues et d'identifications culturelles différentes³.

Le nationalisme turc devient une des six flèches du kémalisme après l'instauration de la République (1923). Mustafa Kemal en est un des principaux promoteurs, même s'il en a une vision qui peut sembler contrastée et parfois variable. Inspiré par les Lumières, il se veut le promoteur d'un nationalisme citoyen, moderne. Dans le même temps, toutefois, et notamment dans les années 1930, il développe des théories linguistiques (la « langue-soleil⁴ »), historiques (les Hittites, peuple mythique anatolien, sont alors présentés comme les ancêtres directs des Turcs) ou ethnologiques (avec en particulier l'analyse de crânes pour déterminer un profil racial turc standard) qui semblent aller dans le sens d'une vision plus ethno-culturelle de la nation.

S'il n'entre pas dans le cadre de la présente étude de présenter les nuances du nationalisme kémaliste, on peut faire remonter à cette époque la distinction entre deux termes qui renvoient chacun à une acception distincte du nationalisme. L'*ulusalcılık*, dérivé du terme *ulus* qui désigne la nation comme l'ensemble des individus formant un peuple, renvoie à un nationalisme essentiellement citoyen, attaché à la République ; il est en cours dans les partis kémalistes traditionnels (notamment le CHP), ainsi que dans les milieux libéraux. En contrepartie, le *milliyetçilik*, qui renvoie au *millet* communautaire ottoman, correspond à un nationalisme à coloration plus ethno-religieuse ; il est revendiqué essentiellement par les partis les plus à droite de l'échiquier politique turc. Ces deux notions doivent aussi être distinguées du *vatanseverlik*, le patriotisme ; en effet, ce dernier relève davantage du sentiment, alors que l'*ulusalcılık* et le *milliyetçilik* sont des idéologies.

² *Ibid.*, p. 81-84.

³ PARLA Taha. *The Social and Political Thought of Ziya Gökalp: 1876-1924*. Leiden : Brill, 1985, p. 36.

⁴ Promue par certains linguistes proches du pouvoir, cette théorie fait du turc la langue originelle d'où seraient issues l'ensemble des autres langues parlées dans le monde.

2.1.1.2. Une vision stratégique défensive et sécuritaire

Le nationalisme turc mis en place par la République kémaliste se veut l'antithèse du modèle ottoman. Le modèle impérial, qui suppose un processus d'expansion et donc de conflit permanent potentiel, est rejeté en même temps que la société qu'il sous-tend : un ensemble de communautés ayant des liens d'allégeance au pouvoir variables et n'étant pas unies par un sentiment d'unité nationale. En contrepieds s'impose donc une conception stratégique qui repose sur deux fondamentaux : l'indivisibilité de la République et le refus d'être entraîné dans les conflits extérieurs. « *Yurtta sulh, cihanda sulh* » [Paix dans le pays, paix dans le Monde] : cette devise, prononcée par Mustafa Kemal lors de sa campagne électorale d'avril 1931, synthétise cette nouvelle vision stratégique et se voit incorporée au corpus turc en matière de politique étrangère.

Le premier aspect, le plus important en termes diplomatiques, est relatif au non-interventionnisme : la Turquie se pense alors comme une nation pacifique, destinée à s'inscrire dans l'ordre international nouveau et à rester en dehors des conflits qui ne la concernent pas. Sous Mustafa Kemal, ce principe est rigoureusement observé. Si Ankara fait pression sur la France pour récupérer le Hatay, considéré comme partie intégrante du territoire turc, elle accepte en revanche l'arbitrage de la SDN pour ce qui concerne le district de Mossoul, qu'elle laisse aux Britanniques. C'est au nom du non-interventionnisme que le pays reste également neutre au cours de la Seconde Guerre mondiale. Son intégration à l'OTAN et au Pacte de Bagdad durant la guerre froide, puis l'intervention à Chypre en 1974, semblent mettre un terme à ce principe. Son influence sur l'AKP est certes mineure : la période kémaliste est présentée comme une phase isolationniste durant laquelle la Turquie se serait coupée de sa zone d'influence naturelle. En revanche, subsiste dans la société turque – et partant, au sein des élites au pouvoir – l'idée diffuse selon laquelle la Turquie doit faire acte de prudence avant de s'engager dans un conflit, et ne le faire que si ses intérêts sont directement menacés.

L'autre héritage du nationalisme kémaliste est beaucoup plus prégnant : il s'agit de l'attachement à l'intégrité territoriale du pays. Elle se manifeste, déjà sous Mustafa Kemal, par la dure répression des soulèvements kurdes, qui font suite à l'abolition du Califat et aux tentatives de réforme agraire. C'est d'ailleurs en réaction aux demandes soviétiques d'un droit

de regard sur les Détroits⁵ que les Turcs abandonnent leur politique neutraliste pour choisir l'alliance américaine : la protection de l'intégrité du pays prime *in fine* sur l'idée de neutralité et de non-interventionnisme. L'AKP a une position ambiguë sur cet héritage. Ses théoriciens prônent la fin d'une politique purement sécuritaire, à l'intérieur comme à l'extérieur ; le parti montre des signes inédits d'ouverture aux revendications des minorités. Mais l'attachement ferme à l'intégrité du pays et le refus d'un autre modèle que celui de l'État-nation unitaire marquent encore profondément la pensée stratégique turque.

2.1.1.3. La synthèse turco-islamique et ses implications stratégiques

Le coup d'État de 1980 porte au pouvoir des élites politico-militaires plus conservatrices, et surtout travaillées par un profond anti-communisme, qui les amène à porter un nouveau discours sur le nationalisme turc. L'islam a désormais toute sa place dans ce néo-nationalisme, non comme modèle de société (les organisations islamistes sont toujours combattues) mais comme marqueur national et rempart contre le communisme. Cette synthèse « turco-islamique » repose sur le double postulat que l'islam a permis à la culture turque de se renforcer et de se vivifier, tandis qu'en retour les Turcs ont permis de préserver cette religion face aux poussées européennes et à la décadence arabe⁶.

Les implications stratégiques et diplomatiques de ce néo-nationalisme sont multiples.

- Premièrement, l'Islam n'est plus perçu comme une civilisation avec laquelle la Turquie doit rompre pour aspirer au progrès, mais comme un des éléments de sa grandeur nationale. L'idée selon laquelle le pays doit se couper de cette aire géopolitique pour entretenir une relation privilégiée avec l'Europe s'estompe ainsi. Au contraire, certains inspirateurs du mouvement, comme l'écrivain Seyyid Ahmet Arvâsî, expriment aussi une grande méfiance vis-à-vis des Occidentaux. On peut ainsi lire sous la plume de ce genre que « Rome la chrétienne, Moscou la Rouge, France la haineuse, Israël la rusée, Grèce la patiente se donnent la main pour ruiner le monde turco-musulman et coloniser l'islam⁷ ».

⁵ Le détroit du Bosphore et celui des Dardanelles contrôlent le passage entre la mer Méditerranée et la mer Noire. Ils sont une voie de passage obligée pour les navires basés en mer Noire (notamment soviétiques puis russes) et cherchant à rejoindre les océans.

⁶ JOSSERAN Tancredi. *La nouvelle puissance turque : L'adieu à Mustapha Kemal*. Paris : Ellipses, 2010, p. 26.

⁷ Cité dans BOZARSLAN Hamit. *Histoire de la Turquie: De l'empire à nos jours*. Paris: Tallandier, 2013, p. 369.

- Deuxièmement, la synthèse turco-islamique prône désormais une modernisation inspirée du Japon : adopter les techniques occidentales tout en conservant une âme et des valeurs nationales perçues comme profondément différentes⁸.
- Troisièmement, l'islam sunnite et la turcité se voient associés plus profondément que dans l'idéologie nationaliste originellement promue par Mustafa Kemal⁹. Le discours sur le séparatisme kurde en est profondément modifié : alors que dans les premières décennies de la République kémaliste, les soulèvements kurdes étaient présentés comme le produit de forces réactionnaires, dans les années 1980 le militantisme kurde est renvoyé au communisme athée ou à l'alévisme, dont les croyants sont officiellement rattachés à l'islam sunnite par l'État mais qui s'en distingue en réalité très largement. Le nationalisme kurde est désormais perçu comme une double menace, non seulement contre l'intégrité de l'État, mais également contre la religion musulmane sunnite¹⁰.
- Quatrièmement, la conjugaison de l'anti-communisme (alors que l'URSS entame son déclin), de l'appel aux valeurs antiques attribuées à la turcité et de la fin de l'Europe comme horizon diplomatique amène le turco-islamisme à s'intéresser de nouveau à l'Asie Centrale et à ses populations turcophones.

Ces différentes évolutions du discours stratégique et diplomatique apparaissent en phase avec la vision de Turgut Özal, Premier ministre de 1983 à 1989, qui ne s'aligne pas totalement sur le turco-islamisme (contrairement à cette doctrine, profondément étatiste et conservatrice, il est favorable au libéralisme et au libre-échange¹¹), mais qui souhaite une ouverture sur le Moyen-Orient et l'Asie Centrale. À plus long terme, elles ont profondément remodelé la pensée stratégique turque. On peut y déceler les origines de l'association entre turcité et islam sunnite, et un facteur accélérateur de l'intérêt nouveau pour le Moyen-Orient et l'Asie Centrale. En cela, il est possible de dire que si le nationalisme hérité du kémalisme n'a eu que peu d'incidence sur la doctrine de l'AKP (à l'exception notable de l'attachement à l'intégrité de l'État), celle-ci a été bien davantage marquée par le néo-nationalisme élaboré dans les années 1980.

⁸ DORRONSORO Gilles. *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*. Paris : Autrement, 2009, p. 34-35.

⁹ ÖZMEN Fazilet Ahu. « L'identité alévie et 'l'Ouverture Alévie' en Turquie ». In KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010. N° Hors-Série d'Euroorient, p. 205.

¹⁰ Il est à noter que cette évolution découle également des mutations du nationalisme kurde, qui à partir de 1984 s'incarne dans un mouvement armé, le PKK, qui revendique officiellement l'idéologie marxiste et reçoit le soutien de l'Union Soviétique.

¹¹ DORRONSORO Gilles. *Op. cit.*, p. 37.

2.1.2. La vision islamiste : une influence plus limitée qu'en apparence ?

Le caractère islamiste ou non de l'AKP reste encore très débattu, selon les différentes acceptions que l'on donne au terme – comme vu précédemment. Il est en revanche indéniable que la majorité de ses membres fondateurs et de ses cadres sont issus de formations islamistes traditionnelles, en particulier le RP de Necmettin Erbakan. Cette filiation pourrait laisser supposer que la doctrine stratégique et diplomatique du parti est inspirée par les théories qui ont été développées par les penseurs et mouvements islamistes turcs au cours du XX^e siècle. Or, une analyse plus approfondie de la question révèle une réalité surprenante : bien que l'islamisme turc ait développé un discours et une pensée géostratégique, il semble que celle-ci ait eu une influence plus limitée qu'on ne pourrait penser sur la doctrine élaborée par l'AKP – du moins dans les premières années de son gouvernement.

2.1.2.1. La vision clivante d'un mouvement marginalisé

Dans le contexte de l'autoritarisme kémaliste des premières années de la République, le courant islamiste sunnite ne dispose pas d'espace d'expression publique. Aussi est-ce davantage à travers des confréries semi-clandestines qu'il va se perpétuer. La confrérie *nakşibendiye* est l'une des plus puissantes du pays, et ce dès les premières années de la République. Apparue en Asie Centrale au XIV^e siècle, elle est interdite par Mustafa Kemal ; mais sous la direction de Mahmud Sami Ramazanoğlu (1892-1984) et de Mehmed Zahid Kotku (1897-1980), elle survit en pratiquant des rituels secrets et la dissimulation. Plusieurs intellectuels influents sont liés à cette confrérie, comme le poète Necip Fazıl Kısakürek (1904-1983), ou l'académicien Nurettin Topçu (1909-1975). Elle marque aussi grandement le *Millî Görüş* [Vision Nationale], un courant de pensée qui se structure autour de Necmettin Erbakan à partir de 1969 et qui nourrit intellectuellement les différents partis islamistes qu'il fondera. La confrérie *süleymancı* est fondée par le cheikh Süleyman Hilmi Tunahan (1888-1959) ; nationaliste et anti-communiste, elle se rapproche du DP au pouvoir (1950-1960) et participe par la suite à l'élaboration de la synthèse turco-islamique¹². Quant à la confrérie *nurcu*, qui présente des éléments communs

¹² BAYARD Jean-François. « Turquie: un nationalisme est-européen et post-impérial ». FASOPO (en ligne). Document de travail: Rapport du FASOPO. 2005, p. 149-150. Disponible sur: http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial_jfb_1205.pdf (dernière consultation: 11 janvier 2018).

avec les deux précédentes, elle s'inspire de la vision du penseur d'origine kurde Saïd Nursî ; ce dernier propose un discours original, insistant sur l'importance de la pensée scientifique et de la raison ; il sera notamment l'un des inspirateurs de Fethullah Gülen.

Malgré quelques différences, les discours de ces différentes confréries et personnalités au sujet de la politique étrangère turque et de son environnement géostratégique se rejoignent dans les grandes lignes :

- L'anti-communisme militant est un des piliers de la pensée islamique turque. En cela, toutefois, cette mouvance ne se distingue guère des autres grandes forces politiques du pays, notamment conservatrices.
- Plus spécifique est l'antisionisme, souvent teinté de judéophobie, qui se développe au sein de ces mouvements. Necip Fazıl Kısakürek, proche de la confrérie *nakşibendiye*, reprend notamment les vieilles thèses antisémites européennes présentant les juifs comme responsables tout à la fois du capitalisme et du communisme ; il leur impute aussi la responsabilité du déclin de l'Empire Ottoman et de l'abolition du Califat¹³.
- Les confréries islamiques, à l'exception de la *nurcu*, se montrent par ailleurs très hostiles au projet d'intégration à la construction européenne. L'Europe est perçue comme une entité civilisationnelle distincte, souvent associée au sionisme et au christianisme, et donc incompatible avec la civilisation musulmane turque¹⁴.
- En conséquence, l'islamisme turc prône un rejet de l'Europe et de l'Occident et le développement d'une Turquie forte et autonome, agissant en coopération avec le monde musulman.

2.1.2.2. Un impact limité sur la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP

Les grands penseurs et intellectuels de l'islam politique turc ont exercé une certaine influence sur les cadres fondateurs de l'AKP. Abdullah Gül, en particulier, a été sensible à leur enseignement. Durant sa jeunesse, il grandit avec les œuvres d'intellectuels islamistes comme

¹³ AYDIN Cemil, DURAN Burhanettin. « Competing Occidentalisms of Modern Islamist Thought: Necip Fazıl Kısakürek and NurettinTopçu on Christianity, the West and Modernity ». *The Muslim World*, vol. 103, octobre 2013, p. 491.

¹⁴ Haydar Çakmak, entretien avec l'auteur, 6 juin 2018.

Nurettin Topçu ou Sezai Karakoç¹⁵. Il découvre notamment leurs écrits dans la revue *Büyük Doğu*, qui propose une vision islamique du monde, sous la direction de Necip Fazıl Kısakürek¹⁶. Le jeune Abdullah Gül est fasciné par ce dernier, et à l'âge de 14 ans, l'invite à intervenir dans son université ; il gardera des liens solides avec lui, et sera influencé par sa vision de l'histoire, qui revisite le passé ottoman dans un sens mélioratif et déplore les réformes kémalistes¹⁷. Du reste, cette influence s'étend également à Recep Tayyip Erdoğan, qui n'a jamais caché combien il avait été marqué par la pensée de Necip Fazıl Kısakürek¹⁸. En ce qui concerne Abdullah Gül, il est intéressant de noter qu'il a également été étudiant sous la direction de Nevzat Yalçınbaş, qui a été un des théoriciens de la synthèse islamo-nationaliste¹⁹. L'impact des penseurs islamistes sur Ahmet Davutoğlu est plus difficile à évaluer : n'étant pas militant politique, il ne noue pas de relation personnelle connue avec les grandes figures de ce courant intellectuel. Il est toutefois possible de discerner leur influence sur sa pensée, par exemple au sujet de l'incompatibilité entre l'Europe comme civilisation et la Turquie²⁰. Ce thème, qu'il développe amplement dans ses premières œuvres, reprend très largement la vision traditionnelle partagée par l'islam politique turc, et la rhétorique des différents mouvements dirigés par Necmettin Erbakan.

Pour autant, il est difficile de discerner dans la doctrine qui va être élaborée par l'AKP en matière stratégique et diplomatique une influence spécifique de l'islam politique turc. Si l'on reprend les différents éléments évoqués précédemment et servant de base à la vision islamiste à ce sujet, il est difficile de retrouver une filiation directe avec l'AKP :

- L'anti-communisme, qui d'ailleurs s'affaiblit dans la rhétorique islamiste après la fin de la guerre froide, n'est pas un élément constitutif de la doctrine du parti. Le renforcement des liens avec des pays comme Cuba ou la Chine semble au contraire indiquer que cet aspect n'a aucunement pesé dans la pensée stratégique de l'AKP.
- L'anti-sionisme existe au sein du parti et se renforcera avec le temps, mais n'apparaît pas, dans les premières années, comme un élément fondamental de sa politique étrangère. Les premières crises qui opposent l'AKP à la politique israélienne partent

¹⁵ Poète et penseur islamiste, ce dernier fonde et dirige le petit Parti de la Résurrection [*Diriliş Partisi*, DiP], de 1990 à 1997, date de sa dissolution faute de succès. En plus d'Abdullah Gül, sa pensée, qui met en avant la grandeur des civilisations islamiques égyptienne ou indienne, a marqué Fethullah Gülen et ses adeptes.

¹⁶ MAC LEAN Gerald. *Abdullah Gül and the Making of the New Turkey*. Londres : Oneworld, 2014, p. 48-51.

¹⁷ *Ibid.*, p. 51-55.

¹⁸ « Erdoğan Necip Fazıl Kısakürek'in şiirini okudu » [Erdoğan a lu un poème de Necip Fazıl Kısakürek]. *Yeni Şafak*, 25 septembre 2013.

¹⁹ JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.*, p. 88.

²⁰ Cet aspect de sa pensée est évoqué plus avant dans ce chapitre.

d'éléments conjoncturels, d'évènements précis, ce qui ne permet pas de discerner une politique fondamentalement anti-israélienne au cours de son premier mandat. Des propos comme ceux d'Abdullah Gül²¹, qui insiste sur la nécessaire bonne entente entre les deux pays, confirment cette impression. Il faudra attendre la fin des années 2000 pour voir émerger un discours dans lequel on discerne les éléments de langage anti-sionistes traditionnels.

- Si l'on retrouve chez un certain nombre de penseurs de la doctrine de l'AKP, notamment Ahmet Davutoğlu, une inquiétude initiale vis-à-vis de l'UE, force est de constater que dès sa prise du pouvoir, l'AKP adoptera une stratégie résolument pro-européenne. En cela, il s'inscrit donc totalement en faux avec l'héritage de la mouvance islamiste.
- Enfin, si la Turquie approfondit à partir de 2002 ses relations avec un certain nombre de pays musulmans, rien ne permet d'indiquer qu'il s'agisse de l'application de la stratégie prônée par les penseurs islamistes. D'une part, il s'agira souvent de la continuité de politiques entamées précédemment, y compris par des gouvernements laïcs ; d'autre part, les liens avec de nombreux autres États non-musulmans, comme la Russie, vont connaître une amélioration parallèle ; enfin, dans la doctrine stratégique de l'AKP, ce rapprochement avec d'autres aires civilisationnelles n'est pas incompatible avec l'alliance occidentale, contrairement à ce que postulaient les penseurs islamistes.

En somme, il apparaît que si l'islamisme turc a pu exercer une influence sur les cadres de l'AKP, celle-ci ne semble pas avoir été décisive dans la détermination initiale de sa politique étrangère. Aucune des grandes options mises en avant dans la pensée doctrinale stratégique et diplomatique du parti en 2002 n'est spécifique à la vision islamiste ; tout au plus la vision islamiste a-t-elle pu encourager une position moins favorable à Israël, et une volonté de rapprochement avec les pays musulmans du Moyen-Orient et d'Asie. Néanmoins, il convient de noter que ces deux aspects auront tendance à se renforcer au fil des mandats exercés par le parti. Encore, dans la volonté d'ouverture au pays non-occidentaux, faut-il prendre en compte l'influence d'autres idéologies en cours en Turquie, alternatives tout à la fois à l'occidentalisme traditionnel et à la vision islamiste, et cherchant à tourner le pays vers l'Est.

²¹ « Abdullah Gul en Israël ». *Le nouvel obs*, 3 janvier 2005.

2.1.3. Eurasisme, panturquisme et pantouranisme : des écoles minoritaires mais influentes

On ne pourrait compléter ce panorama des grandes idéologies qui ont marqué le champ conservateur turc et que l'on peut retrouver partiellement au sein de l'AKP sans se pencher sur des doctrines alternatives qui, sans avoir jamais dominé la politique étrangère turque, ont exercé une influence certaine sur ses stratèges et théoriciens. Le panturquisme et le pantouranisme, d'une part, et l'eurasisme, d'autre part, sont deux doctrines assez différentes. Le choix a été fait de les analyser conjointement pour quatre raisons :

- Premièrement, il s'agit de doctrines orientées, quoique pour des raisons différentes, vers le même espace géographique : l'Asie Centrale, le Caucase, l'Iran, la Russie et parfois jusqu'à la Chine.
- Par ailleurs, quoiqu'elles attirent l'attention sur l'ensemble du spectre politique turc, c'est dans les milieux les plus nationalistes qu'elles rencontrent le succès le plus net.
- Il s'agit de plus de théories régulièrement réactivées lorsque la Turquie se heurte à des difficultés conjointes dans ses partenariats occidentaux et dans sa politique moyen-orientale ; elles se présentent alors en tant qu'alternatives.
- Enfin, elles ont été mobilisées de la même manière par l'AKP, davantage comme outils de communication permettant occasionnellement de justifier une stratégie ponctuelle, que comme doctrine directrice.

Il est toutefois important de définir précisément ces idéologies et les éléments qui les opposent. Alors que le panturquisme et le pantouranisme sont au cœur d'un nationalisme turcique né à la fin de l'Empire Ottoman, l'eurasisme se présente largement comme une réponse russe à ces ambitions – ensuite reprise et adaptée par certains intellectuels turcs. Ces doctrines ont aujourd'hui une influence limitée, mais qui s'étend à la plupart des partis politiques turcs, AKP compris.

2.1.3.1. Turan, patrie mythifiée du nationalisme turcique

Le panturquisme et le pantouranisme recouvrent deux réalités légèrement différentes. Apparus au XIX^e siècle dans un contexte de délitement de l'Empire Ottoman, d'émergence des nationalismes ethniques, de redécouverte d'un passé préislamique sous l'influence de la turcologie, et de colonisation russe, le panturquisme prône l'union des peuples turciques, une

union impliquant la destruction de l'Empire Russe. Ces peuples turciques s'étaient alors sur un territoire fragmenté, allant des Balkans à la Sibérie orientale, en passant par le Caucase, le nord de l'Iran, l'Asie Centrale, le sud de l'Empire Russe et la Chine occidentale ; il s'agissait principalement, en plus des Turcs, des Azéris, des Ouzbeks, des Turkmènes, des Kazakhs, des Tatars, des Kirghizes et des Ouïghours. Le pantouranisme promeut la même union, mais celle-ci se veut plus large, car elle ne se limite pas aux peuples de langue turcique, et inclut les peuples finno-ougriens : Finnois, Hongrois, Mongols, Mandchous – et parfois même Coréens et Japonais. L'étymologie du terme fait référence à *Turan*, la terre mythique qui aurait engendré les peuples turciques, à l'est de l'Asie Centrale. En pratique, il est courant d'assimiler panturquisme et pantouranisme, qui forment davantage deux acceptions alternatives d'une même doctrine, que deux doctrines distinctes.

Ismail Gasprinski²² (1851-1914), intellectuel tatar de Crimée, a été le premier grand penseur d'une union des peuples turciques²³. En 1883, il a fondé la revue *Terciman*, où il défendait notamment l'adoption d'une langue turque simplifiée et purgée de ses termes arabes et persans en vue de faciliter l'intercompréhension des peuples turciques²⁴. Il était favorable, dans le même temps, à une occidentalisation du monde turc en vue d'assurer sa puissance²⁵. L'Azéri Ali Huseyinzade²⁶ apparaît comme un autre théoricien du panturquisme. Proche des Jeunes-Turcs, il influence ces derniers et facilite l'introduction de cette idéologie, née au sein des musulmans de Russie, dans le milieu intellectuel ottoman. Yusuf Akçura (1876-1935) et Ziya Gökalp (1876-1924), qui ont, comme vu précédemment, profondément influencé le nationalisme turc, étaient eux-mêmes marqués par les idées panturquistes. Dans son article « Üç Tarz-ı Siyaset » [Trois Types de Politique], paru en 1904 dans *Türk*, une revue du Caire, le premier analysait le pan-turquisme comparativement à l'ottomanisme et au panislamisme, et l'estimait préférable à ces deux idéologies pour assurer la survie de la nation turque²⁷. Quant au second, sa vision se rapprochait davantage du pantouranisme ; incluant les peuples finno-ougriens, elle cherchait l'unité culturelle davantage que politique²⁸.

²² Aussi connu sous le nom turc de Gaspıralı.

²³ TOKER Mustafa. « İsmail Gaspıralı ve 'dilde birlik' fikri üzerine » [Au sujet d'İsmail Gaspıralı et de son idée 'd'unité par le langage']. *Selçuk Üniversitesi Türkiyat Araştırmaları Dergisi* [Revue de Recherches en Turcologie de l'Université de Selçuk]. 2004, p. 32-45.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ KIRIMLI Hakan. « İsmail Bey Gaspıralı, Türklük ve İslam » [İsmail Bey Gaspıralı, la Turcité et l'Islam]. *Doğu-Batı* [Est-Ouest], n° 31, avril 2005, p. 147-176.

²⁶ Əli bəy Hüseyn oğlu Hüseynzadə en azerbaïdjanais.

²⁷ L'article et le livre qui en sont issus sont consultables en turc dans plusieurs publications, par exemple AKÇURA Yusuf. *Üç Tarz-ı Siyaset* [Trois Types de Politique]. Ankara : Lotus Yayınevi, 2005.

²⁸ PARLA Taha. *Op. cit.*, p. 35-38.

Dans sa version contemporaine, le panturquisme a dû prendre en compte l'effondrement de l'Union Soviétique et la fin de la domination russe sur l'Asie Centrale et le Caucase, où ont émergé de nouveaux États. Il prône donc prioritairement une coopération culturelle et économique, parfois aussi politique, avec l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan ; ainsi qu'avec les Tatars de Crimée et de Russie, les Ouïghours de Chine et parfois les Turkmènes du Moyen-Orient.

2.1.3.2. L'eurasisme turc : l'adaptation d'une théorie venue de l'étranger

L'eurasisme (ou eurasianisme) a ceci de particulier qu'il s'agit d'une idéologie non seulement d'origine étrangère à la Turquie, mais dont l'un des objectifs était même justement de contrer le panturquisme²⁹. Née au sein d'émigrés russes au début du XX^e siècle, cette doctrine voit la Russie comme un continent distinct de l'Europe comme de l'Asie, et fruit de fusion des cultures slave et turco-musulmane. Ce dernier point se veut une riposte au panturquiste, qui connaissait alors un succès croissant dans les élites musulmanes de Russie. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, des intellectuels comme Alexandre Panarin (1940-2003) ou Alexandre Douguine (né en 1962) théorisent un nouvel eurasisme ; hostile à un monde unipolaire dominé par les États-Unis, leur vision divise le monde en grands blocs civilisationnels : la Russie, fruit des cultures slaves et turco-mongoles, doit se rapprocher de l'Iran, et éventuellement de l'Inde et de la Turquie, pour former un bloc eurasiatique capable de contrer les visées occidentales³⁰.

Ce néo-eurasisme, qui n'est plus pensé comme une réponse au panturquisme, a pu percer dans les cercles intellectuels turcs. Özgür Tüfekçi, qui a travaillé sur l'imprégnation de la société turque par la doctrine eurasiste, note toutefois quelques différences³¹ : les eurasistes turcs ont moins de profondeur intellectuelle que leurs homologues russes, ou que les penseurs panturquistes, ottomanistes et islamistes ; ils n'ont pas d'intellectuel de stature équivalente à Alexandre Douguine ; contrairement aux eurasistes russes, ils n'ont pas la nostalgie de l'empire perdu ; enfin, ils sont davantage tournés vers l'Est que leurs homologues russes, qui tiennent à se maintenir entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient.

²⁹ TÜFEKÇİ Özgür. *The foreign policy of modern Turkey: Power and the Ideology of Eurasianism*. Londres: I.B.Tauris, 2017, p. 110.

³⁰ *Ibid.*, p. 51-55.

³¹ *Ibid.*, p. 70-71.

Poursuivant son analyse, Özgür Tüfekçi distingue trois grandes familles de penseurs eurasistes en Turquie :

- Un eurasisme nationaliste, tourné essentiellement vers les États turcophones, sans rejeter la Russie. Anıl Çeçen, un de ses principaux penseurs, centre sa réflexion sur un noyau dur formé par la Turquie, l’Iran, l’Azerbaïdjan et la Syrie³².
- Un eurasisme multiculturaliste, tourné à l’Est également, mais davantage ouvert ; il repose sur l’idée d’une coopération culturelle entre Turquie et Russie, auxquelles viennent s’adjoindre les États d’Asie Centrale, l’Iran et éventuellement l’Inde. Atilla İlhan (1925-2005), écrivain et poète kémaliste, socialiste et anti-impérialiste, est le fondateur intellectuel de ce courant ; il prônait un triangle stratégique Turquie-Russie-Iran³³. Doğu Perinçek, président-fondateur du Parti des Travailleurs [*İşçi Partisi*, İP], nationaliste et marxiste-léniniste, et son fils Mehmet Perinçek, sont deux autres grandes figures de l’eurasisme multiculturaliste³⁴.
- Un eurasisme occidentaliste, qui ne se limite pas à l’Est mais conserve les alliances européenne et américaine. Plus axé sur l’idée de démocratie, il cherche un rapprochement avec les nations d’Europe aussi bien que d’Asie, l’Eurasie étant ici perçue dans son acception la plus vaste, comme la somme des deux continents³⁵.

Si l’AKP ne s’inscrit ni dans la mouvance panturquiste, ni dans la mouvance eurasiste, certains de ses théoriciens ont pu être influencés par ces deux idéologies. Celles-ci imprègnent en effet l’ensemble de la sphère politique turque, apparaissant ainsi comme des doctrines transcourants. Leurs promoteurs semblent d’ailleurs avoir pris de l’importance parmi les conseillers de l’AKP et le personnel du ministère des Affaires étrangères par suite de la rupture avec la confrérie de Fethullah Gülen. Ils ont alors été nombreux à remplacer les figures écartées de leur poste en raison de leur supposée proximité avec cette dernière³⁶.

³² *Ibid.*, p. 114-199.

³³ *Ibid.*, p. 119-121.

³⁴ Doğu Perinçek a rassemblé ses idées sur ce thème au sein d’un petit ouvrage paru en 1996 : PERINCEK Doğu. *Avrasya Seçeneği: Türkiye İçin Bağımsız Dış Politika* [Le choix de l’Eurasie : Une Politique Étrangère Indépendante Pour la Turquie]. Istanbul : Kaynak Yayınları, 1996.

³⁵ TÜFEKÇİ Özgür. *Op. cit.*, p. 121-122.

³⁶ - Haydar Çakmak, entretien avec l’auteur, 6 juin 2018.

- Muzaffer Şenel, entretien avec l’auteur, 16 juin 2018.

2.1.3.3. Des théories marginales mais disséminées dans un vaste champ politique

Au-delà de leurs différences notables, le panturquisme et l'eurasisme ont ceci de particulier qu'ils ont influencé l'ensemble du spectre politique turc tout au long du XX^e siècle, sans jamais pour autant avoir une prééminence intellectuelle. C'est au sein des sphères nationalistes qu'ils ont rencontré le plus de succès. D'une part, comme vu précédemment, certains penseurs du nationalisme turc ont été fortement influencés par le panturquisme, à l'image de Yusuf Akçura ou Ziya Gökalp. Et si la République kémaliste, alliée de l'Union Soviétique, avait clairement rejeté cette doctrine³⁷, plusieurs idéologues nationalistes l'ont ravivée au cours de séquences historiques qui lui paraissaient propices – par exemple la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, la déception des courants nationalistes à l'égard de l'alliance occidentale (notamment après la défection américaine au sujet de Chypre) et leur méfiance traditionnelle envers le Moyen-Orient arabe favorisaient leur attachement à des idéologies alternatives, tournée vers l'Asie Centrale, région d'origine mythifiée de la turcité. Toutefois, l'influence de ces théories a largement dépassé le cadre des seuls partis ouvertement nationalistes. Il est vrai que le panturquisme est rarement revendiqué ouvertement en dehors du MHP. Toutefois, l'idée d'une union avec les peuples turciques d'Asie Centrale, ou du soutien à des minorités turciques (Ouzbègues en Chine, Tatars de Crimée, Turkmènes d'Irak, par exemple), s'est retrouvée exprimée au sein du parti kémaliste CHP, ou des mouvements plus conservateurs. Quant à l'eurasisme, notamment dans sa vision occidentaliste, il se développe également au sein de la gauche kémaliste, pouvant même influencer certains mouvements marxistes, comme l'illustre le cas de l'IP. En ce qui concerne l'AKP, il apparaît qu'il a été beaucoup moins influencé par le panturquisme que par l'eurasisme.

Les principaux théoriciens et acteurs de l'AKP ne font pratiquement jamais mention du panturquisme ou du pantouranisme. Ainsi, ces notions ne sont presque jamais évoquées dans les différents ouvrages d'Ahmet Davutoğlu ou d'Abdullah Gül. C'est là une grande différence entre le parti de Tayyip Erdoğan et l'ANP de Turgut Özal, qui avait initié une spectaculaire politique de rapprochement avec les États turcophones d'Asie Centrale après l'effondrement de l'Union Soviétique. Il est raisonnable de supposer que l'échec relatif de cette politique n'a pas encouragé l'AKP à en faire un élément de sa doctrine ; toutefois, l'imprégnation de l'opinion publique turque par les idées panturquistes est réelle ; on constate ainsi que l'AKP a tenu à conserver de bonnes relations avec l'Asie Centrale (en particulier en y soutenant l'implantation

³⁷ BOZARSLAN Hamit. *Op. cit.*, p. 336-337.

d'écoles de la confrérie de Fethullah Gülen), mais celles-ci ont été présentées davantage comme relevant d'une diplomatie multidirectionnelle que d'une solidarité turcique.

Il en va autrement de l'eurasisme. Si l'on en croit Özgür Tüfekçi, c'est là une doctrine qui a marqué la pratique de la politique étrangère des différents gouvernements turcs. Il identifie ainsi Turgut Özal comme un eurasiste occidentaliste, pour qui l'ouverture à l'URSS puis la Russie, et à l'Asie Centrale, loin d'être incompatible avec l'alliance occidentale, pouvait au contraire permettre à la Turquie de gagner un rôle géostratégique majeur en servant de point d'union de l'Est et de l'Occident³⁸. Il considère que par certains aspects, Ahmet Davutoğlu s'inscrit également dans l'eurasisme, à mi-chemin de ses courants occidentaliste et multiculturaliste³⁹. Cette idéologie n'étant pas aussi exclusiviste que le panturquisme, elle n'exclut pas l'influence d'autres sources intellectuelles. Özgür Tüfekçi constate surtout que sous les différents mandats d'Ahmet Davutoğlu, les références aux idées eurasistes se sont multipliées⁴⁰. Effectivement, le 4 février 2010, celui qui était alors ministre des Affaires étrangères prononce un discours important sur la nécessité d'intensifier le dialogue et la coopération politique et économique dans l'espace eurasiatique. C'est en 2010 également qu'Hakan Fidan prend la tête du MIT, les services secrets turcs. Or, lui-même est proche du courant eurasiste occidentaliste⁴¹. Quelques mois avant sa prise de fonction, il a d'ailleurs exprimé son intérêt pour le projet eurasiste dans un article conjoint⁴² avec Bülent Aras, spécialiste des relations internationales et notamment de la région caucasique. Son action à la tête du MIT, marquée notamment par une volonté de rapprochement avec l'Iran, semble cohérente avec ces sympathies idéologiques. Parmi les eurasistes occidentalistes, Özgür Tüfekçi cite également Nabi Avci⁴³, conseiller du Premier ministre Erdoğan à partir de 2003, puis ministre de l'Éducation nationale (2013-2016) puis de la Culture et du Tourisme (2016-2017).

³⁸ TÜFEKÇİ Özgür. *Op. cit.*, p. 137.

³⁹ *Ibid.*, p. 148.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 156-158.

⁴¹ *Ibid.*, p. 115.

⁴² ARAS Bülent, FIDAN Hakan. « Turkey and Eurasia: Frontiers of a New Geographic Imagination ». *New Perspectives on Turkey*, n° 40, printemps 2009, p. 193-215.

⁴³ TÜFEKÇİ Özgür. *Op. cit.*, p. 115.

2.2. L'héritage des gouvernements antérieurs

En temps de paix, une force politique nouvelle investissant le champ du pouvoir ne peut faire totalement abstraction de l'action de ses prédécesseurs, et ce particulièrement en matière de politique étrangère. D'une part, les actes juridiques internationaux, comme la signature des traités, engagent des États et non des gouvernements ; ceux-ci sont tenus de les respecter, à moins de les dénoncer, ce qui en pratique peut entraîner une fragilisation de leur position diplomatique. D'autre part, le personnel chargé de la politique étrangère, par exemple le corps diplomatique, n'est généralement pas renouvelé dans son ensemble lors de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement. C'est encore plus vrai dans la Turquie des premières années de l'AKP, qui devait compter avec un président de la République issu d'une mouvance idéologique différente. Enfin, la pratique de la politique étrangère par un gouvernement donné marque la société et laisse un héritage avec lequel celle-ci doit composer.

En d'autres termes, autant que les grands courants idéologiques précédemment évoqués, les orientations stratégiques et diplomatiques choisies par les gouvernements qui se sont succédé à la tête de la Turquie au XX^e siècle ont impacté la vision de l'AKP. Naturellement, plus on avance dans le temps, et plus l'impact des politiques menées s'amenuise. C'est en remontant aux années 1960 qu'on trouve ainsi le premier élément susceptible d'avoir influencé la doctrine de l'AKP : une volonté nouvelle de réinvestir le champ régional, en particulier moyen-oriental ; exprimée pour la première fois par la circulaire Hamit Batu (1965) et approfondie dans les années 1970, elle connaît un début de théorisation sous la gouvernance de Turgut Özal, dans les années 1980. Autre moment-clé dans la construction de la doctrine de l'AKP : le bref gouvernement de Necmettin Erbakan (1996-1997). On y trouve certes quelques éléments (notamment la volonté d'autonomisation vis-à-vis de l'Occident) qui marqueront les théoriciens du parti ; mais dans l'ensemble, cette expérience semble aussi avoir constitué un contre-exemple riche d'enseignements, et illustrant parfaitement certaines erreurs à ne pas commettre. Enfin, on ne peut pas évoquer la politique étrangère de l'AKP sans citer İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, et dont la pensée et l'action préfigurent par bien des aspects les choix stratégiques qui seront faits dans les années 2000.

2.2.1. Le réinvestissement du champ régional : de la circulaire Hamit Batu au « néo-ottomanisme » de Turgut Özal

Inédite par son ampleur et sa durée, la stratégie de l'AKP d'ouverture à d'autres partenaires, en particulier dans les différentes aires régionales voisines, n'est pas une nouveauté dans son principe. Elle apparaît comme l'aboutissement logique et la continuation, en plus approfondie, d'une tendance lourde initiée dans les années 1960 et qui n'a cessé de s'accroître depuis. Ce réinvestissement du champ régional par la Turquie, dans le contexte de la guerre froide, s'est surtout observé au Moyen-Orient et dans une moindre mesure dans les Balkans ; le Caucase, la mer Noire et l'Asie Centrale étaient alors sous domination soviétique et perçus comme un espace de confrontation davantage que de coopération par les autorités ankariotes.

2.2.1.1. Aux origines de la diversification politique

Il faut remonter à la fin des années 1950 pour voir surgir en Turquie, dont le positionnement était alors essentiellement atlantiste, les premières idées de diversification des partenaires diplomatiques. Jusqu'alors, l'activité turque dans son environnement régional se faisait à l'aune de l'alliance occidentale ; c'est le cas du pacte de Bagdad (1955) regroupant la Turquie, l'Iran, l'Irak, le Royaume-Uni et le Pakistan, devenu Organisation du Traité Central après le retrait irakien de 1959. Cette alliance, malgré son aspect régional, était uniquement perçue comme un prolongement oriental du glapis pro-américain anti-soviétique, et non comme une plate-forme de coopération entre partenaires autonomes⁴⁴. Toutefois, dans les années 1950, l'alignement du gouvernement d'Adnan Menderes sur Washington était de plus en plus mal perçu en Turquie ; en particulier, la quasi-impunité dont jouissaient les soldats américains stationnés sur le sol turc était à l'origine d'une colère sourde. L'une des premières mesures des militaires putschistes après le coup d'État du 27 mai 1960 sera le recouvrement d'une certaine autonomie par rapport au partenaire américain.

Mais deux phénomènes concomitants vont accélérer la prise de conscience par la Turquie de la nécessité d'une diversification de sa politique étrangère. Le premier de ces phénomènes est la déception ressentie au sujet de l'alliance américaine. Coup sur coup, deux décisions de Washington vont consterner les dirigeants turcs. En 1963, tout d'abord, en échange du retrait

⁴⁴ SEVER Ayşegül. « The Compliant Ally? Turkey and the West in the Middle East 1954-58 ». *Middle Eastern Studies*, vol. 34, n°2, 1998, p. 73-90.

par Nikita Khrouchtchev des missiles soviétiques positionnés à Cuba⁴⁵, les Américains retirent les missiles Jupiter qu'ils avaient positionnés en Turquie, sans en prévenir Ankara. Les Turcs ne sont pas consultés. Plus grave, en 1964, la lettre comminatoire de Lyndon Johnson à İsmet İnönü, l'enjoignant de ne pas intervenir à Chypre, produit une impression désastreuse. Le président américain reproche à la Turquie, qui l'a prévenu d'une opération imminente, de le mettre devant le fait accompli : « Je vous demande personnellement si vous considérez réellement qu'il est approprié pour votre gouvernement, de présenter un ultimatum à un allié qui a manifesté depuis des années un soutien aussi ferme⁴⁶ [...] ». Puis il lui fait remarquer que « vos alliés de l'OTAN n'ont pas eu l'occasion de se demander s'ils avaient l'obligation de protéger la Turquie contre l'Union Soviétique dans l'hypothèse où la Turquie, sans la compréhension et le plein accord de ses alliés atlantiques, prendrait une voie d'où découlerait une intervention soviétique. » Il s'agit clairement d'une menace d'abandon de la Turquie au cas où elle ne renoncerait pas à ses projets d'intervention. Effectivement, Ankara recule, mais désormais, la confiance dans l'allié américain est bien entamée. Comme l'explique Didier Billion :

« Aux yeux des Turcs, il est ainsi établi que malgré quarante ans d'efforts d'occidentalisation et presque vingt ans de fidélité sans faille, ils ne peuvent plus réellement compter sur la solidarité réciproque de leurs alliés. L'isolement de la Turquie s'approfondit, il est pour elle temps de réagir⁴⁷. »

Le deuxième phénomène dont la Turquie prend progressivement conscience est son isolement au sein des pays dits « afro-asiatiques », un ensemble en pleine émergence réunissant les pays d'Afrique et d'Asie récemment décolonisés, ainsi que le monde arabe. Sur une posture de non-alignement, ces États critiquent durement la position atlantiste de la Turquie. En rétorsion, et sous l'impulsion notamment de l'Égypte nassérienne, ils soutiennent à partir de 1964 les Chypriotes grecs. Chypre agit ainsi comme un double révélateur : les Turcs se rendent compte tout à la fois que leur alignement sur les États-Unis a attisé contre l'eux l'hostilité du bloc communiste et des pays non-alignés, et que par ailleurs il n'a pas été payé de retour d'une

⁴⁵ La question du lien avec les missiles cubains est discutée : le retrait des missiles Jupiter avait-il été planifié avant même la crise de Cuba, pour obsolescence ? Toujours est-il que dans la perception turque (et d'ailleurs cubaine également), c'est l'idée d'un échange à l'amiable avec les Soviétiques qui a été retenue.

⁴⁶ Cité dans BOZDEMİR Michel. *Les Clés de la Méditerranée orientale : Turquie, Grèce, Chypre*. FEDN : 1989, p. 191-195.

⁴⁷ BILLION Didier. *La politique extérieure de la Turquie : Une longue quête d'identité*. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 61.

solidarité américaine forte. De ces constatations émerge la première tentative de redécouverte de l'environnement régional et de diversification des partenariats.

2.2.1.2. De la théorie à la pratique

La circulaire Hamit Batu, adoptée en 1965, porte le nom du directeur général du département des Affaires culturelles au ministère des Affaires étrangères. Dès 1964, ce diplomate s'exprimait – en français – dans un bref article⁴⁸ au sein du *Turkish Yearbook of International Relations*. Tout en voyant l'adhésion possible à la CEE comme « la réalisation d'une aspiration historique et la conséquence logique d'une révolution politique et sociale⁴⁹ », il estimait également que :

« pour pouvoir tenir son rang au sein de la Communauté Européenne ou même, je dirais, pour prendre la place très importante que sa 'personnalité internationale' exceptionnelle devrait lui assurer au sein de cette communauté, la Turquie doit pouvoir compter sur l'appui de l'immense groupe des nations non-alignées. Elle devrait pouvoir s'assurer, auprès des nations asiatiques et africaines, le prestige qui lui revient en vertu de son passé de nation pionnière. C'est dans la mesure où elle jouirait de la confiance et de l'amitié des pays asiatiques et africains, que la Turquie pourrait faire sentir son influence dans les affaires européennes.⁵⁰ »

Il est intéressant de noter qu'on retrouve là une thématique qui sera développée par l'AKP dans ses relations avec l'Union Européenne : l'idée selon laquelle l'investissement diplomatique turc au sein d'autres espaces géographiques serait un atout pour l'intégration turque dans la construction européenne. Un an plus tard, la circulaire Hamit Batu concrétisera cette ambition nouvelle d'ouverture. En ce sens, elle peut être considérée comme un texte fondateur des stratégies adoptées par la suite, y compris par le gouvernement AKP.

Les conséquences de la circulaire sont modestes dans les années 1960, quoique bien réelles ; en particulier, la Turquie adopte une attitude critique inédite envers Israël lors de la guerre des Six-Jours (1967), et appuie la résolution 242 du Conseil de Sécurité, qui exige le retrait des

⁴⁸ BATU Hamit. « La politique étrangère de la Turquie ». *Turkish Yearbook of International Relations*, vol. 5, 1964, p. 1-12.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 3.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 5.

territoires occupés⁵¹. Cette évolution se fait essentiellement sous la direction de Süleyman Demirel, qui effectue son premier mandat de Premier ministre de 1965 à 1971, et adopte une politique d'ouverture au Moyen-Orient. Mais il faut en réalité attendre la décennie suivante pour voir émerger une véritable politique de diversification diplomatique.

Un dirigeant en particulier va marquer la politique étrangère turque : Bülent Ecevit, Premier ministre à plusieurs reprises dans les années 1970 (janvier-novembre 1974 ; juin-juillet 1977 ; janvier 1978-novembre 1979). Tout en poursuivant l'approfondissement des relations avec les pays non-alignés entamée par ses prédécesseurs, il apporte une vision nouvelle qui, sans remettre en cause l'appartenance à l'OTAN et l'alliance américaine, relativise son importance et l'estime insuffisante pour défendre les intérêts nationaux turcs⁵². L'année 1974, durant laquelle il gouverne dans une coalition inédite avec le parti de Necmettin Erbakan, est déterminante à ce point de vue. L'intervention turque à Chypre marque une volonté nouvelle d'autonomisation : pour la première fois depuis le début de la guerre froide, la Turquie intervient militairement et à l'encontre des volontés américaines pour défendre ce qu'elle estime être ses intérêts nationaux. Les représailles américaines, sous la forme notamment d'un embargo, facilitent par ailleurs un rapprochement avec l'Union Soviétique, en 1976⁵³. C'est enfin dans cette décennie qu'émerge un nouveau thème, qui a été par la suite au cœur de la doctrine de l'AKP : l'opportunité économique que peut représenter le monde arabe pour une économie turque en plein développement.

2.2.1.3. Turgut Özal : le précurseur du « néo-ottomanisme »

De tous les dirigeants qu'a connus la Turquie dans l'ère de la guerre froide, Turgut Özal est probablement celui dont la vision a le plus influencé les cadres de l'AKP. D'une part, il a exercé le pouvoir, comme Premier ministre (1983-1989) puis comme président de la République (1989-1993) à une époque où ces cadres, alors dans la vingtaine ou la trentaine, étaient encore de jeunes militants construisant progressivement leur identité politique. D'autre part, son idéologie conservatrice en termes de société et libérale en termes économiques préfigure par certains aspects ce que sera le programme de l'AKP. En ce sens, le parti assume bien plus

⁵¹ HALE William. « La Turquie et le monde arabe: de la République kémaliste à la fin de la guerre froide (1923-1990) ». In SCHMID Dorothee (dir.). *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* Paris: CNRS, 2011, p. 42.

⁵² BILLION Didier. *Op. cit.*, p. 183-185.

⁵³ *Ibid.*, p. 215-216.

facilement son héritage en matière stratégique et diplomatique que celui d'autres dirigeants, idéologiquement plus éloignés. Il est ainsi frappant de constater que dans *Stratejik Derinlik*, Ahmet Davutoğlu consacre plusieurs pages à l'œuvre et la pensée de Turgut Özal⁵⁴, alors que Bülent Ecevit ou Süleyman Demirel ne sont jamais évoqués. Pourtant, en matière de politique étrangère, celui-là a largement repris et poursuivi la politique d'élargissement et de réinvestissement du champ régional que ceux-ci avaient initiée. Toutefois, si les orientations de Turgut Özal s'inscrivent à bien des égards dans le prolongement de la circulaire Hamit Batu, il apporte trois inflexions spécifiques, que l'on retrouvera dans la doctrine initiale de l'AKP. Premièrement, il n'entend pas – à la différence de Bülent Ecevit – s'éloigner des États-Unis, considérant qu'ils demeurent un partenaire indispensable et un modèle en matière de société et d'économie⁵⁵. Deuxièmement, il accorde une grande importance à l'économie dans la définition de sa politique étrangère, souhaitant la création de zones de libre-échange et de vastes marchés régionaux pouvant profiter à la production turque. Troisièmement, et largement pour cette dernière raison, il s'intéresse davantage que ses prédécesseurs au Moyen-Orient, où il voit l'occasion de développer ce marché tenu par la Turquie ; cet intérêt a cependant aussi des raisons sécuritaires, liées notamment à la résurgence du séparatisme kurde et à la guerre irano-irakienne.

Sous Turgut Özal, la politique étrangère turque connaît un profond infléchissement qui se répercutera sur la vision de la politique étrangère par l'AKP : pour la première fois, les intérêts économiques et commerciaux jouent un rôle central dans la détermination de la diplomatie. La vision libérale du nouveau pouvoir le conduit à promouvoir des relations de libre-échange avec ses partenaires traditionnels, mais également à en établir de nouvelles avec des pays porteurs d'opportunités. Dans un article de 2011⁵⁶, l'analyste en sciences sociales Yusuf Çınar a mis en avant l'impact des idées néo-libérales de Turgut Özal sur sa stratégie diplomatique. Selon lui, ce libéralisme l'incitait non seulement à pacifier les relations avec de potentiels partenaires, mais également à prendre en compte les attentes des acteurs économiques turcs dans la détermination de la politique étrangère. Il est intéressant de noter le parallèle établi par Yusuf

⁵⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La position internationale de la Turquie]. Istanbul : Küre Yayınları, 48^{ème} édition, 2010 (1^{ère} édition : 2001), p. 84-86.

⁵⁵ SITZENSTUHL Charles. *La diplomatie turque au Moyen-Orient : Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP : 2002-2010*. Paris : L'Harmattan, 2011, p. 64-65.

⁵⁶ ÇINAR Yusuf. « Turgut Özal ve Ak Parti dönemi Türk dış politikasına teorik bir bakış örneği : Liberal düşüncenin Türk dış politikasına etkisi » [Un exemple de regard théorique sur la politique étrangère sur à l'époque de Turgut Özal et de l'AKP : l'influence de la pensée libérale sur la politique étrangère turque]. *Uluslararası Hakemli Sosyal Bilimler E-Dergisi* [E-Revue de Sciences Sociales et Juridiques des Relations internationales] (en ligne). Septembre-décembre 2011, 26 p. Disponible en PDF sur : <http://www.akademikbakis.org/eskisite/26/09.pdf> (dernière consultation : 17 septembre 2017).

Çinar entre Turgut Özal et l'AKP ; il décèle dans la stratégie de ce dernier une même importance accordée au commerce et aux acteurs économiques.

La recherche de nouveaux débouchés économiques a conduit à un approfondissement inédit et novateur de la politique moyen-orientale turque. C'est ainsi que, malgré la Révolution Islamique de 1979, les relations restent bonnes avec l'Iran jusqu'à la fin des années 1980 (où elles commencent à se détériorer à la suite de plusieurs accrochages conjoncturels)⁵⁷. Une tentative d'amélioration des relations avec l'Irak et la Syrie est également menée, même si la délicate question de l'eau⁵⁸ limite ses succès⁵⁹. C'est en réaction à cet intérêt nouveau pour le Moyen-Orient qu'est théorisé le concept de « néo-ottomanisme ». Son initiateur, le journaliste britannique David Barchard, l'évoque dans une publication de 1985⁶⁰ ; intitulée *Turkey and the West*, celle-ci se focalise essentiellement, comme l'indique son titre, sur les relations turco-occidentales ; toutefois, l'auteur évoque l'idée d'une option « néo-ottomane » que pourrait être tentée de suivre la Turquie. Il fait alors référence aux ambitions turques de s'implanter économiquement dans les anciennes provinces arabes de l'empire d'antan, comme la Syrie ou l'Irak. Utilisé dans une optique journalistique davantage que scientifique, le terme fait débat. En effet, il ne fait référence qu'aux anciennes provinces arabes de l'empire, et non aux provinces balkaniques, pourtant les plus riches et longtemps les plus valorisées au sein du système ottoman. D'autre part, la politique moyen-orientale de Turgut Özal inclut des États n'ayant jamais fait partie de l'Empire Ottoman, comme l'Iran, ou alors de manière très parcellaire, comme l'Arabie Séoudite. Toujours est-il que l'expression a rencontré un succès certain. Ahmet Davutoğlu lui-même la valide, même s'il ne lui donne pas la même signification que David Barchard : à ses yeux, elle permet plutôt d'établir une forme d'influence du modèle ottoman sur la politique menée par Turgut Özal à l'intérieur comme à l'international⁶¹. Or, c'est dans les années 2000 qu'elle a ressurgi, pour caractériser cette fois-ci la politique étrangère menée par l'AKP.

Il apparaît ainsi que la politique turque de diversification des relations extérieures et de réinvestissement du champ régional, notamment moyen-oriental, est vieille d'un demi-siècle.

⁵⁷ BILLION Didier. *Op. cit.*, p. 362-363.

⁵⁸ Pour développer le sud-est du pays, où le PKK kurde recrute parmi une population laissée à l'écart du développement, les autorités turques lancent le Projet d'Anatolie du Sud-Est [*Güneydoğu Anadolu Projesi*, GAP], qui prévoit notamment d'irriguer ces terres arides par la construction de grands barrages sur le Tigre et l'Euphrate. Cette politique entraîne le mécontentement de l'Irak et de la Syrie, en aval de ces fleuves, et qui craignent de voir leur débit se réduire.

⁵⁹ BILLION Didier. *Op. cit.*, p. 358-361.

⁶⁰ BARCHARD David. *Turkey and the West*. Londres : Royal Institute of International Affairs, 1985.

⁶¹ DAVUTOĞLU Ahmet. *Op. cit.*, p. 85.

En ce sens, la circulaire Hamit Batu, puis la pratique des dirigeants, Süleyman Demiral, Bülent Ecevit et surtout Turgut Özal, ont initié une dynamique qui marquera profondément la politique extérieure. Au-delà de ce cadre général, l'AKP va être également marqué par deux expériences dans les années 1990 : l'échec cinglant d'une stratégie diplomatique à base religieuse ; et la pratique et les idées d'İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002.

2.2.2. Les conséquences de l'échec de Necmettin Erbakan sur la pensée stratégique de l'AKP

Si l'on veut comprendre l'AKP, on ne peut faire l'impasse sur la brève période de gouvernement du RP de Necmettin Erbakan. Certes, le parti islamiste n'exerce le pouvoir qu'un an, de juin 1996 à juin 1997. Mais cette courte mandature est riche d'enseignement pour les futurs cadres de l'AKP. C'est en effet la première fois dans l'histoire de la République que le poste de Premier ministre est occupé par le chef d'un parti islamiste (son mouvement avait déjà participé à des gouvernements antérieurs, mais toujours en situation minoritaire dans une coalition). Or, l'échec relatif de cette expérience, qui s'abrège sous la pression de l'institution militaire, sert de mise en garde et de leçon aux jeunes cadres islamistes, qui comprennent la nécessité d'une stratégie différente pour arriver au pouvoir et surtout pour y rester. La politique étrangère du vieux *leader* du RP est une des explications de son échec. Revendiquant une stratégie diplomatique à tonalité résolument religieuse, il inquiète les alliés traditionnels du pays et les militaires, qui craignent un abandon de l'alliance occidentale. L'AKP saura tirer les enseignements de ces dysfonctionnements.

2.2.2.1. La réaction des forces pro-occidentales à une politique étrangère religieuse revendiquée

L'arrivée au pouvoir de Necmettin Erbakan inquiète considérablement les partenaires traditionnels de la Turquie, et ses premières décisions diplomatiques semblent en effet aller dans le sens d'une remise en question des politiques étrangères antérieures. Le *leader* islamiste se montre en particulier très hostile à l'Union Européenne et au processus d'intégration, ce qu'il justifiera par la suite par l'attitude des Européens eux-mêmes :

« L'UE s'affirmait comme un club chrétien lorsque nous avons pris parti contre elle, nous avait imposé de lourdes clauses et un accord de libre-échange injuste. Elle nous exploitait de cette manière.⁶² »

Considéré comme un ensemble de pays chrétiens qui refuseront toujours, par essence, la Turquie, l'UE est également vue comme manipulée par l'idéologie sioniste⁶³. La Turquie ne peut donc avoir aucun avenir dans cette union et doit se tourner vers le Moyen-Orient et l'Eurasie. On retrouve là une intéressante tentative de synthèse des idéologies islamiste, panislamiste et eurasiste, qui conduit le gouvernement Erdogan à se tourner vers les grandes puissances musulmanes eurasiatiques et africaines⁶⁴. Le D-8 (de l'anglais *Developing Eight*) se veut une alternative musulmane au G-7 de l'époque ; mais il regroupe, non les huit économies les plus puissantes, mais les huit pays les plus peuplés. Ce choix révèle la volonté turque de favoriser l'écoulement de ses produits sur de vastes marchés, la solidarité religieuse étant alors un simple facilitateur. Par ailleurs, il fait primer la dimension religieuse sur la dimension moyen-orientale : à part la Turquie, le D-8 ne compte que deux membres moyen-orientaux, l'Iran et l'Égypte, cette dernière étant de plus le seul pays arabe ; la présence du Nigéria révèle un intérêt précoce pour l'Afrique⁶⁵ ; les quatre autres membres sont tous de grosses puissances asiatiques (Pakistan, Bangladesh, Indonésie et Malaisie). Le D-8 est donc bien le marqueur d'une politique, certes à visées économiques, mais à base essentiellement confessionnelle ; en cela, il rompt non seulement avec la tradition des alliances occidentale et européenne, mais également avec le « néo-ottomanisme » de Turgut Özal (six des huit membres n'ayant jamais fait partie de l'Empire Ottoman). Cette diplomatie confessionnelle a par ailleurs une forte vocation anti-sioniste et anti-impérialiste ; pour cette raison, elle ne se tourne pas vers les pays du Golfe, considérés comme contrôlés par l'Occident pour les intérêts d'Israël⁶⁶. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le rapprochement avec l'Iran chiite. Necmettin Erdogan accorde une grande importance à ce pays, où il effectue sa première visite d'État et avec lequel il signe en 1996 un accord gazier, dont Abdullah Gül est un des principaux négociateurs⁶⁷.

⁶² ERBAKAN Necmettin. *Erdogan külliyatı* [L'œuvre d'Erdogan]. Ankara: MGK, 2014, vol. 4, p. 301.

⁶³ *Ibid.*, p. 121-131.

⁶⁴ TÜFEKÇİ Özgür. *Op. cit.*, p. 104.

⁶⁵ Le rôle de l'Afrique dans la vision stratégique turque sera évoqué plus en détails dans les chapitres suivants, en particulier les 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 9^{ème}.

⁶⁶ ERBAKAN Necmettin. *Op. cit.*, p. 36-37.

⁶⁷ THERME Clément. « Le triangle géopolitique entre la Turquie, l'Iran et la Russie : entre ruptures et continuités ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 260.

Cette diplomatie religieuse inquiète considérablement les partenaires occidentaux de la Turquie et, par ricochet, les forces intérieures turques qui leurs sont favorables. C'est en particulièrement le rapprochement avec l'Iran qui inquiète les Américains. Si l'on en croit Ahmet İnsel, l'accord stratégique signé en août 1996 (soit un mois à peine après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement) avec Israël est la première réaction des forces pro-occidentales : en échange de l'acceptation du D-8, en effet, l'Armée et le corps diplomatiques font pression pour l'adoption de cet accord, qui doit permettre de contrebalancer le rapprochement avec l'Iran⁶⁸. Surtout, l'accord turco-israélien limite les possibilités de diplomatie musulmane du gouvernement Erbakan, comme le montre par exemple la froideur de ses relations avec la Libye du colonel Kadhafi⁶⁹. Mais cette première rectification apportée à la politique étrangère de Necmettin Erbakan ne suffit pas à rassurer les forces pro-occidentales. D'autres incidents émaillent le mandat du RP, par exemple l'accueil du militant islamiste ouzbèke Mohamed Salih, ce qui provoque la colère de Tashkent (qui l'accuse de terrorisme) et semble confirmer aux yeux de ses adversaires la solidarité du gouvernement Erbakan avec l'islamisme international⁷⁰. L'inquiétude des milieux militaires est d'autant plus vive qu'ils sont fortement marqués par l'exemple algérien, où la guerre civile fait rage à la suite du triomphe électoral des islamistes et de leur tentative de reprendre à leur compte les institutions autoritaires de l'État⁷¹.

Qualifié de « coup d'État post-moderne », en cela qu'il aboutit à la démission d'un gouvernement sous pression de l'armée sans pour autant que celle-ci ait eu à rompre l'ordre constitutionnel ou utiliser la violence, le mémorandum du 28 février 1997 fait essentiellement référence à des questions de politique intérieure. Le Conseil de Sécurité Nationale demande notamment la fermeture d'écoles religieuses ou des lois permettant de combattre l'infiltration islamiste dans la société. Il survient après des crises comme celle de Sincan⁷². Toutefois, il est aussi un résultat de la politique étrangère du RP sous deux aspects. D'une part, l'armée met ainsi fin à un gouvernement dont les options diplomatiques, notamment en direction de l'Iran et face aux États-Unis, étaient à l'opposé de sa doctrine traditionnelle. D'autre part, ni les Américains ni les Européens n'interviennent en faveur de Necmettin Erbakan, dont la pratique

⁶⁸ INSEL Ahmet. « Devenir une puissance économique mondiale : le néonationalisme de l'AKP ». In MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris: L'Harmattan, 2013, p. 80.

⁶⁹ HALE William. *Turkish Foreign Policy: 1774-2000*. Hove: Psychology Press, 2000, p. 298.

⁷⁰ YARACILIK Lebriz. « Les relations de la Turquie avec les Républiques d'Asie Centrale ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 142.

⁷¹ COPEAUX Étienne. « L'armée ou la charia ? Clivages et fractures à l'époque du gouvernement *Refahyol* (1996-1997) ». In KAYA Uğur. *Op. cit.*, p. 84.

⁷² Le 22 février précédent, le maire de cette ville moyenne d'Anatolie Centrale, affilié au RP, avait demandé le rétablissement de la charria, la loi islamique.

diplomatique leur apparaissait comme hostile. Quoiqu'il affirme dans un premier temps être en phase avec l'armée, le vieux *leader* perd en pratique son autorité ; il est finalement poussé à la démission le 18 juin 1997. Ce bref intermède ne lui aura finalement pas permis de déployer la stratégie diplomatique à laquelle il semblait aspirer, mais elle permet en revanche aux jeunes cadres de son mouvement de comprendre les erreurs à ne pas commettre.

2.2.2.2. Les leçons tirées par l'AKP : jouer la carte européenne, ne pas s'opposer frontalement aux États-Unis tant que son pouvoir est en phase de consolidation

Il est intéressant de constater que, du gouvernement Erbakan, la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP ne retiendra presque aucun élément. Le D-8 restera une organisation secondaire ; et dans l'ensemble, on ne constate pas que ses membres suscitent davantage l'intérêt du parti au pouvoir après 2002 que les autres grandes puissances africaines et asiatiques, musulmanes ou non. En fait, la doctrine qui va être élaborée par les cadres du parti prend même le contrepied de la politique étrangère de Necmettin Erbakan sur plusieurs aspects. Le choix qui va être fait sera celui d'une coopération accrue avec les partenaires traditionnels de la Turquie, en vue d'obtenir le soutien de ces derniers dans un processus de neutralisation des forces armées.

La première leçon tirée par l'AKP est la nécessité de ne pas inquiéter les partenaires traditionnels du pays. En particulier, à l'inverse d'un Necmettin Erbakan dont les discours affichaient une tonalité très anti-occidentale, le parti va s'arranger pour établir de bonnes relations avec les États-Unis avant même d'arriver au pouvoir. La rencontre entre Recep Tayyip Erdoğan et plusieurs hauts responsables américains, dont le président Georges W. Bush, facilitée par le conseiller Cüneyd Zapsu, joue à ce titre un rôle essentiel⁷³. Au cours du même voyage, il rencontre également Grenville Byford, beau-frère par alliance de Shimon Pérès, et des représentants de l'*Antideffamation League* et de l'*American Jewish Congress*⁷⁴. On peut y déceler la volonté de rassurer les partisans de l'alliance avec Israël et de se démarquer de la politique ouvertement antisioniste du RP. Abdullah Gül, quant à lui, se démarque d'autant plus clairement de Necmettin Erbakan qu'il a exprimé des positions divergentes sur l'UE dès 1994,

⁷³ JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.*, p. 56-59.

⁷⁴ *Ibid.*

et qu'il a été son ministre, avec des désaccords récurrents⁷⁵. Comme il l'explique lui-même, ce n'est pas tant sur le fond idéologique que sur la stratégie qu'il s'oppose à son Premier ministre :

« Ma principale différence avec lui en politique, à cette époque, était au sujet de sa rhétorique ; elle sonne bien mais elle est dangereuse et n'est pas utile. Les gens m'ont fait confiance parce que je ne l'ai pas utilisée⁷⁶. »

Anglophone, davantage critique de la politique israélienne qu'hostile à l'existence en elle-même de cet État, Abdullah Gül incarne apparemment l'antithèse de tout ce qui avait pu effrayer les alliés de la Turquie chez le chef du RP. Par ailleurs, à la différence de ce dernier, il est favorable à l'intégration européenne.

La question européenne est peut-être la principale leçon que l'AKP tire de l'échec du gouvernement Erbakan. Alors que certains penseurs comme Ahmet Davutoğlu sont initialement sceptiques sur le processus d'adhésion turque à l'UE⁷⁷, le parti va résolument s'engager dans le choix européen, sous l'influence d'autres personnalités comme Abdullah Gül ou Ibrahim Kalın. Il apparaît en effet que le choix du RP de la défiance envers l'UE l'a isolé face aux militaires et a facilité l'action de ces derniers, tout en dressant contre lui une partie de la population turque favorable à l'adhésion européenne – y compris des petits entrepreneurs plutôt conservateurs mais désireux d'accéder au marché européen. De plus, les règlements de l'UE auraient pu permettre de prévenir une telle action de la part des militaires, en raison standards démocratiques qu'ils proposent.

Paradoxalement, donc, si l'expérience de la gouvernance du RP a bien influencé la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, c'est de manière négative, en lui montrant les erreurs à ne pas commettre. Ironie du sort, la doctrine du parti apparaît finalement bien davantage influencée par la pensée d'un kémaliste, qui sera ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, İsmail Cem.

⁷⁵ MAC LEAN Gerald. *Op. cit.*, p. 161-162.

⁷⁶ Cité dans *Ibid.*, p. 161.

⁷⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik*, p. 533-536 et 547-550.

2.2.3. Le rôle précurseur d'İsmail Cem

Il est difficile d'appréhender la politique étrangère de l'AKP sans se pencher sur le travail d'İsmail Cem, qui a presque immédiatement précédé Yaşar Yakış au ministère des Affaires étrangères⁷⁸. Or, durant ses quelques 5 années de mandat, il a mis en œuvre des orientations diplomatiques qui, par certains aspects, annoncent la politique qui sera suivie par l'AKP, plus spécifiquement au cours de son premier mandat. Interrogé sur İsmail Cem, Yaşar Yakış, premier ministre des Affaires étrangères de l'AKP et principal rédacteur du programme diplomatique en 2002, estime avoir totalement poursuivi son œuvre sur deux aspects : la diplomatie économique, d'une part, et d'autre part l'équilibre de la politique étrangère entre alliance américaine et ouverture au Moyen-Orient⁷⁹. Şükrü Sina Gürel, membre du Parti Démocratique de Gauche [*Demokratik Sol Partisi*, DSP], a succédé à İsmail Cem le 12 juillet 2002 et a dirigé la diplomatie turque jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, en novembre. S'il estime que son prédécesseur était mieux disposé envers Israël qu'il ne l'a été lui-même, ou Yaşar Yakış ensuite, il voit lui aussi une continuité entre ces trois mandats⁸⁰. Trois grandes orientations diplomatiques adoptées de 1997 à 2002 seront poursuivies par l'AKP : la mise en avant du passé ottoman comme instrument diplomatique ; la volonté de réconciliation avec les pays voisins ; la tentative d'équilibre entre les alliances traditionnelles et l'ouverture à l'Eurasie et au Moyen-Orient.

S'il naît et grandit dans une famille ayant adopté un train de vie moderne et séculier, İsmail Cem se révèle étonnamment attaché à l'histoire ottomane de la Turquie, un attachement qui tranche avec le regard traditionnellement porté par les élites kémalistes sur cette époque. À ses yeux, le triple caractère multi-ethnique, multiculturel et multiconfessionnel de l'Empire Ottoman a été un élément de force, qui peut servir de source d'inspiration⁸¹. Il estime donc que la rupture brutale avec cette époque a privé la Turquie d'une partie de ses racines, et donc lui a retiré un élément de confiance et de fierté⁸². C'est un discours qui rappelle en fin de compte largement celui que tiendront par la suite plusieurs intellectuels de l'AKP, notamment Ahmet Davutoğlu. Cette vision nostalgique du multiculturalisme ottoman a des implications stratégiques et diplomatiques. Par exemple, elle conduit İsmail Cem à s'opposer au nationalisme ethnique, et d'après le chercheur à l'USAK Özan Örmeci, il a parfaitement

⁷⁸ Entre leurs deux mandats, Şükrü Sina Gürel a brièvement occupé le poste de juillet à novembre 2002.

⁷⁹ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁸⁰ Entretien avec l'auteur, 29 mars 2018.

⁸¹ TÜFEKÇİ Özgür. *Op. cit.*, p. 142.

⁸² CEM İsmail. *Turkey in the New Century*. Mersin : Rustem, 2001, p. 3-4.

conscience de la nécessité de donner aux Kurdes un certain nombre de droits démocratiques pour pacifier le pays⁸³. De même, à l'échelle internationale, il propose de s'inspirer de l'ancien statut ottoman de Jérusalem pour pacifier les relations israélo-palestiniennes, présentant cette époque comme un modèle de cohabitation entre les groupes culturels et religieux⁸⁴. Sa pensée introduit donc l'héritage ottoman comme instrument d'influence d'une Turquie qui peut ainsi résoudre ses tensions internes et contribuer à pacifier son environnement régional.

İsmail Cem va également entamer, certes en coopération avec les militaires et les Premiers ministres Mesut Yılmaz (1997-1999) et Bülent Ecevit (1999-2002), une politique dont on attribue souvent la paternité exclusive à l'AKP : un processus de réconciliation avec plusieurs pays voisins. La Syrie, qui héberge le PKK et son chef Abdullah Öcalan sur son sol, est alors perçue par la Turquie comme une menace immédiate à sa frontière sud. Suite à une réunion du Conseil de Sécurité Nationale, le général de l'Armée de terre Atilla Ateş se rend au Hatay et délivre un discours menaçant⁸⁵ ; le président égyptien Hosni Moubarak (1981-2011) propose alors sa médiation, qui permet d'aboutir à l'accord d'Adana, le 20 octobre 1998. La Syrie accepte de chasser le PKK, et coopère avec la Turquie en matière sécuritaire. Dans cette politique de réconciliation, qui sera poursuivie et approfondie par l'AKP, İsmail Cem ne joue qu'un rôle secondaire. En revanche, il est bien plus actif dans le rapprochement avec la Grèce, qui s'intensifie en 1999 avec ce qu'on appelle la « diplomatie du séisme » : la coopération gréco-turque face aux tremblements de terre meurtriers qui frappent tour à tour les deux pays (à Izmit le 17 août, près d'Athènes le 7 septembre) ouvre la voie à une détente. İsmail Cem s'implique personnellement dans le processus, allant jusqu'à danser et chanter avec son homologue grec Giórgos Papandréou (1999-2004) sur l'île grecque de Samos⁸⁶. Des visites bilatérales effectuées en 2000 conduisent à la signature d'accords de coopération. Cette question du rapprochement avec la Grèce (et, à terme, avec Chypre, dans le cadre d'un accord négocié) est assez importante aux yeux d'İsmail Cem pour qu'il y consacre un ouvrage complet en 2004⁸⁷. Pour autant, il n'érige pas cette réconciliation avec les pays voisins en nécessité, en principe diplomatique. Alev Kılıç, directeur d'un centre de recherche consacré aux relations de la Turquie avec l'Eurasie, et notamment l'Arménie, estime ainsi qu'İsmail Cem ne se serait pas

⁸³ ÖRMECİ Ozan. « İsmail Cem's Foreign Policy (1997-2002) ». *SDU Faculty of Arts and Sciences Journal of Social Sciences*, n° 23, mai 2011, p. 233.

⁸⁴ DÜNDAR Can. *Ben böyle veda etmeliyim : İsmail Cem kitabı* [Je dois prendre congé ainsi : Le livre d'İsmail Cem]. Istanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008, p. 214-215.

⁸⁵ ÖRMECİ Özhan. *Op. cit.*, p. 231-232.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 235.

⁸⁷ CEM İsmail. *Türkiye, Avrupa, Avrasya : Strateji, Yananistan, Kıbrıs* [La Turquie, l'Europe, l'Eurasie : Stratégie, Grèce, Chypre]. Istanbul : Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, vol. 1, 288 p.

lancé dans le processus de rapprochement avec Erevan qui sera initié par l'AKP en 2008⁸⁸. Il est certain, en tout cas, qu'il se montre dans ses écrits très préoccupé par la question du Haut-Karabagh, affichant un soutien marqué à l'Azerbaïdjan⁸⁹.

La volonté d'İsmail Cem de replacer la Turquie au carrefour des Balkans, du Caucase et de l'Asie Centrale⁹⁰ évoque le concept de « pays-centre » qui sera développé par la suite sous le gouvernement de l'AKP. D'autant qu'elle s'accompagne d'une volonté d'intensifier les relations turques avec les pays du Moyen-Orient et, plus généralement, les États musulmans. Il est particulièrement favorable à la participation turque à l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)⁹¹. Parallèlement, il développe un discours critique sur l'action américaine au Moyen-Orient. İsmail Cem a vécu aux États-Unis, pays pour lequel il éprouve une sympathie réelle et une grande admiration⁹². Toutefois, après les attentats du 11 septembre 2001, il met en garde le gouvernement américain au sujet d'une invasion de l'Irak. Ironiquement, il estimera d'ailleurs que le triomphe de l'AKP est dû à une volonté américaine de trouver un partenaire plus accommodant⁹³. En effet, si son successeur, Şükrü Sina Gürel, va tout mettre en œuvre pour décourager les Américains d'intervenir en Irak⁹⁴, l'AKP fera preuve de plus de souplesse sur le sujet.

En fin de compte, on retrouve dans le discours et la pratique diplomatique d'İsmail Cem plusieurs éléments qui ont été repris et approfondis par l'AKP une fois ce dernier arrivé au pouvoir. Ozan Örmeci, qui a consacré plusieurs écrits à cette figure importante de la diplomatie turque, estime que le parallèle avec Ahmet Davutoğlu peut être fait à bien des aspects : « la différence entre les deux était formelle. İsmail Cem était un homme de l'élite, porteur d'une vision sociale ; Ahmet Davutoğlu est issu des classes populaires, avec un discours de droite ; mais sur la politique étrangère, leur vision a concordé. On retrouve chez les deux beaucoup d'éléments stratégiques communs⁹⁵. » Toutefois, l'AKP ne se nourrit pas que de l'héritage de ses prédécesseurs, mais s'inspire également de l'œuvre d'intellectuels qui lui sont plus ou moins proches.

⁸⁸ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

⁸⁹ CEM İsmail. *Turkey in the New Century*, p. 99.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 68.

⁹¹ DÜNDAR Can. *Op. cit.*, p. 237.

⁹² ÖRMECİ Özan. *Op. cit.*, p. 226.

⁹³ *Ibid.*, p. 240.

⁹⁴ HALE William. *Turkey, the US and Iraq*. Londres : Middle East Institute of SOAS, 2007, p. 98-100.

⁹⁵ Entretien avec l'auteur, 25 janvier 2019.

2.3. L'apport des intellectuels à la pensée stratégique turque au tournant du XXI^e siècle

Si la doctrine élaborée par l'AKP en matière de politique étrangère est marquée, à des degrés divers, par les grands courants idéologiques qui ont traversé la Turquie et par la pratique des gouvernements qui l'ont précédé, elle se structure aussi autour d'éléments nouveaux. Ceux-ci sont issus d'intellectuels qui, au tournant du siècle, appellent à repenser la politique du pays, ou tout au moins à la réorienter. Bien qu'İsmail Cem, comme expliqué précédemment, soit à bien des égards un précurseur en la matière, c'est à un autre nom que l'on associe souvent à la réorientation de la politique étrangère sous l'AKP : Ahmet Davutoğlu apparaît en effet comme le grand architecte intellectuel d'une nouvelle théorie des relations internationales, qui propose à la Turquie de tenir un rôle inédit. Avant même de participer à la politique étrangère turque, comme conseiller puis ministre des Affaires étrangères notamment, Ahmet Davutoğlu influence considérablement l'élaboration d'une doctrine nouvelle. Quoiqu'il se présente avant tout en intellectuel – ce qu'il est indéniablement –, ce professeur de sciences politiques et de relations internationales est surtout un penseur militant, qui convoque des références géopolitiques diverses en vue de soutenir sa vision de ce que devrait être la politique stratégique et diplomatique turque. Déjà connu pour une vigoureuse réfutation de la théorie néoconservatrice du choc des civilisations, il rencontre un grand succès avec la publication en 2001 de son ouvrage, *Stratejik Derinlik* [Profondeur Stratégique]. La théorie géopolitique qu'il propose dans ce livre marque profondément le monde politique turc, et en particulier l'AKP. Il serait toutefois erroné de penser que la doctrine élaborée par le parti ne s'appuie que sur un ouvrage, ou sur l'œuvre d'un seul penseur. En réalité, les idées mises en avant par Ahmet Davutoğlu vont être complétées et parfois même contredites par d'autres sources intellectuelles, de provenance variée. Ainsi, l'adoption d'une doctrine qui fait de l'Union Européenne un objectif prioritaire est à mettre au crédit d'un certain nombre de cadres modernisateurs du parti. Opportuniste, l'AKP n'hésite pas par ailleurs à reprendre un concept théorisé dans le monde anglo-saxon, le *soft power*, pour l'intégrer à sa doctrine.

2.3.1. Ahmet Davutoğlu et l'élaboration d'une théorie stratégique inédite

D'avantage encore que par ses fonctions exécutives, déjà particulièrement importantes, c'est par sa pensée stratégique qu'Ahmet Davutoğlu s'est fait connaître des milieux politiques et intellectuels turcs. Son intérêt est d'avoir réussi à théoriser, à partir d'éléments divers, une théorie stratégique compatible avec la vision conservatrice du monde de l'AKP, mais qui se veut aussi réaliste, davantage que l'idéalisme d'un Necmettin Erbakan. Toutefois, comme expliqué au précédent chapitre, son travail relève davantage des « *strategic studies* » que de l'analyse universitaire objective, en cela que le savoir qu'il porte est résolument orienté vers l'action⁹⁶. Pour cela, Ahmet Davutoğlu s'appuie sur un corpus de références très éclectique ; fortement marqué par la notion de « civilisation », il tire de ses travaux une théorie complète, synthétisée dans son livre *Stratejik Derinlik*.

2.3.1.1. Une vision marquée par les grands classiques de la géopolitique

Le travail de thèse d'Ahmet Davutoğlu relève davantage de la sociologie politique que des relations internationales à proprement parler. Le livre qui en est issu, *Alternative Paradigms*⁹⁷, est une réflexion sur le *Weltanschauungs* (issue des sciences sociales germaniques, cette notion peut se traduire par « conception du monde ») islamique, comparé à l'occidental. La conclusion qui en est tirée permet toutefois d'éclairer la vision du monde de son auteur : pour Ahmet Davutoğlu, il y a une profonde incompatibilité entre la façon dont les pays occidentaux pensent le monde, et celle dont la civilisation islamique le perçoit. En particulier, il est très critique sur l'introduction du concept d'État-Nation dans le monde musulman : en effet, cette construction politique s'oppose selon lui à la distinction classique entre le *Dâr al-Islam* (les terres d'islam) et le *Dâr al-Harb* (les terres infidèles, où la guerre de conquête est possible). Il en conclut que l'adoption de l'État-Nation par les pays musulmans les a profondément déstabilisés, n'étant pas en phase avec leurs racines sociologiques profondes⁹⁸. On peut facilement percevoir dans cette affirmation une critique nette de l'adoption d'un modèle européen par Mustafa Kemal ; Ahmet Davutoğlu ne cite d'ailleurs jamais ce dernier dans ses ouvrages.

⁹⁶ GARAPON Béatrice, *Le monde théorique d'Ahmet Davutoğlu : Une analyse de « Profondeur stratégique »*. Saarbrücken : PAF, 2014, p. 16.

⁹⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. *Alternative Paradigms : The Impact of Islamic and Western Weltanschauungs on Political Theory*. Lanham : University presse of America, 1994, 261 p.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 165-194 et 201-202.

De manière assez intéressante, ce sont avant tout des sources et des penseurs occidentaux qui nourrissent la réflexion géopolitique d'Ahmet Davutoğlu, ce qui contraste assez nettement avec les intellectuels islamistes du XX^e siècle. Cela ne signifie pas pour autant qu'il reprenne ces thèses telles quelles. En fait, comme l'explique Béatrice Garapon dans l'ouvrage qu'elle a consacré à *Stratejik Derinlik*, nous avons ici affaire à ce qu'elle appelle un « bricolage de la pensée⁹⁹ » : l'intellectuel utilise les outils académiques dont il dispose non dans un essai de savoir académique pur, mais à l'appui de ses propres conceptions. Ainsi, de chaque penseur, Ahmet Davutoğlu reprend-il quelques éléments précis, l'ensemble lui permettant l'élaboration d'une théorie stratégique adaptée à sa vision de la Turquie :

- Cité dès sa thèse de doctorat, l'historien britannique Arnold Joseph Toynbee (1889-1975) est régulièrement mentionné par Ahmet Davutoğlu¹⁰⁰. Ce dernier s'appuie essentiellement sur son œuvre magistrale en 12 volumes, *A Study of History*¹⁰¹, qui se penche en particulier sur le déclin perçu par l'auteur d'un ensemble qu'il présente comme la « civilisation occidentale ». De cet ouvrage, Ahmet Davutoğlu retient essentiellement que les civilisations sont mortelles, et que la civilisation islamique est menacée à long terme¹⁰².
- L'amiral britannique Alfred Mahan (1840-1914) est, avec Halford Mackinder et Nicolas Spykman, l'une des grandes références géopolitiques d'Ahmet Davutoğlu. Il estime que son œuvre¹⁰³, qui insiste sur l'intérêt stratégique mais aussi économique des mers et océans, sert de base essentielle à la géopolitique américaine du XX^e siècle¹⁰⁴. En ce sens, Alfred Mahan n'est pas tant pour lui une source d'inspiration qu'une clé indispensable à la compréhension des stratégies suivies par les États-Unis.
- Amiral et britannique lui aussi, Halford Mackinder (1861-1947) est célèbre pour sa part pour un article¹⁰⁵ dans lequel il théorise le concept de « *Heartland* » : il s'agirait d'une

⁹⁹ GARAPON Béatrice. *Op. cit.*, p. 14-16.

¹⁰⁰ En plus d'*Alternative Paradigms*, son ouvrage *Küresel Bunalım* (2002) convoque ainsi à plusieurs reprises l'historien britannique, notamment aux pages 31 et 32.

¹⁰¹ TOYNBEE Arnold Joseph. *A Study of History*. New-York : New-York University Press, 1939, 12 vol.

¹⁰² DAVUTOĞLU Ahmet.

- *Alternative Paradigms : The Impact of Islamic and Western Weltanschauungs on Political Theory*, p. 195.

- *Teoriden Pratiğe : Türk Dış Politikası Üzerine Konuşmalar* [De la théorie à la pratique : entretiens au sujet de la politique extérieure turque]. Istanbul : Küre Yayınları, 2013, p. 263-264.

¹⁰³ En particulier son ouvrage majeur, *The Influence of Sea Power upon History, 1660–1783*, publié en 1890.

¹⁰⁴ DAVUTOĞLU Ahmet.

- « The clash of interests: An explanation of the world (dis)order ». *Journal of International Affairs*, vol. 2, n° 4, décembre 1997-février 1998.

- *Teoriden Pratiğe : Türk Dış Politikası Üzerine Konuşmalar*, p. 77-78.

¹⁰⁵ MACKINDER Halford John. « The Geographical Pivot of History ». *The Geographical Journal*, vol. 23, n° 4, avril 1904, p. 421-437.

alliance entre l'Allemagne et la Russie, qui permettrait l'émergence d'un bloc eurasiatique devenant alors le « pivot du monde ». Ahmet Davutoğlu s'intéresse surtout à l'inclusion de l'Anatolie dans ce *Heartland*¹⁰⁶. Mais comme le note Béatrice Garapon, il ne prend pas en compte le fait que la théorie d'Halford Mackinder était davantage une mise en garde adressée aux puissances maritimes qu'une description figée du monde¹⁰⁷.

- Nicolas Spykman (1893-1943), stratège hollandais devenu enseignant à l'université de Yale dans l'entre-deux guerres, et souvent considéré comme l'inspirateur principal de la géopolitique américaine¹⁰⁸, a repris et prolongé les idées d'Halford Mackinder. Entre le *Heartland* eurasiatique contre lequel ce dernier mettait en garde, et les puissances maritimes, il théorise l'existence d'une ceinture littorale, le « *Rimland* ». Ces États à la limite de l'Eurasie sont une zone stratégique majeure, car leur contrôle permet de contenir la puissance eurasiatique. Or, la Turquie est un des principaux États de ce *Rimland*. Ahmet Davutoğlu reprend à son compte cette théorie, et estime que la fin de la guerre froide a amené les puissances occidentales à délaisser ce *Rimland*, y favorisant l'apparition de troubles¹⁰⁹.
- Enfin, Ahmet Davutoğlu cite également le géopoliticien Karl Haushofer (1869-1946), dont il retient l'importance qu'il donne à la géopolitique pour conduire la politique étrangère d'une nation¹¹⁰. Il est donc davantage inspiré par sa méthode que par sa pensée, ce qui paraît logique étant donné que celle-ci était élaborée à destination spécifique d'une stratégie allemande.

En plus de ces penseurs qui sont régulièrement convoqués dans les ouvrages d'Ahmet Davutoğlu (à l'exception de Karl Haushofer, dont la pensée n'est évoquée que dans *Stratejik Derinlik*), de nombreux auteurs issus des civilisations grecque et romaine, de la Chine antique, ou de l'Europe médiévale et de la Renaissance sont à l'occasion cités comme références. Ainsi par exemple d'Aristote¹¹¹, de Socrate¹¹², de Confucius¹¹³ ou de Machiavel¹¹⁴.

¹⁰⁶ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik*, p. 104-105.

¹⁰⁷ GARAPON Béatrice. *Op. cit.*, p. 45.

¹⁰⁸ Voir par exemple ZAJEC Olivier. *Nicholas John Spykman : L'invention de la géopolitique américaine*. Paris : Presse Académique de l'Université Paris-Sorbonne, 2016.

¹⁰⁹ DAVUTOĞLU Ahmet.

- « The clash of interests: An explanation of the world (dis)order ».

- *Stratejik Derinlik*, p. 105-109.

¹¹⁰ *Idem*. *Stratejik Derinlik*, p. 104-105.

¹¹¹ Dans *Alternative Paradigms* en particulier, ainsi que *Küresel Bunalım et Teoriden Pratiğe*.

¹¹² *Alternative Paradigms, Stratejik Derinlik, Teoriden Pratiğe*.

¹¹³ Les « valeurs confucéennes » sont évoquées notamment dans *Stratejik Derinlik*, à la page 494.

¹¹⁴ Qui se voit consacrer de longs développements dans *Alternative Paradigms* (p. 166-178), et également mentionné dans *Küresel Bunalım*, par exemple.

Les références islamiques d'Ahmet Davutoğlu sont, par contraste, assez faibles. Il est vrai qu'*Alternative Paradigms* utilise largement des sources classiques de l'islamisme sunnite, notamment Ibn Taymiyya (1263 – 1328) et Seyyid Qutb (1906 – 1966). Mais ses travaux ultérieurs ne contiennent plus ces références ; de même, Necmettin Erbakan n'est que rarement cité par Ahmet Davutoğlu. Ce dernier convoque donc, à l'appui d'une pensée conservatrice islamique, des penseurs essentiellement européens. Il peut parfois le faire, du reste, pour les réfuter : l'universitaire va ainsi se lancer dans un premier débat militant au cours des années 1990, attaquant les théories des néo-conservateurs américains sur le choc des civilisations.

2.3.1.2. Un rapport ambigu à la notion de « civilisation »

Parmi les contributions intellectuelles qui ont assis la réputation d'Ahmet Davutoğlu, son article publié en 1997 dans le *Journal of Foreign Affairs* est particulièrement intéressant. D'une part, se voulant une réponse directe aux théories géopolitiques alors formulées par les néo-conservateurs américains, comme Francis Fukuyama ou Samuel Huntington, il permet à son auteur de s'affirmer dans le champ des idées intellectuelles et de proposer une vision alternative. D'autre part, il révèle une certaine vision du monde d'Ahmet Davutoğlu, vision qui, paradoxalement, présente des traits communs avec celle des auteurs qu'il dénonce.

Ce long article se veut une réponse aux postulats formulés par deux auteurs américains proches du courant de pensée néo-conservateur¹¹⁵ : Francis Fukuyama et Samuel Huntington. Le premier, dans un ouvrage de 1992¹¹⁶, avait décrit, suite à l'effondrement du bloc communiste, un monde où les valeurs libérales et démocratiques portées par l'Occident étaient déterminées à s'étendre sur tout le globe, n'étant plus concurrencées par un modèle alternatif – ce qui lui apparaissait comme une forme de « fin de l'histoire ». Le second avait publié un an plus tard, en 1993, un article à la tonalité plus pessimiste, « Le choc des civilisations »¹¹⁷, base d'un

¹¹⁵ Le néo-conservatisme est un courant de pensée qui s'est développé aux États-Unis, où il a été très influent des années 1980 aux années 2000. Irving Kristol, l'un de ses précurseurs, l'a défini comme un attachement aux valeurs libérales et démocratiques américaines et la conviction que celles-ci doivent être défendues par une politique étrangère intransigeante et offensive, face à l'Union Soviétique tout d'abord, puis aux États et acteurs internationaux considérés comme hostiles à ces valeurs (KRISTOL Irving. *Neococonservatism: the autobiography of an idea*. New York : Free Press, 1995). Ce courant intellectuel était particulièrement actif auprès du président George W. Bush (2001-2009).

¹¹⁶ FUKUYAMA Francis. *The End of History and the Last Man*. New-York : The Free Press, 1992. En 2002, Ahmet Davutoğlu reviendra sur cette théorie, qu'il compare au messianisme des évangélistes ; à ses yeux, l'auteur serait ainsi influencé par son propre milieu culturo-religieux : DAVUTOĞLU Ahmet. *Küresel Bunalım : 11 Eylül Konuşmaları*. Istanbul : Küre Yayınları, 2002, p. 35-37.

¹¹⁷ HUNTINGTON Samuel. « The Clash of Civilizations ». *Foreign Affairs*, été 1993.

ouvrage publié en 1996¹¹⁸, qui mettait en garde contre un potentiel affrontement entre un bloc culturel et politique occidental que d'autres ensembles civilisationnels menaceraient. Aux yeux d'Ahmet Davutoğlu, ces deux théories ne sont pas seulement erronées, mais dissimulent aussi un objectif politique : tout en se présentant comme contradictoires, elles visent en réalité à absoudre le monde occidental de sa responsabilité dans un certain nombre de conflits, spécialement au sein ou aux frontières des pays musulmans. Ces derniers se trouvent en effet dans la zone très stratégique du *Rimland*, chère à Nicholas Spykman, convoqué pour l'occasion aux côtés des autres penseurs géopolitique qu'Ahmet Davutoğlu aime à citer. À ses yeux, la fin de la guerre froide a laissé ouverte la compétition entre les grandes puissances pour le contrôle d'espaces stratégiques comme le Caucase et les Balkans. En cela, la théorie de Samuel Huntington présentant la civilisation islamique comme une menace est fallacieuse, car les pays musulmans sont trop faibles pour se lancer dans des opérations de conquête ; leur malheur est au contraire d'être situés dans une zone stratégique et de disposer de pétrole, et d'avoir été avantagés par la fin de la guerre froide, qui a débouché sur l'indépendance de nouveaux pays musulmans. Ils sont devenus de fait l'enjeu d'une compétition entre les grandes puissances, et c'est bien cette compétition qui est à l'origine des guerres qu'on y observe, et non un choc civilisationnel comme l'avance Samuel Huntington. Ahmet Davutoğlu en conclut que la représentation du monde islamique par ce dernier contribue à un phénomène de diabolisation de l'Islam, qui se traduit par le refus de la démocratie dans les pays musulmans, la tolérance envers les pays opprimant leurs minorités musulmanes, et la mise en place d'alliances stratégiques visant à contenir cette menace fantasmée.

Or, s'il s'agit ici d'une réfutation assez claire, en apparence, des thèses néo-conservatrices, il est intéressant de constater que jamais l'article ne remet en cause la notion de « civilisation » telle que définie par Samuel Huntington, sur des bases largement religieuses. Alors que d'autres auteurs ont dénoncé une approche culturaliste qui ignore la pluralité des États et cultures, Ahmet Davutoğlu ne se place pas sur ce terrain. Au contraire, lui-même valide la division du monde en civilisations telle que l'opère l'ouvrage auquel il répond : ainsi considère-t-il les États musulmans du Caucase, parmi lesquels il cite l'Iran, la Turquie, l'Irak, l'Azerbaïdjan et le Koweït, comme faisant partie d'une civilisation commune, malgré leurs différences de langues, coutumes, histoires, traditions et régimes. Sa thèse de doctorat opposait d'ailleurs clairement la civilisation occidentale à la civilisation islamique : il citait alors Arnold Townbee, selon qui neuf civilisations (islamique, chrétienne est-européenne, chrétienne russe, chinoise, hindoue,

¹¹⁸ *Idem. The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order.* New-York : Simon & Schuster, 1996.

japonaise, polynésienne, esquimaude et nomade) étaient menacée par la dixième, l'occidentale ; il ajoutait que la vision du monde (« *Weltanschauungs* ») islamique, « plutôt que complémentaire », était « résolument alternative » à la vision occidentale¹¹⁹. Ahmet Davutoğlu ne réfute donc pas l'idée d'un monde séparé en civilisations basées essentiellement sur un fond culturo-religieux, mais dénonce la « mauvaise utilisation [*misuse*] des différences civilisationnelles¹²⁰ ». C'est d'ailleurs au nom de ces différences qu'il s'oppose, dans son ouvrage *Stratejik Derinlik*, à l'intégration turque à l'Union Européenne¹²¹.

Cet article montre ainsi la profonde croyance d'Ahmet Davutoğlu dans un système civilisationnel basé sur un fond culturo-religieux. Sa différence avec les auteurs néo-conservateurs est l'introduction d'un concept qui marquera fortement la doctrine de l'AKP : l'idée de « dialogue des civilisations ». Pour conjurer les visées néo-conservatrices, il estime vital une coopération entre ces blocs civilisationnels qu'il distingue clairement. Encore sa vision n'est-elle pas exempte d'ambiguïté : ainsi, sa conclusion envisage bien une coopération entre les États-Unis et les civilisations du *Rimland* (civilisations islamique et sino-confucéenne) ... mais pour contrer les visées, supposées hostiles, de l'Europe et de la Russie. C'est là un élément essentiel de la pensée d'Ahmet Davutoğlu : il partage avec les néo-conservateurs américains le postulat de l'existence de civilisations culturo-religieuses potentiellement rivales ; mais contrairement, à eux, il estime que ce n'est pas leur affrontement qui explique les guerres subies par le monde islamique, et que c'est un dialogue civilisationnel qui peut permet de résoudre ce problème. Cette thématique se retrouve d'ailleurs, de manière plus diffuse, dans l'ouvrage qui, en 2001, va lui assurer une renommée internationale.

2.3.1.3. *Stratejik Derinlik* : une synthèse et une théorie à succès

Les références géopolitiques d'Ahmet Davutoğlu et sa conception originale du concept de civilisation servent de base au livre qui va le faire connaître auprès du grand public. Contrairement à une idée reçue, *Stratejik Derinlik* ne va influencer que partiellement la doctrine de l'AKP, en particulier celle des premières années. Du reste, la doctrine formulée ultérieurement par Ahmet Davutoğlu lui-même ne reprendra que partiellement les idées

¹¹⁹ DAVUTOĞLU Ahmet. *Alternative Paradigms: The Impact of Islamic and Western Weltanschauungs on Political Theory*, p. 195.

¹²⁰ *Idem.* « The clash of interests: An explanation of the world (dis)order ».

¹²¹ *Idem.* *Stratejik Derinlik*, p. 547-550.

exprimées dans l'ouvrage. Mais ce dernier reste indispensable pour comprendre la réflexion de cet intellectuel influent.

Fort de plus de 550 pages, ce travail se veut une réflexion sur la position de la Turquie dans le monde au tournant du siècle. Sur la forme, il se présente comme un ouvrage universitaire classique, suivant un plan très détaillé. Sur le fond, toutefois, il relève davantage de l'essai ; avec peu de notes de bas de pages et pas de bibliographie, il ne cherche pas tant à dresser un panorama de la position turque dans les relations internationales, qu'à expliquer la faiblesse supposée de cette position et les moyens par lesquelles le pays pourrait y remédier. Il se divise en trois grandes parties :

- La première partie présente les facteurs de puissance d'un pays : selon Ahmet Davutoğlu, il s'agit à la fois d'éléments fixes (la géographie, l'histoire, la population, la culture) et d'éléments variables (l'économie, la technologie, les capacités militaires). Ceux-ci doivent être mis en valeur par une « mentalité stratégique » et une « identité culturelle », et s'accompagner d'une « planification stratégique » et d'une « volonté politique ». En d'autres termes, c'est en croyant dans la culture et la capacité stratégique de leur pays que des dirigeants peuvent développer une politique volontaire et planifiée, en vue de faire fructifier les facteurs de puissance. Ahmet Davutoğlu insiste tout particulièrement sur l'héritage historique de la Turquie, dans lequel il voit un atout potentiel, mais que le pays n'a pas su assumer.
- La deuxième partie du livre expose les grandes théories géopolitiques précédemment évoquées (notamment celle relative au *Rimland*) et cherche à analyser l'environnement de la Turquie. Ahmet Davutoğlu place le pays au cœur de trois cercles concentriques : le plus proche, qui comprend les Balkans, le Moyen-Orient et le Caucase, est celui où elle peut exercer l'influence la plus directe. Le deuxième s'articule autour des grands bassins maritimes qui entourent le pays (mer Noire, Méditerranée orientale, golfe Persique, mer Caspienne) et qui lui offrent une ouverture sur trois continents. C'est d'ailleurs là que s'étend le troisième cercle, composé de l'Europe, de l'Afrique du Nord, et de l'Asie. On remarque que cette classification laisse à l'écart les États-Unis et l'OTAN, ainsi d'ailleurs que l'Afrique subsaharienne et l'Amérique Latine, où l'AKP tâchera par la suite de gagner en influence.
- La troisième partie de l'ouvrage, de loin la plus longue, essaie de proposer un ensemble de solutions cohérentes pour permettre à la Turquie de profiter de son potentiel de puissance au sein de cet espace géopolitique. Ahmet Davutoğlu plaide pour une

ouverture de la politique étrangère, trop corsetée par l'OTAN et les alliances antérieures. Il insiste en particulier sur le Moyen-Orient, où il estime que la Turquie peut former un « triangle stratégique » avec l'Égypte et l'Iran, les trois États ayant un passé ancré dans l'histoire, à la différence des États arabes qu'ils entourent, de création récente et artificielle¹²². S'il prône également un activisme renforcé dans les Balkans et en Asie Centrale, il se montre beaucoup plus sceptique sur la réussite du processus d'intégration à l'UE.

Plusieurs éléments sont à retenir de cette réflexion, en cela qu'ils se retrouveront dans les différents aspects de la doctrine élaborée par l'AKP.

En premier lieu, l'importance qu'Ahmet Davutoğlu accorde au passé ottoman est essentielle. Qu'est-ce donc, en effet, que la « profondeur stratégique » qui donne son titre à l'ouvrage ? Il s'agit de l'espace d'influence que la Turquie peut créer à sa périphérie, suivant le principe des cercles concentriques. Or, la pensée d'Ahmet Davutoğlu fait du passé ottoman la clé pour reconquérir cet espace d'influence. Cet héritage offre en effet à la Turquie à la fois une force morale, en tant que continuatrice d'un modèle de civilisation qui a réussi à faire cohabiter des peuples divers, et une force géopolitique, en lui permettant de se projeter dans des espaces qui, tous, ont été à des degrés divers sous sa domination. Ce n'est pas un hasard si le terme de « néo-ottomanisme », popularisé à l'époque özalienne, sera recyclé pour régulièrement définir la pensée d'Ahmet Davutoğlu – quoique ce dernier le réfute. Il y a toutefois une part d'idéologie très forte dans ces postulats : comme l'a montré Jean-Baptiste le Moulec, il y a dans cette construction intellectuelle une volonté d'utiliser la réflexion géopolitique dans un objectif de politique intérieure – relégitimer l'héritage ottoman et la pensée conservatrice qui s'y rattache¹²³.

En deuxième lieu, *Stratejik Derinlik* insiste beaucoup sur la centralité géopolitique que doit retrouver la Turquie. La théorie des cercles concentriques permet de sortir de l'image humiliante d'un pays à la marge de l'Occident, ou bien comme voie de passage entre des espaces géopolitiques majeurs. La vision d'Ahmet Davutoğlu fait de la Turquie un cœur géopolitique, position que sa localisation au sein du *Rimland* doit lui assurer. En 2004, alors

¹²² *Ibid.*, p. 404-405.

¹²³ LE MOULEC Jean-Baptiste. *Janissaires du savoir : Sociologie des producteurs et diffuseurs de savoirs sur le Moyen-Orient en Turquie (1998-2015)*. Thèse de doctorat sous la direction de GROUPEMENT GÉOPOLITIQUE Gérard : Science politique : Aix-en-Provence : Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence : 2016, p. 63-69.

conseiller de Recep Tayyip Erdoğan, il confirmera cette importance majeure dans une tribune¹²⁴ offerte par le journal *Radikal*. Il y affirme en particulier que « dans la nouvelle période, la Turquie ne doit pas être connue comme un pays ‘pont’ mais comme un pays ‘centre’ », et y développe le concept de « diplomatie rythmique » qui devra permettre à la Turquie d’agir successivement sur tous les théâtres géopolitiques. L’idée est de lui permettre de retrouver une centralité politique supposée perdue depuis la chute de l’Empire Ottoman. Il y a derrière un profond sentiment d’injustice et de déclassement. S’intéressant au poids de l’humiliation dans les relations internationales, Bertrand Badie en distingue quatre types : l’humiliation par rabaissement (une grande puissance vaincue perdant son statut) ; l’humiliation par déni d’égalité (le refus d’admettre un statut égal à certaines puissances non établies) ; l’humiliation par relégation (qui conduit à dénier à certains acteurs la légitimité d’action ou à ne pas la considérer) ; et l’humiliation par stigmatisation (« dénonciation infamante de l’autre dans ce qui le différencie de soi-même »)¹²⁵. Or, ces quatre types d’humiliation se retrouvent dans les sentiments exprimés par la pensée d’Ahmet Davutoğlu et plus généralement d’un camp conservateur faisant référence au passé ottoman. Ils rappellent ainsi tout à la fois le démantèlement progressif de « l’Homme malade de l’Europe », tel qu’on le surnommait ; le refus de considérer la Turquie comme puissance active, le peu d’importance accordé à ses intérêts, enfin sa stigmatisation comme pays musulman. Ce sentiment d’humiliation à plusieurs niveaux est aux racines de la pensée d’Ahmet Davutoğlu : c’est pour le conjurer et redonner au pays une fierté qu’il pense perdue qu’il insiste sur sa nécessaire perception comme centre géopolitique et acteur indépendant capable d’initiative.

Enfin, on peut retenir de *Stratejik Derinlik* l’importance fondamentale accordée au Moyen-Orient. Aucune autre région géopolitique ne fait l’objet d’une analyse aussi détaillée dans l’ouvrage. On peut pressentir en cela que c’est cette région, davantage que les Balkans et l’Asie Centrale, qui doit selon Ahmet Davutoğlu permettre à la Turquie d’acquérir sa « profondeur stratégique ».

Ainsi, à la veille de l’arrivée au pouvoir de l’AKP, un penseur influent offre une théorie géopolitique sur laquelle peut s’élaborer une doctrine nouvelle. Toutefois, force est de constater

¹²⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. « Türkiye merkez ülke olmalı » [La Turquie doit être un pays-centre]. *Radikal*, 26 février 2004.

¹²⁵ BADIE Bertrand. *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*. Paris : Odile Jacob, 2014, p. 74-89. L’auteur, dans un tableau synthétique, présente d’ailleurs plusieurs réactions auxquelles ces types d’humiliations peuvent pousser un État : une volonté de revanche, le souverainisme, la contestation de l’ordre international et la « défiance » réelle ou symbolique. Ce n’est pas un hasard si tous ces éléments se retrouveront, à un moment ou un autre, dans la politique étrangère de l’AKP.

que, tant dans *Stratejik Derinlik* que dans ses œuvres antérieures, les options évoquées par Ahmet Davutoğlu ne coïncident pas toujours avec la doctrine qui sera mise en place, au moins dans les premières années de l'AKP. Il est sceptique envers l'alliance américaine et le processus d'adhésion à l'UE ; il n'évoque que très peu la problématique de Chypre et les rapports avec l'Arménie ; il développe un discours géopolitique classique jouant essentiellement sur le « *hard power*¹²⁶ ». Autant de points sur lesquels la doctrine élaborée par l'AKP en 2002 semble se distinguer de sa pensée ; il importe donc de voir les autres sources à partir desquelles elle a pu être construite.

2.3.2. Des outils intellectuels éclectiques pour perfectionner la doctrine

Le premier mandat de l'AKP est l'occasion pour le parti de structurer les influences intellectuelles auxquelles il est sensible. En 2002, malgré le grand succès de *Stratejik Derinlik*, Ahmet Davutoğlu n'a pas encore au sein du mouvement la notoriété qu'il acquerra au cours des années suivantes. D'autres figures importantes, ministres, députés ou conseillers, vont peser sur les débats intellectuels des premières années. Ils orientent en particulier l'AKP vers des choix stratégiques somme toute compatibles avec les orientations diplomatiques traditionnelles de la Turquie – processus d'intégration européenne, alliance américaine –, mais présentés sous un jour nouveau. Parallèlement, les influences intellectuelles étrangères pénètrent les élites turques. Il est intéressant, à ce titre, de se pencher sur l'exemple du *soft power*, concept que l'AKP ne va pas hésiter à récupérer et chercher à mettre en application dans sa pratique de la politique étrangère.

2.3.2.1. Le poids des intellectuels pro-européens et pro-américains

Yaşar Yakış, premier ministre des Affaires étrangères de l'AKP (2002-2003) ayant rédigé, pratiquement seul, son premier programme de politique étrangère, a joué un rôle essentiel dans l'adoption du projet européen. Parmi les nombreux arguments qu'il donne en faveur de ce projet, on note la possibilité de résolution du problème de Chypre-Nord, alors très présent, et

¹²⁶ Expression utilisée par opposition au *soft power*, un concept qui sera explicité plus avant dans ce chapitre. Elle fait référence à l'utilisation des outils classiques d'une puissance étatique, à savoir la force militaire, la capacité de négociation diplomatique, la stratégie, l'information et les atouts géographiques, commerciaux et économiques.

les avantages de la coopération technique¹²⁷. D'après lui, deux éléments ont déterminé le choix des dirigeants de l'AKP de se rallier à la diplomatie pro-européenne qu'il défendait¹²⁸. D'une part le sentiment, au vu des sondages d'opinion, que cette option était consensuelle au sein de la population. D'autre part, l'espérance que les institutions européennes pourraient servir d'alternative face aux refus de la Cour Constitutionnelle turque de faire évoluer le carcan législatif en vigueur, par exemple sur le port du voile à l'école. Cette dernière idée se retrouve dans un article publié fin 2000 par Bülent Arınç dans *Yeni Türkiye*, un bimensuel volumineux donnant la parole à diverses figures essentiellement conservatrices. Il y estime que les changements constitutionnels que souhaitent les militants du RP (l'AKP n'a pas encore été fondé) sont non seulement compatibles avec les réformes exigées par l'UE, mais même que celle-ci est en réalité le seul instrument possible pour arriver à un État de droit en Turquie¹²⁹. Beril Dedeoğlu, professeur de relations internationales à l'université de Galatasaray et qui a été brièvement, en 2015, ministre des Affaires européennes, estime que deux personnalités, au sein de l'AKP, ont particulièrement contribué à orienter le mouvement en faveur de l'UE : en plus de Yaşar Yakış, elle cite Ali Babacan, qui sera nommé ministre de l'Économie en 2003 et négociateur en chef avec l'UE en 2005¹³⁰.

Pour comprendre la rapidité du ralliement de la mouvance issue du RP à l'UE, il faut bien avoir en tête un point essentiel : les intellectuels qui inspirent cette mouvance estiment que l'idée d'État-Nation est anachronique. De manière très intéressante, ils ne le justifient pas par une traditionnelle hostilité religieuse au nationalisme, qui fragmenterait la *Oumma*, mais par une analyse moderne du monde, qui met en valeur la constitution tout à la fois de grands ensembles supranationaux et de pouvoirs infra ou intraétatiques. En fait, c'est une critique qui se veut contemporaine d'un modèle décrit comme vieillissant et hérité de l'Europe du XIX^e siècle¹³¹. Dans le développement de cette idée, un journaliste influent doit être cité : Cengiz Çandar. Personnalité atypique, anciennement proche de Turgut Özal, il se définit volontiers comme un ottomaniste, voyant la période ottomane comme source d'inspiration¹³². Ses écrits révèlent une

¹²⁷ DAĞÇI SAKARYA Zerrin, EHRAN Çağrı, GENÇ Özlem (dir). *Siyasi partilerin Avrupa Birliği'ne bakışı* [La vision des partis politiques sur l'Union Européenne]. Ankara : Ankara Üniversitesi, 2011, p. 7-17.

¹²⁸ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

¹²⁹ ARINÇ Bülent. « AB Kriterleri ve VIII. Beş Yıllık Plan » [Les critères de l'UE et le 8^e plan quinquennal]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 36, novembre-décembre 2000, p. 1186-1192.

¹³⁰ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

¹³¹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Uluslararası İlişkilerdeki Gerilim Alanları ve 21. Yüzyıl ile İlgili Projeksiyonlar » [Les domaines à tension dans les relations internationales et les projections au sujet du XXI^e siècle]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 19, janvier-février 1998, p. 308-309.

¹³² YAVUZ Hakan. « Değişen Türk Kimliği ve Dış Politika: Neo-Osmanlılığın Yükselişi » [L'identité turque transformée et la politique étrangère : La montée du néo-ottomanisme]. İPÇİOĞLU Mehmet. Osmanlı

personnalité hostile au nationalisme, favorable à des droits élargis pour les Kurdes, par exemple, ou même ouvert à la discussion sur la reconnaissance d'un génocide arménien¹³³. Il n'hésitera pas, ainsi, à décrire Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du PKK, comme un acteur « *Türkiyeli*¹³⁴ » – un terme qui renvoie à l'appartenance à la communauté nationale turque, sans avoir la connotation ethnico-culturelle parfois associée à « *Türk* ». Le cœur de sa pensée politique consiste à remettre en cause l'État-Nation telle qu'il a été pensé au XX^e siècle en Turquie, en dénonçant une vision européenne dépassée, qui constitue notamment un carcan pour les minorités, et voué à disparaître¹³⁵. C'est donc au nom des droits de l'homme et de la modernité qu'est remis en cause le modèle de l'État-Nation kémaliste laïc. Şükrü Sina Gürel, professeur de relations internationales et ancien ministre des Affaires étrangères, estime ainsi (en le déplorant) que l'hostilité au principe d'État-Nation explique le tournant européiste, mais également atlantiste, pris par les cadres du RP lors de la fondation de l'AKP¹³⁶. Son admiration pour l'Empire Ottoman conduit Cengiz Çandar à soutenir une politique étrangère tournée vers cet ancien espace, bien davantage que vers les pays turcophones : « nous sommes turcs, c'est vrai, mais nous sommes des Turcs ottomans. D'après moi Turc ottoman, ça veut dire [...] Bosnien, Tchèque, Albanais, éventuellement musulman ottoman¹³⁷. »

Parmi les intellectuels qui favorisent l'adoption d'une approche pro-américaine, on doit impérativement citer Yalçın Akdoğan, conseiller de Recep Tayyip Erdoğan dès les premiers mois d'existence de l'AKP. On lui donne notamment la popularisation du terme « démocrate-musulman », qui renvoie à la démocratie-chrétienne européenne, pour désigner la mouvance idéologique du parti¹³⁸. En 2004, il publie en particulier un livre consacré à ce qu'il appelle la

Araştırmaları [Recherches Ottomanes] (en ligne). Disponible sur : <http://www.os-ar.com/modules.php?name=Encyclopedia&op=content&tid=501472> (dernière consultation : 1^{er} avril 2018).

¹³³ ÇANDAR Cengiz.

- « 'Soykırım' mıydı? » [Était-ce un 'génocide' ?] *Radikal*, 24 avril 2014.
- « 'Kürdistan': Nereden nereye... » ['Kurdistan' : d'où à où...] *Hürriyet*, 20 novembre 2013.
- « Türkiye'nin Kürt Sorunu » [Le problème kurde de la Turquie]. In ÇAKIR Ruşen. *Rusen Cakir* (en ligne). 2 janvier 2004. Disponible sur : <http://www.rusencakir.com/Turkiyenin-Kurt-Sorunu-11/14> (dernière consultation : 1^{er} avril 2018).

¹³⁴ YÜCEL Müslüm. *Abdullah Öcalan : Amara'dan İmralı'ya* [Abdullah Öcalan : d'Amara à İmralı]. Istanbul : Alfa, 2014, p. 547.

¹³⁵ ÇANDAR Cengiz. « Yirmibirinci Yüzyıl'a Bir Bakış » [Un regard sur le vingt-et-unième siècle]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 19, janvier-février 1998, p. 333-334.

¹³⁶ Entretien avec l'auteur, 29 mars 2018.

¹³⁷ ÇANDAR Cengiz. « Türk dış politikasının değişmeyecek hiç bir hükmü olamaz » [Il ne peut y avoir aucune assertion que la politique étrangère turque ne changera pas]. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Mülakatlarla Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque par les entretiens]. Ankara : USAK, 2010, vol. 2, p. 111.

¹³⁸ JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.*, p. 61.

« démocratie conservatrice¹³⁹ ». Dans cet ouvrage relativement bref, il mentionne à plusieurs reprises la compatibilité idéologique entre les conservateurs américains et les conservateurs turcs. Deux conseillers de Recep Tayyip Erdoğan, pour leur part, vont jouer un rôle essentiel dans la mise en contact des cadres de l'AKP et des néo-conservateurs américains : Cüneyd Zapsu et Egemen Bağış. Ils vont orienter, avant même sa victoire électorale, le parti vers une approche diplomatique favorable à la coopération avec Washington¹⁴⁰ – avant que la question de l'Irak, en 2003, n'affaiblisse cette tendance.

2.3.2.2. Le concept de *soft power* et son intégration à la doctrine de l'AKP

C'est au professeur de relations internationales Joseph Samuel Nye, théoricien de l'institutionnalisme néo-libéral (une approche de la politique étrangère accordant une importance spécifique aux acteurs non-étatiques) que l'on doit la popularisation du concept de *soft power*. En 1992, dans un ouvrage consacré à la politique étrangère américaine, il définit ainsi cette expression comme la capacité d'un État à « dresser l'ordre du jour politique d'une manière qui modèlera les préférences exprimées par les autres, [en s'appuyant sur] des ressources intangibles telles que la culture, l'idéologie, les institutions¹⁴¹ ». Cette capacité, particulièrement par les États-Unis, découle de « l'attrait culturel et idéologique, ou encore les règlements et institutions des divers régimes internationaux¹⁴² ». Si cette notion va rapidement être popularisée dans les études de relations internationales, elle n'est pas évoquée par Ahmet Davutoğlu ou les autres penseurs de l'AKP jusqu'au début des années 2000. Il est toutefois possible d'en retrouver les prémisses dans certaines de leurs interventions : par exemple, Abdullah Gül, dans un article de 1998, réagit au développement d'internet. Il y voit l'ouverture d'une nouvelle sphère défiant l'État « jacobin et démocratique¹⁴³ ». On retrouve là une idée

¹³⁹ AKDOĞAN Yalçın. *AK Parti ve Muhafazakâr Demokrasi* [L'AKP et la démocratie conservatrice]. Istanbul : Alfa, 2004.

¹⁴⁰ UZGEL İlhan. « ABD ve NATO'yla ilişkiler » [Les relations avec les USA et l'OTAN]. In ORAN Baskın (dir.). *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar* [La politique étrangère turque : Phénomènes, documents et commentaires de la guerre d'indépendance à nos jours]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2013, vol. 3, p. 259.

¹⁴¹ NYE Joseph Samuel. *Le leadership américain : Quand les règles du jeu changent*. Nancy : Presses universitaires de Nancy, 1992, p. 29.

¹⁴² *Ibid.*, p. 173.

¹⁴³ GÜL Abdullah. « Bilgi Toplumu ve Türkiye ya da Jakobenizmin Önlenemez Yıkılışı » [La société de l'information et la Turquie ou l'inévitable désintégration du jacobinisme]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 19, janvier-février 1998, p 174-175.

développée par Joseph Nye dans son œuvre, à savoir le rôle croissant d'acteurs non-étatiques, qui participent activement au *soft power* d'un pays.

Il faut attendre 2008, toutefois, pour que le *soft power* se voit intégré au discours officiel turc, via un article fameux d'Ahmet Davutoğlu¹⁴⁴ qui pose les bases de la doctrine qui va être adoptée dans les années suivantes. En décembre 2009, c'est Cengiz Çandar qui développe, pour le centre de recherche pro-gouvernemental SETA, une analyse relative au « *soft power* turc », présenté comme une clé de la réussite du pays dans un environnement multipolaire¹⁴⁵. Puis, en 2011, İbrahim Kalın, conseiller du Premier ministre, lui consacre à son tour un article¹⁴⁶. Pour décrire ce concept tel qu'il va être mis en application par la Turquie, Gérard Groc évoque « la capacité d'un pays à influencer pacifiquement sur des voisins, sur un espace de proximité, fort du potentiel dont il témoigne, des implications de ses bonnes décisions, de la dynamisation qu'il incarne et de la confiance qu'il sait inspirer¹⁴⁷ ». Dans la pratique, néanmoins, il est intéressant de noter que la politique économique, que Joseph Nye intègre dans le *hard power*, à savoir les instruments de puissance traditionnels d'un État, va parfois se voir associé au *soft power* turc ; Beril Dedeoğlu, professeur de relations internationales, l'explique par une interprétation extensive du terme, qui englobe l'ensemble des éléments de puissance ne relevant pas de la coercition directe¹⁴⁸.

* * *

Lorsque l'AKP arrive au pouvoir en 2002, les influences auxquelles sa politique étrangère se voit soumise sont donc très diversifiées. L'héritage du nationalisme turc est toujours présent ; les visions islamiste et eurasiste, si elles ont pu influencer des membres du parti, ne se retrouvent guère dans la vision stratégique et diplomatique qu'il développe au cours de son premier

¹⁴⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 86-88.

¹⁴⁵ ÇANDAR Cengiz. « Turkey's "Soft Power" Strategy: A New Vision for a Multi-Polar World ». In SETA (en ligne). Document de travail : Policy Brief n° 38. Décembre 2009. Disponible sur : http://setad.org/wp-content/uploads/2015/05/SETA_Policy_Brief_No_38_Turkeys_Soft_Power_Strategy_Candar.pdf (dernière consultation : 3 janvier 2018).

¹⁴⁶ KALIN İbrahim. « Soft Power and Public Diplomacy in Turkey ». *Perceptions*, vol. 16, n° 3, automne 2011, p. 5-23.

¹⁴⁷ GROC Gérard. « La doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement ». *Confluences Méditerranée*, n° 83, 4/2012, p. 79.

¹⁴⁸ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

mandat. En revanche, on perçoit bien davantage l'héritage des gouvernements précédents, en particulier ceux de Turgut Özal, ainsi que d'İsmail Cem. Tout en devant composer avec ces éléments le parti s'appuie sur un certain nombre d'intellectuels qui orientent son premier mandat. L'influence d'Ahmet Davutoğlu est déjà tout à fait significative ; elle est toutefois contrebalancée par celle d'autres intellectuels, davantage favorables que lui à l'alliance américaine et à l'intégration européenne. Elle sera par ailleurs enrichie, dans les années 2000, par l'adoption du concept de *soft power* qui jouera un rôle important dans la doctrine.

Chapitre 3. L'expérience d'un premier mandat (2002-2007)

Le premier mandat législatif de l'AKP s'étend du 14 novembre 2002 au 22 juillet 2007 ; en sont issus deux gouvernements : un dirigé par Abdullah Gül (18 novembre 2002-14 mars 2003), puis un dirigé par Recep Tayyip Erdoğan (14 mars 2003-28 août 2007). Cette période occupe une place spécifique dans l'élaboration de la doctrine stratégique et diplomatique du parti. En effet, d'une part, il s'agit de sa première expérience gouvernementale, et les enseignements qu'il en tire faciliteront la construction d'un discours doctrinal cohérent par la suite. D'autre part, ses options sont encore limitées : à l'intérieur, il suscite la méfiance d'une partie de la population, et surtout de grands corps constitués traditionnellement sceptiques à l'égard de l'islamisme politique, tels que la Justice, l'Armée ou l'Enseignement supérieur ; à l'international, il doit convaincre les partenaires de la Turquie que sa diplomatie se distinguera de celle de Necmettin Erbakan, perçue comme hostile aux alliances occidentale et européenne.

Cette période est donc cruciale pour la compréhension du discours qui sera développé à partir de 2007. En elle-même, elle ne débouche pas sur l'élaboration d'une doctrine stratégique et diplomatique cohérente. On pourrait plutôt considérer qu'elle marque l'élaboration d'une « proto-doctrine » : en effet, on y retrouve déjà quelques-unes des pratiques qui seront théorisées dans le discours public à partir de 2007 et, davantage encore, de 2009. Mais on y observe aussi des choix diplomatiques qui ne seront pas poursuivis, ou plutôt le seront de manière beaucoup moins significative, au cours des mandats suivants.

Il n'est pas question ici de revenir en détail sur l'ensemble de la politique étrangère mise en œuvre par la Turquie de 2002 à 2007. On doit toutefois en rappeler, en préalable, les grandes lignes. Dès son arrivée au pouvoir, l'AKP approfondit le processus d'intégration à l'UE jusqu'à l'ouverture officielle des négociations d'adhésion en octobre 2005. Parallèlement, il s'empare d'un des gros dossiers de désaccords avec ses partenaires européens, la question chypriote, qu'il tente de résoudre en acceptant un plan de réunification – le plan Annan – que les Chypriotes grecs refuseront par référendum en avril 2004. La Turquie de l'AKP maintient de bonnes relations avec les États-Unis, malgré le refus de l'Assemblée Nationale d'autoriser le passage des troupes américaines par son territoire (1^{er} mars 2003) pour attaquer l'Irak, et plusieurs crises relatives à ce conflit. Au Moyen-Orient, le pays intensifie ses relations avec les pays arabes – non sans quelques premières tensions avec Israël. Il s'ouvre également aux pays émergents, en particulier en Afrique et en Asie. Le présent chapitre ne se propose pas d'approfondir toutes ces

orientations – ce qui a été fait dans de nombreuses publications de qualité¹ – mais de les interpréter comme expériences participant à la construction de la doctrine de l’AKP.

Pour cela, il convient de rappeler, en premier lieu, que tous ces choix s’inscrivent dans un contexte politique donné : l’AKP cherche à donner l’image d’un acteur gouvernemental compétent, et la politique étrangère est un outil de légitimation efficace pour cela. On se penchera ensuite sur le principal axe doctrinal de cette période, qui est la recherche d’une alternative à la vision sécuritaire de la diplomatie, en vue de rassurer les partenaires étrangers et de réduire le poids de l’armée dans la prise de décision. Enfin, on peut s’intéresser à certaines pratiques (activisme diplomatique, ouverture aux grands pôles régionaux) qui deviendront par la suite des éléments essentiels de la doctrine stratégique et diplomatique de l’AKP.

3.1. La politique étrangère comme instrument de légitimation interne

Les années 2002-2007 voient apparaître très tôt un élément qui sera un des marqueurs de la politique étrangère de l’AKP : son utilisation comme outil de légitimation interne. En d’autres termes, elle sera mobilisée vis-à-vis de l’opinion publique pour renforcer le soutien dont peut jouir le parti. Avec une spécificité dans ce premier mandat : cette recherche de légitimité par la politique étrangère ne s’adressera pas tant au cœur électoral de l’AKP qu’à l’ensemble de la société, avec la recherche de politiques consensuelles. Cela s’explique par la faible marge de manœuvre du parti, qui choisira alors, stratégiquement, de prendre des orientations soutenues par la majorité de la société civile turque. L’exemple le plus emblématique de cette stratégie est le choix de relancer le processus d’intégration à l’UE.

¹ À titre indicatif, on peut mentionner quelques ouvrages collectifs divisés en chapitres dont chacun se penche sur l’évolution des rapports bilatéraux avec un ou plusieurs États partenaires. Pour se limiter aux publications francophones et anglophones, on citera ainsi les livres dirigés par Firouzeh Nahavandi (2012), et par Hüseyin İşıksal et Ozan Örmeci (2015), référencés dans la bibliographie de cette thèse.

3.1.1. Une marge de manœuvre limitée par le contexte institutionnel

L'arrivée au pouvoir de l'AKP se fait dans un contexte intérieur particulier. Certes, le parti sort largement vainqueur des élections législatives anticipées de novembre 2002, en remportant 363 députés sur 550 à l'Assemblée Nationale. Mais il suscite la méfiance, voire l'hostilité radicale, d'une fraction de l'opposition. Celle-ci, qui se définit comme « kémaliste », est particulièrement attachée à l'idée de laïcité. Or, elle redoute que l'AKP, malgré ses discours d'apaisement, n'ait le projet de remettre en cause, à long terme, ce principe. Une autre crainte, plus diffuse, mais présente en particulier dans les milieux nationalistes laïcs, est que le parti fasse des concessions aux autonomistes kurdes. S'ils n'ont pas de majorité électorale, ces mouvements d'opinions sont bien représentés au sein de plusieurs structures puissantes.

L'institution la plus menaçante pour l'AKP est celle de l'Armée. En 2002, elle dispose encore d'un véritable droit de regard sur l'ensemble des questions considérées comme sensibles, *via* le Conseil de Sécurité Nationale². Certes, les prérogatives de ce dernier ont été légèrement atténuées par la réforme constitutionnelle de 2001. Mais il y a un contexte plus général. Lorsque l'AKP arrive au pouvoir, cela ne fait même pas six ans que le gouvernement de Necmettin Erbakan a été obligé, d'abord d'adopter une série de mesure allant à l'encontre de son programme, puis de démissionner, sous la pression des militaires. Pour l'AKP, dont les cadres sont en partie issus du RP, voire pour certains (comme Abdullah Gül, qui devient Premier ministre en 2002 puis ministre des Affaires étrangères en 2003) de son gouvernement, cet incident demeure un traumatisme fondateur. En d'autres termes, le parti tient absolument à éviter une redite de ces évènements. Cela implique de ne pas se confronter directement à l'Armée, et de ne prendre aucune décision qui pourrait permettre à celle-ci de justifier un nouveau coup de force.

Une autre institution, moins menaçante dans l'absolu mais disposant d'une capacité concrète de blocage plus importante, est la présidence de la République. En effet, bien qu'il joue un rôle secondaire par rapport au Premier ministre, le président de la République peut retarder l'adoption d'une mesure. Or, de 2002 à 2007, le tenant du poste est Necdet Ahmet Sezer, qui n'est pas issu du parti AKP, et qui s'est distingué dans le passé, comme président de la Cour Constitutionnelle, par son opposition au RP. Certes, l'équilibre institutionnel est tel que le président de la République ne peut imposer ses options au gouvernement, même en matière de

² Sur les origines, les prérogatives et les évolutions de cette institution, se reporter au chapitre 1 de la présente thèse.

politique étrangère. En revanche, tant par sa capacité de blocage que par son autorité morale, il rend très difficile l'adoption d'une politique stratégique et diplomatique qui irait radicalement à l'encontre de celle menée jusqu'à présent.

Enfin, une troisième institution se révèle particulièrement menaçante pour l'AKP : la Justice. Plusieurs cadres du parti ont déjà été condamnés dans le passé – notamment Recep Tayyip Erdoğan. L'institution judiciaire est aussi à l'origine de l'interdiction de nombreux partis d'inspiration islamique ; c'est ainsi qu'alors même qu'il purgeait sa peine de prison, en 1999, Recep Tayyip Erdoğan a pu assister au procès lancé contre le Parti de la Vertu [Fazilet Partisi, FP] par le procureur de la Cour de Cassation, Vural Savaş³ – le mouvement sera finalement dissous en 2001 par la Cour Constitutionnelle. La crainte d'une intervention similaire est alors très marquée chez les cadres de l'AKP.

Au-delà de ces préoccupations sécuritaires immédiates, le parti a bien entendu tout intérêt à conserver à ses côtés la vaste coalition qui lui a permis de remporter les élections législatives. Or, il se trouve que le contexte général de l'après-guerre froide implique du reste une plus grande imbrication entre les politiques étrangère et intérieure des États, et celle-ci se fait particulièrement ressentir en Turquie, où émerge une opinion publique de plus en plus sensible aux questions internationales⁴. Et l'électorat de l'AKP dépasse largement l'électorat classique des mouvements islamistes, intégrant des libéraux espérant une approche économique plus efficace, des militants culturels kurdes espérant un assouplissement des lois centralisatrices, ou des démocrates voyant dans le parti un espoir de démocratisation du pays⁵. Pour consolider cette base électorale, l'AKP doit réussir à mener une politique qui fasse consensus. Les orientations diplomatiques qu'il va choisir de suivre s'inscrivent pleinement dans cet objectif.

³ - ANCIAUX Robert. « Islam et politique en Turquie ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Mouvements islamistes et politique*. Paris : L'Harmattan, 2009, p. 41.

- CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Erdoğan : Nouveau père de la Turquie ?* Paris : François Bourin, 2016, p. 173.

⁴ KALAYCIOĞLU Ersin. « Yeni Dünya Düzeni ve Türk Dış Politikası » [La douzaine de nouveaux mondes et la politique étrangère turque]. In SÖNMEZOĞLU Faruk (dir.). *Türk Dış Politikasının Analizi* [Analyse de la politique étrangère turque]. Istanbul : Der Yayınları, 1998, p. 636.

⁵ Mustafa Görkem Doğan, entretien avec l'auteur, 24 mai 2018.

3.1.2. La politique étrangère comme élément de stratégie interne : l'exemple du processus européen

L'activisme de l'AKP dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE est très certainement le meilleur exemple, durant ce premier mandat, d'un choix diplomatique motivé par des considérations de politique intérieure⁶. Le parti choisit de s'engager dans ce dossier car il sait qu'ainsi, il rencontrera l'adhésion d'une fraction conséquente de la société civile turque. Et effectivement, il apparaît assez vite que la question européenne sera l'un des principaux motifs de soutien à l'AKP durant ce mandat. On a ici l'exemple d'une orientation diplomatique qui semble relever davantage de la stratégie interne que de l'idéologie. Sa vocation est double : il s'agit tout à la fois d'obtenir le soutien de la frange de la société civile favorable à l'adhésion à l'UE et, dans le même temps, au nom même de ce processus, d'entamer des réformes démocratiques permettant de limiter le poids des institutions non élues – notamment l'Armée – et donc de réduire leur capacité de pression sur le gouvernement.

3.1.2.1. Une stratégie de légitimation par une orientation consensuelle

Les années 2000, en particulier dans leur première moitié, se caractérisent par un soutien vaste de l'opinion publique turque à l'adhésion à l'UE. Celle-ci est perçue comme l'aboutissement logique d'un processus de longue haleine, entamé en 1959 avec la première demande turque d'association à la CEE – concrétisée en 1963. Et malgré un premier refus européen à la demande d'adhésion d'Ankara, en 1989, l'accord douanier signé en 1995 a relancé les espérances quant à une future adhésion. Surtout, au Conseil Européen d'Helsinki, en 1999, la Turquie se voit reconnaître le statut de pays-candidat à part entière, un partenariat pour l'adhésion étant conclu en décembre 2000. C'est donc dans un climat d'optimisme sur la question européenne que l'AKP prend la direction du pays.

Les enquêtes d'opinion de l'époque montrent un soutien à la fois constant et important de la population turque au processus d'adhésion⁷. Ce soutien rassemble près de deux tiers de la population (71% en 1999, 59% en 2001, 65% en 2002). Si l'analyse plus détaillée de ces

⁶ Pour identifier les principales figures à l'origine du tournant pro-européen de l'AKP, nous renvoyons au chapitre précédent de cette étude.

⁷ MONCEAU Nicolas. « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et l'opinion publique turque ». CEMOTI, n° 36, juillet-décembre 2003, p. 63-90. Les chiffres donnés dans ce paragraphe sont issus des enquêtes Eurobaromètre citées par cet article.

enquêtes révèle que les Turcs conservent un fort attachement national et craignent certains compromis nécessaires à l'adhésion⁸, il n'en reste pas moins que l'opinion publique apparaît alors fortement europhile, et en tout cas que les eurosceptiques y sont minoritaires (7% d'opposants à l'adhésion en 1999, 14% en 2001, 13% en automne 2002). Il faut noter par ailleurs que le processus d'adhésion est alors un héritage des gouvernements, assez variés, qui se sont succédé à la tête du pays. Le partenariat pour l'adhésion a été négocié par Bülent Ecevit et İsmail Cem, qui se réclament de l'héritage kémaliste. L'accord douanier a été négocié par Tansu Çiller, à la tête d'une coalition associant le DYP conservateur (mais laïc) et le Parti Social-Démocrate Populaire [*Sosyaldemokrat Halk Partisi*, SHP]. La première demande d'adhésion avait été par ailleurs initiée par Turgut Özal. Ainsi, dans les années 1990, les partis se succédant à la tête du pays se sont montrés partisans du processus d'adhésion, à l'exception notable du RP de Necmettin Erbakan, qui n'a cependant pas remis en cause l'accord douanier durant son mandat (1996-1997). Il apparaît ainsi que la question de l'adhésion européenne n'est pas seulement un élément – relativement – consensuel au sein de la société turque, mais aussi et surtout qu'il l'est au sein de secteurs d'opinion distincts de la mouvance islamiste. Et ce n'est pas seulement un thème porteur auprès de l'électorat, mais aussi auprès du personnel politique et diplomatique traditionnel, avec lequel l'AKP, nouveau venu aux commandes du pays, est nécessairement amené à travailler au cours de son premier mandat.

Dès lors se pose la question de l'opportunité : quel rôle la conjoncture a-t-elle joué dans le choix de l'AKP de s'emparer du dossier européen ? Beril Dedeoğlu, qui été ministre des Affaires européennes dans un gouvernement de coalition en 2015, estime ainsi que le choix de l'AKP s'est inscrit dans un processus circonstanciel donné⁹. Face à la relance des négociations d'adhésion et au soutien de l'opinion publique à ces dernières, tout parti arrivant au pouvoir se trouvait face à l'alternative suivante : ne pas poursuivre le processus, sans pour autant le remettre en cause directement ; ou bien se l'approprier et tâcher de l'approfondir. Le second choix permettait à l'AKP de séduire une frange de l'opinion publique plus vaste que son électorat, tout en lui montrant qu'un parti d'inspiration islamique pouvait s'inscrire dans un processus perçu comme moderne et démocratique¹⁰. Il faut également prendre en compte des

⁸ *Ibid.* Voir également YAZMACI Umit. « Les formes intellectuelles de résistance à l'intégration européenne en Turquie ». In DAL Emer Parlar (dir.). *La politique turque en question : Entre imperfections et adaptations*. Paris : L'Harmattan, 2012, p. 109-138.

⁹ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

¹⁰ ARAS İlhan, TEZCAN Ercüment. « Adalet ve Kalkınma Partisi'nde Euroseptisizm: Avrupa Birliği Desteğinin Eleştiriyeye Dönüşümü » [L'eurosepticisme au sein du Parti de la Justice et du Développement : un glissement du soutien à la critique de l'Union Européenne]. *Uluslararası Hukuk ve Politika* [Politique et Droit International], n° 41, 2015, p. 7-10.

conséquences plus indirectes de ce choix : à terme, en effet, les *leaders* de l'AKP estiment également qu'une adhésion à l'UE, ou tout au moins une intégration plus poussée de la Turquie, serait également bénéfique à son économie¹¹. C'est là un point important, car le parti arrive au pouvoir alors que le pays a connu une grave crise économique, et sa réussite dans ce domaine serait donc un atout supplémentaire, susceptible d'élargir son assise électorale.

La question européenne illustre bien l'interconnexion entre les objectifs de politique intérieure de l'AKP et sa doctrine stratégique et diplomatique. On a en effet ici un bon exemple de décision de politique étrangère à destination de la société turque. C'est là un des premiers principes sur lesquels s'est élaborée la doctrine du parti, et que l'on pourra voir mis en application dans de nombreux dossiers de politique étrangère ou stratégique. Encore faut-il se garder de toute caricature. Le choix de poursuivre et d'approfondir le processus d'adhésion à l'UE est certes lié à un besoin de légitimation interne, mais cette motivation n'est pas la seule à compter. Dès cette époque s'affirme un autre aspect, qui mêle très étroitement les considérations stratégiques internationales et intérieures, reposant sur la nécessité de sortir d'une approche sécuritaire, considérée par l'AKP comme une limitation à son pouvoir interne aussi bien qu'au potentiel turc vis-à-vis de l'extérieur.

3.1.2.2. La démocratisation au nom de l'idéal européen

La question des libertés fondamentales et des droits de l'homme est traditionnellement, depuis les années 1990, la principale pierre d'achoppement sur laquelle vient buter la candidature turque à l'organisation européenne. C'est là un élément essentiel à retenir, car il en découle que toute relance de la tentative d'adhésion, pour arriver à des résultats tangibles, doit régler ces difficultés. Il n'entre pas dans le sujet de cette étude d'analyser l'ensemble des demandes de Bruxelles, non plus que le détail des réformes démocratiques adoptées par l'AKP pour y répondre, de 2002 à 2004¹². Il s'agit davantage de se focaliser sur les éléments de réforme qui

¹¹ MARSILI Carlo. « Politica estera turca : fuori dall'isolamento ? » ISPI (en ligne). 5 juin 2015. Disponible sur : <http://www.ispionline.it/it/pubblicazione/politica-estera-turca-fuori-dallisolamento-13425> (dernière consultation : 12 octobre 2017).

¹² On peut se référer sur ce sujet, entre autres, à :

- BOZDEMIR Michel. *La marche turque vers l'Europe*. Paris : Karthala, 2005.
- ÇAĞAPTAY Soner. « European Union Reforms Diminish the Role of the Turkish Military: Ankara Knocking on Brussels' Door ». The Washington Institute (en ligne). 12 août 2003. Disponible sur : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/european-union-reforms-diminish-the-role-of-the-turkish-military-ankara-kno> (dernière consultation : 12 novembre 2018).

entrent manifestement dans le cadre d'une stratégie visant à assurer la pérennité de son gouvernement ; en limitant formellement le pouvoir d'instances hostiles comme l'Armée, mais aussi en coopérant avec les institutions européennes pour obtenir leur soutien.

Il est important de rappeler que les réformes démocratiques en vue de l'adhésion européenne, y compris celles relatives à l'Armée, ne commencent pas avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP. C'est en 2001 que sont lancées les premières réformes d'ampleur, instituant « un cadre de protection des droits et libertés qui se rapproche de l'Europe¹³ » et surtout une première réforme du Conseil de Sécurité Nationale où les civils deviennent majoritaires. Ainsi, lorsque l'AKP décide de poursuivre ces réformes, il ne s'agit pas à proprement parler d'une rupture avec le précédent gouvernement, mais plutôt d'un approfondissement de son travail. De 2002 à 2004, de nouvelles mesures, rassemblées dans ce que l'on appelle des « paquets de réformes », sont adoptées en vue de satisfaire les critères préalables nécessaires à l'adhésion à l'UE et élaborés par le Conseil Européen au sommet de Copenhague de 1993 – dits « critères de Copenhague¹⁴ ». De 2002 à 2004, ce sont ainsi huit « paquets de réformes » qui sont adoptés, accompagnés de deux changements constitutionnels¹⁵. À deux reprises, l'Armée se voit affaiblie par ces réformes qui réduisent ses attributions et sa capacité à faire pression sur le gouvernement civil. La première, en juillet 2003¹⁶, limite le rôle du Conseil de Sécurité Nationale et espace ses réunions. La deuxième, en mai 2004, se traduit par un changement constitutionnel qui supprime notamment les tribunaux de sûreté de l'État, une institution redoutable établie en 1980 et par laquelle l'Armée pouvait juger les individus accusés de crime contre l'État¹⁷. Parallèlement, les représentants militaires au sein du Haut Conseil de l'Éducation [*Yüksek Öğretim Kurumu*, YÖK] et du Conseil Supérieur de la Radio et de la Télévision [*Radio Televizyon Üst Kurumu*, RTÜK] sont supprimés, et la possibilité des cours militaires de juger les citoyens critiquant

- HOCHLEITNER Erich. « The Political Criteria of Copenhagen and their application to Turkey ». Austrian Institute for European Security Policy (en ligne). Document de travail. Août 2005. Disponible sur : <https://www.aies.at/download/2005/hochleitner4.pdf> (dernière consultation : 13 juillet 2018).

- INSEL Ahmet. « Réformes ou révolution ? » *Outre-Terre*, n° 10, janvier 2005, p. 119-124.

- MARCOU Jean. « État et État de droit en Turquie ». *Pouvoirs*, n° 115, novembre 2005, p. 25-40.

¹³ BALANS Jean-Louis. « Armée et politique en Turquie ou la démocratie hypothéquée ». *Pouvoirs*, n° 115, novembre 2005, p. 69.

¹⁴ AMAR Laurent. « Les étapes et les enjeux de la candidature à l'Union européenne ». *Questions Internationales*, n° 12, mars-avril 2005, p. 24-26.

¹⁵ BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : ALFA, 2017, p. 300.

¹⁶ Pour le détail de cette réforme, voir la deuxième section du chapitre 1 de cette thèse, et particulièrement sa sous-section consacrée au Conseil de Sécurité Nationale.

¹⁷ CIZRE Ümit. « Ideology, context and interest : the Turkish military ». In KASABA Reşat (dir.). *The Cambridge History of Turkey : Turkey in the Modern World*. Cambridge : Cambridge University Press, vol. 4, p. 322.

l'Armée est réduite¹⁸. Or, si ces éléments s'inscrivent clairement dans les critères de Copenhague, qui exigent la fin des règles d'exception dont jouit l'institution, ils profitent également aux objectifs de politique interne de l'AKP. En premier lieu, ils limitent le poids des militaires dans la prise de décision sur les sujets considérés comme stratégiques – en particulier, le Conseil de Sécurité Nationale voit son rôle très atténué, et désormais contrôlé majoritairement par des civils. Par ailleurs, ils restreignent les possibilités éventuelles de poursuites contre des cadres de l'AKP qui seraient perçus comme hostiles à l'institution militaire. Enfin, la disparition des représentants de l'Armée dans les conseils éducatif et télévisuel limite l'influence de l'institution sur l'opinion publique et, à l'inverse, ouvre potentiellement la voie à une influence plus grande des conservateurs au sein de ces organes stratégiques.

Les réformes adoptées permettent à la Turquie de se rapprocher des critères de Copenhague. De plus, la Commission Européenne salue les efforts turcs pour résoudre la crise chypriote¹⁹. En conséquence, le Conseil Européen accepte l'ouverture des négociations d'adhésion le 3 octobre 2005. Pour l'AKP, c'est un succès de taille, en particulier sur le plan symbolique. En effet, aucun gouvernement turc n'était jusqu'à présent parvenu à une telle étape. À la limitation effective du rôle des militaires dans la vie publique s'ajoute, d'un point de vue de stratégie intérieure, un succès pour l'image du parti qui a réussi à se conformer aux critères de Copenhague et à obtenir ce qui avait été refusé à Turgut Özal. Mais il est intéressant de noter l'émergence dans le même temps d'un autre phénomène : une inversion progressive de polarité entre l'AKP et l'opposition politique (essentiellement regroupée, à l'époque, autour des partis CHP et MHP, les partis kurdes formant une force à part). De manière très significative s'opère un retournement des clivages. Dans les années 1990, l'ambition européenne était assimilée aux partis classiques, qui se réclamaient de l'héritage kémaliste ou d'un libéralisme conservateur mais laïc, tandis que la mouvance islamiste était traditionnellement hostile à une telle idée²⁰. Or, les années 2000 voient, en réaction aux succès européens de l'AKP, monter un fort euroscepticisme au sein des partis de l'opposition²¹. Le chercheur Ümit Yazmacı, de l'université de Marmara, a développé une stimulante analyse de cette conversion progressive

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Voir section 2 du présent chapitre.

²⁰ ÖZDEMİR Haluk. « Rasyonel bir politika aracı olarak Türkiye-AB ilişkileri ve üyelik sürecinin anlamı » [Le sens du processus d'adhésion et des relations Turquie-UE comme instrument d'une politique rationnelle]. In DEMİRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Stratejik Derinlikte Savrulan Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque se dissipant dans la profondeur stratégique]. Ankara : Kripto, 2016, p. 42-43.

²¹ *Ibid.*

des forces se réclamant du kémalisme laïc à un « national-souverainisme à la turca²² », qu'il qualifie d'« *ulusalcılık* ». Il estime que ce courant de pensée, puissant au sein des partis CHP et MHP, a interprété le processus d'eupéanisation enclenché par l'AKP comme une tentative de « dékémalisation²³ », les critères de Copenhague apparaissant comme incompatibles avec le kémalisme²⁴. Cette opposition ne s'exprime pas tant par les dirigeants des partis politiques – qui officiellement continuent leur soutien au processus – que par la voix d'intellectuels et de *leaders* d'opinion qui en sont proches. Mais cette hostilité, assez logiquement, s'exprime également au sein de l'Armée. Tentée par une option associant étroitement sécularisation et occidentalisation, celle-ci a beaucoup de mal dans les premières années à appréhender la politique pro-européenne de l'AKP²⁵. Toutefois, l'institution militaire a conservé en son sein certains réflexes eurosceptiques, qui s'accroissent nettement dans les années 2000 : le soutien de l'UE à l'AKP, ses critiques contre le rôle de l'Armée et les positions turques à Chypre ainsi que ses demandes de libéralisation politique (y compris sur la question kurde) agacent les militaires, au sein desquels se développe alors un discours accusant les Européens de soutenir l'AKP pour favoriser une éventuelle partition du pays²⁶. Un nom, en particulier, émerge à cette époque, celui de Suat İlhan. Cet ancien officier supérieur, chargé de la géostratégie au sein de l'Académie de Sécurité nationale [*Milli Güvenlik Akademisi*] devient l'un des grands noms du souverainisme turc. S'il est essentiellement connu pour son ouvrage *Türk Olmak Zordur*²⁷, où il expose ses grandes conceptions géopolitiques proches de l'eurasisme, il exprime dès les années 2000 son opposition au processus européen. L'un de ses principaux arguments est la menace que celui-ci fait peser selon lui sur l'héritage kémaliste²⁸. On constate, du reste, que les enquêtes d'opinion semblent indiquer les mêmes tendances au sein de l'électorat : une enquête parue en 2007 montre ainsi que si les électeurs de l'AKP sont favorables à 47% à l'entrée dans l'UE, ce n'est le cas que de 42% de ceux du CHP et 44% de ceux du MHP²⁹. Si l'écart n'est

²² YAZMACI Umit. *Op. cit.*, p. 118.

²³ *Ibid.*, p. 120.

²⁴ *Ibid.*, p. 124.

²⁵ ESKİİZMİRLİLER Handan Soğuk. « L'armée turque en tant qu'acteur politique face à l'Union Européenne ». In KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010, p. 135.

²⁶ *Ibid.*, p. 135-137.

²⁷ İLHAN Suat. *Türk olmak zordur* [Il est dur d'être turc]. Istanbul : Alfa, 2009. Pour une recension détaillée de cet ouvrage, les lecteurs francophones pourront se reporter à : JOSSERAN Tancrede. « Turquie. S. İlhan, 'Il est dur d'être turc' : Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste ». VERLUISE Pierre. Diploweb (en ligne). 21 mars 2012. Disponible sur : <https://www.diploweb.com/Turquie-S-Ilhan-II-est-dur-d-etre.html> (dernière consultation : 18 novembre 2017).

²⁸ İLHAN Suat. *Avrupa Birliği Üyeliği Atatürkçülüğün Sonudur* [L'adhésion à l'Union Européenne est la fin de l'ataturquisme]. Ankara : Sağlık-İş Yayınları, 2003.

²⁹ CAUTRÈS Bruno, MONCEAU Nicolas. *La Turquie en Europe : L'opinion des Européens et des Turcs*. Paris : Presses de Sciences-Po, 2011, p. 115.

pas très important, il montre cependant une nette évolution par rapport à l'époque où la frange islamo-conservatrice de la société était la plus réticente au processus d'adhésion.

Or, cette inversion des clivages joue un rôle crucial pour l'AKP, car elle change dès lors l'image du parti auprès de ses partenaires européens. Désormais, il est perçu comme un mouvement capable de réformer le pays dans un sens démocratique et de se rapprocher de l'UE, alors que les partis d'opposition apparaissent au contraire comme figés dans une posture conservatrice et nationaliste. On touche là de près une autre politique que l'AKP va développer au début des années 2000 : assouplir son image auprès des partenaires étrangers. L'exemple européen illustre la façon dont la politique étrangère a pu être utilisée par comme instrument de politique intérieure. Or, ce n'est pas seulement auprès de son opinion publique, mais aussi auprès des pays alliés et voisins, que le parti cherche à conforter sa légitimité.

3.2. Rassurer les partenaires étrangers, sortir du prisme sécuritaire : un cercle vertueux

La volonté de sortir d'une vision sécuritaire du monde et plus spécifiquement de l'environnement régional est un des points sur lesquels l'action de l'AKP va s'affirmer dès les premières années. Là encore, des enjeux de politique intérieure se retrouvent, puisque le parti estime que ce prisme sécuritaire favorise le contrôle du pouvoir civil par l'Armée, qui peut bloquer son action sur des dossiers considérés comme sensibles ; mais il y a aussi des considérations de politique extérieure, cette situation étant vue comme néfaste pour les intérêts turcs.

3.2.1. L'analyse de l'AKP sur l'affaiblissement du pouvoir civil par une vision stratégique et diplomatique essentiellement sécuritaire

Les stratèges de l'AKP ont bien conscience de la mentalité en vogue dans les sphères liées à la sécurité. La fin de la guerre froide et les années 1990, avec leurs nouvelles menaces, ont amené la Turquie à se voir en situation de défense. L'idée d'un État encerclé d'adversaires, et potentiellement affaibli par des ennemis internes, conduit à la prévalence du militaire et à la

paralyse du pouvoir civil. C'est un cercle vicieux, car en contrepartie, elle enserre le pays dans un corset sécuritaire qui nuit à ses relations avec son environnement régional.

3.2.1.1. La théorie des « deux guerres et demi », où l'appréhension sécuritaire de l'environnement régional

Un retour dans les années 1990 est utile pour rappeler la mentalité stratégique alors en vigueur en Turquie. La fin de la guerre froide a rebattu les cartes et permis l'émergence de nouveaux équilibres dans le Caucase aussi bien que dans les Balkans. Parallèlement, la première intervention américaine en Irak – soutenue par Ankara – et les tensions croissantes avec la Syrie ont aussi détérioré la situation sécuritaire à la frontière sud du pays. En 1996, dans un article qui aura une certaine influence³⁰, Şükrü Elekdağ, un diplomate affilié au CHP, expose sa théorie des « deux guerres et demi ». Il y estime que Chypre pourrait être un poste clé pour une potentielle attaque grecque ; celle-ci pourrait s'accompagner d'une offensive syrienne, Damas étant un allié traditionnel d'Athènes ; surtout, à ces deux guerres viendrait s'ajouter un soulèvement kurde dans le sud-ouest, le PKK étant alors soutenu par Damas. À cela s'ajoute une menace potentielle, quoique plus lointaine, représentée par la Russie, et l'idée que la Turquie ne peut pas compter sur l'OTAN pour sa protection. Certes, il ne faut pas surestimer l'impact de la théorie des « deux guerres et demi ». D'une part, les changements fréquents de gouvernement à l'époque ne favorisent pas l'adoption d'une stratégie de long terme inspirée de cette théorie. D'autre part et surtout, comme l'explique Uğur Kaya, dès 1999, l'arrestation d'Abdullah Öcalan, chef du PKK, la réconciliation avec la Syrie via l'accord d'Adana, et la reconnaissance de la Turquie comme pays-candidat par l'UE atténuent considérablement cette vision conflictualiste³¹.

Aussi la théorie des « deux guerres et demi » n'est-elle pas tant importante pour illustrer la stratégie des gouvernements turcs précurseurs de l'AKP que pour donner un aperçu de l'atmosphère alors en cours dans les cercles stratégiques turcs. D'une part, l'étranger proche est perçu comme un ennemi. En plus de la Syrie et de la Grèce, l'Arménie est en conflit avec Ankara en raison de son occupation du Haut-Karabagh azerbaïdjanais. Les relations avec l'Iran,

³⁰ ELEKDAĞ Şükrü. « 2 1/2 War Strategy ». *Perceptions : Journal of International Affairs*, vol. 1, n° 1, mars-mai 1996, p. 1-11.

³¹ KAYA Uğur. « L'identité stratégique de la Turquie et la transformation des enjeux stratégiques turcs au Moyen-Orient ». In KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?*, p. 29-30.

par ailleurs, bien que correctes, restent marquées par une méfiance réciproque³². D'autre part, il y a alors une très forte crainte de voir les pays ennemis de la Turquie soutenir un soulèvement kurde. En cela, la question kurde n'est pas considérée comme une affaire de politique intérieure mais bien comme une question de survie nationale, étroitement liée à la stratégie défensive du pays face aux menaces étrangères. La combinaison de l'ensemble de ces facteurs aboutit à un prisme sécuritaire dominant ; et lorsqu'AKP arrive au pouvoir, l'Armée a encore la mainmise sur les dossiers stratégiques les plus sensibles.

3.2.1.2. La primauté du militaire sur les affaires jugées sensibles (Chypre, question kurde)

En 2002, l'environnement sécuritaire de la Turquie apparaît moins menaçant qu'au cours des années 1990. Les relations avec la Syrie, l'Irak et la Grèce ont connu une relative amélioration³³. Deux sujets, en revanche, continuent de présenter une menace potentielle pour la sécurité turque : la question chypriote et la question kurde.

Sans faire le détail de la problématique chypriote depuis ses origines, il est néanmoins important, en préalable, de rappeler l'importance stratégique que représente l'île de Chypre pour la Turquie³⁴. Lorsque le pays obtient son indépendance, en 1960, il s'appuie sur un fragile équilibre de type fédéral entre les communautés hellénophone et turcophone. Après de premières tensions en 1964, qui voient la Turquie chercher à intervenir avant d'être sèchement mise en garde par Lyndon Johnson, c'est en 1974 qu'éclate la crise. En réaction au coup d'État suscité par le régime militaire grec à Chypre, régime qui envisage son annexion, la Turquie, en tant que puissance garante du statut chypriote, y envoie des troupes, officiellement chargées de protéger la minorité turcophone. Depuis, l'île est séparée en deux parties ; la partie turcophone a revendiqué son indépendance, sous le nom de République turque de Chypre du Nord en 1983 ; seule la Turquie la reconnaît comme un État souverain. Depuis son intervention, et plus encore le coup d'État de 1980, l'Armée turque a la main haute sur le dossier chypriote ; à travers

³² *Ibid.*, p. 28-29.

³³ Pour les détails de cette politique de règlement des conflits avec les voisins, particulièrement active sous Bülent Ecevit et Ismail Cem, voir le chapitre 2, 2^{ème} sous-partie, 3^{ème} section, de la présente thèse.

³⁴ Pour une approche complète de la question chypriote et des problématiques qui y sont rattachés, on recommandera, au sein de la riche littérature scientifique :

- BOZDÉMIR Michel. « Chypre, entre panhellénisme et panturquisme ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 48-49, 1988, p. 238-249.
- *Idem.* « Chypre, nœud gordien de la Méditerranée orientale ». *Défense Nationale*, n° 462, février 1986, p. 106-114.
- MICHAEL Michàlis, VURAL Yücel (dir.). *Cyprus and the Roadmap for Peace: A Critical Interrogation of the Conflict*. Cheltenham : Edward Elgar, 2018.

notamment le Conseil de Sécurité Nationale, l'institution militaire a imposé aux dirigeants civils de se rallier à une vision conservatrice, consistant à considérer l'indépendance du nord de Chypre comme irréversible et à refuser toute concession sur sa présence militaire dans l'île³⁵. Davantage encore que par la protection des minorités turcophones, le maintien de ce *statu quo* se justifie aux yeux de l'Armée par la haute valeur stratégique accordée à Chypre. L'île présente en effet des avantages géopolitiques considérés comme majeurs³⁶ :

- Elle permet de contrôler les voies maritimes d'évacuation du pétrole moyen-oriental. Elle peut du reste, en cas de crise, permettre de stocker ce pétrole.
- Elle permet de la même manière un contrôle sur l'ensemble de la zone maritime reliant l'Anatolie à l'Afrique, au canal de Suez et au Moyen-Orient.
- Elle est une plate-forme importante pour des forces aériennes.
- Son contrôle garantit au pays qui l'assure un prestige international renforcé, notamment au Moyen-Orient.

À cela s'ajoute la crainte, tout aussi essentielle, d'un encerclement de la Turquie par l'espace maritime grec si Athènes venait à annexer Chypre³⁷. Un autre paramètre doit être pris en compte : l'influence sur l'opinion publique turque et les forces militaires des dirigeants nord-chypriotes, et notamment du président Rauf Denктаş (1967-2005 ; décédé en 2012). Ce dernier s'est en effet régulièrement opposé à des solutions négociées dont il estimait qu'elles avantageaient bien davantage la partie hellénophone que turcophone³⁸. Cette position est partagée, même s'il se veut plus pragmatique, par son fils Serdar Denктаş, ministre des Affaires étrangères nord-chypriote (2003-2006) et surtout leader du Parti Démocrate – Forces Nationales [*Demokrat Parti - Ulusal Güçler*, DPUG], le principal parti conservateur de Chypre du Nord³⁹. Le pouvoir civil a en conséquence peu de prise sur la question chypriote. Ainsi par exemple, durant le mandat de Bülent Ecevit (1999-2002), ce n'est pas le ministère des Affaires étrangères, dirigé par İsmail Cem, qui a la mainmise sur ce dossier, mais bien le ministre d'État

³⁵ BILLION Didier. *La politique extérieure de la Turquie : Une longue quête d'identité*. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 397-400.

³⁶ ERCAN Murat. « Türk Dış Politikasında Kıbrıs » [Chypre dans la politique étrangère turque]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem et al. *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 355-356.

³⁷ Türker Ertürk, entretien avec l'auteur, 1^{er} octobre 2018.

³⁸ NUTALL Chris, SMITH Helena. « Rauf Denktash obituary ». *The Guardian*, 15 janvier 2012.

³⁹ Voir par exemple sa très sévère appréciation des tentatives de négociations entamées dans les années 2000 : DENKTAŞ Serdar. « EU and Turkey versus the Turkish Republic of Northern Cyprus ». ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 2011, p. 55-61.

Şükrü Sina Gürel, proche de la ligne dure des militaires⁴⁰. İsmail Cem rapporte que Bülent Ecevit lui-même, quoiqu'ouvert à des négociations, exigeait en préalable de connaître l'avis de Rauf Denktaş⁴¹. Aussi la situation en 2002 semble-t-elle bloquée : d'une part, c'est une vision très sécuritaire, peu ouverte aux négociations, qui prévaut sur Chypre ; et d'autre part, les militaires ont jusqu'alors toujours réussi à imposer cette vision aux dirigeants civils.

Le deuxième dossier appréhendé sous un angle sécuritaire est la question kurde. Il convient ici de faire un rapide retour historique pour comprendre l'importance que le facteur kurde a pu prendre dans la vision diplomatique et stratégique de Turquie. Les Kurdes parlent une langue cousine du persan, et représentent, selon les estimations, entre 15 et 20% de la population turque (en l'absence de recensement officiel, on doit se fier aux estimations qui tournent habituellement autour de 15 millions⁴²). Minorité transnationale, les Kurdes sont également présents à l'ouest de l'Iran (7 à 9 millions⁴³), au nord-ouest de l'Irak (autour de 7 millions⁴⁴) et au nord de la Syrie (un peu moins de 3 millions⁴⁵). Dès les premières années de la République, des soulèvements se sont produits au sein des populations kurdes de Turquie, à forte coloration identitaire⁴⁶. Mais la fondation du Parti des Travailleurs du Kurdistan [*Partiya Karkerên Kurdistan* en kurde, PKK] en 1984 par Abdullah Öcalan ravive ces tensions. Réclamant l'indépendance (puis l'autonomie) des régions kurdes de Turquie, le PKK choisit de se lancer dans la lutte armée. L'organisation est considérée comme terroriste par Ankara, mais également

⁴⁰ BERTRAND Gilles. « Chypre : Vers la réintégration ou la partition définitive ? Le plan Annan, l'adhésion à l'Union européenne et le futur des relations helléno-turques ». *Cahiers Balkaniques* (en ligne), n° 33/2004, disponible sur : <http://journals.openedition.org/ceb/4571#ftn16> (dernière consultation : 23 janvier 2018).

⁴¹ CEM İsmail. *Türkiye, Avrupa, Avrasya* [La Turquie, l'Europe, l'Eurasie]. Istanbul : Bilgi Üniversite Yayınları, 2004, vol. 1, p. 233.

⁴² La difficulté d'évaluer la proportion précise de Kurdes tient à ce que les recensements ethniques ont cessé en Turquie après 1965. De plus, l'exode rural de nombreux Kurdes ayant rejoint les grandes métropoles, notamment Istanbul, limite les évaluations démographiques qui ne prendraient en compte que la population de la région culturelle que l'on qualifie de kurde. En 2016, le CIA World Factbook donnait un pourcentage de 19% de Kurdes en Turquie (correspondant à peu près à 15,5 millions sur une population 81,26 millions). Ces chiffres sont consultables sur le site officiel, accessible par le lien suivant : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html> (dernière consultation : 15 janvier 2019).

⁴³ En 2010, le géopolitologue Bernard Hourcade, spécialiste de l'Iran, donne le chiffre de 7,1 millions dans son ouvrage *Géopolitique de l'Iran* (Paris : Armand Colin, 2010, p. 26). En 2018, Clément Therme, autre connaisseur de ce pays, évoque pour sa part 10% d'une population de 81,16 millions d'habitants (soit 8,1 millions de Kurdes) : THERME Clément. « Iran ». *Moyen-Orient*, n° 39, juillet-septembre 2018, p. 38.

⁴⁴ Le CIA World Factbook de 2018 estime la population kurde d'Irak de 15 à 20% pour 40,2 millions d'habitants, c'est-à-dire entre 6 et 8 millions. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iz.html> (dernière consultation : 14 janvier 2019). La population du Kurdistan irakien est officiellement de 5,7 millions en 2017, un chiffre probablement en évolution rapide au vu des troubles que la région autonome a connu à ses frontières à partir de 2014.

⁴⁵ - BOZBUĞA Rasim. « Kurdish population in Syria ». Sahipkiran (en ligne). 5 août 2014. Disponible sur : <http://sahipkiran.org/2014/08/05/kurdish-population-in-syria/> (dernière consultation : 14 janvier 2019).

- TRESKA Malo. « Quel avenir pour les Kurdes de Syrie ? » *La Croix*, 26 décembre 2018.

⁴⁶ BOZARSLAN Hamit. « Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 151, juillet 1988, p. 121-136.

par l'UE, les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni ou bien encore l'Australie⁴⁷. Ses actions et la réponse militaire, parfois très violente, de la Turquie, ont attisé un conflit qui aurait fait 30 000 à 50 000 morts⁴⁸. Dans ce contexte, plusieurs éléments ont incité l'Armée turque à considérer la question kurde comme une affaire de sécurité nationale à traiter comme une menace stratégique et diplomatique à part entière :

- La région autonome kurde prévue dans le traité de Sèvres, et régulièrement revendiquée par les militants séparatistes et/ou autonomistes, a favorisé l'établissement d'un lien, dans la pensée stratégique turque, entre autonomisme kurde et velléités étrangères de démembrement de la Turquie.
- Le soutien apporté au PKK par des États étrangers, en particulier l'URSS dans les années 1980⁴⁹, puis la Syrie baasiste dans les années 1990⁵⁰, a renforcé cette vision faisant du séparatisme kurde un instrument des ennemis extérieurs de la Turquie.
- La création par le PKK de mouvements affiliés à l'étranger (PYD syrien, PJAK iranien) donne une dimension internationale au problème ; dans les années 1990, de nombreuses tensions voient le jour entre Ankara et ses voisins syrien et iranien, soupçonnés de servir de base arrière aux miliciens kurdes.

L'AKP arrive cependant au pouvoir dans un contexte où la question kurde connaît une certaine accalmie. Celle-ci est essentiellement due à la capture, en 1999, d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK. Condamné à mort, ce dernier voit sa peine commuée en détention à perpétuité lorsque la Turquie abolit la peine capitale, en août 2002 – soit quelques mois avant la victoire de l'AKP ;

⁴⁷ LUTAUD Bénédicte. « Le PKK, c'est quoi ? » *La Dépêche*, 10 janvier 2013.

⁴⁸ Le chiffre de 40 000 morts est celui que les Turcs, lors des conversations relatives au sujet, évoquent le plus souvent. Il est largement repris par les médias français, comme *Le Monde* (« Le PKK revendique une attaque très meurtrière pour l'armée turque », 6 septembre 2015) ou *Le Figaro* (« Raid du PKK contre une base militaire turque, 5 morts », 30 mars 2018). Toutefois, le sociologue Noah Arjomand remet en cause ce bilan dans un billet publié sur internet, estimant qu'il relève d'une manipulation des chiffres, bien plus compliqués à analyser (ARJOMAND Noah. « Nobody Knows How Many Have Died in the Turkey-PKK Conflict ». *Bullshit.ist* (en ligne). 15 septembre 2016. Disponible sur : <https://bullshit.ist/nobody-knows-how-many-have-died-in-the-turkey-pkk-conflict-c09c49b131ee> (dernière consultation : 13 janvier 2018)). Analyste pour l'International Crisis Group, Berkay Mandracı donne pour sa part une fourchette allant de 30 000 à 40 000 morts (MANDIRACI Berkay. « Turkey's PKK Conflict: The Death Toll ». International Crisis Group (en ligne). 20 juillet 2016. Disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/turkey-s-pkk-conflict-death-toll> (dernière consultation : 13 janvier 2018)). Quant à Robert Olson, professeur d'histoire spécialisé sur le Moyen-Orient, il estime que le nombre de victimes peut être supérieur à 53 000 (OLSON Robert. *The Kurdish Nationalist Movements in Turkey*. Costa Mesa : Mazda, 2011, p. 3).

⁴⁹ BİLGİN Fevzi, SARIHAN Ali. *Understanding Turkey's Kurdish Question*. Washington : Lexington Books, 2013, p. 96.

⁵⁰ KAVALL Allan. « Historique des relations entre la Turquie et la Syrie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : Une histoire accidentée ». Les clés du Moyen-Orient (en ligne). 6 octobre 2011. Disponible sur : <https://www.lescledumoyenorient.com/Historique-des-relations-entre-la-Turquie-et-la-Syrie-depuis-la-fin-de-la.html> (dernière consultation : 13 janvier 2018).

cette dernière mesure a d'ailleurs été prise dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE⁵¹. Toutefois, cette accalmie n'est que relative : si le PKK a subi un rude coup avec la capture de son chef, et si l'accord d'Adana (1999) l'a coupé de sa base arrière syrienne, l'intervention américaine qui se profile en Irak inquiète considérablement l'institution militaire. Celle-ci craint en effet l'instauration dans le nord du pays d'une zone autonome kurde, que le PKK pourrait utiliser comme base arrière ; c'est d'ailleurs l'une des principales raisons de l'opposition turque à la guerre en Irak⁵². Les tribunaux de sûreté de l'État, au nom de la lutte contre le terrorisme, permettent à l'Armée d'établir ses propres jugements. La question kurde est perçue comme une question sécuritaire prioritaire, qui doit être traitée par l'institution militaire et non par les pouvoirs civils.

C'est bien la persistance de cette vision très défensive qui, aux yeux de l'AKP, explique alors la toute-puissance de l'Armée et sa capacité à faire pression sur le pouvoir civil. Inspirés par des penseurs comme Ahmet Davutoğlu, les dirigeants du parti vont faire de la sortie de ce cadre sécuritaire une priorité, y voyant le préalable indispensable à l'affaiblissement du pouvoir militaire.

3.2.1.3. La vision de l'AKP : un corset ne pouvant être desserré que par l'abandon du prisme sécuritaire

L'analyse développée par les cadres de l'AKP part d'une double constatation : d'une part, la vision sécuritaire de son environnement régional entrave l'action diplomatique de la Turquie ; d'autre part, elle favorise le contrôle du pouvoir militaire sur l'action stratégique et diplomatique des gouvernements civils. L'objectif va donc être de renverser cette tendance. L'idée est d'arriver à un cercle vertueux : en cessant de voir son environnement régional sous un prisme sécuritaire, la Turquie assistera à une perte d'influence des militaires sur la conduite de la politique étrangère ; et cette perte d'influence, en retour, facilitera encore les tentatives de résolution des conflits internes et régionaux.

La stratégie adoptée va donc être celle de la négociation, ou plus précisément de la relance de négociations qui, bien souvent, préexistaient à la volonté de résolution, mais n'aboutissaient à

⁵¹ AMAR Laurent. *Op. cit.*, p. 26.

⁵² ALTÜRK Ramazan. *Kürt jeopolitiğinin Türk dış politikasına etkileri* [Les effets de la géopolitique kurde sur la politique étrangère turque]. Istanbul : Belge yayınları, 2014, p. 276.

rien de sérieux⁵³. Dans les premières années de son mandat, l'UE va être pour l'AKP à la fois une opportunité et un soutien : opportunité, car c'est au nom du nécessaire processus d'adhésion que les relations avec Chypre ou, dans une moindre mesure, avec la Grèce, devront connaître une amélioration ; soutien, car Bruxelles va appuyer et encourager les efforts d'Ankara de résolution des conflits bilatéraux. Ces premières négociations vont progresser parallèlement à la réduction du rôle de l'Armée dans la politique étrangère. On peut considérer, ainsi, que le premier mandat de l'AKP, s'il n'est pas marqué par la politique multidirectionnelle et par la coopération régionale qui deviendront ensuite des éléments de la doctrine du parti, amène les conditions nécessaires à leur mise en place. En sortant du prisme sécuritaire, l'AKP va considérablement élargir sa marge de manœuvre interne, tout en permettant, d'autre part, l'approfondissement des relations bilatérales avec un certain nombre de partenaires.

Pour sortir du prisme sécuritaire, le choix qui va être fait sera celui de donner la priorité à la résolution des conflits avec les pays voisins. Parmi eux, Chypre aura pour l'AKP valeur de test.

3.2.2. Les premiers essais de pacification des frontières par l'AKP

On voit émerger dans la séquence qui va de 2002 à 2007 les premières esquisses d'une politique qui sera ensuite au cœur de la doctrine stratégique et diplomatique du parti au pouvoir : la tentative de résolution des conflits avec les États voisins afin que les rapports avec ceux-ci prennent une autre dimension que sécuritaire. Celle-ci est évoquée pour la première fois comme un principe nouveau de politique étrangère par Ahmet Davutoğlu dans la tribune que lui offre *Radikal* en 2004⁵⁴. Comme exemple, ce dernier mentionne Chypre qui sera, en effet une première étape dans cette nouvelle approche ; quant aux autres pays voisins, la Turquie va également commencer (ou continuer, dans les cas où ce processus a été entamé avant 2002) à discuter avec eux la résolution de leurs différends, avec des résultats modestes mais réels.

⁵³ Ainsi, dans le cas chypriote, que les prochains paragraphes exploreront, les premiers pourparlers de paix ont été entamés dès 1974 – année de l'intervention turque –, avec plusieurs tentatives de résolutions. Mais jamais ils n'ont abouti à des négociations plus poussées, faute de volonté politique des deux côtés.

⁵⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. « Türkiye merkez ülke olmalı » [La Turquie doit être un pays-centre]. *Radikal*, 26 février 2004.

3.2.2.1. Le test chypriote

La politique chypriote de l'AKP est un excellent exemple de la méthode employée par le parti ; c'est pourquoi il est intéressant d'analyser ce cas spécifique. Premièrement, c'est un cas où l'impulsion menant aux négociations est clairement venue de l'AKP, tant la situation semblait bloquée avant son arrivée aux affaires – ce qui en fait un cas différent de la Syrie ou de la Grèce. Deuxièmement, ce sera pour le parti la première occasion de montrer sa volonté de résoudre un conflit en apparence gelé. Enfin, c'est un des cas où les négociations progresseront le plus vite ; et même si son issue ne permettra pas la réconciliation espérée, la faute n'en sera pas mise sur l'AKP, dont l'image intérieure aussi bien qu'internationale en sortira renforcée.

En réalité, il n'est pas totalement exact de dire que les négociations ont repris sous l'impulsion de l'AKP : l'ouverture des négociations d'adhésion de Chypre à l'UE, en 1998, a mis la partie turque sous pression, car Bruxelles a fait savoir que c'est la République chypriote dans son entièreté qui sera admise comme membre⁵⁵. Aussi est-ce dès janvier 2002 – l'AKP n'est pas encore au pouvoir – que Rauf Denктаş et son homologue chypriote, Glafcos Cleridès (1993-2003) se décident à ouvrir des négociations de résolution de crise, sous l'égide de l'ONU. Le 11 novembre 2002 – soit une semaine après la victoire électorale de l'AKP –, Kofi Annan, secrétaire général de l'organisation, propose un plan de réunification. Ce dernier est modifié à plusieurs reprises, la dernière mouture étant proposée le 26 février 2003⁵⁶.

C'est à ce moment plus précisément qu'intervient l'AKP. Dès sa victoire électorale, Recep Tayyip Erdoğan a fait savoir qu'il souhaitait un changement d'approche sur Chypre⁵⁷. Il y est encouragé, du reste, par le mauvais score des partis qui ont joué la corde nationaliste sur le dossier chypriote⁵⁸. Mais surtout, les cadres du parti ont compris que dans le cadre des négociations d'adhésion à l'UE qu'ils souhaitent approfondir, une résolution, au moins partielle, du problème chypriote enlèverait une pierre d'achoppement très problématique⁵⁹. Or, il se trouve que Rauf Denктаş s'est montré de plus en plus hostile au plan proposé par l'ONU, dit « plan Annan ». Dans ce contexte, l'AKP adopte un positionnement nouveau : le 2 janvier

⁵⁵ CHICLET Christophe. « Chypre : les enjeux européens d'un conflit gréco-turc ». *Questions Internationales*, n° 12, mars-avril 2005, p. 88-89.

⁵⁶ Le texte du plan, en anglais, est disponible sur : « The text of the plan ». Hellenic Resources Network (en ligne), http://www.hri.org/docs/annan/Annan_Plan_Text.html (dernière consultation : 23 janvier 2018).

⁵⁷ BERTRAND Gilles. *Op. cit.*

⁵⁸ İŞIKSAL Hüseyin. « The Four Stages of Turkish Position in Cyprus ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millenium*. Francfort : Peter Lang, 2015, p. 307.

⁵⁹ ERCAN Murat. *Op. cit.*, p. 371-372.

2003, Recep Tayyip Erdoğan se dissocie nettement des Nord-Chypriotes et des nationalistes turcs : « je ne suis pas favorable à la poursuite de la politique menée à Chypre depuis trente à quarante ans. Chypre n'est pas l'affaire de M. Denktaş⁶⁰ ». Le positionnement est inédit : c'est en effet la première fois qu'un cadre important du parti au pouvoir (il est vrai qu'alors, Recep Tayyip Erdoğan n'est pas encore Premier ministre, mais il apparaît de facto comme le *leader* de la majorité parlementaire) critique aussi ouvertement la position du gouvernement nord-chypriote. C'est d'ailleurs l'occasion d'une première crise avec l'institution militaire, qui se montre défavorable à cette nouvelle posture ; en particulier, le chef de l'Armée de l'Air Aytaç Yalman critique durement le plan de l'ONU, sa position étant présentée comme celle de l'Armée⁶¹. Et les incursions régulières des pilotes turcs dans les territoires aériens grec et chypriote durant cette séquence relèvent d'une stratégie de la tension sans équivoque⁶².

Néanmoins, pour la première fois, l'AKP adopte une position ouvertement divergente de celle défendue par l'institution militaire. Le parti au pouvoir peut le faire car il agit ainsi dans le sens des demandes européennes, alors que l'opinion publique se montre majoritairement favorable à la reprise de ce processus. Fait notable, l'Armée, qui ne peut poursuivre une politique d'obstruction sans apparaître comme un frein à l'intégration européenne, finit par se rallier à la vision de l'AKP, au moins dans les discours publics. C'est ainsi que le général Hurşit Tolon, qui commande l'Armée turque en mer Égée, assure en janvier 2004 que l'institution militaire n'est pas hostile à l'accord sur Chypre, non plus qu'à l'intégration turque à l'UE⁶³. Il approfondit ainsi la rhétorique du général Hilmi Özkök⁶⁴, chef d'État-Major (2002-2006), qui déclare dans une interview à un journaliste grec, en octobre 2003, que « personne ne peut résister » à la majorité des Turcs qui souhaitent l'intégration à l'UE, quitte à faire des compromis⁶⁵.

Sous la double pression de son opinion publique et de l'AKP, Rauf Denktaş se rallie finalement au plan Annan, qui doit être validé par référendum, le 24 avril 2004. Ironiquement, il se trouve que les turcophones votent en majorité en faveur du plan de réunification (à 64,90%), mais que les hellénophones le rejettent (à 75,83%). Ces derniers ont estimé que le plan favorisait trop les

⁶⁰ Cité dans CHICLET Christophe. *Op. cit.*, p. 89.

⁶¹ HALE William, ÖZBUDUN Ergun. *Islamism, Democracy and Liberalism in Turkey: The Case of the AKP*. Londres : Routledge, 2009, p. 123.

⁶² BERTRAND Gilles. *Op. cit.*

⁶³ « Tolon: Çakıl Taşı Vermeyiz, Nöbetteyiz » [Tolon : Nous ne donnerons même pas un caillou, nous restons en garde]. *Radikal*, 18 janvier 2004.

⁶⁴ Pour rappel, il est une figure relativement accommodante vis-à-vis de l'AKP. Voir à ce sujet le chapitre 1 de la présente étude.

⁶⁵ « Yeter ki AB'li olalım » [Il suffit que nous soyons dans l'UE]. *Radikal*, 19 octobre 2003.

turcophones, et ne réglait pas de façon satisfaisante la question du retour des réfugiés déplacés en 1974. À première vue, les efforts de l'AKP ne semblent donc pas avoir été payants. Mais ce serait méconnaître les objectifs du parti : ce dernier entendait avant tout sortir d'un cycle sécuritaire qui, en l'occurrence, provoquait la réticence de ses partenaires européens. Et effectivement, la bonne volonté turque est remarquée au sein de l'UE⁶⁶. Les efforts turcs pèsent d'ailleurs d'un poids certain dans la décision de l'UE d'ouvrir officiellement les négociations d'adhésion, le 3 octobre 2005⁶⁷. En cela, on peut considérer que cette politique a payé pour l'AKP, avec trois résultats tangibles. Premièrement, le parti est apparu comme une force de proposition, obtenant ainsi un soutien nouveau des instances européennes et pouvant poursuivre le processus d'adhésion. Deuxièmement, il est sorti vainqueur de sa discrète confrontation avec l'Armée, forçant celle-ci à adopter sur le tard la position qu'il défendait. Enfin, il a démontré sa capacité à proposer une nouvelle approche sur les différends pouvant l'opposer à certains pays.

3.2.2.2. Une ouverture limitée aux pays voisins

Si la question chypriote a valeur de test, des tentatives de résolution des conflits avec certains autres pays voisins⁶⁸ commencent à s'observer. Il n'est pas question ici de faire la liste des initiatives prises par l'AKP en vue d'améliorer ses relations avec les États frontaliers : cet exercice purement descriptif a déjà été fait à maintes reprises et de façon très complète. Il s'agit plutôt ici de se pencher sur les méthodes qui sont déployées par le parti dans l'accomplissement de cette politique. On constate ainsi l'émergence de deux éléments qui prendront une importance renforcée dans la théorisation de sa doctrine stratégique et diplomatique : l'accent mis sur la coopération économique, et la volonté de reprendre l'initiative du dialogue pour débloquer des situations jugées problématiques.

⁶⁶ AMAR Laurent. *Op. cit.*, p. 26.

⁶⁷ Pour être précis, la Commission Européenne salue les efforts de la Turquie au sujet du problème chypriote, tout en demandant l'inclusion de Chypre dans l'Union Douanière et la reconnaissance de la République. L'autre facteur ayant permis le lancement des négociations est la très nette progression de l'État de droit et de la démocratie, notamment grâce aux « paquets de réformes », et malgré des efforts restant à faire. La présentation de ce rapport au Parlement Européen par Romano Prodi, alors président de la Commission, est consultable sur : PRODI Romano. Rapport et Recommandation de la Commission sur la candidature de la Turquie : Présentation au Parlement Européen. Commission Européenne (en ligne). 6 octobre 2004. Disponible sur : http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-04-440_fr.htm (dernière consultation : 24 janvier 2018).

⁶⁸ Le terme « voisin », dans cette section, fait référence à l'ensemble des pays partageant avec la Turquie une frontière terrestre (Grèce, Bulgarie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Iran, Irak, Syrie) ou maritime (Ukraine, Russie, Chypre).

Il faut rappeler que la Turquie de l'AKP, avant même l'arrivée du parti au pouvoir, s'assimile progressivement à ce que Kemal Kirişçi qualifie de « *trading state*⁶⁹ ». Cette évolution commence – comme évoqué dans le précédent chapitre – sous Turgut Özal, qui accorde une importance croissante aux objectifs économiques. Cependant, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le poids exercé sur l'exécutif turc par l'institution militaire et sa vision très défensive et sécuritaire demeure important. Mais une fois l'influence de l'Armée limitée, notamment à la suite des « paquets de réformes » en vue de l'adhésion à l'UE, l'économie devient un élément prioritaire de la politique étrangère turque. Kemal Kirişçi note que les relations internationales, et notamment commerciales, deviennent une affaire de politique intérieure à part entière, de par leur impact sur l'emploi et le développement industriel de la Turquie⁷⁰. Pour identifier ce phénomène, il reprend l'idée développée par l'économiste américain Richard Rosecrance : ce dernier, dans un ouvrage fameux⁷¹, estime dans les années 1980 qu'un nouveau monde émerge, interconnecté par l'économie et les échanges commerciaux. Les États peuvent alors choisir, ou bien de s'attacher aux anciens réflexes de politique internationale, reposant sur une vue avant tout sécuritaire, ou bien de devenir des « *trading states* », des États-marchands, une stratégie plus payante dans le nouveau monde qui se dessine⁷². Cette mutation semble achevée dans les années 2000, où l'on voit, en parallèle du gouvernement turc, les acteurs économiques principaux jouer un rôle de plus en plus important dans la définition et la mise en œuvre de la politique étrangère. Kemal Kirişçi note ainsi que la TÜSIAD a joué un rôle décisif dans la décision turque de soutenir le plan Annan sur Chypre⁷³. Cet aspect commercial de la politique étrangère ne se démentira pas dans les années suivantes, et va au contraire devenir un élément important de la doctrine de l'AKP. Comme le note Ali Balçı, le parti porte en effet l'importance de l'économie dans la définition de la politique étrangère à un niveau qui n'avait jamais été atteint dans l'histoire turque⁷⁴.

Cet élément économique devient un instrument à part entière dans l'amélioration des relations avec les pays voisins. À cet égard, le cas syrien est éclairant. Si l'accord d'Adana de 1999 a réglé une partie des problèmes politiques qui opposaient Damas à Ankara, c'est sous l'AKP que va s'élaborer une vraie stratégie de coopération économique turco-syrienne. La venue à

⁶⁹ KIRIŞÇI Kemal. « The Transformation of Turkish Foreign Policy : The Rise of the Trading State ». *New perspectives on Turkey*, n° 40, 2009, p. 29-57

⁷⁰ *Ibid.*, p. 38-39.

⁷¹ ROSECRANCE Richard. *The Rise of the Trading State*. New-York : Highlightings, 1986, 268 p.

⁷² KIRIŞÇI Kemal. *Op. cit.*, p. 40-41.

⁷³ *Ibid.*, p. 47.

⁷⁴ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 289-290.

Ankara de Bachar al-Assad, en janvier 2004 est suivi du voyage qu'effectue Recep Tayyip Erdoğan en retour à Damas, en décembre suivant⁷⁵. Ce dernier débouche sur la signature d'un accord de libre-échange entre les deux pays, le 22 décembre. Prévu pour entrer en vigueur en 2007, il prévoit une suppression progressive des taxes à l'entrée pour leurs échanges commerciaux. Cet accord ouvre à la Turquie une nouvelle porte commerciale sur le Moyen-Orient. Toutefois, c'est avec l'ensemble des pays voisins qu'elle cherche à renforcer sa coopération économique. Les nouveaux entrepreneurs turcs, les « tigres d'Anatolie⁷⁶ », souhaitent une ouverture à des régions voisines qui n'entrent pas dans les priorités habituelles de la diplomatie turque⁷⁷. C'est ainsi que doit se comprendre, par exemple, l'ouverture au Caucase, qui ne peut en rien être assimilé à ce que les observateurs qualifient de « néo-ottomanisme », puisqu'il s'agit d'une région qui n'a presque jamais été sous domination ottomane⁷⁸. Or, la Turquie tente d'y améliorer ses relations économiques ; c'est d'ailleurs, de façon certes assez symbolique, en 2006 qu'est inauguré l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Si la construction de ce *pipeline*, qui relie le pétrole de la mer Caspienne à la Méditerranée, en passant par la Turquie qui touche des droits de passage significatifs, a été décidé en 1999, son inauguration en grande pompe témoigne de la volonté de l'AKP de raffermir son partenariat avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan⁷⁹.

En plus de la volonté d'élargir les partenariats commerciaux, un autre élément concourt à l'apaisement des rapports entre la Turquie et son environnement régional : la volonté de l'AKP de traiter les difficultés bilatérales sous l'angle de la négociation, en prenant dans ce domaine l'initiative. En réalité, les deux éléments vont de pair : cette volonté de résolution des querelles bilatérales permet de sortir d'une vision sécuritaire qui nuirait à la transformation en « *trading state* » ; et inversement, l'importance croissante prise par l'économie et les échanges commerciaux favorise la volonté bilatérale de trouver des moyens d'entente. Cette politique de coopération s'appuie sur plusieurs éléments récurrents, que l'on retrouvera par la suite dans le principe de règlement des conflits avec les voisins tel que théorisé dans la doctrine :

⁷⁵ *Ibid.*, p. 305-306.

⁷⁶ Les « tigres d'Anatolie » font référence à l'émergence d'un patronat musulman et conservateur, issu du centre anatolien, souvent d'extraction moyenne ou modeste, et perçu comme la revanche d'une Turquie traditionaliste et méprisée sur le patronat traditionnel issu des élites kémalistes de l'Ouest du pays. Voir BAZIN Marcel, DE TAPIA Stéphane. *La Turquie : Géographie d'une puissance émergente*. Paris : Armand Colin, 2012, p. 140-141.

⁷⁷ BILLION Didier. « Réflexions introductives sur la politique extérieure de la Turquie ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 39-40.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 22.

⁷⁹ « First leg of BTC pipeline inaugurated in Azerbaijan ». *Oil & Gas Journal*, 6 juin 2005.

- Une grande importance accordée aux liens personnels entre dirigeants. Ceux-ci sont développés en particulier au cours de voyages diplomatiques qui permettent la conclusion d'accords nouveaux. C'est par exemple le cas en juillet 2004, lorsque Recep Tayyip Erdoğan se rend à Téhéran : au terme de cette visite, l'Iran place le Kongra-Gel (branche locale du PKK) sur la liste des organisations terroristes, la Turquie faisant de même pour les Moudjahidines du Peuple⁸⁰. Certaines de ces visites sont des premières – c'est le cas de la visite de Bachar al-Assad précédemment évoquée.
- Une tendance à minimiser autant que possible les éléments de désaccord, voire à ne pas les évoquer. Deux exemples peuvent en être donnés sur la période 2002-2007. Le premier concerne un incident ponctuel survenu en mai 2006 : alors que des chasseurs turcs s'entraînent dans un espace aérien contesté par la Grèce, des chasseurs grecs procèdent à leur interception. Au cours de la manœuvre, deux appareils entrent en collision, entraînant la mort du pilote grec – son homologue turc réussissant à s'éjecter. Alors que cet incident aurait vraisemblablement entraîné une grave crise dans les années 1990, les deux gouvernements tâchent cette fois de minimiser autant que possible ses conséquences. Bien qu'il y ait désaccord sur la responsabilité de l'accident, Abdullah Gül et son homologue grecque conviennent immédiatement, au cours d'un appel téléphonique, de ne pas le laisser influencer les relations bilatérales⁸¹. Le second exemple s'observe sur un plus long terme : alors que la Turquie est réellement préoccupée par les visées nucléaires imputées à l'Iran, elle refuse de porter la question devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, craignant que leur relation en ressorte dégradée⁸².
- La volonté de créer en parallèle des éléments de coopération liant étroitement les deux pays et prévenant de ce fait de nouvelles crises. Comme l'explique Ahmet İnsel, le but de cette politique est, sans rien céder sur les conflits les plus essentiels, de laisser ceux-ci de côté et de favoriser une coopération qui fasse prendre conscience au partenaire de la puissance turque⁸³. Un exemple typique en est l'accord de libre-échange avec la Syrie précédemment évoqué, qui renforce à terme l'interdépendance entre les deux États et se veut donc pensé pour empêcher que des désaccords politiques entraînent une rupture.

⁸⁰ BILLION Didier. « Les atouts de la politique extérieure de la Turquie ». *Pouvoirs*, n° 115, novembre 2005, p. 124-125.

⁸¹ « Polémique après la collision de deux avions de chasse turc et grec ». *Le Monde*, 24 mai 2006.

⁸² BILLION Didier. *Op. cit.*, p. 124.

⁸³ INSEL Ahmet. « Devenir une puissance économique mondiale : le néonationalisme de l'AKP ». In MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 84.

Le premier mandat de l'AKP permet donc de poser les jalons d'une politique de voisinage qui se veut nouvelle. Davantage qu'un simple rapprochement avec les pays voisins (déjà entamé dans les années 1990, avant l'arrivée au pouvoir du parti), c'est surtout la méthode qui constitue la nouveauté : plus que jamais, l'accent est mis d'une part sur les échanges commerciaux, d'autre part sur la coopération dans la résolution des conflits bilatéraux – ou leur mise en sourdine. Cet essai de sortie du prisme sécuritaire s'accompagne du reste de quelques ouvertures, encore très limitées, sur la question kurde. D'une part, l'ambition affichée de limiter les prérogatives de l'Armée est perçue par les acteurs kurdes comme un premier pas nécessaire pour une résolution du conflit⁸⁴ ; d'autre part, les réformes démocratiques adoptées en vue de l'adhésion à l'UE favorisent une nouvelle approche de ce dossier, qui laisse la possibilité de réformes culturelles. Ces tentatives de pacification apparaissent dans un contexte troublé où la question irakienne se présente comme un facteur de déstabilisation régionale. Face à ce défi, l'AKP va répondre par une politique très active, jouant à la fois la carte de l'alliance américaine, mais aussi celle de l'ouverture au Moyen-Orient et à d'autres régions du monde.

3.3. La mise en œuvre d'une diplomatie active, conciliant alliance américaine et ouverture multidimensionnelle

De même que la sortie du prisme sécuritaire, l'activisme diplomatique – la « diplomatie rythmique », telle que l'évoque Ahmet Davutoğlu dans sa tribune à *Radikal*⁸⁵ – sera un élément que l'AKP théoriserait dans son discours, en faisant un élément central de sa doctrine. Selon Jana Jabbour, ce concept « signifie l'abandon par la Turquie de l'immobilisme et de la posture statique qui a longtemps caractérisé le pays pendant la guerre froide, au profit d'une posture dynamique, active, réactive et mouvante, en phase avec la mondialisation⁸⁶. » Toutefois, il est intéressant de noter que dans les premières années (et bien qu'Ahmet Davutoğlu n'y fasse pratiquement pas référence dans son article, préférant parler des initiatives multilatérales⁸⁷), l'activisme de l'AKP s'exprime particulièrement dans la relation turco-américaine. Il y a ainsi un vrai « moment américain » de l'AKP, durant lequel les intérêts du parti semblent étroitement

⁸⁴ BENHAIM Yohanan. « Quelle politique kurde pour l'AKP ? ». *Politique étrangère*, n° 2/2014, été 2014, p. 41-43.

⁸⁵ DAVUTOĞLU Ahmet. *Op. cit.*

⁸⁶ JABBOUR Jana. *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*. Paris : CNRS, 2017, p. 171.

⁸⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. *Op. cit.*

converger avec les plans des stratèges de Washington pour le Moyen-Orient. Toutefois, au milieu du mandat, on observe un tournant progressif, qui voit la Turquie, face à certaines déceptions européennes et américaines, commencer à mettre en œuvre une diplomatie multidirectionnelle – un autre élément évoqué par Ahmet Davutoğlu dans son article⁸⁸.

3.3.1. La stratégie américaine de l'AKP

Le visiteur curieux qui, de passage à Istanbul ou Ankara, se rend dans quelques librairies turques ne peut manquer d'être surpris par le nombre d'ouvrages à succès mentionnant des conspirations américaines – dont la réalité varie grandement selon les cas. Mais plus étonnant encore est la présence de nombreux livres évoquant des liens entre l'AKP et les États-Unis, et développant la thèse que le premier serait une création ou en tout cas l'instrument des seconds. On peut ainsi mentionner l'ouvrage de Bekir Öztürk, assimilant l'AKP à un « projet américain⁸⁹ », et sorti en 2016. La couverture de l'ouvrage (2^{ème} édition), associant la lampe symbole du parti aux drapeaux américain et israélien, à la CIA et la NSA, à l'étoile juive et à la pyramide maçonnique, renvoie certes à des clichés complotistes peu sérieux. L'auteur, polémiste ayant publié de nombreux ouvrages hostiles à l'AKP, a cependant un réel succès en Turquie. Beaucoup plus sérieux, précis et mieux sourcé, l'ouvrage du journaliste Merdan Yanardağ⁹⁰, qui reprend la même thèse, a connu un grand succès et plusieurs rééditions. Dans un climat de tensions récurrentes entre Ankara et Washington, le succès de telles publications peut surprendre. Et pourtant, si l'on observe cette période allant de 2002 à 2007, on constate qu'une convergence nette s'observe alors entre les objectifs de l'AKP et les projets américains pour le Moyen-Orient. Dans les dernières années, les crises liées au conflit irakien affaiblissent lentement cette entente, mais Washington reste alors une cible privilégiée de l'activisme diplomatique turc.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ ÖZTÜRK Bekir. *Küresel Kukla AKP : Bir Amerikan Projesi* [La poupée globale AKP : Un projet américain]. Istanbul : Altaylı, 2^{ème} édition, 2017 (1^{ère} édition : 2016).

⁹⁰ YANARDAĞ Merdan. *Bir ABD Projesi Olarak AKP : Operasyon Partisi* [L'AKP, un projet des USA : Le parti de l'opération]. Istanbul : Kırmızı Kedi Yayınevi, 7^{ème} édition, 2016 (1^{ère} édition : 2007).

3.3.1.1. L'inscription de l'AKP dans le « Projet de Grand Moyen-Orient »

Un préalable indispensable ici est de définir ce que représente le « Projet de Grand Moyen-Orient » [*Greater Middle-East Project* ou *Initiative*, PGMO]. Le « Grand Moyen-Orient » désigné dans cette doctrine correspond au Moyen-Orient *stricto sensu* (de l'Égypte à l'Iran, et de la Turquie à la péninsule Arabique⁹¹), auquel sont adjoints les pays arabophones d'Afrique, et l'ensemble dit « AfPak » (Afghanistan et Pakistan). Après les attentats du 11 septembre, l'administration américaine et les équipes du président George W. Bush envisagent une nouvelle approche de cette région, sous l'influence des néo-conservateurs. L'idée est de permettre la démocratisation et le développement économique de ces pays, tout en cherchant à résoudre le conflit israélo-palestinien, ce qui devrait mettre un terme aux mouvements terroristes et aux conflits régionaux⁹². Ces orientations sont publiquement précisées lors du sommet du G8 à Sea Island, aux États-Unis, qui se tient du 8 au 10 juin 2004⁹³.

Or, comme le notent Bayram Sinkaya et Hüseyin Bağcı, un rôle essentiel est prévu pour Ankara dans ce projet :

« La Turquie apparaît comme un associé idéal dans le cadre du PGMO, avec la prise en considération de son identité d'État laïc et démocratique au sein du monde musulman et d'allié des États-Unis depuis de longues années⁹⁴. »

À cet équilibre s'ajoute le poids militaire, économique, diplomatique et démographique du pays, qui en fait un acteur incontournable dans tout projet global concernant le Grand Moyen-Orient. Le pays apparaît déjà comme « une vitrine, un exemple pour le reste du monde musulman⁹⁵. » C'est ce qui pousse Ross Wilson, ambassadeur des États-Unis à Ankara, à déclarer que la Turquie, « en montrant comment fonctionner et prospérer [...] est le leader des pays de la région⁹⁶ ». En juillet 2002, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense de George

⁹¹ Le lecteur attentif se rappelle que l'emploi du terme « Moyen-Orient » dans cette thèse renvoie à une acception plus large, incluant aussi le Maghreb, mais qui reste plus restrictive que le « Grand Moyen-Orient » ici évoqué.

⁹² CAROTHERS Thomas, OTTAWAY Marina. « The Greater Middle East Initiative: Off to a False Start ». Carnegie Endowment for International Peace (en ligne). Document de travail : Policy Brief, 29 mars 2004. Disponible sur : <http://carnegieendowment.org/files/Policybrief29.pdf> (dernière consultation: 29 décembre 2017).

⁹³ ROUGIER Bernard. « Champ libre Le Grand Moyen-Orient : un moment d'utopie internationale ? » *Critique Internationale*, n° 26, 2005, p. 79.

⁹⁴ BAĞCI Hüseyin, SİNKAYA Bayram. « Büyük Ortadoğu Projesi ve Türkiye : AK Parti'nin Perspektifi » [Le projet de Grand Moyen-Orient et la Turquie : la perspective de l'AKP]. *Akademik Orta Doğu* [Moyen-Orient Académique], vol. 1, n° 1, 2006, p. 23. Traduction de l'auteur.

⁹⁵ BOZDEMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 103.

⁹⁶ Cité dans JOSSERAN Tancrède. *La nouvelle puissance turque : L'adieu à Mustapha Kemal*. Paris : Ellipses, 2010, p. 38.

W. Bush, tient des propos similaires, devant le *think tank* turc TESEV. Il estime que les valeurs « modernes » et « démocratiques » turques sont nécessaires à la lutte contre le terrorisme, et que le pays peut représenter un « bon exemple⁹⁷ ». Cependant, il convient d'aller plus loin encore : ce n'est pas seulement la Turquie, comme État musulman mais laïc et allié de l'Occident qui intéresse les stratèges américains. C'est l'AKP lui-même, comme parti capable d'incarner une force politique musulmane mais compatible avec le libre-marché, la démocratie et l'alliance américaine. Meliha Benli Altunışık synthétise très bien le glissement du point de vue américain :

« Au départ, lorsque la Turquie était mise en concurrence avec l'influence iranienne en Asie Centrale et en Azerbaïdjan, ce qui comptait le plus était son caractère laïque et démocratique, qui s'opposait à la théocratie iranienne. En revanche, dans le monde de l'après-11 septembre, c'est l'identité de la Turquie comme État musulman et démocratique qui est mise en avant. Les États-Unis croient fermement que ce n'est pas la laïcité, mais sa qualité d'État musulman démocratique qui a rendu la Turquie plus attrayante pour le monde islamique⁹⁸. »

Dans la logique américaine, l'évolution de l'AKP peut en faire un modèle, dans le cadre d'un projet qui, en conséquence de la démocratisation annoncée de la région, doit anticiper la victoire électorale de forces issues de l'islam politique⁹⁹. Or, il se trouve que cette analyse rencontre une réception favorable au sein des cercles dirigeants de l'AKP.

Sous l'impulsion de Cüneyd Zapsu, Egemen Bağış et Yalçın Akdoğan¹⁰⁰, on peut considérer que l'AKP vit un véritable « moment américain » de 2001 jusqu'à 2003 – et même au-delà, malgré l'émergence des premières crises liées à la guerre en Irak. Encore faut-il préciser que le parti n'est pas unanime sur la question. Ainsi Ahmet Davutoğlu paraît-il très peu impliqué dans le PGMO ; et lorsqu'il le citera ultérieurement, c'est avec un regard très critique¹⁰¹. Bülent

⁹⁷ Cité dans BAĞCI Hüseyin, SİNKAYA Bayram. *Op. cit.*, p. 23-24.

⁹⁸ BENLI ALTUNIŞIK Meliha. « La question du 'modèle turc' ou le *soft power* de la Turquie au Moyen-Orient ». In SCHMID Dorothée (dir.). *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* Paris : CNRS, 2011, p. 130.

⁹⁹ UZGEL İlhan. « ABD ve NATO'yla ilişkiler » [Les relations avec les États-Unis et l'OTAN]. In DAYIOĞLU Ali, ORAN Baskın, ATAT Funda Keskin et al. *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar* [La politique étrangère turque : Phénomènes, documents et commentaires de la guerre d'indépendance à nos jours]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2013, vol. 3, p. 267-269.

¹⁰⁰ Pour rappel, leur rôle dans l'orientation pro-américaine de la politique étrangère de l'AKP a été précisé dans la dernière section du deuxième chapitre de cette thèse. Par ailleurs, leur rôle d'intermédiaire avec les responsables américains est évoqué dans la section 1 du premier chapitre.

¹⁰¹ DAVUTOĞLU Ahmet. *Teoriden Pratiğe : Türk Dış Politikası Üzerine Konuşmalar* [De la théorie à la pratique : Entretiens au sujet de la politique extérieure turque]. Istanbul : Küre Yayınları, 2013, p. 112-113.

Arınç, pour sa part, président de l'Assemblée Nationale (2002-2007), s'oppose clairement aux conceptions américaines, et mènera notamment la fronde parlementaire contre l'accord turco-américain relatif à la guerre en Irak et rejeté le 1^{er} mars 2003¹⁰². Le ministre des Affaires étrangères Yaşar Yakış, pour sa part, se montre loyal envers son gouvernement à l'époque, mais explique avoir toujours été sceptique envers les projets américains pour le Moyen-Orient¹⁰³. En revanche, on retrouve dans le discours de Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül de nombreuses références au PGMO. Le premier déclare ainsi que les objectifs turcs sont « compatibles » avec ce projet, puisque le pays souhaite aussi « voir un Moyen-Orient plus démocratique, plus libre, plus pacifique¹⁰⁴ » ; lors du Congrès de l'AKP en mars 2006, il renchérit : « Nous sommes les meneurs du projet de Grand Moyen Orient. C'est notre devoir!¹⁰⁵ ». Abdullah Gül semble aller dans le même sens lors du sommet de l'OCI à Téhéran, en mai 2003 : son discours y insiste très nettement sur l'importance pour la région de prendre une nouvelle orientation, qui passe notamment par une démocratisation approfondie¹⁰⁶. Comment expliquer cette adhésion de l'AKP au PGMO ? Il apparaît en réalité que celle-ci relève avant tout d'une convergence conjoncturelle d'intérêts. D'une part, elle permet au parti de s'inscrire dans les valeurs démocratiques et libérales traditionnellement associées à l'Occident, en montrant que ces dernières sont compatibles avec l'islam politique¹⁰⁷ ; d'autre part, elle favorise le discours de l'AKP favorable à des réformes politiques dans le monde musulman¹⁰⁸ ; elle s'inscrit également dans une volonté de rapprochement entre l'Occident et l'Islam, perçue comme nécessaire à la stabilisation de l'environnement régional turc¹⁰⁹ ; enfin, elle doit permettre de faciliter l'accès de la Turquie à l'UE¹¹⁰. Il faut cependant noter que les

¹⁰² STEIN Aaron. *Turkey's new foreign policy : Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*. Londres : RUSI, 2014, p. 22.

¹⁰³ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

¹⁰⁴ ERDOĞAN Recep Tayyip. « A Broad View of the 'Broader Middle East' ». *Russia in Global Affairs*, vol. 2, n° 3, juillet-septembre 2004, p. 129.

¹⁰⁵ Cité – tel quel – dans JOSSERAN Tancredi. *Op. cit.*, p. 36. Il est difficile de retrouver le texte complet de l'intervention. Ce passage apparaît néanmoins dans une vidéo partagée sur Facebook, et disponible via le lien suivant : <https://www.facebook.com/HalklarUyaniyor/videos/1768339390093197/> (dernière consultation : 30 janvier 2018). Celle-ci compile les extraits d'entretiens ou de discours au cours desquels Recep Tayyip Erdoğan apporte son soutien au PGMO. Étant donné la nature politique de la page partageant la vidéo, et le caractère incomplet des extraits, présentés sans élément de contexte, il convient bien sûr de les regarder avec une grande prudence. Ils permettent à tout le moins de constater que le PGMO est régulièrement évoqué par Recep Tayyip Erdoğan et que ce dernier considère que la Turquie est impliquée dans ce processus et peut même se l'approprier en partie.

¹⁰⁶ UZGEL İlhan. *Op. cit.*, p. 266.

¹⁰⁷ BAĞCI Hüseyin, SİNKAYA Bayram. *Op. cit.*, p. 28.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 29.

¹⁰⁹ BAĞCI Hüseyin. « The Greater Middle East Project and Turkey's Attitude towards It ». In MARCHETTI Andreas (dir.). *The CSCE as a Model to Transform Western Relations with the Greater Middle East*. Bonn : Zentrum für Europäische Integrationsforschung, 2004, p. 92.

¹¹⁰ BAĞCI Hüseyin, SİNKAYA Bayram. *Op. cit.*, p. 28.

responsables politiques de l'AKP ont leur propre conception du PGMO. En particulier, Recep Tayyip Erdoğan précise, peu après le sommet du G8 à Sea Island, que sa réussite ne peut être envisagée sans une résolution équitable du conflit israélo-palestinien¹¹¹.

Concrètement, la Turquie participe dans les premières années à la stratégie du PGMO de deux manières : une concertation régulière avec les acteurs de ce projet, en particulier les Américains ; et la mise en avant de son modèle politique comme exemple pour la région. Son engagement est particulièrement marqué lors de la réunion de Sea Island, qui réunit les acteurs régionaux en marge du G8, du 8 au 10 juin 2004. Il est remarquable que la Turquie soit l'un des rares pays musulmans à accepter l'invitation de George W. Bush. Sollicitées, en effet, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie refusent de participer aux discussions, en raison notamment de la publication dans le quotidien londonien *Al-Hayat* du document de travail destiné aux diplomates – une fuite perçue comme une tentative de passer au-dessus des gouvernements¹¹². À cette occasion, la Turquie assure, aux côtés du Yémen et de l'Italie, la coprésidence du « Dialogue pour l'Assistance Démocratique », un mécanisme pensé pour assurer la démocratisation d'un Moyen-Orient que la guerre toute récente en Irak a profondément déstabilisé¹¹³. C'est à la même époque qu'émerge dans le discours public turc l'idée de représenter un modèle potentiel pour la région. Ainsi Recep Tayyip Erdoğan déclare-t-il le 27 mai, quelques jours avant le sommet du G8 : « La Turquie sera un pays exemplaire. N'ayez aucun doute là-dessus. Être un pays modèle ne nous amoindrira pas, au contraire cela nous grandira¹¹⁴. » Le soutien turc au PGMO ne suffit cependant pas à solidifier le partenariat avec les États-Unis, et ce dernier va être fragilisé par plusieurs crises après l'invasion de l'Irak.

3.3.1.2. Un succès mitigé de coopération en Irak

La guerre d'Irak est un intéressant terrain pour observer comment l'AKP tente de traduire par les actes le nouvel activisme diplomatique qu'il revendique, dans le cadre parallèle d'une entente plus rapprochée avec les États-Unis. Elle révèle une Turquie plus dynamique, qui tâche d'imposer son propre agenda à son partenaire américain... mais montre aussi les limites de cette

¹¹¹ ÇONGAR Yasemin. « Bu ortaklığı küçümsemeyin » [Ne minimisez pas ce partenariat]. *Milliyet*, 14 juin 2004.

¹¹² YANARDAĞ Merdan. *Op. cit.*, p. 111-112.

¹¹³ BAĞCI Hüseyin, SİNKAYA Bayram. *Op. cit.*, p.24.

¹¹⁴ Cité dans YANARDAĞ Merdan. *Op. cit.*, p. 114. Traduction de l'auteur.

politique, les crises qui en résultent finissant par fragiliser le partenariat entre Ankara et Washington.

Pourtant, à partir du voyage à Washington de Recep Tayyip Erdoğan (dont le parti n'était pas encore au pouvoir) en janvier 2002, la forte convergence entre l'administration de George W. Bush et les élites de l'AKP avait permis une coopération harmonieuse, notamment après l'arrivée au pouvoir de ce dernier, en novembre. Aussi, lorsque l'éventualité d'une intervention américaine en Irak semble se préciser, début 2003, la Turquie apparaît naturellement comme un partenaire fiable pour Washington. Encore faut-il nuancer, comme souvent en matière diplomatique, cette bonne entente affichée : comme le rappelle Charles Sitzenstuhl dans l'ouvrage tiré de son mémoire, le gouvernement turc doit composer avec une opinion publique majoritairement hostile aux visées américaines¹¹⁵. Il n'en reste pas moins que, devant le caractère inéluctable de l'intervention voulue par George W. Bush et les néo-conservateurs, le gouvernement de l'AKP cherche un terrain d'entente avec Washington. Il semble que ce dernier ait été voulu par Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan, qui font la même analyse que les cadres militaires turcs : malgré leur crainte d'une partition de l'Irak qui pourrait favoriser l'apparition d'un Kurdistan indépendant et des conséquences économiques d'une guerre, ils font le constat que l'administration américaine est décidée à attaquer le régime de Saddam Hussein. Il apparaît en conséquence plus pragmatique de passer un accord avec Washington pour garantir les intérêts turcs¹¹⁶. Yaşar Yakış résume ainsi la position du gouvernement turc sur le moment : « nous étions hostiles à une intervention en Irak ; toutefois, lorsqu'il est apparu que celle-ci serait inévitable, nous avons souhaité qu'au moins, elle se fasse sans mettre en danger les intérêts de notre pays¹¹⁷. » Le 27 février 2003, il est décidé que la Turquie autorisera le positionnement de 40 000 hommes et 9000 véhicules américains sur son sol, en vue de l'invasion de l'Irak ; en retour, elle recevra 30 milliards de dollars (dont 6 milliards de dons) des États-Unis¹¹⁸.

C'est alors qu'éclate une crise inattendue qui révèle combien le partenariat entre l'AKP et l'administration américaine demeure fragile. Le 1^{er} mars 2003, en effet, l'Assemblée Nationale refuse d'entériner l'accord négocié par le gouvernement. Ce refus permet de mettre en lumière l'hostilité d'une partie de l'AKP à la politique américaine. Bülent Arınç, président de

¹¹⁵ SITZENSTUHL Charles. *La diplomatie turque au Moyen-Orient : Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP 2002-2010*. Paris : L'Harmattan, 2011, p. 151 et 154. Voir aussi BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 294.

¹¹⁶ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 22.

¹¹⁷ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

¹¹⁸ *Ibid.* Voir aussi SITZENSTUHL Charles. *Op. cit.*, p. 156.

l'Assemblée Nationale, joue un rôle crucial dans cette crise ; issu de l'aile conservatrice du parti et ayant la réputation d'être en rivalité avec Recep Tayyip Erdoğan¹¹⁹, il convainc certains députés de l'AKP de voter contre l'accord. Ceux-ci acceptent d'autant plus volontiers qu'ils sont sensibles à la très forte hostilité de leurs électeurs aux projets américains¹²⁰. De plus, au sein même des conseillers du gouvernement, l'accord négocié par celui-ci ne fait pas l'unanimité ; Ahmet Davutoğlu lui-même s'y montre hostile¹²¹. Il en résulte que 97 députés de l'AKP rejoignent ceux de l'opposition pour voter contre le texte ; ce dernier n'obtient que 264 votes en sa faveur, face à 250 votes contre et 19 abstentions¹²². En vertu de l'article 96 de la Constitution turque, la majorité qualifiée nécessaire à la ratification de l'accord n'est donc pas obtenue.

Le vote du 1^{er} mars 2003 marque un tournant dans la politique de l'AKP vis-à-vis des États-Unis. Premièrement, il rappelle que ses dirigeants ne peuvent s'affranchir totalement de leur majorité parlementaire, et que celle-ci ne partage pas nécessairement toutes leurs options. Il est vrai que Recep Tayyip Erdoğan n'est alors pas encore Premier ministre (il le devient deux semaines plus tard, le 14 mars), ce qui réduit son autorité sur le parti. Surtout, ce vote montre que l'entente entre l'AKP et les néo-conservateurs américains repose sur une base plus fragile que prévue. Certes, peu après son arrivée à la tête du gouvernement, Recep Tayyip Erdoğan fait voter un nouvel accord qui autorise les États-Unis à utiliser les bases aériennes et le territoire national turcs pour se ravitailler¹²³. Mais les dirigeants américains réagissent mal au vote du 1^{er} mars, qui les a surpris. Paul Wolfowitz, l'un des principaux idéologues de George W. Bush en politique étrangère, contacte deux journalistes proches de l'AKP et réputés pro-américains, Mehmet Ali Birand et Cengiz Çandar, pour qu'ils enregistrent une déclaration de presse particulièrement critique ; il dénonce le vote du 1^{er} mars comme trahissant la vieille alliance turco-américaine et ayant gâché une potentielle fructueuse coopération régionale¹²⁴.

Les réactions américaines apparaissent après coup très exagérées. Comme vu précédemment, le vote du 1^{er} mars n'empêche en rien la Turquie de travailler avec son partenaire américain par la suite, notamment dans le cadre du PGM. Cependant, elle introduit un élément de méfiance réciproque, et l'occupation de l'Irak par les troupes américaines va être à l'origine de plusieurs

¹¹⁹ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Op. cit.*, p. 222.

¹²⁰ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 294-295.

¹²¹ JOSSERAN Tancrède. *Op. cit.*, p. 42.

¹²² AYATA Alli. « Türkiye-ABD İlişkileri » [Les relations Turquie-États-Unis]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem et al. *Op. cit.*, p. 100-101.

¹²³ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 22.

¹²⁴ YANARDAĞ Merdan. *Op. cit.*, p. 133-134.

crises récurrentes. Il n'est pas utile de toutes les mentionner dans la présente étude. Un seul exemple peut être donné : le 4 juillet 2003, 11 militaires turcs, accusés d'activités illicites aux côtés des Turkmènes d'Irak, sont capturés par l'armée américaine dans la ville de Süleymaniye, au Kurdistan irakien. Ils sont emmenés à Bagdad, la tête recouverte d'un sac en toile, exposés à la population, et finalement libérés. L'incident choque terriblement l'opinion publique turque, pour plusieurs raisons¹²⁵ : il marque symboliquement un certain affaiblissement de l'Armée ; il montre la coopération entre les forces américaines et les Peshmergas kurdes, et leur indifférence à l'égard des Turkmènes ; enfin, il révèle la faible marge de manœuvre du gouvernement, qui peine à riposter à ce qui est perçu comme une revanche américaine à la suite du vote du 1^{er} mars. Des crises moins graves mais récurrentes ont lieu jusqu'en 2007 ; elles sont systématiquement liées à la question du Kurdistan irakien, et notamment des militants du PKK qui trouvent refuge sur son territoire¹²⁶.

En conclusion, la séquence irakienne montre l'extrême complexité des liens qui unissent la Turquie aux États-Unis, et la place assez mal déterminée que ces derniers occupent dans la vision diplomatique et stratégique de l'AKP. Il apparaît assez nettement que l'activisme diplomatique mis en avant par les cadres du parti s'accommode fort bien, dans les premières années, de la politique américaine, et s'inscrit en complémentarité de cette dernière. Soutenu par Washington, l'AKP se voit comme un acteur majeur de la recomposition du Moyen-Orient, qui doit aboutir à la démocratisation de la région – nécessaire à l'approfondissement des liens économiques. Mais la guerre en Irak et les désaccords relatifs notamment au Kurdistan irakien affaiblissent cette orientation pro-américaine de l'AKP, d'autant que l'opinion publique turque ne la suit pas. Ali Kazancıgil estime même que ces crises représentent « le terreau sur lequel une nouvelle donne diplomatique commença à se dessiner¹²⁷ ». Effectivement, c'est au cours de ce mandat que l'impératif de diversification des partenariats semble s'imposer à l'esprit des cadres du parti.

¹²⁵ UZGEL Ilhan. *Op. cit.*, p. 277-278. Pour la petite histoire, l'un des plus grands succès du cinéma turc sera un film retraçant cet incident. *Kurtlar Vadisi : Irak* [La vallée des loups : Irak], sorti en 2006, raconte l'histoire d'un commando turc chargé de venger l'affront, et confronté à l'impitoyable colonel américain qui en est responsable. Reprenant les ficelles des grands blockbusters hollywoodiens, le film, violent et exhalant le patriotisme turc, est notamment couvert d'éloge par un certain... Bülent Arınç, celui-là même qui avait mené la fronde parlementaire du 1^{er} mars contre l'accord turco-américain. Voir BROOKS Stephen. *Anti-Americanism and the Limits of Public Diplomacy: Winning Hearts and Minds?* Londres : Routledge, 2016, p. 99-100.

¹²⁶ ALTÜRK Ramazan. *Kürt jeopolitiğinin Türk dış politikasına etkileri* [Les effets de la géopolitique kurde sur la politique étrangère turque]. Istanbul : Belge Yayınları, 2014, p. 276-278.

¹²⁷ KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie : les ambitions régionales et mondiales d'une puissance moyenne ». In AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali (dir.). *La Turquie, d'une révolution à l'autre*. Paris : Fayard, 2013, p. 257.

3.3.2. Une diplomatie multidirectionnelle

La diplomatie multidirectionnelle (« à 360° », selon l'expression ultérieure d'Ahmet Davutoğlu¹²⁸), c'est-à-dire tournée vers l'ensemble des acteurs internationaux, sera l'un des piliers de la doctrine élaborée par l'AKP au cours de son exercice du pouvoir. Elle en est également l'un de ceux qui apparaissent le plus rapidement, puisque dès le premier mandat du parti, on peut voir ses prémises s'esquisser. Ce choix paraît par certains aspects découler d'une appréciation pragmatique de la situation : déçu par ses engagements européen et américain, qui ne semblent pas suffisamment payants, le gouvernement turc voit l'ouverture à d'autres régions géostratégiques comme une manière de revaloriser son rôle auprès de ces partenaires difficiles. Pour cela, une région se dégage en particulier : le Moyen-Orient, considérée comme un espace stratégique depuis, au moins, les années 1980 et le gouvernement de Turgut Özal. Mais l'AKP ne se réduit pas à cette option, et s'ouvre à la même époque à d'autres espaces stratégiques émergents, en particulier l'Afrique et la Chine.

3.3.2.1. Faire de la Turquie une puissance globale pour augmenter sa valeur stratégique auprès de Bruxelles et Washington

Pour comprendre l'accentuation du caractère multidimensionnel de la diplomatie turque, il faut se remettre dans le contexte de la fin du premier mandat de l'AKP, particulièrement entre 2005 et 2007. Le parti a entamé ce mandat en s'appuyant sur deux piliers diplomatiques et stratégiques : le processus d'adhésion à l'UE et l'alliance américaine, en particulier vis-à-vis du Moyen-Orient. Il pouvait ainsi rassurer l'opinion publique, en montrant son ancrage occidental ; affaiblir l'institution militaire, en obtenant contre elle le soutien de Bruxelles et Washington ; et éviter de commettre les mêmes erreurs que Necmettin Erbakan qui avait paru tourner le dos à ses alliés traditionnels. Néanmoins, assez rapidement, les résultats de ces choix semblent en dessous des espérances qui avaient été mises dedans.

D'une part, comme il a été expliqué dans la sous-section précédente, l'alliance américaine se montre finalement moins solide que ce que l'AKP avait espéré. Certes, jusqu'en 2007 au moins, on peut considérer que les États-Unis restent un allié fiable de la Turquie. Mais les nombreux désaccords et crises qui émaillent la séquence irakienne convainquent les dirigeants turcs qu'ils

¹²⁸ DAVUTOĞLU Ahmet. « Eksenimiz Ankara Ekseni ve 360 Derece » [Notre axe est centré sur Ankara et à 360 degrés]. *Radikal*, 1er janvier 2010.

ne peuvent se reposer entièrement sur cette alliance, en particulier s'ils veulent voir augmenter leur influence au Moyen-Orient¹²⁹. À cela s'ajoute la montée progressive d'un fort sentiment anti-américain en Turquie, dû particulièrement à la guerre en Irak, à laquelle la majorité de la population était hostile, et plus généralement à la rhétorique néo-conservatrice de George W. Bush, perçue comme une attaque contre le monde musulman¹³⁰. Or, il se trouve que l'électorat de l'AKP est la partie de la société turque la plus sensible à cet aspect, et le parti ne peut pas ne pas en tenir compte.

Plus dure probablement est la déception relative à l'UE, et qui en réalité se manifeste pratiquement simultanément avec l'ouverture des négociations d'adhésion. Quelques signes avant-coureurs se sont d'ailleurs déjà fait voir. Au printemps 2005, l'entrée possible de la Turquie dans l'Union a été brandie comme une menace par certains adversaires du projet de Constitution Européenne, projet repoussé par référendum en France et aux Pays-Bas. Quant à la Commission Européenne, elle insiste pour qu'Ankara reconnaisse le gouvernement Chypriote grec et lui ouvre son espace aérien et maritime¹³¹. L'adhésion de Chypre dès 2004 est d'ailleurs perçue comme une humiliation par une partie des intellectuels et politiques turcs. İsmail Cem note ainsi, non sans une certaine amertume, qu'il est intéressant de constater que la seule conséquence du vote négatif des Chypriotes hellénophones au référendum sur le plan Annan a été leur intégration dans l'UE, alors que la Turquie, elle, est toujours en cours de négociation¹³². La décision des chefs d'État européens de geler huit des 35 chapitres en cours de négociations, en décembre 2006, puis l'élection en France (mai 2007) de Nicolas Sarkozy, ouvertement hostile à l'adhésion de la Turquie, affaiblissent les forces pro-européennes au sein du pays, et même au sein de l'AKP¹³³.

L'approfondissement de l'ouverture turque à d'autres ensembles géopolitiques régionaux doit être replacée dans ce contexte. Il ne s'agit en rien – comme d'ailleurs tiennent à le faire savoir les dirigeants de l'AKP – d'un changement d'axe diplomatique. C'est là un point qui a été travaillé en profondeur par la recherche scientifique ; la majorité des écrits sur le sujet parviennent à la conclusion que l'élargissement du champ diplomatique turc n'était pas pensé comme une alternative à l'alliance américaine et au processus européen, mais au contraire

¹²⁹ Şaban Kardaş, entretien avec l'auteur, 7 juin 2018.

¹³⁰ TAŞPINAR Ömer. « The Anatomy of Anti-Americanism in Turkey ». Brookings Institution (en ligne). 16 novembre 2005. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/articles/the-anatomy-of-anti-americanism-in-turkey/> (dernière consultation : 13 janvier 2018).

¹³¹ GÜLSEVEN Enver. « Turkey-UE Relations ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 250.

¹³² CEM İsmail. *Op. cit.*, p. 269.

¹³³ GÜLSEVEN Enver. *Op. cit.*, p. 251.

comme un atout à présenter à ces partenaires traditionnels¹³⁴. L'idée en est la suivante : en affirmant son identité occidentale, la Turquie se coupe de ses autres ancrages régionaux (moyen-oriental, asiatique, balkanique, méditerranéen) et n'est donc pas prise en considération par les pays de ces ensembles ; mais dans le même temps, elle n'est pas non plus considérée à sa juste valeur par l'Occident, qui la voit comme un partenaire à sa marge (géographiquement et culturellement). En d'autres termes, la Turquie ne pèse pas dans les débats occidentaux relatifs aux autres régions du monde, car on considère qu'elle n'y joue aucun rôle d'importance. Aussi le pays doit-il mener une politique multipolaire, multidirectionnelle, qui lui permette de devenir un acteur incontournable dans sa sphère régionale. Dès lors, sa valeur stratégique auprès des partenaires occidentaux sera considérablement réévaluée, puisque tout en appartenant à leur ensemble géopolitique (ni l'appartenance à l'OTAN, ni le processus d'intégration à l'UE ne sont remis en cause), il jouira d'une réelle influence dans d'autres sphères régionales, et sera donc capable d'y défendre plus efficacement leurs intérêts. Refusant d'être un « pont » entre le monde occidental et les autres pays – notamment ceux du Moyen-Orient –, la Turquie se veut plutôt un pays actif et influent au sein de plusieurs ensembles géopolitiques : l'influence qu'elle aura auprès de certains espaces renforcera celle qu'elle exerce dans les autres espaces, et réciproquement. En d'autres termes, pour prendre le simple exemple du Moyen-Orient, la Turquie doit s'ancrer dans la région pour devenir un partenaire indispensable aux yeux des dirigeants occidentaux ; et parallèlement, cette alliance occidentale doit lui donner un poids supplémentaire dans les rapports de force au Moyen-Orient. On voit donc que les premiers essais de diplomatie multidirectionnelle, au cours du premier mandat de l'AKP, ne s'inscrivent pas dans une remise de cause de l'alliance occidentale – même si ses conséquences pourront parfois affaiblir celle-ci ou provoquer des crises ponctuelles entre la Turquie et ses alliés traditionnels¹³⁵.

Un exemple de cette ambition est donné en 2005 avec le lancement du « dialogue des civilisations ». L'AKP s'intéresse dès 2004 à ce concept popularisé auprès de l'ONU par le Premier ministre espagnol José Luis Zapatero après les attentats meurtriers, revendiqués par

¹³⁴ Cette idée a été développée, entre autres, dans :

- JABBOUR Jana. *Op. cit.*, p. 150-153
- OĞUZLU Tarık. « Komşularla Sıfır Sorun Politikası : Kavramsal bir Analiz » [La politique de zéro problème avec les voisins : Une analyse conceptuelle]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 4, n° 4, juin 2012, p. 14-15.
- TAŞPINAR Ömer. « The Rise of Turkish Gaullism : Getting Turkish-American Relations Right ». *Insight Turkey*, vol. 13, n° 1, 2011, p. 11-17.

¹³⁵ Voir le cas du Hamas évoqué dans les paragraphes suivants.

Al-Qaïda, qui ont frappé Madrid le 11 mars 2004¹³⁶. Il s'agit là de l'une des premières initiatives où se fait ressentir l'influence d'Ahmet Davutoğlu qui, avec l'appui du ministre d'État Mehmet Aydın, encourage Recep Tayyip Erdoğan à soutenir l'initiative¹³⁷. Celle-ci se concrétise avec une réunion fondatrice à Palma de Mallorca, du 27 au 29 novembre 2005, organisée par l'ONU et cofinancée par la Turquie et l'Espagne ; les co-secrétaires du Haut-Conseil réuni à l'occasion par Kofi Annan sont Mehmet Aydın et l'Espagnol Federico Mayor. La Ligue Arabe (LA) apporte également son soutien, dès les origines, à ce projet. Il est intéressant de constater la façon dont la Turquie met en valeur sa double identité de pays musulman et allié des États occidentaux. Mais comme le note Dilek Yankaya, cette initiative a aussi pour conséquence de formaliser, d'officialiser la notion de « civilisation » comme élément géopolitique séparant les États du monde en grands blocs¹³⁸. On voit là se dessiner la stratégie qui sera mise en place par l'AKP dans sa vision multidirectionnelle : la tentative de s'inscrire comme acteur géopolitique influent au sein de plusieurs civilisations, pour apparaître comme un élément indispensable du dialogue entre elles, et donc y augmenter son poids stratégique.

Le premier mandat de l'AKP voit aussi se dessiner les grandes aires auxquelles s'adressent ses ambitions de diplomatie multidirectionnelle. Parmi elles, le Moyen-Orient prend une place toute spécifique, que la doctrine stratégique et diplomatique élaborée ultérieurement saura lui conserver.

3.3.2.2. Les clés de la politique moyen-orientale : échanges économiques et dialogue

Une fois définie la nécessité pour la Turquie d'élargir son champ d'alliance et de partenariats, se pose pour l'AKP la question des moyens par lesquels cet objectif peut être atteint. Dans une région comme le Moyen-Orient, qui sera au cœur de la diplomatie multidirectionnelle, dont il constitue le pôle principal, le premier mandat du parti lui permet d'initier deux pratiques sur lesquelles se construira sa stratégie : la coopération par les échanges économiques ; et une tentative de dialoguer avec l'ensemble des acteurs. En revanche, le discours de solidarité

¹³⁶ BALCI Ali. « Medeniyetler ittifakı ve AKP » [L'alliance des civilisations et l'AKP]. *Radikal*, 12 novembre 2006.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ YANKAYA Dilek. « Opportunisme politique, européanisation économique et euroscepticisme islamique : Les aventures d'une association patronale islamique avec l'Europe ». In KAYA Uğur. *Op. cit.*, p. 170-171.

islamique qui s'exprimera notamment lors des révolutions arabes n'est pas beaucoup mobilisé à cette époque – il le sera davantage par la suite.

L'importance accordée au Moyen-Orient dès le premier mandat de l'AKP peut être analysée comme une convergence d'intérêts entre deux grands courants du parti : un courant favorable à l'alliance américaine, porté notamment par Cüneyd Zapsu, Egemen Bağış, Yalçın Akdoğan, Yaşar Yakış, et ayant plutôt l'oreille de Recep Tayyip Erdoğan au cours des premières années du mandat ; et un courant plus conservateur, inspiré notamment par Ahmet Davutoğlu, et représenté par une figure comme Bülent Arınç et les députés ayant voté contre l'accord du 1^{er} mars. Ces deux branches idéologiques, malgré leurs désaccords, se retrouvent sur l'intérêt porté au Moyen-Orient. La première souhaite que la Turquie soit un acteur du PGMO, en coopération certes avec les États-Unis, mais aussi en portant ses propres intérêts au Moyen-Orient ; la deuxième est marquée par la vision traditionnelle des *Milli Görüş*, selon laquelle les Turcs doivent se tourner vers le monde musulman pour y retrouver une part de leur identité¹³⁹. Ahmet Davutoğlu a notamment fait du Moyen-Orient la zone au sein de laquelle la Turquie peut espérer retrouver la fameuse « profondeur stratégique » qui doit lui permettre de devenir une puissance géopolitique¹⁴⁰. Il y a donc un consensus au sein de l'AKP sur la nécessité d'un approfondissement de la présence turque au Moyen-Orient. Une figure comme Abdullah Gül, Premier ministre (2002-2003) puis ministre des Affaires étrangères (2003-2007) peut d'ailleurs être perçue comme une forme de synthèse de ces différentes orientations. Si son discours apparaît favorable au PGMO et à l'alliance américaine, y compris vis-à-vis de l'Irak, il tente dans le même temps d'intensifier la présence turque au Moyen-Orient, région où il a tissé des liens notamment par son expérience à la tête de la Banque de Développement Islamique de Djeddah (1983-1991).

La mention de l'expérience d'Abdullah Gül dans le secteur bancaire n'est pas totalement anodine : elle ramène au terrain économique, celui sur lequel l'AKP va appréhender le Moyen-Orient au cours de son premier mandat. En cela, du reste, sa politique n'est pas totalement une nouveauté : on se souvient que déjà Turgut Özal, dans les années 1980, voyait dans la région une opportunité d'investissements et d'échanges économiques fructueux pour son pays. Mais l'AKP va innover dans le style – exactement, d'ailleurs, comme dans le cas de son

¹³⁹ Sur la vision stratégique et diplomatique de l'islam politique au XX^e siècle, voir le chapitre 2, 1^{ère} sous-partie, 2^{ème} section, de la présente thèse.

¹⁴⁰ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales]. Istanbul : Küre Yayınları, 48^{ème} édition, 2010 (1^{ère} édition : 2001), p. 323-453.

rapprochement avec les États voisins, politique du reste étroitement complémentaire de ses ambitions moyen-orientale, la Syrie jouant dans les deux cas un rôle clé. Les liens économiques se tissent au rythme des visites d'État, s'accompagnant souvent d'accords mis en scène et de grands projets de coopération. En ce sens, on peut dire (et c'est là ce qui distingue cette séquence des années 1980) qu'au Moyen-Orient, les relations économiques sont pensées en étroite corrélation avec les relations politiques. Celles-ci permettent en effet d'accélérer les échanges commerciaux et les accords d'investissement ; et les succès économiques, en retour, sont valorisés dans le discours public turc relatif à sa politique étrangère¹⁴¹. À l'exemple donné précédemment de la Syrie, dans le cadre du rapprochement avec les pays frontaliers, peut être ajouté celui du Conseil de Coopération du Golfe, et en particulier de l'Arabie Séoudite, en direction de laquelle les exportations turques vont être multipliées par dix au cours de la décennie¹⁴². Dans cette ouverture économique, qui connaît une accélération dès le premier mandat de l'AKP, on voit typiquement se déployer ces outils liant relations politiques, souvent personnalisées, et relations commerciales. Ainsi, la visite du roi Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud (2005-2015) à Ankara, en août 2006, une première depuis 40 ans, permet un net renforcement des relations économiques turco-séoudiennes, avec en particulier la signature d'un accord favorisant les investissements réciproques¹⁴³. Ces efforts portent également sur les déplacements de citoyens d'un pays à l'autre – sources de revenus –, avec l'augmentation de touristes séoudiens en Turquie, et de pèlerins turcs dans les villes saintes de l'Islam¹⁴⁴. Toutefois, à côté de cet aspect économique de la politique moyen-orientale turque se développe une approche novatrice, qui s'essaie à la médiation.

C'est Abdullah Gül, avant même l'arrivée au poste de Premier ministre de Recep Tayyip Erdoğan, qui inaugure la politique de médiation qui entrera progressivement dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP. Alors que le *leader* de l'AKP et ses conseillers en politique étrangère travaillent avec les Américains sur l'épineux dossier de l'Irak, Abdullah Gül cherche à mobiliser des acteurs moyen-orientaux pour éviter la guerre qui s'annonce. Dans un premier temps, il cherche à réunir les dirigeants syriens, égyptiens, jordaniens et séoudiens ; le but en est de parler d'une seule voix face à l'Irak et de le convaincre d'accepter une solution

¹⁴¹ *Idem.* « İş dünyası artık politikanın öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique]. *Turkish Time*, 15 avril 2004.

¹⁴² DAZI-HÉNI Fatıha. « La Turquie et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) : une relation d'avenir ? » In SCHMID Dorothée (dir.). *Op. cit.*, p. 250.

¹⁴³ Le texte de l'accord est disponible en PDF, en anglais, *via* le lien suivant : <http://investmentpolicyhub.unctad.org/Download/TreatyFile/5067> (dernière consultation : 7 octobre 2017).

¹⁴⁴ DAZI-HÉNI Fatıha. *Op. cit.*, p. 250.

moyen-orientale qui freine les ardeurs belliqueuses des États-Unis¹⁴⁵. Puis il reçoit Taha Yasin Ramazan, vice-président irakien, à Ankara, le 4 février 2003. Au cours de cette entrevue, organisée avec l'aide du MIT dans le plus grand secret, il tâche de le convaincre d'accepter une solution moyen-orientale à la crise, en vue d'éviter la guerre ; en vain¹⁴⁶. Si ces tentatives avortent vite (débouchant finalement sur l'accord turco-américain dont il a été fait mention précédemment), elles sont intéressantes par la méthode qu'elles révèlent : essayer de traiter les problèmes moyen-orientaux en dialoguant avec l'ensemble des acteurs locaux ; obtenir de la Turquie une place importante au sein de ces acteurs ; pour cela, multiplier les initiatives et les propositions. C'est un schéma qui sera répété à plusieurs reprises par la suite, et qui s'affine au cours de ce premier mandat de l'AKP.

Un bon exemple de cette politique est son appréhension du dossier israélo-palestinien. Au rebours des idées reçues, ce premier mandat ne s'accompagne pas d'une rupture avec Israël. Il est vrai que les relations bilatérales s'avèrent moins bonnes que dans la décennie 1990, mais les raisons en sont davantage conjoncturelles (rapprochement turco-syrien ; faible action des lobbies pro-israéliens face aux velléités américaines de reconnaissance du génocide arménien ; deuxième intifada ; désaccords sur l'Irak)¹⁴⁷ que liées à une volonté politique. D'ailleurs, comme le note Yusuf Ziya Bölükbaşı, l'AKP soigne sa relation avec Israël en y envoyant des ambassadeurs de grande réputation, comme Ahmet Üzümcü, Feridun Sinirlioğlu ou Namık Tan¹⁴⁸. Et lorsque ses déclarations de 2004 condamnant l'assassinat du cheikh Ahmed Yassin (fondateur et chef spirituel du Hamas) jettent un froid entre les deux pays¹⁴⁹, Recep Tayyip Erdoğan s'efforce d'y remédier en se rendant, dès 2005, à Tel-Aviv pour raffermir les liens¹⁵⁰. Mais la véritable nouveauté introduite par l'AKP est la volonté de ne pas seulement discuter avec Tel-Aviv, mais également avec ses adversaires, et en particulier le plus critiqué à l'époque, le Hamas. Ce dernier, qui remporte à Gaza les élections de 2006, est considéré par Israël et ses alliés occidentaux comme un mouvement terroriste avec lequel la discussion n'est pas envisageable. L'AKP s'inscrit en faux contre cette position, en essayant d'ouvrir un dialogue avec le mouvement. C'est dans cette optique qu'Abdullah Gül, alors ministre des Affaires

¹⁴⁵ SEVER Ahmet. *Op. cit.*, p. 39.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 40.

¹⁴⁷ BÖLÜKBAŞI Yusuf Ziya. « Türkiye-İsrail İlişkileri » [Les relations Turquie-Israël]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem et al. *Op. cit.*, p. 219-220 et 226-227. Voir aussi FILDES Harriet. International Fluctuations and Domestic Limitations : Turkish-Israeli Relations in the New Millenium. In IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 135-136.

¹⁴⁸ BÖLÜKBAŞI Yusuf Ziya. *Op. cit.*, p. 222.

¹⁴⁹ GANEM Élise. « La détérioration du partenariat israélo-turc ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*, p. 96.

¹⁵⁰ MIRE Greg. « Turkish Leader Visits Israel, Restoring Friendly Ties ». *New-York Times*, 2 mai 2005.

étrangères, prend contact avec le Hamas et le félicite pour sa victoire, tout en l'encourageant à se montrer responsable. Il décide d'inviter à Ankara Khaled Mechaal, le chef du mouvement. Au cours de leur entrevue, il l'encourage à accepter des négociations en vue de la fondation de deux États, palestinien et israélien, et à renoncer à la violence armée¹⁵¹. Cette visite provoque la colère des autorités israéliennes. Elle semble certes témoigner d'une préférence idéologique de la diplomatie turque pour les mouvements issus de l'islam politique¹⁵². Cependant, mise en parallèle avec les efforts pour conserver de bonnes relations avec Tel-Aviv, elle se comprend davantage sous le prisme d'une stratégie visant à ouvrir le dialogue avec l'ensemble des acteurs en vue de participer à une potentielle résolution du conflit, et en tous les cas pour apparaître comme un acteur indispensable. Un officiel de l'AKP justifiera d'ailleurs cette visite comme une tentative d'intégrer le Hamas au système international – tentative que les réticences occidentales auraient fait échouer¹⁵³. On voit ici se dessiner les premières esquisses des processus de médiation dont l'AKP fera un important élément de sa stratégie à partir de son second mandat.

3.3.2.3. Une (ré)ouverture aux grands ensembles stratégiques mondiaux

La séquence 2002-2007 permet d'observer les premiers essais de la diplomatie multidirectionnelle que recommandait Ahmet Davutoğlu. Elle apparaît toutefois limitée à certaines grandes régions géographiques, qui ne coïncident d'ailleurs pas toujours avec celles mises en avant par l'influent conseiller. Elle s'appuie essentiellement sur le volet économique et, dans une moindre mesure, diplomatique.

Au-delà de l'Union Européenne et du Moyen-Orient, quelles sont les grandes aires géopolitiques dans lesquelles la Turquie, au cours du premier mandat de l'AKP, essaie de déployer son influence de manière significative ? On constate qu'il s'agit de régions géographiquement ni vraiment proches (la Turquie ne leur est pas frontalière), ni trop lointaines (elles restent dans un espace afro-asiatique), et dans un processus d'émergence ou de réémergence.

- La Chine : alors que les relations entre Ankara et Pékin ont été très limitées au cours du XX^e siècle, c'est l'arrivée au pouvoir de l'AKP qui permet leur développement spectaculaire. La visite de Recep Tayyip Erdoğan en Chine, en janvier 2003, est très

¹⁵¹ SEVER Ahmet. *Op. cit.*, p. 68-70.

¹⁵² STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 19.

¹⁵³ Cité dans FILDES Harriet. *Op. cit.*, p. 139.

importante dans ce processus. Au cours de ce voyage, en effet, il évoque non seulement les points d'accord politiques sino-turcs (scepticisme face à la guerre en Irak, opposition au séparatisme), mais impulse surtout une coopération économique sans précédent¹⁵⁴.

- L'Afrique Subsaharienne : il s'agit de l'ensemble régional au sein duquel les progrès diplomatiques turcs sont les plus nets au cours de ce premier mandat. L'année marquante, cette fois-ci, est 2005, décrétée « Année de l'Afrique » par la Turquie¹⁵⁵. S'accompagnant de voyages de Recep Tayyip Erdoğan, elle est l'occasion pour Ankara d'établir des relations diplomatiques avec de nombreux nouveaux pays – 15 ambassades sont ouvertes au cours des années suivantes¹⁵⁶. Tout en accordant une certaine préférence aux pays africains de culture musulmane, la Turquie joue sur la coopération économique, à l'aide notamment de l'Agence de Coopération et de Développement Turque [*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*, TİKA]¹⁵⁷. Les investissements turcs connaissent à l'époque une hausse spectaculaire, passant de 578 millions de dollars en 2003 à 942 millions en 2005¹⁵⁸. En 2006, à l'initiative d'Abdullah Gül, des rencontres turco-africaines ont lieu à Istanbul¹⁵⁹ ; elles aboutissent, en 2008, à l'organisation d'un sommet Turquie-Afrique, une première dans l'histoire turque¹⁶⁰. Comme on le constate, l'ouverture à l'Afrique Subsaharienne initiée au cours du premier mandat de l'AKP se poursuivra au cours des années suivantes, avec cette particularité que la diplomatie, notamment via l'ouverture d'ambassades, occupe cette fois une place aussi (voire plus) importante que l'économie.
- La Russie : le vote du 1^{er} mars 2003 resserre les liens entre la Turquie et la Russie, cette dernière étant hostile à la guerre en Irak. Vladimir Poutine appelle ainsi Abdullah Gül le jour même et salue la décision de l'Assemblée Nationale turque¹⁶¹. Durant les années qui suivent, ce sont cependant les questions économiques qui favorisent le rapprochement entre Moscou et Ankara ; en particulier la question énergétique. C'est une question complexe, car la relation turco-russe oscille ici entre coopération et rivalité.

¹⁵⁴ KELLNER Thierry. « La Chine et la Turquie : entre compétition et partenariat ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*, p. 202-204.

¹⁵⁵ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 309.

¹⁵⁶ UWIZEYIMANA Emeline. « L'ouverture de la Turquie à l'Afrique ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*, p. 165.

¹⁵⁷ BALCI Bayram. « La diplomatie active mais fragile de la Turquie en Afrique ». *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p 98. Pour rappel, le rôle de la TİKA a été précisé dans le chapitre 1 de cette thèse.

¹⁵⁸ UWIZEYIMANA Emeline. *Op. cit.*, p. 181.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 165.

¹⁶⁰ BALCI Bayram. *Op. cit.*, p. 98.

¹⁶¹ SEVER Ahmet. *Op. cit.*, p. 47.

D'une part, la Turquie est un client pour les hydrocarbures russes et une voie potentielle d'acheminement de ces derniers vers l'Europe, alternative à l'Ukraine. Mais il y a aussi une concurrence entre les deux pays, qui représentent les deux seules voies de passages des hydrocarbures centrasiatiques à destination de l'Europe. Cette dernière, ne voulant pas dépendre uniquement de la plaque tournante russe, souhaite voir une partie de ces hydrocarbures acheminés par la Turquie¹⁶². L'inauguration de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2006, puis celle du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum l'année suivante, permettent d'acheminer les hydrocarbures de la mer Caspienne à la Méditerranée sans passer par la Russie. Mais l'inauguration en 2003 du gazoduc Blue Stream, qui achemine le gaz russe en Turquie, renforce parallèlement la coopération entre Moscou et Ankara¹⁶³.

Il est en revanche à noter que la diplomatie multidirectionnelle ainsi mise en œuvre demeure inégale. Ce premier mandat se traduit par un dynamisme nouveau dans les relations turques avec l'Union Européenne et, dans une moindre mesure, les États-Unis ; ainsi que par un approfondissement des liens avec la Chine, la Russie, l'Afrique Subsaharienne et, surtout, le Moyen-Orient. On ne constate pas en revanche de politique active en direction d'autres régions géopolitiques qui deviendront, pourtant, des cibles importantes de la politique étrangère de l'AKP au cours de ses mandats futurs :

- L'Asie Centrale : alors même que cet espace géographique s'inscrit dans le troisième cercle d'influence proposé par Ahmet Davutoğlu, la Turquie s'y implique beaucoup moins de 2002 à 2007, que dans les années 1990. Malgré un voyage dans la région de Recep Tayyip Erdoğan en 2003, puis d'Abdullah Gül en 2007, il faut attendre 2008 et 2009, qui voient la naissance respective de l'Assemblée Parlementaire des Pays Turcophones [*Türk Dili Konuşan Ülkeler Parlamenter Asamblesi*, TÜRKPA] et du Conseil Turcique, pour un réel approfondissement des relations¹⁶⁴.
- L'Amérique Latine : malgré un voyage diplomatique dans la région de Recep Tayyip Erdoğan, en 2005, qui l'amène en particulier à Cuba¹⁶⁵, ce premier mandat ne permet pas vraiment d'anticiper l'importance que prendra ce continent dans la politique

¹⁶² HAYDAROĞLU Ceyhun. Türkiye Avrasya İlişkileri Bağlamında Enerjinin Jeopolitiği [Géopolitique de l'énergie dans le contexte des relations Turquie-Eurasie]. In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 390.

¹⁶³ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 303-304.

¹⁶⁴ YARACILIK Lebriz. Les relations de la Turquie avec les Républiques d'Asie Centrale. In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*, p. 125, 137 et 158.

¹⁶⁵ AKILLI Erman, DONELLI Federico. « Reinvention of Turkish Foreign Policy in Latin America : The Cuba Case ». *Insight Turkey*, vol. 18, n° 2, 2016, p. 161.

étrangère turque des années à venir. C'est en 2006 seulement, consacrée « Année de l'Amérique Latine et des Caraïbes », que commence à s'observer une relance des échanges, qui se traduira par une coopération approfondie à la fin des années 2000¹⁶⁶.

Ces limites à l'ouverture multidirectionnelle sont en réalité représentatives de ce que l'on observe au cours du premier mandat législatif de l'AKP : l'essai de nouvelles stratégies diplomatiques, mais sans que celles-ci soient systématisées de façon cohérente et intégrées dans un discours logique et ordonné, ce qui permettrait de déceler une doctrine. Ce n'est qu'au cours des années suivantes que celle-ci va réellement prendre forme.

Le premier mandat législatif de l'AKP (2002-2007) apparaît donc comme une période assez particulière : davantage que l'occasion d'appliquer un corpus doctrinal prédéfini, elle doit être vue comme une première expérience du pouvoir qui contribue à éclairer les stratégies du parti. En cela, elle est déterminante dans l'élaboration future de la doctrine. En premier lieu, elle permet au parti de saisir l'importance du lien entre politique intérieure et politique étrangère – une leçon vite mise à profit lorsqu'il fait le choix du processus d'intégration européen. On voit également se mettre en place une stratégie de réassurance vis-à-vis des alliés traditionnels (notamment américain), ainsi que des pays frontaliers ; l'objectif étant alors de sortir du prisme sécuritaire qui permet à l'Armée de garder un droit de regard sur la politique stratégique et diplomatique. Passées ces étapes, on voit, en particulier dans les dernières années du mandat, se dessiner les bases futures de la doctrine de l'AKP, et notamment l'idée d'une politique multidirectionnelle, orientée non pas seulement vers l'Occident mais aussi vers d'autres grandes aires géopolitiques – dont le Moyen-Orient –, un processus au sein duquel l'économie joue encore un grand rôle. Ces années d'expérience permettent à l'AKP d'aborder le cap des élections législatives et présidentielle de 2007 en confiance, et de commencer à élaborer ce qui deviendra une doctrine stratégique et diplomatique cohérente.

¹⁶⁶ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 311-312.

Chapitre 4. L'affirmation d'un discours doctrinal (2007-2009)

La séquence ouverte par les élections de l'été 2007 permet de voir s'affirmer, pour la première fois, un discours se voulant cohérent et marqué par des axes théoriques clairs en matière de politique étrangère. En d'autres termes, c'est à partir de ce moment qu'émerge dans la rhétorique de l'AKP ce qu'on peut qualifier de doctrine stratégique et diplomatique. Le parti se trouve alors, il est vrai, dans une situation inédite. Pour la première fois, avec l'élection d'Abdullah Gül à la présidence de la République, il a en main toutes les institutions politiques. De plus, en remportant triomphalement les élections législatives et en gagnant son bras de fer contre l'Armée, qui a voulu imposer un autre président, il renforce encore son contrôle sur la Turquie. Dans ce contexte, c'est une équipe forte d'une marge de manœuvre élargie, mais également de cinq années d'expérience et d'une diversification des sources d'inspiration intellectuelles, qui s'attelle à la politique étrangère turque. Les premières années de ce mandat législatif peuvent toutefois être perçues comme une période de « rodage ». Les discours publics convergent progressivement autour de l'affirmation de quelques grands principes sur lesquels va s'élaborer la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP. Ahmet Davutoğlu, relativement discret au cours du précédent mandat (2002-2007), intervient de plus en plus et participe largement à l'élaboration de ces principes doctrinaux. Ceux-ci sont également affirmés, de plus en plus nettement, par le président Gül, le Premier ministre Erdoğan et son ministre des Affaires étrangères, Ali Babacan (2007-2009). Et si le discours donne une cohérence doctrinale aux politiques menées jusqu'à présent, l'effet inverse s'observe. La politique étrangère se conforme davantage aux grands principes définis par les cadres du parti, qu'il s'agisse de la résolution des différends avec les États voisins, du caractère multidirectionnel de la politique étrangère, ou d'un activisme diplomatique affirmé, qui passe notamment, au cours de ces premières années, par des essais plus ou moins réussis de médiation.

4.1. La politique étrangère repensée dans un contexte de marge de manœuvre élargie

Le printemps et l'été 2007 sont marqués par une tension croissante entre l'AKP et l'institution militaire, une véritable crise politique et sociétale qui se conclut par la nette victoire du parti conservateur. Celui-ci, fort d'une légitimité nouvelle, dispose pour mener sa politique étrangère d'une équipe expérimentée, qui s'appuie sur des analyses de plus en plus nombreuses et disponibles.

4.1.1. 2007 : un tournant dans le processus d'affirmation de l'AKP

En avril 2007 s'ouvre une séquence politique qui va opposer l'AKP à l'institution militaire ainsi qu'aux partis de l'opposition laïque, sur une période de plus de quatre mois. Au cœur de la polémique : l'élection du nouveau président de la République. Ce dernier doit remplacer Ahmet Necdet Sezer (2000-2007), qui n'est pas membre de l'AKP.

La candidature d'Abdullah Gül, annoncée le 24 avril, provoque de vives réactions parmi les opposants à son parti. Avant même que son nom soit proposé, une grande manifestation a réuni, le 14 avril, à Ankara, près d'un million de Turcs marquant leur attachement au modèle séculier de la République et leur opposition à ce qu'un membre de l'AKP accède à la présidence de la République. Mais ce n'est qu'après sa victoire au premier tour de l'élection présidentielle, le 27 avril, que ses opposants lancent l'offensive. C'est l'Assemblée Nationale qui élit le président de la République, et Abdullah Gül y a obtenu 357 voix ; il lui en aurait fallu 361 pour être élu dès le premier tour, et la voie est donc ouverte pour un second tour. Mais il doit alors faire face à une contestation à triple visage :

- Une partie de l'opposition politique et de la société civile marque son hostilité au candidat ; en particulier, d'immenses manifestations se tiennent à partir du 29 avril à Ankara et dans plusieurs autres grandes villes, comme Izmir.
- Plus significative est l'intervention de l'armée : dès le 12 avril, alors qu'il paraissait certain que l'AKP aurait son propre candidat, le chef d'État-Major Yaşar Büyükanıt a envoyé un message clair. Interrogé au cours d'une conférence de presse sur l'élection à venir, il déclare :

« En tant que citoyens, et en tant que membres des forces armées turques, nous espérons qu'une personne attachée pas seulement dans les paroles mais aussi personnellement aux valeurs de la République sera élue à la présidence de la République¹. »

Mais c'est dans la nuit suivant le premier tour de l'élection que l'Armée révèle ouvertement son hostilité, par la publication en ligne d'un mémorandum évoquant à demi-mot une intervention militaire dans le cas où les principes républicains fondateurs seraient menacés².

- Enfin, sur un plan judiciaire, la Cour Suprême, saisie par le parti CHP, déclare le 1^{er} mai le vote nul, en raison de l'absence au Parlement de plus d'un tiers des députés. En conséquence, le second tour prévu le lendemain est annulé.

L'opposition à l'accession d'Abdullah Gül à la présidence de la République tient à plusieurs ressorts. Il est fréquent, en particulier dans la presse francophone, de lire des analyses expliquant cette position – notamment au sein de l'Armée – par le fait que l'épouse du candidat de l'AKP portait le voile³. On peut certes considérer que cet élément symbolique a pu attiser les craintes, en particulier des partisans les plus intransigeants du caractère séculier de l'État. Mais peut-être ne faudrait-il pas seulement se focaliser sur cet aspect précis, et se représenter que plus largement, l'élection d'un candidat de l'AKP à la présidence de la République revenait à donner, pour la première fois, le contrôle de l'ensemble du pouvoir exécutif au parti.

Or, face à cette opposition, le parti de Recep Tayyip Erdoğan fait face – contrairement à ce qu'avait fait le RP de Necmettin Erbakan en 1997. Il réagit tout d'abord avec une réelle fermeté au mémorandum militaire. Cemil Çiçek, porte-parole du gouvernement, rappelle que l'Armée doit se subordonner au gouvernement, tandis que Recep Tayyip Erdoğan appelle immédiatement le général Büyükanıt pour demander des explications⁴. Abdullah Gül obtient le soutien de l'ensemble des cadres du mouvement, y compris celui de Bülent Arınç⁵, le président

¹ « Büyükanıt'ın konuşmasının tam metni » [Le texte complet du discours de Büyükanıt]. *Hürriyet*, 12 avril 2007.

² OBERLÉ Thierry. « Les militaires à nouveau tentés par le coup d'État ». *Le Figaro*, 30 avril 2007.

³ Par exemple PERRIER Guillaume. « Turquie : le voile de Mme Gül ». *Le Monde*, 29 octobre 2010. Ou bien encore LIU Zhifan. « Turquie : le poids historique de l'armée ». Franceinfo (en ligne). 18 juillet 2016. Disponible sur : <http://geopolis.francetvinfo.fr/turquie-le-poids-historique-de-l-armee-112239> (dernière consultation : 20 avril 2017).

⁴ MARCOU Jean. « Face à face entre l'Armée et le Gouvernement ». OVIPO (en ligne). 29 avril 2007. Disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org/113> (dernière consultation : 20 avril 2017).

⁵ SEVER Ahmet. *Abdullah Gül ile 12 Yıl : Yaşadım, gördüm, yazdım* [12 années avec Abdullah Gül : j'ai vécu, j'ai vu, j'ai écrit]. Istanbul : Doğan Kitap, p. 34.

de l'Assemblée Nationale, qui avait pu s'opposer à lui à d'autres occasions, par exemple au sujet de la guerre en Irak.

Dans ces circonstances, un nouvel échec le 6 mai (faute de la présence au Parlement de plus de deux tiers des députés) ne décourage pas le parti, et la décision est prise d'organiser des élections législatives anticipées. Le 22 juillet 2007, l'AKP remporte celles-ci avec une large majorité (46,66% des voix et 341 députés sur 550). Celle-ci est certes insuffisante pour atteindre les deux tiers de voix qui feraient élire son candidat au premier tour, mais son triomphe a montré le très net soutien populaire dont il jouit. Les partis d'opposition renoncent à boycotter les votes à l'Assemblée Nationale et au terme d'un scrutin à trois tours (20, 24 et 28 août), Abdullah Gül est élu président de la République.

Trois éléments permettent de considérer que l'AKP sort renforcé de cette séquence. Premièrement, le parti a su tenir tête à l'Armée, face à ce qui est considéré par certains observateurs⁶ comme une véritable tentative de coup d'État « post-moderne » – c'est ainsi qu'est désigné l'intervention de 1997. Mieux, il a obtenu face à celle-ci le soutien de l'Union Européenne⁷, ce qui semble valider sa stratégie consistant à rassurer les partenaires étrangères pour obtenir en retour leur soutien sur la scène intérieure⁸. Le parti s'affirme ainsi assez puissant pour passer outre les recommandations et exigences de l'institution militaire, ce qui élargit considérablement sa marge de manœuvre en politique stratégique et diplomatique. Deuxièmement, sa victoire aux élections législatives, avec un score plus élevé qu'en 2002 (46,66% contre 34,28%), et malgré un nombre de sièges moins important, témoigne d'un soutien populaire réel. L'AKP peut ainsi afficher une légitimité démocratique, ce qui renforce sa position non seulement à l'intérieur du pays, mais également vis-à-vis de ses partenaires étrangers, dans l'optique d'un *soft power*. Troisièmement, l'organisation d'élections législatives anticipées suivies de l'élection présidentielle donne au parti, qui les a remportées, le contrôle de l'ensemble des organes exécutifs et législatifs pour, au minimum (et sauf élection anticipée), les quatre années à venir.

⁶ Par exemple Ariane Bonzon (« Les militaires égyptiens appliquent-ils le modèle du 'soft coup' turc ? ». *Slate* (en ligne). 20 juin 2012. Disponible en ligne sur : <http://www.slate.fr/story/58075/egypte-turquie-soft-coup-armee-islamistes> (dernière consultation : 23 avril 2017)) ou Jean Marcou (« Le général Yaşar Büyükanit prochainement auditionné au sujet du 'e-memorandum' du 27 avril 2007 ». *OVIPO* (en ligne). 4 novembre 2012. Disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org/8031> (dernière consultation : 26 avril 2017)).

⁷ « EU warns Turkish army over vote ». *BBCNews* (en ligne). 28 avril 2007. Disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6602661.stm> (dernière consultation : 24 avril 2017).

⁸ Voir la première sous-partie du précédent chapitre.

Le passage de ce cap permet au parti d'élaborer plus librement une doctrine en politique extérieure. Jusqu'à présent, en effet, il devait compter, d'une part avec le pouvoir de blocage du président Ahmet Necdet Sezer, et d'autre part avec la capacité de nuisance de l'institution militaire, difficile à évaluer tant que l'épreuve de force n'avait pas été tentée. À présent, il dispose d'une plus grande liberté d'action. Celle-ci est d'autant plus forte que cinq années de mandat ont permis à ses cadres d'acquérir une certaine expérience. L'équipe qui se charge de définir et appliquer la politique stratégique et diplomatique reflète cette évolution.

4.1.2. La mise en place d'une équipe expérimentée

Le renouvellement politique de 2007 amène à quelques changements dans la prise de décision en matière de politique étrangère. Première conséquence immédiate de la séquence électorale : le rapport hiérarchique s'inverse officiellement entre Recep Tayyip Erdoğan, toujours au poste de Premier ministre, et son ancien ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, qui devient président de la République. Dans la pratique, l'élément principal à retenir est que les deux fonctions de commandement du pouvoir exécutif sont occupées par deux hommes ayant travaillé ensemble depuis 2003 sur la politique étrangère. Il n'y a donc plus de conflit idéologique entre les deux têtes de l'exécutif – ce qui était le cas sous la présidence d'Ahmet Necdet Sezer, jusqu'en 2007 – mais au contraire poursuite d'une coopération déjà éprouvée. Abdullah Gül entend du reste se montrer bien plus actif que son prédécesseur ; il estime que la Turquie, en particulier, doit régler trois problématiques essentielles : la question kurde, l'absence de solution à Chypre, et le conflit gelé avec l'Arménie⁹. Ces trois problématiques relèvent toutes de questions stratégiques et diplomatiques. Quant à Recep Tayyip Erdoğan, fort de plus de quatre ans d'expérience à la tête du gouvernement, il poursuit une politique étrangère résolument active. La convergence entre les deux hommes sur les questions stratégiques n'exclut pas, du reste, l'apparition de premières oppositions politiques et personnelles¹⁰. Celles-ci peuvent même s'exprimer dans la pratique de la politique étrangère, diverses initiatives d'Abdullah Gül, la détente avec l'Arménie par exemple, se voyant ensuite freinées par son Premier ministre¹¹. Mais l'important dans la définition de la doctrine demeure le maintien à la

⁹ SEVER Ahmet. *Op. cit.*, p. 73-75.

¹⁰ JENKINS Gareth. « The AKP's Cold War: Towards a Final Reckoning Between Erdogan and Gül? » *The Turkey Analyst* (en ligne). 6 décembre 2010. Disponible sur <https://www.turkeyanalyst.org/publications/turkey-analyst-articles/item/235-the-akps-cold-war-towards-a-final-reckoning-between-erdogan-and-g%C3%BCl?.html> (dernière consultation : 23 avril 2017).

¹¹ *Ibid.*

tête du pouvoir exécutif de deux figures habituées à travailler ensemble et ayant bénéficié d'une expérience gouvernementale conséquente.

Ali Babacan remplace Abdullah Gül au ministère des Affaires étrangères. Lui-même bénéficie d'une longue expérience ministérielle, puisqu'il a été le plus jeune ministre de l'AKP lorsque qu'il est devenu ministre de l'Économie, en novembre 2002, un poste qu'il a conservé tout au long du mandat législatif. Son cabinet est étroitement associé à la pratique d'une politique étrangère où le facteur économique gagne en importance – il est par exemple consulté par Recep Tayyip Erdoğan au sujet de l'accord turco-américain de 2003 sur l'Irak, et fait valoir qu'un rejet par l'Assemblée Nationale de ce dernier n'aurait pas d'impact significatif sur l'économie turque¹². Mais c'est surtout sa nomination au poste de négociateur en chef pour l'adhésion de la Turquie à l'UE, le 24 mai 2005, qui l'introduit aux affaires diplomatiques. C'est fort d'une expérience de deux ans de négociations qu'il prend la tête du ministère des Affaires étrangères – mandat pendant la majorité duquel il conserve, par ailleurs, son poste de négociateur en chef. C'est donc à un bon connaisseur des questions européennes qu'Abdullah Gül cède son poste ; ces compétences sont rapidement mises à profit par Ali Babacan, qui s'implique en particulier dans les relations héliéno-turques¹³. On note par ailleurs que Mehmet Aydın conserve son titre de ministre d'État, la titulature officielle le chargeant également de la gestion de l'Alliance des Civilisations, dont il avait été avec Ahmet Davutoğlu le principal instigateur.

L'équipe gouvernementale qui se met en place en 2007 bénéficie donc d'une longue expérience de la pratique de la politique étrangère. C'est une différence majeure avec celle qui avait pris le pouvoir en 2002. Elle a de plus le soutien d'un président de la République qui a lui-même été en charge de ces questions pendant plus de quatre ans.

4.1.3. Les outils intellectuels à disposition de l'AKP

Il convient d'insister sur un autre aspect crucial du contexte dans lequel l'AKP entame son second mandat législatif : la multiplication des sources de pensée et de réflexion stratégiques. Le processus d'adhésion à l'UE, la libéralisation de la vie politique, le poids croissant de la société civile et l'activisme affiché de l'AKP en matière de politique étrangère offrent un terrain

¹² SEVER Ahmet. *Op. cit.*, p. 41.

¹³ MARCOU Jean. « Ali Babacan en Grèce ». OVIPO (en ligne). 5 décembre 2007. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/399> (dernière consultation : 5 mai 2017).

favorable au développement d'outils intellectuels variés. Ceux-ci fournissent à l'AKP les outils nécessaires à l'élaboration d'une doctrine stratégique et diplomatique.

Les années 2000 voient ainsi la parution de très nombreux ouvrages consacrés aux relations internationales, aux questions stratégiques et à la position de la Turquie¹⁴. En plus de *Stratejik Derinlik* (2001) et *Küresel Bunalım* (2002), Ahmet Davutoğlu s'exprime régulièrement par le biais d'interventions publiques et d'articles de presse, dont le plus fameux et le plus influent est probablement celui publié en 2004, « Türkiye Merkez Ülke Olmalı ». Autre figure déjà croisée auparavant, İsmail Cem publie successivement *Türkiye, Avrupa, Avrasya* (2004) et *Avrupa'nın Birliği ve Türkiye* (2005), deux ouvrages consacrés plus particulièrement aux relations entre la Turquie et les institutions européennes. Ümit Özdağ, universitaire et militant nationaliste, publie *Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri* [Les relations Turquie-Union Européenne] en 2003, et *Türkiye'de Düşük Yoğunluklu Çatışma ve PKK* [Le conflit larvé en Turquie et le PKK] en 2005. Il ne s'agit là que de quelques exemples d'ouvrages qui sont alors édités en Turquie ; ils témoignent de l'impressionnant foisonnement intellectuel qui traverse le pays, en particulier relativement aux relations internationales.

Si les publications individuelles indiquent l'intérêt du champ intellectuel turc pour la politique étrangère, les centres de recherche (*think-tanks*) influencent encore plus directement les élites politiques au pouvoir. En effet, leurs travaux sont plus directement liés à l'actualité, et ambitionnent de donner les clés d'analyse nécessaires à une politique efficace. Les années 2000 voient l'apparition de plusieurs centres de recherche qui auront une grande importance dans l'analyse des relations internationales. La Fondation de Recherches Stratégiques Internationales [*Uluslararası Stratejik Araştırmalar Kurumu, USAK*] est fondée en 2004, sous la houlette de l'universitaire Sedat Laçiner, spécialiste en relations internationales, plus spécialement au Moyen-Orient. Peu après, en 2006, la SETA est fondée par Ibrahim Kalın. Ces deux organismes ont une influence sur le gouvernement de l'AKP qui, pour sa part, soutient leurs travaux¹⁵. Ils proposent des publications régulières relatives aux relations internationales ; la SETA édite notamment la revue *Insight Turkey*, dans laquelle s'expriment d'importants penseurs de la politique extérieure turque, comme Ahmet Davutoğlu, Yaşar Yakış ou Beril Dedeoğlu. Durant

¹⁴ Sauf mention contraire, les références de ces ouvrages peuvent être retrouvées dans la bibliographie de la présente thèse.

¹⁵ ÇAMLİBEL Cansu. « Düşüyor, düşünüyor ve karar aldırıyorlar » [Ils rêvent, réfléchissent et prennent la décision]. *Hürriyet*, 22 mai 2011. Voir également DENAMUR Antoine. « Cartographie des think-tanks turcs et tentative de typologie ». OVIPO (en ligne). 8 juillet 2013. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/9181> (dernière consultation : 26 juillet 2017).

la période allant de 2007 à 2009, l'AKP dispose donc de plus solides outils de réflexion pour l'élaboration de sa doctrine. De nouveaux centres de recherche apparaissent à cette période. En 2008 sont fondés le petit Centre de Recherches Stratégiques et Économiques sur la Turquie [*Türkiye Ekonomik ve Stratejik Araştırmalar Merkezi*, TESAM], qui propose également une analyse de la situation internationale, le Centre de Recherches Stratégiques des Sages [*Bilge Adamlar Stratejik Araştırmalar Merkezi*, BILGESAM], spécialisé dans les questions stratégiques, et le *Global Political Trends Center* [GPot], qui s'adresse tant à la société civile qu'aux différents partis politiques. Mais c'est surtout le Centre de Recherches Stratégiques pour le Moyen-Orient [*Ortadoğu Stratejik Araştırmalar Merkezi*, ORSAM], fondé en 2009, qui va devenir une importante force de proposition, alors que la doctrine de l'AKP donne à cette région un rôle de plus en plus essentiel.

Cette période correspond aussi à l'émergence d'un courant médiatique qui, sans être issu lui-même de l'islam politique, observe les mesures de l'AKP avec une certaine bienveillance. Issus de milieux idéologiques variés, ces médias et journalistes sont favorables à une libéralisation de la vie politique et à un rapprochement avec l'UE, et considèrent le parti au pouvoir comme un atout dans la poursuite de ces objectifs. Un exemple nous est donné par les frères Altan, issus d'une famille socialiste et contestataire. L'aîné, Ahmet Altan, qui écrit pour divers journaux, devient en 2007 rédacteur en chef du quotidien *Taraf*. Sous son impulsion, ce journal, de tendance libérale, se spécialise dans la dénonciation des affaires attribuées à l'Armée. Il sera notamment actif dans la révélation du scandale « Ergenekon », du nom d'une organisation militaire accusée de comploter contre le gouvernement¹⁶. Son frère, Mehmet Altan, écrivain et journaliste qui se décrit comme « marxiste-libéral », soutient les ambitions européennes de l'AKP¹⁷. Un autre journal, *Radikal*, se positionne sur la même ligne libérale, pro-européenne, méfiante envers l'Armée. Parmi ses intervenants réguliers, on retrouve d'ailleurs un nom déjà croisé, le journaliste libéral et ottomaniste, Cengiz Çandar¹⁸. Un autre de ses chroniqueurs, Murat Belge (qui écrira ensuite pour *Taraf*, à partir de 2008), est particulièrement mal perçu par l'Armée et les milieux nationalistes, en raison notamment de son soutien à des débats libres sur le génocide arménien. On peut enfin citer Ahmet İnsel, chroniqueur à *Radikal* et *Cumhuriyet*, économiste et politologue. Partisan de l'intégration à l'UE, il salue les réformes

¹⁶ Pour plus de détails sur cette affaire, on pourra se reporter au chapitre 6, 1^{ère} partie, 1^{ère} section, 1^{ère} sous-section, de cette thèse.

¹⁷ BOURSIER Nicolas. « En Turquie, perpétuité requise pour un 'message subliminal de coup d'Etat' ». *Le Monde*, 12 février 2018. Notons qu'après le coup d'État raté de 2016, les deux frères seront accusés par l'AKP de complicité avec la confrérie de Fethullah Gülen et poursuivis devant les tribunaux.

¹⁸ Voir la 3^{ème} partie, 2^{ème} section, 1^{ère} sous-section, du 2^{ème} chapitre de la présente thèse.

démocratiques adoptées par l'AKP, avant de s'en détacher et de critiquer son tournant autoritaire. Dans la biographie qu'il consacre à Recep Tayyip Erdoğan¹⁹, il se montre très critique envers le parcours ultérieur de ce dernier, mais lui reconnaît à plusieurs reprises un rôle inédit dans la libéralisation du champ politique turc. Le développement de ce courant d'opinion renforce la légitimité du gouvernement, en lui donnant un appui issu de la sphère libérale de la société, et non de ses soutiens conservateurs traditionnels.

De 2007 à 2009, l'AKP a donc en main tous les atouts pour donner à sa politique stratégique une cohérence permettant l'élaboration d'une doctrine. Relégitimé par les urnes, le parti n'a plus à craindre les pressions de l'Armée et dispose de tous les leviers institutionnels. Ceux-ci sont d'autant plus aisés à activer que c'est une équipe expérimentée qui est aux commandes, centrée sur le duo Adullah Gül – Recep Tayyip Erdoğan, auquel vient s'adjoindre un ministre des Affaires étrangères particulièrement au fait des questions européennes. Le champ intellectuel turc fourmille alors de réflexions sur les relations internationales, et c'est dans ce cadre propice que l'AKP tâche d'élaborer un discours doctrinal se voulant crédible.

4.2. La mise en cohérence des pratiques stratégiques et diplomatiques avec un discours doctrinal qui s'affirme

Dès ses premiers essais de mise en forme, la doctrine de l'AKP en politique étrangère s'articule autour de deux aspects distincts mais indissociables. Elle est d'abord un discours public, à destination de l'opinion publique ainsi que des partenaires extérieurs du pays ; mais elle n'est pas que cela. Dès lors, en effet, que le discours public recherche une cohérence autour de principes déterminés, alors la politique étrangère menée doit tâcher de se conformer à ces principes. Ainsi, la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP se veut également un élément de planification, proposant des objectifs de puissance à la Turquie et les moyens d'y parvenir.

¹⁹ İNSEL Ahmet. *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*. Paris : La Découverte, 2015.

4.2.1. La structuration du discours politique

En tant que discours, la doctrine de l'AKP connaît une intense période de structuration de 2007 à 2009. La politique étrangère demeure un élément de communication à l'usage de l'opinion publique, ce qu'elle est depuis l'arrivée au pouvoir du parti. Mais elle se veut désormais cohérente. Début 2008, une intervention d'Ahmet Davutoğlu tâche ainsi de schématiser cette politique stratégique en établissant les grands principes sur lesquels elle s'appuie. On constate parallèlement une multiplication, dans les discours publics, des références à ces principes, de la part des cadres et porte-parole du parti.

4.2.1.1. La politique étrangère, un élément central de communication de l'AKP

En 2002, le programme officiel de l'AKP²⁰ ne consacre que quatre pages et demi à la politique étrangère. Il s'agit d'une suite de propositions²¹ qui ne s'articulent pas autour d'un plan logique, et qui alternent entre déclarations généralistes, et suggestions plus ciblées mais répondant à des opportunités de court terme. Cinq ans plus tard, la lecture du nouveau programme proposé par le parti montre combien la politique étrangère est devenue pour celui-ci un important élément de communication²². Elle occupe cette fois plus de 20 pages ; une longue introduction tâche de récapituler les objectifs accomplis en leur donnant une cohérence et en mettant l'accent sur les succès réels ou supposés (Alliance des Civilisations, ouverture à l'Afrique, Année de l'Amérique Latine, etc.) Sont ensuite présentées les ambitions du parti pour le mandat à venir, de manière très organisée. Les sous-chapitres s'intéressent successivement à la politique vis-à-vis des pays voisins ; à la question de Chypre ; à l'environnement régional ; à ce qui est présenté comme le « monde turc » [*Türk Dünyası*], regroupant les pays et régions turcophones ; au

²⁰ Les programmes électoraux pour 2002, 2007, 2011, 2014 et 2015 étaient consultables et téléchargeables, en langue turque, sur le site officiel de l'AKP : AK Parti. Disponible sur : <http://m.akparti.org.tr/site/dosya/59647> (dernière consultation : 6 mars 2018). Toutefois, à la date du 16 janvier 2019, le lien ne renvoie qu'à l'accueil du site, et les programmes en ont disparu. Ils peuvent toutefois être retrouvés en ligne sous forme de PDF, au moins pour 2002 et 2007.

²¹ AK Parti. *Kalkınma ve Demokratikleşme Programı* [Programme de développement et démocratisation]. Ankara : TBMM, 2002, p. 105-110. Le programme est consultable sous forme de PDF via le lien suivant : <https://acikerisim.tbmm.gov.tr/xmlui/bitstream/handle/11543/926/200205071.pdf?sequence=1&isAllowed=y> (dernière consultation : 3 janvier 2018).

²² AK Parti. *Güven ve İstikrar içinde durmak yok yola devam* [Ne pas s'arrêter, poursuivre la route dans la confiance et la stabilité]. Ankara : AK Parti, 2007, p. 209-230. Le programme est consultable sous forme de PDF via le lien suivant : https://kurzman.unc.edu/files/2011/06/AKP_beyanname-2007.pdf (dernière consultation : 16 octobre 2018).

Moyen-Orient ; à l'Irak ; à l'intégration européenne ; aux liens avec les États-Unis et l'OTAN ; à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine ; aux organisations internationales ; à la position de la Turquie ; à l'aide économique ; et à la Défense. Chacune de ces parties intègre des objectifs présentés comme conformes à une vision globale cohérente (par exemple, le processus d'adhésion à l'UE doit permettre de renforcer la Turquie comme acteur régional et global²³), ainsi que des expressions clés, par exemple « pays-centre » [*merkez ülke*] ou « supériorité psychologique » [*psikolojik üstünlük*], en gras. Certaines parties (consacrées notamment au Moyen-Orient et à l'Irak) listent les principes qui doivent guider l'action turque, se rapprochant ainsi d'un discours doctrinal.

Il s'agit là d'un programme électoral ; non d'un document interne ou administratif à l'usage des cadres ou du corps diplomatique. Son caractère très précis, très organisé, montre l'importance que l'AKP accorde alors aux questions stratégiques et diplomatiques dans le processus de séduction de l'opinion publique. L'impact attendu de ce texte est double. D'une part, il permet au parti de faire valoir de bons résultats, qui flattent de plus la partie nationaliste de la population, plus sensible à l'argument d'une puissance turque retrouvée. D'autre part, il renvoie une image de professionnalisme. La nette évolution de la place accordée à la politique étrangère entre le programme de 2002 et celui de 2007 préfigure l'importance croissante que ce thème, déjà abondamment exploité au cours du précédent mandat, va prendre dans le discours public de l'AKP.

Dans ses interventions publiques, le Premier ministre Erdoğan accorde une part très large à la politique étrangère. C'est le cas par exemple le 29 janvier 2008, lors d'une réception à Ankara d'officiels koweïtiens ; si le début du discours alors prononcé se focalise sur les liens entre les deux pays, s'ensuit la mise en avant des réussites de la Turquie comme candidat à l'adhésion à l'UE, ou co-fondateur de l'Alliance des Civilisations²⁴. On le voit, cette mise en avant de la politique diplomatique dans le discours n'est pas qu'à destination de l'opinion publique mais aussi des observateurs et partenaires étrangers. C'est ainsi le cas de la majorité des discours et interventions d'Abdullah Gül durant les deux premières années de sa présidence²⁵. Certes, il n'y a pas à proprement parler de rupture avec le mandat précédent, durant lequel les questions

²³ *Ibid.*, p. 224.

²⁴ ERDOĞAN Recep Tayyip. *Küresel Barış Vizyonu* [La vision de paix globale]. Istanbul : Meydan Yayıncılık, 2012, p. 233-237.

²⁵ Ces discours sont reproduits en anglais sur son site personnel : « Speeches & Statements ». GÜL Abdullah. Abdullah Gül (en ligne). Disponible sur : <http://www.abdullahgul.gen.tr/pages/president/Speeches/arsiv/> (dernière consultation : 3 mai 2018).

de politique extérieure étaient déjà présentes dans le discours public. Mais elle en devient désormais un élément structurant – et de plus en plus structuré par la même occasion. La véritable nouveauté de la période 2007-2009 est la mise en avant, non plus seulement de politique concrète, souvent à court-termes, mais de principes et d’objectifs qui se veulent cohérents. En ce sens, l’interview (puis sa transcription) donnée par Ahmet Davutoğlu au début de l’année 2008 marque une étape importante, en proposant une approche théorique structurée.

4.2.1.2. « Turkey’s Foreign Policy Vision » d’Ahmet Davutoğlu : l’énonciation de principes fondateurs de la doctrine

Le 2 janvier 2008, l’influent conseiller de Recep Tayyip Erdoğan donne un entretien à la chaîne de télévision « CNN Türk » ; son intervention est retranscrite et adaptée dans un article²⁶ publié par la revue *Insight Turkey* – éditée par la SETA. Cette publication est intéressante pour comprendre le processus de production d’un discours doctrinal qui se veut cohérent. Le conseiller de Recep Tayyip Erdoğan s’y livre en effet à un essai de description de la politique étrangère turque *via* la présentation de « principes » auxquels elle répondrait. De plus, la description de ces principes est un passage important, car ils forment une des bases sur lesquelles va se construire la doctrine stratégique et diplomatique de l’AKP. Enfin, les exemples choisis et la tournure de l’article permettent également de mieux connaître la vision d’Ahmet Davutoğlu, et notamment de prendre conscience de l’importance qu’il accorde au Moyen-Orient.

« Turkey’s Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 » illustre parfaitement la méthode par laquelle va s’élaborer la doctrine de l’AKP. L’auteur n’y propose pas une politique nouvelle, sur laquelle la Turquie devrait s’appuyer pour atteindre un ou plusieurs objectifs déterminés. Il présente au contraire la politique étrangère menée au cours des dernières années comme si celle-ci s’était déjà inscrite dans un cadre doctrinal défini. Il affirme ainsi que, « depuis l’année 2002, la Turquie a commencé à structurer ses politiques sur la base [d’une] nouvelle vision, gardant à l’esprit des objectifs bien définis, et cherchant à bénéficier de sa position géographique et de ses atouts historiques²⁷ ». Ahmet Davutoğlu inverse ainsi le processus d’élaboration de la doctrine : il ne propose pas des principes à suivre, mais prétend que la politique suivie depuis

²⁶ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey’s Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 77-96.

²⁷ *Ibid.*, p. 79.

2002 répondait d'ores et déjà à des principes déterminés, qu'il se contenterait de présenter ; ainsi peut-il donner rétrospectivement une légitimité doctrinale à la politique suivie. C'est là bien sûr une vision tout à fait discutable. Les débats sur l'entente ou non avec les États-Unis au sujet de la guerre en Irak, la succession d'une séquence pro-européenne et d'une séquence d'élargissement des partenariats démontrent au contraire que la politique étrangère de l'AKP, au cours de son premier mandat, répondait davantage à des objectifs pratiques, changeants, de court terme, parfois contradictoires entre eux²⁸. Ahmet Davutoğlu choisit la même tactique argumentative lorsqu'il évoque le *soft power* et le *hard power*. Il estime en effet que la stratégie turque consiste à combiner ces deux formes d'exercice de la puissance, et convoque pour cela l'exemple de l'Irak en 2007 : selon lui, c'est tout à la fois en menaçant militairement le PKK qui avait trouvé refuge au nord du pays (*hard power*), et en organisant des rencontres multilatérales en vue de permettre une entente politique sur l'Irak (*soft power*) que la Turquie aurait sécurisé sa frontière avec ce pays²⁹. Alors même que l'emploi simultané de canaux diplomatiques et de la force armée aurait pu laisser soupçonner certaines hésitations de la part de la Turquie, Ahmet Davutoğlu veut au contraire y voir une stratégie cohérente et prédéfinie. Cet exemple illustre la façon dont la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP va tâcher de donner une certaine cohésion aux choix antérieurs.

Il est d'ailleurs intéressant de se demander à qui l'article est destiné. Il est écrit en anglais, dans une revue suivie à la fois par les élites intellectuelles turques, mais également par les observateurs étrangers du pays. On peut donc voir dans cette publication tout à la fois une adresse à l'opinion publique turque – *via* les leaders d'opinion – et une tentative de proposer à l'étranger une lecture cohérente de la politique stratégique et diplomatique du pays.

La description des « principes » de la politique extérieure turque est au cœur de l'article d'*Insight Turkey*. C'est la première fois que sont exprimées aussi clairement les bases (certes déjà esquissées dans des publications antérieures d'Ahmet Davutoğlu, notamment en 2004 dans « Türkiye Merkez Ülke Olmalı ») sur lesquelles le futur ministre des Affaires étrangères entend élaborer la politique stratégique et diplomatique turque. S'il présente cinq principes distincts, la lecture de l'article permet de les répartir comme répondant à trois grandes logiques :

²⁸ Nous renvoyons ici au précédent chapitre, qui détaille ces hésitations et incertitudes et en propose quelques exemples.

²⁹ *Ibid.*, p. 86-88.

- La logique de sortie du prisme sécuritaire : Ahmet Davutoğlu avance deux principes qui s'inscrivent dans cette logique. D'une part, il prône un équilibre entre la sécurité et la liberté, ce qui implique notamment la protection du modèle démocratique turc, perçu comme un instrument de *soft power*³⁰. D'autre part, il avance sa célèbre formule de « zéro problème avec les voisins », qui résume une volonté d'apaiser les relations bilatérales, souvent conflictuelles, avec les États frontaliers, en vue de favoriser leur intégration économique avec la Turquie³¹. Le conseiller de Recep Tayyip Erdoğan estime que la politique menée au cours du premier mandat de l'AKP répondait à cette logique de sortie du prisme sécuritaire. Sur ce point, son analyse semble exacte, les actions menées vis-à-vis de Chypre et de la Syrie, ou la tentative de réduire le poids de l'Armée, ayant conduit à de nettes avancées dans ce domaine.
- La logique multidirectionnelle/multidimensionnelle : elle repose sur deux principes qui se complètent étroitement. Le premier vise le développement de bonnes relations « avec les régions voisines et au-delà³² ». Ahmet Davutoğlu cite en particulier les Balkans, le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie Centrale. On le comprend, il s'agit ici d'ancrer la Turquie dans son environnement régional, d'en faire ce « pays-centre » qu'il prônait dès 2004³³. Le deuxième principe est celui d'une politique étrangère multidimensionnelle, selon lequel les relations avec un acteur international doivent prendre en compte l'ensemble des liens bilatéraux et multilatéraux, et doivent être vues comme complémentaires et renforçant les relations avec les autres acteurs³⁴. S'il estime que le mandat précédent a répondu à ces principes, les hésitations exprimées vis-à-vis du Projet de Grand Moyen-Orient ou la priorité très nette donnée à l'Union Européenne, d'autres régions proches étant relativement délaissées, doivent conduire à nuancer cette analyse.
- La logique pro-active : elle correspond au cinquième principe développé par Ahmet Davutoğlu, celui de « diplomatie rythmique ». Il s'agit de maintenir l'image d'un acteur engagé dans l'arène internationale, notamment par une participation aux forums multilatéraux et par des prises d'initiative³⁵.

Si les principes sur lesquels il envisage d'élaborer la politique étrangère turque sont ici clairement mis en évidence, d'autres préférences d'Ahmet Davutoğlu transparaissent sans être

³⁰ *Ibid.*, p. 79-80.

³¹ *Ibid.*, p. 80-81.

³² *Ibid.*, p. 81.

³³ *Idem.* « Türkiye merkez ülke olmalı » [La Turquie doit être un pays-centre]. *Radikal*, 26 février 2004.

³⁴ *Idem.* « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 », p. 82.

³⁵ *Ibid.*, p. 82-84.

directement affirmées. La première est une focalisation très marquée sur le Moyen-Orient. Alors même que l'auteur insiste sur la nécessité de ne pas limiter la politique stratégique turque à un seul cadre régional, les exemples qu'il propose donnent une importance déséquilibrée à cette région. Lorsqu'il évoque la politique de « zéro problème avec les voisins », il mentionne successivement la Syrie, la Géorgie, l'Iran et l'Irak, soit trois pays du Moyen-Orient sur quatre ; ni la Grèce ni Chypre ne sont citées. De même, lorsqu'on en vient aux nécessaires bonnes relations avec l'ensemble des acteurs régionaux, il affirme la volonté de discuter avec tous les acteurs des champs politique libanais et irakien. Quant à la participation aux organisations multilatérales, elle s'appuie sur les l'exemple de l'OTAN, de l'OCI, de l'Union Africaine et de la Ligue Arabe – les trois dernières organisations recouvrant tout ou partie du Moyen-Orient. Parmi les grandes problématiques qu'il évoque, la première et la plus abondamment traitée est l'Irak ; il en profite d'ailleurs pour détailler les principes sur lesquels doit s'appuyer la politique moyen-orientale de la Turquie : sécurité pour l'ensemble des acteurs ; priorité au dialogue face aux crises, avec accent mis sur le potentiel turc de médiation ; interdépendance économique ; coexistence culturelle au sein des États³⁶. Aucune autre région n'a droit à un tel étalage de mesures. Sont traitées par ailleurs, plus succinctement, les relations avec les États-Unis (Ahmet Davutoğlu se montre favorable mais très critique vis-à-vis de cette alliance³⁷), dans lesquelles l'Irak est encore convoqué ; la sécurité énergétique (qui recoupe en partie la thématique moyen-orientale) ; et la question de l'adhésion à l'UE. Sur ce dernier point, l'auteur laisse transparaître son scepticisme, montrant en cela une certaine constance depuis ses premières œuvres.

« Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 » se révèle donc un article très intéressant. Sur la forme, il montre la stratégie d'élaboration de la doctrine, qui repose davantage sur un discours apportant une cohérence aux actes, que sur une simple prescription de choix à effectuer. Sur le fond, il esquisse les bases sur lesquelles va être élaborée la doctrine de l'AKP, et annonce par ailleurs l'importance cruciale qu'y jouera le Moyen-Orient.

4.2.1.3. Une cohérence dans le discours public relatif aux principes affichés

Les concepts clairement présentés par Ahmet Davutoğlu apparaissent de plus en plus fréquemment dans le discours politique turc à partir de 2007. Les deux premières années qui

³⁶ *Ibid.*, p. 84-86.

³⁷ *Ibid.*, p. 90-91.

suivent sont essentielles pour la compréhension de l'élaboration du discours doctrinal, car c'est alors que de grands principes permettront aux responsables de l'AKP de justifier et d'expliquer la politique étrangère menée.

Un exemple est l'idée de « désécurisation » des frontières (dans une logique plus large de sortie du prisme sécuritaire), synthétisée par les observateurs étrangers par la formule « zéro problème avec les voisins ». Cette formule telle quelle n'apparaît pas encore dans les discours diplomatiques turcs. Toutefois, l'idée qu'elle sous-tend – les tentatives de résolution par la diplomatie des conflits avec les pays voisins, et le refus de laisser ces conflits dicter l'agenda des relations bilatérales – est régulièrement mise en avant par les responsables de l'AKP. Par exemple, le 10 décembre 2007, devant l'Assemblée Nationale, le ministre des Affaires étrangères Ali Babacan donne l'exemple de l'Iran pour illustrer cette méthode : alors que le programme nucléaire de la République Islamique inquiète de nombreux États³⁸, et tout en réaffirmant son refus de voir un Iran doté de l'arme nucléaire, il prône « la paix et le dialogue » comme moyens de résolution de ce désaccord³⁹. Le 29 janvier 2008, devant les étudiants d'Oxford, le Premier ministre Erdoğan s'inscrit dans la même thématique en évoquant un « *Komşu Ülkeler Süreci* » (littéralement « Processus des Pays Voisins », ce qu'on pourrait qualifier de politique de voisinage) qui s'appuie sur les bases de la négociation et de la résolution diplomatique des conflits – citant spécialement l'Irak⁴⁰. On le voit, ce mot d'ordre s'adresse tant aux représentants de la Nation qu'aux partenaires étrangers. Au Forum des Dirigeants Mondial, le président Gül assure ainsi que l'objectif premier de la diplomatie turque demeure « la désescalade des tensions, l'élimination de leurs raisons fondamentales et la création de conditions conduisant à la résolution des conflits⁴¹ ». On voit ainsi se dessiner une

³⁸ En 2006, le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est penché sur le cas de l'Iran, dont le programme nucléaire, officiellement civil, est soupçonné de visées militaires. En décembre 2006, Téhéran se voit sommé de suspendre toutes ses activités nucléaires sensibles, ce qu'il refuse, entraînant le vote de premières sanctions internationales. NICOULLAUD François. « La fin d'un bras de fer avec la communauté internationale ? Retour sur douze années de négociations nucléaires ». *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 22-29.

³⁹ « Dışişleri Bakanlığı ve Avrupa Birliği Genel Sekreterliği 2008 Mali Yılı Bütçe Tasarılarının TBMM Genel Kurulu'nda Görüşülmesi Vesilesiyle Dışişleri Bakanı Sayın Ali Babacan Tarafından Yapılan Sunuş » [Présentation par le ministre des Affaires étrangères Ali Babacan dans le cadre des discussions parlementaires entre le ministère des Affaires étrangères et le Secrétariat général de l'Union Européenne au sujet du budget de l'année 2008]. Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı [Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie] (en ligne). 10 décembre 2007. Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/disisleri-bakanligi-ve-avrupa-birligi-genel-sekreterligi-2008-mali-yili-butce-tasarilarinin-tbmm-genel-kurulu_nda-gorusulmesi.tr.mfa (dernière consultation : 10 février 2018).

⁴⁰ ERDOĞAN Recep Tayyip. *Op. cit.*, p. 242.

⁴¹ « Speech Delivered By H.E. Abdullah Gül President of the Republic of Turkey at the World Leadership Forum 'Turkey's Contributions to Peace in the Middle East' ». GÜL Abdullah. Abdullah Gül (en ligne). 24 septembre 2008. Disponible sur : <http://www.abdullahgul.gen.tr/speeches-statements/344/56404/speech-delivered-by-he-abdullah-gul-president-of-the-republic-of-turkey-at-the-world-leadership-foru.html> (dernière consultation : 10 janvier 2018).

certaine cohérence dans les discours des principales têtes de l'exécutif turc, qui mettent en avant le principe d'apaisement des relations de voisinage de façon coordonnée, sans définir encore ce principe de manière claire et académique.

Le même phénomène s'observe peu ou prou pour les logiques respectivement multidirectionnelle/multidimensionnelle et pro-active. Les expressions « *çok boyutlu* » [multidimensionnel] ou « *çok taraflı* » [multidirectionnel] apparaissent ainsi dans les discours publics d'Ali Babacan⁴² ou d'Abdullah Gül⁴³. Ce dernier s'inscrit dans la même logique et développe une vision très proche de l'approche civilisationnelle d'Ahmet Davutoğlu lorsqu'il déclare par exemple que la Turquie, « au vu de son expérience historique multiculturelle, de ses liens forts avec une vaste géographie, et accueillant de nombreuses civilisations, est pleinement consciente que l'interaction avec différentes cultures est nécessaire, possible, fructueuse et enrichissante⁴⁴ ». La logique pro-active est également mise en avant, de manière plus discrète, puisqu'il s'agit généralement d'insister sur le fait que la Turquie participe aux forums internationaux, ou sur les initiatives ponctuelles qui sont prises. Le 2 mai 2008, Ali Babacan synthétise les deux logiques en décrivant la politique étrangère turque comme « active et multidimensionnelle dans une géographie contraignante⁴⁵ ».

On constate ainsi que le discours public turc vise à plus de cohérence. Sans que les concepts sur lesquels il s'appuie soient toujours clairement exprimés, ils sont néanmoins convoqués pour donner une logique et une cohérence générales à l'action menée en politique étrangère. Ce phénomène ne se vérifie pas que dans le discours, mais également dans la pratique concrète.

⁴² Voir par exemple : « Dışışleri Bakanlığı Ve Avrupa Birliği Genel Sekreterliği Bütçesinin TBMM Genel Kurulu'nda Görüşülmesi Vesilesiyle Sayın Bakanın Yaptığı Konuşma » [Compte-rendu des négociations au Conseil des Ministres sur le budget du ministère des Affaires étrangères et du Secrétariat général de l'Union Européenne]. Türkiye Cumhuriyeti Dışışleri Bakanlığı [Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie] (en ligne). 23 décembre 2008. Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/disisleri-bakanligi-ve-avrupa-birligi-genel-sekreterligi-butcesinin-tbmm-genel-kurulu_nda-gorusulmesi-vesilesiyle-sayin-bakanin.tr.mfa (dernière consultation : 11 mars 2018).

⁴³ GÜLLER Mehmet Ali. « AKP'den ABD'de üs kolaylığı » [Les facilités militaires fournies aux USA par l'AKP]. Mehmet Ali Güller (en ligne). 24 juin 2009. Disponible sur : <https://mehmetaliguller.com/2009/06/24/akpden-abdye-us-kolayligi/> (dernière consultation : 12 mars 2018).

⁴⁴ « Speech Delivered by The President at The Council of Europe Parliamentary Assembly ». GÜL Abdullah. Abdullah Gül (en ligne). 3 octobre 2007. Disponible sur : <http://www.abdullahgul.gen.tr/speeches-statements/344/56527/speech-delivered-by-the-president-at-the-council-of-europe-parliamentary-abembly.html> (dernière consultation : 11 mars 2018).

⁴⁵ « Dışışleri Bakanı Sayın Ali Babacan'ın Bakanlığımızın Kuruluş Yıldönümü Münasebetiyle Tüm Teşkilata Mesajı » [Message à l'assistante du ministre des Affaires étrangères, Son Excellence Ali Babacan, pour l'anniversaire de la fondation de notre ministère]. Türkiye Cumhuriyeti Dışışleri Bakanlığı [Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie] (en ligne). 2 mai 2008. Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/2mayis-2008-disisleri-bakani-sayin-ali-babacan_in-bakanligimizin-kurulus-yildonumu-munasebetiyle-tum-teskilata-mesaji.tr.mfa (dernière consultation : 12 mars 2018).

4.2.2. Un essai de mise en cohérence de la politique étrangère avec les principes énoncés

Si la doctrine stratégique et idéologique qu'élabore l'AKP à cette période cherche à donner un cadre cohérent à la politique étrangère menée, ce serait une erreur de croire que le processus est à sens unique. Car inversement, dès lors qu'il y a volonté de théoriser cette politique étrangère et de l'appuyer sur des principes, ceux-ci influent sur la pratique stratégique et diplomatique. La séquence 2007-2009 est intéressante en cela : pour la première fois, on peut observer une politique étrangère qui ne saisit pas seulement les opportunités, qui n'est pas seulement réactive à un contexte national, régional et international ; mais qui tâche aussi de se conforter au discours doctrinal en cours d'élaboration. Sans revenir sur l'ensemble des décisions prises vis-à-vis de l'international durant cette séquence, on peut se pencher sur trois exemples témoignant de cette tendance : la tentative de détente avec l'Arménie, qui atteste la volonté de sortir du prisme sécuritaire ; l'ouverture à de nouvelles régions du monde, qui correspond aux ambitions multidirectionnelles mises en avant ; et les essais de médiation, qui constituent alors l'exemple le plus frappant d'activisme diplomatique.

4.2.2.1. « Zéro problème avec les voisins » : l'exemple arménien

La logique de « désécurisation » des frontières revient régulièrement dans le discours public de l'AKP, de ses cadres et de ses intellectuels, à partir de 2007. Elle fait toutefois référence à des rapprochements diplomatiques antérieurs qui n'ont pas été coordonnés. Certains ont été initiés avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Grèce, Syrie), d'autres répondaient à des besoins conjoncturels précis, par exemple la nécessité de progresser vers l'Union Européenne (Chypre), ou de faciliter des échanges économiques (Iran, nécessaire à Ankara pour limiter sa dépendance au gaz russe⁴⁶). C'est en cela que le rapprochement initié avec l'Arménie en 2008 est particulièrement intéressant. Même s'il est facilité par des éléments conjoncturels, il rompt avec les pratiques diplomatiques en usage, et ne paraît pas répondre à une logique sécuritaire ou économique. Il s'agit donc de la première tentative de résolution des problèmes avec un pays voisin qui semble découler directement d'une volonté d'application d'un principe doctrinal, celui relatif à la désescalade dans les relations de voisinage. C'est là un premier et éclairant

⁴⁶ BOZDÉMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 108.

exemple de la manière dont l'affirmation progressive de principes martelés dans le discours public conduit à influencer la pratique concrète de la politique extérieure.

Que désigne-t-on habituellement par processus de normalisation ou de rapprochement turco-arménien ? Il s'agit d'une série de gestes diplomatiques réciproques, entamée en 2007 avec des rencontres informelles en Suisse⁴⁷, approfondie en 2008 et ayant culminé le 10 octobre 2009 avec la signature de protocoles d'accord sur l'ouverture de la frontière et le rétablissement de relations diplomatiques entre les deux pays⁴⁸. Ce processus devait amener un dégel dans les relations bilatérales, alors exécrables. Outre la lourde mémoire des massacres de 1915, que la Turquie refuse de qualifier de génocide, la guerre qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan (État turcophone et proche allié d'Ankara) entre 1988 et 1994⁴⁹ a conduit à la fermeture de la frontière turco-arménienne. La tentative de normalisation de cette situation a été marquée, en particulier, par des visites réciproques d'Abdullah Gül en Arménie, le 6 septembre 2008, puis de son homologue arménien Serge Sarkissian à Bursa, le 14 octobre 2009, à l'occasion de matchs de football. La portée symbolique de ces visites inédites a conduit à désigner sous le terme de « diplomatie du football » le processus public de rapprochement. Mais ce dernier, au-delà de l'anecdote, s'inscrit surtout dans la logique de normalisation des relations bilatérales qui influence alors de plus en plus l'AKP.

Il y a certes un effet minimal d'aubaine dans la politique de rapprochement avec l'Arménie. Les hasards du calendrier sportif surviennent dans un contexte où, par ailleurs, la mauvaise relation entre les deux États est perçue comme un obstacle pour le processus d'adhésion à l'UE⁵⁰. De plus, si l'on en croit la fondatrice du Centre Stratégique d'Erevan, Gayane Novikova, les États-Unis de Barack Obama auraient exercé une forte pression sur les deux pays pour qu'ils parviennent à ces protocoles d'accord⁵¹. S'il n'y a pas de raison de remettre en cause ces

⁴⁷ BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : ALFA, 2017, p. 331.

⁴⁸ CHETERIAN Vicken. « Vers une normalisation des relations turco-arméniennes ? » *Le Monde Diplomatique*, 9 octobre 2009.

⁴⁹ La guerre du Haut-Karabagh tire son appellation de ce plateau montagneux, peuplé en majorité d'Arméniens mais rattaché à l'Azerbaïdjan, alors République Soviétique, par Joseph Staline. L'implosion de l'Union Soviétique conduit les Arméniens du Haut-Karabagh à réclamer leur indépendance, soutenus par l'ex-République Soviétique d'Arménie ; les tensions dégénèrent en guerre ouverte, au cours de laquelle les forces arméniennes prennent l'avantage et annexent *de facto* le plateau disputé. Le Haut-Karabagh est depuis occupé par l'armée arménienne et a proclamé son indépendance, non reconnue par la communauté internationale.

⁵⁰ GIRAGOSSIAN Richard. « Twenty-Five Years On Armenia's Difficult Period of State-Building ». In HUNTER Shireen (dir.). *The New Geopolitics of the South Caucasus: Prospects for Regional Cooperation and Conflict Resolution*. Washington : Lexington Books, 2017, p. 20.

⁵¹ NOVIKOVA Gayane. « Quid Pro Quo in Turkey's South Caucasus Policies ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 2011, p. 145-146.

éléments, il convient de les confronter à d'autres facteurs qui, eux, auraient pu conduire la Turquie à privilégier le *statu quo*. Du point de vue diplomatique, tout d'abord, il ne faut pas oublier la très ferme opposition de l'Azerbaïdjan à tout rapprochement turco-arménien qui n'exigerait pour préalable le règlement du problème du Haut-Karabagh – une position d'ailleurs relayée au niveau national par les partis d'opposition CHP (kémaliste) et MHP (nationaliste)⁵². Il n'est pas possible non plus d'établir un parallèle avec le rapprochement vis-à-vis de la Syrie ou de l'Iran, reposant largement sur des logiques économiques car, comme le remarque Gayane Novikova, l'Arménie n'est pas un partenaire économique potentiel important pour la Turquie. Seules les élites des régions pauvres les plus orientales se sont inscrites dans cette logique, soutenant le processus avec l'espoir qu'il favorise des investissements nouveaux⁵³. Enfin et surtout, notamment pour les raisons précédemment évoquées, l'opinion publique se montre très réticente vis-à-vis de cette ouverture. Alors même que les Turcs considéraient comme naturel un rapprochement avec les Syriens, portant sur eux un regard positif, les Arméniens restent perçus comme une Nation hostile, sentiment renforcé par la solidarité turque envers l'Azerbaïdjan⁵⁴. En d'autres termes, la balance des intérêts ne semble pas pencher en faveur du processus de rapprochement. Que peut espérer y gagner l'AKP ? Des gains économiques très limités, la levée d'un obstacle secondaire dans un processus européen qui s'annonce, de toute façon, long et semé d'embûches, et une satisfaction de l'allié américain. En contrepartie, le parti au pouvoir risque de mécontenter l'un des principaux alliés régionaux de la Turquie, l'Azerbaïdjan, mais également une bonne partie de son opinion publique.

Or, le parti au pouvoir ne se contente pas de participer au processus de normalisation, il joue dedans une part active. C'est plus particulièrement le cas du président de la République. Ahmet Sever, qui l'a suivi des années comme observateur et en a tiré une biographie, y rapporte dès février 2008 un geste de bonne volonté. Alors que Serge Sarkissian vient d'être élu président de la République d'Arménie, Gürcan Türkoğlu, porte-parole du ministère des Affaires étrangères turc, demande à Abdullah Gül s'il a l'intention de féliciter son nouvel homologue. Le président turc répond immédiatement par l'affirmative, et il est le premier chef d'État à

⁵² BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 332-333.

⁵³ NOVIKOVA Gayane. *Op. cit.*, p. 147-148.

⁵⁴ ÇAKICI Fatma Okur, SANCAK Kadir. « Komşularla sıfır sorun politikası : karşılıklı bağımlılık ekseninde Türkiye-Ermenistan ilişkilerinin değerlendirilmesi » [La politique de zéro problème avec les voisins : bilan des relations Turquie-Arménie dans un contexte de dépendance réciproque]. Academia (en ligne). Disponible sur : https://www.academia.edu/30735073/KOM%C5%9EULARLA_SIFIR_SORUN_POL%C4%B0T%C4%B0KASI_KAR%C5%9EILIKLI_BA%C4%9EIMLILIK_EKSENDE_T%C3%9C%C4%B0YERLEMEN%C4%B0STAN_%C4%B0L%C4%B0%C5%9EK%C4%B0LER%C4%B0N%C4%B0N_DE%C4%9EERLEND%C4%B0R%C4%B0LMES%C4%B0 (dernière consultation : 12 février 2018).

féliciter officiellement Serge Sarkissian⁵⁵. Lorsque ce dernier l'invite à assister au match de football qui a été si médiatisé, le président turc répond par l'affirmative, malgré l'opposition du CHP, et n'hésite pas à comparer son voyage au rapprochement entre Cuba et les États-Unis⁵⁶. Ali Babacan, pour sa part, initie une rencontre avec son homologue arménien à New-York, en septembre 2008⁵⁷. Et lorsqu'un accord est trouvé, le 31 août 2009, au sujet de la signature prochaine des protocoles de normalisation, la diplomatie turque fait une grosse concession en acceptant de ne pas y inclure la question du Haut-Karabagh⁵⁸.

Peut-on interpréter cette politique active de la Turquie comme une tentative de mise en application du principe de résolution des conflits avec les pays voisins ? Ce n'est pas revendiqué officiellement, d'autant plus que ce principe est alors tout récent dans le discours public. Plusieurs indices permettent toutefois de le penser. L'un des plus significatifs est le soutien public d'Ahmet Davutoğlu au processus, avant même son arrivée à la tête du ministère des Affaires étrangères. Au cours d'une conférence organisée conjointement par la SETA et la Brookings Institution, il s'exprime en termes très positifs sur le processus de paix ; il s'appuie en particulier sur « l'héritage culturel commun » entre les deux pays, et estime que leur rapprochement devrait permettre de régler aussi la question du conflit avec l'Azerbaïdjan⁵⁹. On retrouve là la rhétorique classique justifiant les principes de règlement des conflits avec les pays voisins. Kadir Sancak et Fatma Okur Çakıcı voient ainsi la politique arménienne de l'AKP comme une tentative de répondre aux principes de voisinages théorisés par Ahmet Davutoğlu (sécurité, dialogue, liens économiques)⁶⁰. Le 29 septembre 2009, alors que la signature officielle des protocoles est imminente, Fatih Özbay, du *think tank* BILGESAM, mentionne directement la politique de « zéro problème avec les voisins » pour appeler à une nouvelle relation avec l'Arménie⁶¹. Si l'on se penche sur le mode opératoire de ce processus, on note qu'il correspond à ce que théorise Ahmet Davutoğlu dans ses écrits : le dépassement des

⁵⁵ SEVER Ahmet. *Op. cit.*, p. 89.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 91.

⁵⁷ ULUTAŞ Ufuk. « Turkish Foreign Policy in 2009 : A Year of Pro-activity ». *Insight Turkey*, vol. 12, n° 1, hiver 2010, p. 1-9.

⁵⁸ MARCOU Jean. « À propos du récent accord turco-arménien ». OVIPOT (en ligne). 3 septembre 2009. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/911> (dernière consultation : 11 janvier 2018).

⁵⁹ « Davutoğlu: Ermenistan ile En İyi İlişkileri Kurmak İstiyoruz » [Davutoğlu : Nous voulons établir les meilleures relations avec l'Arménie]. *Haberler* [Nouvelles] (en ligne). 28 octobre 2008. Disponible sur : <https://www.haberler.com/davutoglu-ermenistan-ile-en-iyi-iliskileri-kurmak-haberi/> (dernière consultation : 12 février 2018).

⁶⁰ ÇAKICI Fatma Okur, SANCAK Kadir. *Op. cit.*

⁶¹ ÖZBAY Fatih. « Türkiye-Ermenistan İlişkileri: Antipatiyi Empatiye Çevirmek » [Les relations Turquie-Arménie : Transformer l'antipathie en empathie]. BILGESAM (en ligne). 24 septembre 2009. Disponible sur : <http://www.bilgesam.org/incele/982/-turkiye-ermenistan-iliskileri--antipatiyi-empatiye-cevirmek/#.WqajuejOXIV> (dernière consultation : 13 février 2018).

appréhensions initiales, par le biais notamment de rencontres bilatérales ; le compartimentage des sujets de discussion bilatérale, en évitant qu'un seul (en l'occurrence, le Haut-Karabagh) bloque les autres, quitte à laisser ce dernier momentanément irrésolu ; enfin, la mise en avant des intérêts économiques réciproques (même si, comme vu précédemment, ceux-ci sont davantage intéressants pour l'Arménie que pour la Turquie) en vue de créer une interdépendance.

Les résultats du processus de réconciliation seront en réalité assez minces. Le mécontentement de l'Azerbaïdjan, qui menace la Turquie de rétorsion économique, conduit le Premier ministre Erdoğan (par ailleurs très peu impliqué dans le processus) à exiger de Serge Sarkissian, le 12 avril 2010, lors d'une rencontre bilatérale, des avancées sur la question du Haut-Karabagh. Refusant que des conditions soient posées à la normalisation bilatérale, le gouvernement arménien annonce le gel des protocoles, le 22 avril suivant⁶². Jamais ratifiés, ces protocoles seront finalement dénoncés par Erevan le 1 mars 2018. Au-delà de sa portée symbolique, le processus de réconciliation avec l'Arménie ne tient donc pas une place fondamentale dans la politique étrangère turque. Mais son application témoigne d'une évolution de la pratique stratégique et diplomatique : celle-ci ne répond plus seulement à des objectifs de court-terme, en réaction à l'actualité internationale, mais elle commence à ressembler à l'application d'une doctrine préalablement définie. Le processus turco-arménien est un important révélateur des tentatives turques de se mettre, entre 2007 et 2009, en cohérence avec le discours doctrinal qui tend à s'affirmer.

4.2.2.2. L'extension de la politique multidirectionnelle

À partir de 2007, la logique multidirectionnelle et multidimensionnelle commence à connaître une forme de systématisation dans sa pratique. Si le premier mandat législatif de l'AKP a déjà vu des ouvertures à plusieurs grands ensembles régionaux, celles-ci ont largement varié au gré des circonstances et ont paru encore incomplètes. La séquence 2007-2009 voit la systématisation de cette politique multidirectionnelle. Des régions géopolitiques qui avaient pu être délaissées ou insuffisamment traitées reçoivent ainsi une attention nouvelle. C'est le cas de l'Asie Centrale et de l'Amérique Latine. Parallèlement, l'implication de l'AKP en Afrique subsaharienne

⁶² MARCOU Jean. « Gel de la ratification des protocoles entre l'Arménie et la Turquie ». OVIPO (en ligne). 24 avril 2010. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/1369> (dernière consultation : 12 février 2017).

s'accroît davantage encore. Par ailleurs, cette politique se veut plus multidimensionnelle encore : dans l'ensemble de ces régions, l'AKP essaie de mener une diplomatie qui ne soit pas que sécuritaire et/ou économique, mais également culturelle, politique, idéologique et technique.

L'Asie Centrale n'a pas connu sous le premier mandat de l'AKP un engouement diplomatique comparable au Moyen-Orient ou à l'Afrique Subsaharienne. Elle est pourtant considérée par Ahmet Davutoğlu comme une des régions du cercle d'intérêts proches de la Turquie⁶³ ; et elle a fait l'objet d'une attention spéciale au début des années 1990, notamment sous l'impulsion de Turgut Özal⁶⁴. On constate sous le deuxième mandat législatif de l'AKP une très revitalisation des relations avec les pays de cette région (tous turcophones, à l'exception du Tadjikistan).

D'une part, il s'agit de redynamiser les relations bilatérales. La visite à Ankara du président kazakhstanais, Nursultan Nazarbayev (1990-2019), le 30 septembre 2007, est suivie d'une visite d'Abdullah Gül au Kazakhstan, le 15 décembre suivant. Peu avant, le président turc s'est également rendu au Turkménistan (5-7 décembre) ; cette visite est très importante, car il s'agit alors de tâcher d'établir des relations avec un pays traditionnellement isolationniste⁶⁵. Elle n'est pas la première du genre ; Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan se sont par exemple rendus à Ashgabat en décembre 2006 pour les funérailles de l'ancien président Saparmurat Niazov (1991-2006). Mais cette fois-ci, l'enjeu est plus politique. Le président s'est notamment entouré de linguistes turcs, qui rencontrent des officiels turkmènes en vue d'établir un alphabet commun⁶⁶. Le président turkmène, Gurbanguli Berdimuhamedov (depuis 2006) se rend à son tour à Ankara les 24 et 25 mars 2008, visite suivie par celle de Recep Tayyip Erdoğan à Ashgabat le 3 et 4 décembre 2008.

Le rythme intense de ces visites à partir de 2007 reflète deux aspects de la doctrine que l'AKP cherche à structurer. D'une part, il rappelle l'importance que jouent, dans la mise en application de celle-ci, les contacts directs et de haut rang, entre dirigeants notamment. D'autre part, il témoigne d'une volonté de réinvestissement de cette région. Et on constate que conformément

⁶³ KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie innovante de la Turquie : une nécessité d'adaptation et une volonté d'émancipation ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 54.

⁶⁴ YARACILIK Lebriz. « Les relations de la Turquie avec les Républiques d'Asie Centrale ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 117-162

⁶⁵ TÜRK Fahri. « Türkiye-Türkmenistan ilişkileri 1990-2010 » [Les relations Turquie-Turkménistan 1990-2010]. *Sosyal ve Beşeri Bilimler Dergisi* [Revue de sciences sociales et humaines], vol. 2, n° 2, 2010, p. 58-59.

⁶⁶ *Ibid.*

au discours, cette politique se veut également multidimensionnelle. C'est-à-dire qu'elle se pense de façon globale, en s'appliquant à des domaines différents, et en faisant intervenir non seulement les acteurs officiels, mais aussi des acteurs privés, en vue de mobiliser toutes les ressources du pays⁶⁷ :

- Sur le plan économique, la coopération passe notamment par la mise en place de Commission Économiques Jointes (CEJ) ; si celles-ci ont été lancées dans les années 1990, elles voient leur rythme s'accélérer à partir du second mandat de l'AKP. Ainsi par exemple a lieu la troisième CEJ turco-ouzbèke en mars 2008 à Ankara (la suivante aura lieu en mai 2009)⁶⁸. En septembre suivant, c'est une CEJ turco-kirghize qui est organisée. Puis en avril 2009, c'est la septième CEJ turco-tadjike qui se tient, un mois avant une visite du président Gül. Les relations économiques sont d'ailleurs au cœur de la coopération avec le Tadjikistan, dont la Turquie vise notamment le secteur porteur du développement des infrastructures⁶⁹. Les accords économiques sont souvent établis lors de visites bilatérales, par exemple lorsque Gourbanguly Berdimuhammedov se rend à Ankara en mars 2008, signant un accord qui pose les bases de la coopération économique avec la Turquie⁷⁰.
- L'aspect éducatif est particulièrement important en Asie Centrale, où s'implantent notamment les écoles de la confrérie de Fethullah Gülen, très actives au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Turkménistan⁷¹. Le rôle du gouvernement turc est d'encourager l'installation de ces écoles, envers lesquelles les pouvoirs locaux peuvent être méfiants, notamment sous l'influence de la Russie et de l'Iran⁷². Mais la Turquie encourage également la venue chez elle d'étudiants issus des pays d'Asie Centrale, qui augmente significativement au milieu des années 2000. En 2009 ainsi, ce sont 2450 doctorants d'Azerbaïdjan et d'Asie Centrale qui sont accueillis en Turquie⁷³. Sur le plan culturel

⁶⁷ AKILLI Erman, DONELLI Federico. « Reinvention of Turkish Foreign Policy in Latin America : The Cuba Case ». *Insight Turkey*, vol. 18, n° 2, 2016, p. 166.

⁶⁸ AKYURT Ali, ÇAMAN Efe. « Caucasus and Central Asia in Turkish Foreign Policy : The Time Has Come for a New Regional Policy ». *Alternatives : Turkish Journal of International Relations*, vol. 10, n° 2-3, été-automne 2011, p. 50.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 49-50.

⁷⁰ TÜRK Fahri. *Op. cit.*, p. 59.

⁷¹ JOSSERAN Tancredi. « Les disciples de Fethullah Gülen ». *Moyen-Orient*, n° 18, avril-juin 2013, p. 73. Pour une analyse complète et détaillée du rôle de Fethullah Gülen dans la politique centrasiatique turque, on recommandera l'ouvrage de référence de Bayram Balci : *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale : Les écoles turques de Fethullah Gülen*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2003. Dans un ouvrage plus récent consacré à l'islam en Asie Centrale, l'auteur évoque le devenir des différentes écoles de la confrérie (*Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*. Paris : CNRS, 2017, p. 103-107).

⁷² *Ibid.*

⁷³ TÜRK Fahri. *Op. cit.*, p. 60.

de façon plus générale, certaines initiatives visent à renforcer les liens entre les pays turciques, par exemple la signature d'un accord permettant la captation mutuelle des chaînes de télévision entre le Turkménistan et la Turquie lors de la visite du président turkmène, en mars 2008⁷⁴.

- La question sécuritaire est au cœur de la relation avec l'Ouzbékistan, pays le plus peuplé de la région et qui a fait face dans les années 1990 à une insurrection islamiste, en particulier dans la vallée de Ferghana⁷⁵. Les deux pays sont liés par un accord de lutte contre le terrorisme ; il est à noter que cette coopération remonte au début des années 2000, donc avant la période ici traitée, mais elle se poursuit tout au long de la séquence 2007-2009⁷⁶.
- Au niveau de l'aide au développement, la Turquie s'appuie beaucoup sur l'agence TIKA, très active en Asie Centrale depuis 2003. L'intensification des relations bilatérales à partir de 2007 permet au Kazakhstan et au Kirghizistan d'être parmi les trois premiers récipiendaires de l'aide de la TIKA en 2009, après l'Afghanistan⁷⁷.

On constate que le caractère multidimensionnel se retrouve tant dans les secteurs mobilisés (économie, commerce, éducation, sécurité, aide au développement) que dans les acteurs mobilisés (gouvernement turc, réseau éducatif public et privé, TIKA). Mais il s'exprime également par la conjugaison de ces politiques bilatérales avec un activisme multilatéral. La Turquie est ainsi un des membres fondateurs de l'Assemblée Nationale des Parlementaires des Pays Turcophones [*Türk Dili Konuşan Ülkeler Parlamenter Asamblesi*, TÜRKPA], le 21 novembre 2008, aux côtés de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Kirghizistan. Il est à noter qu'en revanche, malgré les promesses faites lors de son voyage en 2008, Gourbanguly Berdimuhammedov refuse finalement que le Turkménistan rejoigne cette organisation⁷⁸. Le 3 novembre 2009 est fondé le Conseil Turcique [*Türk Konseyi*, TK], qui regroupe les mêmes pays et s'inspire de la Ligue Arabe ou de l'Organisation de la Francophonie⁷⁹. L'absence dans les

⁷⁴ *Ibid.*, p. 59.

⁷⁵ AKYURT Ali, ÇAMAN Efe. *Op. cit.*, p. 50.

⁷⁶ YARACILIK Lebriz. *Op. cit.*, p. 143.

⁷⁷ TIKA. « 2009 Kalkınma Yardımları Raporu » [Rapport sur les aides au développement 2009] (en ligne). Mai 2010 p. 35. Disponible sur : <http://www.tika.gov.tr/upload/oldpublication/KalkinmaYardimlariRaporu2009.pdf> (dernière consultation : 12 avril 2017).

⁷⁸ TÜRK Fahri. *Op. cit.*, p. 58-59.

⁷⁹ « Genel Bilgi » [Information générale]. In *Türk Dili Konuşan Ülkeler İşbirliği Konseyi* [Conseil de Coopération des Pays Turcophones] (en ligne). Disponible sur : http://web.archive.org/web/20160530023712/http://www.turkkon.org/tr-TR/genel_bilgi/1/10 (dernière consultation : 4 octobre 2017).

deux cas de l'Ouzbékistan et du Turkménistan témoigne d'une relative méfiance de la part de ces deux pays, mais ces initiatives n'en témoignent pas moins de l'activisme turc dans la région.

Toutefois, cet approfondissement des liens avec l'Asie Centrale n'est ni un changement de priorité diplomatique, ni un retour aux illusions panturquistes du siècle précédent. Il s'agit davantage de rechercher dans cette région les mêmes avantages commerciaux, économiques ou diplomatiques que ceux obtenus en Afrique Subsaharienne, dans le monde arabe ou dans les Balkans. Comme le résume Bayram Balci, « l'Asie Centrale n'est plus pour Ankara une priorité absolue, mais un espace parmi d'autres, où prévalent les opportunités économiques et stratégiques, favorables à l'économie turque alors particulièrement dynamique et entreprenante⁸⁰. »

Ce caractère multidirectionnel de la politique étrangère dépasse le cercle des seules régions qui avaient été décrites comme stratégiques par Ahmet Davutoğlu, témoignant d'une ambition non plus seulement régionale mais mondiale. L'exemple de **l'Amérique Latine** est à cet égard parlant, tant le décalage est grand entre l'importance que va prendre ce continent dans la diplomatie de l'AKP et son absence totale de la réflexion stratégique d'Ahmet Davutoğlu – mais également des écrits antérieurs d'acteurs comme Abdullah Gül ou Yalçın Akdoğan. Du reste, il convient d'être précis : il ne serait pas correct de dire que les relations turco-latino-américaines connaissent un décollage significatif durant la séquence 2007-2009. D'une part, parce que ce rapprochement est un peu antérieur, initié en 2006, « Année de l'Amérique Latine et des Caraïbes » en Turquie. D'autre part, parce que ses éléments les plus significatifs s'observeront à partir de 2010 (année de l'accord turco-brésilien sur le nucléaire iranien). Les deux premières années du deuxième mandat de l'AKP sont donc davantage une période de renforcement progressif des relations, marquée par quelques étapes tout de même importantes.

Les relations avec l'Amérique Latine sont appréhendées d'un point de vue stratégique assez proche de celui qui a poussé au rapprochement avec les pays d'Afrique Subsaharienne. Dans la volonté d'appliquer une diplomatie globale et multidirectionnelle, ces deux ensembles régionaux apparaissent comme très similaires, le succès de la Turquie dans son implantation africaine pouvant servir d'exemple pour son approche de l'Amérique Latine⁸¹. Là aussi,

⁸⁰ BALCI Bayram. « Les jeux d'influence de la Turquie en Asie centrale ». *Questions Internationales*, n° 82, novembre-décembre 2016, p. 50.

⁸¹ ŞENSOY Süleyman. « Latin Amerika ve Karayipler Ülkeleri İle Ticaret Hacmimizi 70 Milyar Dolara Çıkarabiliriz » [Nous pouvons porter le montant de notre commerce avec les pays d'Amérique Latine et Caraïbes à 70 milliards de dollars]. TASAM (en ligne). 26 mars 2009. Disponible sur : <http://www.tasam.org/tr->

l'établissement de liens étroits doit permettre à la puissance turque de devenir, sinon incontournable, en tout cas un acteur à prendre en compte dans les rapports de force locaux. En d'autres termes, en devenant un important partenaire d'une Amérique Latine en pleine émergence, la Turquie renforce son poids global sur la scène internationale⁸². L'économie est un outil efficace pour permettre l'application de cette politique. En 2008, en particulier, Ankara signe un accord de libre-échange avec le Marché Commun du Sud [*Mercado Común del Sur*, MERCOSUR], qui ouvre la voie à des échanges commerciaux renforcés avec des pays comme l'Argentine ou le Brésil⁸³. On constate par ailleurs un activisme turc marqué en vue de resserrer les relations institutionnelles. Cela passe notamment, en 2008, par l'instauration au Parlement turc de groupes d'amitiés avec des pays comme le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la Jamaïque, le Mexique, l'Uruguay ou le Venezuela⁸⁴. Ainsi voit-on la mise en application d'un principe multidirectionnel élargi, qui ne se tourne plus seulement vers les grandes régions périphériques de la Turquie, mais aussi vers le reste du globe.

Il convient enfin de noter que cet intérêt turc pour de nouveaux horizons n'implique en rien l'abandon des investissements diplomatiques, stratégiques et économiques dans d'autres régions. L'exemple de **l'Afrique Subsaharienne** le démontre. Bien que l'ouverture à ce continent remonte au premier mandat de l'AKP, ce dernier y poursuit une politique active entre 2007 et 2009. En particulier, du 18 au 21 août 2008, se tient pour la première fois de l'histoire un sommet Turquie-Afrique, à Istanbul⁸⁵. Ce sommet, auquel assistent les chefs d'État de 50 pays africains, est suivie de l'annonce par Ali Babacan de l'ouverture prochaine de 15 nouvelles ambassades sur le continent⁸⁶. On voit ainsi une cohérence dans la politique engagée, puisqu'il ne s'agit désormais plus d'hésiter entre plusieurs options stratégiques et diplomatiques, comme cela avait pu être le cas au cours du premier mandat de l'AKP, mais d'en trouver de nouvelles sans renoncer aux précédentes.

TR/Icerik/1032/latin_amerika_ve_karayipler_ulkeleri_ile_ticaret_hacmimizi_70_milyar_dolara_cikarabiliriz (dernière consultation : 21 avril 2017).

⁸² GONZÁLEZ LEVAGGI Ariel. « Turkey and Latin America : A New Horizon for a Strategic Relationship ». *Perceptions*, vol. 18, n° 4, hiver 2013, p. 107-108.

⁸³ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 311-312.

⁸⁴ OKUR Eren. « Türkiye-Latin Amerika İlişkileri » [Les relations Turquie-Amérique Latine]. In BILGESAM (en ligne). 20 juillet 2009. Disponible sur : <http://www.bilgesam.org/incele/94/-turkiye-latin-amerika-iliskileri/#.WrLMxOjOXIU> (dernière consultation : 13 mai 2017).

⁸⁵ BALCI Bayram. « La diplomatie active mais fragile de la Turquie en Afrique. » *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 98.

⁸⁶ ÖZKAN Mehmet. « Turkey's Rising Role in Africa ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n° 4, hiver 2010, p. 94.

On observe donc que la politique étrangère turque entre 2007 et 2009 tâche de se conformer à un discours axé sur son caractère multidirectionnel et multidimensionnel. La Turquie ne se contente plus de réagir à des opportunités, elle mène une politique active, en direction notamment de l'Asie Centrale, et dans une moindre mesure de l'Amérique Latine, tout en maintenant à un haut niveau son implication dans régions qu'elle avait déjà commencé à investir – par exemple l'Afrique Subsaharienne. Pour cela, elle mobilise volontairement des acteurs très différents : les figures dirigeantes et les institutions, bien entendu, mais également les acteurs privés, la sphère économique ou les organismes d'aide au développement. Mais cette mise en application progressive des principes multidirectionnel et multidimensionnel ne peut se faire que par un activisme diplomatique renforcé.

4.2.2.3. La médiation comme outil de l'activisme diplomatique

Prendre des initiatives : voilà comment l'on pourrait, en simplifiant à l'extrême, résumer la logique de la diplomatie « pro-active » qui devient un élément central du discours des dirigeants de l'AKP. Ahmet Davutoğlu, dans ses écrits, parle de diplomatie rythmique. L'expression rend peut-être mieux compte du principe qu'elle recouvre, car en réalité, il ne s'agit pas seulement d'être actif, mais de l'être suivant une logique d'initiatives et de renouvellement permanent. L'objectif est de faire de la Turquie un acteur incontournable tant dans les relations bilatérales qu'au niveau des organismes multilatéraux. Durant le premier mandat de l'AKP, ce principe a trouvé une première forme d'expression – sans être alors théorisé aussi précisément qu'il va l'être sous le deuxième mandat – à travers les initiatives relatives à l'UE ou bien au PGM⁸⁷. Mais c'est pendant la période 2007-2009 que la politique étrangère commence à s'organiser en prenant ce principe en compte. La sous-section précédente en donne d'ailleurs certains exemples, notamment au niveau des initiatives multilatérales (sommet Turquie-Afrique, fondation de la TÜRKPA et du Conseil Turcique, etc.) Mais cette séquence se signale aussi par la mise en scène d'un autre élément de la diplomatie rythmique et pro-active, l'idée de médiation.

La médiation, qui se définit comme « l'action de mettre en relation, par un tiers appelé 'médiateur', deux personnes physiques ou morales, [...] sur la base de règles et de moyens librement acceptés par elles, en vue soit de la prévention d'un différend ou de sa résolution, soit

⁸⁷ Voir chapitre 3 de la présente thèse.

de l'établissement ou du rétablissement d'une relation sociale⁸⁸ », est une pratique courante en relations internationales. Elle n'est cependant pas fréquemment pratiquée par la Turquie. Certes, celle-ci a parfois pu être tentée de proposer ses bons offices au cours de son histoire républicaine. C'est le cas par exemple en septembre 1960, lorsque le général Cemal Gürsel propose une médiation turque dans la guerre franco-algérienne, provoquant la colère des autorités françaises⁸⁹. Mais ce sont des initiatives isolées et qui n'aboutissent pas. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de l'AKP pour que la médiation devienne un outil diplomatique efficace dans la politique étrangère turque. Et ceci s'observe dès le premier mandat du parti : à partir de 2005, en effet, la Turquie joue de son influence en Irak pour tâcher de réintégrer les sunnites dans le jeu politique irakien⁹⁰. En quoi la séquence 2007-2009 marque-t-elle alors une étape nouvelle ? En réalité, ce qui change est à la fois la nature et l'ampleur de la médiation menée. D'une part, il s'agit cette fois d'une médiation entre États ennemis, et non entre groupes politiques ou communautaires au sein d'un pays voisin. Par ailleurs, cette médiation concerne deux acteurs majeurs du jeu moyen-oriental, Israël et la Syrie. Contrairement à la médiation en Irak qui relève en priorité d'une tentative de pacification des frontières⁹¹, la médiation turque entre Damas et Tel-Aviv relève d'une volonté délibérée de devenir un acteur indispensable dans le champ régional. En cela, elle s'inscrit parfaitement dans l'idée de diplomatie rythmique et pro-active, même si sa conclusion montrera les limites de la méthode.

Il faut remonter à l'année 2006 pour trouver les premières traces d'implication turque dans un potentiel rapprochement israélo-syrien, alors recherché par certains acteurs politiques. Parmi eux, un ancien directeur du ministère des Affaires étrangères israélien, Alon Liel. Depuis 2004, celui-ci cherche un rapprochement entre son pays et la Syrie⁹². Or, il se trouve que ce diplomate, qui a été ambassadeur d'Israël en Turquie de 1981 à 1983 et qui est membre du Haut-Comité de Conseil du Gpot, un *think tank* turc de relations internationales⁹³, entrevoit dans la Turquie un potentiel médiateur. Cette dernière accepte dès lors de jouer les intermédiaires. Sa principale

⁸⁸ DE BRIANT Vincent, PALAU Yves. *La médiation : Définition, pratiques et perspectives*. Paris : Nathan Université, 1999, p. 12.

⁸⁹ DENIZEAU Aurélien. *La diplomatie française face au coup d'État de 1960 en Turquie : Menace ou opportunité pour la coopération franco-turque ?* Saarbrücken : PAF, 2015, p. 57-59.

⁹⁰ SINKAYA Bayram. « Geçmişten Günümüze Türkiye'nin Ortadoğu Politikası ve Batı Etkisi » [La Politique Moyen-Orientale de la Turquie jusqu'à nos Jours et l'Influence Occidentale]. *Ankara Düşünce ve Araştırma Merkezi Akademi* [Académie du Centre de Recherche et de Réflexion d'Ankara], n° 1/2011, p. 94.

⁹¹ Comme cela a été expliqué dans la 3^{ème} sous-partie, 2^{ème} section, 2^{ème} sous-section du chapitre précédent.

⁹² SCHELLER Bente. *The Wisdom of Syria's Waiting Game: Foreign Policy Under the Assads*. Londres : Hurst, 2014, p. 85.

⁹³ « Ambassador (R) Alon Liel ». In Gpot (en ligne). Disponible sur : [http://www.gpotcenter.org/staff/131/Ambassador%20\(R\)%20Alon%20Liel/](http://www.gpotcenter.org/staff/131/Ambassador%20(R)%20Alon%20Liel/) (dernière consultation : 23 avril 2017).

mission consiste à consulter des diplomates israéliens et syriens, en profitant de la bonne entente entre Ankara et Tel-Aviv, d'une part, Ankara et Damas d'autre part. Sous formes de « *rounds* » diplomatiques, quatre au total dans l'année 2008, les diplomates turcs consultent leurs partenaires syriens et israéliens pour faire des propositions de résolution des désaccords bilatéraux et rendre compte à chaque corps diplomatique de l'état d'esprit dans lequel se trouve l'autre⁹⁴. Lorsque Shimon Pérès se rend à Ankara, en décembre 2008, les négociations ont suffisamment avancé pour permettre d'entrevoir un début d'accord, en particulier en ce qui concerne le statut du Golan (territoire syrien occupé par Israël depuis 1967)⁹⁵. Il est ainsi envisagé de faire de ce dernier une zone démilitarisée, suivant un calendrier de retrait de l'armée israélienne qui irait de cinq ans (ce que souhaite Damas) à quinze ans (ce que privilégie Tel-Aviv)⁹⁶.

Toutefois, au cours de l'année 2009, il apparaît que la médiation turque n'est pas parvenue à un accord ; elle se voit même assez sèchement rejetée, le vice-ministre des Affaires étrangères israélien la présentant par exemple comme une « erreur⁹⁷ ». Il est intéressant de revenir sur les causes de cet échec, car elles permettent de mettre en évidence les limites de la médiation comme stratégie d'activisme diplomatique.

- La mauvaise volonté des acteurs est mise en avant très rapidement. Ainsi, dès mai 2008, Jean Marcou estime que la médiation a peu de chance d'aboutir, Israël ne souhaitant pas restituer le Golan, ni la Syrie cesser de soutenir le Hamas ou le Hezbollah⁹⁸. Le même constat est fait, à la même époque, par l'éditorialiste Semih İdiz⁹⁹, qui estime aussi que le Golan a toutes les chances de faire achopper le processus.
- Le second problème qui se pose est la dégradation des relations turco-israéliennes par suite des bombardements de la bande de Gaza par l'armée israélienne. Cette intervention est d'autant plus mal perçue par la Turquie que, d'après Recep Tayyip Erdoğan, Ehoud Olmert, lors de son voyage à Ankara, lui avait donné sa parole que Gaza ne traverserait

⁹⁴ RAZOUX Pierre. « Quel avenir pour le couple Turquie-Israël ? ». *Politique étrangère*, n° 1/2010, p. 15.

⁹⁵ BARTHE Benjamin. « La médiation turque a permis des progrès entre Israël et la Syrie ». *Le Monde*, 24 décembre 2008.

⁹⁶ VALTER Stéphane. « Le retour de la Syrie sur la scène internationale ? ». *Maghreb-Machrek*, n° 203, printemps 2010, p. 15.

⁹⁷ « Israël/Syrie : la médiation de la Turquie a été une 'erreur' (responsable israélien) ». *L'Orient Le Jour*, 15 décembre 2009.

⁹⁸ MARCOU Jean. « A propos des relations turco-syriennes... » OVIPOT (en ligne). 10 mai 2008. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/528> (dernière consultation : 27 avril 2017).

⁹⁹ İDİZ Semih. « Türkiye'nin Suriye-İsrail barışını sağlaması zor » [La préservation de la paix Syrie-Israël par la Turquie est difficile]. *Milliyet*, 1^{er} mai 2008.

aucune « crise humanitaire¹⁰⁰ ». Or, la Turquie doit se distancer d'Israël pour espérer appliquer deux éléments clés de sa doctrine naissante : entretenir de meilleures relations avec les pays voisins (dont la Syrie, l'Irak et l'Iran), et accentuer son influence au Moyen-Orient. En janvier 2009, la colère de Recep Tayyip Erdoğan à Davos¹⁰¹ est le premier accrochage public d'une telle ampleur entre la Turquie et Israël.

- Enfin, l'arrivée au pouvoir en Israël, en mars 2009, d'un gouvernement dirigé par le nationaliste Benyamin Netanyahou, hostile au processus de paix avec la Syrie, rend encore plus illusoire la réussite de la médiation turque¹⁰².

On voit ainsi se dégager les trois faiblesses qui limitent l'utilité de la médiation comme outil diplomatique : sa dépendance à la bonne (ou mauvaise) volonté des acteurs qu'elle doit rapprocher ; en conséquence, les incertitudes liées aux évolutions de la politique intérieure de ces acteurs ; enfin, la difficulté pour le médiateur, en cas de crise, à maintenir ses relations de confiance avec les deux partenaires. Il n'empêche que, comme le notait Semih İdiz à l'époque, jamais la Turquie n'avait été aussi loin dans un processus de médiation, lui permettant d'acquérir un poids nouveau sur la scène moyen-orientale¹⁰³. L'héritage de la séquence 2007-2009 à cet égard est donc important, d'autant qu'Ankara développe à la même époque ses talents de médiation, de façon moins avancée et spectaculaire, vis-à-vis d'autres conflits¹⁰⁴. La Turquie affiche encore aujourd'hui son statut de médiateur comme un de ses atouts diplomatiques, ainsi qu'on peut le voir sur le site du ministère des Affaires étrangères¹⁰⁵.

* * *

¹⁰⁰ AKPINAR Pınar. « Çatışma Çözümleri Perspektifinden Suriye-İsrail Meselesi » [L'affaire Syrie-Israël du point de vue de la résolution de conflits]. In AKYEŞİLMEN Nezir (dir.). *Barışı konuşmak : Teori ve pratikte çatışma yönetimi* [Parler de paix : La gestion de conflit dans la théorie et la pratique]. Ankara : ODTÜ, 2012, p. 231-232.

¹⁰¹ BOZDEMİR Michel. *Op. cit.*, p. 105-106.

¹⁰² RAZOUX Pierre. *Op. cit.*, p. 17.

¹⁰³ İDİZ Semih. *Op. cit.*

¹⁰⁴ On peut citer par exemple sa volonté, à partir de 2007, d'apaiser les tensions entre l'Afghanistan et le Pakistan. Voir à ce sujet ARAS Bülent. « Turquie médiatrice et Amis de la Médiation ». *Turkey Policy Brief Series*, n° 6, 2012, p. 4.

¹⁰⁵ « La Politique Étrangère Entreprenante Et Humanitaire De La Turquie Un Aperçu ». République de Turquie : Ministère des Affaires étrangères (en ligne). Disponible sur : <http://www.mfa.gov.tr/aper%C3%A7u-general-de-la-politique-etrangere-turque.fr.mfa> (dernière consultation : 22 juin 2017).

La période qui court de l'été 2007 au printemps 2009 est donc une séquence à part dans l'histoire de la doctrine stratégique et diplomatique de la Turquie. Elle doit être vue comme une période de construction, durant laquelle cette doctrine, sans être encore clairement théorisée et systématiquement mise en application, commence à se dessiner. Ce processus bénéficie de facteurs très favorables : l'AKP possède, pour la première fois, tous les leviers du pouvoir, et dispose, qui plus est, d'une équipe forte désormais de plusieurs années d'expérience et de pratique de la politique étrangère. De plus, les centres de recherche qui commencent à apparaître permettent une analyse stratégique plus poussée, tout en irriguant la sphère gouvernementale d'idées et de concepts. Peu à peu, l'AKP tâche de donner une cohérence à sa politique étrangère ; c'est à ce moment que commence réellement à se faire connaître dans le débat public Ahmet Davutoğlu. S'il n'est pas encore le maître d'œuvre de la politique étrangère turque, il apparaît indéniablement comme le principal théoricien du discours doctrinal en train de s'élaborer. Cette doctrine n'est pas seulement utile pour justifier, dans le discours public, les actions menées ; elle se veut également normative. Aussi commence-t-elle à influencer la pratique stratégique et diplomatique de l'AKP. Celui-ci essaie de systématiser la logique de désécurisation des frontières, ce que symbolise en particulier la tentative de réconciliation avec l'Arménie. Il poursuit son ouverture aux grandes régions stratégiques mondiales, en vue d'une politique multidirectionnelle et multidimensionnelle cohérente. Enfin, on voit se développer dans cette séquence un essai d'activisme diplomatique dont l'exemple le plus intéressant est la tentative de devenir un État médiateur, un élément qui restera essentiel dans la politique ultérieure de l'AKP. En deux années seulement a été ainsi construite une base solide, nécessaire à la mise en place d'une nouvelle doctrine stratégique et diplomatique.

Chapitre 5. La structuration de la doctrine

Après son premier mandat législatif et une période d'approfondissement entre 2007 et 2009, il est possible d'esquisser, à la fin de la décennie 2000, un tableau de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP. On peut en effet considérer que celle-ci arrive à maturité, dans sa première mouture, au cours de l'année 2009 – année qui voit, de façon significative, la nomination au ministère des Affaires étrangères d'Ahmet Davutoğlu, alors son principal inspirateur. Tous les éléments sont désormais mis en place pour cela. D'une part, les objectifs à poursuivre ont été clarifiés dans le discours officiel¹, qui appuie tant sur la nécessité de développement économique que sur la recherche de sécurité régionale et d'influence globale. Les principes d'action qu'avait défini Ahmet Davutoğlu à partir de 2004, et surtout de 2007, sont mis au service de ces objectifs affirmés. Ils sont au cœur de la doctrine de l'AKP, au point d'ailleurs qu'il est fréquent que soit alors évoquée la « doctrine Davutoğlu² », puisque la paternité de ces principes lui est largement due. Ceux-ci reposent sur une théorisation des pratiques progressivement mises en œuvre depuis 2002 : la sortie du prisme sécuritaire au profit de l'économique et du commercial, permettant l'apaisement des relations de voisinage ; l'activisme diplomatique ; et une diplomatie multidirectionnelle (s'adressant à l'ensemble des espaces géopolitiques) et multidimensionnelle (utilisant pour cela tous les outils à disposition). Cependant, si la doctrine repose sur ces grands principes, il est possible de déceler, dans les discours et écrits publics de ses responsables, les cibles plus précises qu'elle vise et les outils sur lesquels elle prévoit de s'appuyer. Ainsi, la doctrine accorde une place fondamentale au Moyen-Orient, cœur d'un ensemble de cercles concentriques qui définissent les régions stratégiques, par ordre d'importance décroissant. Si elle n'a pas la coloration islamique qu'elle prendra après les printemps arabes, elle accorde déjà, au nom de l'histoire, de la géographie et d'une supposée civilisation commune, une grande importance au Moyen-Orient. De plus, la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP prévoit une synergie inédite des acteurs diplomatiques classiques que sont les dirigeants politiques et le ministère des Affaires étrangères avec des acteurs non-gouvernementaux, dans un processus de renforcement mutuel.

¹ Les principales sources utilisées dans ce chapitre pour définir la doctrine de l'AKP sont essentiellement les interventions de ses principaux stratèges et décideurs. Elles incluent notamment les articles publiés par Ahmet Davutoğlu à partir de 2004, alors qu'il est déjà conseiller du Premier ministre, et jusqu'en 2010 ; les discours publics de Recep Tayyip Erdoğan, Abdullah Gül et Ali Babacan au cours du second mandat du parti (2007-2011) ; et les programmes électoraux officiels de l'AKP, en particulier ceux de 2007 et 2011.

² Voir par exemple l'article de Gérard Groc: « La doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement ». *Confluences Méditerranée*, n° 83, 4/2012, p. 71-85.

5.1. Les objectifs mis en avant

Comprendre la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP nécessite tout d'abord de déterminer à quels impératifs elle se propose de répondre. Un lieu commun consiste à voir la doctrine comme répondant aux « intérêts » d'un acteur géopolitique, mais ce concept « d'intérêts » apparaît comme très vaste, et peut regrouper des éléments fort variés. Il faut donc désigner ce que l'AKP identifie, soit directement comme ses intérêts propres, soit comme ceux de la Turquie, étant entendu que les deux se confondent le plus souvent dans la vision des cadres du parti. Le premier objectif visé est celui de la prospérité économique, perçue comme gage de développement du pays et donc de succès électoral de l'AKP ; cette prospérité est recherchée par le biais du commerce international. L'objectif sécuritaire n'est cependant pas absent de la doctrine du mouvement. Mais celle-ci redéfinit les moyens d'y parvenir. Enfin, les ambitions d'influence mondiale sont bien présentes ; elles sont à la fois à vocation intérieure (perçues comme un moyen d'assurer le prestige du parti) et internationale (devant permettre à la Turquie d'obtenir des soutiens diplomatiques nouveaux lui assurant un poids renforcé dans les processus de négociation bilatéraux ou multilatéraux).

5.1.1. La prospérité économique et le dynamisme commercial

La prise en compte d'objectifs économiques dans la politique étrangère est un héritage des années 1980 et de Turgut Özal. La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP lui accorde une importance supplémentaire. La réussite économique est pour le parti au pouvoir l'objectif prioritaire dans les années 2000, et c'est donc vers lui qu'est tournée sa politique étrangère.

Si la question de la prospérité économique se pose avec une telle acuité pour l'AKP, alors même que la mouvance islamiste turque n'avait jusqu'alors pas de vision économique particulièrement poussée en comparaison des autres partis, c'est en raison d'abord d'un contexte spécifique. Lorsque l'AKP remporte les élections, la Turquie sort de deux crises successives qui, en novembre 2000 et surtout en février 2001 ont durement frappé son système bancaire et son économie. Ces deux secousses ont joué un rôle majeur dans le discrédit de la classe politique traditionnelle, d'autant que la seconde est en partie due à une altercation publique entre le Premier ministre Bülent Ecevit et le président de la République Ahmet Necdet

Sezer¹. Ce discrédit frappe durement tous les partis et laisse le terrain libre à l'ascension de l'AKP, nouvellement fondé. Et quoique les mesures prises par Kemal Derviş, ministre de l'Économie (2001-2002) de Bülent Ecevit, aient permis de rétablir la situation économique, celle-ci reste un test pour le gouvernement AKP. Des succès économiques doivent lui permettre de renforcer sa popularité auprès de l'électorat, alors même que l'économie a été au cœur de la campagne électorale de 2002². Du reste, c'est dans ce domaine que la marge de manœuvre de l'AKP est la plus importante. Il est en effet difficile pour le parti de vouloir proposer des réformes sociétales, judiciaires ou culturelles sans prendre le risque d'une confrontation avec l'Armée. En revanche, en matière économique, les ambitions de l'AKP s'inscrivent dans la continuité des mesures prises par Kemal Derviş et ne contreviennent pas aux attentes des militaires. À plus long terme, une économie florissante doit permettre à l'AKP d'accélérer le développement (un concept que l'on retrouve dans son sigle) du pays, avec des résultats concrets au niveau des infrastructures, du bâtiment ou de la planification urbaine.

Pour parvenir à ces résultats, la doctrine stratégique et diplomatique est un élément essentiel. En effet, le choix fait par les élites de l'AKP (et hérité en grande partie, là aussi, de Turgut Özal) est de parvenir à la prospérité économique non par le seul marché intérieur, mais par une insertion réussie dans la mondialisation et dans ses réseaux commerciaux. La politique étrangère doit faciliter la pénétration des entreprises turques dans les marchés internationaux porteurs, attirer les investisseurs et permettre au pays d'accéder aux ressources dont il a besoin pour son développement. Ce choix n'est pas seulement dicté par des considérations idéologiques (si l'on en croit Yaşar Yakış, ministre des Affaires étrangères de 2001 à 2002, cette vision libre-échangiste ne faisait pas l'unanimité parmi les cadres de l'AKP³) ; il découle aussi des attentes et exigences des milieux d'affaires. Les grands syndicats patronaux comme la TÜSİAD ou la MUSİAD se montrent de plus en plus sensibles à la politique étrangère menée par Ankara et à ses répercussions sur les entrepreneurs turcs⁴. Dès 2004, Ahmet Davutoğlu évoque publiquement l'importance des facteurs économiques dans les orientations prises en

¹ En parlant de « crise grave », Bülent Ecevit entraîne une fuite rapide des capitaux, qui se traduit *in fine* par un effondrement de la bourse et une brusque inflation. Voir VANER Semih. « Turquie : Chronique d'une crise ». *Défense Nationale*, n° 8/9, août-septembre 2001, p. 1-10.

² MASSICARD Élise. « Les élections du 3 novembre 2002 : Une recomposition de la vie politique turque ? » Dossier de l'IFEA (série : La Turquie aujourd'hui) n°15. 2003, p. 20. Disponible sur : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00651434/file/Bulten_15.pdf (dernière consultation : 9 avril 2018).

³ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁴ KİRİŞÇİ Kemal. « The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State ». *New perspectives on Turkey*, n° 40, 2009, p. 39.

politique étrangère⁵ – une thématique qui n’est pourtant que peu abordée dans *Stratejik Derinlik*.

Le commerce est au cœur de ce projet économique. Il n’est même pas exagéré de dire qu’il est au cœur de la doctrine stratégique et économique de l’AKP. En effet, celle-ci est tournée vers l’ouverture de nouveaux partenariats commerciaux qui relèvent de deux catégories. Il y a d’abord les accords bilatéraux qui doivent permettre d’augmenter le volume des échanges entre la Turquie et ses différents partenaires. La doctrine vise à les augmenter tant quantitativement (augmenter le volume des échanges et le nombre de partenaires) que qualitativement (en cherchant à ouvrir de nouveaux secteurs d’échanges commerciaux). Il y a également les partenariats multilatéraux, en particulier les zones de libre-échange, qui doivent fluidifier, faciliter et intensifier les échanges de la Turquie avec son environnement régional. Ces politiques visent à permettre aux entreprises turques de s’implanter dans des secteurs géographiques qui connaissent un processus de développement, notamment au Moyen-Orient et dans les Balkans. Elles doivent aussi faciliter son accès aux sources d’énergie (particulièrement en Russie et au Moyen-Orient), une ressource dont le pays ne bénéficie guère et qui est essentiel à sa croissance rapide. L’objectif est de faire de la Turquie une puissance économique mondiale, un rouage essentiel de l’économie mondialisée⁶.

Du reste, le développement économique n’est pas seulement un objectif de la doctrine stratégique et diplomatique élaborée par l’AKP ; il en est aussi le principal moteur et l’un des outils d’action les plus sollicités. L’idée est celle d’un cercle vertueux : la croissance économique turque et le développement du pays grâce aux échanges commerciaux ne sont pas seulement une fin ; ils sont aussi un moyen d’atteindre d’autres objectifs, non-économiques. Le développement économique doit ainsi permettre l’enrichissement et donc la pacification du sud-est du pays. La réussite économique de la Turquie peut en faire, sinon un modèle, du moins une source d’inspiration pour un certain nombre de pays, une ambition que reconnaissait par exemple Abdullah Gül dans un entretien publié par *Foreign Affairs*, où il évoquait la « *success story* » turque⁷. Des analystes comme Tarik Oğuzlu ou Kemal Kirişçi, utilisent le terme de

⁵ DAVUTOĞLU Ahmet. « İş dünyası artık politikanın öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique]. *Turkish Time*, 15 avril 2004.

⁶ İNSEL Ahmet. « Devenir une puissance économique mondiale : le néonationalisme de l’AKP ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 75.

⁷ TEPPERMAN Jonathan. « Turkey’s Moment: A Conversation With Abdullah Gül ». *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, janvier-février 2013, p. 6-7.

« *ticari devlet*⁸ » ou « *trading state*⁹ » (ce que l'on peut traduire par « État commerçant » ou « État marchand ») pour caractériser la Turquie des années 2000. Le premier estime que la Turquie se défait ainsi de son caractère d'État « soldat » [*askerî*] : désormais, pour résoudre les contentieux qu'elle peut entretenir avec d'autres pays, pour augmenter son influence et pour atteindre des objectifs géopolitiques, elle ne joue plus sur l'outil militaire, mais sur l'outil commercial et économique ; il compare cette évolution et cette stratégie au « développement pacifique » promu par la Chine, dont les atouts économiques et commerciaux sont désormais l'arme première¹⁰. Kemal Kirişci, quant à lui, reprend pour analyser la Turquie le concept de « *trading state* » développé par Richard Rosecrance¹¹. Ce dernier, à la fin des années 1980, décrivait un nouveau monde où les relations internationales accordaient une part croissante au commerce. Dans ce monde, un État choisissant la stratégie traditionnelle de la puissance militaire et du contrôle du territoire disposait de moins d'atouts que les « *trading states* », à savoir les États ayant choisi la stratégie de l'interdépendance économique. La politique étrangère de l'AKP peut donc être appréhendée dans ce cadre : elle vise à faciliter le développement de la Turquie comme État commerçant, pour faciliter sa réussite dans un monde où l'économie et le commerce jouent un rôle déterminant.

Le premier objectif de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP est donc la prospérité économique, clé tout à la fois du développement du pays, nécessaire à la réussite politique du parti, et de sa stratégie internationale, basée sur l'interdépendance économique. Cette prospérité doit être atteinte par le développement des échanges commerciaux. Signe de cette priorité absolue accordée à l'économie, Kemal Kirişci mentionne par exemple la conférence des ambassadeurs tenue en juillet 2008, organisée par deux associations d'affaires (la TOBB et la DEİK) et tournant entièrement autour des questions économiques¹².

⁸ OĞUZLU Tarık. « Komşularla Sıfır Sorun Politikası : Kavramsal bir Analiz » [La politique de zéro problème avec les voisins : Une analyse conceptuelle]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 4, n° 4, juin 2012, p. 12.

⁹ KİRİŞCİ Kemal. *Op. cit.*, p. 29-57.

¹⁰ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 12.

¹¹ ROSECRANCE Richard. *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*. New York: Basic Books, 1986, 268 p.

¹² KİRİŞCİ Kemal. *Op. cit.*, p. 49-50.

5.1.2. La sécurisation du pays et de l'environnement régional

Une lecture un peu rapide de la doctrine élaborée par l'AKP en politique étrangère pourrait conduire à croire que, les questions économiques prenant le pas sur les questions sécuritaires, celles-ci sont délaissées. Or, une analyse plus approfondie doit conduire à nuancer très largement cette conclusion. La sécurité intérieure aussi bien qu'extérieure de la Turquie demeure un objectif essentiel de cette doctrine. Il y a bien sûr un sentiment de responsabilisation qui pousse le pays, devenant une puissance moyenne, à chercher à pacifier la région où s'exerce son influence. Bertrand Badie explique ainsi, en 2009, que « mécaniquement, toute apparition d'une nouvelle puissance se traduit par une transformation de son environnement régional et par une tentative de la nouvelle puissance de s'imposer dans son rôle de leader. Le génie de l'actuelle diplomatie [et des dirigeants turcs] est de transformer cette zone d'influence en zone de paix¹³. » C'est une ambition qui remonte à loin. Dès les années 1990, Ahmet Davutoğlu évoquait clairement la nécessité de rechercher la sécurité commune, certes dans un cadre multilatéral, mais sans rejeter l'emploi de la force si nécessaire¹⁴. Il réaffirme à plusieurs reprises ce besoin de sécurité une fois devenu conseiller aux Affaires étrangères¹⁵. Simplement, cet objectif sécuritaire est en partie subordonné aux buts économiques, pour la bonne raison que ceux-ci sont perçus comme la condition nécessaire pour y aboutir. C'est d'ailleurs un lien de réciprocité qui est établi, car la sécurisation du pays et de son environnement régional doit faciliter l'accomplissement des ambitions économiques mises en avant.

La sécurité demeure un objectif essentiel de la doctrine car elle est perçue comme essentielle à un certain nombre d'accomplissements que recherche l'AKP.

- La réduction du poids de l'Armée : c'est un des éléments centraux de la pensée stratégique de l'AKP, qui se retrouve plus spécifiquement dans les travaux d'Ahmet Davutoğlu ; ce dernier considère que l'Armée, en imposant une vision essentiellement défensive et sécuritaire des relations internationales, freine les ententes commerciales et donc le développement, mais également la démocratisation du pays. La réduction du

¹³ « Bertrand Badie : 'La Turquie a accédé au rang de puissance moyenne' ». *Le Monde* (en ligne), 25 novembre 2009, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2009/11/25/bertrand-badie-la-turquie-a-accede-au-rang-de-puissance-moyenne_1271771_3210.html (dernière consultation : 10 septembre 2018).

¹⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. « Uluslararası İlişkilerdeki Gerilim Alanları ve 21. Yüzyıl ile İlgili Projeksiyonlar » [Les domaines à tension dans les relations internationales et les projections au sujet du XXIe siècle]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 19, janvier-février 1998, p. 305-306.

¹⁵ Voir par exemple « Türkiye merkez ülke olmalı » [La Turquie doit être un pays-centre]. *Radikal*, 26 février 2004, où cette thématique demeure récurrente. Voir aussi « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008. L'auteur y fait de la sécurité collective une priorité (p. 84), sans négliger celle plus spécifique de la Turquie (p. 80), mise en balance avec la liberté mais demeurant essentielle.

rôle des militaires passe par une diminution effective des menaces qui peuvent peser sur le pays, et justifier le maintien d'organismes comme le Conseil de Sécurité Nationale. C'est le cas en particulier du règlement des conflits avec les pays voisins, qui a vocation à « contribuer à la démilitarisation du régime politique¹⁶ ».

- L'intégration à l'UE : lorsque la doctrine se structure, le processus d'adhésion a connu un certain ralentissement par rapport à la période 2002-2005, mais il reste toujours bien présent. Or, les Turcs estiment que l'un des principaux freins à l'intégration dans l'Union Européenne est d'ordre sécuritaire : en pacifiant le sud-est du pays, d'une part, en évoluant dans un environnement régional sécurisé, d'autre part, ils lèveraient une partie des appréhensions européennes¹⁷. Cette politique de sécurisation des frontières doit être comprise comme s'inscrivant dans la politique de voisinage de l'UE, dont elle adopte les pratiques et l'esprit¹⁸.
- Le développement économique : si l'économie est considérée comme un outil nécessaire à la sécurité régionale et à la pacification des frontières et du sud-est, réciproquement, un territoire et un environnement régional pacifié sont perçus comme bénéfiques à la croissance économique. Au niveau international, la sécurisation de l'environnement régional turc doit permettre d'y intensifier les échanges économiques et de favoriser la croissance des partenaires commerciaux d'Ankara. Au niveau intérieur, la pacification des territoires à majorité kurde doit permettre de les intégrer dans le développement économique et d'en faire une interface avec le Moyen-Orient.

La sécurité est donc un objectif essentiel de la doctrine stratégique de l'AKP, objectif qui se décompose en plusieurs éléments. Il s'agit d'obtenir un environnement régional sécurisé, c'est-à-dire où le risque de conflit ou de déstabilisation soit minimisé ; des frontières sûres, ce qui implique une pacification des relations avec les pays voisins ; et la stabilité du territoire intérieur, qui passe par la pacification des régions kurdes. La combinaison de ces trois éléments doit permettre de réduire le rôle de l'Armée, facilitant donc l'action interne de l'AKP, et de renforcer le développement de la Turquie comme puissance commerciale, rejoignant l'objectif premier de la doctrine.

¹⁶ ÖZCAN Gencer. « La politique du 'Zéro problème avec les voisins' ». In Coll. *Annuaire IEMed de la Méditerranée*. Barcelone : IEMed, 2012, p. 66.

¹⁷ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 15. Analyse également développée par Beril Dedeoğlu, ministre des Affaires européennes en 2015 (entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017), et par Ahmet Davutoğlu dans son article de 2004, « Türkiye Merkez Ülke Olmalı ».

¹⁸ ÖZCAN Gencer. *Op. cit.*, p. 66-67.

5.1.3. À la recherche d'une nouvelle image permettant de renforcer l'influence turque à l'échelle mondiale

L'objectif de puissance globale est moins clairement explicité dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, mais il est certainement celui qui a le plus intéressé les observateurs et commentateurs étrangers ; c'est cet aspect de la doctrine, plus particulièrement, qui a conduit certains d'entre eux à (re)parler de néo-ottomanisme à partir de la fin des années 2000¹⁹. Il est nécessaire de préciser à quoi renvoie de façon plus précise cet adjectif : le concept de puissance globale est en effet assez vaste pour justifier une explication.

Ce que la doctrine de l'AKP vise à obtenir, c'est un renforcement de l'influence de la Turquie à l'échelle mondiale, c'est-à-dire de sa capacité à rapprocher les États et d'autres acteurs géopolitiques (communautés culturelles ou religieuses, constructions paraétatiques, groupes d'influence économique...) de ce qu'elle perçoit comme ses intérêts. Très concrètement, il s'agit de faire en sorte que les acteurs géopolitiques soient incités à prendre des décisions favorables à ces intérêts turcs. Il peut s'agir par exemple d'un vote en sa faveur au sein d'organisations internationales (notamment l'ONU, l'OTAN ou l'UE) ; d'investir dans le pays ou de passer avec lui des contrats commerciaux ; de favoriser le déplacement de ses citoyens. L'échelle mondiale implique que la Turquie dispose de cette capacité non seulement dans son environnement régional mais aussi, autant que possible, dans l'ensemble des régions géopolitiques du monde.

Cet objectif répond à des considérations de politique tant intérieure qu'extérieure. En augmentant l'influence turque dans le monde, l'AKP peut espérer jouer sur un sentiment nationaliste lui permettant de gagner ou conserver le soutien de la population. C'est d'autant plus vrai que cette fibre nationaliste est très présente dans les milieux kémalistes et au sein de l'Armée, deux mouvances traditionnellement hostiles au parti. Au niveau international, cette

¹⁹ On peut citer, par exemple :

- DONELLI Federico. « Le radici ottomane della Turchia di Erdoğan ». *Diacronie* (en ligne), n° 12, décembre 2012. Disponible sur : http://www.studistorici.com/2012/12/29/donelli_numero_12/ (dernière consultation : 11 avril 2018).
- MARCOU Jean. « Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ? » Les clés du Moyen-Orient (en ligne). 4 mai 2012. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-neo-ottomanisme-clef-de-lecture-de-la-Turquie-contemporaine> (dernière consultation : 11 avril 2018).
- SEMO Marc. « Le fantasme néo-ottoman du président Erdogan ». *Le Monde*, 23 décembre 2016.

influence renforcée doit élargir les marges de manœuvre du gouvernement turc et faciliter sa quête de croissance économique, d'intensification des échanges commerciaux et de sécurité²⁰.

Cette influence recherchée passe en particulier par le *soft power*, avec une quête assumée de prestige. La doctrine a en effet vocation à changer l'image que les partenaires internationaux de la Turquie peuvent en avoir. Ahmet Davutoğlu, dans *Stratejik Derinlik*, explique à plusieurs reprises combien le caractère défensif et le manque d'assurance de la politique étrangère turque ont pu dégrader son image internationale²¹. Il s'agit pour la Turquie de reprendre confiance en elle-même et de changer cette image²². La recherche du prestige est aussi un des éléments qui expliquent que le processus d'adhésion à l'UE ait été inséré dans la doctrine, malgré les réticences de certains cadres. C'est le sens du parallèle qu'établit Abdullah Gül entre la Turquie et le Royaume-Uni. Ce dernier, en intégrant la CEE, aurait vu s'accroître son prestige au sein du Commonwealth. Il en va de même du Portugal et de l'Espagne, dont l'intégration européenne aurait renforcé le poids dans les sphères hispanophones et lusophones. Appliquant ce raisonnement à la Turquie, on pourrait donc envisager qu'une entrée dans l'UE augmente son prestige dans les autres sphères géopolitiques où elle s'inscrit, en particulier le Moyen-Orient et le monde turcophone²³.

La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP doit donc permettre de dessiner, tant pour les Turcs que pour les partenaires étrangers, une nouvelle image de la Turquie. C'est tout le sens du rejet par Ahmet Davutoğlu et les cadres du parti de l'idée d'un « pays-pont », auquel est préféré le concept de « pays-centre » [*merkez ülke*]²⁴. Plusieurs éléments de la doctrine, en particulier la recherche de la multidimensionnalité, visent à acter et renforcer ce caractère central de la Turquie, en adaptant ses structures et pratiques diplomatiques à cette ambition²⁵.

²⁰ Ici encore, l'on constate combien les trois objectifs que poursuit la doctrine (économique ; sécuritaire ; et de puissance) se répondent et s'entrecroisent étroitement. S'ils sont présentés ici de manière alternée, il est important de garder en tête qu'ils sont en réalité très complémentaires dans la doctrine de l'AKP.

²¹ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique: La situation de la Turquie dans les relations internationales]. Istanbul: Küre Yayınları, 48ème édition, 2010 (1ère édition : 2001), p. 41-45, 92-93.

²² OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 16.

²³ GÜL Abdullah. « Geçmişten Günümüze Türkiye-AB İlişkileri » [Les relations Turquie-UE, du passé jusqu'à nos jours]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 35, septembre-octobre 2000, p. 69.

²⁴ D'autres cadres de l'AKP s'approprient cette expression popularisée par Ahmet Davutoğlu dans son article de 2004. Dès 2005, par exemple, Recep Tayyip Erdoğan faisait d'Istanbul un « symbole central » rassemblant et « synthétisant les civilisations ». Cité dans ARAS Bülent. 3Davutoğlu Era in Turkish Foreign Policy ». Note n° 32 du SETA, mai 2009, p. 6.

²⁵ EFEGİL Ertan. « Türk Dış Politikasında Eksen Kayması Sorunsalı : Batı-Yöneliminden Anadolu Merkezli Anlayışa Geçiş mi ? » [La problématique du changement d'axe dans la politique étrangère turque : d'une orientation à l'est vers une conception de l'Anatolie comme centre ?]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem et al. *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 424-425.

Cette « centralité » n'est pas pensée seulement géographiquement mais aussi culturellement. Le modèle islamique démocratique se veut une alternative au choc des civilisations²⁶ (ce qui est par certains aspects paradoxal, ce modèle étant aussi hérité, on l'a vu, de la participation turque aux projets américains de Grand Moyen-Orient²⁷). L'Alliance des Civilisations apparaît comme un outil essentiel de la doctrine en vue de remplir cet objectif, en montrant l'image d'une Turquie pluraliste, tant dans l'organisation de sa société interne (convoquant alors l'héritage ottoman) que dans sa capacité à s'inscrire dans plusieurs pôles géopolitiques et à maintenir l'équilibre entre eux²⁸. La doctrine stratégique et diplomatique doit renvoyer l'image d'un pays central, inséré dans son environnement régional et les grandes aires géopolitiques (perçues comme des aires civilisationnelles par les cadres de l'AKP) qui l'entourent, conscient de cet état de fait et confiant en son potentiel, et capable de porter un message mondial.

* * *

La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP est donc conçue pour atteindre des objectifs assez larges et divers, à vocation intérieure et internationale.

- Accompagner la croissance économique et donc le développement du pays, en faisant de la Turquie une puissance commerciale à l'échelle régionale, voire mondiale.
- Sécuriser l'intérieur du pays aussi bien que son environnement régional.
- Donner de la Turquie une image nouvelle, permettant d'accroître son prestige et sa capacité d'influence sur la scène internationale.

Bien entendu, il s'agit là d'un essai de catégorisation qui ne se retrouve ni dans les écrits et interventions des responsables de l'AKP, ni dans la pratique de la politique étrangère. En effet, ces trois objectifs ne sont pas perçus comme distincts, mais se complètent au contraire étroitement, chacun d'entre eux pouvant aussi faciliter l'accomplissement des deux autres. La doctrine stratégique et diplomatique ne doit donc pas seulement les faciliter, mais également permettre leur accomplissement complémentaire et parallèle. Pour cela, elle s'appuie sur de

²⁶ KEYMAN Fuat. "Turkish Foreign Policy in a Globalizing World: Identity, Strategy and Vision". In Transformation of Turkish Foreign Policy: Conférence de LSE & GPot. Londres: 4 décembre 2009.

²⁷ Voir chapitre 3 de la présente thèse.

²⁸ KOYUNCU Büke. 'Benim Milletim...' *AK Parti İktidarı, Din ve Ulusal Kimlik* ['Ma nation... ' Le pouvoir de l'AKP, la religion et l'identité nationale]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2014, p. 267-273.

grands principes qui reprennent, assez globalement, ceux qu'Ahmet Davutoğlu a théorisés entre 2004 et 2008.

5.2. Logiques et principes d'action

En matière stratégique et diplomatique, la doctrine de l'AKP s'articule autour de trois grands axes méthodologiques, qui doivent permettre de répondre aux objectifs précédemment définis : adopter une approche économique plutôt que sécuritaire ; mettre en place une politique proactive ; ouvrir les horizons diplomatiques, en se tournant vers de nouvelles régions, en utilisant de nouveaux outils. Ces axes méthodologiques sont essentiellement inspirés des cinq principes (équilibre entre sécurité et liberté ; zéro problème avec les voisins ; logique proactive ; logique multidirectionnelle ; logique multidimensionnelle) théorisés par Ahmet Davutoğlu dans son article de 2008²⁹. Cet élément a conduit de nombreux analystes à parler de « doctrine Davutoğlu³⁰ », une formule qui néglige l'influence et la pratique d'autres figures de l'AKP, mais qui a le mérite de rappeler l'importance que prend alors, dans les cercles intellectuels du parti, celui qui deviendra ministre des Affaires étrangères en mai 2009. C'est néanmoins l'ensemble de l'appareil d'État qui se réorganise autour de ces nouvelles normes, reflétant une « culture stratégique³¹ » nouvelle. En cela, il est possible de dire qu'Ahmet Davutoğlu a permis, sinon d'engendrer, au moins de théoriser et synthétiser la nouvelle approche qu'adoptent les cadres de l'appareil de décision turc.

²⁹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », p. 77-96.

³⁰ Par exemple :

- GARAPON Béatrice. « La 'politique arabe' de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la doctrine Davutoglu ». *Revue Averroès*, n° 3, printemps-été 2010, p. 5-21.
- GRIGORIADIS Ioannis. « The Davutoğlu Doctrine and Turkish Foreign Policy ». Hellenic Foundation for European & Foreign Policy (en ligne). Document de travail : Middle Eastern Studies Programme n° 8/2010. Avril 2010. Disponible sur : http://www.eliamep.gr/wp-content/uploads/2010/05/KEIMENO-EPΓΑΣΙΑΣ-8_2010_IoGrigoriadis1.pdf (dernière consultation : 25 janvier 2018).
- GROG Gérard. *Op. cit.*

³¹ ERDAĞ Ramazan. « Türkiye'nin Stratejik Kültürü ve Dış Politikada Yansıması » [La culture stratégique turque et son reflet dans la politique étrangère]. *Academik İncelemeler Dergisi* [Revue des comptes-rendus académiques], vol. 8, n° 1, 2013, p. 64-65. Dirigeant le département de relations internationales de l'université Osmangazi d'Eskişehir, l'auteur a théorisé l'idée d'un changement de « culture stratégique » de la Turquie, qui voit l'appareil d'État se tourner vers de nouvelles priorités, notamment économiques, dans les années 2010. Complémentaires des analyses de Kemal Kirişçi, ses travaux se focalisent davantage sur les implications stratégiques du passage à un État commerçant.

5.2.1. La logique de sortie du sécuritaire : la prospérité économique et le commerce comme alternative

La réussite économique étant l'objectif premier de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, celle-ci implique donc un changement d'approche, visant à faire de la politique économique et commerciale son instrument principal. L'idée qui sous-tend cette méthode est la suivante : en renonçant à une gestion essentiellement sécuritaire de ses problèmes internes et externes, et en favorisant une approche économique et commerciale, la Turquie pourra non seulement stimuler sa croissance, mais également obtenir la résolution pacifique de ces problèmes. Ainsi, l'économie n'est pas seulement perçue comme le principal objectif de la doctrine, mais également comme son instrument le plus efficace. La doctrine doit donner les outils pour arriver à une croissance économique dynamique, et réciproquement cette croissance économique doit être le moteur de la politique étrangère turque³². Les interdépendances économiques sont dès lors perçues comme la clé de la pacification, alors qu'une politique avant tout sécuritaire, en réduisant ces opportunités économiques, se montre en fin de compte contre-productive.

Cette approche se traduit au niveau interne par le **principe d'équilibre entre liberté et sécurité**. Derrière cette formule popularisée par Ahmet Davutoğlu se profilent deux impératifs : le premier est de réduire les interférences de l'Armée dans la vie politique turque et plus spécifiquement dans l'élaboration de la politique étrangère³³ ; le second, et le plus essentiel du point de vue stratégique, et celui d'une nouvelle approche de la question kurde. Cet impératif n'est pas formulé tel quel. Ainsi, dans l'article d'*Insight Turkey*, Ahmet Davutoğlu n'emploie pas le terme « kurde » ; pour illustrer son exemple, il préfère citer une intervention sans heurt de l'Armée à Istanbul, Ankara, Diyarbakır et Van³⁴ – les deux dernières villes étant à majorité kurde. Toutefois, la cible est ici très clairement le PKK, avec un choix fait de dissocier ce dernier de la société civile kurde par une certaine ouverture à celle-ci de droits culturels³⁵.

³² TAŞPINAR Ömer. « The Rise of Turkish Gaullism : Getting Turkish-American Relations Right ». *Insight Turkey*, vol. 13, n° 1, 2011, p. 17.

³³ On a vu dans les chapitres 3 et 4 de la présente thèse que cet objectif a été dans une large mesure obtenu entre 2002 et 2007.

³⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », p. 79-80.

³⁵ DAL Emel Parlar. « Entre précaution et ambition : Le 'néo-ottomanisme' de la nouvelle politique extérieure de l'AKP en question ». In KAYA Uğur (dir.). *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010. N° Hors-Série d'Euroorient, p. 49-52.

Il faut ajouter que l'équilibre entre liberté et sécurité doit aussi contribuer à un autre objectif, celui de rehausser l'image internationale de la Turquie pour en faire une source d'inspiration. Interrogé par le *Guardian*, le président Gül déclare ainsi souhaiter « voir la Turquie comme une île où les standards européens de démocratie ont été atteints », ce qui serait « un réel cadeau pour la région, pour le monde, pour la paix. Et cette Turquie sera une source d'inspiration pour beaucoup³⁶. » On retrouve le même esprit lorsqu'Ahmet Davutoğlu déclare en 2010 :

« La Turquie a fait de grandes avancées dans la protection des libertés civiles en dépit de sérieuses menaces politiques intérieures pesant sur ces libertés au cours des sept années passées. Il a fallu pour cela prendre fermement en charge la lutte contre le terrorisme sans réduire la sphère des libertés civiles – un défi que la Turquie a relevé avec succès. Dans ce processus, nous nous sommes rendu compte que le *soft power* de la Turquie ne s'est accru que lorsque notre démocratie a mûri³⁷. »

L'équilibre entre la liberté et la sécurité ne relève donc pas seulement de la politique intérieure, mais vise bien des objectifs stratégiques internationaux. Il doit offrir au gouvernement une plus grande marge de manœuvre ; permettre la résolution du conflit kurde qui affaiblit la position de la Turquie et sa frontière sud-est ; et renforcer l'influence internationale de la Turquie en en faisant un exemple d'État combattant le terrorisme sans mettre en danger les libertés civiles (ce qui n'est pas si courant dans le monde de l'après-11 septembre, comme ne manque pas de préciser Ahmet Davutoğlu³⁸).

Le principe de « zéro problème avec les voisins » est central dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP. La formule a connu une grande popularité, au point de parfois symboliser l'ensemble de la politique étrangère turque poursuivie par l'AKP ; elle a également été moquée par la suite, lorsque la Turquie a multiplié les relations conflictuelles avec son voisinage – se voyant déformée en « zéro voisin sans problème ». Sa notoriété reflète assez bien la place qu'a pris ce principe dans la doctrine de l'AKP et dans la politique étrangère turque. Il peut être considéré comme le pendant extérieur de la nouvelle approche vis-à-vis des régions kurdes : dans les deux cas, en effet, l'économie est vue comme un outil de pacification, en lieu et place des traditionnelles méthodes sécuritaires.

³⁶ KINZER Stephen. « US must share power in new world order, says Turkey's controversial president ». *The Guardian*, 16 août 2008.

³⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 20 mai 2010. Traduction de l'auteur.

³⁸ *Ibid.*

Ce principe repose sur un constat : la Turquie est entourée de pays hostiles ou, à tout le moins, ayant avec elle de mauvaises relations. Et cette situation empêche l'AKP d'atteindre ses objectifs, en justifiant les ingérences de l'Armée dans les choix de politique étrangère, en réduisant les possibilités de commerce en particulier au Moyen-Orient, en fragilisant la sécurité des frontières, et en donnant de la Turquie l'image d'un pays sur la défensive. Les cadres de l'AKP sont très tôt conscients de ce problème. Dès 2003, Abdullah Gül, alors ministre des Affaires étrangères, insiste sur la nécessité de sortir de la mentalité d'État assiégé, et de favoriser la coopération et le dialogue avec les États voisins³⁹. Son prédécesseur Yaşar Yakış partage le même constat, et y voit un frein à l'émergence de la Turquie comme puissance commerciale⁴⁰. Cet état de tension a également des répercussions intérieures, car les menaces aux frontières syrienne et irakienne laissent planer la menace d'un soutien actif ou passif de ces États au PKK, qui peut les utiliser comme base arrière⁴¹. La Turquie doit donc apaiser ses relations avec ces pays voisins, d'une part pour ôter à l'Armée des occasions d'intervenir dans la prise de décision stratégique⁴², d'autre part et surtout en vue de sécuriser son environnement régional et d'y intensifier ses échanges commerciaux.

De là découle l'ambition du « zéro problème » avec ces voisins. La formule est en réalité trompeuse : il ne s'agit pas de parvenir au règlement de tous les sujets de tension et de désaccord avec les pays voisins. Il s'agit encore moins pour la Turquie de renoncer à ses revendications au sujet des points conflictuels. C'est plutôt un « changement de méthode⁴³ » qu'elle met en œuvre. L'accent doit être mis sur la coopération économique au-delà des désaccords stratégiques et politiques. En devenant un partenaire commercial indispensable des pays voisins, la Turquie éloigne l'hypothèse d'un conflit ouvert, qui serait coûteux pour tous, et génère un lien d'interdépendance. Cette étroite coopération doit créer une proximité et un lien de confiance permettant une nouvelle approche des problèmes bilatéraux, en vue de les résoudre⁴⁴. Sous la plume d'Ahmet Davutoğlu, il s'agit d'obtenir une « confiance substantielle », voire une « coopération maximale⁴⁵ » dans les relations bilatérales. Toutefois,

³⁹ Cité dans ERDAĞ Ramazan. *Op. cit.*, p. 65.

⁴⁰ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁴¹ TAŞPINAR Ömer. *Op. cit.*, p. 14.

⁴² KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie innovante de la Turquie : une nécessité d'adaptation et une volonté d'émancipation ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 57.

⁴³ KEYMAN Fuat. « Turkish Foreign Policy in a Globalizing World: Identity, Strategy and Vision ». In Transformation of Turkish Foreign Policy: Conférence de LSE & GPot. Londres : 4 décembre 2009.

⁴⁴ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 12 ; ERDAĞ Ramazan. *Op. cit.*, p. 66.

⁴⁵ DAVUTOĞLU Ahmet.

- « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 », p. 80-81.
- « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ».

l'économiste Ahmet İnsel propose une vision plus cynique de ce principe : à ses yeux, il s'agit surtout pour la Turquie de mettre les problèmes bilatéraux en sourdine jusqu'à ce que ses partenaires prennent conscience de sa puissance et se sentent obligés de composer en modifiant leur politique⁴⁶.

En ayant ces objectifs en tête, la méthode du « zéro problème avec les voisins » combine intensification des échanges économiques et commerciaux, et coopération politique en vue de désamorcer les potentiels désaccords. Pour ce qui est du premier aspect, les accords de libre-échange sont particulièrement favorisés ; ils s'accompagnent souvent de gestes politiques, comme la libéralisation des visas. Des accords commerciaux plus classiques sont également envisageables. Sur le second point, la Turquie développe notamment l'idée de « rencontres stratégiques de haut-niveau » qui doivent permettre d'évoquer les sujets de potentiel mécontente, voire de déterminer une stratégie commune⁴⁷. Surtout, la doctrine tourne alors autour du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays voisins ; en cela, elle s'inscrit à l'époque dans un esprit très westphalien⁴⁸.

L'équilibre entre liberté et sécurité et le principe de « zéro problème avec les voisins », quoique distincts, répondent donc à une logique essentielle de la vision stratégique et diplomatique de l'AKP : abandonner le « paradigme conflictualiste⁴⁹ » pour proposer une nouvelle approche qui se propose, par la coopération économique et commerciale, de désamorcer les tensions avec les acteurs géopolitiques tant internes (mouvements kurdes) que frontaliers (pays voisins). Pour aboutir à terme à des résultats, cette logique doit s'accompagner d'un activisme renouvelé pour rentabiliser les gains obtenus par la croissance économique et le commerce.

⁴⁶ İNSEL Ahmet. *Op. cit.*, p. 84.

⁴⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ».

⁴⁸ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 11. C'est également l'expression qu'emploie Oytun Orhan, analyste de l'ORSAM pour le Moyen-Orient et la Syrie, pour caractériser la politique turque de 2002 à 2011 (entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017).

⁴⁹ KAYA Uğur. « L'identité stratégique de la Turquie et la transformation des enjeux stratégiques turcs au Moyen-Orient ». In KAYA Uğur (dir.). *Op. cit.*, p. 22.

5.2.2. La logique pro-active et le concept de diplomatie rythmique

Le principe qu'Ahmet Davutoğlu désigne par « diplomatie de paix pro-active et préventive⁵⁰ » ou « diplomatie rythmique⁵¹ » est une forme d'activisme nouvelle, qui veut sortir la Turquie d'une position seulement réactive. Il s'agit de faire en sorte que le pays prenne des initiatives lui permettant d'être un acteur important du jeu international. L'objectif ici recherché est avant tout le prestige et donc l'augmentation de la capacité d'influence turque, même si certaines initiatives ont aussi vocation à sécuriser l'environnement régional du pays et faciliter les échanges économiques – en particulier celles qui passent par un processus de médiation⁵².

Cet activisme renouvelé vise, aux yeux des cadres de l'AKP, à sortir d'une position considérée comme en retrait sur la scène internationale. Il est important d'avoir conscience que ce constat d'une Turquie peu active, et donc peu écoutée, incapable de se mettre en avant, jusque dans les années 2000, est largement partagé dans le pays. Des universitaires comme Şule Kut⁵³ ou Ramazan Erdağ⁵⁴ emploient le terme « *utangaç* » [timide] pour caractériser la diplomatie turque d'avant 2002. Davut Ateş, analyste à l'ORSAM, porte un regard plus sévère encore : à ses yeux, les principaux éléments de la politique étrangère pré-AKP étaient « l'occidentalisme, le réalisme, la passivité et la réaction⁵⁵ ». Ce dernier concept, en particulier, est important. Il est sous-tendu par l'idée d'une Turquie se contentant de réagir après-coup aux événements, sans être capable de les anticiper, encore moins de les influencer, et ce par manque de confiance en ses propres capacités, ce qui lui ôterait sa valeur stratégique sur la scène internationale. Certes, cette vision doit être nuancée, et certains en Turquie pointent une réalité plus complexe⁵⁶. Il est certain, en tous les cas, que c'est en s'appuyant sur ce postulat qu'Ahmet Davutoğlu fait valoir

⁵⁰ DAVUTOĞLU Ahmet.

- « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ».
- Zero Problems in a New Era. *Foreign Policy*, 21 mars 2013.

⁵¹ *Idem*. « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », p. 82.

⁵² BOZDEMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 109.

⁵³ KUT Şule. « Continuity and Change in 'New' Turkish Foreign Policy ». In Transformation of Turkish Foreign Policy: Conférence de LSE & GPot. Londres : 4 décembre 2009.

⁵⁴ Entretien avec l'auteur, 3 avril 2018.

⁵⁵ ATEŞ Davut. « Türk Dış Politikasında On Yılda Neler Değişti, Neden Değişti ? » [Qu'est-ce qui a changé dans la politique étrangère turque en dix ans, et pourquoi ?] ORSAM (en ligne). 23 février 2012. Non disponible (dernière consultation : 11 novembre 2017 ; supprimé à la date du 13 novembre 2017).

⁵⁶ C'est le cas par exemple de Şükrü Sina Gürel qui, du 12 juillet au 18 novembre 2002, fut le dernier ministre des Affaires étrangères de Turquie avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Il estime qu'il ne faut pas surinterpréter la rupture opérée par l'AKP, et rappelle que les gouvernements antérieurs avaient déjà mis en place plusieurs initiatives marquantes, comme le rapprochement avec la Syrie (entretien avec l'auteur, 29 mars 2018).

l'importance pour la Turquie de reprendre confiance en elle, un thème qu'il valorisait dès les années 1995⁵⁷.

La méthode pour reprendre cette confiance en soi et devenir un acteur pro-actif sera donc la « diplomatie rythmique ». D'après Jana Jabbour, qui y voit une caractéristique de la diplomatie des pays émergents, ce concept implique « l'abandon par la Turquie de l'immobilisme et [d'une] posture statique [...], au profit d'une posture dynamique, active, réactive et mouvante, en phase avec la mondialisation⁵⁸. » Il s'agit donc de coordonner les actions du pays, de les planifier, de prendre des initiatives au bon moment pour accroître sa capacité à peser sur les débats régionaux et mondiaux. Dans ses textes, Ahmet Davutoğlu reste parfois vague sur les modalités concrètes de cette diplomatie rythmique (c'est *a fortiori* davantage le cas encore des autres cadres de l'AKP, qui n'emploient d'ailleurs généralement pas cette expression, lui préférant la qualification de diplomatie « *proaktif* » [pro-active]). Il donne en revanche de nombreux exemples qui permettent de mieux comprendre quels sont les éléments concrets qui peuvent traduire ce principe. Parmi eux, on remarque la récurrence de deux thèmes : la participation turque aux rencontres et actions multilatérales et le rôle de médiation.

Les actions multilatérales sont le premier pilier sur lequel s'élabore l'activisme diplomatique proposé par la doctrine de l'AKP. Elles appuient considérablement le *soft power* de la Turquie, qui ambitionne de refléter l'image d'une puissance respectueuse du droit international et inscrivant son action dans son cadre⁵⁹. Suivant la doctrine, Ankara doit investir les cercles de discussion et de négociation multilatéraux, participer activement à leurs travaux, et y donner l'image d'une force de proposition et, lorsque c'est envisageable, de résolution des problèmes. En 2008, Ahmet Davutoğlu donne l'exemple de la participation turque régulière aux sommets de l'OTAN et de l'OCI, estimant qu'elle a permis au pays d'y gagner plus d'influence. Il cite également l'admission de la Turquie, comme État observateur, auprès de l'Union Africaine (UA), et ses deux invitations aux sommets de la Ligue Arabe⁶⁰. En 2010, devenu ministre des Affaires étrangères, il se montre plus précis en affirmant que la diplomatie rythmique « implique l'engagement dans toutes les organisations internationales et sur toutes les

⁵⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. « Türk Dış Politikasında Stratejik Teori Yetersizliği ve Sonuçları » [L'insuffisance de la théorie stratégique dans la politique étrangère turque et ses conséquences]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 3, mars-avril 1995, p. 497-501.

⁵⁸ JABBOUR Jana. *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*. Paris : CNRS, 2017, p. 171.

⁵⁹ KİRİŞÇİ Kemal. « Türkiye daima kendisini AB'ye yakınlaştıracak politikalar izlemelidir » [La Turquie doit observer sans cesse des politiques qui la rapprocheront de l'UE]. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Mülakatlarla Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque par les entretiens]. Ankara : USAK, 2010, vol. 1, p. 9.

⁶⁰ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 », p. 82-83.

problématiques d'importance globale et internationale⁶¹ ». Il donne alors l'exemple de l'accession turque à la fonction de membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, au secrétariat général du Processus de Coopération en Europe du Sud-Est, et mentionne de nouveau l'UA et la LA. Il est important de mentionner ici que si les actions multilatérales sont celles qui se voient le mieux mises en avant, la diplomatie rythmique inclut aussi des actions bilatérales. Il peut s'agir de l'ouverture d'ambassades, par exemple, ce qui sera au cœur de l'activisme turc en Afrique, ou d'accords bilatéraux économiques, stratégiques, commerciaux, financiers, sécuritaires et/ou politiques.

Moins mentionnée dans les discours, la médiation apparaît pourtant comme le second vecteur privilégié de l'activisme diplomatique préconisé par la doctrine. À la fin des années 2000, c'est une méthode qui a déjà été pratiquée à plusieurs reprises par le gouvernement turc⁶², ce qui donne d'emblée un indice de son importance. Tarık Oğuzlu, de la SETA, cite ainsi la tentative de médiation turque entre la Syrie et Israël, de 2006 à 2008, comme un exemple d'activisme diplomatique⁶³. Cette volonté de jouer un rôle d'intermédiaire en vue de résoudre les conflits est mise en avant par les cadres de l'AKP. Abdullah Gül estime qu'une puissance ayant des relations diplomatiques avec tous les acteurs régionaux est nécessaire à la paix et que la Turquie peut jouer ce rôle⁶⁴. Ahmet Davutoğlu donne de son côté l'exemple du dialogue afghano-pakistanaï favorisé par Ankara⁶⁵. Ces éléments de discours permettent d'estimer que la médiation est essentielle à l'activisme diplomatique redéfini par la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP.

Le principe de l'activisme diplomatique, reposant les idées de pro-activisme et de diplomatie rythmique, vise donc à redonner une visibilité à la Turquie dans les relations internationales. Sa participation aux rencontres multilatérales (et ses initiatives au niveau bilatéral), ainsi que ses essais de médiation, doivent en faire un acteur international incontournable et rehausser ainsi son image et sa capacité d'influence. Pour une efficacité encore plus grande, ce principe doit se conjuguer avec une ambition d'agir au niveau mondial, dans l'ensemble des grandes régions géopolitiques, et en utilisant tous les outils à disposition.

⁶¹ *Idem.* « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ».

⁶² À ce sujet, ainsi que pour le détail de la médiation turque entre la Syrie et Israël, voir le chapitre 4 de la présente thèse.

⁶³ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 15.

⁶⁴ Cité dans ERDAĞ Ramazan. *Op. cit.*, p. 67.

⁶⁵ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 », p. 83.

5.2.3. La logique de diplomatie globale : multidirectionnalité et multidimensionnalité

La logique de sortie du sécuritaire regarde avant tout la scène intérieure turque et ses frontières immédiates. La logique pro-active, sans exclure une vocation mondiale, demeure prioritairement régionale, tant par les organisations concernées que par les pays auxquels s'adresse Ankara, notamment dans ses médiations. La logique de diplomatie globale est pour sa part pensée à l'échelle du monde. Elle doit faire d'Ankara un acteur central et non plus périphérique. Seul ce passage de la périphérie au centre peut permettre de guérir le sentiment d'humiliation qui bride le pays dans son action stratégique⁶⁶. Cela implique que la diplomatie turque, d'une part se tourne vers l'ensemble des grandes régions géopolitiques du globe – c'est le principe de multidirectionnalité – et d'autre part mette en œuvre pour cela l'ensemble des moyens dont elle dispose – c'est le principe de multidimensionnalité.

Cette logique répond à un impératif essentiel : la centralité de la Turquie. C'est là un concept ancien typiquement issu de la pensée d'Ahmet Davutoğlu. Si l'idée de « *merkez ülke* » [pays centre] n'est publiquement présentée que dans son article de 2004⁶⁷, elle est sous-jacente dans ses écrits antérieurs. Ainsi, dans *Stratejik Derinlik*, il appuie sa réflexion sur le *Rimland*, cette ceinture géographique entourant le *Heartland* eurasiatique et le séparant des puissances maritimes, dont il fait le point le plus stratégique des rapports de force internationaux. Cœur de ce *Rimland*, la Turquie devient par conséquent le cœur de la géopolitique mondiale⁶⁸. Ainsi, Ahmet Davutoğlu, lorsqu'il formule la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, ne cherche pas à faire de la Turquie un pays centre, puisqu'il considère qu'elle l'est déjà. Il préconise d'en prendre conscience et d'agir en conséquence. Lorsqu'il déclare que « *Türkiye merkez ülke olmalı* » [la Turquie doit être un pays centre], il n'envisage pas un changement de situation géostratégique, mais de perception de cette dernière : la Turquie doit comprendre qu'elle est au cœur des enjeux géopolitiques mondiaux et avoir la diplomatie qui en découle.

Cette prise de conscience de la centralité turque doit mener à un refus de se considérer comme pays périphérique. Pour cela, la Turquie doit assumer l'ensemble des aspects identitaires hérités de son histoire et découlant de sa géographie : son identité européenne, bien entendu, mais

⁶⁶ BADIE Bertrand. *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*. Paris : Odile Jacob, 2014, p. 136-137.

⁶⁷ *Idem*. « *Türkiye merkez ülke olmalı* ».

⁶⁸ *Idem*. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales], p. 102-115 notamment. Sur l'analyse géopolitique d'Ahmet Davutoğlu, se référer au chapitre 2 du présent ouvrage.

également orientale, ottomane⁶⁹. En effet, en réduisant son identité à un seul de ces aspects, elle se condamne à rester un acteur périphérique : européenne, elle reste en-dehors de l'UE ; orientale, elle demeure perçue comme un allié des puissances occidentales ; eurasiatique, elle est séparée de l'immense plaine russo-européenne par la mer Noire et le Caucase. Dans la logique civilisationnelle qui est celle d'Ahmet Davutoğlu, la Turquie ne peut limiter son ancrage à une seule civilisation, car son héritage pluriculturel et son implantation géographique en feront une puissance périphérique dans le bloc civilisationnel en question. Par ailleurs, la Turquie ne peut se contenter de revendiquer plusieurs attaches civilisationnelles, car cela ajoutera simplement à son statut périphérique celui de « pays pont », voie de passage entre civilisations. Pour l'Occident, pour l'Europe, elle serait une porte sur le Moyen-Orient – et réciproquement. Elle resterait un instrument, un sujet et non un acteur de l'ordre international. La Turquie doit donc se penser comme un cœur civilisationnel, une synthèse réussie des héritages culturels qui la composent, une puissance centrale entourée de blocs civilisationnels culturellement moins riches, et qui sont à leur tour pensés comme une périphérie. De pays pont, elle devient ainsi pays pivot⁷⁰, cœur des échanges entre Europe, Moyen-Orient et Caucase, et plus largement entre Occident, Afrique et Asie. La réussite de ce changement de perspective passe par une politique de rayonnement, qui ne laisse aucune région géopolitique en retrait, une diplomatie « à 360°⁷¹ », qui porte l'action turque vers l'Ouest (UE et bloc atlantique, mais aussi continent sud-américain) ; vers l'Est (Caucase et Asie Centrale, et plus lointainement Chine, Inde et Pacifique) ; vers le Nord (mer Noire et Russie) ; vers le Sud (Moyen-Orient et dans un second temps Afrique). Cette action doit être globale, en utilisant tous les atouts dont dispose Ankara, et lui permettant ainsi de jouer un rôle dans tous les domaines importants des relations internationales. De là les principes de multidirectionnalité et de multidimensionalité.

Le **principe multidirectionnel** [*çok yönlü*] est, avec celui de « zéro problème avec les voisins », probablement le plus connu de ceux développés par Ahmet Davutoğlu. Il pourrait d'ailleurs, au premier regard, être vu comme une forme de prolongement de ce dernier. Alors que les pays voisins constituent un premier cercle de la politique étrangère turque, les régions géopolitiques voisines, puis plus lointaines, en formeraient les deuxième et troisième cercles. Des différences notables existent toutefois (« zéro problème avec les voisins » est élaboré sur

⁶⁹ EFEGİL Ertan. *Op. cit.*, p. 425.

⁷⁰ DAVUTOĞLU Ahmet. *Küresel Bunalım : 11 Eylül Konuşmaları* [La crise globale : Discussions sur le 11 septembre], Istanbul : Küre Yayınları, 2002, p. 135-136.

⁷¹ BILLION Didier. « Existe-t-il une nouvelle politique extérieure de la Turquie ? » In MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 58-60.

l'idée de résolution des différends bilatéraux et répond à un objectif bien plus sécuritaire que le principe multidirectionnel), qui doivent conduire à définir plus précisément le principe de multidirectionnalité. Celui-ci vise essentiellement à l'équilibre de la politique étrangère turque. L'idée directrice en est que l'alliance avec les pays occidentaux, pour importante qu'elle soit, ne devrait pas empêcher le pays de nouer des liens plus importants avec les régions qui l'entourent ; mais aussi avec les grandes puissances appelées à compter au XXI^e siècle⁷². C'est donc un outil intellectuel essentiellement géographique. À ce sujet, la question peut être posée de savoir s'il est à vocation régionale ou mondiale. Il y a en effet une certaine ambiguïté dans la sphère géographique concernée par ce principe. Dans son article de 2007, Ahmet Davutoğlu, qui n'emploie d'ailleurs pas encore le terme de « multidirectionnel », évoque alors ce principe comme consistant à « développer des relations avec les régions voisines et au-delà⁷³ ». S'il ne cite comme exemple que l'OTAN, l'UE, les pays du Caucase et le Moyen-Orient, le « au-delà » [*beyond*, dans le texte original] n'est pas précisé. Son acception semble cependant assez large, puisque le président Gül, par exemple, n'hésite pas à utiliser l'expression lors de son voyage en Inde en 2010⁷⁴. Il convient donc de faire un éclaircissement. Le principe multidirectionnel est prioritairement tourné vers les régions voisines de la Turquie – ces régions dont elle ne doit surtout pas se penser comme une périphérie. Toutefois, celles-ci ne sont pas seulement un objectif diplomatique, elles sont aussi un tremplin qui doit permettre à Ankara, devenue puissance régionale reconnue, d'investir de nouveaux horizons, plus lointains. En d'autres termes, le principe multidirectionnel s'entend dans une acception large, puisqu'il renvoie tout à la fois à l'équilibre entre l'Occident et le Moyen-Orient ; à l'ouverture aux régions géopolitiques voisines de la Turquie ; et à l'investissement politique et diplomatique auprès des puissances émergentes et des pays en développement. Au vu de la diversité de ses cibles, ce principe multidirectionnel s'accompagne nécessairement d'une mobilisation de tous les outils dont peut disposer le pays.

Le principe multidimensionnel [*çok boyutlu*] est beaucoup moins facile à définir, au point que l'on peut s'interroger sur la nécessité de l'intégrer ou non dans la doctrine. Ne serait-ce que parce que son concepteur lui-même en donne une acception variable dans le temps. Dans sa

⁷² İŞIKSAL Hüseyin. « Turkish Foreign Policy during the AKP Era ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millennium*. Francfort : Peter Lang, 2015, p. 18.

⁷³ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 », p. 81.

⁷⁴ « Türkiye-Hindistan : Birbirini Yeniden Keşfeden İki Ülke » [Turquie-Inde : Deux pays qui se redécouvrent à nouveau]. In GÜL Abdullah. Abdullah Gül (en ligne). 12 février 2010. Disponible sur : <http://www.abdullahgul.gen.tr/haberler/170/48728/turkiyehindistan-birbirini-yeniden-kesfedememe-iki-ulke.html> (dernière consultation : 18 mai 2018).

tribune de 2010 dans *Foreign Policy*⁷⁵, il propose de ce principe une définition qui, en réalité, renverrait plutôt au principe multidirectionnel. C'est d'ailleurs un détail intéressant : il semble indiquer que le principal architecte de la doctrine en garde une vision fluctuante, où les termes peuvent désigner selon ses interventions des réalités légèrement différentes. C'est davantage à son article de 2008⁷⁶ que l'on peut se référer pour comprendre ce qu'il entend par ce terme. Ahmet Davutoğlu donne l'exemple des relations stratégiques avec les États-Unis : le caractère multidimensionnel implique pour la Turquie de les appréhender tout à la fois par le prisme de leur appartenance commune à l'OTAN, par ses relations avec l'UE, avec la Russie, et également au vu de leur action synchronisée en Eurasie. L'explication laisse à vrai dire à désirer, et donne presque l'impression que l'auteur n'est pas tout à fait à l'aise avec ce concept. On peut comprendre que ce dernier implique la nécessité d'appréhender les relations internationales par des voies diversifiées, qui n'incluent pas seulement la relation strictement bilatérale avec un partenaire, mais aussi l'approche commune vis-à-vis d'autres acteurs, dont les institutions internationales. Contrairement à ceux de « diplomatie pro-active » ou de « résolution des problèmes avec les voisins », le concept de multidimensionnalité est par ailleurs totalement absent des interventions publiques des autres acteurs de la politique étrangère turque. Paradoxalement, il faut se pencher sur des sources secondaires pour avoir une vision plus claire de ce que peut être l'aspect multidimensionnel d'une doctrine en politique étrangère. Le problème est que ces sources elles-mêmes divergent dans la compréhension du concept. Plusieurs auteurs l'assimilent ainsi à ce qu'on a précédemment défini par le concept multidirectionnel⁷⁷. En revanche, dans une étude consacrée aux relations turco-cubaines, Erman Akıllı et Federico Donelli établissent qu'au fur et à mesure de son intégration dans les relations internationales, la Turquie a été amenée à utiliser de nouveaux outils, y compris des acteurs non-étatiques, dans sa diplomatie publique⁷⁸. C'est dans cette dernière acception que le concept de multidimensionnalité se distingue le plus nettement de celui de multidirectionnalité.

⁷⁵ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ».

⁷⁶ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », p. 82.

⁷⁷ C'est ainsi l'analyse privilégiée, entre autres, dans :

- EFEGİL Ertan. « Türk Dış Politikasında Eksen Kayması Sorunsalı : Batı-Yöneliminden Anadolu Merkezli Anlayışa Geçiş mi ? » [La problématique du changement d'axe dans la politique étrangère turque : d'une orientation à l'est vers une conception de l'Anatolie comme centre ?]. p. 405-430. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem et al. *Op. cit.*, p. 424-425.
- KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie : les ambitions régionales et mondiales d'une puissance moyenne ». In AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali (dir.). *La Turquie, d'une révolution à l'autre*. Paris : Fayard, 2013, p. 258.

⁷⁸ AKILLI Erman, DONELLI Federico. « Reinvention of Turkish Foreign Policy in Latin America : The Cuba Case ». *Insight Turkey*, vol. 18, n° 2, 2016, p. 166.

Dans le présent travail, le choix est donc fait de désigner par politique multidimensionnelle les aspects de la doctrine de l'AKP mettant en avant une politique étrangère qui ne se réduit pas aux rapports bilatéraux entre institutions étatiques, mais intègre les aspects multilatéralistes de ces relations et la nécessité de faire intervenir de nouveaux acteurs, tant publics (organisations internationales) que privés (ONG, communautés religieuses, hommes d'affaires, etc.) Ce principe va de pair avec la politique multidirectionnelle : dans les deux cas, l'idée est d'élargir le champ des interlocuteurs et des interactions. Mais alors que l'élargissement multidirectionnel est essentiellement d'ordre géographique, l'élargissement multidimensionnel est d'ordre institutionnel et sociologique. Le premier principe vise à déterminer où doivent se nouer de nouvelles interactions, tandis que le second précise qui doit réussir à les mener. Cette thématique est très développée par les dirigeants de l'AKP, ce qui permet d'analyser précisément les éléments qu'elle recouvre :

- D'une part, les organisations internationales sont présentées comme un multiplicateur de puissance que la Turquie doit utiliser autant que possible. En y accroissant sa présence, elle renforce sa position vis-à-vis de ses partenaires bilatéraux. Et en intégrant des organisations diverses dans leur ancrage géographique et leur thématique politique, elle renforce sa position de pays centre⁷⁹.
- Par ailleurs, les relations entre États ne se réduisent pas à des liens bilatéraux bien distincts, mais se rapprochent davantage d'un réseau où tout se voit connecté. En conséquence, les liens entretenus avec un partenaire doivent être appréhendés non seulement du point de vue des différentes questions bilatérales, mais aussi de l'ensemble des problématiques multilatérales partagées avec lui, et des rapports avec des partenaires communs⁸⁰.
- Cette multidimensionnalité implique dès lors de ne pas réduire la politique étrangère à des acteurs institutionnels, mais de multiplier l'utilisation d'autres acteurs, y compris privés, pour élargir la marge de manœuvre.

Ce principe n'est pas désigné directement comme « multidimensionnalité », mais c'est à lui que celle-ci renvoie les (rares) fois où elle est utilisée dans un sens distinct de « multidirectionnalité ».

⁷⁹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Eksenimiz Ankara Ekseni ve 360 Derece » [Notre axe est centré sur Ankara et à 360 degrés]. *Radikal*, 1er janvier 2010.

⁸⁰ *Idem*. « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 », p. 82.

* * *

Pacification, réactivation et diversification de la politique étrangère : c'est à ces objectifs que correspondent les logiques de sortie du prisme sécuritaire, de pro-activisme et de diplomatie globale. La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, sous l'impulsion notamment d'Ahmet Davutoğlu, s'élabore autour de ces trois logiques, qui s'appuient elles-mêmes sur les principes d'équilibre entre sécurité et liberté, de zéro problème avec les voisins, de diplomatie rythmique, de multidirectionnalité et de multidimensionnalité. À l'exception notable de ce dernier principe, tous sont assez explicitement présentés dans le discours public de l'AKP. Mais celui-ci détaille également la traduction concrète de ces principes, à savoir leurs cibles prioritaires et les outils sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour leur mise en œuvre.

5.3. Cibles et outils de la doctrine

Le principe de réalité impose à celui ou ceux qui formulent une doctrine de donner les éléments devant permettre sa mise en application concrète, faute de quoi elle ne peut rester qu'un idéal. En d'autres termes, la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP définit des objectifs et les principes qui doivent permettre de les atteindre, mais propose également une palette d'éléments devant permettre sa mise en œuvre de manière concrète. Ceux-ci peuvent être catalogués en deux catégories : les « cibles » de la doctrine désignent les espaces géographiques et politiques dans lesquelles celles-ci doit se déployer, et leur importance respective ; les « outils » font davantage références aux méthodes et donc aux acteurs chargés de les mettre en œuvre. Ces éléments ne sont pas présentés de manière aussi schématique et catégorisée que les principes de l'AKP dans les écrits et interventions de ses cadres (notamment d'Ahmet Davutoğlu) ; cependant, ils s'y trouvent bien, en ordre dispersés certes, mais assez clairement définis.

5.3.1. Le principe des cercles concentriques

Il n'est ni un des cinq principes présentés dans les écrits d'Ahmet Davutoğlu de 2008 à 2010 ; ni un concept employé par les cadres de l'AKP. Mais l'idée de « cercles concentriques⁸¹ » où exercer l'influence turque est pourtant un pilier de la doctrine stratégique et diplomatique du parti. Elle se rapporte aux espaces dans lesquels le pays doit exercer et, éventuellement, intensifier sa présence diplomatique, stratégique, politique, culturelle et économique, avec un principe consistant à hiérarchiser ces espaces, avec une importance corrélée à leur proximité géographique. La doctrine géopolitique élaborée par l'AKP est centrée sur le Moyen-Orient, qui apparaît comme son principal espace de développement, le plus propice à la mise en place de la « profondeur stratégique » théorisée par Ahmet Davutoğlu. Au-delà de cette focalisation particulière, la doctrine insiste sur l'équilibre entre les régions voisines, qui forment un premier cercle essentiel d'action ; contrairement à certaines idées reçues, l'Occident et l'UE y demeurent essentiels (non pas tant sous l'impulsion d'Ahmet Davutoğlu que d'autres cadres de l'AKP comme Abdullah Gül et Yalçın Akdoğan). Enfin, un cercle plus large inclut des régions plus éloignées mais où Ankara doit projeter sa puissance ; il s'agit particulièrement de pays émergents ou en développement qui doivent permettre son expansion économique.

5.3.1.1. Le Moyen-Orient, espace de la profondeur stratégique

L'importance du Moyen-Orient dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP s'observe très aisément dans les écrits et discours de ses cadres. Ahmet Davutoğlu est l'un des principaux responsables de la priorité accordée à cette région. Dès 2001, il postulait que :

« la profondeur géopolitique du monde musulman est également porteuse d'éléments stratégiques de la plus haute importance pour la Turquie. (...) Le fait d'avoir une influence politique à l'intérieur de cet espace géopolitique où elle se trouve elle-même, ouvrira à la Turquie [la possibilité] d'une influence stratégique à l'échelle internationale⁸².»

⁸¹ Il est à noter que l'expression n'a pas vraiment de traduction turque courante. Nous l'empruntons ici à Ali Kazancıgil (« La diplomatie innovante de la Turquie : une nécessité d'adaptation et une volonté d'émancipation ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 54-55), car elle synthétise de manière très intéressante les développements proposés par l'AKP.

⁸² DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales], p. 263.

L'analyse faite au chapitre précédent de l'article « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 » reprend cette idée. Mais on peut citer également l'intervention, en 2010, d'Abdullah Gül au *Council of Foreign Relations*⁸³ : le président turc cite à plusieurs reprises la région comme prioritaire dans la politique étrangère turque, choisissant de la traiter avant la thématique européenne. Sans bénéficier de cet ordre de priorité, le Moyen-Orient est également largement traité dans la partie consacrée à la politique étrangère des programmes du parti pour 2007 et 2011 ; dans le premier, il est évoqué non seulement en tant que tel, mais également dans les parties consacrées aux « régions voisines » et « pays voisins », ainsi qu'à l'aide économique, à la puissance régionale et aux organisations internationales – une partie entière étant par ailleurs consacrée à l'Irak⁸⁴. Dans le second, un équilibre avec les autres espaces géopolitiques est mieux respecté, mais le Moyen-Orient, en plus de la partie qui lui est consacrée, revient dans les autres thématiques⁸⁵. Pourquoi cette région, plus qu'une autre, est-elle le cœur de cible de la doctrine de l'AKP ? Il y a là plusieurs explications, qui ne sont du reste pas incompatibles entre elles, mais qui doivent être listées par ordre d'importance :

- La question économique est le premier facteur explicatif de l'importance accordée au Moyen-Orient. Ici, il ne s'agit pas d'une réelle nouveauté, mais davantage d'un héritage de la période de Turgut Özal⁸⁶. Les évolutions connues par l'économie turque dans les années 1990 renforcent par ailleurs cette tendance, avec en particulier une réorientation des centres de production vers le sud-est, par exemple la région de Gaziantep, dont les débouchés géographiquement les plus proches sont l'Iran et le monde arabe⁸⁷. Le Moyen-Orient est également une source importante d'énergie, nécessaire à un pays en pleine émergence économique comme la Turquie (et ne disposant pas de la manne des hydrocarbures)⁸⁸. L'objectif du développement économique étant le premier ciblé par

⁸³ « A Conversation with Abdullah Gül ». Council of Foreign Relations (en ligne). 24 septembre 2010. Disponible sur : <https://www.cfr.org/event/conversation-abdullah-gul-0> (dernière consultation : 12 mai 2018).

⁸⁴ AK Parti. *Güven ve İstikrar içinde durmak yok yola devam* [Ne pas s'arrêter, poursuivre la route dans la confiance et la stabilité]. Ankara : AK Parti, 2007, p. 222-224. Le programme est consultable sous forme de PDF via le lien suivant : https://kurzman.unc.edu/files/2011/06/AKP_beyanname-2007.pdf (dernière consultation : 16 octobre 2018).

⁸⁵ AK Parti. *2011 Genel Seçimleri seçim beyanamesi : Türkiye Hazır Hedef 2023* [Programme électoral pour les élections générales de 2011 : Une Turquie prête, objectif 2023]. Ankara : Tanıtım ve Medya Başkanlığı, 2015, p. 271-290.

⁸⁶ Voir chapitre 2 de la présente thèse.

⁸⁷ BOURGEOT Rémi. « Une réorientation de l'économie turque vers le Moyen-Orient ? » In SCHMID Dorothée (dir.). *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* Paris : CNRS, 2011, p. 96-99.

⁸⁸ SANBERK Özdem. « Keynote Speech ». In *Transformation of Turkish Foreign Policy*: Conférence de LSE & GPot. Londres: 4 décembre 2009.

la doctrine de l'AKP, celle-ci considère que le Moyen-Orient est une région clé pour l'atteindre.

- La question sécuritaire, qui reste un objectif essentiel de la doctrine, est l'autre élément essentiel expliquant l'intérêt pour le Moyen-Orient. Lorsque cette doctrine se structure, notamment entre 2007 et 2009, la principale incertitude sécuritaire de la région est l'instabilité de l'Irak, mais le conflit israélo-palestinien et les tensions entre l'Iran et les puissances occidentales sont d'autres facteurs potentiels de trouble. Les cadres de l'AKP voient la stabilisation de la région comme un objectif essentiel à la fois au développement économique et à la sécurisation des frontières ; ce doit donc être l'objectif de l'activisme turc⁸⁹.
- La quête de prestige et la recherche de puissance sont un autre élément, à plus long terme et plus diffus, qui explique l'intérêt turc pour le Moyen-Orient. Cette région apparaît comme un potentiel « *hinterland* » où peut s'accumuler la puissance du pays⁹⁰. En ce sens, si une inflexion religieuse peut sembler apparaître dans la politique turque avec cette doctrine⁹¹, celle-ci doit être comprise, non comme l'origine principale de l'intérêt turc envers le Moyen-Orient, mais plutôt comme un outil d'influence culturelle déployé pour s'insérer dans cette région.

On le constate ainsi : si le Moyen-Orient est au cœur de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, c'est avant tout parce qu'il joue un rôle primordial dans l'accomplissement des trois principaux objectifs poursuivis par cette doctrine : la prospérité économique et commerciale, la sécurisation du pays et de son environnement, et la quête de puissance et d'influence. Il peut offrir à Ankara la profondeur stratégique, c'est-à-dire l'espace de déploiement de la puissance en vue de peser à l'échelle globale, qu'elle recherche. L'ensemble de la région est naturellement ciblé, mais l'AKP favorise quelques dossiers précis sur lesquels doit porter l'action turque :

- La Syrie apparaît comme la cible première de cette doctrine, Ahmet Davutoğlu accordant une grande importance à ce pays, considérant que la relation turco-syrienne « présente une importance particulière du point de vue de l'équilibre et de la politique de la Méditerranée orientale⁹² ». L'explication de cette focalisation syrienne est avant tout géographique : la Syrie est le seul pays arabe, à l'exception de l'Irak, en guerre ou

⁸⁹ GROC Gérard. *Op. cit.*, p. 8.

⁹⁰ JABBOUR Jana. « La politique étrangère de la Turquie ». In *Où va la Turquie : Conférence de Res Publica*. Paris : 29 mai 2017.

⁹¹ GROC Gérard. *Op. cit.*, p. 12.

⁹² DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales], p. 400.

en crise depuis les années 1980, frontalier de la Turquie. Il apparaît dès lors comme une ouverture sur le monde, par lequel peut notamment se faire le commerce vers et à destination du sud-est turc. Elle représente une voie d'accès au Liban et à la Jordanie. Elle a par ailleurs valeur de symbole, les relations exécrales des années 1990 ayant pu se transformer en une coopération active malgré des différences nettes de régime. La relation turco-syrienne est donc un élément clé de la doctrine de l'AKP. Il à noter que, jusqu'à 2011, la dimension religieuse de cette relation apparaît faible, la Syrie étant dirigée par un gouvernement séculier où la minorité alaouite, non sunnite, joue un rôle essentiel. Il faudra attendre les révolutions arabes pour que le facteur confessionnel se voit mobilisé.

- L'Irak est, par la force des choses, le principal sujet de politique moyen-orientale de l'AKP au cours de son premier mandat. Au-delà des divergences entre partisans d'une coopération avec les États-Unis et opposants à toute intervention dans le pays⁹³, la ligne suivie demeure la même, avec un objectif sans cesse répété dans les discours publics aussi bien que martelé dans les écrits : stabiliser le pays. Si l'enjeu syrien est avant tout économique aux yeux des stratèges de l'AKP, l'enjeu irakien est pour sa part essentiellement sécuritaire. Cela n'exclut pas une coopération en particulier dans le domaine des hydrocarbures, mais celle-ci ne peut être effective qu'à la condition préalable d'avoir stabilisé le pays. La Turquie a besoin de cette stabilité, et son expérience de médiation doit, selon la doctrine, lui permettre de maintenir un dialogue entre les parties en présence et d'éviter une implosion du pays⁹⁴. La principale menace sécuritaire est bien entendu l'autonomie ou l'indépendance d'un Kurdistan qui servirait de base arrière au PKK. Elle doit être contrée par un processus de dialogue incluant aussi les Kurdes irakiens, en vue de les séparer des mouvements armés en Turquie⁹⁵.
- L'Iran est le troisième État moyen-oriental frontalier du territoire turc. À ce titre, il est une cible importante de la doctrine à double titre : en tant qu'État frontalier, et en tant que partenaire au Moyen-Orient. La doctrine voit le pays à la fois comme un partenaire économique et énergétique – héritage des gouvernements antérieurs et du premier mandat de l'AKP – mais aussi et surtout comme un enjeu sécuritaire. L'Iran est tout à

⁹³ Voir chapitre 3 de la présente thèse.

⁹⁴ AK Parti. *Güven ve İstikrar içinde durmak yola devam* [Ne pas s'arrêter, poursuivre la route dans la confiance et la stabilité], p. 243-244.

⁹⁵ - KALIN İbrahim (dir.). *Enine Boyuna Türkiye* [La Turquie de fond en comble]. Ankara : SETA, 2009, p. 576.
- STEIN Aaron. *Turkey's new foreign policy : Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*. Londres : RUSI, 2014, p. 26.

la fois un rival, mais aussi un pays dont la déstabilisation doit être absolument évitée⁹⁶. Dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, il est essentiel d'éviter une confrontation directe entre l'Iran et les pays occidentaux ou Israël ; cela implique de maintenir le dialogue tant avec Téhéran qu'avec ses rivaux, et de participer activement aux discussions relatives à la résolution des sujets de tension (en particulier le programme du nucléaire iranien). La politique turque doit être active en vue de trouver des solutions acceptables par l'ensemble des parties en présence. Du reste, selon des cadres de la SETA comme İbrahim Kalın ou Taha Özhan, l'Iran, puissance isolée et concurrencée par les Américains en Irak, n'a pas d'autre choix que de faire d'Ankara son interlocuteur régional⁹⁷.

- Israël est un cas intéressant qui mérite que l'on s'y arrête : il est en effet le pays moyen-oriental non frontalier de la Turquie sur lequel la doctrine de l'AKP se focalise le plus. Il est par ailleurs notable que cet intérêt connaisse une croissance aussi rapide⁹⁸. L'envoi de diplomates hautement qualifiés à Tel-Aviv montre l'importance que représente ce partenaire difficile pour l'AKP⁹⁹. Officiellement, et si l'on s'en tient aux programmes de gouvernement (d'ailleurs très discrets sur le sujet¹⁰⁰), ou aux interventions d'officiels¹⁰¹, la doctrine développée par le parti en la matière prône un très classique soutien aux négociations de paix, devant permettre la reconnaissance d'Israël par ses voisins arabes et la fondation d'un État palestinien. Mais une forme de principe non-dit dicte, dans la seconde partie des années 2000, la politique turque de manière à la faire s'éloigner d'Israël. De longue date, Ahmet Davutoğlu a développé l'idée que la relation trop étroite de la Turquie avec Israël était préjudiciable à ses relations avec les autres puissances, notamment la Syrie et l'Iran¹⁰². Inversement, un investissement turc aux côtés des Palestiniens doit renforcer le prestige du pays dans le monde arabe. D'après Beril Dedeoğlu, l'ambition turque de renforcer ses liens avec les autres acteurs du Moyen-Orient et du monde arabe impliquait, dans la pensée des leaders du pays, un

⁹⁶ TAŞPINAR Ömer. *Op. cit.*, p. 13.

⁹⁷ KALIN İbrahim (dir.). *Op. cit.*, p. 557.

⁹⁸ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 14.

⁹⁹ BÖLÜKBAŞI Yusuf Ziya. « Türkiye-İsrail İlişkileri » [Les relations Turquie-Israël]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Op. cit.*, p. 222.

¹⁰⁰ Le programme de 2007 n'évoque le sujet qu'au détour d'une phrase. Le programme de 2011 ne mentionne qu'une seule fois le terme « Palestine » [*Filistin*]. Voir : AK Parti. *Güven ve İstikrar içinde durmak yok yola devam* [Ne pas s'arrêter, poursuivre la route dans la confiance et la stabilité], p. 222.

¹⁰¹ Voir par exemple cet entretien d'Abdullah Gül avec *Foreign Affairs* : TEPPERMAN Jonathan. *Op. cit.*

¹⁰² DAVUTOĞLU Ahmet. « Türkiye-AB İlişkisinin Stratejik Boyutları » [Les dimensions stratégiques de la relation Turquie-UE]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 35, septembre-octobre 2000, p. 491-497.

éloignement avec Israël¹⁰³. Cet aspect n'est pas formulé explicitement dans les interventions des cadres de l'AKP, ce qui entraîne une incertitude sur son ampleur : la doctrine devait-elle fatalement amener aux graves incidents qui, de 2009 à 2010, vont détériorer la relation bilatérale, ou ceux-ci doivent-ils être imputés à la conjoncture ?

Le Moyen-Orient est donc la cible essentielle, le cœur de la doctrine stratégique et diplomatique du parti au pouvoir. Les objectifs fixés par celle-ci ne peuvent être atteints sans une implication majeure dans cette région. Toutefois, l'idée de cercles concentriques implique que l'ensemble des espaces géopolitiques environnant la Turquie sont essentiels, et qu'aucun ne doit être négligé au profit des autres.

5.3.1.2. Maintenir l'équilibre entre les régions voisines

La question de l'équilibre se pose à travers deux thématiques essentielles : d'une part, faire de l'implication dans les autres régions géopolitiques (et notamment au Moyen-Orient) non un facteur de discordance avec l'Occident, mais au contraire un moyen de revaloriser le rôle de la Turquie à ses côtés ; d'autre part, réussir à intégrer la question du processus d'adhésion à l'UE dans le cadre plus large de l'implication multilatérale de la Turquie.

Il est très important de préciser que la doctrine de l'AKP ne demande aucunement un éloignement de l'Occident (notamment de ses institutions, comme l'OTAN ou l'UE), mais en fait au contraire un axe géopolitique pratiquement aussi important que le Moyen-Orient. Dans un article pour *Insight Turkey*, Ömer Taşpınar analyse ainsi cette politique comme un « gaullisme turc¹⁰⁴ ». Il ne s'agit pas, d'après son analyse, de rompre avec l'alliance américaine – perçue comme le pilier indépassable des alliances occidentales turques – mais plutôt de gagner en autonomie en vue d'augmenter sa valeur stratégique. De même que Charles de Gaulle quittait le commandement intégré de l'OTAN et s'éloignait des positions américaines pour pouvoir doter la France d'une défense autonome et accroître son poids en Occident, la Turquie gagnerait en autonomie stratégique et diplomatique pour revaloriser son rôle au sein de l'OTAN. Selon Tarık Oğuzlu, les bonnes relations de la Turquie avec des acteurs internationaux hostiles aux États-Unis auraient en fin de compte contribué à renforcer sa valeur stratégique à leurs yeux¹⁰⁵. D'autres analystes se sont depuis montrés moins optimistes, craignant que cette tentative

¹⁰³ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

¹⁰⁴ TAŞPINAR Ömer. *Op. cit.*

¹⁰⁵ OĞUZLU Tarık. *Op. cit.*, p. 14-15.

d'équilibre n'amène à un réel éloignement d'avec l'Occident¹⁰⁶. Mais au moment de la structuration de la doctrine, celle-ci ne prévoit pas un tel éloignement.

Lorsqu'est évoquée cette question de l'équilibre diplomatique et du rapport à l'Occident, des universitaires comme Emel Parlar Dal¹⁰⁷ ou Özden Zeynep Oktav¹⁰⁸ insistent beaucoup sur le fait que le rapprochement de la Turquie avec le Moyen-Orient n'implique pas de changement d'alliance. Il est perçu comme une normalisation, un rééquilibrage, à la suite longues années de négligence de cette région. Il faut comprendre par là que la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP rejette l'idée des alliances comme un jeu à somme nulle ; c'est le fameux principe multidimensionnel, qui implique que la multiplication des partenaires est un multiplicateur de puissance. En cela, l'idée est que l'implication turque au Moyen-Orient ne constitue pas une rupture avec ses orientations antérieures vis-à-vis de l'Occident, mais au contraire favorise leur réussite.

L'intégration de processus d'adhésion à l'UE à la doctrine s'inscrit dans la même perception. On se souvient qu'initialement, Ahmet Davutoğlu était plutôt sceptiques vis-à-vis de cette intégration, une position qu'il ne reniera jamais complètement dans ses écrits ultérieurs. Le processus relève en grande partie de la conjoncture et de l'effet d'opportunité observées au cours du premier mandat, et connaissant d'ailleurs un affaiblissement dès le milieu de celui-ci¹⁰⁹. Toutefois, il est intégré dans la doctrine lorsque celle-ci se structure, à double titre. Premièrement, il est le processus qui doit permettre l'amélioration de la démocratie turque et la mise en conformité de celle-ci avec les standards européens. « Peu importe que nous rentrions ou non, je suis reconnaissant à l'UE et au processus d'adhésion d'avoir permis une telle amélioration de la démocratie turque¹¹⁰ » expliquait, avec une certaine spontanéité, l'universitaire Özden Zeynep Oktav. C'est un sentiment partagé par la majorité des interlocuteurs rencontrés pour ce travail de recherche : le processus d'intégration à l'UE apparaît avant tout comme le moteur de la démocratisation turque. Au point d'ailleurs de valoir des critiques à Ahmet Davutoğlu qui, en faisant de l'UE une simple option, risquerait à terme de mettre en danger la démocratie turque sur laquelle s'appuie pourtant sa doctrine¹¹¹.

¹⁰⁶ Voir par exemple KİRİŞCİ Kemal. *Turkey and the West : Fault lines in a troubled alliance*. Washington : Brookings Institution, 2018, p. 12-13.

¹⁰⁷ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

¹⁰⁸ Entretien avec l'auteur, 11 juin 2018.

¹⁰⁹ Voir chapitre 3 de la présente thèse.

¹¹⁰ Entretien avec l'auteur, 11 juin 2018.

¹¹¹ GRIGORIADIS Ioannis. « The Davutoğlu Doctrine and Turkish Foreign Policy ». Hellenic Foundation for European & Foreign Policy. Working Paper n° 8/2010. Disponible sur :

Deuxièmement, le processus d'intégration à l'UE s'insère en fin de compte dans le pro-activisme turc impliquant notamment d'investir l'ensemble des grandes organisations internationales, ainsi que régionales lorsque celles-ci se trouvent liées à l'espace géopolitique turc. C'est visible notamment dans les articles d'Ahmet Davutoğlu, de 2008 à 2010 : lorsque l'UE est citée, c'est systématiquement comme exemple de la capacité turque à investir les organisations internationales ; elle se voit ainsi mise en parallèle avec d'autres institutions comme l'OCI ou l'OTAN. Comme le résume Beril Dedeoğlu, lors de la structuration de la doctrine, « le processus d'accession à l'UE reste un objectif, mais il devient progressivement clair qu'il n'est ni le seul, ni prioritaire¹¹² ».

Il est intéressant de noter que l'équilibre mis en avant par la doctrine est souvent réduit, dans la traduction concrète qu'en font les cadres du parti, à un équilibre entre Occident et/ou UE et Moyen-Orient. Les autres régions géopolitiques voisines dans lesquelles la Turquie ambitionne de s'inscrire (Balkans, Mer Noire, Caucase) sont certes régulièrement mentionnées, mais de façon isolée, et non pas comme partie de cette diplomatie d'équilibre. À ce stade de la recherche, l'hypothèse qui peut être faite est que ces régions ont certes leur importance, mais que l'investissement turc en leur sein n'est pas perçu comme potentiellement contradictoire avec l'investissement au Moyen-Orient ou en Occident. En d'autres termes, la doctrine insiste sur l'équilibre entre ces deux dernières régions car il est celui qui paraît le plus difficile à expliquer à l'international.

5.3.1.3. Une ouverture qui se veut globale

Après le voisinage immédiat (traité par le principe de résolution des problèmes avec les voisins) et les régions proches, un troisième cercle d'influence doit regrouper les aires géopolitiques plus lointaines vers lesquelles la Turquie doit projeter sa puissance. Il est à vrai dire difficile ici de parler de réel « cercle », tant la première impression peut être qu'il s'agit tout simplement de ne délaissier aucun espace mondial. Cependant, il est possible de distinguer certains espaces qui attirent tout particulièrement l'attention des dirigeants de l'AKP.

<https://www.ethz.ch/content/specialinterest/gess/cis/center-for-securities-studies/en/services/digital-library/publications/publication.html/115645> (dernière consultation: 14 juillet 2018).

¹¹² Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

- L’Afrique Subsaharienne joue un rôle essentiel dans la doctrine du parti. L’intérêt pour ce continent se manifeste dès les premiers ouvrages d’Ahmet Davutoğlu, notamment *Stratejik Derinlik*¹¹³. Le continent joue un rôle essentiel dans l’accomplissement des objectifs qui ont été définis, et se voit directement concerné par plusieurs des grands principes énoncés. Au niveau économique, sans peser autant que les partenaires traditionnels de la Turquie¹¹⁴, l’Afrique est vue comme un territoire d’investissement potentiel. Surtout, alors que son intérêt au niveau sécuritaire reste limité, elle est essentielle au troisième grand objectif que doit remplir la Turquie, à savoir un gain d’influence mondiale. Très concrètement, en plus du prestige, une relation forte aux pays d’Afrique peut par exemple permettre à Ankara de disposer de soutiens à l’ONU. Le continent est également une cible des trois grands principes doctrinaux. C’est particulièrement vrai du pro-activisme, puisque l’Afrique offre une importante marge de progression diplomatique à la Turquie, via l’établissement de relations officielles, l’investissement culturel et économique, ou la participation aux organisations internationales. Ramazan Erdağ estime que c’est la région du monde qui a connu le plus spectaculaire rapprochement avec Ankara dans les années 2000¹¹⁵. Bien naturellement, ces relations s’inscrivent parfaitement dans le principe multidirectionnel ; elles répondent également à l’idée de diplomatie multidimensionnelle, puisque d’une part, l’investissement turc doit être tout à la fois bilatéral et multilatéral, et qu’il implique l’ensemble des acteurs, politiques mais aussi économiques, culturels et religieux.
- L’Asie Centrale et les Balkans¹¹⁶ partagent une évolution intéressante : dans les années 1990 et jusqu’au début des années 2000, ils sont abondamment mentionnés, tant dans les ouvrages d’Ahmet Davutoğlu¹¹⁷ que dans le programme de l’AKP pour 2002¹¹⁸.

¹¹³ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales], p. 206-208 et 281.

¹¹⁴ À titre indicatif, d’après les données proposées par l’Observatoire de la Complexité Économique [OEC], l’Afrique représente en 2016 7,8% des exportations turques (contre 57% pour l’Europe et 27% pour l’Asie) ; et ce chiffre chute à moins de 3% si on enlève les pays d’Afrique du Nord. L’Afrique ne représente par ailleurs que 3,8% des importations turques (contre 52% pour l’Europe et 35% pour l’Asie), l’Afrique Subsaharienne n’en représentant que la moitié. Ces données sont consultables sur le site de l’OEC, *via* le lien suivant : <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/tur/> (dernière consultation : 16 janvier 2019).

¹¹⁵ Entretien avec l’auteur, 3 avril 2018.

¹¹⁶ En réalité, géographiquement parlant, les Balkans s’inscriraient davantage dans le cercle des régions voisines de la Turquie, la partie européenne de celle-ci en faisant partie. Ils ne sont mentionnés ici qu’en raison de la similitude entre leur trajectoire et celle de l’Asie Centrale dans la doctrine de l’AKP.

¹¹⁷ DAVUTOĞLU Ahmet.

- *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales], p. 113-115, 120-123, 202-206, 291-296 ou bien encore 314-322.

- *Küresel Bunalmış : 11 Eylül Konuşmaları* [La crise globale : Discussions sur le 11 septembre], p. 141.

¹¹⁸ AK Parti. *2002 Genel Seçimleri seçim beyannamesi* [Programme électoral pour les élections générales de 2002]. Ankara : Tanıtım ve Medya Başkanlığı, 2015, p. 129-135. Dans ce dernier cas, on constate déjà un relatif

Pourtant, lorsque se structure la doctrine stratégique et diplomatique, leur importance y a décliné. En raison de la présence de populations turcophones et/ou anciennement sujettes de l'Empire Ottoman, l'investissement turc y est notamment culturel. Force est cependant de constater que dans la deuxième partie des années 2000, ces régions n'occupent pas une place primordiale dans les interventions des penseurs du parti.

- L'Amérique Latine connaît, par certains aspects, une trajectoire inverse à celle des Balkans et de l'Asie Centrale. Elle n'est absolument pas évoquée dans les écrits des penseurs de l'AKP lorsque ceux-ci arrivent aux affaires, et constitue un angle mort de leur analyse. Pourtant, lorsque la doctrine se structure, elle est devenue un champ d'action de la politique multidirectionnelle, tant au niveau des relations économiques que politiques et culturelles. Alors que le programme de 2002 ne cite qu'une fois l'Amérique Latine, dans la section consacrée à l'économie, parmi toutes les régions géopolitiques du globe¹¹⁹, celui de 2007 la met sur le même plan que l'Asie et l'Afrique dans une de ses sections consacrées à la politique étrangère¹²⁰.

De ces spécialisations, il ressort que la politique multidirectionnelle, quoique voulant s'adresser à l'ensemble des espaces géopolitiques entourant le « pays-centre » qu'est la Turquie, s'attache à travailler avec un type d'acteur plus spécifique : les pays en développement en phase d'émergence, ou ayant le potentiel pour atteindre ce statut au cours des prochaines décennies. En s'adressant à ces puissances, la Turquie s'inclut dans leur rang, et affirme son propre statut d'émergent¹²¹. Il s'agit aussi, assez nettement, d'investir des régions qui avaient été jusque-là passablement négligées par la politique extérieure turque, ce qui conduit paradoxalement à relativiser l'importance accordée aux espaces nouvellement privilégiés dans les années 1990.

* * *

déclassement des Balkans, qui ne sont mentionnés que dans l'avant-dernier point du chapitre consacré à la politique étrangère. En revanche, l'Asie Centrale est mentionnée à plusieurs reprises, après les points traitant de l'OTAN et de l'UE, mais avant ceux relatifs au Moyen-Orient.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 89.

¹²⁰ *Idem. Güven ve İstikrar içinde durmak yok yola devam* [Ne pas s'arrêter, poursuivre la route dans la confiance et la stabilité], p. 246-247.

¹²¹ GRIGORIADIS Ioannis. Op. cit. Sur ce sujet de la diplomatie turque comme diplomatie émergente, on recommandera également l'ouvrage tiré de la thèse de Jana Jabbour, *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*, qui analyse en détails cet aspect de sa politique extérieure.

Les cibles de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP sont ainsi assez clairement identifiables, suivant l'idée de cercles concentriques. Le premier cercle, relatif aux pays voisins, correspond au principe de résolution des problèmes avec eux. Le second est celui des grandes régions géopolitiques dont la Turquie se voit tout à la fois comme frontalière et partie prenante. Au sein de ces deux cercles, le Moyen-Orient occupe une place essentielle ; tout l'enjeu est de réussir à faire de cette politique moyen-orientale non un sujet de tension avec les alliés occidentaux, mais bien au contraire un moyen de revaloriser l'alliance turque à leurs yeux. Un troisième cercle, plus étendu, s'intéresse davantage aux régions en situation d'urgence. S'il se focalise sur l'Afrique Subsaharienne, l'Amérique Latine et l'Asie Centrale, il ne néglige pas ces autres partenaires que peuvent être la Chine ou l'Inde. Ayant identifié les cibles de la doctrine, il peut être intéressant de se pencher sur les outils qu'elle propose.

5.3.2. La combinaison d'acteurs publics traditionnels et de nouveaux acteurs privés

Au-delà de l'économie comme objectif premier, de l'ambition d'être un « pays-centre », de l'intérêt pour de nouvelles régions, l'une des principales nouveautés de la politique étrangère de l'AKP se trouve dans les acteurs chargés de mener celle-ci. À travers notamment l'idée de politique multidimensionnelle, sa doctrine ouvre la voie à de nouveaux intervenants ; le rôle de l'État n'est pas dévalorisé, le principe de pro-activisme réclamant au contraire de sa part une implication renouvelée, mais il se voit désormais secondé par de nouveaux acteurs, selon les domaines ciblés.

5.3.2.1. Le rôle renouvelé des institutions étatiques dans la politique étrangère

En qualité, l'appareil diplomatique turc reste le même. En revanche, les ambitions de la doctrine impliquent nécessairement son élargissement, prévoyant par exemple l'ouverture de nombreuses ambassades dans des régions, comme l'Afrique Subsaharienne, jusqu'alors délaissées. Toutefois, au niveau étatique, ce n'est pas tant le ministère des Affaires étrangères qui voit son rôle renouvelé que les têtes du pouvoir exécutif. Le pro-activisme réclame de leur part une implication beaucoup plus directe dans les affaires étrangères, qui doit en particulier permettre une réactivité rapide du corps gouvernemental à tous les sujets dans lesquels la Turquie peut jouer un rôle. Le Premier ministre, le président de la République et le ministre des

Affaires étrangères doivent porter la diplomatie turque de manière pro-active, et non réactive¹²², ce qui implique de leur part de permanentes prises d'initiative. L'observation des discours et déplacements effectués par les trois hommes au cours du second mandat de l'AKP permet d'attribuer à chacun un rôle assez spécifique : le Premier ministre (Recep Tayyip Erdoğan) est le fer de lance de l'activisme diplomatique ; il prend des initiatives, bilatérales ou multilatérales, n'hésite pas à se déplacer pour établir ou revivifier des liens avec un partenaire, et annonce les grandes décisions de politique étrangère. Le président de la République (Abdullah Gül) a davantage fonction à maintenir les liens avec les alliés traditionnels du pays, et en particulier à leur expliquer les orientations prises. Le ministre des Affaires étrangères (Ali Babacan puis Ahmet Davutoğlu) met en pratique les orientations définies par le Premier ministre et se charge notamment du suivi des grands dossiers diplomatiques que ce dernier a mis en avant. C'est finalement un fonctionnement assez classique, qui en tant que tel n'est pas novateur, mais qui exige en revanche une implication bien plus importante de ces différentes fonctions, indispensable à la bonne application de la doctrine. Au rôle revivifié de ces acteurs traditionnels du jeu diplomatique vient s'ajouter celui de nouveaux acteurs non-gouvernementaux.

5.3.2.2. Un *soft power* qui s'appuie sur des acteurs non-gouvernementaux

Le *soft power* est un concept progressivement intégré, à partir de 2004, dans le discours de l'AKP¹²³. C'est lui qui justifie l'intervention d'acteurs non-étatiques dans la politique étrangère, acteurs dont les missions sont du reste très variées. À ce sujet, il convient d'ailleurs d'apporter une précision sur l'utilisation du terme *soft power* : tel qu'il apparaît dans les discours publics turcs, il recouvre des réalités assez différentes. Selon Beril Dedeoğlu, le concept désigne, pour l'AKP, deux types d'instrument : d'une part, ce qui correspond à la définition la plus restrictive du *soft power*, à savoir l'influence culturelle, par la langue, la religion, la littérature, les arts, etc. ; d'autre part, l'influence économique qui passe par la coopération commerciale, les aides diverses et l'investissement à l'étranger¹²⁴. Ces deux aspects conjugués sont notamment pensés

¹²² DAVUTOĞLU Ahmet. « Zero Problems in a New Era ».

¹²³ Voir à ce sujet les dernières pages du deuxième chapitre de la présente thèse.

¹²⁴ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

pour donner de la Turquie l'image d'une puissance bienveillante, et encourager de ce fait les États à trouver avec elle des solutions aux problèmes communs¹²⁵.

Ce que l'on qualifie d'acteurs non-étatiques, nécessaires à la mise en place d'une politique étrangère multidimensionnelle, recouvre donc une palette extrêmement variée. Les principaux articles théoriques d'Ahmet Davutoğlu ne les détaillent guère, et ils apparaissent davantage dans les discours de responsables de l'AKP, souvent lors de déplacements consacrés à une thématique particulière. On peut en particulier identifier :

- Les acteurs économiques : ils sont au cœur de la doctrine de l'AKP, pour la bonne raison que celle-ci repose essentiellement sur l'idée de basculer d'un prisme sécuritaire à un prisme économico-commercial. Or, un tel basculement ne peut se faire qu'avec la coopération d'acteurs économiques, et non pas seulement étatiques. L'entreprise privée et ses investisseurs sont perçus par le pouvoir turc comme un atout en vue de dynamiser les relations commerciales non seulement avec les régions voisines mais également des régions plus lointaines. Il s'agit d'ailleurs d'une relation de réciprocité, car si les acteurs économiques sont un outil indispensable de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, celle-ci répond elle-même aux attentes de ces acteurs. Les grands syndicats patronaux, par exemple, demandent depuis les années 1980 une pacification des relations de voisinage en vue de favoriser les exportations et investissements turcs à l'étranger.
- Les acteurs culturels et religieux : contrairement aux acteurs économiques, ils ne sont guère mis en avant dans les interventions publiques des cadres de l'AKP. Il y a un cependant un soutien, en particulier dans la facilitation à l'ouverture d'écoles religieuses, à un certain nombre de confréries s'implantant à l'étranger. L'exemple le plus fameux est bien sûr celui de la confrérie de Fethullah Gülen, qui sous le mandat de l'AKP jouit d'un soutien étatique discret mais réel dans son implantation, par exemple en Asie Centrale. Comme l'explique Bayram Balçı, qui a longuement travaillé sur cette confrérie, celle-ci apparaît pour l'État turc comme un efficace vecteur de turcité, favorisant l'enseignement de la langue, mais également une source d'information indispensable, en raison du réseau qu'elle a tissé dans la région¹²⁶. Si ce constat date du

¹²⁵ KUTLAY Mustafa. « Yeni Türk Dış Politikası'nın Ekonomi Politikası : Eleştirel Bir Yaklaşım » [La politique économique de la nouvelle politique étrangère turque : une approche critique]. *Uluslararası İlişkiler* [Relations Internationales]. Vol. 9, n° 35, 2012, p. 107-108.

¹²⁶ BALCI Bayram. *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale : Les écoles turques de Fethullah Gülen*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2003, p. 262-263.

début des années 2000, rien ne permet de penser que la situation avait changé à la fin de la décennie : en effet, en 2013 encore, la confrérie est mobilisée dans un objectif similaire, à savoir organiser en Asie Centrale des « Olympiades de la turcophonie »¹²⁷.

- Les ONG : puissant outil d'influence turque, les ONG mobilisées par l'AKP fonctionnent selon un schéma leur laissant une certaine indépendance. Elles n'apparaissent ainsi pas comme des institutions étatiques ; toutefois, l'utilisation de symboles comme le drapeau turc, et leur militantisme sur des terrains privilégiés par la politique étrangère turque en font des acteurs indéniables de cette dernière, liés par ailleurs au parti au pouvoir. Serhat Orakçı, chercheur au sein du *think tank* de la Fondation pour l'Aide Humanitaire [*İnsani Yardım Vakfı, İHH*], une ONG islamique, donne l'exemple de son association en Afrique : « İHH est un acteur non-étatique, comme Deniz Feneri, ou Yeryüzü Doktorları. Officiellement, ce sont des acteurs indépendants. Mais beaucoup ont leur siège à Ankara, et ils se coordonnent avec le pouvoir. On peut dire que ce sont « *freelance* », ils vont notamment sur les terrains où la Turquie aimerait s'implanter, mais qu'elle voudrait préalablement explorer¹²⁸. » Il apparaît que les ONG, à défaut d'être toujours subordonnées au pouvoir turc, ont une action compatible avec ses intérêts.

5.3.2.3. Deux outils complémentaires

Si les acteurs non-étatiques jouent un rôle important dans la doctrine de l'AKP, c'est parce qu'ils sont pensés, non comme concurrents des canaux diplomatiques classiques, mais complémentaires à ces derniers. En d'autres termes, de même que la diplomatie publique doit faciliter l'action des acteurs non-étatiques, ceux-ci doivent réciproquement faciliter l'accomplissement des objectifs de politique étrangère turque. Ramazan Erdağ donne l'exemple de la synergie entre le gouvernement turc et la compagnie aérienne Turkish Airlines en Afrique¹²⁹ : l'offensive diplomatique envers ce continent, dans les années 2000, permet à celle-ci d'étendre ses vols selon un modèle fort simple. Chaque ouverture d'ambassade en Afrique est immédiatement suivie de l'ouverture d'une ligne aérienne ; celle-ci facilite ainsi le transfert

¹²⁷ KOYUNCU Büke. 'Benim Milletim...' *AK Parti İktidarı, Din ve Ulusal Kimlik* ['Ma nation...' Le pouvoir de l'AKP, la religion et l'identité nationale]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2014, p. 288-293. Il est à noter qu'en raison des tensions croissantes qui l'opposaient à Recep Tayyip Erdoğan, la confrérie a abandonné sa participation à ce projet.

¹²⁸ Entretien avec l'auteur, 18 février 2019.

¹²⁹ Entretien avec l'auteur, 3 avril 2018.

non seulement de personnel politique et diplomatique, mais également d'entrepreneurs, d'investisseurs, et d'acteurs culturels et religieux. On a ici un bon exemple de synergie entre une entreprise privée et l'État turc, tous deux se complétant dans la poursuite des objectifs de politique étrangère. L'exemple de Turkish Airlines avait d'ailleurs été donné dès 2004 par Ahmet Davutoğlu pour illustrer le rôle que devaient prendre les acteurs économiques dans la politique étrangère¹³⁰. Un autre exemple peut être celui de la coopération entre la confrérie de Fethullah Gülen et les autorités turques en Asie Centrale. Si, comme précisé précédemment, la confrérie fait bénéficier la Turquie de son réseau local, en retour, elle profite d'une protection étatique renforcée. Surtout, l'État turc lui assure une forme de caution morale auprès de ses partenaires étrangers, facilitant son implantation sur leur territoire¹³¹.

La logique multidimensionnelle implique cette complémentarité. En effet, elle part du principe que les ressources d'un État en politique étrangère ne sont pas seulement ses institutions étatiques (gouvernement, Armée, corps diplomatique, jeux d'alliances, etc.) mais également les ressources humaines que constituent sa population, ses forces économiques, ses ONG, ses acteurs de la société civile, capable d'atteindre des domaines que l'État aborde plus difficilement. Aux yeux de l'AKP, ces deux branches, ces deux outils de la politique étrangère, doivent passer par une forme de coopération pour être vraiment efficaces. Cengiz Çandar, un des intellectuels ayant influencé l'élaboration de la doctrine du parti, donne ainsi pour modèle le voyage en Inde, en décembre 2008, de Recep Tayyip Erdoğan : au cours de ce séjour, l'équipe gouvernementale est en effet accompagnée de nombreux hommes d'affaire ; cela permet à ces derniers d'interagir, non seulement avec les autorités indiennes, mais également avec les autorités étatiques turques, facilitant ainsi la coopération entre ces deux types d'acteurs¹³². Kemal Kirişci, qui mentionne ce dernier exemple, l'assimile au concept de « jeu diplomatique à deux niveaux » [*two level diplomatic games*] de Robert Putnam ; ce concept postule que la diplomatie n'implique pas seulement des négociations entre États, mais également des discussions internes entre les autorités étatiques et les différentes composantes de leur société civile¹³³.

¹³⁰ DAVUTOĞLU Ahmet. « İş Dünyası Artık Politikanın Öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique].

¹³¹ BALCI Bayram. *Op. cit.*, p. 263.

¹³² ÇANDAR Cengiz. « Başbakan, Liberaller, Mumbai'de Terör » [Le Premier ministre, les libéraux, la terreur à Mumbai]. *Hürriyet*, 2 décembre 2008.

¹³³ KİRİŞCİ Kemal. *Op. cit.*, p. 40-41.

* * *

La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP repose ainsi, pour la mise en œuvre de ses principes, sur une indispensable coopération entre les fonctions diplomatiques classiques, dont le rôle est renforcé par l'activisme de ceux qui les exercent, et des acteurs non-étatiques mobilisés pour atteindre les objectifs fixés.

Chapitre 6. Une mise en application systématisée (2009-2011)

Le 1^{er} mai 2009, Ahmet Davutoğlu devient ministre des Affaires étrangères en lieu et place d'Ali Babacan – nommé pour sa part ministre de l'Économie. Jouissant de la confiance de Recep Tayyip Erdoğan et d'Abdullah Gül, il a enfin l'occasion de mettre en application la doctrine stratégique et diplomatique dont il a été, non le seul mais le principal inspirateur, surtout après 2007. La période qui va de cette nomination jusqu'au début de l'année 2011 est celle qui va voir le plus systématiquement mis en application les principes définis par Ahmet Davutoğlu dans ses publications. Plus que jamais, c'est son influence qui se fera sentir sur la politique étrangère, davantage encore qu'au cours des précédentes années. Cette séquence marque son apogée comme architecte de la politique étrangère turque. Certes, il n'en est pas le seul décideur : Recep Tayyip Erdoğan conserve en ce domaine sa suprématie, et Abdullah Gül peut jouer un rôle occasionnel. Mais même dans ces occurrences, tous deux appliquent la doctrine dont il a été le principal théoricien. Cette séquence offre un des rares exemples dans l'histoire où l'inspirateur d'une doctrine a l'occasion de la mettre en application directement. Et – chose plus rare encore – de le faire avec succès. Car en effet, outre le magistère d'Ahmet Davutoğlu sur la politique étrangère, une autre spécificité de cette période est sa capacité à appliquer, sans accroc majeur, les principes d'action qu'il avait définis.

Le présent chapitre se penche sur cette mise en application de la doctrine et cherche à en évaluer l'ampleur. Il ne s'agit pas, ici, de recenser l'ensemble des initiatives diplomatiques turques sur cette période – ce qui nécessiterait une thèse entière ! L'objectif est davantage de montrer, à travers quelques exemples représentatifs, comment ont été mis en application les différents principes et utilisés les différents outils identifiés au chapitre précédent. Au vu de l'importance accordée par la doctrine au Moyen-Orient, deux exemples en particulier, relatifs à cette région, seront mis en avant. D'une part, l'accord avec le Brésil relatif au nucléaire iranien, qui synthétise presque tous les principes définis par Ahmet Davutoğlu (résolution des problèmes avec un pays voisin, pro-activisme, multidirectionnalité impliquant notamment l'Amérique Latine, et dans une moindre mesure multidimensionnalité). D'autre part, l'implication croissante dans le conflit israélo-palestinien qui, tout en illustrant les logiques nouvelles suivies par la Turquie, montre aussi les limites auxquelles celle-ci peut se heurter. Bien naturellement, de nombreux autres exemples seront sollicités tout au long du chapitre pour renforcer l'analyse.

Il convient tout d'abord de se pencher sur la mise en application des principes synthétisés par Ahmet Davutoğlu dans ses différents articles¹. Ainsi, pendant presque deux ans, la Turquie parvient à sortir totalement du prisme sécuritaire, tant en poursuivant sa démocratisation qu'en apaisant l'ensemble de ses relations de voisinage. Parallèlement, dans une logique pro-active, elle poursuit sa diplomatie rythmique qui la conduit à s'impliquer de plus en plus activement dans les affaires internationales, notamment au Moyen-Orient. Enfin, dans une optique multidirectionnelle et multidimensionnelle, elle multiplie les ouvertures aux grandes régions géopolitiques mondiales. Si l'espace moyen-oriental est privilégié pendant ces deux années, ce n'est pas au détriment des alliances américaine et européennes, qui demeurent solide ; la Turquie se tourne aussi vers les grandes puissances asiatiques, et poursuit son ouverture aux espaces émergents du Sud. Il est intéressant, par la suite, de voir comment Ankara systématise le recours aux outils nouveaux qu'appelle sa doctrine, qu'il s'agisse du *soft power* ou de la coopération entre acteurs étatiques et non-étatiques. Peut enfin être tenté un petit bilan, visant à voir dans quelle mesure l'application de ces principes a permis d'atteindre les objectifs posés par la doctrine, ainsi que les premiers défis pouvant se poser à celle-ci.

6.1. Une systématisation des principes proposés par Ahmet Davutoğlu

Les principes mis en avant par la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP commencent certes à être appliqués au moins dès 2007², à des occasions diverses. Toutefois, il faut attendre l'arrivée aux affaires diplomatique d'Ahmet Davutoğlu pour assister, en partie sous son impulsion, à leur systématisation. La logique de sortie du prisme sécuritaire, la seule à être appliquée constamment et de manière graduelle depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP (et même légèrement auparavant³), est encore approfondie. La logique pro-active devient le principal moteur de la politique étrangère turque. Enfin, celle-ci est désormais presque totalement multidirectionnelle et multidimensionnelle, en parvenant à l'équilibre entre le traitement du

¹ En particulier : DAVUTOĞLU Ahmet. « Türkiye merkez ülke olmalı » [La Turquie doit être un pays-centre]. *Radikal*, 26 février 2004.

- « İş dünyası artık politikanın öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique]. *Turkish Time*, 15 avril 2004.
- « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 77-96.
- « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 20 mai 2010

² Voir à ce sujet le chapitre 4 de la présente thèse.

³ Sur l'évolution de la politique étrangère turque au tournant du siècle, voir le chapitre 2 de la présente thèse. Le rôle d'İsmail Cem, porteur d'une vision qui préfigure par certains aspects celle de l'AKP, y est notamment évoqué.

Moyen-Orient et celui des alliances occidentales, en s'ouvrant à toutes les régions géopolitiques mondiales, et en impliquant une palette inédite d'acteurs.

6.1.1. Les implications de la sortie du prisme sécuritaire

Suivie par l'ensemble de l'AKP depuis son arrivée au pouvoir, la logique visant à appréhender les relations extérieures sous un prisme économique plus que que sécuritaire connaît, de 2009 à 2011, un approfondissement réel. La réforme constitutionnelle de 2010 doit favoriser l'équilibre entre sécurité et liberté civile que prône Ahmet Davutoğlu ; parallèlement, de nouvelles restrictions sont imposées aux forces armées. Une lente ouverture culturelle s'opère à l'égard des populations kurdes, avec un volet de politique interne, mais aussi diplomatique, puisque ce processus coïncide avec l'amélioration des relations avec le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien (GRK). Plus généralement, cette séquence est celle au cours de laquelle le principe de résolution des problèmes avec les pays voisins connaît son application la plus étendue – à vrai dire presque complète.

6.1.1.1. Le référendum de 2010 et la marginalisation de l'Armée : les deux piliers d'une légitimité renforcée

Depuis le face-à-face qui les a opposés à l'Armée en 2007, Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül cherchent à réduire davantage encore la marge de manœuvre de celle-ci. Cette politique s'intensifie et s'accélère à partir de 2010, avec la révélation du « plan Balyoz ».

Pour comprendre plus précisément les ressorts de cette affaire, il convient de revenir quelques années auparavant. En 2001, le journaliste Fehmi Koru⁴ révèle dans le journal conservateur *Yeni Şafak* l'existence d'une organisation secrète. Répondant au nom de code d'Ergenekon (la vallée mythique d'où seraient issus, selon les nationalistes turcs, les peuples turciques), celle-ci aurait vocation à déstabiliser le gouvernement pour favoriser une reprise en main par l'Armée. Si plusieurs caches d'armes sont découvertes les années suivantes, il faut attendre 2007 pour que l'organisation soit à nouveau évoquée et une enquête ouverte. Plusieurs centaines de militaires sont préventivement arrêtés et en 2008 ont lieu les premières audiences. Le 20

⁴ Qui a été notamment, lors de son séjour à Londres, le colocataire d'Abdullah Gül dont il est resté proche.

janvier 2010, le quotidien *Taraf* révèle l'existence d'un « plan Balyoz » attribué à cette organisation Ergenekon : une série de provocations, en 2003, aurait dû conduire à un climat de conflit avec la Grèce, entraînant dans le chaos ambiant la chute du gouvernement AKP. Le 11 février suivant, 163 militaires sont inculpés⁵. Cette affaire porte un coup dur à l'Armée, tant dans son image que parce que les accusations visent certains de ses cadres hauts placés.

L'UE salue à l'époque ces poursuites, estimant qu'elles peuvent favoriser une démocratisation du pays. Parallèlement, d'autres coups sont portés à l'Armée et réduisent encore, ou son poids symbolique, ou sa réelle capacité d'influence. Ainsi, en août 2010, le gouvernement bloque pendant cinq jours la nomination du chef d'État-Major et du commandant de l'Armée de Terre, au cours du Conseil Militaire Suprême⁶.

Mais c'est surtout la réforme constitutionnelle de 2010, adoptée par référendum le 12 septembre, qui renforce la légitimité de l'AKP. Cette fois-ci, ce n'est pas tant l'Armée que la Justice, traditionnellement hostile au parti au pouvoir, qui est ciblée, voyant ses compétences réduites. Par ailleurs, la large victoire obtenue par l'AKP lors de ce scrutin (57,9% des votants approuvent la réforme) le laisse en position de force. Comme le note Ali Balçı, après ce référendum, le conservatisme devient hégémonique sur la scène politique turque, une hégémonie qui se traduira par une assurance renforcée dans la conduite de la politique étrangère⁷. La réforme constitutionnelle est d'ailleurs perçue très favorablement par les partenaires de la Turquie, notamment par l'UE qui y voit une nouvelle étape vers la démocratisation du pays⁸.

Ces développements sont davantage imputables à Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül qu'à Ahmet Davutoğlu, mais ils vont dans le sens de la logique de sortie du prisme sécuritaire mise en avant par ce dernier, reposant sur un équilibre entre liberté et sécurité. Le caractère dual de cette logique, à vocation aussi bien interne qu'externe, s'illustre parfaitement par le cas de la question kurde, qui connaît certains développements importants entre 2009 et 2011.

⁵ MARCOU Jean. « La Turquie entre l'affaire 'Balyoz' et l'affaire 'Ergenekon' ». In OVIPO (en ligne). 21 février 2011. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/1726> (dernière consultation : 13 avril 2018).

⁶ *Idem*. 2010 : le bilan de la politique intérieure turque. In OVIPO (en ligne). 30 décembre 2010. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/1688> (dernière consultation : 12 avril 2018).

⁷ BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : Alfa, 2017, p. 318-319.

⁸ ALESSANDRI Emiliano. « Turkey's future reforms and the European Union ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 2011, p. 73-76.

6.1.1.2. L'extension de l'ouverture kurde au cas irakien

À partir de 2009, conformément au principe de pacification du champ politique intérieur, le gouvernement turc prend une série de mesures en vue de résoudre ce qui est alors désigné comme « question kurde ». Elles suivent deux lignes parallèles : d'une part, il s'agit de proposer aux populations kurdes un élargissement de leurs droits culturels, afin de réduire la tentation de se soulever contre l'État ; d'autre part, il y a recherche d'un terrain d'entente avec le PKK en vue d'obtenir une progressive désescalade, possible prélude à des négociations de paix. Sur le plan civil, certains villages retrouvent leur nom kurde, des administrations autorisent cette langue, des universités l'enseignent à nouveau⁹ ; cela fait suite à la rencontre, le 7 août 2009, entre Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Türk, chef du Parti de la Société Démocratique [*Demokratik Toplum Partisi*, DTP], le principal parti pro-kurde¹⁰. Le Premier ministre avait à cette occasion annoncé son intention de trouver une solution démocratique à la « question kurde ». Cette ouverture politique a son pendant stratégique : à la faveur de « trêves » déclarées par le PKK, une forme de détente semble se faire jour. En particulier, en octobre, le gouvernement turc autorise le retour sur son territoire de 34 miliciens du PKK¹¹.

Cette ouverture, relativement limitée, connaît un coup d'arrêt en décembre 2009 avec la dissolution, par la Cour Suprême, du DTP, accusé de lien avec le PKK – une dissolution condamnée, du reste, par Recep Tayyip Erdoğan. Mais il est intéressant de noter qu'elle coïncide avec une ouverture kurde plus générale, dans la droite ligne de la stratégie de bon voisinage prônée par Ahmet Davutoğlu. Sous la pression turque, les autorités du GRK ont fermé à partir de 2007 les représentations du PKK en Irak¹², créant une première étape favorable à un rapprochement. On constate ici combien le lien entre politique intérieure et politique étrangère est étroit, comme le veut la doctrine de l'AKP. Tandis que l'expulsion du PKK d'Irak favorise ce dernier à proposer des trêves, en retour, l'ouverture kurde de 2009 en Turquie reçoit le soutien du GRK, qui la suit avec un grand intérêt¹³. Cette année marque le début d'un solide rapprochement politique et économique. La découverte du champ de pétrole de Sheikhan, dans le Kurdistan irakien, et le développement de l'exploitation gazière et pétrolière éveillent

⁹ PERRIER Guillaume. « Progressivement, Ankara autorise la langue et la culture kurdes à sortir de la clandestinité ». *Le Monde*, 9 décembre 2009.

¹⁰ « Erdoğan ve Türk buluştu » [Erdoğan et Türk se sont rencontrés]. *Milliyet*, 5 août 2009.

¹¹ « Turkey releases PKK 'peace' group ». *Al-Jazeera* (en ligne). 20 octobre 2009. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/europe/2009/10/2009102017482535790.html> (dernière consultation : 13 juillet 2018).

¹² MARCHAND Laure. « La voie étroite des Kurdes entre Irak et Turquie ». *Le Figaro*, 8 octobre 2009.

¹³ CÉCILLON Julien. « L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque ». In SCHMID Dorothée (dir.). *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* Paris : CNRS, 2011, p. 192.

l'attention d'Ankara, en quête de sources énergétiques¹⁴. Les intérêts des deux acteurs convergent progressivement. Du côté irakien, le président du GRK, Massoud Barzani, a tout intérêt à se présenter comme point central du nationalisme kurde, et ne voit pas d'un mauvais œil un affaiblissement du PKK. De plus, les échanges avec la Turquie lui permettent de renforcer son autonomie vis-à-vis de Bagdad. De leur côté, les Turcs voient dans ce rapprochement une occasion d'accéder aux hydrocarbures irakiens tout en donnant l'image d'un pays pouvant travailler avec des acteurs kurdes¹⁵.

Ce rapprochement, voulu par Ahmet Davutoğlu et approuvé, malgré leurs réserves, par des cadres du SETA comme Taha Özhan¹⁶, n'est pas seulement intéressant par ce qu'il dévoile des liens entre politique intérieure et étrangère dans la stratégie de l'AKP. Il rappelle aussi combien le facteur commercial et économique est crucial dans la politique de résolution des différends avec les pays (ou, en l'occurrence, les entités régionales) voisins.

6.1.1.3. « Zéro problème avec les voisins » : une mise en pratique élargie

La période allant du printemps 2009 à l'hiver 2011 est à vrai dire la seule au cours de laquelle le principe de résolution des problèmes avec les pays voisins connaît une application presque intégrale. Après Chypre au cours du premier mandat de l'AKP, puis l'Arménie en 2008, c'est désormais l'interface moyen-oriental de la Turquie qui voit ce principe le plus profondément appliqué. La Syrie, qui est le premier État à avoir réellement profité de cette politique (et ce dès 1999, soit avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP), est logiquement celui avec lequel le processus est le plus avancé. En 2009, les visas entre les deux pays, sont supprimés, une voie ferrée les relie et un conseil de coopération stratégique est mis en place, tandis que des manœuvres militaires conjointes sont organisées¹⁷. Le 10 juin 2010, un accord d'intégration économique et de développement est signé entre la Turquie et la Syrie, auxquelles se joignent la Jordanie et le Liban¹⁸. La « lune de miel » turco-syrienne est alors à son apogée ; comme le veut la doctrine,

¹⁴ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 327-328.

¹⁵ TÜYSÜZOĞLU Göktürk. « Turkish Foreign Policy Grippped by the change and Differentiating Position of the Kurdish Regional Government ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millenium*. Francfort : Peter Lang, 2015, p. 99-100.

¹⁶ KALIN İbrahim (dir.). *Enine Boyuna Türkiye* [La Turquie de fond en comble]. Ankara : SETA, 2009, p. 576.

¹⁷ SEVER Ayşegül. « Turquie/Syrie : de rapprochements en désillusions ». In SCHMID Dorothee (dir.). *Op. cit.*, p. 180.

¹⁸ SİNKAYA Bayram. « Geçmişten Günümüze Türkiye'nin Ortadoğu Politikası ve Batı Etkisi » [La Politique Moyen-Orientale de la Turquie jusqu'à nos Jours et l'Influence Occidentale]. Ankara Düşünce ve Araştırma Merkezi Akademi [Académie du Centre de Recherche et de Réflexion d'Ankara]. N° 1/2011, p. 95.

les échanges économiques sont au cœur de ce rapprochement, mais on constate que ce dernier prend désormais une tournure politique et stratégique. Comme vu précédemment, les relations s'améliorent considérablement avec le GRK ; parallèlement, la Turquie s'arrange pour établir et conserver de bonnes relations avec l'ensemble des acteurs politiques irakiens¹⁹. Les relations avec l'Iran continuent aussi de s'améliorer, sur fond d'inquiétude commune des deux États face à un potentiel éclatement de l'Irak²⁰. La réticence d'Ankara à appliquer des sanctions face au programme nucléaire iranien et ses négociations directes avec l'Iran et le Brésil en vue de trouver une solution à cette problématique²¹ témoignent d'une relative confiance entre les deux partenaires, sur fond de complémentarité économique.

Toutefois, plutôt que de résolution des problèmes, ou à tout le moins de rapprochement diplomatique, il conviendrait davantage de parler de « maintien du *statu quo* » dans certains cas. Si la séquence 2009-2011 permet une nette amélioration des relations de la Turquie avec ses voisins moyen-orientaux, elle voit également freiner d'autres processus de rapprochement. Les relations avec la Grèce, qui entre dans une grave crise économique, et la Bulgarie ne connaissent pas de changement significatif. Il en va de même des relations turco-géorgiennes. Affaiblie par sa récente guerre avec la Russie, la Géorgie accroît ses échanges commerciaux avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, en gardant un silence contraint sur les investissements d'Ankara dans la province séparatiste d'Abkhazie²². Avec Chypre, le processus de paix ne connaît pas de réelle progression, et la Turquie ne cherche pas à le relancer. Surtout, l'opération de réconciliation avec l'Arménie connaît de sérieux ratés, et aboutit à un échec en avril 2010²³. Parallèlement, elle affaiblit même, comme on le verra ultérieurement, la relation de confiance entre la Turquie et son allié traditionnel azerbaïdjanais.

L'application du principe de « zéro problème avec les voisins » est certes plus systématisée que jamais à partir de l'arrivée aux affaires d'Ahmet Davutoğlu, mais elle montre aussi sa très nette préférence géopolitique pour le Moyen-Orient. C'est en effet dans son voisinage moyen-oriental que la Turquie réussit le mieux à appliquer ce principe, alors qu'elle doit renoncer ou tout au moins mettre en pause les processus de rapprochement initiés sur ses autres frontières,

¹⁹ CÉCILLON Julien. *Op. cit.*, p. 194-198.

²⁰ KAYA Uğur. « L'identité stratégique de la Turquie et la transformation des enjeux stratégiques turcs au Moyen-Orient ». In KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010. N° Hors-Série d'Euroorient, p. 31.

²¹ Ce sujet est évoqué plus en détails dans la section suivante.

²² NOVIKOVA Gayane. « Quid Pro Quo in Turkey's South Caucasus Policies ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 2011, p. 143.

²³ Nous renvoyons ici à la deuxième sous-partie, deuxième section, du chapitre 4 de la présente thèse.

notamment par Abdullah Gül. Sous Ahmet Davutoğlu, il apparaît ainsi clairement que la sortie du prisme sécuritaire doit permettre en priorité une pacification des rapports turcs avec les acteurs moyen-orientaux. Cette même préférence se retrouve dans la mise en application de la diplomatie rythmique.

6.1.2. La mise en œuvre de la logique pro-active

La logique pro-active repose sur le principe de diplomatie rythmique, qui connaît une application plus fréquente et systématisée à partir de 2009. La Turquie poursuit son activité diplomatique intense au sein des organisations internationales, et n'hésite pas à prendre des initiatives diplomatiques spectaculaires, comme en témoigne l'accord tripartite sur le nucléaire iranien. Mais parallèlement, elle augmente d'un cran son degré d'implication dans la politique moyen-orientale, en s'engageant directement dans des conflits externes comme celui opposants Israël aux autorités palestiniennes.

6.1.2.1. L'activisme turc au sein des organisations internationales

Un des éléments les plus marquants de la diplomatie turque sous Ahmet Davutoğlu est la volonté d'établir des liens solides avec les grandes organisations internationales. Dans la logique pro-active et multidimensionnelle, celles-ci sont pour la Turquie un terrain d'action à exploiter. D'une part, elles doivent permettre au pays de multiplier les partenariats diplomatiques ; d'autre part, elles sont aussi l'occasion de défendre ses intérêts à une échelle multilatérale en pesant sur les décisions prises ; enfin, il s'agit aussi d'une question de prestige, l'implication turque dans ces organisations devant symboliser une diplomatie de nouveau dynamique et à prendre en compte.

Donner quelques exemples concrets permet de voir que la Turquie fait dans ce domaine feu de tout bois et – en cohérence avec son ambition multidirectionnelle – s'adresse à des organisations internationales nombreuses et géographiquement très variées. Ainsi, le 23 juillet 2010, la Turquie signe un traité d'amitié et de coopération avec l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), établissant avec elle ses premières relations officielles²⁴. C'est une étape

²⁴ PEHLİVANTÜRK Bahadır. « Türk dış politikasında Doğu Asya perspektifi » [La perspective est-asiatique dans la politique étrangère turque]. In DEMİRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Stratejik Derinlikte Savrulan Türk Dış*

importante dans l'ouverture turque à un espace géopolitique jusqu'alors relativement délaissé. Le même mois, Hüseyin Dirioz, un proche conseiller d'Abdullah Gül, est nommé secrétaire général adjoint de l'OTAN, rappelant la volonté turque de conserver son influence au sein de cette institution centrale dans l'alliance occidentale²⁵. Un an plus tôt, en juillet 2009, a eu lieu une rencontre entre la Turquie et les représentants du CCG, rencontre présentée comme « une première » par Ahmet Davutoğlu, étant donné que l'organisation n'avait encore jamais mis en place « un mécanisme de dialogue stratégique de cette ampleur avec un seul pays²⁶ ». L'année 2009 voit également la deuxième rencontre de l'Alliance des Civilisations, à Istanbul ; l'organisation se réunit à nouveau à Rio de Janeiro en 2010 – l'année même où la Turquie et le Brésil travaillent ensemble à la résolution de la question du nucléaire iranien²⁷. En soi, cette politique n'a rien de spécialement novateur, mais elle se pratique à partir de 2009 avec beaucoup plus d'intensité, et un éventail de cibles encore plus large. Mais si les organisations internationales reçoivent une attention soutenue, c'est aussi par le biais du multilatéralisme que passe la diplomatie rythmique de l'AKP. Le cas de l'accord avec l'Iran en est l'exemple le plus pertinent.

6.1.2.2. L'accord avec l'Iran et le Brésil : un succès de prestige

Comme vu précédemment, au sujet de l'Iran, Ahmet Davutoğlu, le Premier ministre Erdoğan, le président Gül ou des conseillers comme İbrahim Kalın ou Taha Özhan partagent une vision similaire : tout en voyant le pays comme un rival potentiel, ils ont le sentiment qu'il n'a d'autre choix que de travailler avec Ankara, et souhaitent en profiter pour exercer la fonction de médiation de la Turquie. C'est là un point important à prendre en compte : la position turque vis-à-vis de l'Iran n'est nullement un soutien à ce dernier, mais bien davantage une volonté d'exploiter sa faiblesse et son relatif isolement pour obtenir un rôle diplomatique. Les dirigeants iraniens sont parfaitement conscients de ce déséquilibre, d'où leur méfiance aux ouvertures turques. Comme le note Clément Therme, la situation s'est ainsi inversée : alors que dans les années 1990, la Turquie craignait que l'Iran n'exporte son modèle islamique, dans les années

Politikası [La politique étrangère turque se dissipe dans la profondeur stratégique]. Ankara : Kripto, 2016, p. 182-183.

²⁵ BILLION Didier. « Réflexions introductives sur la politique extérieure de la Turquie ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 45.

²⁶ Cité dans DİRİÖZ Ali Oğuz. Overview of Relations between Turkey and the Gulf Cooperation Council (GCC). In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 711-712.

²⁷ KOYUNCU Büke. 'Benim Milletim...' *AK Parti İktidarı, Din ve Ulusal Kimlik* ['Ma nation...' Le pouvoir de l'AKP, la religion et l'identité nationale]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2014, p. 260.

2000, c'est elle qui devient un exemple pour l'opposition iranienne²⁸. Il est donc important, pour comprendre le processus aboutissant à l'accord du 17 mai 2010, de saisir le contexte dans lequel il survient : d'une part, un Iran très méfiant vis-à-vis de la Turquie, mais également totalement isolé sur la scène internationale ; d'autre part, une Turquie qui se propose d'être le maître-d'œuvre d'une solution politique où elle enrichirait l'uranium au profit de l'Iran, disposant ainsi d'un véritable contrôle sur l'ensemble du processus de production²⁹.

En 2009, les tensions entre l'Iran, soupçonné de développer un programme nucléaire militaire, et un certain nombre de puissances notamment occidentales, sont à leur comble. Dès le mois d'octobre, la Turquie s'associe à une proposition conjointe des États-Unis et de la Russie, qui envisagent que l'Iran fasse enrichir son uranium à l'étranger, sous contrôle international. L'idée n'est pas mal accueillie par Téhéran. Mais au cours de l'année 2010, les pays occidentaux et notamment l'administration américaine durcissent le ton. C'est à ce moment que le Brésil apparaît, aux yeux de plusieurs acteurs, comme un partenaire potentiel. En effet, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Celso Amorim³⁰, il s'oppose à partir du mois de mars aux projets américains de nouvelles sanctions. Les 12 et 13 avril 2010, le sommet nucléaire de Washington offre l'occasion aux Turcs et aux Brésiliens de faire cause commune en défendant l'idée d'une solution négociée avec l'Iran³¹. Du 15 au 17 mai, les deux pays se retrouvent à Téhéran, à l'occasion du sommet du G15 – une organisation informelle favorisant la coopération entre un certain nombre de pays du Sud. La Turquie et le Brésil négocient alors avec l'Iran, qui se montre toutefois hésitant, craignant que le prestige retiré par Ankara en cas de succès ne fasse de l'ombre à sa propre puissance³². Toutefois, le 17 mai, les trois pays annoncent être parvenus à un accord : 120 Kg d'uranium faiblement enrichis seront envoyés à la Turquie qui, en retour, livrera à l'Iran 120 Kg d'uranium enrichi à 20% pour faire fonctionner ses centrales. En d'autres termes, la Turquie arrive à l'objectif qu'elle poursuivait : être en

²⁸ THERME Clément. « Le triangle géopolitique entre la Turquie, l'Iran et la Russie : entre ruptures et continuités ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 257.

²⁹ YEŞİLYURT Nuri. « Orta Doğu'yla ilişkiler » [Les relations avec le Moyen-Orient]. In DAYIOĞLU Ali, ORAN Baskın, ATAT Funda Keskin et al. *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar* [La politique étrangère turque : Phénomènes, documents et commentaires de la guerre d'indépendance à nos jours]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2013, vol. 3, p. 456-457.

³⁰ Il est intéressant de noter que l'influence que ce dernier a exercé sur la politique étrangère brésilienne l'a fréquemment fait comparer à Ahmet Davutoğlu.

³¹ MARCOU Jean. « La Turquie et le Brésil défendent l'accord qu'ils ont signé pour résoudre la question nucléaire iranienne ». In OVIPOT (en ligne). 24 mai 2010. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/1418> (dernière consultation : 14 juin 2018).

³² KAMACI Yüksel. « Turkey-Iran Relations during Ahmadinejad Presidency (2005-2013) ». In IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 121.

position de contrôler l'enrichissement de l'uranium iranien, et jouer donc un rôle clé dans la résolution de la crise.

L'accord est diversement accueilli par les partenaires de la Turquie. En France, par exemple, si Jean-Pierre Chevènement salue « un succès³³ », le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner se montre beaucoup plus circonspect³⁴. Le 9 juin suivant, le Conseil de Sécurité adopte une nouvelle série de sanctions contre l'Iran, rendant *de facto* l'accord caduque (même s'il a posé des bases sur lesquelles Téhéran négociera par la suite). La Russie et la Chine ont approuvé ces sanctions, rejoignant ainsi les chancelleries occidentales. Dès lors, en quoi peut-on considérer que cet accord demeure, malgré tout, un succès pour la Turquie ?

Il faut bien garder en tête que la logique pro-active ne recherche pas seulement des résultats concrets, mais vise aussi en grande partie à montrer, tant à l'opinion publique turque qu'aux partenaires internationaux, qu'Ankara est un acteur à part entière du jeu international. L'accord du 17 mai est donc avant tout un succès de prestige pour la Turquie. Il montre sa capacité à proposer des solutions à une problématique qui paraissait bloquée, ainsi qu'à négocier cette solution avec d'autres grandes puissances. Il oblige également ses partenaires traditionnels à reconnaître son initiative et son rôle de potentiel médiateur. Mais c'est aussi un message fort envoyé aux pays émergents. Comme l'explique Mohammad-Reza Djalili, l'accord du 17 mai, puis le vote turc du 9 juin contre les sanctions adoptées par le Conseil de Sécurité

« annoncent les prémices de l'affirmation des puissances émergentes comme la Turquie et le Brésil sur la scène internationale, puissances capables de proposer, indépendamment des grandes puissances, des solutions aux préoccupations importantes comme la question du nucléaire³⁵. »

L'accord du 17 mai est par ailleurs un excellent exemple d'application de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, dont il reprend presque tous les éléments. Ses objectifs sont à la fois économiques (la Turquie pouvant espérer augmenter ses échanges commerciaux avec un Iran accepté de nouveau par ses partenaires européens) ; sécuritaires (empêcher l'accès iranien au nucléaire militaire) ; et de prestige (apparaître comme un État capable de proposer des solutions). La région ciblée est le Moyen-Orient, cœur de la doctrine. Et plusieurs principes de

³³ « L'accord Iran-Turquie-Brésil: 'un succès' (Chevènement, MRC) ». Dépêche AFP, 17 mai 2010.

³⁴ MARCOU Jean. *Op. cit.*

³⁵ DJALILI Mohammad-Reza. « Turquie-Iran 1979-2010 : entre défiance et rapprochement ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 83.

cette dernière sont mises à contribution : le « zéro problème avec les voisins », impliquant un rapprochement avec l'Iran ; le principe multidirectionnel qui conduit à se tourner vers l'Amérique Latine pour y trouver un partenaire de négociation ; le principe multidimensionnel qui alterne négociations bilatérales et multilatérales, et intervention dans les organisations internationales ; enfin, bien sûr, la logique pro-active qui permet à la Turquie, non d'obtenir un succès concret, mais de faire un « coup » rentable en termes d'image. D'autres engagements de la Turquie, s'inscrivant dans la logique pro-active, apparaissent toutefois comme des tentatives d'application de la doctrine moins réussies.

6.1.2.3. De la médiation à l'engagement actif : l'exemple du conflit israélo-palestinien

L'exemple de l'accord tripartite sur le nucléaire iranien est celui d'une médiation réussie (du moins dans un premier temps) de la Turquie. Mais la séquence 2009-2011 va voir Ankara passer un nouveau cap dans sa logique pro-active, en ne se contentant plus seulement du rôle de médiateur mais en adoptant celui d'acteur direct dans un conflit externe, le conflit israélo-palestinien. Mais dans ce cas précis, la responsabilité en revient-elle vraiment à Ahmet Davutoğlu ?

Lorsque le nouveau ministre des Affaires étrangères arrive à son poste, la médiation est une des principales activités diplomatiques de la Turquie. Cette pratique est antérieure à sa nomination : elle est mise en application depuis des années, et a été tout naturellement mise en avant dans la doctrine de l'AKP comme un des principaux outils d'une diplomatie rythmique. Ahmet Davutoğlu reprend donc cette pratique sans difficulté ; il propose par exemple la médiation turque en août 2009, lorsqu'une série d'attentats frappant l'Irak conduit ce dernier à accuser la Syrie ; la Turquie intervient alors pour faire baisser les tensions entre les deux gouvernements³⁶. En revanche, lors de la nomination d'Ahmet Davutoğlu, la médiation turque entre Israël et la Syrie est en phase d'échec³⁷. Et davantage que le ministre des Affaires étrangères, c'est Recep Tayyip Erdoğan qui mène ces négociations³⁸. Aussi les bombardements aériens sur Gaza au

³⁶ ZAKKA Antoine. *La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspective*. Thèse de doctorat : Sciences politiques et relations internationales : Paris : 2016. P. 211.

³⁷ Voir à ce sujet le chapitre 4, sous-partie 2, section 2, sous-section 3 de la présente thèse.

³⁸ Le rôle prépondérant du Premier ministre dans ce dossier est attesté par plusieurs acteurs et observateurs de la politique étrangère turque, en particulier Oytun Ohran, analyste à l'ORSAM pour la Syrie (entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017), Yaşar Yakış, ancien ministre des Affaires étrangères de l'AKP (entretien avec l'auteur, 28 mars 2018) et Özden Zeynep Oktav, professeure de relations internationales (entretien avec l'auteur, 11 juin 2018).

début de l'année 2009 provoquent-ils sa colère, car ils éloignent toute possibilité de réussite rapide de cette médiation³⁹. Lorsqu'Ahmet Davutoğlu arrive aux affaires, un premier incident sérieux a déjà eu lieu entre la Turquie et Israël, au cours du forum de Davos du 29 janvier 2009. Reprochant aux organisateurs de l'empêcher de répondre au président Shimon Pérès, qui défendait les bombardements à Gaza, Recep Tayyip Erdoğan a quitté l'assistance (il s'écrie « *one minute !* », en anglais, langue qu'il ne parle pourtant pas⁴⁰). Il a eu le temps, avant cela, de reprocher au chef d'État israélien de « tuer des enfants ».

Cet accrochage a-t-il été calculé ? Ou est-ce une réaction spontanée et non anticipée ? Il est difficile de répondre avec précision. La doctrine défendue par Ahmet Davutoğlu est favorable à un rapprochement avec les pays arabes et un soutien plus actif à la cause palestinienne ; et celui qui était alors conseiller de Recep Tayyip Erdoğan avait sévèrement critiqué l'alliance turco-israélienne dans le passé. Toutefois, il est peu probable qu'il ait soufflé au Premier ministre de déclencher un incident sortant autant du cadre diplomatique. Selon Yaşar Yakış, qui a bien connu les deux hommes en tant qu'ancien ministre de l'AKP, l'initiative est venue de Recep Tayyip Erdoğan⁴¹. Entretenant de bonnes relations avec de nombreuses figures de la diplomatie turque, Ali Balcı estime pour sa part que le Premier ministre s'est certes inspiré de l'analyse de son conseiller, sur la nécessité d'un rapprochement avec le monde arabe, mais qu'il portait déjà cette vision en arrivant au pouvoir et qu'il est à l'origine de l'incident⁴². Comme le note l'universitaire Nasuh Uslu, il est du reste important de comprendre que, comme souvent en Turquie, la pratique de la politique étrangère a aussi une vocation intérieure, Recep Tayyip Erdoğan cherchant à obtenir l'approbation de son opinion publique⁴³.

L'affaire s'inscrit certes dans la logique pro-active, en cela qu'il s'agit de remettre la Turquie au cœur de l'actualité internationale et d'en donner une image valorisante, mais la méthode est différente de celle privilégiée par Ahmet Davutoğlu. Aussi, de son arrivée aux affaires jusqu'au printemps 2010 doit-il composer avec l'incertitude sur les relations entre les deux États. Plusieurs crises affaiblissent les relations entre les deux pays, comme celle de janvier 2010, où l'ambassadeur turc est convoqué dans des conditions humiliantes par le ministre des Affaires

³⁹ FIELDES Harriet. « International Fluctuations and Domestic Limitations : Turkish-Israeli Relations in the New Millenium ». In IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 143.

⁴⁰ BOZDÉMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 105.

⁴¹ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁴² Entretien avec l'auteur, 13 juin 2018.

⁴³ USLU Nasuh. « Türkiye'nin Yeni Orta Doğu Yaklaşımı » [La nouvelle approche moyen-orientale de la Turquie]. *Bilig*, n° 52, hiver 2010, p. 153.

étrangères israélien qui entend protester contre la diffusion en Turquie d'une série télévisée à la tonalité anti-israélienne. Les écrits de l'époque témoignent de ce climat d'incertitude. Fin 2009, par exemple, l'ORSAM publie une analyse dont la conclusion prévoit de nouvelles crises et la remise en cause de l'alliance turco-israélienne⁴⁴. Mais au début de l'année 2010, le même centre de recherche publie une autre analyse selon laquelle la rupture entre les deux pays est impossible, la Turquie tenant trop à son rôle de médiatrice, et Israël ne pouvant se permettre de perdre une puissante alliée⁴⁵.

Le 31 mai 2010, l'armée israélienne intervient pour empêcher une flottille internationale d'accoster à Gaza. Sur le Mavi Marmara, bâtiment affrété par l'ONG turque İHH, l'arraisonnage tourne mal et les soldats israéliens tuent neuf citoyens turcs, ainsi qu'un Américain d'origine turque. Ce drame va entraîner une très grave crise entre les deux pays. Ahmet Davutoğlu, qui présente l'évènement comme « notre 11 septembre⁴⁶ », doit gérer pour la première fois un accident pour lequel la doctrine ne donne pas de solution précise. Toutefois, dans la logique de pacification des relations de voisinage, il tente une résolution diplomatique de la crise. Lors de rencontres confidentielles avec Benyamin Ben Elizer, ministre du Travail et du Commerce israélien réputé turcophile, à Bruxelles, il exprime cinq demandes⁴⁷ : des excuses à la Turquie, le paiement d'une indemnité aux familles des victimes ; une commission indépendante pour enquêter sur les évènements ; la restitution des trois bateaux confisqués ; et la levée du blocus sur Gaza. D'après Yaşar Yakış⁴⁸, cette dernière demande, sûrement la plus dure à remplir, aurait été exigée par Recep Tayyip Erdoğan. Cela confirmerait que se développe alors au sein de l'AKP une ligne dure, peu encline à favoriser la méthode de négociations d'Ahmet Davutoğlu. Cengiz Çandar, un des journalistes les plus influents sur la politique étrangère de l'AKP, estime que le rejet de ces demandes devrait entraîner une rupture des

⁴⁴DUMAN Bilgay. « Türkiye-İsrail İlişkilerinde Tatbikat Krizi » [La crise opérationnelle dans les relations turco-israéliennes]. ORSAM (en ligne). 14 octobre 2009. Disponible sur : <http://orsam.org.tr/orsam/DPAnaliz/12175?dil=en> (dernière consultation : 29 avril 2018).

⁴⁵ TONKUŞ Selen. « Türkiye-İsrail İlişkileri: Durum Değerlendirmesi » [Relations Turquie-Israël : Une évaluation de la situation]. ORSAM (en ligne). 2 février 2010. Disponible sur : <http://orsam.org.tr/orsam/DPAnaliz/12262?dil=tr> (dernière consultation : 14 avril 2018).

⁴⁶ BÖLÜKBAŞI Yusuf Ziya. « Türkiye-İsrail İlişkileri » [Les relations Turquie-Israël]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem et al. *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 231.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 233-235.

⁴⁸ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

relations diplomatiques⁴⁹. Hüseyin Çelik, assistant du Secrétaire général de l'AKP, n'hésite pas à lier les attaques du PKK à l'action israélienne⁵⁰ !

Cette séquence montre ainsi deux appréciations différentes de la manière dont la logique proactive doit se traduire. Pour Recep Tayyip Erdoğan et un certain nombre de cadres de l'AKP, elle implique de prendre partie plus directement en faveur des Palestiniens, sans craindre la confrontation avec Israël qui peut en résulter. Ahmet Davutoğlu privilégie de son côté les actions de médiation et de négociation – le fait que ce soit le ministre du Commerce israélien qu'il ait choisi comme interlocuteur est assez révélateur d'une pensée qui fait de l'économie et du commerce un moyen d'aplanir les différends interétatiques. S'ils ont tous deux mis, dans une logique de diplomatie rythmique, la Turquie au cœur de l'agenda international, l'accord sur le nucléaire iranien et la crise ouverte avec Israël offrent deux modèles différents. Dans le premier cas, Ahmet Davutoğlu, à la manœuvre, mobilise tous les principes qu'il a théorisés pour parvenir à un accord qui doit renforcer l'image de médiatrice de la Turquie et montrer sa capacité à résoudre les problèmes internationaux. Dans le second cas, la volonté de séduire l'opinion publique turque et les pays arabes conduit à des actions au coup par coup, qui mobilisent parfois des acteurs non-étatiques comme l'ONG İHH, avec un résultat incertain et surtout l'impression d'une perte de contrôle de la diplomatie turque et de son principal praticien. Ce contraste révèle les limites de la diplomatie rythmique : la volonté de multiplier les initiatives diplomatiques peut conduire à des dissonances dans un contexte où le ministre des Affaires étrangères doit composer avec un pouvoir exécutif en quête de reconnaissance interne et internationale. Si l'application par Ahmet Davutoğlu de la doctrine ne semble alors pas connaître d'accroc, il paraît plus difficile au Premier ministre Erdoğan de suivre cette pratique soigneusement planifiée.

6.1.3. Une ambition multidirectionnelle et multidimensionnelle privilégiant le Moyen-Orient

Si les premières ouvertures turques à d'autres régions géopolitiques que l'Europe et les États-Unis remontent assez loin dans l'histoire, et se sont intensifiées dès les premières années de mandat de l'AKP, le processus s'accélère avec l'arrivée aux affaires d'Ahmet Davutoğlu. Emel

⁴⁹ BÖLÜKBAŞI Yusuf Ziya. *Op. cit.*, p. 235.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 231.

Parlar Dal considère d'ailleurs que la séquence 2009-2011 est la principale période de « diversification⁵¹ » de la politique étrangère turque. La logique multidirectionnelle et multidimensionnelle s'applique alors pleinement, voyant un engagement total, c'est-à-dire mobilisant l'ensemble des ressources étatiques et non-étatiques, pratiquement aux quatre coins du monde.

6.1.3.1. Un engagement inédit de la Turquie au Moyen-Orient

Si, à l'échelle planétaire, la logique multidirectionnelle – ou « diplomatie à 360° » s'applique à l'ensemble des régions géopolitiques, à l'échelle du Moyen-Orient, elle s'applique à l'ensemble des acteurs locaux. En ce sens, c'est avant tout cette région qui bénéficie de la diplomatie multidirectionnelle et multidimensionnelle. Si Emel Parlar Dal a raison d'estimer que l'orientation moyen-orientale de la Turquie après 2007 est une « normalisation⁵² », après 2009, ce stade est même largement dépassé. L'implication turque dans la région est alors bien plus importante que dans les autres régions voisines (UE et davantage encore Caucase, mer Noire et Balkans). Comme les liens étroits noués avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, ainsi que l'implication dans le conflit israélo-palestinien ont été largement développés dans les sections précédentes, cette sous-section vise plutôt à montrer que la Turquie ne laisse aucun espace vide au Moyen-Orient et se montre active même vis-à-vis de puissances plus lointaines ou porteuses de moins d'enjeux.

L'ouverture turque aux États du CCG date de quelques années avant l'arrivée au pouvoir d'Ahmet Davutoğlu. S'il est certain qu'en tant que conseiller, il a recommandé une plus grande implication dans cet espace considéré comme stratégiquement essentiel, ce n'est pas lui qui initie ce rapprochement. Abdullah Gül, qui a vécu à Djeddah de 1983 à 1991, se montre au départ beaucoup plus actif. Après avoir reçu le roi Abdallah d'Arabie Séoudite en 2006 et 2007, il se rend à son tour à Riyad en 2009. En septembre 2008, la Turquie est déclarée « partenaire stratégique » du CCG, ce qui est une avancée majeure : c'est la première fois qu'un pays situé hors de la région du Golfe acquiert un tel statut⁵³. En arrivant à son ministère, Ahmet Davutoğlu reprend les rênes de cette politique, sans changement de ligne. Il ne manque d'ailleurs pas de

⁵¹ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018. Elle emploie ce terme en français.

⁵² *Ibid.*

⁵³ OKTAV Özden Zeynep. « Quo Vadis Turkey-CCG States Relations ? A Turkish Perspective ». *Insight Turkey*, vol. 20, n° 2, 2018, p. 109.

souligner le caractère exceptionnel de cette relation lors de la première réunion organisée dans le cadre de ce partenariat stratégique, en juillet 2009. Il précise par ailleurs, fidèle à ses méthodes d'action, que le lien ainsi créé n'est pas seulement politique, mais également économique et culturel⁵⁴. On retrouve ici le caractère multidimensionnel de la politique étrangère turque, puisque les relations nouées le sont à la fois de manière bilatérale et multilatérale, et ne se limitent pas à une simple coopération politique. Avec le CCG, et après l'Iran, la Syrie et l'Irak, la Turquie noue ainsi une relation forte avec un acteur majeur de la région. Mais quelques exemples montrent qu'elle n'oublie pas des acteurs secondaires.

Ainsi le pays n'hésite-t-il pas à proposer sa médiation non seulement entre plusieurs pays, mais également au sein même de ces États entre les différentes forces politiques qui s'y affrontent. Le Moyen-Orient est la seule région dans laquelle la Turquie met en place cette pratique, et particulièrement dans la séquence 2009-2011. En 2010, par exemple, elle aide à la résolution des crises gouvernementales qui secouent l'Irak, mais également le Liban, petit pays où son influence croît progressivement⁵⁵. Elle avait d'ailleurs, dès 2008, soutenu la mission chargée de fixer la frontière entre ce pays et Israël⁵⁶. Là où cet activisme est avant tout à la recherche de prestige, d'autres impératifs dictent la politique multidirectionnelle de la Turquie au Moyen-Orient. Celle-ci s'étend ainsi jusqu'à la Libye où, cette fois-ci, les motifs économiques prévalent. De 2009 à 2011, les relations entre les deux pays connaissent un spectaculaire rapprochement, initié par la visite de Recep Tayyip Erdoğan à Tripoli en novembre 2009. Le Premier ministre est accompagné de près de 150 entrepreneurs et hommes d'affaires ; l'intensification des échanges économiques entre les deux pays conduit la Turquie à faire 1,8 milliard de dollars d'exportation vers la Libye en 2009, puis plus de 2 milliards en 2010⁵⁷. Si l'économie est le moteur de la relation turco-libyenne, celle-ci se traduit aussi par des gestes politiques que les autorités turques n'avaient peut-être pas totalement anticipés, comme la

⁵⁴ « Türkiye-Körfez İşbirliği Konseyi Ekonomik Yüksek Düzeyli Stratejik Diyalog I. Dışişleri Bakanları Toplantısı Sonrasında Yapılan Ortak Basın Toplantısı » [Conférence de presse consécutive à la première réunion des ministres des Affaires étrangères pour le dialogue de haut niveau économique]. In Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı [Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie] (en ligne). 8 juillet 2009. Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/turkiye-korfez-isbirligi-konseyi-ekonomik-yuksekk-duzeyli-stratejik-diyalog-i_-disisleri-bakanlari-toplantisi-sonrasinda-yapilan.tr.mfa (dernière consultation: 4 juillet 2018).

⁵⁵ KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie : les ambitions régionales et mondiales d'une puissance moyenne ». In AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali (dir.). *La Turquie, d'une révolution à l'autre*. Paris : Fayard, 2013, p. 266.

⁵⁶ SİNKAYA Bayram. *Op. cit.*, p. 94.

⁵⁷ SEMO Marc. L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque. In SCHMID Dorothée. *Op. cit.*, p. 264-265.

remise assez pittoresque du « prix Kadhafi des droits de l'homme » à Recep Tayyip Erdoğan en décembre 2010...

Durant les deux premières années du mandat d'Ahmet Davutoğlu, la logique multidirectionnelle et multidimensionnelle ne s'applique donc pas seulement « au » Moyen-Orient, mais même « en son sein ». La Turquie intensifie ses relations avec l'ensemble des acteurs, sans en négliger aucun, en travaillant tant le niveau multilatéral que les relations bilatérales, en œuvrant avec les acteurs étatiques mais aussi les forces politiques non-étatiques, enfin en accordant aux domaines économique, culturel et religieux la même importance qu'au domaine politique. Cette priorité accordée au Moyen-Orient ne doit pas pour autant laisser penser que le gouvernement turc néglige ses alliances traditionnelles.

6.1.3.2. Le maintien des alliances européenne et américaine

Si Ahmet Davutoğlu se montrait, dans les années 1990, pour le moins sceptique sur l'alliance américaine de la Turquie et le processus d'intégration européenne, cette méfiance ne se reflète pas dans la doctrine. D'une part en raison de l'assouplissement de sa vision, que révèlent ses écrits des années 2000 ; d'autre part sous l'influence d'Abdullah Gül, de Recep Tayyip Erdoğan et des intellectuels pro-américains (comme Yalçın Akdoğan ou Cüneyd Zapsu) qui ont influencé les premières années de pouvoir de l'AKP. Dans ce contexte, le principe multidirectionnel inclut les alliances occidentales, considérant que l'ouverture de la Turquie aux autres régions ne les remet pas en cause, mais renforce au contraire sa valeur stratégique en leur sein. De 2009 à 2011, on constate un essai de mise en application de cette idée. D'une part, les relations avec les États-Unis connaissent une réelle amélioration, à la faveur du changement d'administration américaine. D'autre part, on constate un effort turc pour relancer les négociations d'adhésion à l'UE, même si les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts fournis.

L'alliance occidentale reste la priorité diplomatique de la Turquie : c'est le ton général qui se dégage de la sphère gouvernementale et du champ intellectuel turcs lorsque la question de son positionnement géopolitique commence à se poser à l'étranger, à partir de 2009 et surtout de 2010. Cette année-là, le centre de recherche USAK, réputé proche de la confrérie de Fethullah

Gülen⁵⁸ et donc des milieux conservateurs turcs, publie une série d'entretiens rassemblés dans deux volumes⁵⁹. Si de nombreux thèmes y sont abordés, la question de fond, toujours posée, est celle des alliances de la Turquie et de l'éventualité de nouveaux partenariats (Moyen-Orient, Asie Centrale...) Les personnes interrogées représentent des courants politiques divers, avec une majorité de conservateurs. Or, il est frappant de noter qu'à chaque fois que la question de l'alliance occidentale (à savoir essentiellement le maintien dans l'OTAN et la relation bilatérale avec les États-Unis) est posée, elles considèrent que la politique étrangère de l'AKP ne remet absolument pas celle-ci en question. Çağrı Erhan, qui dirige alors le Centre de Recherches Transatlantiques de l'USAK, estime ainsi que la globalisation interdit toute alternative à l'Occident, avec lequel la Turquie entretient des liens non seulement culturels, mais aussi économiques et technologiques⁶⁰. Şevket Ovalı, professeur de relations internationales, estime qu'il n'existe pas de problème sérieux entre la Turquie et les organisations occidentales comme l'OTAN⁶¹. Le journaliste ottomaniste Cengiz Çandar se montre beaucoup plus critique sur cette dernière organisation, perçue comme une relique de la guerre froide ; toutefois, il estime que l'idée d'une alliance alternative avec la Russie, la Chine ou l'Iran relève de la « fantaisie » et se montre partisan du maintien des alliances occidentales au même niveau que les autres partenariats⁶². Il apparaît assez clairement que la mise en application de la doctrine de l'AKP n'est pas perçue comme un reniement des alliances classiques.

En effet, sous Ahmet Davutoğlu, on assiste après 2009 à une tentative de mise en application de la logique multidirectionnelle de façon à préserver les alliances occidentales, à commencer par l'alliance américaine. Ce n'est d'ailleurs pas seulement un choix turc, mais aussi une conséquence logique de l'arrivée au pouvoir, à Washington, d'un nouveau président, Barack Obama, qui affiche ouvertement son ambition de renouer une relation apaisée avec les pays

⁵⁸ Il n'existe à proprement parler aucun lien organique direct entre la confrérie et l'USAK. Toutefois, les fondateurs et cadres du *think tank* ont la réputation d'être en majorité, sinon membres, du moins sympathisants de la confrérie de Fethullah Gülen. Ce lien est établi par plusieurs des interlocuteurs qui ont été consultés pour l'écriture de cette thèse.

⁵⁹ DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Mülakatlarla Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque par les entretiens]. Ankara : USAK, 2010, 2 vol.

⁶⁰ EHRAN Çağrı. « 'Türkiye, Ortadoğu'da ABD Ne İstediye Yapmıştır' » ['La Turquie a fait tout ce que les États-Unis ont voulu au Moyen-Orient']. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Op. cit.*, vol. 1, p. 55.

⁶¹ OVALI Şevket. « 'Dış Politika Sadece Kendi Tercihlerimizin Değil, Uluslararası Konjonktürün de bir Ürünüdür' » ['La politique étrangère n'est pas seulement un produit de nos propres préférences, mais aussi de la conjoncture internationale']. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Op. cit.*, vol. 1, p. 348-349.

⁶² ÇANDAR Cengiz. « 'Türk Dış Politikasının Değişmeyecek Hiçbir Hükümü Olamaz' » ['Il ne peut y avoir aucun jugement sur la politique étrangère turque qu'on ne puisse modifier']. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Op. cit.*, vol. 2, p. 108-109, 112 et 122-123.

musulmans. Peu avant sa nomination au ministère des Affaires étrangères, en mars 2009, Ahmet Davutoğlu se rend à Washington en visite officielle ; il en revient très enthousiasmé par la nouvelle administration américaine, avec laquelle il pense un rapprochement très faisable⁶³. Barack Obama se rend peu après en Turquie, les 6 et 7 avril, et qualifie la relation bilatérale de « modèle⁶⁴ ». Si l'accord avec l'Iran et le Brésil, la crise avec Israël et, surtout, l'intensification de la relation turco-arménienne affaiblissent l'alliance américaine au cours de l'année 2010, le gouvernement turc s'emploie malgré tout à la préserver. Sur des sujets annexes, il lui donne même la priorité. Ainsi, en dépit des réticences de la Russie, la Turquie poursuit sa participation au projet Nabucco. Or, la première motivation d'Ankara pour la poursuite de ce projet est de se voir davantage intégrée dans le bloc euro-atlantique⁶⁵. Cette motivation ne concerne pas seulement l'alliance américaine, mais également le processus d'intégration à l'UE.

Il y a de 2009 à 2011 une réelle volonté turque de combiner l'ouverture de nouveaux fronts diplomatiques au processus d'intégration à l'UE, les deux devant se renforcer mutuellement.

Davantage qu'Ahmet Davutoğlu, c'est ici Recep Tayyip Erdoğan qui relance l'impulsion⁶⁶. Jusqu'au début de l'année 2009, le poste de négociateur en chef pour l'UE était rempli par le ministre des Affaires étrangères, Ali Babacan. Mais le 9 janvier 2011, ce dernier se voit déchargé de cette fonction au profit d'Egemen Bağış, un des conseillers du Premier ministre. Il faut y voir une volonté claire de relancer un processus alors stagnant ; négociateur en chef pour l'adhésion est désormais un poste à part entière, et non une fonction annexe du ministère des Affaires étrangères. Une autre conséquence de cette décision est qu'Ahmet Davutoğlu n'occupera jamais le poste de négociateur en chef pour l'UE, restant donc en relatif retrait. Ancien dirigeant de la Fédération des Associations Turco-Américaines, Egemen Bağış est attaché aux alliances occidentales de la Turquie et, encouragé par le soutien de Barack Obama à la poursuite des négociations, il va tâcher de leur redonner un certain dynamisme. Par exemple, alors que le Groupe d'Observation des Réformes, qui réunit les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice des pays européens et de la Turquie, ne s'était réuni que 13 fois entre 2003 et 2009, il va se réunir 8 fois entre 2009 et 2010⁶⁷. Toutefois, les auteurs qui

⁶³ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 321.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ « Türkiye Nabucco'dan Çekilir mi ? » [La Turquie est-elle retirée de Nabucco ?]. In ORSAM (en ligne). 27 janvier 2009. Disponible sur : <http://orsam.org.tr/orsam/DPAnaliz/12063?dil=tr> (dernière consultation : 16 juillet 2018).

⁶⁶ D'après Beril Dedeoğlu, ancienne ministre des Affaires européennes, il était alors bien plus favorable au processus d'adhésion que la moyenne des cadres de l'AKP (entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017).

⁶⁷ ARAT Tuğrul, BAYKAL Sanem. « AB'yle İlişkiler » [Les relations avec l'UE]. In DAYIOĞLU Ali, ORAN Baskın, ATAT Funda Keskin et.al. *Op. cit.*, p. 389.

citent ce chiffre y voient davantage « des efforts et tentatives de sauver la situation⁶⁸ ». Et effectivement, les tentatives turques semblent paradoxalement aboutir à une dégradation de la situation avec l'UE. Les entretiens réalisés par l'USAK en 2010 montrent ainsi une vision beaucoup plus pessimiste des rapports Turquie-UE que des rapports Turquie-OTAN. Les réponses d'Ümit Özdağ (qui sera plus tard le conseiller en politique étrangère du parti nationaliste İYİ et de sa présidente Meral Akşener, candidate à l'élection présidentielle de 2018) permettent de comprendre ce paradoxe : il estime qu'il y a bien de nombreux problèmes avec l'UE, mais que c'est à celle-ci, et non au gouvernement turc, que ceux-ci sont imputables⁶⁹. En d'autres termes, il apparaît finalement que la tentative turque de relancer le processus d'adhésion à l'UE, dans le cadre d'une doctrine qui le rend complémentaire des autres ouvertures, s'essouffle rapidement face au sentiment d'un blocage venant des Européens ; entraînant par contre-coup une forme de désillusion parmi les élites turques.

6.1.3.3. De la Chine à l'Asie Centrale : le retour des thématiques eurasistes

L'année 2010 marque une étape importante dans la mise en application de la logique multidirectionnelle, car elle est celle où la Turquie se tourne sérieusement vers son flanc asiatique. Jusqu'alors, la « diplomatie à 360° » équivalait avant tout à une forme d'équilibre entre les alliances occidentales et l'implication moyen-orientale. À partir de 2010, un intérêt renouvelé pour le continent asiatique donne encore plus de sens à ces « 360° », puisqu'après s'être tournée vers l'Ouest puis le Sud, la Turquie regarde à l'Est. Se percevant déjà comme européenne et occidentale, musulmane et moyen-orientale, elle se veut de plus en plus eurasiatique, une thématique jusqu'alors réservée aux mouvements nationalistes. Cet intérêt renouvelé pour l'eurasisme passe, sous la houlette d'Ahmet Davutoğlu, par deux flèches directrices : sur le plan culturel et politique, les liens avec les pays turciques d'Asie Centrale sont renforcés ; mais la primauté donnée à l'économie et au commerce conduit surtout la Turquie à une offensive diplomatique d'envergure envers la Chine.

Le 4 février 2010, à l'occasion d'un discours public, Ahmet Davutoğlu marque un intérêt inédit pour l'Eurasie comme espace géopolitique. En plus d'y proposer une intensification du dialogue

⁶⁸ *Ibid.* Leur analyse est partagée par Beril Dedeoğlu, qui estime qu'à partir de 2009, malgré une bonne volonté turque réelle, commence une réelle dégradation des relations avec l'UE.

⁶⁹ ÖZDAĞ Ümit. « 'Türkiye, AB ile İlişkilerini Hızla Tam Üyelik Süreci Dışına Taşımali' » [‘La Turquie doit faire sortir l'idée d'un processus d'adhésion rapide de ses relations avec l'UE']. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Op. cit.*, vol. 2, p. 211-212.

politique, il considère que c'est une région au cœur de la politique économique internationale. Citant l'exemple de discussions de haut niveau, il fait savoir qu'il souhaite « étendre notre politique de zéro problème et de coopération maximale avec les voisins à l'Eurasie⁷⁰ ». Cette intervention annonce un activisme nouveau dans cette région qui avait été délaissée depuis les années 1990. Le 25 mai 2010, Hakan Fidan, jusqu'alors sous-secrétaire d'État adjoint (2007-2010) au cabinet de Recep Tayyip Erdoğan, est nommé à la tête du MİT. Ce professeur de relations internationales a travaillé de 2003 à 2007 pour l'agence TİKA, qui investissait beaucoup en Asie Centrale, et il appartient au courant eurasiste turc⁷¹. Alev Kılıç, qui dirige depuis 2013 le Centre d'Études pour l'Eurasie [*Avrasya İnceleme Merkezi, AVİM*], un *think tank* d'orientation eurasiste fondé en 2009, témoigne d'un intérêt nouveau des milieux politiques pour ces travaux à partir de 2010⁷². Lorsque l'on en vient aux applications concrètes de cette ambition nouvelle, on constate en premier lieu une intensification des relations avec l'Asie Centrale.

La mise en place en 2009 du Conseil Turcique [*Türk Konseyi, TK*] favorise l'approche turque des pays turcophones d'Asie Centrale. Encore faut-il remarquer que la Turquie s'y aventure relativement prudemment, une prudence qui contraste avec l'enthousiasme de son approche dans les années 1990. Davantage que des projets de grande union politique turcophone, l'administration d'Ahmet Davutoğlu propose une approche économique. Les élites turques s'intéressent à des pays comme le Turkménistan en raison de son pétrole, mais n'hésitent pas à se montrer sceptiques sur la fiabilité d'un partenariat politique⁷³. En fait, comme l'explique Bayram Balci l'AKP « s'attache à lier des relations économiques solides, sans toutefois s'épuiser vainement à la tâche⁷⁴. » La recherche de ces marchés n'empêche évidemment pas la coopération politique : du 7 au 9 juin 2010, pour la première fois depuis sa fondation, la Conférence pour l'Interaction et les mesures de Confiance en Asie (CICA) se réunit à Istanbul.

⁷⁰ Cité dans TÜFEKÇİ Özgür. *The foreign policy of modern Turkey : Power and the Ideology of Eurasianism*. Londres : I.B.Tauris, 2017, p. 198.

⁷¹ Sur l'eurasisme en Turquie, voir la 3^{ème} section, 2^{ème} sous-partie du chapitre 2 de cette thèse. L'ouvrage d'Özgür Tüfekçi mentionné en note précédente est une remarquable synthèse qui explore les différents aspects de cette idéologie dans le champ politique, intellectuel et stratégique turc. Sur Hakan Fidan, voir également le chapitre 1 (2^{ème} section de la 2^{ème} sous-partie) de la présente thèse.

⁷² Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017. Alev Kılıç était à cette époque ambassadeur de Turquie à Mexico ; aussi son témoignage n'est-il pas direct, mais s'appuie sur ses échanges avec ses collègues et son prédécesseur.

⁷³ - EHRAN Çağrı. *Op. cit.*, p. 61.

- MÜTFÜLER-BAÇ Meltem. « 'Alternatif Oluşturabilecek Olan ne Rusya, ne İran, ne de Çin'dir' » ['Ceux qui pourront constituer une alternative ne sont ni la Russie, ni l'Iran, ni la Chine']. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Op. cit.*, vol. 1, p. 201.

⁷⁴ BALCI Bayram. « Les jeux d'influence de la Turquie en Asie centrale ». *Questions Internationales*, n° 82, novembre-décembre 2016, p. 50.

Certes, cette organisation régionale est ouverte à l'ensemble des pays asiatiques ; mais sa fondation s'est faite à l'initiative du Kazakhstan et ce forum avait lieu jusqu'à présent à Astana, ce qui lui confère une forte dimension centrasiatique. La réunion intervenant peu après l'abordage du Mavi Marmara, le président Abdullah Gül y obtient notamment une condamnation presque unanime des membres envers les actions israéliennes, ce qui est perçu comme un soutien diplomatique important⁷⁵. Deux autres réunions de la CICA auront lieu en Turquie, le 24 janvier puis le 30 mai 2011. Toutefois, l'approche centrasiatique apparaît relativement timide par rapport à l'ouverture turque à la Chine.

En 2009 encore, la répression chinoise à l'égard des Ouïghours, ces turcophones peuplant la province orientale du Xinjiang⁷⁶, attisait les tensions entre la Chine et la Turquie. Il y a bien une visite d'Abdullah Gül à Pékin en juin, une première depuis 14 ans, d'autant que le président est accompagné d'hommes d'affaires et de plusieurs ministres ; toutefois, il reste encore prudent lors de ce séjour, affirmant notamment que la Chine ne saurait être une alternative à l'UE ou aux États-Unis⁷⁷. Mais à partir de 2010, les relations bilatérales connaissent une remarquable amélioration. Dans son discours du 4 février, Ahmet Davutoğlu se réfère à plusieurs reprises à la Chine, qui jusqu'alors paraissait assez peu présente dans les discours officiels turcs. Il est vrai que cette intervention fait suite à une visite de Yang Jiechi, ministre des Affaires étrangères chinois (2007-2013), au cours de laquelle il avait discuté avec son homologue turc de solutions communes à plusieurs problématiques internationales⁷⁸. C'est ensuite Wen Jiabao, Premier ministre chinois (2003-2013), qui se rend en Turquie, en mars suivant. Il y a à cette époque une tentative chinoise d'utiliser l'influence turque pour pacifier le Xinjiang. L'idée est d'obtenir qu'Ankara exerce son influence sur les Ouïghours pour les détourner du combat séparatiste ; en retour, la Turquie serait garante du bon traitement de cette minorité par la Chine⁷⁹. Suite à cette visite, plusieurs signes de rapprochement sont donnés. Si Pékin ne soutient pas l'accord tripartite avec l'Iran et le Brésil, elle se range en revanche du côté de la Turquie lors de la crise du Mavi Marmara⁸⁰. Ahmet Davutoğlu se rend pour sa part en Chine en octobre 2010. Les objectifs de ce voyage sont avant tout la coopération économique et l'intensification des

⁷⁵ AKYURT Ali, ÇAMAN Efe. « Caucasus and Central Asia in Turkish Foreign Policy : The Time Has Come for a New Regional Policy ». *Alternatives : Turkish Journal of International Relations*, vol. 10, n° 2-3, 2011, p. 48.

⁷⁶ À laquelle les Turcs se réfèrent généralement sous le nom de « Turkestan oriental ».

⁷⁷ KELLNER Thierry. « La Chine et la Turquie : entre compétition et partenariat ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Op. cit.*, p. 221-223.

⁷⁸ « Türkiye ile Çin Stratejik Çalışma Grubu Oluşturuyor » [Un groupe de travail stratégique entre la Turquie et la Chine voit le jour]. *Zaman*, 28 janvier 2010.

⁷⁹ PEHLİVANTÜRK Bahadır. *Op. cit.*, p. 181.

⁸⁰ KELLNER Thierry. *Op. cit.*, p. 236.

échanges commerciaux ; les accords signés prévoient notamment de passer de 17 milliards de dollars d'échanges à 50 milliards en l'espace de cinq ans, de faire de la Chine le deuxième partenaire commercial de la Turquie, et de cette dernière le 17^{ème} partenaire commercial des Chinois⁸¹. Comme à son habitude, Ahmet Davutoğlu fait de l'économie le fer-de-lance de sa politique étrangère, tout en sachant l'utiliser pour aboutir à des objectifs politiques et stratégiques. Il est assez significatif que la Chine soit invitée, en octobre, à participer à des exercices de l'Armée de l'Air turque – c'est la première fois de l'histoire que des exercices conjoints réunissent les forces chinoises et des forces d'un pays de l'OTAN⁸². Un mois plus tard, de nouveaux exercices communs ont lieu à l'École et centre d'entraînement des commandos d'Eğirdir⁸³. Le rapprochement avec la Chine est donc multidimensionnel, impliquant tant le monde économique que les milieux militaires. La coopération culturelle n'est pas en reste, et « l'année de la Chine en Turquie », en 2012, puis « l'année de la Turquie en Chine » en 2013 en seront l'aboutissement. En se tournant ainsi vers son flanc oriental, la diplomatie turque arrive en 2010 à une forme d'équilibre, concrétisant de manière inédite l'idée de « diplomatie à 360° ». Ce qui ne lui fait pas abandonner son investissement dans des régions plus lointaines...

6.1.3.4. La poursuite de l'ouverture à l'Afrique et à l'Amérique Latine

Si les écrits antérieurs d'Ahmet Davutoğlu accordaient une certaine importance à l'Afrique Subsaharienne mais laissaient totalement de côté l'Amérique Latine, la pratique de Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, qui leur accordent une importance croissante, conduit à l'inclusion de ces deux espaces dans la doctrine. Selon l'idée des cercles concentriques, toutes deux appartiennent au troisième cercle d'influence, celui qui n'est pas géopolitiquement essentiel mais peut servir d'espace d'influence et d'expansion de la puissance turque.

Dans ces régions, la séquence 2009-2011 n'est pas marquée par un accroissement spectaculaire de l'investissement turc, mais davantage par la poursuite et l'approfondissement progressifs des politiques entamées à partir de 2005. L'économie et le commerce sont au cœur de ces échanges. En 2009, Abdullah Gül se rend en Tanzanie et au Kenya, l'occasion pour près de 1000 hommes

⁸¹ ÇOLAKOĞLU Selçuk. *Dünya Düzeninde Çin ve Türkiye-Çin İlişkileri* [La Chine et les relations Turquie-Chine dans l'organisation du monde]. USAK : Ankara, 2012, p. 152.

⁸² FIDAN Giray. « Turkish-Chinese Relations ». In IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 633.

⁸³ TEMİZ Kadir. « An Illustration of Sino-Turkish Relations : The Cyprus Question ». *Insight Turkey*, vol. 20, n° 1, hiver 2018, p. 90.

d'affaires turcs et africains de se rencontrer et d'établir des partenariats solides⁸⁴. On constate qu'une fois de plus, la logique multidimensionnelle qui induit un rôle solide pour les acteurs économiques est mise en application. L'héritage du premier mandat de l'AKP, marqué par des visites de haut niveau pour concrétiser les relations diplomatiques, est également très visible. Il l'est davantage encore dans les relations avec l'Amérique Latine. De 2009 à 2011, Recep Tayyip Erdoğan se rend au Mexique (décembre 2009), au Brésil et au Chili (mai 2010). La Turquie reçoit de son côté les visites du président brésilien Lula da Silva en 2009, puis de Dilma Rousseff qui lui a succédé, de la présidente argentine Cristina Kirchner et du président colombien Juan Manuel Santos en 2011⁸⁵. Le Brésil est la principale puissance latino-américaine avec laquelle la Turquie développe ses relations, et ce n'est pas un hasard s'il se verra associé à la tentative de règlement du nucléaire iranien⁸⁶. Dans une optique multidimensionnelle, la Turquie s'intéresse aussi aux organisations internationales latino-américaines, et signe en décembre 2010 un mémorandum l'associant au MERCOSUR⁸⁷.

* * *

La logique multidirectionnelle et multidimensionnelle de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP connaît entre 2009 et 2011 sa plus complète application. Elle est avant tout mise en œuvre au Moyen-Orient, permettant un investissement jusqu'alors inégalé de la Turquie dans cet espace ; cependant, la tentative (plus ou moins réussie) de maintenir de bonnes relations avec les partenaires occidentaux, et l'ouverture inédite au monde asiatique dans une perspective eurasiste permettent d'équilibrer cette focalisation moyen-orientale. Enfin, les espaces plus lointains comme l'Afrique et l'Amérique Latine sont toujours un espace d'activité diplomatique pour la Turquie. Cette « diplomatie à 360° » répond par ailleurs largement au principe multidimensionnel : des acteurs locaux aux organisations internationales, en passant par les États, la Turquie s'adresse à tous les partenaires possibles ; et elle mobilise pour cela toutes ses

⁸⁴ TEPECİKLİOĞLU Elem Eyricce. « Afrika Türk dış politikasına ne kadar uzak ? » [La politique étrangère turque en Afrique : jusqu'où ?] In DEMIRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Op. cit.*, p. 257-258.

⁸⁵ AKILLI Erman, DONELLI Federico. « Reinvention of Turkish Foreign Policy in Latin America : The Cuba Case ». *Insight Turkey*, vol. 18, n° 2, 2016, p. 171-172.

⁸⁶ LEVAGGI Ariel González. « Turkey and Latin America : A New Horizon of a Strategic Relationship ». In IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 619-620.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 621.

ressources, dans tous les domaines. Elle développe à cet effet les outils développés dans la doctrine pour faciliter sa mise en œuvre.

6.2. L'utilisation de nouveaux outils

La pensée stratégique et diplomatique de l'AKP, sans rejeter les méthodes diplomatiques traditionnelles, définit de nouveaux outils d'action. La période 2009-2011 est l'occasion de les voir mis en application, non point pour la première fois – car beaucoup sont utilisés dès le premier mandat de l'AKP – mais de façon plus systématique et avec davantage d'intensité. Il en est ainsi du *soft power*, qu'Ahmet Davutoğlu a inclus dans sa pensée à partir de 2004, et qui devient de plus en plus un outil d'influence avec lequel le gouvernement sait jouer. Par ailleurs, la mobilisation des acteurs non-étatiques en synergie avec l'action de l'État est de plus en plus visible et devient un élément indépassable de la politique étrangère turque.

Comme on l'a vu, le *soft power*, lorsqu'il est évoqué par les responsables turcs, peut recouvrir des réalités très variées. Dans son acception la plus large par l'AKP, il intègre la diplomatie économique, censée servir de support à des avancées politiques. Si l'on se réfère à la définition qu'en donne Joseph Nye, il apparaît que le *soft power* repose avant tout sur des éléments culturels. Dans le cas de la vision d'Ahmet Davutoğlu, sa définition du *soft power* intègre le modèle démocratique turc⁸⁸, mais l'élargit parfois à ce qu'il appelle « *civil-democratic power* », opposé au « *military power*⁸⁹ ». Si l'on se réfère à cette interprétation très large, il est évident que l'accent mis sur la coopération économique et commerciale constitue en soi une application du *soft power*. Toutefois, même en se restreignant à l'acceptation classique, qui implique la capacité de séduire à travers un modèle politique, culturel, sociologique, il est intéressant de voir un réel développement de celui-ci entre 2009 et 2011.

C'est ainsi que l'Alliance des Civilisations, lancée en 2004 par Ahmet Davutoğlu et l'Espagnol José Luis Zapatero, connaît un certain renouveau. En 2009 a lieu à Istanbul sa deuxième rencontre ; dès 2010, la 3^{ème} rencontre a lieu à Rio de Janeiro – en cohérence avec l'approche turque vis-à-vis du Brésil ; en 2011, c'est Doha qui accueille la 4^{ème} rencontre⁹⁰. L'objectif

⁸⁸ DAVUTOĞLU Ahmet. « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 80.

⁸⁹ *Idem.* « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 20 mai 2010.

⁹⁰ BÜKE Koyuncu. *Op. cit.*, p. 260.

premier de ces réunions est de permettre à la Turquie de montrer son rôle d'intermédiaire entre les « civilisations » – une notion importante dans la doctrine. Toutefois, le *soft power* se développe avant tout dans la sphère culturelle, avec une réelle tentative pour faire connaître et découvrir la Turquie, son histoire, sa culture et sa société. À partir de 2010, Ankara développe ainsi un ambitieux programme de bourses qui doivent permettre l'accueil d'étudiants étrangers en Turquie. La priorité est donnée aux ressortissants de pays musulmans anciennement membres de l'Empire Ottoman⁹¹. Toutefois, d'autres programmes peuvent viser des espaces beaucoup plus lointains. C'est ainsi que la TIKA finance à La Havane une fondation pour un centre culturel et historique turc, en coopération avec l'ambassade de Turquie et l'université de la Havane ; élaboré en 2010, le projet est lancé en 2011. Il faut rappeler ici que la TIKA, lors de sa fondation (1992), avait essentiellement vocation à aider les pays de l'espace turcophone. On voit ainsi comment l'AKP élargit les prérogatives de ce type d'instruments en vue d'étendre son *soft power* dans le monde.

Dans la logique multidimensionnelle, les acteurs non-étatiques se voient également mis à contribution de manière renforcée à la fin de la décennie. C'est tout particulièrement le cas des ONG, qui deviennent de véritables auxiliaires de la politique étrangère turque⁹². On peut donner l'exemple de l'ONG İHH qui fait beaucoup parler d'elle au cours de l'année 2010. Elle est en effet celle qui organise le départ de la flottille à destination de Gaza, conduisant à la crise turco-israélienne. Bien qu'Ahmet Davutoğlu n'ait pas cherché à ce qu'une telle crise survienne, l'AKP apporte un soutien officieux à l'opération.

L'İHH aide également la pénétration turque en Afrique, où elle jouit, en raison de ses actions humanitaires et d'une campagne efficace de lutte contre la cataracte, d'une excellente réputation⁹³. Elle participe ainsi directement à la diffusion d'une image présentant la Turquie comme un État bienveillant, mais également assez puissant pour aider des populations lointaines.

Enfin, la séquence 2009-2011 témoigne d'une réelle volonté – certes déjà exprimée auparavant – de mobiliser les acteurs économiques dans la conduite de la politique étrangère. Il est

⁹¹ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 317.

⁹² JABBOUR Jana. *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*. Paris : CNRS, 2017, p. 99-104.

⁹³ BALCI Bayram. « La diplomatie active mais fragile de la Turquie en Afrique ». *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 100.

désormais très fréquent que les ministres ou le président turc, lors de leurs déplacements à l'étranger, soient accompagnés de chefs d'entreprise. Comme l'explique Ramazan Erdağ,

« les acteurs économiques importants ont pris l'habitude de voyager avec le Premier ministre ou le ministre des Affaires étrangères. En conséquence, il y a une complémentarité forte qui est apparue entre eux. Pendant les voyages, ils discutent ensemble, ils savent de quoi le ministre va parler, ils savent comment aborder le pays où ils vont⁹⁴. »

Il apparaît en fin de compte que la période allant du printemps 2009 au printemps 2010 est marquée par la pleine utilisation des outils prévus par la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, à savoir l'exercice d'un *soft power* qui s'appuie sur des acteurs étatiques et non-étatiques agissant en complémentarité. Pour ces raisons aussi, on peut considérer que la séquence 2009-2011 est celle où cette doctrine est mise en application de la manière la plus fidèle. Il est alors possible, malgré la relative étroitesse temporelle de cette séquence, d'essayer d'en tirer un bilan.

6.3. Essai d'un bilan

La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP s'appuie sur un certain nombre d'objectifs qu'elle se propose de permettre d'atteindre. S'il était encore difficile de se prononcer sur la séquence 2007-2009, au cours de laquelle elle s'élabore de pair avec la systématisation de certaines pratiques, la période 2009-2011 l'a vue mise en application de manière bien plus complète. Il est donc possible d'en tirer un premier bilan, qui s'appuie sur deux éléments. Premièrement, il s'agit de savoir si les objectifs ciblés ont été remplis, ou plus précisément si la doctrine a permis de progresser vers ces buts. Deuxièmement, il faut se pencher sur les limites et contradictions de la doctrine qui ont pu apparaître au cours de cette séquence ; elles expliquent en effet les évolutions ultérieures que celle-ci pourra se voir imposer.

⁹⁴ Entretien avec l'auteur, 3 avril 2018.

6.3.1. Commerce, pacification, reconnaissance internationale : quels objectifs atteints ?

Les objectifs déterminés par la doctrine semblent, entre 2009 et 2011, assez proches d'être atteints dans leur ensemble – et ce n'est pas un hasard si c'est à cette époque que la figure d'Ahmet Davutoğlu bénéficie d'un intérêt renouvelé, facilité il est vrai par sa nouvelle fonction de ministre des Affaires étrangères. D'une part, et c'était là un objectif prioritaire, l'économie turque poursuit sa croissance, malgré la crise économique mondiale, en profitant d'un dynamisme commercial qui s'intensifie. D'autre part, sur un plan sécuritaire, elle obtient clairement une amélioration, avec une coopération renforcée avec ses voisins du sud et les premières trêves avec le PKK. Enfin, et c'est probablement là que la doctrine a répondu le plus efficacement aux attentes, elle acquiert au niveau international un grand prestige et donc une capacité d'influence élargie – malgré, également, l'apparition des premières méfiances sérieuses de la part de ses partenaires traditionnels.

6.3.1.1. L'évolution du commerce extérieur

Au début de l'année 2011, l'état de l'économie turque suscite (déjà !) de nombreux débats. Si les observateurs reconnaissent en majorité son dynamisme et son émergence rapides, beaucoup mettent également en garde contre ses faiblesses structurelles et conjoncturelles, ou plus généralement contre le modèle qui l'a fait émerger. Il n'entre pas dans la cadre de cette étude d'évaluer la bonne santé de l'économie turque à cette époque ; il s'agit plutôt de savoir quelle y a été la contribution de la doctrine en politique étrangère et de sa mise en application. En effet, insérer pleinement la Turquie dans l'économie mondiale est le premier objectif mis en avant par la doctrine de l'AKP. Celle-ci a-t-elle rempli cet objectif ?

Si l'on s'arrête aux chiffres, la réponse doit être nuancée. Entre 2007 et 2011, le montant des importations de biens turques passe de 170 000 millions de dollars à 241 000 millions⁹⁵ ; les exportations passent sur la même période de 107 000 millions à 135 000 millions. Deux remarques peuvent ici être faites. Premièrement, la progression ne paraît pas spectaculaire ; il faut toutefois prendre en compte le bilan de l'année 2009, où la Turquie se voit frappée par la crise économique mondiale, et où son commerce extérieur se contracte, avec 141 000 millions

⁹⁵ Les chiffres des importations et exportations turques sont disponibles sur le site Perspective Monde, qui compile les données statistiques relatives à de nombreux pays, et particulièrement à leur commerce extérieur (<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/TUR/fr.html>, dernière consultation : 19 juillet 2018). Par souci de clarté, tous les chiffres sont ici arrondis au millier de millions.

d'importations et 102 000 millions d'exportations. Deuxièmement, on constate que le chiffre des importations augmente de près de 42%, alors que celui des exportations ne grimpe que de 26%. L'augmentation du commerce extérieur insère donc la Turquie dans les échanges mondiaux mais au prix d'une aggravation de son déficit commercial en termes de biens. Si les services ne représentent qu'une part mineure des échanges commerciaux turcs, la Turquie y reste en revanche excédentaire, ses importations passant, de 2007 à 2011, de 15 000 millions à 21 000 millions (soit 40% d'augmentation), tandis que ses exportations passent de 30 000 millions à 41 000 millions (37%). Sur le plan purement mathématique, il y a donc bien une progression du commerce extérieur turc, mais celle-ci n'accélère pas de manière significative par rapport aux années précédentes. Deux lectures sont alors possibles : ou celle qui considère que la doctrine n'a pas entraîné, sur le long terme, d'augmentation significative des échanges commerciaux turcs ; ou celle qui estime que son application plus systématique, à partir de 2009, a permis un redressement rapide après le choc de la crise économique mondiale. En tous les cas, la progression du commerce extérieur turc de 2007 à 2011, et plus spécifiquement de 2009 à 2011, est une réalité. L'objectif poursuivi par l'AKP est donc, au moins partiellement, atteint.

L'influence de l'application de la doctrine se retrouve en revanche dans la répartition du commerce extérieur. En 2013, la revue *Hérodote* donne ainsi la parole à deux économistes, Seyfettin Gürsel et Esen Çağlar. En abordant la question du commerce extérieur turc sous deux angles différents⁹⁶, ils partagent toutefois un même constat : celui d'une réorientation géographique des échanges. Si l'Europe demeure le premier partenaire commercial de la Turquie, les autres régions du globe, et plus spécifiquement le Moyen-Orient et l'Afrique, voient leur part dans ces échanges augmenter rapidement. L'objectif d'une Turquie comme « pays centre », inséré au cœur du commerce international, semble se rapprocher ; il peut réduire notamment la dépendance turque vis-à-vis du bloc européen. Mais Esen Çağlar met en garde : cette réorientation est à terme périlleuse pour l'économie turque, car ces nouveaux partenaires commerciaux n'importent pas des produits à haute valeur ajoutée, et l'augmentation de leur part peut décourager la production de ces produits en Turquie, et donc le passage d'une économie secondaire à une économie tertiaire⁹⁷.

⁹⁶ - GÜRSEL Seyfettin. « Le basculement historique du commerce extérieur turc vers l'Orient ». *Hérodote*, n° 148, 2013, p. 183-196.

- ÇAĞLAR Esen. « Où va l'économie turque ? Trois scénarios à long terme et leurs répercussions sur les politiques menées ». *Hérodote*, n° 148, 2013, p. 138-145.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 143.

6.3.1.2. Une réduction des risques sécuritaires

Jusqu'au début de l'année 2011, la Turquie connaît un processus réel de pacification de ses frontières extérieures aussi bien que de son champ politique et social interne. La doctrine stratégique de l'AKP cherche à atteindre un état de paix avec les voisins permettant la coopération économique et la résolution négociée des conflits, et un équilibre entre liberté et sécurité. Ces principes sont mis en application entre 2009 et 2011, avec d'une part la révision constitutionnelle de 2010 et les ouvertures culturelles aux populations kurdes, qui augmentent les libertés politiques ; d'autre part, le relatif apaisement du conflit avec le PKK ; enfin, le rapprochement entamé avec la Syrie, le Kurdistan irakien et l'Iran. L'AKP parvient-il ainsi à se rapprocher de l'apaisement souhaité des questions sécuritaires ?

Sur le plan de la sécurisation intérieure, les procès liés à l'affaire Ergenekon et les réformes constitutionnelles de 2010 réduisent le poids de deux adversaires traditionnels de l'AKP : l'Armée et la Justice. Ce faisant, les risques de déstabilisation internes diminuent largement, aucune de ces deux forces n'étant plus en capacité de menacer le maintien au pouvoir du parti. Cet état de fait facilite également une plus grande stabilité politique sous l'égide des conservateurs. Toutefois, il porte aussi en germe une forme de radicalisation de l'opposition qui peine de plus en plus à trouver ses espaces d'expression. Mustafa Doğan, sociologue spécialiste de la gauche turque, estime ainsi que c'est à partir du référendum constitutionnel de 2010, avant même les élections de 2011, que datent les premières fractures politiques qui divisent la Turquie, les adversaires de la réforme constitutionnelle se voyant mis en minorité sans capacité de proposer une alternative⁹⁸. Les grands procès impliquant l'Armée sont pour leur part très mal perçus au sein de cette institution, où domine l'idée qu'ils sont menés par la confrérie de Fethullah Gülen⁹⁹. Ils aggravent la fracture entre l'institution militaire et le parti au pouvoir, une situation porteuse de risque pour l'avenir.

Le rapprochement avec le GRK et les mesures d'ouverture culturelle accordées aux populations kurdes de Turquie entraînent une baisse des tensions dans le Sud-Est du pays. Le PKK, chassé de ses bases irakiennes et perdant une partie de ses militants, prêts à s'ouvrir aux propositions

⁹⁸ Entretien avec l'auteur, 24 mai 2018.

⁹⁹ Voir par exemple l'éditorial d'Özdemir İnce dans le quotidien d'opposition *Hürriyet* : İNCE Özdemir. « Ergenekon Belgelerinde Fethullah Gülen ve Cemaat » [Fethullah Gülen et la confrérie dans les documents d'Ergenekon]. *Hürriyet*, 29 août 2009.

de l'AKP, entame une série de trêves qui facilitent le développement économique de la région. L'arrêt des attaques terroristes et le processus de pacification encouragent les investisseurs à cibler cette zone, et plus spécifiquement la région de Gaziantep, véritable porte d'entrée économique vers la Syrie. Si la dissolution du DTP porte un coup à ce processus d'apaisement, il n'est pas suivi d'une explosion de violence comme auraient pu le craindre les autorités turques. Sur ce plan, la mise en application de la doctrine stratégique semble avoir abouti à de véritables réussites, et ce jusqu'à ce que la guerre civile syrienne remette en question, courant 2011, l'équilibre de la région.

Enfin, le processus de pacification des frontières, pratiquement achevé entre 2009 et 2011, permet à la Turquie de sortir, pour la première fois de son histoire, du complexe d'encerclement qu'elle ressent traditionnellement. Avec deux ennemis historiques, Chypre et l'Arménie, la situation stagne : les ouvertures entamées au milieu des années 2000 n'ont pas donné de résultats satisfaisants, mais ont durablement éloigné la menace d'un conflit militaire – que la disproportion des forces en présence rendait de toute manière très improbable. La poursuite du rapprochement avec la Syrie et les bonnes relations établies avec le GRK ont privé le PKK de base arrière et permis à Ankara de faire de fructueuses affaires économiques avec un pays et une région perçus comme des menaces par le passé. Enfin, si la Turquie échoue à résoudre la question nucléaire iranienne, ses efforts en ce sens lui valent d'être considérée par Téhéran davantage comme un interlocuteur et un agent de dialogue avec les pays occidentaux que comme un adversaire. Firouzeh Nahavandi rappelle que la détérioration des relations irano-occidentales pousse Téhéran à tenter un « déploiement [...] vers le reste du monde¹⁰⁰ » : c'est à cette ambition que l'AKP a su répondre au moment adéquat. Lorsque l'année 2010 s'achève, il est possible de dire, pour la première fois de son histoire, que la Turquie n'a à ses frontières aucune puissance ennemie capable de la menacer militairement. C'est une situation inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui apparaît aujourd'hui encore aux Turcs comme une période d'exception¹⁰¹.

La période 2009-2010 est donc celle au cours de laquelle la mise en application de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP lui permet le mieux de s'approcher de l'objectif de pacification auquel elle entend répondre. La Turquie connaît une période inédite de paix civile

¹⁰⁰ NAHAVANDI Firouzeh. « Bref retour sur les relations de l'Iran avec l'Occident ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *L'Iran dans le monde*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 15.

¹⁰¹ D'après des discussions de l'auteur avec des étudiants et universitaires turcs, menées à Istanbul, Ankara, Gaziantep, Izmir et Eskişehir, de 2015 à 2018.

aussi bien que d'apaisement des relations de voisinage. Ce succès contribue du reste à l'accomplissement du troisième objectif poursuivi par la doctrine : l'influence internationale.

6.3.1.3. Une visibilité accrue, un prestige réel

Faire de la Turquie un « pays centre », retrouver sa profondeur stratégique, revaloriser son histoire et son potentiel géographique, mener une diplomatie à 360° et pro-active : tous ces éléments visent aussi à faire de la Turquie une puissance régionale, d'une part, et capable de peser sur le système politique international, d'autre part. Cette ambition est celle qui s'exprime avec le plus de vigueur à la fin des années 2000, et cet objectif est probablement celui où les résultats obtenus sont les plus avancés.

C'est dans l'espace moyen-oriental que les progrès de l'influence turque sont les plus spectaculaires. En février 2011, la Fondation pour les Études Économiques et Sociales de Turquie [*Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfi*, TESEV] publie les résultats d'une enquête réalisée d'août à septembre 2010 sur l'image de la Turquie dans le monde arabe et en Iran¹⁰². Les sondés sont notamment interrogés sur la perception qu'ils ont de chaque puissance moyen-orientale. Si les résultats sont limités aux pays arabes, la Turquie recueille 80% d'avis favorables, juste derrière l'Arabie Séoudite avec 81% (mais loin devant l'Égypte avec 62% ou l'Iran avec 58%). Mais si l'on inclut également les réponses des Iraniens, alors la Turquie est le pays recueillant le plus d'avis favorables (85%, contre 70% pour l'Arabie Séoudite). Il apparaît ainsi que la Turquie est un pays jouissant d'une excellente image non seulement parmi les pays arabes, mais peut-être davantage encore auprès des Iraniens. Les sondés sont également 78% à estimer que la Turquie devrait jouer un plus grand rôle au Moyen-Orient, autant à considérer qu'elle doit servir de médiateur dans le conflit israélo-palestinien, 66% à la voir comme un « modèle » pour le Moyen-Orient et autant à penser qu'elle est un exemple réussi de synthèse entre islam et démocratie. La Turquie vit ainsi, dans la séquence 2009-2011, une période où son image au Moyen-Orient est particulièrement positive. L'utilisation d'une diplomatie pro-active – donc accroissant sa visibilité – et multidimensionnelle, s'adressant tant aux gouvernements qu'aux acteurs locaux, et intégrant un essai de *soft power*, lui assure tout à la fois de bonnes relations diplomatiques et une forte popularité au sein des peuples arabes et iranien. Au début de l'année 2011, dans le contexte des premières révolutions arabes, Ahmet

¹⁰² Coll. *The Perception of Turkey in the Middle-East 2010*. Istanbul : TESEV, 2 février 2011, 30 p.

Davutoğlu pouvait ainsi s'énorgueillir d'un double succès, en ayant tout à la fois établi de bonnes relations avec les administrations étatiques au Moyen-Orient, et gagné le soutien de leurs populations¹⁰³. Au vu de l'importance accordée à cette région dans la doctrine de l'AKP, il s'agit là d'un réel succès.

La réussite est plus mitigée vis-à-vis des partenaires occidentaux de la Turquie. Sa diplomatie pro-active n'est pas mal perçue et conduit à une revalorisation de son image. C'est ainsi qu'en janvier 2009, lors d'une conférence de presse avec Bachar al-Assad, le président français Nicolas Sarkozy remercie Ahmet Davutoğlu (pas encore ministre des Affaires étrangères, mais ayant participé aux rencontres) pour son rôle de médiation, en particulier vis-à-vis d'Israël¹⁰⁴. Que cet éloge vienne d'une personnalité réputée peu favorable aux intérêts turcs montre combien la diplomatie d'Ankara lui permet de gagner une forme de prestige auprès de ses partenaires européens. L'UE et les États-Unis saluent pareillement le référendum de 2010, considéré comme une avancée vers la démocratie¹⁰⁵. Toutefois, on ne constate pas de réel progrès dans le processus d'adhésion à l'UE, qui se heurte toujours à l'hostilité d'une partie des Européens, et en particulier aux administrations de Nicolas Sarkozy (2007-2012) et Angela Merkel (depuis 2005). Cette hostilité se retrouve au sein des opinions publiques et progresse même relativement : ainsi, alors que 60% des Français se disaient hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'UE en 2005, ils sont 68% à afficher cette opinion en 2011¹⁰⁶. De plus, au sein des observateurs européens, des doutes persistent sur la volonté réelle de la Turquie de se démocratiser¹⁰⁷. Aux États-Unis, ce sont l'accord tripartite avec l'Iran et le Brésil ainsi que les tensions avec Israël qui sont mal perçues et font craindre un éloignement turc de ses alliances traditionnelles. En fin de compte, il apparaît que la diplomatie multidirectionnelle laisse aux partenaires occidentaux de la Turquie un goût mitigé. S'ils saluent le rôle de pacificateur ou

¹⁰³ FRAPPI Carlo. « Ankara e il suo ruolo di broker nella regione ». ISPI (en ligne). 12 avril 2017. Disponible sur : <https://www.ispionline.it/it/publicazione/ankara-e-il-suo-ruolo-di-broker-nella-regione-16473> (dernière consultation : 12 août 2018).

¹⁰⁴ ARAS Bülent. « Davutoğlu Era in Turkish Foreign Policy ». *Insight Turkey*, vol. 11, n° 3, été 2009, p. 138.

¹⁰⁵ - ROZÉ Simon. « Les résultats du référendum en Turquie salués par l'UE ». RFI (en ligne). 13 septembre 2010. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/europe/20100913-resultats-referendum-turquie-salues-ue> (dernière consultation : 12 janvier 2018).

- ARSU Sebnem, BILEFSKY Dan. « Turkish Reforms Pass by Wide Margin ». *The New-York Times*, 12 septembre 2010.

¹⁰⁶ FOURQUET Jérôme. « Les Européens et la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ». *HuffPost* (en ligne). 21 janvier 2014. Disponible sur : https://www.huffingtonpost.fr/jerome-fourquet/entree-ue-turquie_b_4672305.html (dernière consultation : 13 avril 2018).

¹⁰⁷ Un regard critique perceptible par exemple dans SCHAAKE Marietje. « Zero Problems ? Time for a New Policy Narrative ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 2011, p. 47-52. Marietje Schaake était alors députée de l'Alliance des Libéraux et Démocrates pour l'Europe au Parlement européen, et les inquiétudes qu'elle exprimait étaient largement partagées au sein de son mouvement.

d'intermédiaire que peu jouer Ankara, on voit également poindre une méfiance vis-à-vis d'une politique étrangère soupçonnée de remettre en cause ses alliances fondamentales.

À l'échelle internationale, le bilan apparaît positif pour la Turquie. De 2009 à 2011, ses liens économiques, commerciaux, stratégiques, culturelles et politiques avec les pays d'Amérique Latine, d'Afrique Subsaharienne, ainsi qu'avec la Chine et dans une moindre mesure la Russie s'accroissent considérablement. Lorsque la Turquie est élue en 2009 membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, c'est en grande partie grâce au soutien des pays d'Afrique, qui votent presque unanimement pour elle ; de même, le sommet des États turcophones qu'elle organise en septembre 2010, à Istanbul, est-il un net succès¹⁰⁸. Certes, Ankara est souvent à l'initiative de ces politiques bilatérales, mais l'accueil positif qu'elle reçoit en retour témoigne de l'augmentation de son influence mondiale. Son invitation, souvent en tant que pays observateur, à de nombreuses organisations internationales, renforce ce sentiment.

* * *

La doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP réussit à remplir, au moins partiellement, les objectifs qu'elle s'était fixés. Paradoxalement, c'est pour son objectif prioritaire, l'insertion dans l'économie et les circuits commerciaux mondiaux, que son apport semble avoir été le moins significatif. En revanche, si l'on constate une hausse des échanges commerciaux turcs au cours de la mise en application de la doctrine, cette hausse n'a rien de spectaculaire et s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Le succès est plus marqué pour ce qui concerne l'apaisement du champ politique interne et des relations de voisinage. La période d'application maximale de la doctrine correspond à une période d'accalmie sur le plan politique intérieur, et surtout de paix pratiquement totale avec les puissances voisines. Enfin, la mise en application de la doctrine permet très clairement d'augmenter le prestige de la Turquie, tout particulièrement au Moyen-Orient, même si les résultats sont plus ambigus auprès de ses partenaires traditionnels. On le voit : malgré ces succès, l'application de la doctrine de l'AKP a aussi fait apparaître certaines de ses faiblesses.

¹⁰⁸ BOZDÉMIR Michel. *Op. cit.*, p. 100-101.

6.3.2. L'apparition de limites et contradictions

Le passage du théorique à la pratique est l'épreuve qui permet d'attester ou non la validité d'une doctrine de politique étrangère – comme, du reste, dans bien d'autres domaines. De son ministère, Ahmet Davutoğlu peut tout à la fois assister à la mise en œuvre d'une doctrine dont il est devenu le principal théoricien, et y participer largement. Deux années d'expérience font ainsi apparaître des faiblesses qui n'empêchent pas une réussite globale, mais peuvent limiter sa portée ou, plus grave, hypothéquer l'avenir et la position turque à long terme. Il peut être intéressant, pour comprendre les tentatives d'ajustement qui suivront, de voir, suivant un ordre chronologique, les limites qui apparaissent lors de la mise en application de la doctrine.

- Le difficile équilibre du « zéro problème avec les voisins » : l'ambition de résoudre les difficultés opposant la Turquie aux pays frontaliers suit un schéma de relations bilatérales. Or, c'est ne pas prendre en compte le caractère multilatéral de certains de ces conflits, issus de jeux d'alliance antérieurs. Et le meilleur exemple de cette faiblesse est donné par l'évolution des relations entre Turquie, Arménie et Azerbaïdjan. Si le processus est lancé dès 2008, on y reconnaît déjà le style d'Ahmet Davutoğlu, qui s'y implique étroitement et y voit l'occasion de mettre en application l'un des principes qu'il a théorisés¹⁰⁹. Mais cette politique ne prend pas suffisamment en compte les origines du conflit turco-arménien, très largement liées à l'état de guerre froide entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, lui-même allié de... la Turquie ! En d'autres termes, le gouvernement essaie de résoudre de manière bilatérale une situation de conflit impliquant trois acteurs, dont un de ses alliés. C'est une erreur, car la sous-estimation du rôle de l'Azerbaïdjan conduit ce dernier à s'opposer de plus en plus directement au processus de réconciliation¹¹⁰. Tout au long de l'année 2009, de vives tensions se font jour entre Ankara et Bakou, ralentissant les avancées du projet Nabucco, ce gazoduc censé relier les deux États¹¹¹. On aboutit ainsi à une situation paradoxale, puisque la

¹⁰⁹ Voir à ce sujet le chapitre 4 la présente thèse, 2^{ème} sous-partie, 2^{ème} section, 1^{ère} sous-section.

¹¹⁰ ÇAKICI Fatma Okur, SANCAK Kadir. « Komşularla sıfır sorun politikası : karşılıklı bağımlılık ekseninde Türkiye-Ermenistan ilişkilerinin değerlendirilmesi » [La politique de zéro problème avec les voisins : bilan des relations Turquie-Arménie dans un contexte de dépendance réciproque]. Academia (en ligne). Disponible sur : https://www.academia.edu/30735073/KOM%59EULARLA_SIFIR_SORUN_POL%C4%B0T%C4%B0KA_SI_KAR%C5%9EILIKLI_BA%C4%9EIMLILIK_EKSEN%C4%B0NDE_T%C3%9CRK%C4%B0YE-ERMEN%C4%B0STAN_%C4%B0L%C4%B0%C5%9EK%C4%B0LER%C4%B0N%C4%B0N_DE%C4%9EERLEND%C4%B0R%C4%B0LMES%C4%B0 (dernière consultation : 12 février 2018).

¹¹¹ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 334-335.

mise en application du principe de résolution des problèmes avec les voisins entraîne finalement la Turquie à se retrouver en opposition avec un État frontalier qui était un de ses plus fidèles alliés. Lorsqu'Alev Kılıç, directeur de l'AVİM, estime qu'il était irresponsable d'entamer un processus de rapprochement avec l'Arménie sans y inclure l'allié azerbaïdjanais¹¹², il synthétise les critiques qui seront adressées à Ahmet Davutoğlu après l'échec des protocoles. Au terme de la séquence, il apparaît que la pacification des relations avec les États voisins ne peut suivre un simple schéma bilatéral, sans prendre en compte la complexité des enjeux liés à chaque situation. Fin 2011, un appel à une meilleure application du « zéro problème », moins schématique, prenant davantage en compte l'aspect dynamique et changeant des relations entre États, est proposé par Taha Özhan, un cadre de la SETA dont l'influence auprès de l'AKP va aller grandissante¹¹³.

- Les incompréhensions des partenaires américain et européens : le problème qui s'est posé dès 2008 puis 2009 avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie semble se reposer, de façon beaucoup plus vaste et globale, en 2010, lorsque certains choix diplomatiques du pays provoquent l'inquiétude de ses alliés occidentaux. L'idée d'un retournement de la diplomatie turque est alors assez courante ; c'est l'image « d'une Turquie rejetée par l'Ouest » qui « se tourne vers l'Est¹¹⁴ » qui se dessine. Bien entendu, on a vu que la doctrine ne correspondait pas du tout à ce schéma. La Turquie n'abandonne pas l'Ouest, elle prend davantage conscience du poids du Moyen-Orient, des Balkans, etc. dans son voisinage¹¹⁵. Mais le simple fait que cette stratégie suscite l'incompréhension chez une partie de ses partenaires montre ses limites. Il y a un défaut d'explication de la stratégie turque, qui fait que les orientations nouvelles prises à la fin des années 2000 ne sont pas toujours perçues, à l'international, comme l'avait envisagé l'AKP.
- Les deux limites précédemment évoquées ont un caractère conjoncturel et des solutions semblent pouvoir y être apportées. Apparues dès la période 2008-2010, elles mettent en garde le gouvernement turc contre une application mal conçue ou mal expliquée de sa doctrine en politique étrangère. Mais une limite qui apparaît plus tardivement et plus

¹¹² Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

¹¹³ ÖZHAN Taha. « Zero Problems and Problems ». *Hürriyet Daily News*, 24 novembre 2011.

¹¹⁴ SAYEGH Raymond. « Turquie et Europe : une entrée à reculons ? » *Moyen-Orient*, n° 11, juillet-septembre 2011, p. 64.

¹¹⁵ GIANOTTA Valeria. « Turkish Foreign Policy Evolution and Goals under the AKP Government ». *Balkananalysis* (en ligne). 19 janvier 2012. Disponible sur : <http://www.balkananalysis.com/turkey/2012/01/19/turkish-foreign-policy-evolution-and-goals-under-the-akp-government/> (dernière consultation : 3 juillet 2018).

progressivement est également bien plus problématique : il s'agit de la difficulté de la société turque à agir en synergie avec cette doctrine. L'interdiction du principal parti pro-kurde par la Justice turque, à la fin de l'année 2009, et malgré la volonté du gouvernement, rappelle que de larges secteurs de la société turque restent hostiles ou indifférents aux objectifs de ce dernier, ou aux moyens qu'il propose pour les remplir. Le problème est encore plus profond au niveau de l'économie. En effet, la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP est pensée dans le cadre d'une économie dynamique pouvant exporter des produits de qualité et se montrer compétitive. Or, l'économie turque reste structurellement déficitaire, se spécialisant sur l'exportation de produits à faible valeur ajoutée¹¹⁶. Aussi l'augmentation des flux commerciaux, comme indiqué précédemment, a-t-elle tendance à creuser le déficit turc, une situation porteuse d'instabilité économique à long terme. Cette limite n'est pas encore bien visible au début de l'année 2011, d'une part parce que l'impressionnante croissance économique du pays incite à l'optimisme, et d'autre part parce que l'écart d'augmentation entre exportations et importations n'est pas spectaculaire. C'est toutefois un aspect que l'application de la doctrine peut permettre de déceler dès la fin des années 2000.

- La dernière faille dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP conclut chronologiquement cette période d'étude et amènera la politique étrangère à de profondes modifications. Il s'agit de la contradiction entre le principe multidimensionnel, qui implique d'associer plus étroitement les peuples, les sociétés civiles et les acteurs non-étatiques à la diplomatie, et les principes de « diplomatie à 360° » et de résolution des problèmes avec les voisins qui, dès le départ, s'accompagnent de facto d'un refus d'ingérence dans les affaires internes des partenaires de la Turquie. La mise en application de la doctrine révèle cette contradiction entre un discours turc qui, dans une logique dimensionnelle et de *soft power*, promeut la démocratisation ... et une pratique l'amenant à entretenir de bonnes, voire de très bonnes relations avec des États autoritaires, où la société civile n'a pas d'espace d'expression¹¹⁷. Tant que son environnement régional reste stable la Turquie paraît réussir à gérer ce contraste. Mais les bouleversements que va connaître le monde arabe

¹¹⁶ KUTLAY Mustafa. « ‘Yeni Türk Dış Politikası’nın Ekonomi Politikası : Eleştirel Bir Yaklaşım » [La politique éco-nomique de la nouvelle politique étrangère turque : une approche critique]. *Uluslararası İlişkiler* [Relations Internationales]. Vol. 9, n° 35, 2012, p. 115-177.

¹¹⁷ USLU Nasuh. *Op. cit.*, p. 160.

à partir de 2011 vont lui faire prendre conscience de la nécessité d'un réajustement de la doctrine sur ce plan.

* * *

À partir de 2009, et plus spécifiquement du printemps, qui correspond à l'arrivée aux Affaires étrangères d'Ahmet Davutoğlu, la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, dont il était devenu le théoricien principal, est appliquée de manière systématisée. La logique de sortie du prisme sécuritaire est presque totalement achevée, avec une mise en retrait de l'Armée, des ouvertures culturelles proposées aux Kurdes, un apaisement avec le PKK et surtout, une situation unique de pacification de l'ensemble des frontières. La logique pro-active conduit également la Turquie à multiplier les initiatives. Deux d'entre elles en particulier auront un fort retentissement en 2010 : l'accord tripartite avec l'Iran et le Brésil en vue de régler la question du nucléaire iranien ; et la crise avec Israël suite au drame du Mavi Marmara. Si la première apparaît comme une mise en application calculée de la doctrine, la seconde semble avoir davantage échappé à l'AKP. La logique multidirectionnelle et multidimensionnelle est élargie presque jusqu'à son maximum, puisqu'en plus de l'équilibre entre Moyen-Orient et partenaires occidentaux, la Turquie s'ouvre largement à l'Asie et poursuit sa coopération avec les continents du Sud. Pour cela, elle mobilise sa diplomatie classique, mais aussi de nouveaux outils que sont le *soft power* et les acteurs non-étatiques. Cette mise en application de la doctrine parvient à remplir une partie des objectifs qu'elle s'était fixée. Sur le plan économique, la Turquie se voit bien insérée dans les réseaux commerciaux mondiaux – même si la doctrine influe davantage sur la répartition de son commerce dans le monde plutôt que sur son augmentation mathématique. L'objectif de sécurité paraît, lui, parfaitement atteint, au plan interne et surtout régional. Enfin, la Turquie connaît une réelle augmentation de son prestige mondial, notamment au Moyen-Orient, même si les regards portés par ses partenaires occidentaux sont parfois plus sceptiques. En parallèle, ces deux années permettent également de constater qu'en pratique, la doctrine connaît certaines limites et contradictions. Toutefois, il faudra attendre les bouleversements de l'année 2011 pour que l'AKP en prenne réellement conscience.

Chapitre 7. Nouveaux défis et tentatives d'adaptation (2011-2013)

Le 12 juin 2011, les élections législatives turques sont l'occasion pour l'AKP de remporter une victoire d'ampleur inégalée jusqu'alors : avec pratiquement la moitié des suffrages exprimés (49,83%), le parti obtient le plus haut score de son histoire. Et quoiqu'il connaisse un léger recul en termes de nombre de sièges (327, contre 341 en 2007), il maintient sa majorité absolue et confirme son écrasante domination du champ politique turque. C'est donc dans un contexte de politique intérieure particulièrement favorable que l'AKP se voit contraint par l'actualité de remettre en cause sa doctrine stratégique et diplomatique. Alors même que celle-ci donnait au Moyen-Orient une part essentielle, c'est cette région qui se voit soudainement bouleversée au tournant de la décennie. Partis de Tunisie à la toute fin de l'année 2010, des mouvements contestataires ébranlent les gouvernements de nombreux pays arabes, et tout particulièrement l'Égypte, le Yémen, Bahreïn, la Libye et la Syrie – des régimes, notamment les deux derniers, dont Ankara s'était particulièrement rapprochée. Tout au long du printemps et de l'été 2011, l'AKP se voit contraint de revoir en profondeur sa doctrine, qui paraît inopérante face à de tels bouleversements. Comment combiner, en effet, un *soft power* qui s'appuie sur la promotion d'un modèle démocratique et des liens directs avec les peuples, avec un « zéro problème » impliquant de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des États partenaires ? La question est encore plus épineuse pour la Syrie en raison, d'une part de la place essentielle que joue ce pays dans la doctrine, d'autre part des enjeux sécuritaires liés notamment à la présence de groupes militants kurdes sur son territoire. La même équipe (Recep Tayyip Erdoğan à la tête du gouvernement, Abdullah Gül à la présidence de la République, Ahmet Davutoğlu aux Affaires étrangères) paraît alors prête, renforcée par son triomphe législatif, à relever le défi. Elle ne peut empêcher les réflexes idéologiques de cadrer fortement son analyse, se condamnant du même coup à ne pas voir tous les aspects du problème et, peut-être, à interpréter les événements sous un certain prisme. C'est à partir de cette analyse que le parti s'oriente résolument vers une nouvelle déclinaison de sa doctrine, développant l'idée d'un soutien à la démocratisation de la région, en proposant la Turquie comme potentielle source d'inspiration, et en renonçant parallèlement aux relations pacifiées avec les États voisins et à une logique prioritairement économique.

7.1. Les défis posés à la doctrine de l'AKP par les révolutions arabes

Les soulèvements que l'on qualifiera parfois de « printemps arabes », en référence au printemps des peuples de 1848 et à leur multiplication dans les premiers mois de 2011, surprennent la Turquie autant que les autres acteurs internationaux. Alors que les élections de juin 2011 consolideront l'AKP à la tête du pays, le parti entamera son troisième mandat face à un Moyen-Orient totalement déstabilisé. C'est là un premier défi à sa doctrine stratégique et diplomatique, qui faisait de cette région son champ d'action premier ; le Moyen-Orient devait offrir à la Turquie la « profondeur stratégique » lui permettant de se projeter à l'échelle mondiale. Mais cela impliquait qu'il soit stable et pacifié. Les révolutions arabes rendent caduque la pratique turque qui consistait à s'ouvrir aux sociétés civiles des pays partenaires (principe multidimensionnel) tout en évitant les conflits avec leurs gouvernements (conflits que le principe de « zéro problème » cherchait notamment à atténuer). La doctrine se retrouve alors face au risque de l'incohérence.

7.1.1. La Turquie face à l'effet de surprise (janvier-juin 2011)

Les mouvements de protestation qui se font jour en Tunisie à la toute fin de l'année 2010 débouchent, au cours du premier semestre de l'année 2011, sur un bouleversement régional qui frappe de nombreux pays arabes. La Turquie, voisine, n'est pas directement touchée par ces mouvements, mais elle peine à les anticiper, étant elle-même en pleine phase électorale.

7.1.1.1. L'embrasement du monde arabe

Quoique l'expression « printemps arabe » soit parfois utilisée au singulier, elle ne saurait masquer la profonde diversité des mouvements contestataires qui voient le jour au cours de ces quelques mois¹. Divers traits communs ressurgissent toutefois, presque systématiquement : la

¹ Malgré leur relative récence, les révolutions arabes font déjà l'objet d'une littérature abondante. Dès 2011, plusieurs ouvrages reviennent sur ces événements et tentent une première analyse. On peut ainsi citer, pour se limiter aux publications en français, l'ouvrage de Mathieu Guidère publié en mai 2011 (*Le choc des révolutions arabes*. Paris : Autrement, 2011), qui tente une analyse générale du phénomène ; puis, en septembre suivant, celui de Jean-Pierre Filiu (*La Révolution arabe : Dix leçons sur le soulèvement démocratique*. Paris : Fayard, 2011), à la tonalité assez optimiste sur l'avenir de ces révolutions. À l'inverse, l'ouvrage dirigé par Eric Denéché (CF2R. *La face cachée des révolutions arabes*. Paris : Ellipses, 2012) propose une lecture particulièrement critique de ces événements et de leur appréhension. Des dossiers spéciaux sont consacrés aux révolutions dans des revues spécialisées comme *Moyen-Orient* (Révolutions. Le réveil du monde arabe. N° 10, avril-juin 2011), *Maghreb-*

remise en cause de régimes autoritaires, qui se présentaient comme garants d'une forme de stabilité, maintenant l'ordre par la violence d'État, avec souvent une forte tendance à l'arbitraire ; l'exaspération commune de classes moyennes ne trouvant pas leur place dans le système clientéliste, et de classes populaires faisant face aux difficultés économiques ; le rôle joué par les nouvelles technologies, notamment les réseaux sociaux, dans la diffusion des informations et l'organisation de la rébellion ; enfin, le rassemblement dans la contestation de courants idéologiques variés, incluant généralement des mouvements islamistes, des libéraux et des militants non-affiliés à des partis politiques, mais issus de la société civile.

C'est de Tunisie que part le mouvement contestataire. Le 17 décembre 2010, Mohammed Bouazizi, un vendeur ambulant de Sidi Bouzid, s'immole par le feu après la confiscation de sa marchandise ; il décède quelques jours plus tard. Ce drame réveille une colère populaire qui s'exprime par d'importantes manifestations que le régime de Zine el-Abidine Ben Ali (président de la République depuis 1987) ne parvient pas à réprimer. Le 11 janvier 2011, Tunis connaît ses premiers soulèvements. Le président Ben Ali fuit le 14 janvier et se réfugie en Arabie Séoudite. Le 7 mars, un nouveau gouvernement est mis en place ; s'ensuit une période de transition démocratique qui aboutit à l'élection d'une Assemblée Constituante le 23 octobre 2011 ; le parti Ennahdha, mouvement islamiste issu des Frères Musulmans, y détient la majorité relative (89 sièges sur 217). Après de longues tractations, une Constitution, fruit d'un compromis entre Ennahdha et les autres mouvements, est adoptée le 26 janvier 2014. Elle inaugure une République parlementaire démocratique.

La révolution tunisienne est amplement suivie dans les autres pays arabes, en particulier grâce à l'information diffusée par des chaînes arabophones transnationales, comme la chaîne qatarie Al-Jazeera. À partir du 25 janvier 2011, de grandes manifestations agitent l'Égypte. Ayant perdu le soutien de l'Armée, le président Hosni Moubarak (au pouvoir depuis 1981) démissionne. Le 19 mars, une série d'amendements à la Constitution est adoptée par référendum. Heurts et manifestations se poursuivent toutefois tout au long de l'année. Aux

Machrek (Recompositions au Moyen-Orient. N° 207, printemps 2011) ou *Questions Internationales* (Printemps arabe et démocratie. N° 53, janvier-février 2012).

Des publications plus tardives ont permis d'appréhender ce phénomène avec un recul de quelques années. *La révolution arabe : Espoir ou illusion ? (1798-2014)*, de Zakya Daoud (Paris : Perrin, 2015), tente de l'inscrire dans le temps long historique. Charles Thépaut, dans *Le monde arabe en morceaux : Des printemps arabes à Daech* (Paris : Armand Colin, 2017), revient sur les conséquences, variables selon les pays, des révolutions. L'ensemble de ces publications a servi de base pour la rédaction de cette sous-section.

élections législatives de janvier 2012, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), issu des Frères Musulmans, remporte les élections législatives et la majorité absolue des sièges au Parlement ; le 30 juin suivant, le candidat qu'il soutient, Mohamed Morsi, est démocratiquement élu président de la République. Autre dirigeant chassé du pouvoir : Ali Abdallah Saleh (président du Yémen depuis 1990), que des manifestations entamées fin janvier 2011 poussent à fuir en Arabie Séoudite (suite à une blessure due à un tir d'obus) le 3 juin ; le 23 novembre, depuis Riyad, il annonce son départ, effectif le 25 février 2012. Une période de transition s'ouvre alors, sans réelle démocratisation.

Si la majorité des autres pays arabes est touchée par cette vague de contestations, le mouvement n'y aboutit généralement qu'à des réformes souvent dénoncées comme insuffisantes par les opposants. À la suite de manifestations entamées en février, le Maroc adopte, le 1^{er} juillet 2011, une réforme constitutionnelle qui le rapproche d'une monarchie parlementaire. L'Algérie ne connaît pas de changement de régime, mais les manifestants rassemblés depuis début janvier obtiennent la levée de l'état d'urgence le 24 février 2011. L'Irak connaît aussi des troubles en février, brutalement réprimés, mais qui conduisent le Premier ministre Nouri al-Maliki à annoncer qu'il ne se représentera pas au terme de son mandat – c'est-à-dire en 2014. Quant aux Palestiniens qui manifestent de janvier à mars 2011, ils demandent avant tout la réconciliation du Hamas et du Fatah. En Arabie Séoudite, quelques protestations de faible ampleur, en mars 2011, sont durement réprimées ; le royaume calme le mécontentement par l'annonce de nouvelles subventions, de créations d'emplois et de constructions de logements. Cette logique clientéliste sera utilisée dans la plupart des États pétroliers du Golfe pour apaiser le mécontentement.

Mais lorsque les pouvoirs refusent toute réforme significative, que les manifestations s'intensifient, sans pour autant que le dirigeant tombe, le pays sombre alors dans une spirale de violence. C'est le cas à Bahreïn, petit émirat du Golfe où des manifestants envahissent et occupent, à partir de mi-février, la place de la Perle. S'ensuit un mois de tensions, déjà marquées par la violence de la répression policière. Le 14 mars, les troupes du CCG, en majorité séoudiennes, viennent prêter main-forte au régime bahreïni. Riyad est particulièrement sensible à la théorie d'un « complot iranien » mise en avant par son allié (en effet, les chiites, majoritaires dans la population bahreïnie, sont nombreux à manifester contre la monarchie sunnite). La répression est brutale, faisant plusieurs morts, et suivie par l'arrestation et la condamnation (parfois à la peine capitale) de nombreux opposants.

Deux autres régimes, n'ayant pas, pour leur part, la capacité d'écraser aussi complètement l'opposition, vont voir celle-ci prendre les armes à son tour, amorçant ainsi un conflit armé qui dégénèrera en guerre civile. En Libye, tout d'abord, le colonel Mouammar Kadhafi (qui exerce de fait le pouvoir depuis 1969) fait violemment réprimer les émeutes ayant éclaté à Benghazi le 15 février 2011. Fin février, l'opposition réclame la fin du régime en place et fonde un Conseil National de Transition ; les affrontements armés entre les deux camps font de nombreux morts. Le colonel Kadhafi contre-attaque début mars, lançant ses troupes à l'assaut des villes contestataires. Le 17 mars 2011, sur l'impulsion de Nicolas Sarkozy, qui annonce un bain de sang à Benghazi si les troupes libyennes reprennent la ville, la France, le Royaume-Uni et le Liban font adopter au Conseil de Sécurité de l'ONU la résolution 1973. Celle-ci autorise le recours à la force contre les troupes du colonel Kadhafi. La Russie et la Chine, en s'abstenant, ont laissé passer cette résolution, soutenue par la Ligue Arabe. À partir du 19 mars, les armées de plusieurs pays occidentaux (France et Royaume-Uni pour l'essentiel), ainsi que du Qatar et des Émirats Arabes Unis, commencent à bombarder les positions libyennes. Outrepasant le mandat donné par l'ONU, elles participent à ce qui devient une véritable guerre civile, qui s'achève au cours de l'été par la défaite du régime et la prise en main du pays par le Conseil National de Transition. Le 20 octobre 2011, le dictateur déchu est capturé et lynché par une foule fanatisée. Si sa mort marque un certain retour au calme, de nombreux affrontements entre milices se poursuivent. Les élections législatives du 7 juillet 2012 aboutissent à l'établissement d'un Congrès Général National (CGN), où les islamistes issus des Frères Musulmans sont majoritaires. Leur décision d'appliquer la loi islamique (charria) en décembre 2013, et leur volonté de prolonger leur mandat, vont entraîner en 2014 le pays dans une nouvelle guerre civile.

En Syrie, les manifestations commencent relativement tardivement (15 mars 2011). Dès le mois d'avril, le régime de Bachar al-Assad (président de la République depuis 2000) répond par la violence aux demandes, essentiellement sociales, des contestataires. Des dizaines d'entre eux sont tués. Le 13 juin, la deuxième ville du pays, Alep, est gagnée par la contestation. Face à la violence croissante de la répression, l'opposition s'arme et se radicalise. Le 30 juillet 2011, des militaires ayant déserté l'Armée annoncent, depuis la Turquie, la création de l'Armée Syrienne Libre (ASL). Le 15 septembre, un Conseil National Syrien (CNS) est créé à Istanbul, en vue de permettre une transition politique. Il est reconnu par la plupart des pays occidentaux, qui ont rompu leurs liens avec Damas pour protester contre les violations répétées des droits de

l'Homme. La Syrie s'enfoncé, à partir de l'été 2011, dans une terrible guerre civile qui fera des centaines de milliers de victimes et nourrit le terreau du djihadisme. S'il semble vaciller en 2012, en perdant notamment le contrôle d'Alep, le régime résiste et parvient à mener plusieurs contre-offensives en 2013. Cette situation de guerre civile permet également aux milices du PYD kurde (branche syrienne du PKK) de prendre le contrôle du nord du pays.

Pour la Turquie, le choc est donc double. D'une part, le phénomène révolutionnaire se produit dans un laps de temps très court : en l'espace de six mois à peine, trois dirigeants arabes ont quitté leur poste, et deux pays se sont enfoncés dans une terrible guerre civile. D'autre part, parti d'une zone relativement lointaine, il s'étend à toute vitesse jusqu'aux portes de la Turquie. En effet, la Tunisie et dans une moindre mesure l'Égypte, étaient alors pour Ankara des partenaires secondaires au Moyen-Orient. Les révolutions qui les frappent ne sont pas perçues comme impactant directement sa politique étrangère. Le déclenchement de la guerre civile libyenne est déjà beaucoup plus problématique pour la Turquie, qui entretient avec ce pays des relations diplomatiques et économiques plus approfondies. Les manifestations en Irak sont les premières aux portes du pays, mais c'est surtout la crise syrienne qui vient le bouleverser, en frappant son principal partenaire arabe – qui est aussi le voisin avec lequel il partage la plus longue frontière. Or, ce bouleversement régional brutal survient alors que la Turquie, de son côté, connaît une forme de stabilisation de son pouvoir, l'AKP se voyant renforcé par de nouvelles élections.

7.1.1.2. Un contexte électoral turc peu propice aux réactions rapides

Il est frappant de constater que le phénomène révolutionnaire reste presque uniquement circonscrit aux pays arabes. L'Iran connaît certes une brève résurgence du Mouvement Vert (le mouvement de contestation d'une partie de sa jeunesse en 2009), mais celle-ci est vite réprimée². Quant à la Turquie, elle est épargnée par le phénomène, puisque la campagne électorale qui s'y déroule alors rappelle au contraire son caractère démocratique – malgré, pour la première fois, de réelles contestations d'une partie de l'opposition sur le déroulé des élections.

Les inquiétudes qui naissent durant la campagne au sujet du respect des règles démocratiques par l'AKP se cristallisent autour de deux questions. D'une part, il y a la volonté affichée par

² DE UBEDA Cléopée. « Iran ». *Moyen-Orient*, n° 11, juillet-septembre 2011, p. 24.

Recep Tayyip Erdoğan de faire adopter une nouvelle Constitution ; s'il veut éviter des tractations avec les autres partis politiques, il doit disposer d'une majorité de deux tiers au Parlement. D'autre part, une série de vidéos montrant des figures du parti nationaliste MHP en galante compagnie, dans une situation sans équivoque, sont publiées sur Internet. Le scandale qui s'ensuit pousse plusieurs députés à démissionner. Si l'origine de ces vidéos filmées à l'insu de leurs protagonistes reste difficile à établir, l'idée est répandue dans le MHP que l'AKP aurait, peut-être avec la complicité du MIT, favorisé leur diffusion³. Ces inquiétudes restent toutefois marginales.

Le 12 juin 2011, l'AKP remporte les élections législatives pour la troisième fois, avec un score particulièrement élevé, 49,95%⁴. Certes, avec 327 sièges sur 550, le parti échoue à obtenir la majorité des deux tiers qu'il souhaitait, mais sa large victoire renforce sa légitimité. Recep Tayyip Erdoğan ne renonce d'ailleurs pas à son projet de Constitution et, lors de son discours de victoire, l'évoque avec enthousiasme. Il promet notamment que ce texte sera celui « des Turcs, des Kurdes, des Zazas, des Arabes, des Tcherkesses, des Grecs, des alévis, des sunnites, des minorités⁵ ». On retrouve ici un aspect de la doctrine du parti, portant sur la nécessaire démocratisation interne et la pacification des tensions identitaires. Son discours reprend également l'idée de Turquie comme modèle démocratique – qu'il accompagne d'ailleurs d'un hommage à Adnan Menderes et Hasan Polatkan⁶. En revanche, les allusions aux révolutions arabes sont très discrètes et se limitent à une défense générale de la « liberté » et de la « démocratie ».

En réalité, tout à sa course électorale, l'AKP semble, au printemps 2011, encore mal à l'aise vis-à-vis des bouleversements que connaît le monde arabe. Son programme électoral met en avant la défaite de « l'approche orientaliste » et soutient « la volonté des peuples du Moyen-

³ Officiellement, le MHP n'a pas désigné de responsable. Toutefois, la thèse d'une implication de l'AKP est très régulièrement évoquée par ses militants, en particulier lors de conversations informelles.

⁴ « 2011 Genel Seçim Sonuçları » [Résultats des élections générales de 2011]. Seçim Haberler [Nouvelles électorales]. Disponible sur : <https://secim.haberler.com/2011/> (dernière consultation : 11 février 2019).

⁵ « Başbakan'dan üçüncü balkon konuşması » [Troisième discours au balcon du Premier ministre]. *Hürriyet* (en ligne), 12 juin 2011. Disponible sur : <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/basbakandan-ucuncu-balkon-konusmasi-18015912> (dernière consultation : 12 octobre 2018).

⁶ Il s'agit de deux des ministres exécutés en conséquence du coup d'État militaire de 1960. Tous deux appartenaient au DP, formation conservatrice issue d'une scission avec le CHP.

Orient d'être des acteurs de leur propre histoire⁷ », mais dans les deux pages consacrées à la région, aucune précision n'est donnée sur les actions concrètes prévues par la Turquie. De plus, l'approche reste globale et ne se penche pas sur une crise ou une révolution spécifique. Dans le 61^{ème} programme gouvernemental, présenté au Parlement, l'aspect doctrinal reste toute aussi général. Un soutien est apporté à la paix et la défense des droits, « en particulier en Syrie, en Libye, en Égypte, en Tunisie et au Yémen⁸ » (Bahreïn étant opportunément oublié) ; et des références rapides sont faites à l'action turque en Libye, en Syrie, en Irak et en Palestine. En réalité, la Turquie semble être, pendant ce premier semestre 2011, encore dans l'incapacité d'apporter une réponse claire et décidée aux révolutions arabes. Comme le note peu après l'universitaire İlhan Sağsen, Ankara est davantage dans la position d'un proche spectateur incapable de prendre une décision rapide⁹. Et c'est la conjugaison de ces deux facteurs qui pose problème : car si la Turquie, prise par la surprise, hésite dans ses réactions, sa position de proximité lui interdit de rester passive : les révolutions bouleversent en effet la région qui, selon la doctrine, devait lui apporter la profondeur stratégique recherchée.

7.1.2. Un Moyen-Orient déstabilisé

Considéré comme le lieu potentiel d'obtention de la profondeur stratégique nécessaire à la Turquie pour devenir une puissance mondiale, le Moyen-Orient était la région privilégiée par la doctrine de l'AKP, en particulier à partir de 2009. Or, les révolutions arabes et leurs conséquences diverses le plongent dans une instabilité qui menace à terme les ambitions turques.

Le premier défi posé à la doctrine stratégique et diplomatique du parti conservateur est en fin de compte, tout simplement, le choix de son espace d'expression. Si la « diplomatie à 360° » est officiellement en quête d'un équilibre entre les régions voisines de la Turquie, les écrits et déclarations des dirigeants turcs et la pratique diplomatique, en particulier à la fin des années 2000, montrent que le Moyen-Orient est perçu comme l'espace prioritaire de cette doctrine.

⁷ AK Parti. *2011 Genel Seçimleri seçim beyannamesi : Türkiye Hazır Hedef 2023* [Programme électoral pour les élections générales de 2011 : Une Turquie prête, objectif 2023]. Ankara : Tanıtım ve Medya Başkanlığı, 2015, p. 280.

⁸ « Erdoğan 61'inci hükümet programını açıklıyor » [Erdoğan explique le programme du 61^{ème} gouvernement]. *Milliyet*, 8 juillet 2011.

⁹ SAĞSEN İlhan. « Arap Baharı, Türk Dış Politikası ve Dış Algılaması » [Le printemps arabe, la politique étrangère turque et sa perception à l'étranger]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 3, n° 31-32, juillet-août 2011, p. 63.

Certes, c'est une région déjà instable : l'AKP arrive au pouvoir entre la seconde Intifada et l'invasion de l'Irak par les troupes américaines. Toutefois, la doctrine est adaptée à un certain schéma qui, à défaut de stabilité, suppose une certaine prévisibilité de la région, avec des zones de conflit clairement identifiées. L'Irak étant perçu comme un partenaire instable, qui peut néanmoins être un terrain d'expérimentation de la médiation turque, c'est la Syrie qui doit constituer le principal partenaire moyen-oriental d'Ankara. Le conflit israélo-palestinien doit être pour sa part, pour la Turquie, l'occasion d'exercer un *soft power* diplomatique à destination du monde arabe, en donnant l'image de pays défenseur des Palestiniens. D'autres partenaires, en particulier en Afrique du Nord et dans le Golfe, sont considérés comme stables. En un mot, si la doctrine n'ignore pas le caractère instable du Moyen-Orient, elle ne prévoit pas un bouleversement de grande ampleur affectant simultanément toute la région.

Et c'est là que les révolutions arabes représentent pour elle un véritable défi. Si l'on se penche sur la situation de la région en juin 2011, on ne trouve guère de zone demeurée tout à la fois stable et à l'avenir relativement prédictible. En Afrique du Nord, si le Maroc et l'Algérie semblent réussir à gérer les contestations, la Tunisie est alors en plein processus de transition, période particulièrement sensible avec une difficulté à brosser un tableau de son paysage politique. En Égypte, cette transition apparaît d'autant plus fragile que le président déchu, Hosni Moubarak, est toujours dans le pays, et que les intentions des militaires, qui encadrent le processus, sont difficiles à percevoir. Quant à la Libye, elle est déjà ravagée par une guerre qui implique non seulement ses forces intérieures, régime et milices d'opposition, mais aussi l'OTAN et les armées occidentales. Dans la péninsule arabique, le Yémen est en proie aux affrontements civils, tandis que Bahreïn sort d'une période de forte contestation suivie d'une brutale répression. Aux frontières turques, l'Irak reste agité de mouvements contestataires et, surtout, en Syrie, le conflit se radicalise à une vitesse inquiétante, l'opposition envisageant de plus en plus le recours à la violence face à la répression meurtrière du régime. Les troubles en Iran restent de faible intensité, mais – et c'est un point à ne jamais oublier lorsque l'on cherche à comprendre la pensée stratégique turque au cours de cette séquence – l'enchaînement des révolutions a rendu toute analyse prédictive très ardu. En d'autres termes, l'explosion de contestations dans des États considérés comme stables par la diplomatie turque la paralyse et donne l'impression qu'il est impossible de prédire les événements à venir. Oytun Orhan témoigne ainsi d'une indécision des conseillers turcs en politiques étrangères qui consultaient,

au début de l'année 2011, ce centre de recherche¹⁰. De même, le 16 avril 2011, la SETA publie une analyse de Kadir Üstün relatif à la situation libyenne. Bien que ce centre de recherche soit sur une ligne favorable à l'AKP, l'auteur est obligé de constater l'impuissance d'Ankara et son incapacité à influencer le déroulé des évènements dans un sens qui lui serait favorable¹¹.

Du reste, les révolutions arabes frappent selon des phases successives qui ne mettent pas la doctrine de l'AKP au défi de la même manière. Comme le notent Simon Waldman et Emre Çalışkan, il n'était pas très difficile pour la Turquie de faire face aux révolutions tunisienne et égyptienne : en effet, ses liens économiques avec ces deux pays étaient relativement faibles, et du reste, les dirigeants turcs n'entretenaient pas de relation approfondie avec Hosni Moubarak¹². La Libye provoque déjà un choc plus important. Elle n'est certes pas un élément essentiel de la doctrine en tant qu'acteur, mais dans sa mise en application, elle était devenue un partenaire économique et diplomatique important. En d'autres termes, les intérêts de la Turquie sont cette fois-ci plus directement menacés : quelques 25 000 travailleurs turcs se trouvent dans le pays lorsqu'éclatent les premiers heurts¹³. Bahreïn, de même, fait partie du CCG, avec lequel Ankara n'a cessé de vouloir améliorer ses relations au cours de la décennie 2000. Mais c'est bien sûr et surtout la Syrie qui met au défi la doctrine de l'AKP, puisque ce pays en constitue un pilier. L'édifice intellectuel auquel Ahmet Davutoğlu a apporté une touche essentielle peut se perpétuer avec des changements de régime en Afrique du Nord. Mais lorsqu'un pays tout à la fois frontalier et servant de porte d'entrée sur le monde arabe est frappé, qui plus est avec une violence particulière, une révision doctrinale devient nécessaire, sous peine de ne plus avoir aucune prise sur les évènements.

Mais au-delà de la région frappée par ces bouleversements, l'autre défi posé à la doctrine est celui de la cohérence entre ses principes. Les révolutions arabes ne se contentent pas de déstabiliser une région essentielle dans la pensée stratégique de l'AKP. Elles interrogent également la compatibilité entre ses grands principes d'action, qui pourraient s'avérer inadaptés à une situation révolutionnaire.

¹⁰ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

¹¹ ÜSTÜN Kadir. « Türkiye'nin Libya Sınavi » [Le test libyen de la Turquie]. SETA (en ligne). 16 avril 2011. Disponible sur : <https://www.setav.org/turkiyenin-libya-sinavi/> (dernière consultation : 10 octobre 2018).

¹² CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *The New Turkey and Its Discontents*. Londres : Hurst & Company, 2016, p. 219.

¹³ « Turquie/Monde arabe : quel rôle pour la Turquie ? » Séminaire international organisé à l'IFRI. Paris : 14 avril 2011.

7.1.3. Une doctrine mise en incohérence

L'un des éléments les plus importants de la doctrine de l'AKP consistait, lors de sa formulation, en une certaine cohérence. Les logiques de diplomatie globale (multidirectionnelle et multidimensionnelle), de pro-activisme et de sortie du prisme sécuritaire, étaient complémentaires entre elles et devaient permettre l'accomplissement de trois objectifs : le développement économique et commercial, la sécurisation du territoire et un gain d'influence régionale puis mondiale. Leur mise en application à partir de 2007 et surtout de 2009 n'a pas révélé de contradictions fondamentales entre elles. Or, les révolutions arabes changent profondément cette situation. Elles questionnent en particulier deux principes de la doctrine : la diplomatie multidimensionnelle, pensée pour s'adresser à des sociétés apaisées ; et le principe de « zéro problème avec les voisins », qui par définition exclut toute ingérence dans leurs affaires politiques internes.

7.1.3.1. « Zéro problème » avec les gouvernements, ou politique multidimensionnelle à destination des sociétés civiles ? Un risque de contradiction

Le principe multidimensionnel est celui qui a été le plus mal défini par Ahmet Davutoğlu¹⁴. Tel qu'entendu dans cette étude, il consiste à faire reposer la diplomatie non pas seulement sur des liens de gouvernement à gouvernement, mais également par le truchement d'acteurs civils divers, comme les ONG, les entreprises, ou bien encore les acteurs culturels. Cette pratique permettait en particulier à Ankara de faire jouer son *soft power* en se présentant comme une puissance bienveillante à l'égard des sociétés civiles ciblées. Or, il est évident que ce principe multidimensionnel ne peut être appliqué avec succès, à terme, que lorsqu'il existe, sinon une convergence, du moins une absence d'opposition frontale entre ces sociétés civiles et leurs gouvernements. À titre d'exemple, les interventions d'ONG comme İHH nécessitent la bienveillance, ou tout au moins l'autorisation des gouvernements concernés. L'expérience du Mavi Marmara a d'ailleurs montré les risques que pouvait entraîner une intervention d'une ONG en terrain de conflit où l'un des belligérants lui est hostile. Il est par ailleurs évident qu'en

¹⁴ Voir à ce sujet le chapitre 5, deuxième sous-partie, 3^{ème} section de la présente thèse.

situation de conflit civil, les activités des acteurs économiques auront tendance à se ralentir, sans parler de la coopération culturelle qui n'a souvent plus aucun canal d'expression.

Or, la politique de « zéro problème avec les voisins », qui répond largement au désir de stabilité des frontières et de désescalade des tensions, donnait une priorité aux rapports intergouvernementaux. La relance des négociations relatives à Chypre, la tentative de réconciliation avec l'Arménie ou les liens tissés avec la Syrie au cours des années 2000 ont été avant tout une affaire intergouvernementale. Dans les deux premiers cas, la pression de la société civile a d'ailleurs eu tendance à compliquer le rapprochement (vote négatif des Chypriotes hellénophones au référendum de 2004 sur le plan Annan ; hostilité des opinions publiques turque et arménienne à l'ouverture de 2008) davantage qu'à l'accompagner. Dans le cas syrien, si la société civile turque, en particulier ses acteurs économiques, avait investi dans le pays, le rapprochement était avant tout une affaire de coopération intergouvernementale, marquée par de nombreuses rencontres au sommet entre Bachar al-Assad, d'une part, Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, d'autre part¹⁵. Les liens étroits entre le Premier ministre turc et le colonel Kadhafi relèvent de la même logique : ils reprennent une pratique diplomatique initiée dès le premier mandat de l'AKP¹⁶, consistant à favoriser le contact direct entre dirigeants de haut niveau pour lancer de nouvelles coopérations bilatérales. Il y a à cet égard une dimension très réaliste de la politique étrangère menée par l'AKP jusqu'en 2011. İlhan Sağsen établit une comparaison assez intéressante, à ce titre, entre l'attitude initiale turque et l'attitude israélienne vis-à-vis de la crise syrienne : en dépit de positions divergentes, les deux pays partagent l'impression qu'une déstabilisation de la Syrie aurait des conséquences néfastes et doit être évitée¹⁷. Fondamentalement, l'approche première de la Turquie consisterait donc, pour respecter la mise en pratique de « zéro problème », à conserver des relations de coopération avec les gouvernements des pays connaissant une insurrection, sans se prononcer sur celles-ci.

Or, cette pratique apparaît périlleuse dans un contexte où le maintien au pouvoir des régimes concernés n'est pas assuré. Au milieu de l'année 2011, deux chefs d'État (tunisien et égyptien) ont déjà brutalement quitté leurs fonctions, et deux autres (libyen et yéménite) ont perdu *de facto* le contrôle de leur État, bien qu'ils en revendiquent toujours le pouvoir exécutif. En d'autres termes, les relations basées essentiellement sur les contacts entre dirigeants sont

¹⁵ Leur dernière rencontre date de la visite entamée le 11 octobre 2010 par Recep Tayyip Erdoğan à Damas.

¹⁶ Voir à ce sujet la deuxième sous-partie, deuxième section, deuxième sous-section, du chapitre 3 de la présente thèse.

¹⁷ SAĞSEN İlhan. *Op. cit.*, p. 61.

précarisées au cours de cette période. Mais plus grave encore, le maintien de relations avec une autorité décriée par une partie de son peuple peut être néfaste aux intérêts de la Turquie. Ahmet Davutoğlu identifie parfaitement le problème lorsqu'il estime que « les soulèvements adressaient un défi aux fondations conceptuelles de notre nouvelle politique étrangère¹⁸ », en forçant Ankara à choisir entre « le maintien de liens avec ces dirigeants oppresseurs » ou le soutien aux révolutions « pour sécuriser les droits démocratiques élémentaires ». Et si l'article où il pose ce diagnostic apparaît, à bien des égards, comme une tentative de justifier les évolutions de la politique étrangère turque, aucun élément ne permet de mettre en doute la réelle hésitation qui a saisi les décideurs turcs au début de la séquence. Comme le résume Méliha Benli Aktunışık, spécialiste des relations entre la Turquie et le monde arabe, il n'était tout simplement plus possible de maintenir un modèle qui avait vu ce pays devenir « une source d'inspiration pour les forces d'opposition du monde arabe, tout en approfondissant ses relations avec les régimes en place¹⁹. »

Ces contradictions, qui apparaissent encore surmontables dans le cas de renversement rapide de régimes avec lesquels Ankara n'entretient, par ailleurs, que des liens relativement secondaires, vont apparaître au plein jour lors de l'affaire libyenne.

7.1.3.2. La Libye, premier révélateur des contradictions de la doctrine de l'AKP

Au cœur de cet embrasement du monde arabe, plus encore qu'en Syrie, c'est face à la crise libyenne que la Turquie éprouve le plus de difficulté à se positionner. De fin février à début mars, le gouvernement turc se montre très discret sur les événements, tout en tâchant de réfréner les ardeurs répressives de Mouammar Kadhafi. Ainsi le 19 février, le ministère des Affaires étrangères se contente d'un communiqué très formel, insistant sur « la paix civile, la sérénité et la prospérité de notre pays frère la Libye²⁰ » ; puis, le 22 février, Recep Tayyip Erdoğan, dans un discours aux députés de l'AKP, déconseille au colonel Kadhafi d'ignorer les aspirations « à la démocratie et la liberté²¹ ». Le gouvernement AKP condamne dans un premier temps l'initiative franco-britannique et l'intervention militaire en Libye. Recep Tayyip Erdoğan et

¹⁸ DAVUTOĞLU Ahmet. « Zero Problems in a New Era ». *Foreign Policy*, 21 mars 2013.

¹⁹ BENLİ ALTUNIŞIK Meliha. « La question du 'modèle turc' ou le *soft power* de la Turquie au Moyen-Orient ». In SCHMID Dorothée (dir.). *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* Paris : CNRS, 2011, p. 144.

²⁰ Cité dans SEMO Marc. « L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque ». In SCHMID Dorothée (dir.). *Op. cit.*, p. 266.

²¹ Cité dans *Ibid.*, p. 267.

Abdullah Gül s'en prennent notamment à Nicolas Sarkozy, accusé de poursuivre d'autres intérêts que la défense du peuple libyen²². Toutefois, la Turquie s'engage peu à peu dans les opérations²³, en évitant d'attaquer frontalement son ancien partenaire. L'occasion semble bonne pour Ankara de jouer la carte de la médiation : fin mars, le gouvernement turc essaie, sur la ligne de l'UA, de favoriser une solution politique entre le régime libyen et les rebelles. Mais sa tentative est un échec : les autorités libyennes ne font aucun geste significatif, les pays occidentaux exigent le départ de Mouammar Kadhafi et poursuivent leur opération, et les rebelles de Benghazi laissent éclater leur colère contre l'AKP lorsque la Turquie propose de cesser de leur livrer des armes²⁴. Ankara suggère ensuite, au mois de juin, d'offrir une garantie de sécurité à Mouammar Kadhafi s'il accepte de quitter la Libye. Mais sa proposition restera sans réponse²⁵. Finalement, ce n'est qu'une fois la défaite du régime consommée que Recep Tayyip Erdoğan se rangera totalement du côté de la rébellion, se présentant de manière significative comme un « témoin » (et non un soutien) de la démocratisation du pays, et appelant les dernières troupes kadhafistes à rendre les armes²⁶.

La politique du gouvernement turc au sujet de la Libye a été critiquée même – et ce n'est pas un fait si commun – par ses propres partisans. Dès le mois d'avril, l'influent éditorialiste Cengiz Aktar, par exemple, fait valoir que par sa position timide, la Turquie détériore ses liens avec ses partenaires occidentaux tout en perdant en crédit auprès des populations arabes²⁷. Taha Özhan, directeur depuis 2009 de la SETA, et futur conseiller d'Ahmet Davutoğlu (2014-2016), publie un article au ton critique. Il constate que la Turquie, faute de définir clairement ses objectifs, est finalement resté un acteur assez passif dans la crise libyenne, incapable d'imposer sa volonté ; sa conclusion appelle à une nouvelle approche pour l'avenir²⁸. On retrouve la même analyse chez İlhan Sağsel qui estime que, faute d'une volonté politique suffisante et d'un choix clair, la Turquie n'a pas été un acteur de premier plan, mais plutôt un spectateur impuissant en Libye²⁹.

²² TRAYNOR Ian. « Turkey and France clash over Libya air campaign ». *The Guardian*, 24 mars 2011.

²³ MARCHAND Laure. « Libye : la Turquie s'engage à reculer dans les opérations ». *Le Figaro*, 24 mars 2011.

²⁴ SEMO Marc. *Op. cit.*, p. 272-274.

²⁵ « La Turquie offre des garanties à Kadhafi s'il quitte la Libye ». *L'Obs* (en ligne). 11 juin 2011. Disponible sur : <https://www.nouvelobs.com/monde/20110611.OBS4950/la-turquie-offre-des-garanties-a-kadhafi-s-il-quitte-la-libye.html> (dernière consultation : 10 octobre 2018).

²⁶ « Libye : Erdogan suit Sarkozy ». *Le Point*, 16 septembre 2011.

²⁷ Cité dans SEMO Marc. *Op. cit.*, p. 275.

²⁸ ÖZHAN Taha. « Batı ve Kaddafi makasında Libya » [La Libye en tenailles entre l'Occident et Kadhafi]. *Sabah*, 9 avril 2011.

²⁹ SAĞSEN İlhan. *Op. cit.*, p. 61.

Liée au régime de Mouammar Kadhafi, mais voulant se présenter comme une puissance promouvant la démocratie, Ankara a été incapable de conjuguer ces deux aspects de sa politique étrangère. La seule option retenue a été la médiation, un outil usuel de la doctrine de l'AKP. Or, cet outil s'est révélé totalement inadapté aux circonstances et insuffisant pour résoudre les contradictions apparues dans le discours turc. On peut noter, d'ailleurs, qu'une première tentative de médiation turque, au Bahreïn, s'était déjà soldée par un échec : les pays du CCG ont en effet ignoré une offre informelle d'Ankara³⁰. L'échec de cette approche semblait donc prévisible en Libye, où le conflit a pris dès fin février une dimension très radicale. L'impression donnée aux partenaires et aux observateurs internationaux a été celui d'une diplomatie dépassée et hésitant en permanence entre deux attitudes, sans réussir à conjuguer les deux³¹.

La crise libyenne éclaire très largement les défis que doit relever la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP : faire face à la déstabilisation soudaine de pays proches géographiquement et diplomatiquement ; dépasser la contradiction entre le principe de « zéro problème » avec les voisins, tourné vers les États, et le principe multidimensionnel, intégrant les sociétés civiles ; choisir entre un réalisme menant à la prudence et la tentation d'augmenter son *soft power* en devenant un modèle et défenseur de la démocratie au Moyen-Orient.

7.2. Le poids des réflexes idéologiques dans l'analyse turque

Comment l'AKP et ses têtes pensantes entendent-ils faire face aux défis posés à la doctrine par les révolutions arabes et leurs conséquences ? Il est essentiel, en premier lieu, de comprendre l'analyse portée sur ces bouleversements, une fois passé l'effet de surprise. Or, de manière assez prévisible, les penseurs de l'AKP vont avoir tendance à privilégier une lecture des révolutions compatible avec leur arrière-plan idéologique. Et c'est Ahmet Davutoğlu qui, dans un premier temps, peut croire en sortir renforcé, tant il rattache ce phénomène à ses écrits anciens et y voit l'aboutissement de ses propres analyses. Cette perception explique les prévisions dès lors très

³⁰ CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *Op. cit.*, p. 220.

³¹ DEMİRTAŞ Birgül. « AKP'nin dış politikasını anlamak : Emperyal miras, neoliberal çıkarlar ve pragmatizm » [Comprendre la politique étrangère de l'AKP : Héritage impérial, intérêts néo-libéraux et pragmatisme]. In COŞAR Simten, YÜCESAN-ÖZDEMİR Gamze (dir.). *İktidarın Şiddeti : AKP'li yıllar, neo-liberalizm ve islamcı politikalar* [La violence du pouvoir : Les années AKP, le néo-libéralisme et les politiques islamistes]. Istanbul : Metis, 2014, p. 211.

SEMO Marc. *Op. cit.*, p. 279-280.

SAĞSEN İlhan. *Op. cit.*, p. 61.

optimistes qu'il va porter, appuyé par un certain nombre d'analystes, sur l'évolution des révolutions arabes et le rôle que la Turquie peut être amenée à y jouer.

7.2.1. Ahmet Davutoğlu : un triomphe intellectuel ?

Son poste de ministre des Affaires étrangères offre au théoricien de la profondeur stratégique une vue directe sur les bouleversements en cours. Plus encore que l'ambition « néo-ottomaniste » que lui reprocheront ses détracteurs, son action vis-à-vis des révolutions arabes est dictée par l'analyse qu'il a portée sur ces sociétés, analyse que de nombreux penseurs influents de Turquie valideront au cours de cette séquence.

Exprimée dans ses premiers ouvrages, en particulier *Stratejik Derinlik*³² et *Küresel Bunalım*³³, l'idée développée par Ahmet Davutoğlu sur les sociétés arabes peut se résumer simplement. Il estime que les puissances mondiales, en particulier occidentales, par crainte de l'émergence de mouvements islamistes incontrôlables, ont favorisé le maintien dans ces pays de régimes autoritaires. Alors même qu'ils ont salué la démocratisation de l'Europe de l'Est après la guerre froide, les Occidentaux ont toujours refusé cette même démocratisation aux peuples musulmans. Si cette analyse disparaît de ses écrits à partir du milieu des années 2000, en tout cas telle que formulée initialement, il est frappant de la voir réapparaître au moment des révolutions arabes. En 2013, il publie un article³⁴ (en anglais, donc destiné aux observateurs étrangers) dans *The International Spectator*, qui se présente à bien des égards comme une tentative d'explication de la politique étrangère turque vis-à-vis des révolutions arabes. Son intitulé fait référence à trois séismes qu'aurait traversé le monde depuis la fin de la guerre froide : l'implosion de l'URSS ; le 11 septembre et la guerre contre le terrorisme qui s'ensuit ; enfin, la crise économique de 2008 suivie des révolutions arabes (il lie les deux). Il se réfère à ce premier « séisme » en estimant que la démocratisation qu'il a entraîné en Europe ne s'est pas poursuivie dans les pays arabes. Au contraire, le deuxième « séisme » (le 11 septembre) a conduit les Occidentaux à soutenir les régimes autoritaires en place, par crainte de l'islamisme. Le troisième « séisme » lui apparaît comme le retour de bâton de cette politique, l'explosion de

³² DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales]. Istanbul : Küre Yayınları, 48ème édition, 2010 (1ère édition : 2001), p. 360-372.

³³ *Idem*. *Küresel Bunalım : 11 Eylül Konuşmaları* [La crise globale : Discussions sur le 11 septembre]. Istanbul : Küre Yayınları, 2002, p. 201.

³⁴ *Idem*. « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey ». *The International Spectator: Italian Journal of International Affairs*, vol. 48, n° 2, 2013, p. 1-11.

peuples trop longtemps privés de la démocratisation³⁵. Les révolutions marquent ainsi l'échec d'une approche sécuritaire de la région. Il est intéressant par ailleurs de constater qu'en ces moments historiques, il place toujours la Turquie dans le « bon » camp : soutien de l'Occident durant la guerre froide, elle a également participé à la lutte contre le terrorisme ; l'idée induite est que son soutien à la démocratisation des pays arabes est une suite logique de ces politiques³⁶.

À cette occasion, Ahmet Davutoğlu oppose son analyse, que les révolutions arabes viendraient valider, à celle des Occidentaux. C'est ainsi qu'en 2014, il dénonce « l'approche orientaliste » de ces derniers qui considèreraient que seul l'autoritarisme est bon pour les peuples musulmans, la présentant comme un « racisme caché³⁷ ». Inversement, dès 2012, interrogé par une radio égyptienne, il n'hésite pas à se présenter (en anglais) comme un visionnaire, qui aurait anticipé dans ses ouvrages le besoin de démocratisation du monde arabe. Répondant à la question : « *Did you see the Arab spring coming ?* » [Avez-vous vu venir le printemps arabe ?], il donne une réponse sans ambiguïté :

« De notre point de vue, il était attendu ; nous étions conscients de la nécessité urgente de changement et de transformation démocratique dans la région. Comme vous pouvez vous le rappeler, dans mon livre *Profondeur Stratégique* (avril 2001), j'avais souligné que la stabilité et l'expérience politique dans les États arabes n'étaient pas basées sur une légitimité sociale, et que cette stabilité était sans valeur. De même, j'avais aussi affirmé que les transformations dans le nationalisme arabe et les crises de légitimité politique allaient affecter les structures du *leadership* politique dans ces pays. Ainsi, dès les premières années de la décennie précédente, nous avons commencé à insister sur l'importance d'introduire des réformes politiques et économiques et de mettre en valeur la dignité, les droits humains et les libertés, ainsi que les valeurs universelles comme l'État de droit, la transparence, la responsabilité et l'égalité des genres dans la région³⁸. »

Il délivre un discours similaire dans son article de mars 2013 à *Foreign Policy* :

³⁵ *Ibid.*, p. 3.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Cité dans STEIN Aaron. *Turkey's new foreign policy : Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*. Londres : RUSI, 2014, p. 38.

³⁸ « Interview by Mr. Ahmet Davutoğlu published in AUC Cairo Review (Egypt) on 12 March 2012 ». Republic of Turkey : Ministry of Foreign Affairs (en ligne). Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/interview-by-mr_-ahmet-davuto%C4%9Flu-published-in-auc-cairo-review-_egypt_-on-12-march-2012.en.mfa (dernière consultation : 13 novembre 2018).

« Lorsque la vague récente de protestations démocratiques a commencé à secouer le Moyen-Orient, la validité de notre cadre conceptuel a été une fois encore confirmée. Aux racines du bouleversement régional se trouvait la demande sincère des peuples arabes de bonne gouvernance qui respecterait leurs droits civils, leur honneur et leur intégrité. Précédemment, l'AKP avait fait valoir en plusieurs occasions qu'alors que nous réformions en permanence nos systèmes économique et politique, les gouvernants du grand Moyen-Orient avaient besoin d'initier des réformes internes similaires³⁹. »

Ainsi, dans son discours, l'AKP et lui-même n'apparaissent pas comme des acteurs surpris par un soulèvement soudain, mais l'ayant au contraire largement anticipé. On peut supposer qu'il y a dans ce discours une part de reconstruction *a posteriori*, les hésitations turques sur la Libye en témoignant. Il n'en reste pas moins que les analyses antérieures d'Ahmet Davutoğlu deviennent ainsi la principale grille d'analyse des révolutions arabes.

Il convient ici de s'arrêter sur une autre supposition : l'accusation est souvent portée, contre Ahmet Davutoğlu, d'avoir agi par solidarité sunnite, une attitude que beaucoup qualifient de néo-ottomaniste (même si le terme désigne initialement une autre idéologie⁴⁰). Elle est formulée par l'un de ses prédécesseurs, Yaşar Yakış, selon qui « Ahmet Davutoğlu aurait eu une approche très différente sur la Syrie si elle était dirigée par un clan sunnite⁴¹ ». C'est aussi l'analyse de l'universitaire Ümit Özdağ, proche des milieux nationalistes⁴², et qui dès 2012 met en garde contre une politique étrangère basée selon lui sur le soutien à l'islam politique sunnite face à un supposé axe chiite⁴³. Il est aujourd'hui frappant de constater que, depuis la démission d'Ahmet Davutoğlu vécue comme une disgrâce, cette opinion s'est largement répandue au sein de la population turque, même pro-AKP⁴⁴. Plusieurs éléments doivent toutefois conduire, sinon à réfuter en bloc, du moins à nuancer cette opinion, particulièrement pour la période 2011-2013. Il y a tout d'abord les écrits de l'intéressés lui-même. Outre qu'il continue, comme il l'a toujours

³⁹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Zero Problems in a New Era ».

⁴⁰ Voir à ce sujet les passages consacrés au néo-ottomanisme et aux différents emplois du terme dans le chapitre 2 de la présente thèse.

⁴¹ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁴² Élu député du MHP en 2015, il est exclu en novembre 2016 de ce parti dont il critique le rapprochement avec l'AKP. Au cours de la campagne présidentielle de 2018, il sera, si l'on en croit les universitaires Haydar Çakmak (entretien avec l'auteur, 6 juin 2018) et Şaban Kardaş (entretien avec l'auteur, 7 juin 2018), ainsi que le politologue Mustafa Görkem Doğan (entretien avec l'auteur, 24 mai 2018), le principal conseiller en politique étrangère de la candidate nationaliste Meral Akşener.

⁴³ ÖZDAĞ Ümit. « Davutoğlu'nun radikal Sünni merkezli Orta Doğu politikası » [La politique moyen-orientale centrée sur le sunnisme radical de Davutoğlu]. *Yeniçağ*, 16 mars 2012.

⁴⁴ Entretiens informels réalisés à Istanbul et Ankara, essentiellement en mai et juin 2018.

fait, de récuser le terme de « néo-ottomanisme⁴⁵ », il affirme dès 2012 considérer comme « un devoir de prévenir et d'atténuer les tensions religieuses⁴⁶ ». Il insiste aussi dans son article sur les « trois séismes » sur la nécessité d'empêcher « la montée d'hostilités entre sunnites et chiites, Arabes et Kurdes ou Arabes et Turcs⁴⁷ ». C'est un point suffisamment marquant pour se retrouver dans les analyses de la SETA, par exemple dans un article en forme de bilan, où l'auteur estime qu'il est essentiel pour la Turquie d'œuvrer à éviter les divisions religieuses ou ethniques⁴⁸. Beaucoup d'observateurs, du reste, estiment l'analyse d'Ahmet Davutoğlu sincère. Plus qu'une solidarité religieuse cachée, ils mettent en avant une forme d'idéalisme, ayant conduit à une erreur de diagnostic. C'est le cas de Muhittin Ataman, qui, tout en jugeant sa politique trop utopiste, croit à la volonté réelle d'Ahmet Davutoğlu d'éviter un massacre en Syrie⁴⁹. Même remarque d'Oytun Orhan, de l'ORSAM, selon qui la principale erreur d'Ahmet Davutoğlu a été un trop grand optimisme⁵⁰. Pour Emel Parlar Dal, l'intéressé ignorait surtout la complexité de la mosaïque politique et culturelle que constituait la Syrie, sur laquelle il projetait un schéma simplifié opposant un régime autoritaire et un peuple excédé⁵¹. Il est difficile de trancher ce débat, mais on peut se borner à constater que, de 2011 à 2013, les discours d'Ahmet Davutoğlu font davantage référence à ses analyses sur le manque de démocratie du monde arabe que sur un soutien aux populations sunnites.

La victoire idéologique que pense remporter le ministre des Affaires étrangères est encore renforcée par les analyses concordantes du champ intellectuel et politique turc. À commencer par son propre président, Abdullah Gül, qui dénonce en 2012, lors d'un voyage en Tunisie, et avec des termes très similaires aux siens, « la mauvaise conception orientaliste selon laquelle l'islam, la démocratie et la modernité ne peuvent pas s'accorder⁵². » Ali Resul Usul, du GPot, fait dès avril 2011 la même constatation qu'Ahmet Davutoğlu : alors même que la fin de la

⁴⁵ Davutoglu: « I'm Not a Neo-Ottoman ». *Balkan Insight* (en ligne). 26 avril 2011. Disponible sur : <http://www.balkaninsight.com/en/article/davutoglu-i-m-not-a-neo-ottoman> (dernière consultation : 13 octobre 2018).

⁴⁶ DAVUTOĞLU Ahmet. « Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation ». TEPAV (en ligne). Document de travail : Turkey Policy Brief Series n° 3. 2012. Disponible sur : http://www.tepav.org.tr/upload/files/haber/1335252053-0.Les_principes_phares_de_la_politique_trang_re_turque_dans_une_r_gion_en_mutation.pdf (dernière consultation : 11 novembre 2018)

⁴⁷ *Idem*. « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 8.

⁴⁸ YILMAZ Nuh. « Türk Dış Politikası Suriye'de İflas mı Etti? » [La politique étrangère turque a-t-elle fait faillite en Syrie ?]. SETA (en ligne). 21 août 2011. Disponible sur : <https://www.setav.org/turk-dis-politikasi-suriyede-iflas-mi-etti/> (dernière consultation : 1^{er} novembre 2018).

⁴⁹ Entretien avec l'auteur, 8 juin 2018.

⁵⁰ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

⁵¹ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

⁵² Cité dans STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 37-38.

guerre froide a entraîné une démocratisation du monde, les pays arabes ont au contraire connu le maintien de régimes autoritaires et l'absence de démocratie⁵³. Sur la Syrie, une figure comme Ufuk Ulutaş, de la SETA, reprend la même analyse très critique du régime. Il est frappant, à ce titre, de constater la concordance entre ses écrits et les positions gouvernementales turques. Ainsi, en avril 2011, alors que le gouvernement turc tente de conserver de bonnes relations avec le régime de Damas, il publie une analyse en faveur de réformes de la part de ce dernier, sans estimer sa chute nécessaire⁵⁴. Mais en mai, le ton change. Il dénonce désormais un régime assimilé à une « secte » reposant sur les « liens du sang⁵⁵ ». Puis, en juillet, reprenant cette même analyse du régime, il le voit s'acheminer vers une guerre civile comparable au conflit syrien⁵⁶. Oytun Orhan, qui suit le dossier syrien pour l'ORSAM depuis le début des contestations, témoigne de cette atmosphère : « il y a avait un consensus au sujet de la Syrie. Tout le monde pensait, comme Ahmet Davutoğlu, que ce régime allait tomber, comme tous les autres régimes autoritaires avant lui⁵⁷. » Toutefois, il convient de relativiser l'influence que ces élites intellectuelles ont pu avoir sur Ahmet Davutoğlu : en effet, comme le montre l'exemple d'Ufuk Ulutaş, les analystes de centres de recherche comme le SETA semblent se calquer sur les positions gouvernementales, en évoluant avec elles et sans les précéder. D'après Oytun Orhan, l'influence de ces centres de recherche doit être nuancée : il donne l'exemple des analyses de l'ORSAM sur la nécessaire instauration d'une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie. Bien qu'elle ait été présentée au gouvernement dès le début de l'année 2012, ce dernier ne l'a pas reprise avant une période considérable, et sans s'inspirer des modèles qui lui avaient été proposés⁵⁸.

L'analyse portée par le ministre des Affaires étrangères, et majoritaire dans le champ intellectuel et politique turc, notamment pro-AKP, est donc celle d'une forme de normalisation de la région. Les révolutions apparaissent comme une tentative logique des peuples arabes

⁵³ USUL Ali Resul. « Arap halk hareketleri, bölgede demokratikleşme imkanları, Libya ve Türkiye'nin tutumu » [Les mouvements populaires arabes, les possibilités de démocratisation dans la région, la Libye et l'attitude turque]. GPot (en ligne). Document de travail : Policy Brief n° 23. Avril 2011. Disponible sur : http://www.gpotcenter.org/dosyalar/PB23_2011_ArapHalkHareketleri_AliResulUsul.pdf (dernière consultation: 22 octobre 2018). Il est à noter que l'auteur s'appuie dans son analyse sur Samuel Huntington, une des références d'Ahmet Davutoğlu (bien que ce dernier contredise certaines de ses conclusions).

⁵⁴ ULUTAŞ Ufuk. « Beşar Esad'ın Seçimi » [Le choix de Bachar al-Assad]. SETA (en ligne). 23 avril 2011. Disponible sur : <https://www.setav.org/besar-esadin-secimi/> (dernière consultation : 17 octobre 2018).

⁵⁵ *Idem*. « Suriye'de rejimin şifresi: Mezhep ve kan bağı » [Le secret du régime en Syrie : la secte et les liens de sang]. *Sabah*, 14 mai 2011.

⁵⁶ *Idem*. « Suriye Arap Baharı'nın Neresinde? » [Où se situe la Syrie dans le printemps arabe ?] SETA (en ligne). 4 juillet 2011. Disponible sur : <https://www.setav.org/turkiyenin-libya-sinavi/> (dernière consultation : 17 octobre 2018).

⁵⁷ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

⁵⁸ *Ibid*.

d'accéder à la démocratisation. Ils auraient été privés de celle-ci par des pouvoirs tyranniques soutenus par un Occident qui privilégiait l'approche sécuritaire. Considérant qu'il avait analysé de longue date cette anomalie, Ahmet Davutoğlu va élaborer un plan d'action doit, à ses yeux, permettre à la Turquie de reprendre sa place historique – c'est en cela que l'idée de nostalgie ottomane peut se voir mobilisée – dans le monde arabe post-révolutions.

7.2.2. Une grille d'analyse menant à des scénarios optimistes

Le schéma intellectuel qui triomphe à l'AKP au cours de l'année 2011 l'amène à anticiper une évolution des révolutions arabes favorable aux intérêts turcs. Cet optimisme repose sur trois suppositions : la Turquie va être une source d'inspiration pour les jeunes démocraties arabes ; elle établira en particulier une relation spéciale avec l'Égypte, permettant à l'axe Ankara – Le Caire de peser au Moyen-Orient ; et elle jouera un rôle crucial dans la démocratisation de la Syrie, après la chute inéluctable de Bachar al-Assad.

L'idée de la Turquie comme source d'inspiration pour les pays arabes ayant connu une révolution se généralise au cours de l'année 2011, surtout après la rupture d'Ankara avec le régime de Mouammar Kadhafi. Il est intéressant de noter que le concept de « modèle turc », très fréquemment évoqué par les observateurs internationaux à l'époque⁵⁹, n'est pas repris par les Turcs. Ceux-ci insistent au contraire sur la nécessité de laisser les pays arabes choisir leurs propres institutions démocratiques, se contentant généralement d'évoquer subtilement les inspirations que ceux-ci peuvent trouver dans le régime politique turc. Ainsi, dans un entretien publié par *Foreign Affairs*, le président Abdullah Gül rejette l'idée d'agir en « *big brother* » pour les pays arabes ; mais il dit également qu'il serait heureux si la Turquie, en tant que pays musulman, démocratie, et porteuse d'une « *success story* » économique, pouvait représenter un exemple⁶⁰. On retrouve le même état d'esprit chez le journaliste ottomaniste Cengiz Aktar lorsqu'il déclare, en 2011, que « *Turkey has proven to be sustainable and responsive to the*

⁵⁹ Voir par exemple :

- DIAB Khaled. « Recep Tayyip Erdogan: Arab hero? » *The Guardian*, 22 septembre 2011.
- LEVINE Mark. « Is Turkey the best model for Arab democracy? » *Al-Jazeera* (en ligne). 19 septembre 2011. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/09/201191684356995273.html> (dernière consultation : 18 octobre 2018).
- SCHMID Dorothée. « Le modèle turc à l'épreuve du printemps arabe ». *Questions Internationales*, n° 53, janvier-février 2012, p. 37-38.

⁶⁰ TEPPERMAN Jonathan. « Turkey's Moment : A Conversation With Abdullah Gül ». *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, janvier-février 2013, p. 6-7.

*expectations of societies who are looking for greater democracy and well-being*⁶¹ » [La Turquie a prouvé qu'elle était viable et responsable face aux attentes des sociétés qui espèrent plus de démocratie et de bien-être]. Il y a ainsi l'idée que les révolutions arabes vont augmenter l'intérêt pour les institutions turques, et donc son *soft power*. Elle ne s'appuie pas seulement sur les études passées d'Ahmet Davutoğlu mais aussi sur des indices plus concrets, dont le principal est certainement cette étude réalisée en octobre 2011 par l'université du Maryland dans six pays arabes (Égypte, Émirats Arabes Unis, Jordanie, Liban, Maroc) pour sonder l'opinion publique sur différents sujets politiques⁶². Parmi les pays ayant joué le « rôle le plus constructif » durant la séquence révolutionnaire, la Turquie est citée par 50% des sondés, en tête, devant la France (30%), les États-Unis (24%) et la Chine (20%). Non seulement les répondants citent (à 22%) Recep Tayyip Erdoğan comme le chef politique qu'ils admirent le plus dans le monde (Hassan Nasrallah et Mahmoud Ahmadinejad le suivant, tous deux à 13%) ; mais ils sont également 31% à estimer que le prochain président égyptien devrait ressembler au Premier ministre turc (ce taux monte à 38% lorsqu'on isole les seuls sondés égyptiens). Enfin, invités à citer le pays dont les institutions leur semblent le meilleur modèle à suivre, les sondés égyptiens sont 44% à citer la Turquie (contre 10% qui citent la France, en deuxième position). Il semble ainsi qu'à l'époque, les espérances turques d'apparaître comme une source d'inspiration démocratique ne soient pas si déraisonnables, particulièrement vis-à-vis de l'Égypte.

L'image particulièrement bonne de la Turquie et de ses dirigeants auprès des Égyptiens et la victoire du PLJ aux élections législatives qui se tiennent de novembre 2011 à janvier 2012 (puis de son candidat Mohammed Morsi à l'élection présidentielle de mai-juin 2012), incitent les Turcs à envisager un partenariat rapproché avec ce pays. Taha Özhan, directeur de la SETA, est un des principaux promoteurs de cette idée. Il estime que la Turquie et l'Égypte, « qui se sont redécouvertes mutuellement après un long siècle d'interruption », devraient construire un axe qui « pourrait profondément influencer la géopolitique dans toute la région⁶³. » Économique et politique, cette alliance permettrait notamment de faire contrepoids à l'alliance américano-israélienne et de peser en faveur de Gaza. L'idée a les faveurs d'Ahmet Davutoğlu, dont l'ouvrage *Stratejik Derinlik* mettait déjà en avant l'importance de l'Égypte, dont il

⁶¹ Cité dans CHRISTIE-MILLER Alexander. « Erdogan pitches Turkey's democratic model on 'Arab Spring' tour ». *The Christian Science Monitor* (en ligne). 16 septembre 2011. Disponible sur : <https://www.csmonitor.com/World/Middle-East/2011/0916/Erdogan-pitches-Turkey-s-democratic-model-on-Arab-Spring-tour> (dernière consultation : 28 octobre 2018).

⁶² L'institution Brookings a mis en ligne un PDF compilant les résultats de cette étude. Il est consultable sur : https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/1121_arab_public_opinion.pdf (dernière consultation : 1^{er} novembre 2018). Tous les chiffres cités jusqu'à la fin du paragraphe en sont issus.

⁶³ ÖZHAN Taha. « Mısır-Türkiye Ekseni » [L'axe Égypte-Turquie]. *Sabah*, 17 novembre 2012.

souhaitait qu'elle formât un triangle stratégique avec la Turquie et l'Iran⁶⁴. Dans son article relatif aux « trois séismes », il se réjouit que la Turquie et l'Égypte soient en train « de rapidement se diriger vers la création du plus important axe bilatéral de la région⁶⁵. » Cet optimisme se retrouve, malgré une situation plus compliquée, dans l'analyse de l'AKP relative à la Syrie.

Lorsque l'on s'intéresse aux écrits publiés en Turquie de 2011 à début 2013, on constate une réelle croyance dans un prochain effondrement du régime syrien. En février 2012, l'ORSAM publie une analyse d'Hasan Kanbolat au titre parlant : « Comprendre la Syrie depuis la Syrie: Il reste six mois à Assad⁶⁶ ». Il estime dans son article que le dirigeant syrien est à bout de ses forces économiques ; de plus, son armée serait aux abois, face à une ASL disposant toujours d'argent et de soutien. C'est donc, selon lui, le moment pour la Turquie de se placer dans une perspective post-Assad et d'aider l'opposition à construire une Syrie démocratique et respectueuse des minorités. L'article a globalement la même tonalité que l'analyse, publiée plusieurs mois plus tôt par la SETA, de Nuh Yılmaz⁶⁷. En décembre 2012, Taha Özhan se montre certes un peu plus réservé : il fait valoir que la chute de Bachar al-Assad ne sera peut-être pas aussi évidente que prévue ; il estime toutefois que ce sera un test déterminant pour la Turquie et que celle-ci doit se placer dans cette éventualité⁶⁸. Oytun Orhan admet volontiers qu'en 2012, le centre de recherche dont il est membre (l'ORSAM), tout comme le SETA, ont eu tendance à sous-estimer la résistance du régime syrien et à conseiller aux dirigeants turcs de faire en sorte d'être du « bon côté » lorsque ce dernier tomberait⁶⁹. Quant à Ahmet Davutoğlu, il vaticine et n'hésite pas à invoquer le « sens de l'Histoire » [*flow of history*] et à comparer le régime syrien à la Roumanie de Nicolae Ceaucescu⁷⁰. Il croit, selon ses propres termes, à « l'avènement d'un nouvel ordre régional appuyé sur des régimes politiques représentatifs et pluralistes, unis les uns aux autres par un même idéal démocratique et par une forte interdépendance économique⁷¹. » La chute de Bachar al-Assad lui apparaît ainsi comme une

⁶⁴ DAVUTOĞLU Ahmet. *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales], p. 404-405.

⁶⁵ *Idem*. « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 8.

⁶⁶ KANBOLAT Hasan. « Suriye'den Suriye'yi Anlamak : Esad'ın Altı Ayı Kaldı » [Comprendre la Syrie depuis la Syrie : Il reste six mois à Assad]. ORSAM (en ligne). 24 février 2012. Disponible sur : <http://orsam.org.tr/orsam/DPAnaliz/13124?dil=tr> (dernière consultation : 13 octobre 2017)

⁶⁷ YILMAZ Nuh. *Op. cit.*

⁶⁸ ÖZHAN Taha. « Dış politikada kırılma yılı » [L'année de rupture dans la politique étrangère]. *Sabah*, 29 décembre 2012.

⁶⁹ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

⁷⁰ DAVUTOĞLU Ahmet. « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 5.

⁷¹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation ». TEPAV (en ligne). Document de travail : Turkey Policy Brief Series n° 3. 2012. Disponible sur :

évidence, dont seule la date resterait encore inconnue. Il importe à ce sujet de se replacer dans le contexte de l'époque : les dirigeants turcs ne sont alors pas les seuls à envisager la chute du régime syrien. De nombreux politiques et observateurs étrangers partagent ce diagnostic. Pour ne donner qu'un seul exemple, en juillet 2012, une délégation de 300 observateurs de l'ONU avait conclu que la chute du régime n'était plus « qu'une question de temps⁷² ». Il y a, aujourd'hui encore, consensus pour estimer qu'Ahmet Davutoğlu en était, lui aussi, sincèrement convaincu. Yaşar Yakış, qui ne ménage pas ses critiques à l'égard de son lointain successeur, plaide néanmoins l'erreur sincère, due selon lui à une mauvaise connaissance de la Syrie : « il a surestimé le poids des Turkmènes et des sunnites dans l'équilibre communautaire et politique syrien. C'est une erreur qu'il avait déjà commise au sujet de l'Irak⁷³. » Pour Özden Zeynep Oktav, Ahmet Davutoğlu caressait le rêve d'une quasi-suppression de la frontière entre Turquie et Syrie : avec la chute de Bachar al-Assad et l'aide turque à une reconstruction démocratique, c'est une option qu'il espérait concrétiser⁷⁴. Quant à l'universitaire Ramazan Erdağ, qui a beaucoup travaillé sur la culture stratégique de la Turquie, il estime qu'il y avait une volonté sincère des dirigeants turcs d'aider un « peuple syrien » perçu comme majoritairement hostile au régime à renverser ce dernier et à mettre en place un modèle démocratique⁷⁵.

L'idéologie joue donc un rôle majeur dans la réaction turque aux révolutions arabes. Tout se passe comme si, voyant là une occasion de valider ses analyses antérieures, Ahmet Davutoğlu, soutenu par de nombreux penseurs, renonçait à sa pratique prudente des dernières années. Les dirigeants turcs se mettent à rêver d'un monde arabe démocratisé dans lequel leur influence serait décuplée, reposant sur un axe politique avec l'Égypte et l'établissement de rapports privilégiés avec l'opposition syrienne, qui ne peut manquer de renverser Bachar al-Assad. C'est cette analyse qui va servir d'arrière-plan aux modifications apportées à la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, en vue de lui redonner une cohérence et de l'adapter à la nouvelle donne régionale.

http://www.tepav.org.tr/upload/files/haber/1335252053-0.Les_principes_phares_de_la_politique__trang__re_turque_dans_une_r_gion_en_mutation.pdf
(dernière consultation : 11 novembre 2018).

⁷² « La chute d'Assad, une question de temps pour l'ONU ». *Le Monde*, 27 juillet 2012.

⁷³ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

⁷⁴ Entretien avec l'auteur, 11 juin 2018.

⁷⁵ Entretien avec l'auteur, 3 avril 2018.

7.3. Un essai d'adaptation de la doctrine

Il est intéressant, lorsque l'on se penche sur les interventions d'Ahmet Davutoğlu à partir de 2012, de constater l'évolution de la manière dont il définit ses principes d'actions. Ceux-ci, qui avaient déjà légèrement évolué entre 2008 et 2010⁷⁶, passent désormais au nombre de six. Et apparaissent au passage beaucoup moins clairs : dans un papier publié par la TEPAV en 2012⁷⁷, il énumère ainsi la diplomatie multidimensionnelle, le volontarisme extérieur (une traduction française de « *pro-active foreign policy* », politique pro-active), la diplomatie intensive (rythmique), le « zéro problème de voisinage », mais aussi deux concepts bien plus flous : « l'action au service de l'ordre » et « la coopération internationale ». L'équilibre entre liberté et sécurité est bien évoqué par la suite comme un objectif, mais il n'est plus intégré parmi ces six principes fondateurs. En mars 2013, nouveau changement : il y a toujours six principes, et cette fois, à ceux déjà présents auparavant (équilibre entre liberté et sécurité, qui est de nouveau cité, « zéro problème avec les voisins », politique étrangère multidimensionnelle, diplomatie rythmique, pro-activisme), il faut ajouter « *an altogether new diplomatic style*⁷⁸ », qu'on peut traduire par « un nouveau style diplomatique d'ensemble », concept flou s'il en est ! Cette évolution rappelle bien que les principes d'action définis par le principal instigateur de la doctrine de l'AKP ne forment pas un corpus solide, mais restent profondément mouvants. Or, à partir de 2012, ils changent encore plus rapidement en fonction des discours, traduisant la difficulté turque à reformuler cette doctrine. Le principe d'équilibre entre liberté et sécurité s'étend hors des frontières turques, changeant en profondeur la vision de « zéro problème » avec les voisins. L'outil que représentait le « soft power » en matière politique évolue vers une forme de messianisme démocratique, la Turquie se voulant le défenseur de ce concept à l'échelle régionale. Enfin, ces évolutions en amènent une autre, à savoir un bouleversement des équilibres au sein de la diplomatie multidirectionnelle, Ankara commençant à se trouver non plus seulement des partenaires, mais aussi des alliés et des adversaires.

⁷⁶ Voir à ce sujet le chapitre 5 de la présente thèse.

⁷⁷ DAVUTOĞLU Ahmet. Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation. TEPAV (en ligne). Document de travail : Turkey Policy Brief Series n° 3. 2012. Disponible sur : http://www.tepav.org.tr/upload/files/haber/1335252053-0.Les_principes_phares_de_la_politique__trang__re_turque_dans_une_r_gion_en_mutation.pdf (dernière consultation : 11 novembre 2018).

⁷⁸ *Idem*. « Zero Problems in a New Era », 21 mars 2013.

7.3.1. Une nouvelle approche des enjeux régionaux : la redéfinition du « zéro problème » à l'aune de la crise syrienne

Début 2012, cherchant à évaluer quels éléments de la politique étrangère turque ont changé depuis 2002, un analyste de l'ORSAM estime que « l'idéalisme [y] a pris la place du réalisme⁷⁹. » Ce qu'il n'indique pas, toutefois, c'est que cette évolution ne s'est vraiment pas produite au cours de la décennie qu'il analyse, mais essentiellement dans les mois précédant son article. La nouvelle définition donnée au principe de « zéro problème avec les voisins » est l'outil principal de ce changement, qui impacte profondément la relation turque à la Syrie.

7.3.1.1. Une redéfinition de « zéro problème avec les voisins » tournée vers les sociétés civiles

Dans la politique étrangère turque, les révolutions arabes entraînent un « choc du pragmatisme et de l'idéalisme », entre « l'intérêt national et les idéaux⁸⁰ ». Encore faut-il bien comprendre qu'il s'agit là d'une vision externe à l'AKP. En effet, au vu de l'analyse qui a été faite par le parti des révolutions arabes, il n'y a pas de contradiction entre les idéaux qu'il affirme et les intérêts nationaux turcs. Ahmet Davutoğlu affirme ainsi, en 2012, vouloir « infuser de l'universel dans le local, en promouvant partout les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence et l'État de droit », tendre la main « aux peuples qui réclament ces principes chez eux », tout cela « dans le strict respect de nos intérêts nationaux⁸¹ ». Non seulement il ne voit pas de contradiction entre ces deux aspirations, mais il décrit même la politique turque comme « une politique étrangère d'avenir⁸² ». Il n'empêche que son article intègre à plusieurs reprises les concepts de « valeur », de « sens de l'histoire » ou d'« exigence démocratique ». C'est un vocabulaire qui relève davantage de l'idéalisme que du pragmatisme. L'universitaire Şaban Kardaş, qui dirige alors le TEPAV, remarque cette inflexion :

« Il est intéressant de noter que le discours officiel turc fait désormais la part belle au libéralisme – politique, cette fois – en incitant ouvertement ses voisins à opter pour un

⁷⁹ ATEŞ Davut. « Türk Dış Politikasında On Yılda Neler Değişti, Neden Değişti ? » [Qu'est-ce qui a changé dans la politique étrangère turque en dix ans, et pourquoi ?] ORSAM (en ligne). 23 février 2012. Non disponible (dernière consultation : 11 novembre 2017 ; supprimé à la date du 13 novembre 2017).

⁸⁰ GÖKSEL Oğuzhan. « The impact of the Arab Spring on Turkey's role and relations in the Middle East ». In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millenium*. Francfort : Peter Lang, 2015, p. 59.

⁸¹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation ».

⁸² *Ibid.*

régime de type démocratique. Aux yeux d'Ankara, la démocratie est le système le plus efficace en termes de bonne gouvernance et de croissance économique, qui sont elles-mêmes deux conditions de la stabilité intérieure⁸³. »

Or, cet idéalisme heurte de front la politique de « zéro problème » avec le voisinage. L'opposition turque ne manque pas de le faire remarquer : en juillet 2012, le porte-parole du CHP, Muharrem İnce, a cette formule cruelle : « la Turquie est allée de zéro problème avec les voisins à une situation de zéro voisin ; Ahmet Davutoğlu est le projet le plus insensé du Premier ministre⁸⁴. » Plus inattendu, cette critique se retrouve également dans la bouche de... Bachar al-Assad. Interrogé par le quotidien d'opposition *Hürriyet*, le président syrien invite Recep Tayyip Erdoğan à appliquer « ce qu'il reste » du principe de « zéro problème avec les voisins⁸⁵ ». Il récidive à la fin de l'année 2012, estimant que la Turquie est passée de « zéro problème » à « zéro ami⁸⁶ ». Si elles peuvent paraître ubuesques, ces remarques du président syrien indique tout à la fois l'importance qu'avait pris le principe de « zéro problème » pour les partenaires étrangers de la Turquie, et l'impression qu'il a été totalement oublié à partir de 2012. Une réponse va être progressivement élaborée par les stratèges de l'AKP.

Taha Özhan est le premier à critiquer ouvertement l'application faite jusqu'alors de « zéro problème », estimant dans un article du journal d'opposition *Hürriyet* (version anglophone) que ce principe, qui repose sur la seule bonne entente entre les États, mésestime le caractère pluriel des relations internationales, incluant d'autres acteurs que les gouvernements⁸⁷. Ahmet Davutoğlu, pour sa part, dans le papier qu'il écrit pour la TEPAV, se contente d'estimer qu'il n'y a « pas de réelle contradiction entre notre soutien aux revendications démocratiques – lequel nous amènerait dans certains cas à dénoncer des régimes répressifs – et notre doctrine du 'zéro problème de voisinage'⁸⁸ ». Il faut attendre son article pour *Foreign Affairs*, au sous-titre d'ailleurs éclairant (« La realpolitik n'est pas la réponse aux défis posés par le printemps arabe »), pour qu'il s'explique longuement sur une nouvelle conception : « Aujourd'hui, la

⁸³ KARDAŞ Şaban. « Du 'zéro problème' à l'impulsion démocratique ». TEPAV (en ligne). Document de travail : Turkey Policy Brief Series n° 5. 2012. Disponible sur : http://www.tepav.org.tr/upload/files/1346423652-1.Du_z_ro_probl_me_l_impulsion.pdf (dernière consultation : 14 novembre 2018).

⁸⁴ « İnce, Erdoğan'a Davutoğlu ile yüklendi » [İnce a renvoyé Davutoğlu à Erdoğan]. Haber7 (en ligne). 23 juillet 2012. Disponible sur : <http://www.haber7.com/siyaset/haber/905907-ince-erdogana-davutoglu-ile-yuklendi> (dernière consultation : 15 novembre 2018).

⁸⁵ « Erdoğan ile neden bozuştuk » [Pourquoi nous avons rompu avec Erdoğan]. *Hürriyet*, 4 juillet 2012.

⁸⁶ « Beşar Esad: 'Erdoğan kendisini Osmanlı sultanı gibi görüyor' ». [Bachar al-Assad : 'Erdoğan se voit comme un sultan ottoman']. ODA TV (en ligne). 9 novembre 2012. Disponible sur : <https://odatv.com/erdogan-kendisini-osmanli-sultani-gibi-goruyor-0911121200.html> (dernière consultation : 18 novembre 2018).

⁸⁷ ÖZHAN Taha. « Zero Problems and Problems ». *Hürriyet Daily News*, 24 novembre 2011.

⁸⁸ DAVUTOĞLU Ahmet. « Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation ».

vision ‘zéro problème’ signifie que nous ne pouvons pas prendre une décision qui va nous aliéner les cœurs et les esprits des peuples de notre région⁸⁹. » Federico Donnelli, de l’université de Genève, voit dans cette période un changement majeur : la politique de « zéro problème » évolue vers un lien direct avec les populations, plutôt qu’avec les gouvernements et institutions⁹⁰. Ahmet Davutoğlu précise que ce principe très médiatisé ne faisait sens que s’il était « considéré en conjonction avec les autres principes⁹¹ ». L’idée qui va être développée, dans ce dernier point, est que « zéro problème » doit s’entendre conjugué avec l’équilibre entre liberté et sécurité... à ceci près que ce dernier se voit désormais pensé à l’échelle régionale ! Comparant la situation aux Balkans des années 1990, Ahmet Davutoğlu fait valoir qu’un bain de sang dû à la répression dictatoriale pourrait considérablement déstabiliser la région⁹². La doctrine semble ainsi retrouver une cohérence : désormais, l’équilibre entre liberté et sécurité ne doit plus seulement exister à l’intérieur de la Turquie, pour réduire le rôle de l’Armée et faciliter la pacification interne ; il doit aussi être promu dans son environnement régional, où seule la défense des libertés permettra d’éviter la déstabilisation liée aux dictatures et à leur répression. Il justifie par ailleurs cette approche par les intérêts nationaux turcs, citant comme exemple l’Égypte : « si nous étions restés dans le *statu quo* comme certains pays l’ont fait dans les années 1990, aurions-nous pu signer 28 accords avec l’Égypte un jour à peine après la transition vers la démocratie dans ce pays⁹³ ? » Pour Şaban Kardaş, cette évolution se justifie par le fait que le concept de « zéro problème » « suppose des interlocuteurs stables⁹⁴ », et qu’en leur absence, c’est avec les sociétés civiles qu’il faut tisser des liens. Cette nouvelle approche semble être validée par le Premier ministre Erdoğan lui-même : répondant à l’accusation d’avoir abandonné le principe de « zéro problème », après le coup d’État égyptien, il donnera comme contre-exemple l’accueil des réfugiés syriens, l’aide humanitaire aux Somaliens et le soutien aux Rohingyas birmans⁹⁵. Toutefois, le terrain d’expérimentation par excellence de cette nouvelle acception du principe de « zéro problème » sera surtout la Syrie.

⁸⁹ *Idem.* « Zero Problems in a New Era ».

⁹⁰ DONELLI Federico. « Le radici ottomane della Turchia di Erdoğan ». *Diacronie* (en ligne), n° 12, décembre 2012, p. 16. Disponible sur : http://www.studistorici.com/2012/12/29/donelli_numero_12/ (dernière consultation : 11 avril 2018).

⁹¹ DAVUTOĞLU Ahmet. « Zero Problems in a New Era ».

⁹² *Idem.* « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 6.

⁹³ *Ibid.*, p. 7.

⁹⁴ KARDAŞ Şaban. *Op. cit.*

⁹⁵ « Başbakan’ın gözyaşları » [Les larmes du Premier ministre]. *Sabah*, 21 août 2013.

7.3.1.2. La Syrie, cœur et cible de cette nouvelle approche

La Syrie est le lieu privilégié d'expérimentation du nouveau principe de « zéro problème » : du printemps 2011 au printemps 2012, l'attitude de l'AKP par rapport au conflit évolue parallèlement à sa doctrine. Jusqu'à l'été 2011, n'ayant pas encore révisé celle-ci, il s'en tient aux classiques tentatives de médiation avec en arrière-plan la bonne entente entre les gouvernements. Ayant compris, après le semi-échec libyen, la nécessité d'une nouvelle approche, le gouvernement turc se proclame à partir de l'été soutien du « peuple syrien », représenté à ses yeux par les mouvements rebelles. Cela conduit progressivement à une rupture avec Damas, consommée en 2012.

Les dirigeants turcs aiment à rappeler qu'ils n'ont pas rompu directement avec la Syrie, mais qu'ils ont d'abord demandé des réformes démocratiques qui n'impliquaient pas la chute du régime, ni même le départ de Bachar al-Assad. Ahmet Davutoğlu donne par exemple cette précision dans plusieurs de ses articles expliquant la nouvelle position de son pays⁹⁶ : le discours, toujours le même, fait ainsi porter sur la Syrie la responsabilité de la rupture, son gouvernement ayant refusé d'écouter les conseils turcs. Abdullah Gül dit à peu près la même chose lorsqu'il est interrogé par *Foreign Affairs* : il insiste sur le « changement ordonné⁹⁷ » qu'a essayé d'obtenir la Turquie, avant de renoncer à convaincre Bachar al-Assad. Il ne s'agit pas là d'une simple rhétorique *a posteriori*. Il semble qu'il y ait eu un réel espoir des dirigeants turcs de convaincre leurs homologues syriens de la nécessité d'un changement. Lorsque les premières manifestations éclatent en Syrie, c'est encore la doctrine telle que structurée à la fin des années 2000 qui prévaut chez les dirigeants de l'AKP. Le chercheur Aaron Stein rappelle les intérêts communs qui lient alors les deux pays :

« La Turquie avait un intérêt économique et géopolitique à maintenir des liens avec Assad et, comme pour la Libye, était réticente à l'idée d'intervention étrangère dans le conflit. De plus, il y avait des craintes que le début d'un conflit civil pût résulter dans la

⁹⁶ - « Interview by Mr. Ahmet Davutoğlu published in AUC Cairo Review (Egypt) on 12 March 2012 ». Republic of Turkey : Ministry of Foreign Affairs (en ligne). Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/interview-by-mr_-ahmet-davuto%C4%9Flu-published-in-auc-cairo-review-_egypt_-on-12-march-2012.en.mfa (dernière consultation : 13 novembre 2018).

- DAVUTOĞLU Ahmet.

- « Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation ».

- « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 6.

⁹⁷ TEPPERMAN Jonathan. *Op. cit.*

création de territoires autonomes alliés du PKK dans les aires à majorité kurdes de Syrie que sont Afrin, Kobane et Djezireh⁹⁸. »

Dans ce contexte, c'est sa capacité de médiation que tente de mettre en exergue Ankara. Outre des entretiens téléphoniques entre Recep Tayyip Erdoğan et Bachar al-Assad, Ahmet Davutoğlu puis Hakan Fidan, chef du MIT, sont envoyés à Damas pour demander, d'abord des réformes démocratiques, puis une plus grande tolérance à l'égard des Frères Musulmans syriens⁹⁹. Or, les refus successifs du régime se combinent, au début de l'été, avec une première remise en question turque à la suite de l'épisode libyen. Il ne faut pas sous-estimer le degré d'exaspération réelle qui se fait alors jour dans la diplomatie turque. Un officiel français, qui a tenu à garder l'anonymat, affirme ainsi qu'un diplomate à Ankara lui aurait dit, pour justifier la rupture des liens avec la Syrie : « On ne peut pas se permettre de répondre comme ça à la Turquie ! », en référence à un énième refus syrien de réformes¹⁰⁰. Plus généralement, Ozden Zeynep Oktav estime que les refus syriens, en montrant à la Turquie l'inefficacité de son principe de médiation, ont facilité l'adoption d'une nouvelle méthode¹⁰¹.

À partir de la fin de l'été 2011, la Turquie prend clairement le parti de l'opposition syrienne. Pour le journaliste Tuğrul Mert, un des éléments déclencheurs de ce choix est l'effet produit sur les dirigeants turcs par les images de l'armée syrienne tirant sur des manifestants¹⁰². Oytun Orhan considère qu'elle craignait d'être assimilée à l'ancien régime au cas où ce dernier tomberait, et donc de perdre son crédit auprès du peuple syrien¹⁰³. Dans les deux cas, c'est là la première manifestation d'une nouvelle conception du principe de « zéro problème » : avoir de bonnes relations avec la Syrie, désormais, revient à soutenir son peuple, perçu comme uni face à un régime destiné à tomber. En août 2011, Recep Tayyip Erdoğan menace Bachar al-Assad du même sort que ses homologues tunisien, égyptien ou libyen¹⁰⁴. À partir d'octobre 2011, la Turquie s'engage dans ce qu'Oytun Orhan qualifie de « guerre multidimensionnelle¹⁰⁵ » avec le régime syrien : « les liens économiques sont rompus, les relations diplomatiques également,

⁹⁸ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 62.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 62-63.

¹⁰⁰ Entretien informel avec l'auteur.

¹⁰¹ Entretien avec l'auteur, 11 juin 2018.

¹⁰² MERT Tuğrul. *Recep Tayyip Erdoğan'ın kurtlarla dansı* [La danse avec les loups de Recep Tayyip Erdoğan]. Ankara : Alter, 3ème édition, 2016 (1ère édition : 2014), p. 241.

¹⁰³ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

¹⁰⁴ « Syrian forces kill six as Turkey warns Assad of his future demise ». *The Journal* (en ligne). 29 août 2011. Disponible sur : <https://www.thejournal.ie/syrian-forces-kill-six-as-turkey-warns-assad-of-his-future-demise-212864-Aug2011/> (dernière consultation : 2 novembre 2018).

¹⁰⁵ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

la Turquie soutient les rebelles en les laissant s'organiser sur son territoire et en portant leur cause à l'ONU, elle laisse l'ASL franchir la frontière, etc. » Dès lors, les relations entre les deux pays vont connaître une dégradation nette les amenant à un état d'hostilité réciproque.

L'année 2012 est surtout marquée par une série d'incidents qui obèrent toute possibilité de réconciliation, alors même que le régime syrien s'avère plus solide que prévu. La rupture officielle des liens diplomatiques a lieu le 26 mars ; la Turquie cherche alors une coopération, soit avec les pays occidentaux, soit avec les monarchies sunnites du Golfe, pour apporter une aide matérielle aux mouvements rebelles et à l'ASL¹⁰⁶. La situation s'aggrave en avril, avec un incident de frontière impliquant des soldats syriens accusés d'avoir tiré sur des réfugiés qui cherchaient à fuir vers la Turquie¹⁰⁷. Puis en juin, c'est la destruction d'un avion de chasse turc par l'armée syrienne qui provoque de nouvelles tensions¹⁰⁸. Ces affaires se multiplient tout au long de l'année 2012, les deux pays étant ainsi en situation d'hostilité ouverte. Comme le note Emel Parlar Dal, c'est une rupture majeure dans l'histoire de l'AKP, puisque c'est la première fois que son gouvernement s'engage aussi directement dans une crise régionale¹⁰⁹.

Et pourtant, fin 2012, Abdullah Gül peut affirmer qu'il n'y a aucun conflit bilatéral entre la Turquie et la Syrie ! Citant comme exemple l'accueil des Syriens dans le pays¹¹⁰. La nouvelle acception de « zéro problème » avec les voisins semble désormais pleinement mise en pratique. Dans le cas présent, la mise en application ne suit pas l'élaboration de la doctrine revisitée, mais l'accompagne et parfois même la précède. Les premières analyses critiques formulées par le SETA à la fin du printemps 2011 ont lieu peu avant le durcissement du discours gouvernemental turc. Mais la rupture avec le régime syrien se produit plusieurs mois avant les articles d'Ahmet Davutoğlu redéfinissant la notion de « zéro problème ». La Syrie apparaît donc comme un espace, non d'application d'un nouveau principe prédéfini, mais d'expérimentation de ce principe alors qu'il est en cours de (re)définition.

¹⁰⁶ BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : Alfa, 2017, p. 338.

¹⁰⁷ ANDRIKOPOULOS Panagiotis. « The Securitization of the Syrian Crisis in Turkey ». In IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Op. cit.*, p. 79.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

¹¹⁰ TEPPERMAN Jonathan. *Op. cit.*,

7.3.2. Un messianisme démocratique s'appuyant sur les Frères Musulmans au cœur du soft power turc

Comme outil, le *soft power* de la Turquie, dans la doctrine de l'AKP, est étroitement lié à deux principes. En amont, le principe de diplomatie pro-active permet de faciliter son utilisation, en donnant au pays une visibilité internationale accrue. En aval, ce *soft power* doit servir une diplomatie multidimensionnelle tournée vers les sociétés civiles. Or, avec les révolutions arabes, l'aspect politique de cet outil connaît une évolution importante. Jusqu'en 2011, il promouvait la Turquie comme puissance d'équilibre, médiatrice entre ses partenaires et liens entre des « civilisations » perçues comme différentes. Au fur et à mesure qu'Ankara s'engage dans le conflit syrien, le « soft power » turc va reposer sur sa promotion comme modèle démocratique pour la région, et en conséquence tuteur potentiel pour les États s'engageant dans la voie démocratique.

Le messianisme est un terme originellement religieux, désignant l'attente d'un messie, un prophète de Dieu venu sauver l'humanité ou l'affranchir de ses pêchés. Il a également pris, par analogie, une acception profane que le Larousse décrit ainsi : « croyance en la venue d'un libérateur ou sauveur qui mettra fin à un ordre présent considéré comme mauvais et instaurera un ordre nouveau dans la justice et le bonheur¹¹¹. » Le terme correspond ainsi parfaitement à la pensée qui se développe au sein de l'AKP dans la séquence 2011-2013. L'idée apparaît en effet que la Turquie, de par son histoire ancienne comme récente, est prédestinée à aider les pays moyen-orientaux à accéder à la démocratie. L'arrivée de l'AKP au pouvoir aurait fait de la Turquie un précurseur de la démocratisation (face à l'ordre mauvais que représentent les régimes autoritaires militaires et séculiers), et son destin serait dès lors d'étendre ce nouveau statut à l'ensemble de la région. Tuğrul Mert, un biographe particulièrement bienveillant de Recep Tayyip Erdoğan, estime « qu'en fait, la Turquie a d'abord entamé le printemps arabe. Le printemps turc doit être bien compris comme la quête de la volonté politique de la démocratisation et des libertés de base¹¹². » L'ordre mauvais est assimilé aux « élites kémalistes laïques », et au niveau régional à « Israël, les USA, l'Angleterre ». Placer Israël en tête de cette liste permet à l'auteur de considérer que le soutien turc aux Palestiniens pose une autre base des

¹¹¹ La définition proposée est issue du site en ligne du dictionnaire Larousse, accessible *via* le lien suivant : <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/messianisme/69609> (dernière consultation : 12 janvier 2019).

¹¹² MERT Tuğrul. *Op. cit.*, p. 230.

révolutions arabes¹¹³. Il estime de plus que l'AKP a été, pendant près de 10 ans, un modèle qui a formaté la pensée des jeunes arabes¹¹⁴. La même analogie entre l'arrivée au pouvoir de l'AKP et ces révolutions est faite en 2011 par le ministre de la Culture et du Tourisme Ertuğrul Günay (2007-2013), à qui l'on attribue la phrase : « Les Arabes cherchent à renverser leur propre CHP¹¹⁵ ». Si l'intéressé dément l'avoir jamais prononcée, il assume en revanche la comparaison entre les aspirations des peuples arabes et les principes de l'AKP, d'une part, entre les députés du CHP et le parti Baas (au pouvoir en Syrie) d'autre part¹¹⁶. On retrouve cette dimension messianique dans l'article des « trois séismes » d'Ahmet Davutoğlu : il y estime que les « trois piliers¹¹⁷ » de la transformation turque, à savoir la démocratisation, la consolidation économique et le pro-activisme en politique étrangère, ont préparé le pays à appréhender les transformations des sociétés arabes¹¹⁸. Le parallèle prend son sens si l'on rappelle le poids du sentiment d'humiliation dans la vision des cadres de l'AKP, sentiment qui se retrouve largement parmi les facteurs ayant conduit au soulèvement des populations arabes¹¹⁹. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'en réponse, le CHP, lors d'une grande conférence consacrée aux révolutions arabes, donne également à la Turquie le statut de pays précurseur de ce mouvement... en se contentant de le faire remonter, cette fois, à l'œuvre de Kemal Atatürk¹²⁰ ! C'est toutefois au sein de l'AKP que cette croyance dans un destin turc de démocratisateur du Moyen-Orient s'ancre le plus profondément. Les pays envers lesquels doivent s'exercer le plus ce nouvel aspect de *soft power* sont la Tunisie, la Syrie, la Libye et surtout l'Égypte.

Un non-dit de la doctrine est le choix des acteurs chargés de réceptionner ce *soft power* et d'accomplir l'œuvre messianique pour lesquels la Turquie propose son aide : les Frères

¹¹³ *Ibid.*, p. 230-231.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 236-239.

¹¹⁵ Cité notamment dans BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 340.

¹¹⁶ « 'Araplar kendi CHP'sini devirmeye çalışıyor' haberine yalanlama » [Démenti de la nouvelle 'Les Arabes cherchent à renverser leur propre CHP']. HaberVitrini (en ligne). 7 février 2011. Disponible sur : <http://www.habervitrini.com/gundem/araplar-kendi-chpsini-devirmeye-calisiyor-haberine-yanlanlama---505996> (dernière consultation : 12 novembre 2018).

¹¹⁷ La récurrence du chiffre trois dans les analyses d'Ahmet Davutoğlu a été analysée de manière assez intéressante par Béatrice Garapon, qui a décrypté son ouvrage *Stratejik Derinlik*. Elle y voit une forme de simplification de la complexité géopolitique régionale, en vue de donner une apparence logique au discours théorique. Voir GARAPON Béatrice. *Le monde théorique d'Ahmet Davutoğlu : Une analyse de « Profondeur stratégique »*. Saarbrücken : PAF, 2014, p. 50-51.

¹¹⁸ DAVUTOĞLU Ahmet. « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 4.

¹¹⁹ BADIE Bertrand. *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*. Paris : Odile Jacob, 2014, p. 190-191.

¹²⁰ « 'Gandhi'nin sözlerindeki gibi...' » ['Comme dans les mots de Gandhi...'] HaberTürk (en ligne). 28 avril 2012. Disponible sur : <https://www.haberturk.com/gundem/haber/737932-gandhinin-sozlerindeki-gibi> (dernière consultation : 12 novembre 2018).

Musulmans¹²¹. Fondée en 1928 par l'Égyptien Hassan al-Banna (1906-1949), cette confrérie s'inscrit dès ses origines en réaction à la modernisation kémaliste. Interdite ou réprimée par la plupart des pouvoirs autoritaires arabes, elle trouve lors des révolutions un espace de liberté ; des partis politiques qui en sont issus (Ennahdha en Tunisie ; le Parti de la Justice et de la Liberté (PJJ) en Égypte ; le Parti de la Justice et de la Construction (PJC) en Libye ; le Parti de la Justice et du Développement (PJD) au Maroc) peuvent ainsi espérer prendre le pouvoir lors des élections organisées dans ces pays. En Syrie, la confrérie s'investit activement dans le mouvement de rébellion et ses membres sont, en 2011, majoritaires au sein du CNS¹²². Le fait que bien des partis possèdent un nom proche de celui de l'AKP (voire identique au Maroc) n'est pas une coïncidence : le mouvement qui dirige la Turquie, sans appartenir à la confrérie, entretient avec elle une proximité idéologique historique¹²³. Toutefois, il est notable qu'aucun écrit, aucun discours d'une figure importante de l'AKP ou d'un membre de la SETA ne mentionne explicitement un soutien aux Frères Musulmans. C'est pourquoi on peut parler de non-dit : si le choix est systématiquement fait de les soutenir dans les pays où ils sont actifs, il n'est jamais théorisé. Dans son entretien donné à Radio Cairo en 2012, Ahmet Davutoğlu refuse même de se prononcer sur le PJJ au nom de la « non-interférence¹²⁴ » – alors même que l'Égypte est au cœur de sa vision.

Le ministre des Affaires étrangères, ainsi que le directeur de la SETA Taha Özhan, misent beaucoup sur un axe turco-égyptien qui pourrait remodeler la région. C'est donc prioritairement en Égypte qu'ira le soutien aux Frères Musulmans. L'application pratique va cependant être également l'œuvre de Recep Tayyip Erdoğan et du chef du MIT, Hakan Fidan. Dès juin 2011, le gouvernement invite 51 jeunes Égyptiens, dont des militants des Frères Musulmans, à assister

¹²¹ Sur la confrérie, on pourra recommander, parmi les sources francophones :

- AMIR Chérif. *Histoire secrète des Frères Musulmans*. Paris : Ellipses, 2015, 238 p.
- CHAIGNE-LOUDIN Anne-Lucie. « Frères Musulmans ». Les clés du Moyen-Orient (en ligne). 9 mars 2010. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Freres-musulmans.html> (dernière consultation : 2 août 2018).
- TERNISIEN Xavier. *Les Frères musulmans*. Paris : Fayard, 2005.

¹²² DONATI Caroline. « Syrie : que cherchent les Frères Musulmans ? » *Médiapart* (en ligne). 1^{er} octobre 2011. Disponible sur : <https://www.mediapart.fr/journal/international/011011/syrie-que-cherchent-les-freres-musulmans> (dernière consultation : 10 novembre 2018).

¹²³ ABDEL KADER Mohammad. « Turkey's relationship with the Muslim Brotherhood ». Al Arabiya Institute for Studies (en ligne). 14 octobre 2013. Disponible sur : <https://english.alarabiya.net/en/perspective/alarabiya-studies/2013/10/14/Turkey-s-relationship-with-the-Muslim-Brotherhood.html> (dernière consultation : 12 avril 2018).

¹²⁴ « Interview by Mr. Ahmet Davutoğlu published in AUC Cairo Review (Egypt) on 12 March 2012 ». Republic of Turkey : Ministry of Foreign Affairs (en ligne). Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/interview-by-mr_-ahmet-davuto%C4%9Flu-published-in-auc-cairo-review-_egypt_-on-12-march-2012.en.mfa (dernière consultation : 13 novembre 2018).

aux élections législatives turques ; ils rencontrent lors de ce voyage le président Gül, ainsi que des responsables de l'AKP et du CHP¹²⁵. Le Premier ministre se rend en Tunisie, en Libye et en Égypte dès septembre 2011. Dans les trois pays, il est accueilli chaleureusement par les partisans des Frères Musulmans. Toutefois, son discours incitant les Égyptiens à ne pas craindre la laïcité (dans le sens que l'AKP donne à ce terme) est mal perçu par le PJJ¹²⁶, et c'est davantage de 2012 que date le vrai rapprochement. C'est d'ailleurs cette année-là qu'est théorisé l'axe Ankara – Le Caire par Taha Özhan, et qu'Ahmet Davutoğlu donne son grand entretien à Radio Cairo. Cette fois-ci, c'est Hakan Fidan qui est missionné par le Premier ministre, avec pour mission d'informer le PJJ et de conseiller sa gouvernance de manière à augmenter sa base de soutien¹²⁷. Progressivement, ces missions de conseil se transforment en mission de surveillance de l'Armée égyptienne, et le 3 juillet 2013, Hakan Fidan en personne informe Mohammed Morsi des risques d'un coup d'État imminent¹²⁸... Au-delà de l'Égypte, trois exemples peuvent être donnés de la manière dont la Turquie conjugue son messianisme de démocratisation du monde arabe avec son soutien aux Frères Musulmans. En Libye, avec l'aide du Qatar (traditionnellement soutien de la confrérie), elle décide d'apporter un soutien politique au PJC, qui se transformera en soutien matériel et stratégique lorsque le pays replongera dans des violences internes en 2014¹²⁹. Au début de l'année 2013, Recep Tayyip Erdoğan se rend en Tunisie, alors dirigée par un gouvernement où les Frères Musulmans sont majoritaires ; au retour de son voyage, il annonce l'envoi, *via* la TIKA, d'une aide massive au gouvernement tunisien, qui prend essentiellement la forme de matériel de sécurité pour la police, et de véhicule d'entretien de l'espace public¹³⁰. En Irak, enfin, elle critique fin 2011 l'arrestation du vice-président Tareq al-Hachemi, chef du Parti Islamique Irakien (issu des Frères Musulmans), avant de lui offrir l'asile et de dénoncer l'autoritarisme croissant du Premier ministre Nouri al-Maliki (2006-2014)¹³¹.

En l'espace de deux ans, le *soft power* politique de la Turquie change ainsi profondément. Il ne s'agit plus de faire du pays un exemple, un médiateur, une puissance bienveillante se gardant

¹²⁵ BENLİ ALTUNIŞIK Meliha. *Op. cit.*, p. 145.

¹²⁶ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Erdoğan : Nouveau père de la Turquie ?* Paris : François Bourin, 2016, p. 312-313.

¹²⁷ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 45.

¹²⁸ « MİT Müsteşarı Fidan, Mursi'yi uyarmış! » [Le conseiller du MIT Fidan a prévenu Morsi !]. *Sabah*, 23 août 2013.

¹²⁹ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 54-55.

¹³⁰ « Türkiye'den Tunus'a dev yardım » [L'aide colossale de la Turquie à la Tunisie]. *Sabah*, 16 mars 2013.

¹³¹ BAĞCI Hüseyin, ERDURMAZ Ali Serdar. « The Middle-East Seen from Ankara ». In DEMİR İdriss (dir.). *Turkey's Foreign Policy Towards the Middle East : Under the Shadow of the Arab Spring*. Newcastle : Cambridge Scholars Publishing, 2017, p. 18.

de toute ingérence. La Turquie se pense désormais comme une puissance destinée à accompagner la démocratisation des pays arabes, et devant s'appuyer pour cela sur un acteur précis, la confrérie des Frères Musulmans. En pratique, cela revient aussi pour Ankara à devenir partie prenante des conflits internes dans les pays ciblés. Une prise de risque calculée alors même que le pays, à l'échelle internationale, s'insère dans un jeu plus clivé.

7.3.3. Une évolution des partenariats dans le cadre de la diplomatie multidirectionnelle : des cercles concentriques aux jeux d'alliance

Le principe de diplomatie multidirectionnelle disparaît des articles d'Ahmet Davutoğlu en 2013, sans pour autant qu'on assiste à un renoncement à sa mise en pratique. En cela, il est difficile de voir un changement dans la doctrine elle-même, mais plutôt dans sa mise en application : alors que, de 2007 à 2011, la diplomatie multidirectionnelle suivait le principe des cercles concentriques pour déterminer l'importance des partenaires, désormais, elle y ajoute des préférences liées aux accords et désaccords sur les révolutions arabes. En d'autres termes, il ne s'agit plus de privilégier d'abord les liens avec les États voisins, puis avec ceux des régions géopolitiques (Europe, Caucase, Moyen-Orient) environnantes. Il importe surtout de distinguer entre eux ceux qui sont perçus comme des alliés de la politique turque vis-à-vis du monde arabe – et notamment de la Syrie – et ceux qui, en retour, deviennent des adversaires.

7.3.3.1. Une approche plus partisane des alliances moyen-orientales

Le messianisme démocratique affiché par la Turquie dans le monde arabe et son choix de faire des Frères Musulmans l'instrument de cette politique d'influence n'est pas toujours bien perçue par les partenaires moyen-orientaux. Il n'est désormais plus possible d'apparaître comme un acteur non impliqué dans les conflits intrarégionaux, et donc capable d'entretenir de bonnes relations avec tous ceux qui y sont engagés. Comme l'explique Jean Marcou, les révolutions arabes ont « contraint Ankara à abandonner sa frénésie médiatrice et à devoir faire des choix propres à remettre en cause certains liens hâtifs de bon voisinage. On ne peut pas être ami avec tout le monde, et dans un contexte périlleux, il s'avère souvent que l'on a au moins autant d'ennemis que d'amis véritables¹³². » Bien sûr, la Turquie s'attire l'inimitié du régime syrien,

¹³² MARCOU Jean. « La Turquie, puissance régionale et les 'printemps arabes' ». In MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 74.

avec lequel les relations deviennent ouvertement hostiles dès 2012. Mais elle voit également ses relations se tendre avec Bagdad : l'accueil de Tareq al-Hachemi et les critiques contre le Premier ministre, accusé de sectarisme en faveur des chiites, sont très mal perçues dans le pays. Les études annuelles de la TESEV révèlent ainsi qu'en 2013, 88% des Syriens (contre 65% en 2012) et 58% des Irakiens (taux identique en 2012) considèrent que la Turquie se conduit en État ennemi¹³³. Ces chiffres tranchent cruellement avec les enquêtes qui, jusqu'en 2012, montraient l'excellente popularité de la Turquie dans l'ensemble du monde arabe.

Le choix du soutien aux Frères Musulmans conduit également la Turquie à un engagement potentiellement risqué à terme. En effet, si les partis issus de la confrérie remportent la quasi-totalité des élections organisées dans les pays arabes entre 2011 et 2013, ils font souvent face à une opposition farouche que l'on retrouve, selon les sociétés concernées, parmi les cercles sécularisés, les mouvements de gauche, l'Armée, les intellectuels, une partie des salafistes ou des conservateurs. En choisissant délibérément de s'appuyer sur les Frères Musulmans pour porter son « *soft power* » politique dans la région, la Turquie prend le risque de s'aliéner leurs adversaires – en plus de donner l'impression de s'ingérer dans les affaires intérieures de ses partenaires. Elle se rend ainsi vulnérable à tout changement politique qui verrait les Frères Musulmans mis en minorité.

Enfin, il convient de noter que d'autres acteurs régionaux, sans considérer la Turquie comme une ennemie, ne partagent pas son choix de soutenir la confrérie. C'est le cas d'Israël, avec qui les relations restent toujours très tendues, et de l'Arabie Séoudite, qui voit avec méfiance les révolutions arabes – sauf en Syrie, où elle partage la position turque hostile au régime. En fin de compte, Ankara entre dans des jeux d'alliance régionaux, ce qui était inédit. Les inimitiés qui en résultent ne se limitent pas au monde arabe : les relations avec deux grands partenaires économiques, la Russie et l'Iran, vont également en pâtir.

¹³³ TELATAR Gökhan. « Merkez ülkeden küresel güce ? AKP dönemi Türk dış politikasında kamu diplomasisi » [Du pays-centre à la puissance globale ? La diplomatie publique dans la politique étrangère turque à l'époque de l'AKP]. In DÖNMEZ Rasim Özgür (dir.). *Türkiye'de politik değişim ve Türk dış politikası : Neo-Osmanlılığın sosyo politikası* [Le changement politique en Turquie et la politique étrangère turque : Socio-politique du néo-ottomanisme]. Bursa : Dora, 2014, p. 295.

7.3.3.2. Un équilibre fragile : premières tensions avec la Russie et l'Iran

De 2011 à 2013, la nouvelle appréciation du principe de « zéro problème » semble condamner la Turquie à remettre en cause ses relations avec les États qu'elle estime hostiles à leur propre peuple, mais pas avec les autres acteurs. En d'autres termes, elle ne recherche pas l'affrontement avec les pays soutenant ces pouvoirs. C'est ainsi que, fin 2012, Abdullah Gül, loin de s'en prendre à l'Iran et la Russie, qui soutiennent le régime de Bachar al-Assad, reproche aux Occidentaux de ne pas avoir cherché à négocier avec eux. En vue d'éviter les effusions de sang, « j'ai fait valoir qu'à la fois la Russie et l'Iran devraient être invités à s'engager dans la transition en Syrie¹³⁴ ». Pourtant, malgré cette bonne volonté affichée, les relations avec ces deux pays vont se tendre assez rapidement, prouvant que l'engagement partisan de la Turquie dans le monde arabe n'est pas sans conséquence.

C'est avec l'Iran que les tensions sont le plus perceptibles, et elles sont directement liées à l'action turque non seulement en Syrie, mais aussi en Irak. Téhéran tient à son alliance avec Bachar al-Assad, d'une part parce qu'il perçoit le soutien occidental aux rebelles comme un moyen de contrer son influence dans la région, et d'autre part car il tient à garder un lien direct avec le Hezbollah¹³⁵. Aussi le soutien croissant de la Turquie aux rebelles provoque-t-il de lourdes tensions, qui s'expriment lors du voyage de Recep Tayyip Erdoğan à Téhéran, le 28 mars 2012¹³⁶. Peu avant, l'accord donné par la Turquie pour l'installation sur son sol de radars anti-missiles, en septembre 2011, avait déjà été facteur de tensions. Si Ahmet Davutoğlu précisait bien que l'Iran n'était pas visé, son homologue iranien faisait remarquer que le dispositif américain le ciblait au contraire ouvertement¹³⁷.

Il y a une tentative marquée, en revanche, de préserver avec la Russie de bonnes relations. Ainsi, dans son interview à Radio Cairo, où il n'hésite pas à parler de différences d'approche avec les Américains, Ahmet Davutoğlu, interrogé sur des désaccords avec Moscou au sujet de la Syrie, donne une réponse très conciliante :

« Nous croyons qu'une Russie stable, orientée vers l'économie de marché, démocratique et pacifique sera certainement un atout pour la paix régionale et la stabilité aussi bien que

¹³⁴ TEPPERMAN Jonathan. *Op. cit.*

¹³⁵ BAĞCI Hüseyin, ERDURMAZ Ali Serdar. *Op. cit.*, p. 22.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ DİPTAŞ Serra, DUDDEN Lesley, HANNON Jackson, KANAT Kılıç Buğra. *US-Turkey relations under the AK Party : An almanac*. Istanbul : SETA, 2017, p. 98-99.

pour l'architecture de sécurité européenne. Nous voyons la Russie comme un de nos partenaires important et un acteur significatif au niveaux régional et global. Nous pensons qu'un dialogue sincère et ouvert avec la Russie aiderait à transformer notre région dans un sens positif. La contribution russe au règlement des conflits gelés dans le Caucase et en Européen de l'Est est nécessaire. Ainsi, beaucoup attendent que la Russie joue un rôle constructif dans la crise syrienne¹³⁸. »

Or, il apparaît pourtant, dans le courant de l'année 2012, que les positions russes et turques sur la question syrienne sont difficilement conciliables. À cette époque, quatre éléments principaux poussent le gouvernement russe à soutenir le régime de Bachar al-Assad : la crainte que sa chute amène au pouvoir un régime islamiste sunnite, soutenu par les monarchies du Golfe; la perte d'un allié qui en résulterait, la Russie disposant notamment à Tartous de sa seule base militaire en Méditerranée ; les liens économiques entre les deux pays ; et la méfiance envers les intentions d'Occidentaux dont l'intervention en Libye a été perçue comme un dévoiement des résolutions de l'ONU¹³⁹. Mais le discours officiel turc insiste alors sur la nécessaire coopération avec Moscou pour résoudre la crise syrienne, malgré ces positions antagonistes. Certes, à la fin de l'année 2012, la relation bilatérale s'altère nettement. L'interception sur le territoire turc d'un avion russe chargé d'armes à destination de la Syrie, en octobre, met au jour les divergences entre les deux pays¹⁴⁰. Pourtant, en décembre, un chercheur rattaché au SETA, Talip Küçükcan, peut encore écrire que « dans les relations turco-russes, les préférences rationnelles ont pris le pas sur une vision remplie de perceptions de menaces idéologiques et sécuritaires, et une nouvelle période a commencé¹⁴¹. » Si les désaccords commencent à se faire jour, il y a donc une nette volonté du gouvernement AKP d'insister sur la dimension commerciale des relations bilatérales. En cela, on retrouve ici des traces des principes développées dans les années précédentes, avec notamment l'idée de faire primer l'économique sur le sécuritaire. Mais c'est une posture qui va s'affaiblir d'autant plus que l'action turque en Syrie amène au retour d'une action commune avec les partenaires occidentaux.

¹³⁸ « Interview by Mr. Ahmet Davutoğlu published in AUC Cairo Review (Egypt) on 12 March 2012 ». Republic of Turkey : Ministry of Foreign Affairs (en ligne). Disponible sur : http://www.mfa.gov.tr/interview-by-mr_-ahmet-davuto%C4%9Flu-published-in-auc-cairo-review-_egypt_-on-12-march-2012.en.mfa (dernière consultation : 13 novembre 2018).

¹³⁹ KATZ Mark Norman. « La Russie et le 'printemps arabe' : la démocratie en question ». *Moyen-Orient*, n° 15, juillet-septembre 2012, p. 71-72.

¹⁴⁰ BARRY Helen, GLADSTONE Rick. « Turkish Premier Says Russian Munitions Were Found on Syrian Jet ». *The New-York Times*, 11 octobre 2012.

¹⁴¹ KÜÇÜKCAN Talip. « Türk-Rus ilişkilerinde yeni perde » [Nouvel acte dans les relations turco-russes]. *Sabah*, 8 décembre 2012.

7.3.3.3. Un rapprochement mesuré avec les alliés occidentaux

On retrouve dans la séquence 2011-2013 des relations turco-américaines une atmosphère pouvant rappeler celle de 2002-2003, lorsque l'AKP se voyait associé au PGM. Dix ans plus tard, le gouvernement conservateur se voit de nouveau accusé, cette fois vis-à-vis de la Syrie, d'être l'allié, voire l'instrument de l'impérialisme américain. En Turquie se développe un courant d'idée qui voit les printemps arabes comme résultat d'une conspiration américaine. C'est par exemple le postulat qu'on retrouve dans un ouvrage d'Ali Poyraz Gürson, qui perçoit les tentatives américaines de changement de régime comme une manière de faciliter des organisations religieuses pro-occidentales et d'isoler l'Iran¹⁴². Au sein même de l'AKP, une figure comme Bülent Gedikli, vice-président du parti, n'hésite pas à accuser les Occidentaux et les « néo-cons-Ergenekon » de vouloir importer en Turquie le printemps arabe ; il y voit une opération menée par des figures aussi diverses que Shimon Pérès, Abdullah Öcalan, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, Benjamin Netanyahu, Paul Auster, ainsi que des figures de l'opposition¹⁴³. Sans aller aussi loin, une ancienne figure ministérielle turque, qui tient à garder l'anonymat, estime que l'action de son pays en Syrie a été avant tout menée pour défendre les intérêts des États-Unis, qui souhaitaient la chute d'Assad¹⁴⁴.

Ces accusations révèlent à tout le moins un certain état d'esprit : les Turcs ont conscience que, sur la question syrienne, les positions du gouvernement rejoignent les intérêts occidentaux. Jean Marcou et Füsün Türkmen y voient l'abandon d'une « politique néo-tiers-mondiste qui avait vu [la Turquie] critiquer les grandes puissances » et estiment qu'elle est « revenue vers l'Occident¹⁴⁵ » – il faudra attendre 2013 pour que cette perception commence à évoluer. Les politiques turque et américaine convergent non seulement sur la Syrie, les deux pays soutenant les mouvements rebelles face à Bachar al-Assad, mais aussi sur l'Égypte, tous deux se montrant favorables à l'expérience de démocratisation sous gouvernement des Frères Musulmans¹⁴⁶. Ce diagnostic est d'ailleurs acté par la SETA qui, tout en insistant sur une forme de timidité américaine, reconnaît que les deux pays « ont maintenu des positions alignées de près sur le

¹⁴² GÜRSON Ali Poyraz. *Büyük güçlerin Suriye planı* [Le plan des grandes puissances pour la Syrie]. Ankara : Krypto, 6^{ème} édition, 2017 (1^{ère} édition : 2014), p. 260-261.

¹⁴³ « Gedikli: Arap Baharı'nda sırayı Türkiye'ye getirecekler » [Gedikli : ils vont amener la Turquie sur la liste du printemps arabe]. *Radikal*, 6 février 2012.

¹⁴⁴ Entretien avec l'auteur.

¹⁴⁵ MARCOU Jean, FÜSUN Türkmen (dir.). *Op. cit.*, p. 9.

¹⁴⁶ GÖKSEL Oğuzhan. *Op. cit.*, p. 58.

conflit syrien¹⁴⁷. » Les questions sécuritaires justifient aussi la convergence avec Washington. Ainsi, en 2012, Yalçın Akdoğan, qui incarne une aile pro-américaine au sein de l'AKP, dénonce également le régime de Bachar al-Assad, mais il le fait en se concentrant sur le soutien de ce dernier au PKK (ce qu'Ahmet Davutoğlu ne fait que très peu à ce moment) et en évitant soigneusement les attaques contre les partenaires occidentaux de la Turquie¹⁴⁸. C'est d'ailleurs une vraie nouveauté : comme l'expliquait Michel Bozdémir au début de l'année 2011, il y avait jusqu'alors l'impression d'un balancier : « plus la Turquie [s'impliquait] dans la politique occidentale, plus elle [était] isolée dans le monde islamique ; et inversement, plus elle [prenait] ses distances avec ses alliés occidentaux, plus elle [était] entourée d'amitiés islamiques¹⁴⁹. » Or, pour la première fois, la volonté de l'AKP de s'impliquer dans la région en se rapprochant de la mouvance islamiste semble favoriser un renforcement de son alliance américaine.

Cette impression d'alignement doit être toutefois nuancée par le constat de certaines réticences de Recep Tayyip Erdoğan. Il apparaît ainsi que c'est son refus d'adopter les positions occidentales qui l'a poussé, dans les premiers mois de la crise, à chercher une solution négociée¹⁵⁰. D'après Ali Balcı, spécialisé dans la politique étrangère turque, il y a eu à ce moment une divergence entre Ahmet Davutoğlu et le Premier ministre. Le premier, en effet, souhaitait travailler avec les États-Unis à une transition en Syrie, qui aurait vu le départ de Bachar al-Assad. Or, Recep Tayyip Erdoğan était pour sa part persuadé que cette stratégie ne fonctionnerait pas. Ali Balcı estime que cette divergence est à l'origine de la perte ultérieure de crédit d'Ahmet Davutoğlu¹⁵¹. Il faudra toutefois attendre 2013 pour ressentir une réelle différence entre les discours portés par Ankara et Washington. Jusqu'à cette date, la Turquie semble bien avoir fait un certain retour dans les cercles d'alliance occidentaux, même si le processus européen ne bénéficie pas vraiment de cette nouvelle configuration.

On se rappelle qu'Ahmet Davutoğlu ne s'est rallié qu'assez tardivement au processus d'intégration de la Turquie à l'UE, processus sur lequel il était, dans ses premiers ouvrages, très critique. Or, dans un contexte où son influence intellectuelle se voit renforcée par les révolutions arabes, il semble revenir à une forme d'euro-scepticisme qui ne favorise pas la relance des

¹⁴⁷ DİPTAŞ Serra, DUDDEN Lesley, HANNON Jackson, KANAT Kılıç Buğra. *Op. cit.*, p. 94-97.

¹⁴⁸ AKDOĞAN Yalçın. « Kandil'in Suriye hesapları » [Les comptes de la Syrie à Kandil]. Haber7 (en ligne). 9 mars 2012. Disponible sur : <http://www.haber7.com/yazarlar/yalcin-akdogan/854552-kandil8217in-suriye-hesaplari> (dernière consultation : 17 octobre 2018).

¹⁴⁹ BOZDÉMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 112.

¹⁵⁰ CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *Op. cit.*, p. 221.

¹⁵¹ Entretien avec l'auteur, 13 juin 2018.

négociations. Aux élections législatives de juin 2011, l'AKP (à l'instar d'ailleurs de la plupart des grands partis) n'intègre absolument pas la question européenne dans sa campagne¹⁵². La présidence danoise de l'UE (1^{er} janvier – 30 juin 2012) laisse entrevoir une avancée des négociations, les ministres danois se montrant ouverts à ce sujet¹⁵³. Mais si Ahmet Davutoğlu salue, assez diplomatiquement, cette volonté¹⁵⁴, il apparaît beaucoup moins enthousiaste dans son article sur les « trois séismes » : l'idée générale qui en ressort est que l'UE a besoin de la Turquie, et non l'inverse¹⁵⁵. Il n'y a donc pas de réelle volonté turque et pas de progrès, alors que 13 chapitres de négociation sur 35 ont été ouverts, que 17 sont toujours bloqués, et qu'un seul a été temporairement bouclé. Ces blocages ont d'ailleurs été critiqués dès 2010 par le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, qui estimait que les réticences de l'UE pouvaient pousser la Turquie « vers l'est¹⁵⁶ ». On assiste donc à un rapprochement déséquilibré avec le bloc géopolitique désigné par « Occident », puisque Ankara coopère activement avec son pilier américain, sans vraiment parvenir à améliorer sa position par rapport à son pilier européen.

7.3.3.4. La poursuite de l'ouverture aux autres régions du monde

Si la séquence entamée en 2011 voit la Turquie modifier l'équilibre de ses relations avec les régions voisines, il y a en revanche continuité dans les relations avec les États plus lointains. En particulier, les pays émergents, qui ont pris une grande importance dans la doctrine de l'AKP, sont toujours la cible d'une diplomatie active. Avec la Chine, les relations connaissent un approfondissement qui, du reste, est multidimensionnel. De ce fait, il ne se limite pas à son aspect économique. Certes, les échanges bilatéraux passent de près de 19,5 millions de dollars en 2010 à 28,3 millions en 2013 – avec du reste un fort déficit en défaveur de la Turquie : ses exportations sur cette période passent de 2,3 à 3,6 millions, alors que ses importations passent

¹⁵² ARAS İlhan, TEZCAN Ercüment. « Adalet ve Kalkınma Partisi'nde Euroseptisizm: Avrupa Birliği Desteğinin Eleştiriyeye Dönüşümü » [L'eurosepticisme du Parti de la Justice et du Développement : le passage d'un soutien à la critique de l'Union Européenne]. *Uluslararası Hukuk ve Politika* [Politique et droit international], vol. 11, n° 41, 2015, p. 21.

¹⁵³ HAFDELL Sofia. « The Danish presidency and Turkey's UE accession : Turning the page toward new positive agenda ». GPot (en ligne). Document de travail : GPot Brief n° 4. Juillet 2012. Disponible sur : http://www.gpotcenter.org/dosyalar/Brief4_DNpresidency_Hafdell_JUL2012.pdf (dernière consultation: 10 novembre 2018).

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ DAVUTOĞLU Ahmet. « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 10.

¹⁵⁶ BOZDEMİR Michel. *Op. cit.*, p. 112.

de 17,2 à 24,7 millions¹⁵⁷. Mais la coopération culturelle connaît aussi une intensification, l'année 2012 étant consacrée « année de la Chine » en Turquie, puis l'année 2013 « année de la Turquie » en Chine¹⁵⁸. Par ailleurs, la volonté turque d'être un « pays-centre » se conjugue harmonieusement avec la volonté chinoise, alors encore sous forme embryonnaire, de mettre en place un vaste système de routes commerciales à destination de ses partenaires européens, en passant par l'Eurasie. En 2011, des compagnies aériennes chinoises commencent à assurer des vols entre Istanbul et Urumqi, la capitale de la province ouïghoure¹⁵⁹. La coopération prendra même en octobre 2013 une dimension stratégique, la Turquie réfléchissant pour la première fois à l'achat de missiles défensifs chinois, non compatibles avec les systèmes de l'OTAN, et provoquant la colère de ses alliés occidentaux¹⁶⁰. Le caractère multidimensionnel caractérise en réalité les échanges avec toutes les grandes puissances émergentes, comme le montre, à l'autre bout du monde, l'exemple du Brésil. En octobre 2011, Ahmet Davutoğlu écrit une tribune dans le quotidien *Estado de Sao Paulo*¹⁶¹. Il évoque la relation turco-brésilienne sous le prisme non seulement de la coopération diplomatique – la tentative d'accord tripartite avec l'Iran est alors toute récente –, mais également d'échanges économiques croissants et de valeurs communes et démocratiques partagées. L'exercice est intéressant, car il montre une forme de continuité dans l'approche de la région latino-américaine, continuité qui contraste avec la rupture en cours dans la politique turque au Moyen-Orient.

De la même manière, l'investissement turc (politique, économique et diplomatique) en Afrique ne connaît pas de changement notable. Tout au plus commence-t-il à s'hierarchiser, certains pays apparaissant progressivement comme davantage ciblés par Ankara. Ainsi, dans l'*International Spectator*, Ahmet Davutoğlu cite la Somalie comme un exemple de partenaire privilégié¹⁶². D'après Abdurrahim Sıradağ, universitaire spécialiste des relations turco-africaines, c'est de 2011 que date plus spécifiquement l'intérêt turc pour la Somalie. Il est alors

¹⁵⁷ SÖYLEMEZ Mehmet. « Turkey and China: An Account of a Bilateral Relations Evolution ». DGRIS (en ligne). Document de travail : Note d'actualité de l'Observatoire de la Chine n° 22/24. Décembre 2017. Disponible sur : https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/3723/files/2018/06/22-Soleymez-ChineTurquie_De%CC%81c2017.pdf (dernière consultation : 12 novembre 2018).

¹⁵⁸ KELLNER Thierry. « La Chine et la Turquie : entre compétition et partenariat ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 240.

¹⁵⁹ SÖYLEMEZ Mehmet. *Op. cit.*

¹⁶⁰ TANER İlhan. « ABD ile Türkiye arasında 'Çin gerilimi' mi var? » [Y-a-t'il des 'tensions chinoises' entre les USA et la Turquie ?]. BBC (en ligne). 16 octobre 2013. Disponible sur : https://www.bbc.com/turkce/haberler/2013/10/131015_abd_cin (dernière consultation : 11 novembre 2018).

¹⁶¹ DAVUTOĞLU Ahmet. « O poder mundial deve ser dividido » [Le pouvoir mondial doit être partagé]. *Estado de Sao Paulo* [État de Sao Paulo], 9 octobre 2011.

¹⁶² *Idem.* « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », p. 9.

relié au rapprochement turco-égyptien, la Turquie espérant pouvoir créer un axe de l'alliance tout au long de la bordure occidentale de la mer Rouge, et jusqu'à la corne de l'Afrique. Égypte, Soudan et Somalie étant perçus comme les trois piliers de cette ambition¹⁶³. Cette politique va être facilitée par Cemalettin Kani Torun, aujourd'hui député de l'AKP, et qui sera de 2011 à 2014 ambassadeur en Somalie. On retrouve dans l'approche somalienne de la Turquie les méthodes classiques de *soft power* et de diplomatie multidimensionnelle, le rapprochement bilatéral s'appuyant tout à la fois sur l'idéalisation d'un héritage ottoman commun, une aide humanitaire importante et des échanges commerciaux¹⁶⁴.

* * *

L'année 2011, avec les révolutions qui secouent le monde arabe, pose un rude défi à la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP. Il devient difficile pour la Turquie de défendre le principe de bon voisinage avec ses partenaires, et donc avec leurs dirigeants officiels, tout en promouvant une politique à destination de leurs sociétés civiles. Ces contradictions font d'Ankara un simple spectateur de la guerre civile libyenne puis de la chute du régime de Mouammar Kadhafi par suite de l'intervention occidentale. Une nouvelle approche est donc requise. Les événements semblent pour cela renforcer le magistère d'Ahmet Davutoğlu, qui avait été très critique quant au maintien de l'autoritarisme dans le monde arabe. Avec l'appui des centres de recherches turcs, il délivre des prévisions très optimistes, estimant que les révolutions vont permettre à la Turquie d'apparaître comme un modèle et de nouer des liens privilégiés avec les nouvelles démocraties arabes, en particulier en Égypte. Cette nouvelle approche conduit à changer plusieurs aspects de la doctrine au cours de l'année 2012. L'idée de « zéro problème avec les voisins » est profondément altérée, puisqu'elle ne désigne plus l'absence de conflits avec les États proches, mais la bonne entente avec leurs sociétés civiles – au prix, comme en Syrie, d'une rupture avec leurs gouvernements. La doctrine s'enrichit d'une forme de messianisme démocratique, qui fait de la Turquie un État précurseur dans la démocratisation du Moyen-Orient, et devant aider à sa réalisation ; pour cela, en pratique, c'est le soutien à l'organisation des Frères Musulmans qui est favorisée. La politique

¹⁶³ Entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

¹⁶⁴ ÖZKAN Mehmet. *Doğu Afrika Jeopolitiği ve Türkiye'nin Somali Politikası* [La géopolitique de l'Afrique de l'Est et la politique somalienne de la Turquie]. Istanbul : SETA, 2014, p. 70-77.

multidirectionnelle est conservée, mais les équilibres en son sein sont modifiés. La Turquie commence à connaître des adversaires nouveaux, et à renforcer ses jeux d'alliance. Ses relations avec la Syrie se dégradent, et des tensions apparaissent avec l'Irak, l'Iran et la Russie. En contrepartie, le partenariat occidental est revalorisé, tandis que le pays continue d'explorer des horizons diplomatiques plus lointains. Au début de l'année 2013, la doctrine de l'AKP a donc évolué de façon à répondre au choc des révolutions arabes. Mais les nouvelles orientations prises ne peuvent être efficaces que si les prévisions des stratèges turcs, Ahmet Davutoğlu en tête, sont vérifiées : il faut donc que la Turquie demeure un modèle démocratique, et que l'opposition, incarnée notamment par les Frères Musulmans, prenne ou conserve le pouvoir dans les États-clés que sont la Syrie et l'Égypte.

Chapitre 8. L'échec de la doctrine reformulée (2013-2014)

Le gouvernement qui dirige la Turquie au début de l'année 2013 a complètement adopté les nouvelles orientations stratégiques et diplomatiques prônées par Ahmet Davutoğlu et la SETA. Selon cette nouvelle approche, le pays doit être doublement promoteur de la démocratie au Moyen-Orient : d'une part, par l'exemple qu'il offre d'un État de droit, séculier, dirigé par un parti issu de l'islamisme politique, et conservant un équilibre entre sécurité et liberté. Mais aussi et surtout, d'autre part, par un soutien actif aux Frères Musulmans, présentés comme l'alternative démocratique aux régimes autoritaires. Pour cela, Ankara construit un partenariat privilégié avec le pouvoir égyptien ; elle coopère avec les États-Unis et les pays européens pour soutenir la rébellion syrienne face Bachar al-Assad. Cette position provoque certaines tensions avec l'Iran et la Russie, mais les relations économiques conservent la priorité. L'AKP envisage ainsi à terme un Moyen-Orient à la fois démocratisé, et dominé par une mouvance idéologique proche, celle des Frères Musulmans. La Turquie y serait alors un État modèle, un allié, exerçant une forme de magistère moral sur la région.

Or, il va suffire de quelques mois pour réduire ces espérances à néant et déjouer les pronostics turcs. Coup sur coup, trois évènements vont rendre cette doctrine reformulée inopérante : en juin, ce sera l'immense mouvement de contestation qui secoue la Turquie et affaiblit sa posture d'exemple démocratique ; en juillet, un coup d'État chassera les Frères Musulmans du pouvoir en Égypte et brisera net l'axe Ankara – Le Caire ; en août, enfin, le rétablissement progressif du régime syrien, illustré par le refus de Barack Obama d'intervenir suite à l'utilisation d'armes chimiques et le rôle croissant de la Russie dans ce conflit.

La conjonction de ces trois évènements va avoir pour la Turquie de lourdes conséquences. Il n'est désormais plus possible de compter sur une victoire des Frères Musulmans à l'échelle régionale (d'autant que la contestation les vise de plus en plus en Tunisie). Par ailleurs, l'enlisement du conflit syrien finit par avoir de lourdes répercussions en Turquie, où rejaillit le risque de terrorisme et où la question kurde se repose avec acuité. Perçu comme autoritaire et accusé de complaisance envers les islamistes arabes, le pays s'isole sur la scène internationale. Les tensions se multiplient non seulement avec de nombreux gouvernements arabes, l'Iran et la Russie, mais aussi avec ses alliés occidentaux. Cet échec conduit progressivement l'AKP à

remettre en cause la doctrine qui a été proposée après les révolutions arabes. Des critiques se font entendre envers Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu ; on assiste notamment à une spectaculaire rupture avec la confrérie de Fethullah Gülen. Dans un cadre régional de plus en plus incertain, les thématiques sécuritaires retrouvent une vraie priorité ; tandis qu'au « zéro problème » d'Ahmet Davutoğlu est progressivement préférée une forme d'isolement défensif promue par plusieurs conseillers, l'un d'eux, İbrahim Kalın, évoquant ainsi un « splendide isolement ».

8.1. L'été 2013 : une période de rupture

Si la séquence qui court de mai à septembre 2013 est si dure pour l'AKP, c'est avant tout par la soudaineté des événements qui remettent en cause ses ambitions. Le soulèvement dit « de Gezi » prend en quelques jours une ampleur inattendue qui surprend les responsables politiques ; incapables de réagir à temps, ces derniers voient l'image du modèle démocratique turc mise à mal. Alors que la crise se calme à peine, le coup d'État égyptien porte un nouveau coup dur au parti, et de façon plus brutale encore. À cela il faut ajouter le changement d'équilibre en Syrie. Plus progressif, ce dernier a commencé dès le mois d'avril, mais c'est seulement fin août que la Turquie en prend conscience, se rendant compte tout à la fois que les Américains ne sont pas prêts à s'engager militairement dans le conflit, et que les Russes, à l'inverse, n'abandonneront pas leur allié Bachar al-Assad.

8.1.1. Le soulèvement de Gezi : un modèle démocratique turc écorné ?

Les racines du grand mouvement de protestation que connaît la Turquie à l'été 2013 doivent être cherchées dans les deux années qui précèdent, en ce début du troisième mandat de l'AKP. Fort de son succès aux élections de 2011 et d'un bilan économique et diplomatique qu'il met en valeur, Recep Tayyip Erdoğan adopte un discours plus autoritaire, plus conservateur. Plusieurs incidents inquiètent l'opposition tout au long de l'année 2012. Ainsi par exemple, au mois de mai, la critique très violente de l'avortement, qu'il assimile à un meurtre¹. Ou bien encore, tout au long de l'année, à l'occasion de différents procès impliquant des militaires

¹ « Turquie : une restriction de l'avortement ? » *Le Figaro*, 30 mai 2012.

responsables de coups d'États antérieurs ou accusés d'en préparer, le ton très dur du Premier ministre qui donne l'impression d'un règlement de compte avec l'institution militaire². Au printemps 2013, ce raidissement se confirme. Deux condamnations pour blasphème (l'écrivain Sevan Nisanyan et le pianiste Fazıl Say) défraient la chronique. Une loi votée le 24 mai limite la vente d'alcool dans les espaces publics. C'est aussi durant cette période que Recep Tayyip Erdoğan s'autorise des critiques de plus en plus dures envers les journalistes, en particulier ceux qui dénoncent la politique turque vis-à-vis de la Syrie³. Ces différentes sorties finissent par lui aliéner une part non négligeable de l'opinion publique, ses opposants s'inquiétant, selon les profils, d'un autoritarisme de plus en plus marqué, d'une volonté de contrôler le corps des femmes, des risques d'imposition de normes religieuses dans la législation ou bien encore d'une potentielle purge au sein de l'institution militaire.

C'est une initiative anodine qui va déboucher sur le plus important mouvement contestataire connu par la Turquie de l'AKP. Le 27 mai, dans ce contexte d'inquiétude croissante de l'opposition, une cinquantaine de personnes manifestent, assises (« *sit-in* »), dans le parc de Gezi (face à la place Taksim, à Istanbul) ; ils entendent ainsi dénoncer la destruction prévue de cet espace vert, qui doit être remplacé par un vaste centre commercial. Deux jours plus tard, Recep Tayyip Erdoğan, inaugurant le troisième pont sur le Bosphore, affirme être décidé à poursuivre les travaux. Les militants écologistes sont violemment évacués par une opération policière, le 31 mai. C'est la brutalité de cette répression, au cours de laquelle gaz lacrymogènes et canons à eau sont abondamment utilisés, qui met le feu aux poudres. Le soir même, des dizaines de milliers de manifestants défilent à Istanbul. Rapidement, le mouvement s'étend aux autres villes turques, et particulièrement Ankara, Bursa, Izmir et Eskişehir. Le 4 juin, alors que des centaines de milliers de Turcs défilent désormais quotidiennement dans les grandes villes du pays, le Premier ministre Erdoğan les assimile à de simples actes de vandalisme et d'extrémisme, accusant le CHP de manipuler les contestataires. Cette incompréhension d'un mouvement très hétérogène et largement spontané durcit le bras de fer. Un accord provisoire est trouvé le 12 juin (envisageant de soumettre le projet à référendum), mais les manifestants refusent de quitter la place Taksim et le parc de Gezi quand le gouvernement le leur ordonne. Dans la nuit du 15 au 16 juin, la police chasse les contestataires, non sans brutalité. Si des

² CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Erdoğan : Nouveau père de la Turquie ?* Paris : François Bourin, 2016, p. 331-332.

³ ANDRIKOPOULOS Panagiotis. « The securitization of the Syrian crisis in Turkey : What lies beneath a 'threat construction' ? » In İŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millenium*. Francfort : Peter Lang, 2015, p. 85.

manifestations ponctuelles ont encore lieu dans les jours qui suivent, cette évacuation sans ménagement met un terme au mouvement de protestation. Quant au parc de Gezi, il sera finalement épargné par l'opération de rénovation urbaine.

Cette séquence protestataire, désignée comme « mouvement de Gezi », a un grand retentissement à l'étranger. Le profil des manifestants intéresse tout particulièrement : alors que les partis d'opposition demeurent en arrière-plan, on découvre la figure de militants parfois peu politisés, investis dans la société civile, et qui frappent également par la diversité de leurs parcours. Certains proviennent de milieux anticapitalistes, d'autre de la jeunesse laïque se réclamant du kémaliste, mais on y trouve aussi des anarchistes, des nationalistes, des militants contre le sexisme, contre l'homophobie, ou même d'anciens soutiens de l'AKP lassés de sa dérive conservatrice. C'est avec une certaine sympathie que ces profils sont scrutés à l'étranger ; parallèlement, la répression gouvernementale est très largement critiquée. Les commentateurs internationaux vont tout à la fois comparer (sans les assimiler forcément) les manifestants aux peuples arabes soulevés au cours des dernières années⁴, et remettre en cause la Turquie comme modèle démocratique pour le Moyen-Orient⁵. La répression turque est critiquée par les pays occidentaux, par exemple l'Allemagne⁶ ou les États-Unis⁷, mais également par des commentateurs plus inattendus, comme l'Iran, qui appelle à une résolution pacifique de la crise⁸. Plus déconcertant encore, le gouvernement syrien appelle Recep Tayyip Erdoğan à cesser l'usage de la violence contre les contestataires, ou à se retirer⁹. Au-delà de son caractère messéant, cette dernière intervention met en lumière le principal problème posé par le mouvement de Gezi à l'AKP : la Turquie, qui se voulait modèle de démocratie pour le

⁴ Voir par exemple :

- LETSCH Constanze, TRAYNOR Ian. « Turkey divided more than ever by Erdoğan's Gezi Park crackdown ». *The Guardian*, 20 juin 2013.
- MAZZONE Anna. « Si fa presto a dire 'Primavera turca' ». *Panorama*, 3 juin 2013.
- SADIKI Larbi. « From Taksim to Tahrir : A Turkish 'Arab Spring' ? » Al Jazeera (en ligne). 18 juin 2013. Disponible sur : <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2013/06/2013618111850423294.html> (dernière consultation : 10 décembre 2018).

⁵ Idée développée, entre autres, dans :

- BENSOUSSAN David. « Le mirage du modèle turc ». *Le Devoir*, 4 juin 2013.
- COOK Steven, KOPLOW Michael. « How Democratic Is Turkey? ». *Foreign Policy*, 3 juin 2013.
- ROTIVEL Agnès. « En Turquie, une alerte sérieuse pour Erdogan ». *La Croix*, 4 juin 2013.

⁶ SAINT-PAUL Patrick. « Turquie : le rappel à l'ordre de Berlin ». *Le Figaro*, 14 juin 2013.

⁷ « Turkey police clash with Istanbul Gezi Park protesters ». BBC News (en ligne). 1^{er} juin 2013. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-europe-22732139> (dernière consultation : 11 décembre 2018).

⁸ « Iran hopes Turkey unrest will be resolved peacefully ». The Iran Project (en ligne). 2 juin 2013. Disponible sur : <https://theiranproject.com/blog/2013/06/02/iran-hopes-turkey-unrest-will-be-resolved-peacefully/> (dernière consultation : 11 décembre 2018).

⁹ EVANS Dominic. « Syria rebukes Erdogan over Turkish protest violence ». Reuters (en ligne). 1^{er} juin 2013. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-turkey-protests-syria/syria-rebuked-erdogan-over-turkish-protest-violence-idUSBRE9500A620130601> (dernière consultation : 11 décembre 2018).

Moyen-Orient, se voit brutalement rappelée aux imperfections de son propre régime politique, et ce sous les yeux des observateurs étrangers. Lorsque les manifestations prennent de l'ampleur, Recep Tayyip Erdoğan est d'ailleurs en tournée diplomatique au Maghreb ; or, il se trouve rattrapé sur place par l'actualité politique turque, puisqu'il se voit accueilli, en Tunisie, par des manifestants soutenant le mouvement de Gezi¹⁰. S'il ne faut pas surinterpréter ce type d'incidents, on peut néanmoins y voir une forme de symbole de l'affaiblissement du modèle que la Turquie aurait pu proposer au Moyen-Orient.

8.1.2. Le putsch égyptien et la perte de l'investissement politique turc dans ce pays

Alors que son image à l'étranger sort durablement ternie du mouvement de Gezi, l'AKP va devoir faire face à un nouveau choc, qui impacte encore plus directement sa politique étrangère. Le coup d'État qui renverse le président égyptien Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013, porte un coup fatal à l'idée d'un axe Ankara – Le Caire qu'avait théorisée Taha Özhan, directeur de la SETA, et qu'Ahmet Davutoğlu reprenait à son compte.

L'engagement du MIT auprès du gouvernement égyptien¹¹ avait conduit la Turquie à anticiper les risques de déstabilisation de ce dernier. C'est davantage l'enchaînement rapide des événements qui prend la diplomatie turque de court. Si l'opposition à Mohamed Morsi, accusé notamment de dérive autoritaire, est perceptible depuis la fin de l'année 2012, ce n'est qu'au mois de juin suivant que la situation se tend réellement. L'armée égyptienne refuse d'intervenir aux côtés des rebelles syriens, comme l'avait suggéré le président Morsi le 15 juin. Parallèlement, un mouvement fondé en avril par des opposants, nommé « *Tamarod* » [« Démission »], annonce le 29 juin avoir récolté plus de 20 millions de signatures exigeant l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle. D'immenses manifestations sont alors organisées dans les grandes villes du pays. Le 1^{er} juillet, le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) soumet le président Morsi à un ultimatum, lui enjoignant de rétablir la stabilité intérieure ; le même jour, le quartier général des Frères Musulmans est envahi par les manifestants. Le 3 juillet, le CSFA met fin aux fonctions de Mohamed Morsi ; le président de la Cour Constitutionnelle Adli Mansour devient alors président par intérim (4 juillet 2013-8 juin 2014). Dans les semaines qui suivent la destitution et l'arrestation du président Morsi,

¹⁰ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Op. cit.*, p. 327.

¹¹ Voir à ce sujet le chapitre précédent, 3^{ème} sous-partie, 2^{ème} section, de la présente thèse.

plusieurs manifestations organisées par les Frères Musulmans sont brutalement réprimées. Mohammed Badie, leur chef, est arrêté le 20 août. Fin décembre, la confrérie sera décrétée « organisation terroriste » et interdite.

La Turquie, dont les services avaient mis en garde Mohamed Morsi, réagit très vivement au coup d'État et ne ménage pas ses critiques contre le CSFA et son dirigeant, le ministre de la Défense Abdel Fattah al-Sissi (2012-2014), principal artisan de l'opération. Le porte-parole de l'AKP, Hüseyin Çelik, réagit dès le lendemain dans un tweet sans équivoque : « *I curse the dirty coup in Egypt. I hope the broad masses who brought Morsi to power will defend their votes, which mean democratic honour*¹² » [Je maudis le coup d'État déloyal en Égypte. J'espère que les masses nombreuses qui ont mis Morsi au pouvoir vont défendre leurs votes, ce qui signifie l'honneur démocratique]. Ahmet Davutoğlu interrompt sa tournée en Asie Centrale pour consulter les cadres de l'AKP et dénonce vivement le coup d'État, suivi le 5 juillet par le Premier ministre Erdoğan¹³. Comme le notent Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse, au-delà des questions géopolitiques, il y a dans la réaction de l'AKP et du Premier ministre une forme d'identification à ce que représente Mohamed Morsi¹⁴, d'autant que les contestations de Gezi sont alors dans toutes les mémoires. C'est le sens de l'intervention de Recep Tayyip Erdoğan qui, au mois d'août, accuse ceux qui ont soutenu l'opération des militaires égyptiens d'être prêts à cibler la Turquie par la suite¹⁵. Toutefois, il faut noter que la critique du coup d'État ne se limite pas à l'AKP et semble faire consensus au sein du champ politique turc. C'est ainsi que les quatre partis représentés au Parlement signent une déclaration commune dénonçant l'intervention de l'armée égyptienne¹⁶. Ces réactions se poursuivent tout au long de l'été. Dans le journal *Zaman*, le Premier ministre Erdoğan déclare que Mohamed Morsi, « élu par le peuple », est « [son] président¹⁷ ». Il renouvelle ces remarques en août, soutenant les Frères Musulmans qui manifestent et reprochant aux pays occidentaux de ne pas défendre la

¹² Cité dans STEIN Aaron. *Turkey's new foreign policy : Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*. Londres : RUSI, 2014, p. 45.

¹³ *Ibid.*, p. 45-46.

¹⁴ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Op. cit.*, p. 323.

¹⁵ « Erdoğan : Yarın belki Türkiye'yi karıştırmak isteyecekler » [Erdoğan : Demain, ils voudront peut-être déstabiliser la Turquie]. *Radikal*, 17 août 2013.

¹⁶ TELCİ İsmail Numan. « Türkiye'nin Mısır politikası 2014 » [La politique égyptienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yılığ* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 208-209.

¹⁷ Cité dans : « Turkey's Erdogan says Morsi 'my president' in Egypt ». Now (en ligne). 14 juillet 2013. Disponible sur :

<https://now.mmedia.me/lb/en/mena/turkeys-erdogan-says-morsi-my-president-in-egypt> (dernière consultation : 11 décembre 2018).

démocratie en Égypte¹⁸. L'ensemble de ces critiques sont résumées dans un article d'Ibrahim Kalin, conseiller du Premier ministre (2012-2014), publié par le journal *Today's Zaman*¹⁹. Un de ses derniers paragraphes synthétise la position turque : « *Those who staged and supported the July 3 coup should realize that this is not instituting the power of the people but the power of the military. This is a big loss for Egypt and us all.* » [Ceux qui ont mis en scène et soutenu le coup d'État du 3 juillet devraient se rendre compte que ce n'est pas la mise en place du pouvoir du peuple, mais du pouvoir militaire.]

8.1.3. Changement d'équilibre en Syrie et renoncement américain

Par rapport à la relative soudaineté du mouvement de Gezi, puis du coup d'État égyptien, le changement d'équilibre des forces en Syrie s'étale sur plusieurs mois. C'est au début du printemps 2013 que les Turcs prennent conscience des limites de l'engagement américain dans ce conflit, mais il faut attendre août et l'affaire des armes chimiques pour se rendre compte qu'il n'y aura pas d'intervention en vue de renverser Bachar al-Assad. Au contraire, la solution proposée à ce dernier par la Russie éloigne la perspective de son départ, sur lequel la diplomatie turque comptait depuis 2012.

L'implication progressive du Hezbollah dans le conflit syrien, aux côtés de l'armée loyaliste, permet à celle-ci de regagner du terrain dans les premiers mois de l'année 2013. Le 7 avril, elle encercle les groupes rebelles dans la Ghouta, une banlieue de Damas. Deux jours plus tard, la fusion de l'État Islamique d'Irak, affilié à Al-Qaïda, avec une partie du Front Al-Nosra, un mouvement djihadiste, donne naissance à l'État Islamique en Irak et au Levant (EIIL). Un évènement qui passe alors inaperçu, mais aura à terme de lourdes conséquences. La bataille de Qousseir, du 19 mai au 5 juin 2013, est une victoire très importante pour l'armée syrienne, qui ouvre ainsi une route entre Damas, la capitale, et la côte, tout en coupant la ville de Homs, tenue par les rebelles, de ses soutiens au Liban. Puis, de juin à juillet, les troupes de Bachar al-Assad s'emparent de la quasi-totalité de la ville d'Homs, elle-même un nœud stratégique entre Damas et Alep.

¹⁸ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 46-47.

¹⁹ Les articles de ce journal ne sont plus consultables depuis sa fermeture en juillet 2016. L'article d'Ibrahim Kalin peut néanmoins être retrouvé sur diverses plates-formes où il a été reproduit, par exemple : « 'Egypt's Loss' by Ibrahim Kalin ». Forward Thinking (en ligne). 11 juillet 2013. Disponible sur : <http://www.forward-thinking.org/?p=1805> (dernière consultation : 15 décembre 2018).

Dans le rapport annuel de la SETA, deux analystes notent que la Syrie a été l'espace expérimental de la doctrine reformulée de l'AKP, le pays envers lequel l'attitude turque est passée du jusqu'alors traditionnel « *bekle-gör* » (l'équivalence turque du « *wait and see* » britannique) à une politique d'interventionnisme actif²⁰. Et en dépit de l'importance accordée à l'Égypte dans le discours officiel de l'AKP, la Syrie apparaît comme un enjeu plus crucial encore, pour trois raisons : c'est un pays frontalier, dont les déchirements internes peuvent très facilement avoir de répercussions sur le sol turc, au vu de la longueur et de la relative porosité de la frontière. Ensuite, c'est un partenaire économique important dans le monde arabe, bien plus que Le Caire. Enfin, alors que l'axe Turquie-Égypte n'était finalement qu'un projet de moyen terme, sans traduction concrète importante, la Syrie est un terrain direct d'application de la doctrine renouvelée. Celle-ci part en effet du postulat d'une chute prochaine et inéluctable du régime baasiste, et de son remplacement par un régime démocratique au sein duquel les Frères Musulmans joueront un rôle important. Si le coup dur que porte l'échec égyptien à la Turquie est surtout diplomatique, voire symbolique, un échec en Syrie aurait des conséquences économiques, sécuritaires et politiques importantes. Or, les victoires remportées par l'armée syrienne à partir d'avril 2013 ébranlent pour la première fois l'hypothèse d'un départ rapide de Bachar al-Assad. Plus grave encore, le 11 mai, un attentat à la voiture piégée perpétré dans le Hatay tue 51 personnes. Si le gouvernement syrien dément les accusations de la Turquie, qui le soupçonne d'en être responsable²¹, cette attaque rappelle combien l'engagement turc en Syrie peut avoir de lourdes répercussions sécuritaires. C'est dans ce contexte que Recep Tayyip Erdoğan rencontre Barack Obama, au mois de mai. Mais alors que jusqu'à présent, Turquie et États-Unis partageaient une approche commune du dossier syrien, de premières divergences se font voir. Le président américain n'est pas prêt à intervenir seul, se montre ouvert à des négociations avec la Russie, et émet des doutes sur le soutien turc à des groupes perçus comme djihadistes²². Il ne s'agit pas à proprement parler d'une rupture avec la position d'Ankara. Mais il apparaît désormais clairement que la Turquie, si elle décide d'intervenir militairement sur le territoire syrien pour appuyer les rebelles, n'est pas assurée du soutien américain.

²⁰ DEMİRTAŞ Tunç, PİRİNÇÇİ Ferhat. « Türk dış politikasında insani diplomasi : Suriye krizi örneği » [La diplomatie humanitaire dans la politique étrangère turque : l'exemple de la crise syrienne]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Op. cit.*, p. 23.

²¹ MARCOU Jean. » L'attentat de Reyhanlı, début d'un engrenage syrien pour la Turquie ? » OVIPO (en ligne). 15 mai 2013. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/8843> (dernière consultation : 12 décembre 2018).

²² İNSEL Ahmet. *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*. Paris : La Découverte, 2015, p. 150.

Le 21 août 2013, au cours d'une offensive lancée par l'armée syrienne contre la ville de la Ghouta, tenue par l'ASL, une attaque chimique tue plusieurs centaines de personnes, en majorité des civils. Les soupçons se portent très rapidement sur le régime syrien, qui dispose d'armes chimiques – dont l'emploi avait été désigné par Barack Obama comme une « ligne rouge » à ne pas dépasser²³. Plusieurs pays réclament une intervention militaire punitive, plus particulièrement la France²⁴, l'Australie²⁵ et la Turquie²⁶. Mais alors que les États-Unis et le Royaume-Uni paraissent initialement favorables à cette idée²⁷, et que les modalités en sont discutées, le Parlement britannique rejette, le 30 août, une motion défendant le principe d'une intervention militaire. Dès lors, David Cameron renonce à celle-ci. Surtout, le lendemain, Barack Obama repousse toute initiative jusqu'au 9 septembre, date de réunion du Congrès. Ce délai permet à la Russie, qui soutient toujours Bachar al-Assad, de mettre en place une contre-mesure diplomatique : le jour même où le Congrès se réunit et discute une éventuelle riposte militaire, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, propose la destruction de l'arsenal chimique syrien, sous contrôle international. Immédiatement acceptée par Damas, cette initiative permet aux Occidentaux d'éviter une intervention militaire tout en donnant l'impression d'avoir obtenu une concession de la Syrie²⁸. Pour la Russie, c'est un succès diplomatique. Pour la Turquie, c'est un lourd échec : en l'absence de soutien américain, le pays est contraint de renoncer à une intervention qu'il avait encouragée. L'AKP a désormais la certitude que non seulement les pays occidentaux ne renverseront pas Bachar al-Assad, mais aussi que ce dernier, avec l'appui russe, peut se maintenir au pouvoir²⁹.

Mi-septembre 2013, la position diplomatique de la Turquie, spécialement au Moyen-Orient, s'est donc considérablement dégradée. Le mouvement de Gezi a durablement écorné son image comme modèle de conjonction harmonieuse de l'islam politique et de la démocratie. Le coup d'État égyptien a renversé un régime sur lequel elle comptait beaucoup pour son rôle d'influence au Moyen-Orient. Enfin, les victoires syriennes et le refus d'intervenir des États-Unis ont durablement éloigné la perspective d'une chute rapide de Bachar al-Assad et d'une victoire des rebelles qu'elle soutient. Il ne s'agit pas seulement d'échecs tactiques ou ponctuels.

²³ PARIS Gilles. « Le jour où Barack Obama avait effacé sa 'ligne rouge' sur la Syrie ». *Le Monde*, 7 avril 2017.

²⁴ BFMTV. « Laurent Fabius : 'Il faudra répondre avec force' en Syrie - 22/08 » (vidéo en ligne). Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Ipf7rSEqLAI> (dernière consultation : 12 décembre 2018).

²⁵ JABOUR Bridie. « 'Baddies v baddies': Tony Abbott defends his analysis of Syrian conflict ». *The Guardian*, 2 septembre 2013.

²⁶ BONAL Cordélia. « Intervention militaire en Syrie : plans de bataille ». *Libération*, 27 août 2013.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ D'ALENÇON François. « Le coup de poker de Vladimir Poutine sur la Syrie ». *La Croix*, 11 septembre 2013.

²⁹ BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : Alfa, 2017, p. 354.

Ce sont désormais les objectifs fixés par la doctrine reformulée de l'AKP qui sont mis durablement hors d'atteinte.

8.2. Des objectifs non-réalisés

Le principal objectif de la doctrine reformulée par Ahmet Davutoğlu et la SETA de 2011 à 2013, celui d'une démocratisation du Moyen-Orient sous influence turque, via notamment le soutien aux Frères Musulmans, est sévèrement compromis par les événements de l'été 2013. Mais ceux-ci vont également mettre en péril des objectifs poursuivis depuis plus longtemps par l'AKP : la dégradation de la situation sécuritaire va fragiliser la Turquie, et l'obliger à mettre les objectifs économiques au second plan. De plus, cette série de revers internes et externes isole Ankara et altère sa diplomatie à 360°, celle-ci se heurtant à des oppositions croissantes un peu partout.

8.2.1. La mise en échec des ambitions de démocratisation sous l'égide des Frères Musulmans

Le messianisme démocratique développé à partir de 2012 ciblait spécifiquement deux pays : l'Égypte et la Syrie. Il prévoyait, à terme, une démocratisation des deux, sous l'égide des Frères Musulmans, et inspirée par le modèle turc. À l'automne 2013, il ne reste plus rien de ces prévisions. Les Frères Musulmans paraissent écartés du pouvoir à long terme en Égypte, et leurs chances d'y arriver en Syrie ont drastiquement diminué. Le choc est d'autant plus rude pour l'AKP que l'échec de la confrérie y est perçu comme un échec de la démocratie. L'idée est très profondément ancrée que les Frères Musulmans sont le choix majoritaire des peuples arabes ; elle se retrouve par exemple dans les analyses de la SETA, qui opposent un général al-Sissi autoritaire et s'appuyant sur la seule force armée à des Frères Musulmans incarnant la volonté démocratique égyptienne³⁰. C'est d'ailleurs ce qui explique le soutien persistant de la Turquie aux membres du gouvernement égyptien déchu, ainsi qu'à ses partisans ; elle n'hésite pas à accueillir plusieurs députés du Parti de la Justice et de la Liberté, initialement réfugiés au Qatar,

³⁰ - ACUN Can. « Darbesever Mısır Muhalefeti » [Cette opposition égyptienne qui aime les coups d'État]. SETA (en ligne). 6 juillet 2013. Disponible sur : <https://www.setav.org/darbesever-misir-muhalefeti/> (dernière consultation : 13 décembre 2018).

- TELCİ İsmail Numan. *Op. cit.*, p. 213.

et auxquels elle propose sa protection³¹. En réalité, comme l'explique une spécialiste de la politique syrienne de la Turquie, tout miser sur les Frères Musulmans après 2011 était une faute initiale, car cela rompait avec le principe précédemment posé par Ahmet Davutoğlu de coopération avec l'ensemble des acteurs régionaux. Privilégier un acteur politique au détriment des autres revenait à se priver de moyens dès que ce dernier était mis en difficulté³². Et c'est dans cette situation que se retrouve la Turquie avec le double échec syrien et égyptien.

En Libye également, la conjugaison du soutien turc aux Frères Musulmans et de l'affaiblissement de ces derniers va avoir des conséquences dommageables. Alors que les membres de la confrérie sont majoritaires au sein du CGN élu en décembre 2012, le nouveau président de cette institution, Nouri Bousahmein (élu le 25 juin 2013) se voit fortement contesté. Les tensions s'accroissant, le général Khalifa Haftar, retraité de l'armée libyenne, exige en février 2014 la dissolution du CGN. À partir du mois de mai, ses partisans affrontent ouvertement ceux qui CGN, dans un contexte d'émergence de groupes djihadistes qui prennent le contrôle de pans de territoire. À cette époque émerge une forme de double légitimité³³ : à Tripoli, le CGN se réclame de l'héritage révolutionnaire ; à Tobrouk, une assemblée protégée par le général Haftar revendiquera la légitimité institutionnelle et électorale. Or, dans ce contexte, la Turquie va se retrouver accusée de prendre parti aux côtés du CGN³⁴. Son soutien aux Frères Musulmans libyens se retourne ainsi contre elle ; réciproquement, du reste, la Turquie a parfaitement conscience du soutien apporté par l'Arabie Séoudite et les Émirats Arabes Unis au général Haftar³⁵, comme ils ont soutenu auparavant la reprise en main de l'Égypte par l'institution militaire. L'engagement turc en Libye peut donc être perçu comme la prolongation de son action égyptienne, mais les victoires progressives des milices du général Haftar vont affaiblir sa position au cours de l'année 2014.

Ce choc permet-il à l'AKP de prendre conscience de l'erreur stratégique qu'il a commis en misant tout sur la confrérie ? La réaction un an plus tard à un nouvel échec, au moins partiel, de cette dernière, semble l'indiquer. Quoiqu'initialement moins importante dans la doctrine renouvelée d'Ahmet Davutoğlu, et partenaire secondaire pour la Turquie, la Tunisie est, après l'été 2013, le dernier pays démocratique du monde arabe où les Frères Musulmans sont au

³¹ TELCİ İsmail Numan. *Op. cit.*, p. 214.

³² Özden Zeynep Oktav, entretien avec l'auteur, 11 juin 2018.

³³ BENSAAËD Ali. « Les trajectoires chaotiques d'une reconstruction étatique ». *Moyen-Orient*, n° 25, janvier-mars 2015, p. 20-23.

³⁴ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 55.

³⁵ ERDAĞ Ramazan. « Türkiye'nin Afrika politikası 2014 » [La politique africaine de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Op. cit.*, p. 290.

pouvoir (ils y participent également au Maroc, mais le régime y reste étroitement contrôlé par le roi). Toutefois, les contestations croissantes auxquelles ils font face fragilisent leur position et les conduisent à un net recul électoral à l'automne 2014. Leur parti Ennahdha arrive second aux élections législatives du 26 octobre avec 27,8% des voix et 68 députés (le parti conservateur et séculier Nidaa Tounes obtient 37,6% et 86 sièges). Puis, à l'élection présidentielle des 23 novembre et 21 décembre, Béji Caïd Essebsi, candidat de Nidaa Tounes, bat le président sortant Moncef Marzouki, soutenu par les Frères Musulmans. Or, il est intéressant de noter que les instances officielles turques saluent cette séquence électorale comme une réussite démocratique et annoncent vouloir coopérer avec le nouveau gouvernement. Au-delà de la simple courtoisie diplomatique, l'universitaire Ramazan Erdağ y voit aussi une tentative d'échapper à l'image d'un pays ayant lié sa politique étrangère aux Frères Musulmans : la Turquie montrerait ainsi qu'elle coopère avec des États et non une faction politique spécifique³⁶. On peut également y percevoir l'acceptation par la Turquie d'un jeu régional nouveau, au sein duquel la confrérie qu'elle soutenait restera durablement marginalisée, au moins politiquement.

Si l'on conjugue cette situation régionale avec l'image laissée par le mouvement de Gezi, où l'AKP a donné une image d'autoritarisme et de brutalité envers l'opposition, le messianisme démocratique turc se voit totalement mis en échec. Sa logique s'inverse : la Turquie était présentée par Ahmet Davutoğlu ou Taha Özhan comme le pays précurseur de la démocratisation du Moyen-Orient ; et l'AKP, artisan de celle-ci, comme une source d'inspiration pour les partis issus de l'islam politique. Mais cette identification montre ses limites lors du mouvement de Gezi : ce dernier paraît indiquer les difficultés pour un gouvernement d'inspiration islamique de respecter les principes démocratiques à long terme. L'autoritarisme de l'AKP en juin 2013 peut alors préfigurer, aux yeux des adversaires arabes des Frères Musulmans, l'autoritarisme dont ces derniers feront preuve tôt ou tard. Et même justifier, auprès des opinions publiques, les interventions militaires visant à empêcher cette situation. Face à ce double échec, et comme modèle potentiel, et dans son soutien aux Frères Musulmans, la Turquie doit renoncer à son messianisme démocratique. Mais un élément plus ancien de la doctrine se voit également mis en échec : la sécurité que le pays pensait avoir gagnée est remise en question, obligeant l'AKP à se concentrer sur cet aspect.

³⁶ ERDAĞ Ramazan. *Op. cit.*, p. 292.

8.2.2. La dégradation sécuritaire

La sécurité était un objectif majeur de la doctrine théorisée par l'AKP à la fin des années 2000. Certes, elle devenait un objectif secondaire par rapport au développement de l'économie et des relations commerciales. Mais il était entendu, justement, que ce développement économique et commercial aurait des effets positifs en termes de sécurité³⁷. Or, le prolongement du conflit syrien, acté durant l'été 2013, rend de nouveau instable la situation sécuritaire aux frontières sud-est du pays. En s'engageant dans ce conflit, la Turquie a pris le risque de le voir rejaillir sur son propre sol. Au fur et à mesure que la Syrie se fragmente sur un schéma en partie ethno-confessionnel, la Turquie connaît les mêmes tensions identitaires. Né en 2013, l'EILL devient un acteur de plus en plus menaçant, qui va rebattre les cartes en Syrie mais aussi en Irak. Dans ce contexte, la question kurde, réapparue dès 2012, nécessite un règlement que va tenter l'AKP.

8.2.2.1. L'importation d'un conflit étranger sur le sol turc

Si 2013 cristallise les tensions liées au conflit syrien, celles-ci apparaissent dès 2012. Elles sont liées au double choix, de la Turquie de soutenir des groupes armés hostiles à Bachar al-Assad, et du choix de ce dernier, en retour, de soutenir les mouvements autonomistes kurdes. En 2013, l'évolution de la situation en Syrie, les discours de plus en plus identitaires de l'AKP et son choix de soutenir des mouvements sectaires contribuent à importer le conflit communautaire en Turquie.

Le soutien turc aux rebelles, à partir de 2012, est multiforme (multidimensionnel, pourrait-on dire). Il est diplomatique, avec l'accueil du CNS à Istanbul à partir de 2011, et le vote des résolutions condamnant la répression syrienne à l'ONU. Il est logistique, avec l'accueil sur le sol turc de combattants syriens et l'envoi d'une aide matérielle. Plus d'ailleurs qu'un fournisseur d'armes, la Turquie joue le rôle d'une plaque tournante, où transitent les armes séoudiennes, qataries et américaines à destination des groupes rebelles³⁸. Il est humanitaire, avec l'accueil sur le sol turc de centaines de milliers, et bientôt de millions de réfugiés syriens fuyant la guerre. Dans ce contexte, l'alliance informelle qui va s'établir entre les milices kurdes du PYD (issu du PKK auquel il reste lié organiquement) et le gouvernement de Bachar al-

³⁷ Voir à ce sujet le chapitre 5, 1^{ère} sous-partie, de la présente thèse.

³⁸ - MALBRUNOT Georges. « Comment la CIA contrôle la livraison d'armes aux rebelles ». *Le Figaro*, 28 juin 2012.

- VELA Justin. « The Syrian supply chain ». *Foreign Policy*, 22 juin 2013.

Assad, en juillet 2012, apparaît une réponse logique. Il convient d'éviter l'anachronisme : le choix de Damas de faire des concessions aux autonomistes kurdes est antérieur à l'engagement turc dans le conflit. Dès le 7 avril 2011, en effet, le gouvernement syrien naturalise des milliers de Kurdes ; l'objectif stratégique est ici, naturellement, d'affaiblir la contestation par des mesures symboliques en faveur de minorités qui peuvent être détachées de la rébellion. De même, lorsque Bachar al-Assad retire ses troupes des régions kurdes syriennes, le 18 juillet 2012, c'est aussi un choix tactique : disposer de plus de forces dans les régions d'Alep et Damas. Il y a néanmoins également une volonté d'isoler la Turquie. Comme l'explique le chercheur Jordi Tejel Gorgas, spécialiste des mouvements kurdes, le PYD se trouve alors confronté à un dilemme : « Face à une opposition syrienne en exil dominée alors par les Frères Musulmans et soutenue par la Turquie – opposée à l'émergence d'une nouvelle autonomie kurde –, fallait-il rejoindre la révolte ou, au contraire, calmer le jeu et se présenter comme des intermédiaires entre les autorités et la population, en espérant obtenir quelques concessions d'un régime affaibli³⁹ ? » C'est la seconde option qui est choisie et, pour la Turquie, il apparaît nettement que cette alliance informelle entre le PYD et le régime syrien vise à la fragiliser. Dès 2012, Yalçın Akdoğan, conseiller du Premier ministre, mettait en garde contre la présence du PKK au nord syrien⁴⁰. Lors du retrait des troupes syriennes, le directeur de la SETA, Taha Özhan, rappelle la complexité des liens entre le parti Baas et le PKK, estimant qu'ils ont besoin l'un de l'autre⁴¹. Il y a en Turquie une très vive inquiétude à ce sujet qui se manifeste dans les publications scientifiques, mais aussi dans la presse, y compris d'opposition⁴². Ces questionnements sont les premiers relatifs à un possible débordement des tensions identitaires syriennes sur le sol turc.

C'est néanmoins l'été 2013 qui cristallise ces tensions. Dès le mois de mai, après l'attentat de Reyhanlı, celles-ci deviennent très perceptibles. Elles ne se placent pas, cette fois, sur le terrain ethno-linguistique, mais confessionnel. Lorsque le Premier ministre Erdoğan déplore la mort de « 53 de nos concitoyens sunnites⁴³ », il inquiète les citoyens turcs d'autres confessions, en

³⁹ GORGAS Jordi Tejel. « Au-delà de la 'bataille de Kobané' : la société civile kurde de Syrie en sursis ». *Moyen-Orient*, n° 26, avril-juin 2015, p. 58.

⁴⁰ AKDOĞAN Yalçın. « Kandil'in Suriye hesapları » [Les comptes de la Syrie à Kandil]. Haber7 (en ligne). 9 mars 2012. Disponible sur : <http://www.haber7.com/yazarlar/yalcin-akdogan/854552-kandil8217in-suriye-hesaplari> (dernière consultation : 17 octobre 2018).

⁴¹ ÖZHAN Taha. « Suriye Kürtleri PKK'ya Esir Olur mu ? » [Les Kurdes de Syrie sont-ils tenus par le PKK ?]. SETA (en ligne). 28 juillet 2012. Disponible sur : <https://www.setav.org/suriye-kurtleri-pkky-esir-olur-mu/> (dernière consultation : 13 décembre 2018).

⁴² Par exemple dans l'article suivant : « Esad PKK'ya destek veriyor mu ? » [Assad soutient-il le PKK ?]. *Hürriyet*, 6 juillet 2012.

⁴³ Citée dans CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Op. cit.*, p. 339.

particulier les alévis, dont la croyance est assez proche de l'alaouïsme pratiqué par Bachar al-Assad et ses proches. À cela s'ajoutent, tout au long de l'été, des rumeurs sur les tensions qui se feraient jour dans la province du Hatay, en particulier entre des réfugiés syriens d'obédience sunnite et les alévis. À vrai dire, cette situation remonte à plusieurs mois : le chercheur français Tarik Yildiz l'analysait ainsi dès septembre 2012⁴⁴. Mais c'est dans le contexte de libération des critiques, après le mouvement de Gezi, que plusieurs opposants dénoncent, au cours de l'été 2013, une politique sectaire qui, en Turquie comme en Syrie, favoriserait la majorité sunnite en s'opposant aux autres confessions⁴⁵.

Ces craintes sont renforcées par le choix turc, après le renoncement de Barack Obama à intervenir en Syrie, de soutenir trois groupes armés d'inspiration islamiste sunnite, et le revendiquant (contrairement à l'ASL) : Liwa al-Tawhid, Ansar al-Sham et Ahrar al-Sham⁴⁶. Ce choix semble confirmer les accusations portées jusque-là surtout par des médias étrangers ou opposants à Ankara, qui lui reprochaient un soutien discret aux groupes djihadistes. Un site kurde dénonçait ainsi, à l'été 2013, en se basant sur des sources aujourd'hui inaccessibles, un supposé soutien turc au Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda depuis avril⁴⁷. La querelle fait encore rage aujourd'hui pour déterminer la réalité de ces accusations. Il semble qu'à tout le moins, la Turquie soit restée, au moins jusqu'à l'année 2014, une voie de passage peu surveillée pour les combattants rejoignant les groupes djihadistes sunnites, comme l'EIL⁴⁸. En contrepartie, le soutien de Bachar al-Assad au PYD semble se matérialiser avec, en particulier, des livraisons d'armes⁴⁹. Dans un contexte d'assimilation totale de ce mouvement au PKK par le gouvernement de l'AKP, les craintes de voir ces armes retrouvées et utilisées sur le territoire turc augmentent.

L'été 2013 voit donc la concrétisation d'une des hantises de la diplomatie turque depuis au moins 2012 : un rejaillissement de la crise syrienne sur son territoire. Mais celle-ci n'est pas imputable qu'aux manœuvres syriennes : en confessionnalisant son discours et sa politique

⁴⁴ YILDIZ Tarik. « Tensions dans les rues d'Antioche ». *Libération*, 25 octobre 2012.

⁴⁵ LETSCH Constanze. « Syrian conflict brings sectarian tensions to Turkey's tolerant Hatay province ». *The Guardian*, 3 septembre 2013.

⁴⁶ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 68.

⁴⁷ « Al-Nusra continues to organize and recruit in Turkey ». *The Rojava report*. 22 août 2013. Disponible sur : <https://rojavareport.wordpress.com/2013/08/22/al-nusra-continues-to-organize-and-recruit-in-turkey/> (dernière consultation : 13 décembre 2018).

⁴⁸ WALSH Nick Paton. « The secret jihadi smuggling route through Turkey ». *CNN* (en ligne). 5 novembre 2013. Disponible sur : <https://edition.cnn.com/2013/11/04/world/europe/isis-gaining-strength-on-syria-turkey-border/index.html> (dernière consultation : 12 octobre 2018).

⁴⁹ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 74.

d'aide aux rebelles, l'AKP porte une certaine responsabilité dans l'importation de ces tensions identitaires en Turquie. Celles-ci fragilisent la cohésion nationale et donc la capacité de réponse de la société turque à une nouvelle menace qui émerge aux frontières : la constitution d'un territoire tenu par un groupe terroriste djihadiste.

8.2.2.2. L'émergence de l'État Islamique aux frontières

Contrairement à une idée fréquemment avancée, les racines de l'État Islamique (EI, également désigné sous son acronyme arabe, « *Da'esh* ») ne peuvent être cherchées seulement dans le conflit syrien. Bien plus profondément, une décennie de tensions communautaires en Irak a nourri ce groupe, qui s'est appuyé sur le sentiment d'exclusion des sunnites irakiens, en particulier les anciens cadres du régime de Saddam Hussein (1979-2003)⁵⁰. Mais 2013 est l'année au cours de laquelle l'État Islamique d'Irak (EII), fondé en 2006, devient l'EIIL, intégrant la Syrie dans sa sphère d'action. Le renoncement américain face aux frappes chimiques favorise une situation de discrédit de l'ASL, et donc d'émergence d'autres groupes armés. Début 2014, l'EIIL affronte ainsi les mouvements rebelles syriens et commence à prendre le contrôle d'importants territoires, en particulier au nord de l'Euphrate. Il rompt également avec Al-Qaïda (et donc le Front Al-Nosra). Le 6 juin 2014, l'EIIL, soutenu par des milices sunnites, attaque Mossoul, la deuxième ville irakienne, conquise dès le 10 juin. Le 29 juin, l'EIIL proclame l'instauration d'un califat sur les territoires syriens et irakiens sous son contrôle et prend le nom d'État Islamique. Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'EIIL, revendique ainsi le titre de calife.

La zone alors sous contrôle de l'EI est d'une taille considérable. Très globalement, on peut dire qu'elle suit le cours de l'Euphrate, par le nord, jusqu'aux faubourgs de Bagdad. Ce territoire s'étend de Mossoul et de la frontière du Kurdistan irakien jusqu'aux portes d'Alep. Il convient de relativiser cette étendue géographique en rappelant qu'en pratique, l'EI contrôle surtout de grands axes routiers et fluviaux traversant une région aride et peu peuplée. Toutefois, l'émergence de cette nouvelle puissance est une menace d'autant plus grande pour la Turquie

⁵⁰ On recommandera à ce sujet l'ouvrage de Myriam Benraad : *Irak, la revanche de l'histoire : De l'occupation étrangère à l'État islamique*. Paris : Vendémiaire, 2015, 288 p. Spécialiste de l'Irak, l'auteure y analyse l'ensemble des éléments ayant permis, suite en particulier à l'invasion américaine de 2003, l'émergence d'un groupe terroriste soutenu par une partie de la population au cœur de ce pays.

que l'EI s'étend jusqu'à sa frontière, qu'il longe sur tout l'ouest de la route Alep-Gaziantep (à l'exception des provinces de l'extrême nord-est, et de Kobané, tenues par le PYD).

L'universitaire Serhat Erkmen estime que deux raisons ont immédiatement fait de la Turquie une cible potentielle de l'EI : son régime laïc et démocratique, alors que sa population est à majorité musulmane ; et son implication dans le conflit syrien, aux côtés de groupe armés que l'EI a combattus⁵¹. Il y a donc pour la Turquie une vraie menace sécuritaire, symbolisée de manière terrible par la prise en otage de plusieurs de ses ressortissants lors de la capture de Mossoul⁵² (juin 2014). La menace est aggravée par le choix que font un certain nombre de citoyens turcs de franchir la frontière et partir se battre auprès de l'EI : ils sont pour le pays une menace à long terme, car il faudra alors gérer leur retour et, éventuellement, leur réinsertion dans la société ; en plus des djihadistes, il y en effet des familles turques, certes peu nombreuses, qui choisissent de partir vivre au sein du califat, sans prendre part activement aux combats⁵³.

Si des soupçons de tentative d'entente informelle avec l'EI visent la Turquie tout au long de l'année 2014, et des premiers mois de 2015⁵⁴, il n'en reste pas moins que sa frontière syrienne, à l'été 2014, est devenue particulièrement dangereuse. À l'exception du nord-ouest, tenu par ses alliés de l'ASL, toutes les régions syriennes frontalières de la Turquie sont contrôlées soit par l'EI, qui représente une menace potentielle constante, soit par le PYD, considéré par Ankara comme un mouvement hostile, en l'absence de règlement durable de la question kurde.

8.2.2.3. La résurgence de la question kurde et les errements du processus de paix

Les événements de l'été 2013 vont tout à la fois montrer l'urgence d'une réponse politique à la question kurde et impacter les pourparlers entre le gouvernement turc et le PKK à plus long terme. Il faut remonter à 2011 pour que des premiers contacts informels et indirects entre le gouvernement turc et Abdullah Öcalan, chef spirituel du PKK emprisonné depuis 1999, aient lieu. Si la teneur de ces entretiens demeure strictement confidentielle, il semble qu'il y ait

⁵¹ ERKMEN Serhat. « 2015 yılında Türk dış politikasında IŞİD sorunu: Türk mücahitler ve IŞİD saldırıları » [Le problème de l'EI dans la politique étrangère turque en 2015 : les combattants turcs et les agressions de l'EI]. In DEMIRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Stratejik Derinlikte Savrulan Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque se dissipant dans la profondeur stratégique]. Ankara : Kripto, 2016, p. 155-156.

⁵² STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 78.

⁵³ ERKMEN Serhat. *Op. cit.*, p. 150-151.

⁵⁴ Cette question est abordée plus en détails au chapitre suivant.

volonté commune d'avancer sur des pistes de négociations⁵⁵. Cette stratégie poursuit les premières réformes de ce qu'on appelait « l'ouverture kurde », et s'inscrit pleinement dans le principe d'équilibre entre liberté et sécurité, essentiel dans la doctrine de l'AKP. L'idée en est de faire baisser les menaces sécuritaires par une pacification intérieure, permettant tout à la fois d'ôter aux militaires un prétexte d'intervention dans la vie publique, et de développer économiquement le territoire. Le sujet demeure toutefois sensible en Turquie et il faut attendre décembre 2012 pour que Recep Tayyip Erdoğan, lors d'un entretien télévisé, admette publiquement l'existence de ces pourparlers de paix⁵⁶. Le 21 mars 2013, en pleine célébration du Novrouz⁵⁷ à Diyarbakır, deux députés apparentés au Parti de la Paix et de la Démocratie [*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP], une formation autonomiste kurde, transmettent un important message. Sırrı Süreyya Önder et Pervin Buldan lisent, respectivement en turc et en kurde, une lettre d'Abdullah Öcalan appelant le PKK à une trêve et officialisant l'ouverture d'un processus de paix⁵⁸. Ce dernier a donc été déjà lancé lorsque va survenir la séquence de l'été 2013, qui l'impactera également.

Le choix de ces négociations, du côté de l'AKP, ne relève pas seulement de l'application du principe d'équilibre entre liberté et sécurité. Il s'inscrit dans la logique repensée du « zéro problème avec les voisins », qui implique de nouer des relations avec les sociétés civiles, parfois au détriment des États. C'est dans ce cadre que, malgré les réticences de Bagdad, le gouvernement turc approfondit au début des années 2010 sa coopération avec le GRK. Il y a là un intérêt réciproque des deux acteurs, qui apparaît d'ailleurs avant les révolutions arabes. Pour Erbil, la Turquie est une porte vers l'ouest, par laquelle les hydrocarbures pourront être exportés jusqu'en Europe⁵⁹. Pour Ankara, c'est une opportunité de diversifier son approvisionnement énergétique et de développer de nouveaux partenariats commerciaux⁶⁰. Aussi l'AKP voit-il dans la conjonction de ses bonnes relations avec le GRK de Massoud Barzani (2005-2017) et dans l'acceptation du processus de paix un moyen, à terme, d'affaiblir le PKK. Cette stratégie

⁵⁵ GROSJEAN Olivier. « Turquie : le mouvement kurde à l'heure du 'processus de paix' ». *Politique étrangère*, n° 2/2014, été 2014, p. 27-28.

⁵⁶ CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *The New Turkey and Its Discontents*. Londres : Hurst & Company, 2016, p. 183.

⁵⁷ Marquant officiellement l'arrivée du printemps, cette fête remonterait aux civilisations pré-islamiques d'Asie Centrale. Elle est massivement célébrée par les Iraniens, les populations turciques d'Asie Centrale et du Caucase, ainsi que les Kurdes.

⁵⁸ YÜCEL Müslüm. *Abdullah Öcalan: Amara'dan İmralı'ya* [Abdullah Öcalan : d'Amara à İmralı]. Istanbul : Alfa, 2014, p. 552-553.

⁵⁹ DEMİR İdris. « The Ankara-Erbil Energy Partnership : Mutual Interests and Benefits ». In DEMİR İdris (dir.). *Turkey's Foreign Policy Towards the Middle East : Under the Shadow of the Arab Spring*. Newcastle : Cambridge Scholars Publishing, 2017, p. 101.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 97-98.

doit être complétée par le soutien à l'opposition syrienne, qui proposera alors un nouveau modèle aux Kurdes⁶¹. On retrouve ici tout l'esprit de la doctrine stratégique de l'AKP : la coopération avec les pays voisins doit permettre de sécuriser les frontières et d'apaiser la scène politique intérieure, en réglant les problèmes par la négociation – quitte à faire durer celle-ci.

La séquence de 2013 influence et altère le processus de paix en deux temps. Après le mouvement de Gezi, il y a une tentation de l'AKP d'utiliser ces négociations pour combattre l'image d'un parti autoritaire qui s'est répandue à l'international⁶². Les stratèges du parti ont bien remarqué la faiblesse de la mobilisation kurde à Gezi ; certains témoignages montrent d'ailleurs le scepticisme de militants kurdes, craignant que ces manifestations ne viennent compromettre le processus de paix⁶³. Dans les mois qui suivent le mouvement, l'AKP redouble d'efforts. En particulier, en juillet, Hakan Fidan, chef du MIT, reçoit à Ankara Salih Müslüm, le chef du PYD. Cette entrevue vise à chercher un terrain d'entente entre la Turquie et ce que pourrait être un mouvement kurde autonome dans le cadre d'une Syrie post-baasiste⁶⁴. En septembre 2013, une réforme supprime le serment que devaient prononcer tous les écoliers, et commençant par les mots « Je suis turc », et autorise de nouveau l'usage des lettres Q, W et X, courantes dans la langue kurde.

Toutefois, dans un second temps, l'été 2013 va altérer à long terme le processus de paix. Le renversement des équilibres en Syrie et le choix de la Turquie de soutenir plusieurs mouvements ouvertement islamistes vont conduire à une rupture interne et externe. En effet, le PYD, allié informel de Bachar al-Assad, gagne de plus en plus de terrain en Syrie, une situation que la Turquie cherche à éviter à tout prix. Progressivement apparaît une contradiction majeure entre les efforts turcs pour empêcher l'établissement d'une zone sous contrôle du PYD, et ses pourparlers de paix avec son homologue turc, le PKK⁶⁵. D'autre part, la progression des groupes djihadistes va progressivement conduire ceux-ci à affronter les milices kurdes. Le non-interventionnisme de la Turquie, voire les soupçons de collusion avec certains de ces groupes, vont brouiller ses relations avec les mouvements kurdes. En particulier, à l'été 2014, alors que le Parlement turc vient de valider le processus de paix avec le PKK⁶⁶, l'offensive lancée par l'EI contre le GRK et l'absence de soutien de la Turquie va considérablement altérer ses

⁶¹ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 76.

⁶² İNSEL Ahmet. *Op. cit.*, p. 156.

⁶³ KRAJESKI Jenna. « In Taksim Square, Where Are the Kurds ? ». *The New-Yorker*, 11 juin 2013.

⁶⁴ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 76.

⁶⁵ DEMİR İdris. *Op. cit.*, p. 87.

⁶⁶ CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *Op. cit.*, p. 184.

relations avec le gouvernement de Massoud Barzani⁶⁷. À la fin de l'année 2014, c'est l'offensive de l'EI contre le PYD à Kobané qui va, cette fois, entraîner la mise en pause du processus de paix⁶⁸. Autrement dit, l'été 2013 aura un impact indirect mais réel sur l'évolution des négociations entre le gouvernement turc et le PKK. Le choix de l'AKP, par suite de son échec en Syrie, de privilégier des mouvements armés d'inspiration islamiste, va conduire à terme à la dégradation de ses relations avec les milices kurdes et à la fin d'une atmosphère propice à des pourparlers de paix.

8.2.3. De la diplomatie multidirectionnelle à l'isolement international

Le caractère multidirectionnel de la politique étrangère turque, basée sur une diplomatie « à 360° », est demeuré essentiel dans la doctrine reformulée à partir de 2011. Néanmoins, la séquence de l'été 2013 va contraindre l'AKP à revoir considérablement à la baisse cette ambition. Alors que la doctrine prône la multiplication des partenariats, il semble que ce soient surtout les problèmes bilatéraux qui se multiplient. Comme un symbole de cette perte d'influence, lorsqu'il s'exprime à l'ONU, le 24 septembre 2014, Recep Tayyip Erdoğan fait face à une salle presque vide⁶⁹. Cette humiliante situation illustre la perte d'influence d'une Turquie qui n'apparaît plus, ni comme un exemple de développement démocratique, ni comme un stabilisateur régional. Bien sûr, c'est au Moyen-Orient que les tensions vont se multiplier, suite au coup d'État égyptien et à l'échec syrien, conduisant certains observateurs facétieux à évoquer « zéro voisin sans problème ». Mais le mouvement de Gezi, l'Égypte et le renoncement américain sur la Syrie conduisent aussi la Turquie à prendre ses distances avec ses alliés occidentaux. Malgré une coopération économique toujours fructueuses, des désaccords se font aussi jour avec certains pays (ré)émergents (Chine, Russie, Iran...), qui affichent ostensiblement leur soutien, qui au nouveau régime égyptien, qui à Bachar al-Assad.

⁶⁷ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 79.

⁶⁸ Cette question est étudiée plus en détails au chapitre suivant.

⁶⁹ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Op. cit.*, p. 327.

8.2.3.1. Tensions croissantes au Moyen-Orient

Le coup d'État égyptien, l'incapacité à renverser le gouvernement syrien et, dans une moindre mesure, l'impact du mouvement de Gezi, ont un effet direct sur le potentiel diplomatique turc au Moyen-Orient. S'ajoutant à des crises plus localisées et/ou parfois plus anciennes (à l'instar du gel des relations diplomatiques avec l'Arménie ou de la crise persistante avec Israël), elles contribuent fortement à isoler Ankara dans cette région – alors même qu'elle est au cœur de la doctrine de l'AKP depuis la fin des années 2000. Les mois qui suivent l'été 2013 sont marqués par une dégradation des relations, ou au moins la persistance de mauvais rapports, avec de nombreux pays de la région. Encore la gravité de la mésentente est-elle variable. Il y a les cas les plus graves, les États avec lesquels une hostilité mutuelle est allée jusqu'à la rupture des relations diplomatiques (Syrie et Égypte) ; il y a par ailleurs des acteurs régionaux qui apprécient mal l'ingérence réelle ou supposée d'Ankara dans leurs conflits intra-communautaires (notamment en Libye et en Irak) ; enfin, les deux autres grandes puissances moyen-orientales, l'Arabie Séoudite et l'Iran qui, tout en conservant avec la Turquie des relations de courtoisie diplomatique et de coopération économique, conservent avec elle de sérieux désaccords politiques. Israël demeure un cas à part : si ses rapports avec Ankara ne connaissent pas d'amélioration, ils ne s'aggravent pas non plus durant cette période, étant surtout conditionnés par les crises des années 2009-2010.

En prenant le parti de l'opposition syrienne en 2011 et surtout en 2012, le gouvernement de l'AKP a couru le risque d'une rupture totale avec un de ses partenaires régionaux, un voisin qui plus est. C'était une première, car même la grave crise turco-israélienne n'était pas allée jusqu'à une rupture des relations diplomatiques aussi totale et durable ; de plus, cette dernière relève aussi d'accidents successifs, quand la rupture avec la Syrie a été planifiée, théorisée et acceptée par l'ensemble de l'AKP. Elle paraissait alors acceptable car elle ne devait être que provisoire : la victoire rapide de l'opposition allait permettre l'arrivée aux affaires d'un nouveau gouvernement qui, n'oubliant pas l'aide turque, allait prolonger et approfondir les relations antérieures. Or, l'été 2013 aggrave soudainement cette donne stratégique : non seulement il apparaît que la rupture avec la Syrie sera durable, le gouvernement de Bachar al-Assad semblant en capacité de se maintenir au pouvoir ; mais en plus, une nouvelle rupture se profile avec une puissance régionale, l'Égypte. Au vu des très vives critiques exprimées par l'AKP envers le coup d'État et de son refus de reconnaître celui-ci, c'est une évolution assez prévisible. Dans la nuit du 23 au 24 novembre, le gouvernement égyptien fait connaître son intention de renvoyer l'ambassadeur turc ; l'ambassadeur d'Égypte est immédiatement renvoyé par Ankara en mesure

de représailles. C'est ainsi qu'est actée la rupture officielle entre les deux pays. Cela n'empêche pas les responsables turcs de multiplier les attaques contre le régime du général al-Sissi (véritable maître de l'Égypte, une situation qu'il ne formalisera que le 28 mai 2014 en étant élu président de la République). Recep Tayyip Erdoğan dénonce ainsi régulièrement l'isolement que le nouveau régime égyptien impose à Gaza⁷⁰ ; Bülent Arınç, vice-Premier ministre (2009-2015), se charge de critiquer l'élection présidentielle consacrant le général, devenu maréchal, al-Sissi, dénonçant son caractère anti-démocratique et le coup d'État dont elle est la résultante⁷¹. En retour, l'Égypte menace, en juin 2014, de reconnaître le génocide arménien à l'ONU⁷², alors que le centenaire de sa commémoration (avril 2015) approche. Il convient toutefois de nuancer la gravité de la rupture sur un point : comme le rappelle le rapport de la SETA pour l'année 2014, les relations économiques entre les deux pays ne connaissent pas de dégradation notable⁷³. Mais cela reflète surtout le (relativement) faible niveau d'échanges commerciaux entre les deux pays : historiquement, rappelle un analyste de l'ORSAM, l'Égypte est un partenaire économique moins important pour la Turquie que la Syrie, l'Irak, l'Iran ou même la Libye⁷⁴. Le rapprochement envisagé en 2012 était bien davantage politique que commercial. D'où la gravité de cette rupture : au printemps 2014, la Turquie est dans une situation totalement inédite depuis l'arrivée aux affaires de l'AKP : ses relations diplomatiques ont été rompues avec trois pays de la région (Égypte, Syrie, Israël), avec la menace d'une confrontation militaire dans le cas syrien.

Le messianisme démocratique turc et son soutien aux Frères Musulmans se conjuguent, après l'été 2013, à un soutien de plus en plus affirmé aux mouvements identitaires sunnites. Cela conduit Ankara à de lourdes tensions avec différents acteurs régionaux, libyens et irakiens en particulier. Début 2015, Ramazan Erdağ décrit l'année écoulée comme celle « où l'on a observé les problèmes [bilatéraux] les plus sérieux dans la période suivant la révolution⁷⁵ ». En Irak notamment, l'action turque va être mal perçue par un certain nombre d'acteurs, à commencer par le Premier ministre Nouri al-Maliki. Dans le contexte suivant l'été 2013, l'apparence de plus en plus identitaire de la politique étrangère turque va conduire les autorités irakiennes à soupçonner Ankara de vouloir se poser en protectrice de la minorité sunnite. Certes, dans une

⁷⁰ TELCİ İsmail Numan. *Op. cit.*, p. 210-211.

⁷¹ *Ibid.*, p. 212.

⁷² LE ROUZIC Ronan. « L'effondrement des relations turco-égyptiennes (II) ». Mundeio (en ligne). Non disponible (article supprimé à la date du 11 janvier 2019).

⁷³ TELCİ İsmail Numan. *Op. cit.*, p. 221.

⁷⁴ Oytun Orhan, entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

⁷⁵ ERDAĞ Ramazan. *Op. cit.*, p. 289.

tribune à Al-Jazeera, l'universitaire Şaban Kardaş, alors à l'ORSAM, réfute cette interprétation :

« La Turquie a été capable de faire consensus parce que même au moment des tensions avec Maliki, le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, s'est assuré de ne pas poursuivre une politique étroite orientée vers les sunnites, et a plutôt maintenu de bonnes relations avec tous les groupes en Irak. Durant un voyage en Irak en novembre 2013, lors du mois sacré chiite de Muharram, il a visité non seulement Bagdad mais aussi Nadjaf et Kerbala ; il a rencontré tous les acteurs majeurs, incluant les *leaders* chiites clés que sont Ammar al-Hakim, Moqtada al-Sadr et le grand Ayatollah Ali al-Sistani⁷⁶. »

On retrouve d'ailleurs dans sa description la méthode multidimensionnelle et l'idée de médiation qu'Ahmet Davutoğlu avait mises en valeur dans les années 2000. Mais cette tribune, proposée en anglais dans un grand média arabe, répond justement à des inquiétudes nouvelles, qui n'existaient pas à l'époque : il y a désormais l'impression que la Turquie se pose en défenderesse des populations sunnites hors de ses frontières. Un article publié le 20 juin 2014 par İbrahim Kalın illustre bien l'ambiguïté du positionnement turc⁷⁷. Certes, le conseiller du Premier ministre dénonce les « fractures ethniques et sectaires » ; mais dans le même temps, il se livre à une critique en règle du processus de débaasification mis en place après l'invasion américaine. Jusqu'alors, l'AKP critiquait cette politique comme ayant démantelé les structures étatiques du pays. Mais dans son article, İbrahim Kalın dénonce surtout la mise à l'écart des populations sunnites irakiennes. L'accusation de sectarisme adressée aux dirigeants du pays donne l'image d'une Turquie préoccupée du sort de la minorité sunnite et désireuse de la réintégrer au jeu politique irakien. Très mal accueillies par Nouri al-Maliki, ces critiques turques ne diminueront qu'avec l'arrivée au pouvoir, en septembre 2014, d'un nouveau Premier ministre, sur un discours plus inclusif.

Enfin, des divergences qui restent discrètes mais de plus en plus perceptibles se font jour entre la Turquie et les deux autres grandes puissances régionales que sont l'Arabie Séoudite et l'Iran. Avec ce dernier pays, c'est la Syrie qui demeure le point de divergence majeur. Le soutien

⁷⁶ KARDAŞ Şaban. « Is Turkey's long game in Iraq a success? » Al-Jazeera (en ligne). 3 septembre 2014. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/09/turkey-long-game-iraq-success-2014939291192517.html> (dernière consultation : 1^{er} janvier 2018).

⁷⁷ KALIN İbrahim. « To keep the Middle East together, don't let Iraq split up ». *Daily Sabah*, 20 juin 2014.

iranien à Bachar al-Assad s'oppose frontalement à l'action turque en faveur des rebelles, en particulier lorsqu'Ankara, après l'attaque chimique de la Ghouta, réclame une intervention internationale. Il est néanmoins frappant de constater que les relations entre les deux pays ne connaissent pas de dégradation brutale. Certes, l'incapacité initiale de la Turquie à isoler l'Iran sur le dossier syrien (particulièrement vis-à-vis de l'Irak) et les relations commerciales fructueuses entre les deux pays en sont une explication⁷⁸. Mais il faut aussi prendre en compte la méfiance croissante de la Turquie vis-à-vis de son environnement extérieur, qui l'amène à craindre qu'une rupture avec l'Iran soit exploitée par des acteurs étrangers. Le rapport de la SETA pour 2014 met ainsi clairement en garde contre une situation dans laquelle de mauvaises tensions bilatérales permettraient à une « force complémentaire » [« *tamamlayıcı güç* »] de venir s'immiscer dans leur querelle et en sortir renforcée⁷⁹. Paradoxalement, la Turquie se méfie désormais moins d'un rival déclaré en Syrie, que de ses alliés officiels. On le constate nettement avec l'Arabie Séoudite. Le coup d'État égyptien, soutenu par Riyad, porte un coup rude aux relations turco-séoudiennes. Il y a une vraie focalisation turque sur le rôle joué dans cet événement par les monarchies du Golfe. Tuğrul Mert, un des biographes de Recep Tayyip Erdoğan, voit ainsi dans l'intervention militaire une opération de l'Arabie Séoudite qui, pour défendre ses intérêts propres et dans le cadre de sa rivalité avec les Frères Musulmans et le Qatar, n'aurait pas hésité à sacrifier les intérêts de son allié turc⁸⁰. Le Premier ministre cible spécialement l'aide financière apportée au nouveau gouvernement égyptien par les pays du Golfe, soulignant que Mohammed Morsi n'avait pas eu ces faveurs : « après le coup d'État, 16 milliards de dollars sont tout de suite parvenus au gouvernement factieux. Alors je demande, ceux qui donnent 16 milliards de dollars à un gouvernement factieux, si vous me demandez, ceux-là sont complices de ce gouvernement⁸¹. » La situation de la Turquie en 2014 peut être perçue ainsi : ses relations avec l'Iran sont empoisonnées par le dossier syrien, mais en raison notamment de la duplicité qu'elle prête à l'Arabie Séoudite, elle prend garde de ne pas mettre fin à cette coopération bilatérale. Or, cette situation de tensions croissantes au Moyen-Orient est d'autant plus problématique qu'elle s'accompagne d'un affaiblissement des alliances occidentales.

⁷⁸ YILMAZ Özcan. « Syrie : Ankara contre Téhéran ? ». *Politique étrangère*, n° 3/2014, automne 2014, p. 121-131.

⁷⁹ İNAT Kemal, YEGİN Abdullah. « Türkiye'nin İran politikası 2014 » [La politique iranienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Op. cit.*, p. 143-144.

⁸⁰ MERT Tuğrul. *Recep Tayyip Erdoğan'ın kurtlarla dansı* [La danse avec les loups de Recep Tayyip Erdoğan]. Ankara : Alter, 3ème édition, 2016 (1ère édition : 2014), p. 262.

⁸¹ « Erdoğan : Yarın belki Türkiye'yi karıştırmak isteyenler » [Erdoğan : Demain, ils voudront peut-être déstabiliser la Turquie]. *Radikal*, 17 août 2013.

8.2.3.2. De nouveaux points de désaccords avec les alliés occidentaux

Dans la logique multidirectionnelle, le poids diplomatique croissant de la Turquie au Moyen-Orient devait renforcer sa valeur stratégique, d'une part au sein de l'OTAN et auprès de l'allié américain, d'autre part dans le processus d'intégration à l'UE. Après l'été 2013, on observe le phénomène inverse : les déboires régionaux d'Ankara l'embarrassent vis-à-vis de ses alliés occidentaux. Quatre facteurs jouent dans la dégradation de la relation turco-américaine : la timidité de Washington dans le soutien aux rebelles syriens ; la relation, ambiguë aux yeux des Américains, qu'entretient la Turquie avec les groupes djihadistes ; l'appui supposé des États-Unis au coup d'État égyptien ; et l'importance croissante des discours anti-occidentaux parmi les cadres de l'AKP. Ces tensions surgissent dans un contexte où, parallèlement, aucune avancée notable dans les négociations avec l'UE ne se fait jour.

La Syrie est donc le premier élément de divergence turco-américaine après l'été 2013. Il est le plus notable pour la bonne raison que c'est un dossier sur lequel, pendant près de deux années, Washington et Ankara avaient réussi à bien accorder leurs positions. Le refus d'intervention de Barack Obama, malgré la « ligne rouge » à ne pas franchir que constituait dans ses discours antérieurs l'utilisation d'armes chimiques, est vu par la Turquie comme un recul important. Un cadre de la SETA décrit comment cette séquence a été perçue au sein du gouvernement turc :

« Nous pensions vraiment que les Américains partageaient le même but de démocratisation de la Syrie. Barack Obama avait promis de défendre la démocratie dans le monde arabe, par exemple dans son discours du Caire. Après l'utilisation d'armes chimiques, personne ne pouvait penser qu'il resterait sans rien faire. Les Turcs pensaient qu'il agirait. Mais la France aussi, l'Angleterre aussi, et les peuples arabes aussi. Quand l'Amérique a renoncé à punir la dictature syrienne, tout le monde l'a perçu comme une trahison. Elle avait sûrement de bonnes raisons. Mais la Turquie, les amis du peuple syrien, ne pouvaient plus lui faire confiance⁸². »

Si ce renoncement américain n'entraîne pas de crise directe entre les deux pays, il convainc Ankara de ne pas espérer une intervention internationale ; surtout, des désaccords de plus en plus nets se font jour sur les groupes qui peuvent, ou non, recevoir une aide.

⁸² Muhittin Ataman, entretien avec l'auteur, 8 juin 2018.

L'émergence des groupes djihadistes, et notamment de l'EIL, puis EI, pose un double problème aux dirigeants turcs comme occidentaux : d'une part, peut-on envisager un soutien à certains de ces groupes, contre d'autres plus radicaux, et contre l'armée syrienne ? D'autre part, il s'agit de savoir si, à l'inverse, pour les combattre, il ne peut pas être judicieux de s'appuyer sur d'autres acteurs locaux, dont les milices kurdes. C'est dans ce débat que transparait la vision très spécifique portée par la Turquie sur les djihadistes. Dans l'analyse turque, c'est le refus d'intervenir après l'emploi d'armes chimiques par Bachar al-Assad, et l'abandon des Syriens par les Occidentaux, qui explique l'émergence de ces mouvements armés : l'EI ne serait, à terme, que l'effrayant résultat des souffrances syriennes qu'on a laissées se développer⁸³. On peut lire par exemple cette analyse dans un document de travail de l'ORSAM, en février 2015 :

« à la suite de l'emploi d'armes chimiques [dans la Ghouta], la faiblesse que le gouvernement de Barack Obama a montré au peuple syrien a été un tournant dans la crise en Syrie. Cet événement a été surutilisé par l'EI, il a nourri sa rhétorique complotiste, et il a légitimé les discours des groupes liés à Al-Qaïda, qui avait complètement perdu sa base dans la région par suite du Printemps Arabe⁸⁴. »

L'idée suivie par la Turquie va donc être que seul un armement massif des groupes rebelles peut empêcher les Syriens de sombrer dans le désespoir. Au contraire, se contenter de lutter contre les groupes djihadistes sans aider l'opposition à Bachar al-Assad renforcerait la rancœur de la population et nourrirait le terreau du terrorisme. Dans cette optique, des désaccords se font entre la Turquie et les États-Unis au sujet de groupes armés comme le Front Al-Nosra, qui fait partie de l'opposition armée mais a rompu avec l'EIL début 2014. Aux yeux de l'AKP, ce mouvement présente le triple intérêt d'avoir remporté des gains réels contre l'armée syrienne, de pouvoir être contrôlé si son aile modérée est mise en avant, et d'être allié avec d'autres groupes rebelles soutenus par Ankara comme Ahrar al-Sham⁸⁵. Aussi s'oppose-t-il plusieurs mois durant à l'inclusion de ce mouvement dans la liste des organisations terroristes par Washington, ne s'y résolvant qu'en juin 2014. Ces réticences alimentent des tensions avec ses partenaires occidentaux, Ankara se voyant par exemple soupçonnée d'avoir envoyée près de 400 tonnes d'armes en Syrie au cours de l'année 2013, sans en contrôler toujours les

⁸³ DEMİRTAŞ Tunç, PİRİNÇÇİ Ferhat. *Op. cit.*, p. 26.

⁸⁴ HATAHET Sinan. « Suriye'de 'İŞİD' » [L'EI en Syrie]. ORSAM (en ligne). Document de travail : ORSAM bölgesel gelişmeler değerlendirmesi [évaluation des développements régionaux de l'ORSAM] n° 20. Février 2015. Disponible sur : http://orsam.org.tr/d_hbanaliz/20tr.pdf (dernière consultation : 1^{er} janvier 2019).

⁸⁵ STEIN Aaron. *Op. cit.*, p. 69.

destinataires⁸⁶, ou bien d'avoir libéré des djihadistes britanniques retenus sur son sol, en échange de la libération de ses propres diplomates par l'EI, en septembre 2014⁸⁷. Mais les soupçons sont à double sens puisqu'à partir de 2014, la Turquie va reprocher de plus en plus ouvertement aux États-Unis de s'appuyer sur le PYD pour contrer l'EI, alors qu'elle considère ces deux mouvements comme des menaces terroristes équivalentes⁸⁸.

En plus de la Syrie, l'Égypte va diviser Turcs et Occidentaux à partir de l'été 2013. Car s'il y a bien un soutien financier des monarchies du Golfe au régime du général al-Sissi, le gouvernement turc est persuadé que les États-Unis ont joué un rôle majeur dans son coup d'État⁸⁹. La colère, en particulier, du Premier ministre Erdoğan contre les soutiens réels ou supposés du *putsch* doit se comprendre par la personnalisation qu'il a de l'évènement. Comme l'explique le politologue italien Carlo Marsili, si Recep Tayyip Erdoğan est agacé par la tiédeur américaine en Syrie, il est bien davantage irrité par le soutien de Washington au général al-Sissi, « étant donné son identification à Morsi et la perception d'Al-Sissi comme le militaire ennemi d'une démocratie qui, grâce au succès électoral du parti soutenu par les Frères Musulmans, s'était développée dans un sens résolument conservateur⁹⁰ ». Le Premier ministre oppose à ce sujet les réactions occidentales aux réactions africaines : « Moi, en ce moment, je suis stupéfait par l'Occident. L'Occident n'a pas encore qualifié cet évènement de coup d'État. Mais à ce sujet, je félicite aussi l'Union Africaine. L'Union Africaine a aussi suspendu la participation de l'Égypte⁹¹. » Il est orienté dans ces critiques par un İbrahim Kalın très actif et, si l'on en croit le politologue Ali Balcı, bien plus favorable à une rhétorique de fermeté envers l'Occident qu'Ahmet Davutoğlu⁹². L'article de ce conseiller de plus en plus influent consacré à l'Égypte, et évoqué précédemment, est d'ailleurs particulièrement sévère : on peut y lire que :

⁸⁶ RODIER Alain. « Turquie : Les services secrets dans la tourmente ? » CF2R (en ligne). Note d'actualité n° 341. 13 janvier 2014. Disponible sur : <http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/turquie-les-services-secrets-dans-la-tourmente.php> (dernière consultation : 1er janvier 2019).

⁸⁷ CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *Op. cit.*, p. 223.

⁸⁸ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 362.

⁸⁹ D'après l'universitaire Özden Zeynep Oktav, cette accusation intègre également Israël, qui sera de plus en plus ciblé dans les mois suivant l'intervention de l'armée (entretien avec l'auteur, 11 juin 2018).

⁹⁰ MARSILI Carlo. « Politica estera turca : fuori dall'isolamento ? » ISPI (en ligne). 4 juin 2015. Disponible sur : <http://www.ispionline.it/it/publicazione/politica-estera-turca-fuori-dallisolamento-13425> (dernière consultation : 2 janvier 2019).

⁹¹ « Erdoğan'dan Batı'ya 'Mısır darbesi' eleştirisi » [La critique d'Erdoğan à l'Occident sur le 'coup d'État égyptien']. BBC (en ligne). 5 juillet 2013. Disponible sur : https://www.bbc.com/turkce/haberler/2013/07/130705_misir_cuma_gosteri (dernière consultation : 2 janvier 2019).

⁹² Entretien avec l'auteur, 13 juin 2018.

« les démocraties occidentales ont échoué en soutenant ce coup et trahi leurs propres valeurs et principes. Alors qu'elles se précipitent pour se présenter avec des excuses qui justifient un coup militaire au cœur du monde arabe [*in the heartland of Arab politics*], elles envoient un terrible message aux nations arabes et musulmanes : que, dans le monde musulman, elles ne vont soutenir que les types de démocraties qui se conforment à leurs intérêts⁹³. »

À ce sujet, le poids croissant d'individualités et de figures politiques défavorables à l'alliance turco-américaine doit être pris en compte pour expliquer l'évolution des rapports bilatéraux après l'été 2013. Aux propos très durs de Recep Tayyip Erdoğan et de son conseiller İbrahim Kalin au sujet de la politique occidentale répond un agacement croissant du personnel politique américain et européen. Une lettre signée par 84 diplomates, parlementaires ou hauts fonctionnaires américains, le 20 février 2014, mettent ainsi Barack Obama en garde contre la politique du Premier ministre turc⁹⁴. Dans le contexte de l'après-Gezi, on constate en Europe et aux États-Unis une perception de plus en plus négative du parti au pouvoir en Turquie, perceptible notamment dans des titres de presse toujours plus critiques.

Il n'est pas étonnant, dans ce contexte de dégradation des relations de la Turquie avec les États-Unis, mais plus largement avec ce que Recep Tayyip Erdoğan appelle « l'Occident », de constater que le processus d'adhésion à l'UE stagne totalement. L'annonce en novembre 2013 de l'ouverture des négociations sur un nouveau chapitre est accueillie assez froidement par le ministre des Affaires européennes, Egemen Bağış, qui souligne le caractère « tardif » de la décision⁹⁵. Le 16 novembre, des négociations s'ouvrent sur un régime de libéralisation des visas, mais les tensions politiques freinent considérablement toute avancée⁹⁶. Surtout, comme le rappelle un sondage Ifop publié en janvier 2014, les opinions européennes sont de plus en plus massivement opposées au processus d'adhésion turque⁹⁷ (les Français sont par exemple 83% à s'y dire opposés, les Italiens 50% ; contre respectivement 52% et 24% en 2003), ce qui réduit grandement les chances de voir celle-ci se concrétiser.

⁹³ « 'Egypt's Loss' by İbrahim Kalin ».

⁹⁴ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Op. cit.*, p. 325-326.

⁹⁵ GAMMAIRE Jérôme Santo. « Adhésion de la Turquie à l'UE : pourquoi les négociations prennent-elles autant de temps ? » France Info (en ligne). 24 octobre 2013. Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/turquie-ue_442900.html (dernière consultation : 3 janvier 2019).

⁹⁶ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 362.

⁹⁷ Cité dans FOURQUET Jérôme. « Les Européens et la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ». HuffPost (en ligne). 27 janvier 2014. Disponible sur : https://www.huffingtonpost.fr/jerome-fourquet/entree-ue-turquie_b_4672305.html (dernière consultation : 3 janvier 2019).

En somme, les échecs rencontrés par la Turquie au Moyen-Orient affaiblissent ses alliances traditionnelles avec les pays occidentaux, et notamment les États-Unis. C'est l'inverse du résultat poursuivi par la « diplomatie à 360° ». Cet échec est d'autant plus grave que, par ailleurs, la position de la Turquie vis-à-vis des autres ensembles régionaux se fragilise également.

8.2.3.3. Entre coopération économique et divergences politiques avec les puissances (ré)émergentes

Tandis que le mouvement de Gezi a écorné le modèle de développement démocratique qu'aurait pu représenter la Turquie, sa politique syrienne jusqu'à l'été 2013 apparaît largement calquée sur les États-Unis – ou même plus belliqueuse encore. Or, cette politique entre en contradiction avec la vision des grandes puissances (ré)émergentes, comme le Brésil, l'Inde, la Chine ou la Russie, qui sont en majorité hostiles à un changement de régime en Syrie, soit par philosophie de refus de l'ingérence, soit en raison de leur alliance avec le gouvernement de Bachar al-Assad, les deux éléments étant parfois conjugués. Si les désaccords politiques n'empêchent pas la poursuite de la coopération économique, on constate aussi les limites de cette situation. Les tensions avec la Russie sont de plus en plus nombreuses, d'autant que s'y ajoute la question de l'Ukraine. Avec la Chine également, la coopération n'empêche pas l'expression de désaccords politiques croissants. L'Afrique Subsaharienne et l'Amérique Latine demeurent en fin de compte les seules régions où la doctrine de l'AKP permet encore d'obtenir des succès.

Au terme de l'année 2014, Emre Erşen, pour la SETA, perçoit quatre sujets majeurs de désaccord avec la Russie⁹⁸ : l'appartenance turque à l'OTAN ; la perception différente de la Syrie ; le soutien russe au coup d'État égyptien ; et l'annexion de la Crimée. Si le premier sujet de désaccord est relativement ancien, les trois autres remontent aux années 2010. Les divergences entre Turquie et Russie au sujet de la Syrie sont, en réalité, apparues dès la fin de l'année 2011⁹⁹. Au sujet de l'Égypte, le désaccord réel qui existe entre les deux pays (la Russie se montre très rapidement favorable au régime du général al-Sissi qu'elle soutient diplomatiquement, économiquement et stratégiquement¹⁰⁰) ne transparait pas dans les discours

⁹⁸ ERŞEN Emre. « Türkiye'nin Rusya ve Güney Kafkasya politikası 2014 » [La politique russe et sud-caucasienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Op. cit.*, p. 356.

⁹⁹ Voir à ce sujet le chapitre précédent de la présente thèse, 3^{ème} sous-partie, 3^{ème} section, 3^{ème} sous-section.

¹⁰⁰ DELANOË Igor. « Poutine - Al-Sissi : l'alliance russo-égyptienne retrouvée ? » *Moyen-Orient*, 30, avril-juin 2016, p. 42-47.

de leurs responsables respectifs. Le discours officiel turc incrimine les Occidentaux et les monarchies du Golfe pour leur soutien supposé au coup d'État ; la Russie n'en est pas présentée comme un responsable prioritaire, et cette question reste donc secondaire dans les relations russo-turques. En revanche, le soutien russe apportée aux séparatistes criméens à la suite de la destitution du président ukrainien Viktor Ianoukovytch (22 février 2014) par son Parlement – une décision condamnée par Moscou –, va être mal accepté par la Turquie. Lorsque Tuğrul Mert fait remarquer le décalage entre un discours officiel russe qui refuse l'ingérence en Syrie, mais annexe de fait un territoire ukrainien¹⁰¹, il résume l'état d'esprit de l'AKP au cours de cette séquence¹⁰². Mais si la Turquie refuse de reconnaître le rattachement de la Crimée à la Russie, ce n'est pas seulement en raison de ce décalage entre les principes affichés et les actes reprochés à Moscou. C'est aussi en raison de la présence sur la péninsule de quelque 250 000 Tatars, des turcophones auxquels Ankara garantit traditionnellement sa protection, et dont elle craint que le statut se dégrade avec un passage sous suzeraineté russe¹⁰³. Les années 2013 et 2014 voient donc une aggravation des désaccords turco-russes, conduisant les deux pays à l'incertitude sur l'avenir de leur relation. Du reste, malgré son soutien affiché aux Tatars de Crimée, le gouvernement turc ne joue pas vraiment sur l'élément de la turcophonie pour équilibrer ses échecs envers le Moyen-Orient et les pays occidentaux. L'idée d'organiser des Olympiades de la Turcophonie, qui s'inscrivait pleinement dans une politique pro-active et avait été travaillée en 2013, est finalement abandonnée en 2014¹⁰⁴.

Les relations avec la Chine connaissent durant le même laps de temps une évolution assez intéressante : au-delà de liens économiques et commerciaux toujours intenses apparaissent également des limites politiques à la relation bilatérale. Certes, l'annonce de la Turquie de son intérêt pour les missiles anti-missiles chinois, en octobre 2013, ou la participation chinoise à la mise en place du réseau ferré turc à grande vitesse¹⁰⁵, indiquent une coopération importante, y

¹⁰¹ Officiellement, la Russie n'a jamais reconnu avoir eu de soldats en Crimée. Il n'en reste pas moins que l'autonomie de la péninsule a été acquise en quelques jours sous la houlette de soldats non-identifiés, mais soupçonnés d'être des mercenaires russes. Juste après son référendum d'auto-détermination (11 mars 2014), la Crimée a voté, lors d'un référendum sous encadrement de ces troupes, pour son rattachement à la Russie (16-18 mars). Si Moscou invoque le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour légitimer cette procédure, elle a été considérée comme une annexion par la majorité des États membres de l'ONU.

¹⁰² MERT Tuğrul. *Op. cit.*, p. 303.

¹⁰³ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 357-358.

¹⁰⁴ KOYUNCU Büke. 'Benim Milletim...' *AK Parti İktidarı, Din ve Ulusal Kimlik*. Istanbul : İletişim Yayınları, 2014, p. 282-283. La dégradation des relations avec la confrérie de Fethullah Gülen, évoquée plus avant dans ce chapitre, explique en partie l'abandon de ce projet, dans lequel l'influent prédicateur s'était largement engagé.

¹⁰⁵ QIN Amy. « China Exports High-Speed Rail Technology to Turkey ». Sinosphere (en ligne). 28 juillet 2014. Disponible sur : <https://sinosphere.blogs.nytimes.com/2014/07/28/china-exports-high-speed-rail-technology-to-turkey/> (dernière consultation : 3 janvier 2019).

compris dans un domaine sensible comme celui de l'armement. Mais parallèlement, la question syrienne divise les deux pays. Comme l'analysera la SETA en 2017, dès le début de la crise, la Chine choisit de se ranger aux côtés de la Russie, soutenant le gouvernement de Bachar al-Assad, et imputant à la Turquie les éléments de déstabilisation que sont l'émergence des groupes terroristes, la fragilisation des frontières, la crise humanitaire et le problème des réfugiés¹⁰⁶. En mai 2014, alors que les projets de coopération sino-turcs, notamment dans le domaine des armements, défraient la chronique depuis plusieurs mois, Hamid Akin Ünver¹⁰⁷ publie une analyse qui rappelle les limites de cette relation bilatérale¹⁰⁸. D'après lui, le rapprochement sino-turc a connu à partir de 2009 un approfondissement tel que, plusieurs années durant, la Turquie et l'Iran se trouvaient en situation de concurrence pour devenir le partenaire privilégié, le « pivot » chinois au Moyen-Orient. En agissant de manière autonome en Syrie, Ankara voulait prouver qu'elle pouvait agir en dehors du cadre de l'OTAN et devenir pour Pékin un partenaire non seulement économique, mais aussi militaire. Or, ses erreurs de stratégie et son échec à intervenir en 2013 la rendent, paradoxalement, à nouveau dépendante de l'OTAN. Cette situation conduira la Chine à privilégier le partenaire iranien qui, lui, n'a pas ce lien de dépendance. L'analyse d'Akin Ünver synthétise un climat de défiance politique croissante entre les deux pays. De façon significative, deux semaines plus tôt, le quotidien *Daily Sabah* publiait un article critiquant sévèrement la répression chinoise au Xinjiang¹⁰⁹, un sujet sensible pour les nationalistes turcs mais que le gouvernement de l'AKP n'évoquait alors guère. L'appel d'associations ouïghoures à un soutien diplomatique turc, au mois d'août, rappelle que cette question demeure un obstacle potentiel aux relations sino-turques¹¹⁰. Malgré une coopération économique toujours fructueuse, la Syrie et la question ouïghoures ne permettent pas de faire de la Chine un partenaire alternatif aux alliés occidentaux, aux puissances moyen-orientales ou à la Russie.

En fin de compte, c'est finalement vis-à-vis des ensembles émergents africain et latino-américain que l'application de la doctrine est toujours couronnée de succès, malgré les

¹⁰⁶ TEMİZ Kadir. *Türkiye-Çin ilişkileri* [Les relations Turquie-Chine]. Istanbul : SETA, 2017, p. 17.

¹⁰⁷ Professeur de relations internationales à l'université Kadir Has, réputée pour son expertise en sciences sociales, Akin Ünver publie régulièrement dans des journaux internationaux renommés (*Foreign Affairs*, *The Diplomat*, *Middle East Quarterly*, etc.) et a également travaillé pour le Secrétariat Général de l'Union Européenne et le ministère des Affaires étrangères turc. Le Wilson Center, pour lequel il a également travaillé, propose une petite bibliographie consultable *via* le lien suivant : <https://www.wilsoncenter.org/person/hamid-akin-unver/> (dernière consultation : 6 janvier 2019).

¹⁰⁸ ÜNVER Hamid Akin. « Iran, Turkey and China's Middle Eastern Pivot ». *The Diplomat*, 30 mai 2014.

¹⁰⁹ KANAT Kılıç Buğra. « Ethnic tensions in China and geopolitics of the Uyghur question ». *Daily Sabah*, 15 mai 2014.

¹¹⁰ « Uyghurs hail Turkey's support for Xinjiang's Muslims ». *Daily Sabah*, 6 août 2014.

modifications apportées de 2011 à 2013, et les difficultés rencontrées au cours de cette dernière année. Certes, le coup d'État égyptien fragilise quelque peu l'ouverture turque à l'Afrique, car le pays était jusqu'alors perçu comme une porte d'entrée sur le continent, notamment vers le Soudan et la corne somalienne¹¹¹. Les conséquences s'en ressentent-elles pour autant durement ? Les exportations turques, en hausse depuis 2010, connaissent en 2014 une légère baisse (3,996 milliards de dollars, contre 4,104 milliards en 2013, et 3,913 milliards en 2012¹¹²) ; les importations connaissent entre 2013 et 2014 une légère baisse (passant de 2,523 milliards à 2,502 milliards¹¹³), mais moindre que celle subie entre 2011 et 2012 (où elles étaient passées de 3,425 milliards à 2,613 milliards). En somme, on ne constate pas de véritable impact économique de la rupture avec l'Égypte. Et sur un plan politique, l'ouverture en 2014 de nouvelles ambassades en République Démocratique du Congo, au Rwanda, au Bénin et au Botswana montre que l'activisme turc ne connaît pas de déclin¹¹⁴. Ce n'est pas sans raison que Mehmet Özkan, un des conseillers de Recep Tayyip Erdoğan en politique africaine¹¹⁵, peut estimer fin 2014 qu'« il n'est pas exagéré de dire que l'Afrique a été le domaine où la politique étrangère de l'AKP a été le plus réussie¹¹⁶ ». La politique turque en Amérique Latine connaît des progrès similaires, toutes proportions gardées, paraissant cibler durant cette séquence la zone des Caraïbes : trois nouvelles ambassades y sont d'ailleurs ouvertes, et des discussions ont lieu avec la Communauté Caribéenne en vue d'une coopération économique renforcée¹¹⁷. Le rapport annuel de la SETA perçoit néanmoins les limites des relations, y compris économiques, avec les grandes puissances émergentes de l'Amérique du Sud, notamment le Brésil et l'Argentine¹¹⁸. On touche ici aux limites de la « diplomatie à 360° » : d'après le principe même des cercles concentriques qui la portent, les régions lointaines peuvent être un terrain d'action pour la Turquie, mais ne peuvent être centraux dans sa politique étrangère.

¹¹¹ - MERT Tuğrul. *Op. cit.*, p. 261-262.

- Abdurrahim Sırradağ, entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

¹¹² TEPECİKLİOĞLU Elem Eyrice. « Afrika Türk dış politikasına ne kadar uzak ? » [Jusqu'à quel point l'Afrique est-elle éloignée de la politique étrangère turque ?] In DEMIRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Op. cit.*, p. 260.

¹¹³ *Ibid.*, p. 259.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 253.

¹¹⁵ D'après plusieurs entretiens informels avec des universitaires turcs spécialistes de relations internationales, au cours desquels son nom a été mentionné.

¹¹⁶ ÖZKAN Mehmet. « Türkiye-Afrika ilişkilerinde yeni dönem » [Une nouvelle période dans les relations Turquie-Afrique]. Al-Jazeera Türk (en ligne). 20 novembre 2014. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com.tr/gorus/turkiye-afrika-iliskilerinde-yeni-donem> (dernière consultation : 5 janvier 2019).

¹¹⁷ YETİN Mustafa. « Türkiye'nin Latin Amerika politikası 2014 » [La politique latino-américaine de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Op. cit.*, p. 498-499.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 504-505.

Le principe multidirectionnel se voit donc mis en échec à partir de 2013 : alors qu'il prévoyait que l'action de la Turquie dans un espace régional pouvait renforcer sa valeur auprès d'autres partenaires, on assiste au phénomène inverse. L'échec du soutien turc aux Frères Musulmans et la dégradation de sa situation sécuritaire, ainsi que les crises de l'été 2013, ont un impact sur sa perception au Moyen-Orient, où sa stratégie suscite de plus en plus de méfiance. Et cet isolement régional croissant s'accompagne de tensions de plus en plus sérieuses avec les partenaires occidentaux du pays, notamment les États-Unis ; on constate de même une mésentente de plus en plus affirmée avec la Russie, tandis que le partenariat chinois montre ses limites – un isolement international que les investissements en Afrique et en Amérique Latine ne peuvent compenser. Ce triple échec de la doctrine, politique (avec l'incapacité à soutenir les Frères Musulmans), sécuritaire (avec une instabilité croissante, la montée en puissance de groupes terroristes et la résurgence de la question kurde) et diplomatique (la Turquie se voyant de plus en plus isolée) révèle le caractère caduc de la doctrine remaniée par l'AKP entre 2011 et 2013.

8.3. Discrédit et délitement de la doctrine

La séquence qui va de l'été 2013 à l'été 2014, et ses premières conséquences, s'accompagnent d'une remise en cause, non seulement des éléments théorisés par Ahmet Davutoğlu et la SETA à partir de 2011, mais également d'éléments antérieurs. Au sein de l'AKP, des critiques internes se font entendre, venant de la part des libéraux, ainsi que de la puissance confrérie de Fethullah Gülen. Elles conduisent à un retour des thématiques sécuritaires comme objectif premier de la politique étrangère. Par ailleurs, la politique de « zéro problème avec les voisins », qui avait déjà été reformulée dans une tentative de l'adapter aux révolutions arabes, se voit progressivement remplacée par ce qu'İbrahim Kalın qualifie de « splendide isolement ».

8.3.1. Une remise en question, au sein du camp conservateur, des orientations prises entre 2011 et 2013

Bien que la doctrine reformulée en 2011 et 2012 ait été acceptée et défendue par les cadres de l'AKP, les échecs subis au cours de l'été 2013 conduisent à une progressive prise de distance, qui se mue parfois en critique ouverte. Alors que le mouvement de Gezi fait figure de signal

pour l'aile moins conservatrice du parti, les échecs successifs en Syrie et en Égypte, les difficultés du processus de paix avec le PKK et la menace posée aux frontières par l'EI et le PYD conduisent certains à s'interroger sur la politique de Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu. Ces éléments amènent également à une rupture avec la confrérie de Fethullah Gülen, qui soutenait jusqu'à présent l'AKP.

8.3.1.1. L'éloignement d'une frange libérale pro-AKP

Après 2013, de plus en plus de critiques se font entendre à l'égard de la politique étrangère du parti au pouvoir. Les enquêtes d'opinion sont importantes à cet égard : on se rappelle que la doctrine de l'AKP, au-delà des objectifs extérieurs affichés, a toujours recherché l'approbation d'une majorité de la population. En 2016, une enquête menée par l'université Kadir Has montre qu'entre 2013 et 2016, la proportion de citoyens considérant la politique étrangère turque comme infructueuse a considérablement augmenté¹¹⁹. En plus de l'instabilité syrienne, la résurgence de la question kurde provoque une inquiétude perceptible au sein de la société civile turque. Dans un ouvrage paru en 2014, le géopolitologue et écrivain à succès Ramazan Altürk déplore l'incapacité du gouvernement à proposer une réponse efficace à ces problématiques :

« Face à des développements syriens similaires à ceux observés en Irak, mais plus rapides, l'impréparation d'Ankara, qui n'a pas su développer en temps et en lieu les politiques adéquates face à l'autonomie du Kurdistan irakien, qui s'étend sur une période assez longue (un processus de presque 30 ans des années 1990 jusqu'à nos jours), a été une fois de plus remarquable¹²⁰. »

En décembre 2013, c'est le centre de recherche GPot qui produit un rapport très critique relatif à la politique turque en Syrie¹²¹. La particularité de cette note est d'avoir été rédigée par six

¹¹⁹ KİRİŞÇİ Kemal. *Turkey and the West : Fault lines in a trouble alliance*. Washington : Brookings Institution Press, 2018, p. 166. Les précisions données par l'auteur en note, p. 273, doivent conduire à nuancer le retournement de l'opinion publique. En effet, on ne constate pas de vrai changement des appréciations entre 2013 et 2015, et ce n'est qu'en 2016 que l'on observe une vraie hausse du nombre de sondés critiques vis-à-vis de la politique moyen-orientale de l'AKP. Il est possible de penser que les critiques produites en internes, au sein du parti, ainsi que des cercles de réflexion et des milieux intellectuels, ont précédé et annoncé le mécontentement croissant de l'opinion publique.

¹²⁰ ALTÜRK Ramazan. *Kürt jeopolitiğinin Türk dış politikasına etkileri* [Les effets de la géo-politique kurde sur la politique étrangère turque]. Istanbul : Belge Yayınları, 2014, p. 357-358.

¹²¹ AKGÜN Mensur, ERALP Yalım, ERGÜVENÇ Şadi *et al.* « Suriye'ye dikkat » [Attention à la Syrie]. GPot (en ligne). Document de travail : Policy Brief n° 37. Décembre 2013. Disponible sur : http://www.gpotcenter.org/dosyalar/PB37_2013_HighAdvisoryBoardReport.pdf (dernière consultation : 3 janvier 2019).

analystes à la réputation bien établie : en plus des deux fondateurs de ce *think tank*, Mensur Akgün et Sylvia Tiryaki, on y trouve deux anciens diplomates (Yalım Eralp et Ümit Pamir, officiant respectivement à la TESEV et au BILGESAM), un ancien lieutenant de l'armée de l'Air, Şadi Ergüvenç, et surtout Sönmez Köksal, premier diplomate à avoir officié à la tête du MIT (1992-1998). Dès les premières pages, les auteurs dénoncent une politique très partisane, qui a conduit la Turquie à ne privilégier qu'une seule option – celle d'un renversement du régime. Ils font ensuite valoir que l'émergence de groupes terroristes rend secondaire la question du départ de Bachar al-Assad, et estiment que l'intérêt d'Ankara serait un retour à la situation antérieure. La Turquie « ne s'est pas seulement mise à dos Assad et ceux qui le soutiennent », mais aussi « des puissances comme la Fédération de Russie, l'Iran et le Hezbollah ». Ils n'hésitent pas à retourner le concept de « pays-centre » [« *merkez ülke* »] contre ses propres théoriciens, estimant qu'il passe par une nouvelle approche syrienne. Parmi les éléments qui forment leur conclusion en 12 points, on peut citer la nécessité de sortir d'une politique étrangère « idéologique » pour revenir aux « réalités régionales et globales » ; la nécessité de ne pas mélanger politique extérieure et politique interne ; et l'impasse que constitue un refus de principe de voir Bachar al-Assad se maintenir à la tête de la Syrie. S'il ne s'agit bien évidemment pas de la première analyse critique de l'approche syrienne de l'AKP, c'est la première à rassembler autant de figures éminentes et à synthétiser l'ensemble des objections faites jusqu'à présent. Autre figure intellectuelle influente, Cengiz Çandar, proche de l'AKP depuis sa fondation, adopte après le mouvement de Gezi un ton résolument critique vis-à-vis de Recep Tayyip Erdoğan. Il concentre d'ailleurs ses attaques sur ce dernier, estimant que « le Premier ministre est l'objet spécifique de ces manifestations. Fondamentalement, aucun des slogans ne ciblait le gouvernement ou le parti politique au pouvoir, l'AKP¹²². » Il est intéressant ici de constater que ce n'est donc pas tant le parti qui est critiqué que certains de ses dirigeants.

En effet, ces critiques se font entendre non seulement dans la société civile, mais aussi, fait relativement nouveau, au sein de l'AKP. Deux éléments sont perceptibles à partir de l'été 2013 : le scepticisme croissant des éléments les plus libéraux du parti vis-à-vis de Recep Tayyip Erdoğan ; et une remise en question du magistère d'Ahmet Davutoğlu sur la politique stratégique et diplomatique turque. À dire vrai, le phénomène d'éloignement des libéraux est légèrement antérieur au mouvement de Gezi, et davantage concomitant avec les mesures

¹²² PAGLIARULO Ada. « Interview with Cengiz Aktar. 'Turkey's Problem is Erdogan, Not the AKP' ». Qantara (en ligne). 9 juillet 2013. Disponible sur : <https://en.qantara.de/content/interview-with-cengiz-aktar-turkeys-problem-is-erdogan-not-the-akp> (dernière consultation : 2 janvier 2019).

autoritaires ayant précédé ces manifestations, au printemps. C'est ainsi qu'au mois d'avril, Cem Tokar, président du Parti Libéral-Démocrate [*Liberal Demokrat Partisi*, LDP], une formation qui jusqu'à présent soutenait le gouvernement, annonce la fin de ce soutien¹²³. Mais c'est avant tout la personnalité d'Abdullah Gül qui apparaît de plus en plus clairement au sein de l'AKP comme une alternative, moins autoritaire, à Recep Tayyip Erdoğan. En avril 2013, le site Turkey Analyst publie ainsi une analyse récapitulant la rivalité entre les deux hommes, perceptible dès mi-2012¹²⁴. Elle est cependant présentée dans des termes essentiellement personnels, liée à leurs styles respectifs. À partir de l'été 2013, les différends entre les deux hommes s'étendent à la politique étrangère. En particulier, Abdullah Gül se méfie d'une stratégie donnant le sentiment d'un soutien turc à l'EI auprès des partenaires étrangers, surtout à partir de 2014¹²⁵. L'universitaire Emel Parlar Dal voit une autre cause de divergence entre les deux hommes : la question européenne¹²⁶. Le ton de plus en plus eurosceptique adopté par Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu inquiète le président de la République, qui craint des conséquences néfastes sur les négociations d'adhésion. Deux autres figures de l'AKP partagent d'ailleurs cette crainte et prennent une certaine distance avec le Premier ministre après l'été 2013 : Ali Babacan (ancien négociateur en chef pour l'adhésion puis ministre des Affaires étrangères) et Bülent Arınç, vice-Premier ministre (2009-2015)¹²⁷.

En ciblant la politique étrangère de l'AKP, les critiques peuvent aussi apparaître comme une remise en cause des choix opérés par Ahmet Davutoğlu. Pour résumer l'attitude adoptée par le parti vis-à-vis du ministre des Affaires étrangères en 2014, l'un de ses prédécesseurs, Yaşar Yakış, cite un proverbe turc¹²⁸ : « *Erken öten horozun başı kesilir* » [On coupe la tête du coq qui chante trop tôt]. Selon lui, il est surtout reproché à Ahmet Davutoğlu d'avoir, à partir de 2011, été le premier à théoriser une politique que l'ensemble du parti avait pourtant adoptée et soutenue. Emel Parlar Dal adopte quant à elle le terme de « bouc émissaire » (en français) pour désigner le théoricien de la profondeur stratégique¹²⁹. Cette approche est partagée aussi par l'universitaire Muzaffer Şenel, bon connaisseur des différentes personnalités influençant la

¹²³ « Turkish ruling party 'to leave liberals out' ». *Hürriyet DailyNews* (en ligne). 2 avril 2013. Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-ruling-party-to-leave-liberals-out-44082> (dernière consultation : 7 janvier 2019).

¹²⁴ CORNELL Svante. « The Diverging Paths of Abdullah Gül and Tayyip Erdogan ». *The Turkey Analyst* (en ligne). 24 avril 2013. Disponible sur : <https://www.turkeyanalyst.org/publications/turkey-analyst-articles/item/42-the-diverging-paths-of-abdullah-g%C3%BCI-and-tayyip-erdogan.html> (dernière consultation : 4 janvier 2019).

¹²⁵ Oytun Orhan, entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

¹²⁶ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

¹²⁷ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 349.

¹²⁸ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

¹²⁹ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

politique étrangère : d'après lui, il n'y a pas, entre 2013 et 2014, de divergence idéologique majeure entre le ministre des Affaires étrangères et ceux qui le critiquent, mais juste une volonté de ces derniers de lui faire porter la responsabilité des échecs turcs au Moyen-Orient¹³⁰. Lorsque Recep Tayyip Erdoğan deviendra président de la République en août 2014, la nomination d'Ahmet Davutoğlu à la primature pourra être perçue comme une promotion, mais elle lui fera également quitter un poste où il se voyait de plus en plus remis en cause.

8.3.1.2. La rupture avec la confrérie de Fethullah Gülen

Il convient ici de faire une précision préalable : il serait erroné d'affirmer que les événements de l'été 2013 entraînent une crise avec Fethullah Gülen. Il est plus exact de dire que ces événements surviennent dans un contexte où cette crise est déjà ouverte depuis quelques temps, et qu'ils vont tout au plus précipiter la rupture.

Au-delà des questions de rivalités personnelles dans le contrôle politique du pays, qui ont été évoquées – légitimement – à plusieurs reprises comme causes de la rupture entre Recep Tayyip Erdoğan et Fethullah Gülen¹³¹, des aspects stratégiques sont aussi en cause. Il y a un profond désaccord entre les deux hommes sur la vision du nationalisme turc, qui conduit l'influent prédicateur à dénoncer l'ouverture kurde opérée à partir de 2009¹³². Un autre élément de tension est relatif aux relations avec Israël et l'Iran. Vivant aux États-Unis depuis 1999 et partisan de l'alliance occidentale, Fethullah Gülen n'apprécie pas la rupture avec Israël, non plus que le rapprochement avec l'Iran¹³³. Un homme cristallise toutes ces tensions : Hakan Fidan, alors sous-secrétaire d'État adjoint au Premier ministre (2007-2010), nommé à la tête des services secrets le 25 mai 2010. Chargé de premières négociations avec le PKK en 2009, réputé favorable à l'Iran, c'est lui qui va, dans un premier temps, être visé par la confrérie¹³⁴. En février 2012, le procureur d'Istanbul, Sadrettin Sarıkaya, convoque Hakan Fidan pour l'interroger sur

¹³⁰ Entretien avec l'auteur, 16 juin 2018.

¹³¹ JOSSERAN Tancred. « Derrière Recep Tayyip Erdoğan : les confréries ? ». *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 25.

¹³² BALCI Bayram, TAUSSIC Sylvie. « Grandeur et déclin d'une alliance entre deux structures politico-religieuses, le mouvement de Fethullah Gülen et le parti AKP de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie ». *Critica Masonica*, vol. 6/2, n° 12, novembre 2018.

¹³³ - *Ibid.*

- KOÇ Rasim, YAVUZ Hakan. « The Gülen Movement vs. Erdoğan : The failed coup ». In BALCI Bayram, YAVUZ Hakan (dir.). *Turkey's July 15th coup : What happened and why*. Salt Lake City : University of Utah Press, 2018, p. 83.

¹³⁴ KHAN Mujeeb R. « The July 15th Coup : A Critical Institutional Framework for Analysis ». In BALCI Bayram, YAVUZ Hakan (dir.). *Op. cit.*, p. 63-64.

ses liens avec le PKK¹³⁵. Si l'affaire n'a pas de suite, l'AKP votant immédiatement une loi garantissant l'immunité (qui ne peut être levée que par le pouvoir exécutif) au chef du MIT. Toutefois, elle apparaît comme le premier signe ouvert de conflit entre le Premier ministre Erdoğan et la confrérie. Dès lors, les événements de 2013 vont renforcer cette crise : les figures gülenistes vont critiquer à plusieurs reprises la gestion de la crise de Gezi, ainsi que la politique turque en Syrie.

Il faut toutefois attendre décembre 2013 pour voir se briser ce que Bayram Balci et Sylvie Taussic qualifient d'« entente cordiale¹³⁶ ». Des juges affiliés au mouvement révèlent un certain nombre d'affaires de corruption relatives à l'entourage (collaborateurs et famille) de Recep Tayyip Erdoğan. Ce dernier réagit promptement, dénonce « un sale complot contre la volonté nationale¹³⁷ » et fait démettre de nombreux juges et policiers. Cette première tentative ouverte de déstabilisation par la confrérie échoue, mais marque le début d'un affrontement désormais public et affiché. Or, c'est par la même occasion un important élément de son *soft power* que perd le gouvernement de l'AKP. En Asie Centrale et surtout en Afrique Subsaharienne, les écoles de la mouvance de Fethullah Gülen avaient constitué un efficace vecteur de diffusion de la culture et de la langue turques ; elles permettaient de plus une bonne connaissance des régions concernées, les membres de la confrérie pouvant faire office d'informateurs. Or, cet atout se transforme soudain en difficulté supplémentaire : au cours des années qui vont suivre, les tentatives de l'AKP pour chasser la confrérie des pays qui l'ont accueillie vont lui coûter des efforts et parfois quelques tensions avec des gouvernements réticents.

8.3.2. D'une logique économique pro-active à une logique sécuritaire réactive

La logique de sortie du prisme sécuritaire, un élément central de la doctrine théorisée par Ahmet Davutoğlu, est progressivement abandonnée après les crises de l'été 2013. Deux éléments le permettent : premièrement, la redéfinition du « zéro problème avec les voisins » a favorisé une approche moins pacifique des relations interétatiques, et même accepté de nouveau la possibilité de conflit ouvert avec des gouvernements frontaliers. Par ailleurs, l'émergence des

¹³⁵ KOÇ Rasim, YAVUZ Hakan. *Op. cit.*, p. 84.

¹³⁶ BALCI Bayram, TAUSSIC Sylvie. *Op. cit.*

¹³⁷ « Scandale de corruption en Turquie : Erdoğan dénonce un complot ». *Le Monde*, 21 décembre 2013.

groupes djihadistes en Syrie et en Irak et la tentative de négociation avec le PKK requièrent l'expérience des services de sécurité.

D'après Oytun Orhan, c'est à cette période que Recep Tayyip Erdoğan consulte de plus en plus régulièrement d'une part le chef d'État-Major, et d'autre part le chef du MIT¹³⁸. Le premier poste est occupé par Necdet Özel (2011-2015), mais c'est son successeur, Hulusi Akar (2015-2018) qui sera le plus actif sur le dossier syrien. Jusqu'alors, c'est avant tout à Hakan Fidan, chef du MIT depuis 2010, que le Premier ministre accorde sa confiance. Le politologue Federico Donelli n'hésite pas à employer l'expression « éminence grise¹³⁹ » pour qualifier son rôle auprès de Recep Tayyip Erdoğan. Ce dernier décrit d'ailleurs Hakan Fidan comme « ma tombe¹⁴⁰ » [« *sır küpüm* »], une expression turque indiquant qu'il peut lui confier tous ses secrets. Or, et malgré la rareté des informations le concernant, il semble que le chef du MIT n'ait pas le même profil qu'Ahmet Davutoğlu. L'universitaire Özgür Tüfekçi, spécialisé dans le courant eurasiste turc, estime qu'Hakan Fidan en est un représentant ; plus précisément, il représente d'après lui l'aile occidentaliste de ce courant, favorable à une coopération avec l'OTAN mais désirant également un rapprochement avec la Russie, et surtout l'Iran¹⁴¹. Moins porté sur le Moyen-Orient qu'Ahmet Davutoğlu, il donne également la priorité aux questions sécuritaires sur les questions économiques. En 2011, déjà, c'est sous cet angle qu'il aborde la question syrienne, en présentant au gouvernement de l'AKP un rapport évoquant la reprise de liens entre Bachar al-Assad et le PKK¹⁴², préparant ainsi le terrain à une rupture qu'Ahmet Davutoğlu n'a pas encore souhaitée. En 2012, il rencontre personnellement Abdullah Öcalan, devenant dès lors le principal acteur du processus de paix avec le PKK¹⁴³. Mais c'est surtout après 2013 qu'il s'implique pleinement dans la politique turque en Syrie, coordonnant l'aide aux rebelles armés qui combattent Bachar al-Assad¹⁴⁴. L'action de Hakan Fidan s'articule donc autour de deux objectifs qui sont clairement d'ordre sécuritaire : une action au nord de la Syrie en vue de soutenir les mouvements armés alliés d'Ankara face à l'armée syrienne et aux groupes djihadistes hostiles ; et les négociations de paix avec le PKK.

¹³⁸ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

¹³⁹ Entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

¹⁴⁰ « Erdoğan'ın 'sır küpüm' dediği Hakan Fidan kimdir? » [Qui est Hulusi Akar, dont Erdoğan a dit 'il est ma tombe' ?] *Yeni Asya*, 12 mars 2015.

¹⁴¹ TÜFEKÇİ Özgür. *The foreign policy of modern Turkey : Power and the Ideology of Eurasianism*. Londres : I.B.Tauris, 2017, p. 121.

¹⁴² MARCOU Jean. « Les relations turco-syriennes : retour à la case départ ? » OVIPO (en ligne). 8 août 2011. Disponible sur : <https://ovipot.hypotheses.org/6442> (dernière consultation : 4 janvier 2019).

¹⁴³ YÜCEL Müslüm. *Op. cit.*, p. 546.

¹⁴⁴ RODIER Alain. *Op. cit.*

Le retour à ces thématiques sécuritaires induit un autre changement : la politique étrangère turque, au moins à ses frontières arabes, redevient réactive et non plus pro-active. En effet, dès lors que disparaît l'environnement apaisé, pacifié qu'appelait la doctrine de l'AKP, la marge de manœuvre turque se réduit. Il n'est plus possible pour Ankara de prendre des initiatives, en l'absence de partenaire stable, et surtout, la Turquie est obligée de réagir à une actualité moyen-orientale difficile à anticiper. Face à ce changement de paradigme, la tentation du repli sur le territoire national se fait plus forte au sein de l'AKP.

8.3.3. Du « zéro problème » d'Ahmet Davutoğlu au « splendide isolement » d'İbrahim Kalın

Le discours développé par İbrahim Kalın, qui gagne en influence à partir du printemps 2013, rompt par plusieurs aspects avec la doctrine suivie jusqu'alors par l'AKP. Il annonce une Turquie moins préoccupée par la coopération économique régionale et l'influence globale, et davantage centrée sur des thématiques internes, la protection de ses frontières, et la mise en avant d'un discours populiste dans lequel le pays apparaît isolé et privé de véritables alliés.

İbrahim Kalın influence la politique étrangère turque depuis au moins 2006, lorsqu'il fonde et prend la tête de la SETA. Laissant ensuite la direction de son centre de recherche à Taha Özhan, il devient conseiller du Premier ministre pour les Affaires étrangères (2009-2012), puis conseiller en chef (2012-2014), avant d'être nommé porte-parole du gouvernement en 2014. L'étendue de son influence reste cependant très discutée et difficile à déterminer. D'après l'universitaire Hakan Mehmetçik, qui connaît bien les équipes travaillant sur la politique étrangère, İbrahim Kalın est devenu au tournant des années 2010 la plus importante figure de la diplomatie turque après Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu¹⁴⁵. Sa maîtrise des langues étrangères et ses talents de traducteur expliquent qu'il accompagne régulièrement les figures de l'exécutif turc, en particulier lors de rencontres avec des dirigeants aussi importants que Vladimir Poutine ou Barack Obama¹⁴⁶. Nuri Yıldırım, ancien diplomate et conseiller en politique étrangère, partage cette appréciation : il emploie la même expression que Federico Donelli pour Hakan Fidan, « éminence grise » (en français), pour définir le rôle d'İbrahim Kalın¹⁴⁷. Un cadre de la SETA, Muhittin Ataman, met d'ailleurs volontiers en avant son rôle

¹⁴⁵ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Entretien avec l'auteur, 29 septembre 2018.

dans l'élaboration de la politique étrangère, qu'il affirme être plus important que celui d'Ahmet Davutoğlu dès le début des années 2010¹⁴⁸. Mais inversement, d'autres figures, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères, Yaşar Yakış¹⁴⁹, ou le politologue Erdiñ Yazıcı¹⁵⁰, réputé favorable à l'AKP, ont tendance à le présenter comme un simple exécutant des volontés de Recep Tayyip Erdoğan. Il craindrait même trop le caractère de ce dernier pour lui imposer une vision personnelle¹⁵¹. Sans être aussi catégorique, l'universitaire Şaban Kardaş estime lui aussi que le rôle d'İbrahim Kalın a été surestimé, surtout après la perte d'influence d'Ahmet Davutoğlu¹⁵². S'il est donc difficile d'évaluer la portée réelle de sa pensée, ses écrits n'en demeurent pas moins très révélateurs d'une tendance que l'on va percevoir progressivement au sein de l'AKP, celle d'un repli nationaliste fondé sur la perception d'un environnement international hostile.

İbrahim Kalın a une vision civilisationnelle très marquée par le facteur religieux. Ses écrits révèlent un penseur pour qui la culture européenne est indissociable du christianisme¹⁵³, une vision qui conduisait déjà Ahmet Davutoğlu à se montrer sceptique sur le processus d'intégration à l'UE. Le regard qu'il porte sur l'Occident est beaucoup plus négatif que celui d'autres cadres de l'AKP. En 2011, il consacre ainsi un ouvrage entier (co-rédigé avec l'universitaire John Esposito) à l'islamophobie, un concept qu'il attribue très largement aux pays occidentaux, et dont il voit les caricatures publiées en 2006 au Danemark comme une parfaite illustration¹⁵⁴. Dans un article publié par le journal conservateur *Sabah*, il met d'ailleurs en garde contre le rôle que cette islamophobie pourrait jouer dans l'émergence de l'EI, et la manière dont elle pourrait être récupérée par l'organisation djihadiste¹⁵⁵. Toujours dans les colonnes du journal *Sabah*, il dénonce également le colonialisme [*sömügercilik*] des États occidentaux en Afrique, lui opposant l'action de la Turquie qui serait axée sur une coopération respectueuse et égalitaire¹⁵⁶. L'universitaire Hakan Mehmetçik, qui observe depuis des années

¹⁴⁸ Entretien avec l'auteur, 8 juin 2018.

¹⁴⁹ Entretien avec l'auteur, 28 mars 2018.

¹⁵⁰ Entretien avec l'auteur, 24 septembre 2018.

¹⁵¹ Muzaffer Şenel, entretien avec l'auteur, 16 juin 2018.

¹⁵² Entretien avec l'auteur, 7 juin 2018.

¹⁵³ KALIN İbrahim. *Ben, öteki ve ötesi : İslam Batı ilişkileri tarihine giriş* [Moi, l'autre et au-delà : Introduction à l'histoire des relations entre Islam et Occident]. Istanbul : İnsan Yayınları, 3ème édition, 2017 (1ère édition : 2016), p. 37-39.

¹⁵⁴ ESPOSITO John Louis, KALIN İbrahim. *Islamophobia : The Challenge of Pluralism in the 21st Century*. New-York : Oxford University Press USA, 2011.

¹⁵⁵ KALIN İbrahim. « Bir Fasit Daire: İŞİD ve İslamofobi » [Un cercle vicieux : l'EI et l'islamophobie]. *Sabah*, 19 novembre 2014.

¹⁵⁶ *Idem*. « Türkiye-Afrika ilişkilerinde yeni dönem » [Une nouvelle période dans les relations Turquie-Afrique]. *Sabah*, 23 novembre 2014.

les différentes figures responsables de la politique extérieure turque, voit dans cette posture une différence majeure avec Ahmet Davutoğlu : ce dernier « voulait travailler avec les Occidentaux, avec l'Union Européenne ; İbrahim Kalın les voit comme des adversaires, il pense que la Turquie n'a rien obtenu d'avantageux en travaillant avec eux¹⁵⁷. »

İbrahim Kalın joue un rôle important au cours des crises de l'été 2013. Bon locuteur de la langue anglaise, il s'exprime en particulier auprès de CNN au moment du mouvement de Gezi ; il y porte le discours officiel, s'attachant à séparer les manifestants présentés comme légitimes, et qui accepteraient le dialogue avec le gouvernement, de voyous cherchant uniquement à commettre des actes de violences¹⁵⁸. Mais c'est surtout son article consécutif au coup d'État égyptien¹⁵⁹ qui retient l'attention, car il y exprime, le premier, la rhétorique qui va être celle de l'AKP dans les mois qui suivent : l'Occident n'accepte pas la démocratie lorsqu'elle bénéficie à des peuples arabes ; par intérêt géopolitique, il est prêt à trahir ses valeurs et à soutenir des régimes sanguinaires ; la Turquie ne peut tolérer cette méthode et reste fidèle, elle, à la défense des peuples arabes et de leur liberté. En août 2013, il partage sur Twitter un message qui illustre le tournant qui va être progressivement adopté par la Turquie : « *'Türkiye Ortadoğu'da yalnız kaldı' iddiası doğru değil ama eğer bu bir eleştiri ise o zaman söylemek gerekir. Bu, değerli bir yalnızlıktır*¹⁶⁰. » [L'allégation selon laquelle 'la Turquie est demeurée isolée au Moyen-Orient' n'est pas vraie, mais si c'est une critique, alors il est nécessaire de dire : ceci est un isolement précieux.] Quoique le parallèle puisse être fait avec le « splendide isolement » britannique, et même si l'on peut supposer qu'İbrahim Kalın avait cette formule en tête, la réalité à laquelle renvoie sa formule est assez différente. Le « précieux isolement », ou la « précieuse solitude », fait référence à un modèle dans lequel la Turquie, abandonnée par ses alliés occidentaux, refusant de cautionner le coup d'État égyptien, se retrouve isolée en raison des idéaux démocratiques auxquels elle est restée fidèle. C'est une vision de repli qui se développe, dans lequel les pays étrangers se voient attribuer la responsabilité de l'isolement de la Turquie, celle-ci n'ayant d'autre erreur à se reprocher qu'un trop grand attachement à ses valeurs. Il est intéressant de noter que l'on est ici dans l'exact opposé de la vision portée par İsmail Cem, avant même l'arrivée au pouvoir de l'AKP : la nécessité de sortir de la vision d'un monde

¹⁵⁷ Entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

¹⁵⁸ Vidi Redo [pseudonyme]. « İbrahim Kalın ile Christiane Amanpour CNN Konuşmasının Tamamı » [Intégralité de l'entretien sur CNN d'İbrahim Kalın avec Christiane Amanpour] (vidéo en ligne). 12 juin 2013. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=br4KOyNaMAI> (dernière consultation : 10 janvier 2019).

¹⁵⁹ « 'Egypt's Loss' by İbrahim Kalın ».

¹⁶⁰ Cité dans : GÜRCANLI Zeynep. « Dış politikada 'değerli yalnızlık' dönemi » [Le temps du 'précieux isolement' dans la politique étrangère]. *Hürriyet*, 21 août 2013.

manichéen, se divisant entre des alliés « naturels » et les autres pays, nécessairement hostiles¹⁶¹. Avec la montée en influence d'İbrahim Kalın dans les années 2010, l'effort de désécuritisation qui avait été fait durant les années 2000 ne semble plus à l'ordre du jour. Cette nouvelle approche, plus méfiante, qui conduit la Turquie à une attitude défensive et réactive, est incompatible avec le postulat de base de la doctrine de l'AKP suivie jusqu'alors, qui voulait faire de la Turquie le cœur d'une vaste zone de libre-échange commercial et de coopération politique et économique, dans un environnement pacifié.

* * *

Le constat qui s'impose au long de l'année 2014 est assez net : la tentative de reformulation de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP, en vue de l'adapter au choc des révolutions arabes, est un échec. En quelques mois, le mouvement de Gezi, qui affaiblit le modèle démocratique que voulait représenter la Turquie, le coup d'État égyptien, qui la prive du principal partenaire qu'elle avait identifié en 2012, et le refus américain d'intervenir en Syrie, qui éloigne les perspectives d'un changement de régime, portent un coup d'arrêt aux ambitions d'Ankara. L'échec des Frères Musulmans dans plusieurs pays arabes prive l'AKP des interlocuteurs qu'il espérait avoir comme conséquence de la démocratisation. Le pourrissement du conflit syrien fait ressurgir une menace sécuritaire aux frontières, posant la double question du séparatisme kurde et de l'essor des groupes djihadistes. Enfin, la Turquie paie en termes diplomatiques son implication politique dans la région ; plusieurs États moyen-orientaux, dont l'Arabie Séoudite et l'Iran, connaissent avec elle des divergences grandissantes ; les relations avec les partenaires occidentaux se dégradent, ainsi qu'avec la Russie et, dans une moindre mesure, la Chine. Face à ces difficultés, c'est la doctrine elle-même qui est remise en cause, affaiblissant la position de son principal penseur, Ahmet Davutoğlu. De nouveaux acteurs, qui insistent davantage sur la nécessité d'une approche sécuritaire, comme Hakan Fidan, et ont une approche plus conflictuelle des relations diplomatiques, comme İbrahim Kalın, gagnent en influence au cours de cette période. Discreditée, la doctrine n'a désormais plus de raison d'être poursuivie.

¹⁶¹ CEM İsmail. *Turkey in the New Century*. Mersin : Rustem, 2001, p. 3.

Chapitre 9. L'abandon de la doctrine au profit de stratégies

ponctuelles (2014-2016)

Jusqu'en 2011, l'AKP a pu mettre en application sans difficulté majeure la doctrine élaborée au cours de la décennie précédente. Mais celle-ci n'a pas permis de répondre aux révolutions arabes et sa tentative d'adaptation, loin de corriger cette insuffisance, a amené la Turquie à une série d'échecs entre 2013 et 2014. Les deux années qui suivent vont voir l'AKP abandonner la majorité des éléments constitutifs de sa doctrine en politique étrangère. Ce tournant est facilité par la concentration du pouvoir de décisions dans les mains d'un seul homme : Recep Tayyip Erdoğan. Élu président de la République à l'été 2014, il est remplacé à la primature par Ahmet Davutoğlu, qui se concentre dès lors davantage sur les problématiques de politique intérieure que sur les questions stratégiques et diplomatiques. Fort d'une expérience de plus de dix ans de pouvoir, et profitant de sa lutte contre la confrérie de Fethullah Gülen pour rassembler ses partisans à ses côtés, le président Erdoğan s'investit davantage encore qu'auparavant dans la politique étrangère turque – avec l'appui de conseillers qui n'ont cependant pas de capacité d'influence décisive. Or, les grandes décisions qu'il prend s'éloignent pour nombre d'entre elles des grandes logiques qui sous-tendaient jusqu'alors la doctrine de l'AKP, voire les contredisent. Toutes semblent, ou abandonnées, ou sérieusement altérées. Ce délitement de la doctrine laisse place à des stratégies de plus court-terme, qui ne forment pas un tout cohérent, mais semblent davantage être des tentatives de réponses ponctuelles à des problèmes immédiats.

9.1. Une personnalisation croissante de la prise de décision stratégique et diplomatique

La séquence qui court de l'été 2014 à l'été 2016 se caractérise en premier lieu par l'appropriation de la politique étrangère turque par Recep Tayyip Erdoğan, qui devient le rouage essentiel du pouvoir. Une série de campagnes électorales et la lutte contre la confrérie de Fethullah Gülen lui permettent d'imposer son autorité à l'AKP. Il devient dès lors le principal, voire le seul artisan de la politique étrangère ; le rôle de personnalités historiques du

parti comme Ahmet Davutoğlu ou Abdullah Gül connaît un profond déclassement, le président de la République préférant désormais solliciter ses conseillers proches et prendre ensuite, seul, ses décisions.

9.1.1. L'autorité consolidée de Recep Tayyip Erdoğan sur l'AKP

Un retour par les mutations de la politique intérieure turque est essentiel pour comprendre cette évolution que Jean Marcou décrit comme une phase de « personnalisation » du pouvoir, succédant à une phase de « polarisation » (entre 2011 et 2014)¹. Quatre éléments jouent un rôle crucial dans ce processus : la victoire de Recep Tayyip Erdoğan à l'élection présidentielle d'août 2014 ; les difficultés rencontrées par l'AKP au cours des campagnes législatives de juin et novembre 2015 ; la lutte contre la confrérie de Fethullah Gülen ; enfin, la dégradation de la situation sécuritaire.

L'élection présidentielle du 10 août 2014 représente un tournant dans la vie politique turque : elle est en effet la première à se dérouler au suffrage universel – conséquence de la réforme constitutionnelle de 2007. Candidat de l'AKP, le Premier ministre Erdoğan fait face à Ekmelledin İhsanoğlu, ancien secrétaire général de l'OCI (2005-2014) qui se présente en indépendant, mais avec le soutien de plusieurs partis d'opposition, dont le CHP et le MHP. Issu d'une plate-forme électorale ayant permis de faire élire, comme indépendants, des députés pro-kurdes aux élections législatives de 2011, un nouveau parti voit le jour en 2013 : le Parti Démocratique des Peuples [*Halkların Demokratik Partisi*, HDP], qui agglomère l'ancien parti pro-kurde BDP [*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la Paix et de la Démocratie] et de petites formations anticapitalistes, écologistes ou libertaires². Ce mouvement présente également un candidat à l'élection présidentielle, Selahattin Demirtaş, un jeune avocat engagé en faveur des droits culturels kurdes. La présence de ces deux concurrents n'empêche pas Recep Tayyip Erdoğan de remporter l'élection dès le premier tour, avec 51,8% des voix (contre 38,4% pour Ekmeleddin İhsanoğlu et 9,8% pour Selahattin Demirtaş). Il remplace Abdullah Gül à la présidence de la République ; mais, alors même que ses prérogatives constitutionnelles sont les mêmes, il dispose en pratique d'un pouvoir de décision bien plus élevé. D'une part,

¹ MARCOU Jean. « Les multiples visages de l'AKP au pouvoir ». *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 20.

² DENIZEAU Aurélien. « Le HDP, un nouveau venu en quête d'ancrage ». IFRI (en ligne). Document de travail : note franco-turque n° 16. Janvier 2016. Disponible sur : <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/denizeau-final.pdf> (dernière consultation : 4 janvier 2019).

contrairement à son prédécesseur, il jouit de la légitimité d'une élection au suffrage universel ; d'autre part, alors qu'il était la principale figure du pouvoir exécutif lorsqu'il était Premier ministre, son successeur à ce poste, Ahmet Davutoğlu, ne tire pas sa légitimité d'élections législatives récentes. Il y a donc un basculement du pouvoir qui fait du président Erdoğan la principale autorité de l'exécutif turc.

L'année 2015 est à première vue moins réussie, au plan de la politique intérieure, pour l'AKP. Aux élections législatives du 7 juin, le parti subit un semi-échec : avec 40,9% des voix, il n'obtient que 258 sièges sur 550 (et se voit donc privé de majorité absolue). Cependant, le CHP (24,9%, 135 sièges), le MHP (16,3%, 80 sièges) et le HDP (13,1%, 80 sièges) sont incapables de s'entendre pour proposer une majorité alternative, et aucun d'eux n'accepte une alliance avec l'AKP. Dans ce contexte de blocage, des élections législatives anticipées sont planifiées pour l'automne. Ahmet Davutoğlu y joue un rôle plus actif, et l'AKP profite de la reprise des affrontements avec le PKK³ pour affaiblir l'image du HDP, l'accusant de complicité avec le terrorisme, et développer une rhétorique nationaliste qui attire l'électorat du MHP. La stratégie s'avère payante et le 1^{er} novembre 2015, l'AKP retrouve sa majorité absolue avec 49,5% des voix et 317 sièges, contre 25,3% au CHP (134 sièges), 11,9% au MHP (40 sièges) et 10,8% au HDP (59 sièges). Si la séquence est chaotique pour l'AKP, elle renforce à terme l'autorité de Recep Tayyip Erdoğan, pour trois raisons. Premièrement, les gouvernements provisoires qui se succèdent entre juin et novembre ne reposent sur aucune majorité, et ne peuvent donc que gérer des affaires courantes, laissant les grandes lignes de la politique étrangère dans les mains du président. Deuxièmement, l'implication d'Ahmet Davutoğlu dans les élections législatives d'automne réduit encore le rôle d'influence et de conseil qu'il pouvait jouer dans la politique stratégique et diplomatique. Troisièmement, la victoire de son parti aux élections de novembre rappelle à ses partenaires étrangers la capacité de survie politique de Recep Tayyip Erdoğan. Du reste, comme le notent Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse, « l'échec » de juin peut aussi être relativisé par ce qu'il révèle de la nouvelle société turque forgée par l'AKP, où un parti pro-kurde, en particulier, a pu remporter un succès électoral certain, au cours d'une campagne électorale libre⁴. Le HDP peut ainsi être vu comme une conséquence de l'idée de sortie du prisme sécuritaire, au profit de plus de libertés, que l'AKP mettait en avant lors de son arrivée au pouvoir.

³ Voir la deuxième sous-partie de ce chapitre.

⁴ CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Erdoğan : Nouveau père de la Turquie ?* Paris : François Bourin, 2016, p. 399-400.

L'instabilité gouvernementale laisse d'autant plus de marge de manœuvre au président que la situation sécuritaire du pays se dégrade considérablement au cours de l'été 2015. Le 20 juillet, un attentat, attribué à l'EI, tue 33 civils turcs à Suruç ; il est le premier d'une série d'attaques meurtrières qui vont frapper le pays jusqu'à l'hiver 2016. De plus, le 22 juillet, le PKK revendique l'assassinat de deux policiers, accusés d'être sympathisants de l'EI, comme représailles à l'attentat de Suruç, où de jeunes militants pro-kurdes ont perdu la vie⁵. Il acte ainsi la rupture du processus de paix, conduisant à de nouveaux affrontements meurtriers avec l'armée turque. Dans ce climat d'insécurité inédit depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le président Erdoğan représente, aux yeux notamment de ses sympathisants, un pôle de stabilité. Au cours de la campagne électorale d'automne, beaucoup de ses électeurs à Istanbul justifiaient ainsi leur soutien par la nécessité d'une figure forte pour faire face au terrorisme⁶.

Enfin, la lutte sourde entre la confrérie de Fethullah Gülen et Recep Tayyip Erdoğan conduit ce dernier à écarter des figures de l'AKP qui ont pu être perçues comme rivales ou simplement trop autonomes par le passé. Au cours de l'année 2015, Bülent Arınç, Abdullah Gül et Ali Babacan, qui avaient tous trois joués un rôle dans la définition de la politique étrangère turque, sont marginalisés en raison de leurs critiques au sujet de la répression anti-güleniste⁷. Au début de l'année 2016, l'AKP apparaît de plus en plus comme le parti d'un homme, le président Erdoğan, qui dirige sa stratégie sans rencontrer ni opposition, ni même concurrence d'autres personnalités notables. En l'absence d'échéances électorales à court terme, la position présidentielle semble particulièrement solide, et permet une personnalisation sans précédent de la politique stratégique et diplomatique turque.

9.1.2. Une politique étrangère dépendante de la volonté présidentielle

Dans le contexte de renforcement du pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, son rôle dans l'élaboration et la mise en application de la stratégie et de la diplomatie du pays s'accroît considérablement. Dessaisi de plusieurs dossiers internationaux, Ahmet Davutoğlu est remplacé aux Affaires étrangères par des personnalités beaucoup moins influentes. Le président

⁵ « Le PKK revendique le meurtre de policiers turcs ». *Le Figaro*, 22 juillet 2015.

⁶ Entretiens informels réalisés par l'auteur entre le 27 octobre et le 1^{er} novembre à Istanbul.

⁷ BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : Alfa, 2017, p. 349.

de la République semble désormais favoriser un système dans lequel il s'appuie sur des conseillers divers sans laisser aucun d'eux prendre l'ascendant intellectuel.

Il peut paraître étonnant, à première vue, que l'accès d'Ahmet Davutoğlu à la primature, donc une réelle promotion en termes de hiérarchie gouvernementale, s'accompagne d'une baisse de son influence sur la politique étrangère. Le paradoxe n'est qu'apparent. En accédant à la présidence de la République, Recep Tayyip Erdoğan n'abandonne pas seulement son poste de Premier ministre, mais aussi celui de chef de l'AKP (qu'il récupèrera en 2017). En d'autres termes, son successeur doit assurer tout à la fois la conduite du gouvernement et la direction du parti majoritaire. Or, dans un contexte de préparation des élections législatives, puis de tentative de formation de coalition, cette double casquette occupe Ahmet Davutoğlu tout au long de l'année 2015. On peut objecter que ces activités n'avaient pas empêché Recep Tayyip Erdoğan, en 2007 comme en 2011 et en 2014, de s'investir considérablement dans la politique étrangère. Au-delà des questions institutionnelles, il faut donc chercher quels éléments peuvent expliquer, à partir de 2014, la perte de prise d'Ahmet Davutoğlu sur la définition et la conduite de la politique étrangère. On retrouve là, en réalité, la conjonction de plusieurs éléments.

- Il est important de se rappeler, en premier lieu, les échecs qu'a essuyés la Turquie de 2013 à 2014. Ahmet Davutoğlu quitte le ministère des Affaires étrangères à une époque où la doctrine dont il a été le principal théoricien s'est avérée incapable de répondre aux défis posés par les révolutions arabes. Muhittin Ataman, directeur de la recherche aux Affaires étrangères de la SETA, expliquait en juin 2018 qu'Ahmet Davutoğlu « a été un bon théoricien de la politique étrangère ; mais lorsque la région a connu des évolutions imprévues, il a réagi comme un intellectuel, pas comme un homme pragmatique. C'était sa limite⁸. » Il le décrit aussi comme « un idéaliste » dont « les forces n'étaient pas en adéquation avec l'idéal ». Il synthétise très certainement l'impression dominante au sein de l'AKP suite aux échecs de la doctrine. L'idée qui se développe est celle selon laquelle le ministre des Affaires étrangères aurait agi en idéaliste, et non en réaliste. C'est la vision développée par exemple par Kemal Kirişçi qui, à l'été 2016, salue un « nouveau pragmatisme » turc, pragmatisme qu'Ahmet Davutoğlu aurait abandonné avec les révolutions arabes, « en faveur d'un engagement idéologique pour la cause des Frères Musulmans au Moyen-Orient, en vue d'atteindre un 'fantasme impérial'⁹ ». Au cours

⁸ Entretien avec l'auteur, 8 juin 2018.

⁹ KİRİŞÇİ Kemal. « Is Turkish foreign policy becoming pragmatic again ? » Brookings (en ligne). 11 juillet 2016. Disponible sur :

de divers entretiens avec des universitaires en relations internationales, c'est le terme de « réalisme » ou « realpolitik » qui est systématiquement évoqué lorsque l'on aborde la période suivant le retrait d'Ahmet Davutoğlu.

- Un autre élément doit être pris en compte : la dégradation de la situation sécuritaire à partir de 2013, avec une aggravation au cours de l'été 2015, crée un environnement où le théoricien de la « profondeur stratégique » n'a pas vraiment l'occasion de mettre en application ses idées. La priorité donnée à « l'augmentation des capacités des forces militaires/de sécurité à la place de discours comme celui sur la culture ou l'héritage ottoman » a « conduit à une nouvelle dynamique » dans laquelle Ahmet Davutoğlu « s'est retrouvé en marge du parti, aussi bien dans ses idées que dans la pratique », explique le politologue Ali Balci¹⁰. Il convient de se rappeler que les principaux textes fixant la doctrine de l'AKP telle que la percevait Ahmet Davutoğlu datent de 2004 à 2010 (*Stratejik Derinlik* étant un ouvrage plus analytique que prescriptif), soit une époque de relative stabilité de l'environnement régional turc comme de son champ politique et social interne. Le contexte facilitait donc la mise en application des grandes idées qu'il développait. En revanche, de 2014 à 2016, la Turquie se trouve dans un état d'instabilité et d'incertitude au niveau de l'environnement régional qui la pousse à mettre en avant ses impératifs sécuritaires ; cette situation réduit d'office la marge de manœuvre de celui pour qui sortir de ce prisme sécuritaire était un préalable indispensable.

Si le départ d'Ahmet Davutoğlu du ministère des Affaires étrangères laisse une grande marge de manœuvre à la présidence de la République, c'est aussi parce qu'après lui, aucune figure ministérielle d'envergure ne s'imposera dans la définition de la politique stratégique et diplomatique. L'instabilité des ministres, à elle seule, réduit d'office considérablement leur efficacité. De l'été 2014 à l'été 2016, le président Erdoğan change trois fois de ministre des Affaires étrangères, quatre fois de ministre de la Défense et cinq fois de ministre des Affaires européennes. Beril Dedeoğlu, qui a occupé ce dernier poste du 22 septembre au 24 novembre 2015, explique qu'un délai si court empêchait d'office toute initiative d'envergure vis-à-vis de l'UE, malgré un climat à l'époque relativement favorable¹¹. Le ministre qui reste le plus longtemps en place, et qui succède directement à Ahmet Davutoğlu, est Mevlüt Çavuşoğlu,

<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2016/07/11/is-turkish-foreign-policy-becoming-pragmatic-again/> (dernière consultation : 4 janvier 2019).

¹⁰ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 347-348.

¹¹ Entretien avec l'auteur, 18 décembre 2017.

ministre des Affaires étrangères d'août 2014 à août 2015, puis à partir de novembre 2015. Toutefois, son profil ne paraît pas être celui d'un théoricien. Diplômé en relations internationales, il en a été un praticien (il dirige notamment l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe de 2010 à 2012), mais n'a aucune œuvre écrite à son actif. Une ancienne figure ministérielle le décrit comme « un homme qui a fait des études mais n'a pas de pratique, pas d'expérience, pas d'idées et répète juste ce que lui dit Erdoğan ». Si le jugement peut paraître sévère, il n'est pas si éloigné d'analyses plus nuancées qui présentent Mevlüt Çavuşoğlu comme un exécutant des décisions présidentielles¹². Ces éléments laissent à penser que, contrairement à son prédécesseur, le nouveau ministre des Affaires étrangères ne joue qu'un rôle mineur dans la définition de la politique étrangère. Tout au plus peut-il être considéré comme l'une des nombreuses personnes auprès desquels Recep Tayyip Erdoğan demande conseil avant de faire ses propres choix.

La personnalité du président turc est un élément qui ne doit pas être négligé pour comprendre son rapport à la politique extérieure. Ozan Örmeci, de l'université Gedik, le décrit ainsi : « c'est un homme passionné, il aime la politique, comme Benjamin Netanyahu, il aime la politique étrangère, il veut pouvoir décider dans ce domaine, c'est ça qui l'intéresse¹³. » On peut supposer qu'il y a chez Recep Tayyip Erdoğan une ambition de s'affirmer comme le maître d'œuvre de la politique étrangère turque, comme un lien entre une volonté exprimée par la nation – ou du moins son électorat – et les dirigeants mondiaux. Un document de travail de l'ISPI [*Istituto per gli studi di politica internazionale*] met en avant le lien fort entre le président turc et son électorat : ses auteurs y estiment qu'il existe une forme de « doctrine Erdoğan » qui peut être vue comme « une nouvelle doctrine de sécurité nationale [définie par] la préoccupation croissante de la légitimation populaire de la politique gouvernementale [...] La doctrine Erdogan se fonde d'autre part sur un lien plus direct avec la population nationale – et, en particulier, avec sa partie conservatrice et nationaliste¹⁴. » Ce lien étroit établi entre les aspirations populaires et la politique étrangère pousse à une forte personnalisation de cette dernière : Recep Tayyip Erdoğan ne se donne pas seulement un rôle de stratège ou de théoricien, mais aussi de porte-voix de la population turque, un rôle qu'il estime être le mieux à même de

¹² - BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 250.

- Haydar Çakmak, entretien avec l'auteur, 6 juin 2018.

- Muzaffer Şenel, entretien avec l'auteur, 16 juin 2018.

¹³ Entretien avec l'auteur, 25 janvier 2019.

¹⁴ FRAPPI Carlo, TALBOT Valeria. « La politica estera della Turchia ». ISPI (en ligne). Document de travail : Osservatorio di Politica Internazionale n° 127. Mars 2017. Disponible sur : http://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/parlamento_esteri_turchia_2017.pdf (dernière consultation : 13 janvier 2018).

jouer. En effet, après le départ d'Ahmet Davutoğlu intervient un double phénomène, expliqué par Ali Balcı¹⁵ : d'une part, il apparaît que la connaissance théorique et l'élaboration d'une doctrine sur des bases intellectuelles ont été insuffisantes pour anticiper les révolutions arabes et y répondre efficacement. L'expérience et la pratique sont ainsi revalorisées au détriment des connaissances académiques. Or, et d'autre part, après plus de 11 ans d'exercice du pouvoir, Recep Tayyip Erdoğan est l'acteur politique ayant la plus longue expérience en matière de pratique stratégique et diplomatique. « Il y a une inversion par rapport à 2003 », ajoute Ali Balcı. « À cette époque, Recep Tayyip Erdoğan n'avait aucune expérience, il avait besoin de conseillers et d'intellectuels pour l'encadrer. Aujourd'hui, lorsqu'il arrive dans les réunions ou lorsqu'il réunit ses conseillers, c'est lui qui parle en premier et que tout le monde écoute, car c'est lui qui a la plus longue expérience¹⁶. » Il apparaît que Recep Tayyip Erdoğan consulte bien un certain nombre de conseillers : Hakan Fidan, le patron du MIT, et Hulusi Akar, le chef d'État-Major, pour les affaires syriennes en particulier¹⁷ ; Volkan Bozkır, ministre des Affaires européennes (août 2014 - août 2015 ; novembre 2015 - mai 2016), pour les affaires relatives à l'UE¹⁸ ; İbrahim Kalın, dont le rôle a été plus spécifiquement étudié au chapitre précédent. Néanmoins, aucun d'eux ne prend l'ascendant ou n'élabore de théorie globale. Il semble que le président turc les consulte pour des questions techniques ou pour confirmer ses propres intuitions¹⁹, mais il est impossible de constater, chez l'un d'eux, une capacité à définir et conseiller la politique étrangère turque dans son ensemble. Cela s'explique aussi par une personnalité présidentielle de plus en plus affirmée. Le journaliste à Al-Jazeera Mujeeb R Khan rapporte avoir ressenti, lors d'entretiens menés avec Recep Tayyip Erdoğan, et en compagnie d'un de ses collègues, un agacement croissant du président, au fil du temps, envers les critiques même constructives. Il conclut que seuls des « *yes men* » peuvent désormais avoir son attention²⁰.

La séquence qui va de l'été 2014 à l'été 2016 marque donc une personnalisation sans précédent de la politique étrangère. Recep Tayyip Erdoğan en est désormais le penseur et l'artisan. C'est avec une marge de manœuvre très large qu'il élabore la stratégie et la diplomatie turques. Or,

¹⁵ Entretien avec l'auteur, 13 juin 2018.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Oytun Orhan, entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

¹⁸ - BALCI Ali. Op. cit., p. 361.

- Hakan Mehmetçik, entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

¹⁹ - Haydar Çakmak, entretien avec l'auteur, 6 juin 2018.

- Hakan Mehmetçik, entretien avec l'auteur, 4 avril 2018.

²⁰ KHAN Mujeeb R. « The July 15th Coup: A Critical Institutional Framework for Analysis ». In BALCI Bayram, YAVUZ Hakan (dir.). *Turkey's July 15th coup : What happened and why*. Salt Lake City : University of Utah Press, 2018, p. 72.

ces deux années vont également être celles d'un abandon, sinon total, au moins très large des logiques qui structuraient la doctrine de l'AKP.

9.2. Le renoncement aux logiques doctrinales élaborées précédemment

D'août 2014 à juillet 2016, la politique stratégique et diplomatique de la Turquie peut être séquencée en une succession de crises ou de périodes de négociations au cours desquelles un sujet d'actualité s'impose à Ankara. Tout au long de l'automne et de l'hiver 2014, elle doit résister à ses partenaires occidentaux, qui la pressent d'intervenir en faveur de la ville syrienne de Kabané, assiégée par l'EI et défendue par les milices kurdes des YPG. Parallèlement, elle se rapproche de la Russie, annonçant le 1^{er} décembre 2014 la construction d'un gazoduc reliant les deux pays, « TurkStream ». En février 2015, la Turquie assiste impuissante à l'évacuation de ses troupes du Tombeau de Süleyman Shah [*Süleyman Şah Türbesi*], une enclave officiellement sous sa souveraineté, en Syrie, mais encerclée par les djihadistes de l'EI. Au cours de l'été, par suite de l'attentat de Suruç, elle attaque militairement les forces de l'EI en Syrie, mais également le PKK, avec qui le processus de paix est rompu. En septembre, l'intervention de la Russie dans la guerre civile syrienne aux côtés de Bachar al-Assad fragilise la relation entre Moscou et Ankara et, le 24 novembre, la destruction d'un chasseur russe par la défense anti-aérienne turque ouvre une grave crise entre les deux pays. Tout au long de l'hiver, la Turquie négocie avec l'UE, qui lui reproche de ne pas assez contrôler les frontières communes, un accord sur la gestion des flux de réfugiés. Signé le 18 mars 2016, il engage Ankara à mieux surveiller les départs vers l'UE et à accepter le retour d'un certain nombre de clandestins interpellés à la frontière, en échange d'une aide logistique et financière. Au cours du mois de juin, la Turquie engage un processus de réconciliation simultanément avec Israël (un accord signé le 26 juin règle les modalités de ce rapprochement) et avec la Russie (par l'envoi le 27 juin d'une « lettre d'excuses²¹ » pour la mort du pilote de l'avion russe abattu en novembre). Cet enchaînement de séquences présente un caractère désordonné ; on peine à y

²¹ Des figures de la présidence turque ont affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une demande d'excuses, mais de condoléances adressées à la famille du pilote, et non à l'État russe (GEDİKOĞLU Ayşe Betül. « Turquie : Dans sa lettre à Poutine, Erdogan n'a pas présenté d'excuses ». AA (en ligne). 28 juin 2016. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/turquie/turquie-dans-sa-lettre-%C3%A0-poutine-erdogan-na-pas-pr%C3%A9sent%C3%A9-d-excuses-/599189> (dernière consultation : 4 avril 2018)).

décèler une ligne cohérente qui expliquerait chaque séquence. On constate du reste que le gouvernement turc est à chaque fois en position de réaction à des événements qui le concernent, mais dont il n'est que rarement l'initiateur. Ces deux années permettent de constater l'abandon d'éléments essentiels de la doctrine suivie jusqu'alors. Les réactions turques privilégient à chaque fois une approche défensive et sécuritaire, laissant de côté l'idée d'élargissement des libertés en interne et de pacification des frontières. Cette logique défensive implique une approche réactive, qui exclut la prise d'initiative et le pro-activisme. De ce fait, si la diplomatie se veut toujours multidirectionnelle, la Turquie peine à affirmer son caractère de « pays-centre » et à trouver un équilibre entre ses alliances. Enfin, le caractère multidimensionnel de sa politique étrangère, sans être abandonné, souffre de la défection d'acteurs privés et des difficultés à jouer sur le *soft power*.

9.2.1. Un retour à l'approche sécuritaire au détriment de la coopération économique et commerciale

La doctrine structurée à la fin des années 2000 donne une priorité claire à l'économie et au commerce. Ceux-ci sont présentés tout à la fois comme un objectif premier, car ils doivent permettre le développement du pays et la satisfaction des besoins d'une puissance émergente et d'une classe moyenne nouvelle, et comme un outil essentiel pour coopérer avec les pays voisins et pacifier l'environnement régional. Inversement, la Turquie doit renoncer à une posture sécuritaire qui favorise l'autoritarisme en son sein et limite la coopération internationale²². Or, après les échecs de 2013 et 2014, le retour de l'insécurité aux frontières et des tensions avec plusieurs États de la région empêche la poursuite de cette politique. Dès lors, l'objectif de sortie du prisme sécuritaire est totalement oublié. Entre 2014 et 2016, deux éléments illustrent clairement cette nouvelle orientation : la fin des pourparlers de paix avec le PKK, accompagnée d'un raidissement sur la question kurde ; et le choix de l'intervention militaire en Syrie.

Il importe bien de noter que le retour à une politique sécuritaire, certes acceptée par Recep Tayyip Erdoğan et correspondant aux attentes de certains de ses conseillers (comme Hakan Fidan et Hulusi Akar), est largement la conséquence d'un bouleversement régional que la Turquie ne maîtrise pas. En d'autres termes, le retour à une politique défensive n'est pas tant un choix que le résultat de l'incapacité de la doctrine à anticiper les évolutions régionales et à

²² Voir la 2^{ème} sous-partie, première section, du 5^{ème} chapitre de la présente thèse.

y répondre. L'exemple du rapport de l'AKP à la question kurde est tout à fait éclairant : le choix d'entamer un processus de paix avec le PKK, entre 2011 et 2013, s'inscrivait alors dans le principe d'un équilibre entre liberté et sécurité théorisé par Ahmet Davutoğlu. L'idée en était d'obtenir une résolution négociée de la question kurde pour favoriser le développement du sud-est du pays, renforcer la sécurité du territoire et réduire la légitimité de l'armée dans les affaires stratégiques. Mais les choix faits par ailleurs en Syrie vont radicalement contredire cette ambition. La fragmentation du territoire syrien sur des logiques identitaires et l'émergence de groupes djihadistes fait des milices kurdes du PYD, les Unités de Protection du Peuple [*Yekîneyên Parastina Gel*, YPG], un acteur central de l'affrontement en cours. Or, le PYD est organiquement lié au PKK, dont il est originellement la branche syrienne²³. L'AKP doit donc tout à la fois gérer des négociations de paix avec le PKK, et de difficiles relations avec sa branche syrienne. En effet, trois éléments opposent le PYD et les YPG à Ankara à l'échelle régionale : leur choix, sinon d'une alliance, du moins d'un *modus vivendi* avec le régime syrien²⁴, dont la Turquie demande la chute ; les affrontements qui en découlent avec certains groupes rebelles²⁵ ; enfin, les soupçons relatifs à un possible soutien turc aux mouvements djihadistes qu'affrontent les milices kurdes²⁶. La bataille de Kobané va cristalliser cette contradiction. Du 13 septembre 2014 au 26 janvier 2015, cette petite ville syrienne, frontalière de la Turquie, est soumise à un siège brutal de l'EI, qui cherche à s'en emparer. Alors que ses partenaires européens pressent Ankara d'apporter un soutien aux YPG, qui défendent Kobané, la Turquie conditionne une éventuelle intervention à la création d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie, sous patronage d'une coalition internationale²⁷. Même si les YPG parviennent finalement à faire lever le siège de l'EI, l'attentisme turc provoque le mécontentement de la population kurde. Surtout, le PKK fait connaître sa réprobation et menace Ankara de rompre le processus de paix²⁸. Or, la réaction turque ne montre pas une volonté de précipiter cette rupture ; Yalçın Akdoğan, un des plus anciens conseillers de Recep Tayyip

²³ Olivier Grojean : « 'Le PKK n'est pas une institution monolithique' ». *Revue Ballast* (en ligne). 15 décembre 2017. Disponible sur : <https://www.revue-ballast.fr/olivier-grojean-pkk-nest-institution-monolithique/> (dernière consultation : 13 septembre 2018).

²⁴ HUSSAIN Fawaz. « Que font les Kurdes de Syrie à Raqqa ? ». *Les Cahiers de l'Orient*, n° 131, été 2018, p. 163-166.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ RESNECK Jacob. « Kurds say Turkey not doing enough to stop Islamic State ». *USA Today* (en ligne). 29 septembre 2014. Disponible sur : <https://eu.usatoday.com/story/news/world/2014/09/28/turkey-syria-kurds-airstrikes/16387335/> (dernière consultation : 12 décembre 2017).

²⁷ CONNAN Julie. « Syrie : les djihadistes progressent dans Kobané ». *Le Figaro*, 7 octobre 2014.

²⁸ VALLOT Daniel. « Kobane: la mise en garde du mouvement rebelle kurde de Turquie PKK ». RFI (en ligne). 12 octobre 2014. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20141012-turquie-syrie-kobane-pkk-kurde-paix-processus-guerilla> (dernière consultation : 12 octobre 2018).

Erdoğan, affirme ressentir de « l'empathie » pour les Kurdes de Kobané, fait valoir que la Turquie envoie de l'aide humanitaire, et indique sa volonté de poursuivre les négociations de paix²⁹. C'est là un exemple typique de la façon dont l'AKP va renoncer à sa doctrine, non par une volonté de changement, mais en conséquence des erreurs antérieures. Il n'y a pas de volonté de l'AKP de rompre les négociations de paix avec le PKK³⁰,

Si les négociations semblent au point mort durant les premiers mois de l'année 2015, elles ne sont pas encore rompues. Mais, alors que l'AKP a subi une semi-défaite aux élections législatives de juin, l'attentat de Suruç et l'assassinat des deux policiers en représailles par le PKK marque la vraie fin des pourparlers officiels de paix. La réponse de l'AKP va s'inscrire, dès lors, dans un axe sécuritaire qui donne la priorité à la répression militaire. Du mois de juillet au mois de décembre 2015, de nombreux bombardements vont frapper les territoires kurdes soupçonnés de servir de base d'appui au PKK.

Il est à noter cependant que le raidissement de l'AKP sur la question kurde ne relève pas seulement de la question syrienne mais aussi du contexte politique intérieur. À la suite des élections législatives de juin 2015, qui ne permettent pas de dégager une coalition gouvernementale, on observe une situation de rivalité interne impliquant l'AKP, le HDP et le PKK³¹. L'émergence du HDP, qui entre à l'Assemblée Nationale et cherche, sans le revendiquer ouvertement, à représenter une alternative politique au PKK³², déstabilise ce mouvement armé. Par ailleurs, elle marque l'échec de l'AKP à conserver l'électorat kurde, qu'il avait su séduire dans les élections précédentes³³. Le parti présidentiel adopte alors une nouvelle stratégie, consistant à attirer l'électorat du MHP par une rhétorique fortement nationaliste. Dans ce contexte, la reprise des hostilités et la fin du processus de paix affaiblissent considérablement le HDP, dont l'appel à une solution politique à la question kurde devient plus difficilement audible ; elles favorisent en revanche l'AKP, qui gagnera les élections de novembre avec l'électorat nationaliste (le MHP perdant la moitié de ses 80 sièges au passage), et le PKK, qui redevient un acteur central de la problématique kurde. Le quotidien d'opposition *Taraf* peut

²⁹ « Yalçın Akdoğan'la çözüm süreci ve Kobani » [Le processus de paix et Kobané, avec Yalçın Akdoğan]. *Hürriyet*, 18 octobre 2018.

³⁰ Cette affirmation ne vient pas seulement de membres ou sympathisants du parti. Ainsi, le politologue Mustafa Görkem Doğan, sympathisant de mouvements politiques progressistes, estime qu'il y avait jusqu'à mi-2015 une volonté sincère, de la part de l'AKP, de parvenir à un règlement pacifique de la question kurde, *via* un accord de paix avec le PKK (entretien avec l'auteur, 24 mai 2018).

³¹ ÇAĞAPTAY Soner. *The new Sultan : Erdogan and the Crises of Modern Turkey*. Londres : I.B. Tauris, 2017, p. 150.

³² DENIZEAU Aurélien. *Op. cit.*

³³ *Ibid.*

ainsi titrer, au lendemain des élections du 1^{er} novembre, que « l'AKP et le PKK ont cassé le nez du HDP³⁴ ».

Pour des raisons à la fois géopolitiques et de politique électorale, l'AKP renonce donc, en abandonnant le processus de paix (ce qui semble coïncider avec la volonté du PKK), à l'élément le plus avancé du principe d'équilibre entre liberté et sécurité. La rupture du dialogue et le recours à l'instrument militaire pour frapper le PKK vont à l'exact inverse de la logique de sortie du prisme sécuritaire.

Mais cette logique s'observe également aux frontières. Le principe de « zéro problème avec les voisins » a déjà été profondément altéré entre 2011 et 2013³⁵. Le choix de la Turquie de frapper les groupes terroristes en Syrie contraste avec les discours développés antérieurement, qui rejetaient la voie militaire pour résoudre les conflits bilatéraux. Certes, la situation n'est pas comparable à un conflit inter-étatique. Il y a en Turquie un très fort sentiment que l'EI, après l'attentat de Suruç, va multiplier ses attaques contre le pays, non seulement en frappant son sol et sa frontière, mais aussi ses intérêts au Moyen-Orient³⁶. Néanmoins, outre que la Turquie peine à définir son adversaire (ses frappes visent l'EI, mais aussi largement les YPG, pourtant soutenues par les alliés occidentaux d'Ankara), son intervention se fait sans l'aval de la Syrie, et engage *de facto* la Turquie plus avant dans un conflit qui lui a valu plusieurs échecs. Le renoncement à la doctrine apparaît ainsi tout à la fois comme une conséquence de l'engagement turc en Syrie (en faisant rejaillir la question du terrorisme et en empêchant la coopération économique de primer), mais aussi une de ses causes (l'AKP appliquant désormais une réponse sécuritaire à ces difficultés). Un élément apparaît très frappant dans l'ensemble de ce processus : qu'il s'agisse de son refus d'intervenir à Kobané, de la rupture des négociations de paix avec le PKK ou de la mobilisation de l'armée après l'attentat de Suruç, les grandes décisions turques ne sont plus pro-actives – elles ne cherchent plus à faire évoluer l'ordre international par des initiatives – mais réactives – elles proposent une réponse de court terme à une situation dont Ankara n'est pas à l'origine.

³⁴ « AKP ve PKK, HDP'nin burnunu sürttü » [L'AKP et le PKK ont cassé le nez du HDP]. *Taraf*, 2 novembre 2015.

³⁵ Processus expliqué dans le chapitre 7 de la présente thèse.

³⁶ ERKMEN Serhat. « 2015 yılında Türk dış politikasında IŞİD sorunu : Türk mücahitler ve IŞİD saldırıları » [Le problème de l'EI dans la politique étrangère turque en 2015 : Les combattants turcs et les attaques de l'EI]. In DEMİRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Stratejik Derinlikte Savrulan Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque se dissipant dans la profondeur stratégique]. Ankara : Kripto, 2016, p. 158-160.

9.2.2. De la logique pro-active aux stratégies réactives

Pour pouvoir comprendre la différence entre la logique pro-active que défendait la doctrine de l'AKP, et la stratégie réactive qui prend progressivement sa place, il peut être intéressant de comparer deux événements importants dans la politique extérieure turque, à deux époques différentes : l'accord tripartite sur le nucléaire iranien en mai 2010³⁷, et la rupture avec la Russie en novembre 2015. Il est frappant de constater combien les origines, les modalités de déroulement et les conséquences de ces deux événements divergent profondément.

- **Les prémices de l'évènement** : dans le cas de l'accord tripartite 2010, le pro-activisme se manifeste par la volonté de la Turquie d'intervenir dans une crise qui ne la concerne pas directement (malgré son opposition au nucléaire iranien, elle ne se sent pas menacée par ce programme), mais qui oppose entre eux plusieurs de ses partenaires. Il y a donc une volonté turque de proposer une solution à un problème extérieur, pour débloquer une situation de conflit. Cette intervention est préparée soigneusement avec un autre acteur extérieur, le Brésil, lui aussi en quête d'affirmation diplomatique.

Dans le cas de la rupture avec la Russie en 2015, le premier élément déclencheur des tensions est l'intervention militaire russe en Syrie, le 30 septembre. Cette fois-ci, c'est un acteur extérieur qui choisit d'intervenir sur un terrain où la Turquie est, diplomatiquement et stratégiquement, déjà engagée, et pour soutenir un camp adverse (l'armée syrienne). Il y a donc une intervention qui ne prend pas en compte les intérêts d'Ankara, qui réagit de manière critique³⁸. Pour autant, il n'y a pas de volonté *a priori* de la Turquie d'aller à la rupture : quelques jours avant la crise de novembre, Ankara cherche au contraire à obtenir un éventuel soutien de Moscou pour une opération à Jarablus³⁹.

- **Le déroulé** : en 2010, l'entente turco-brésilienne est officialisée lors du sommet nucléaire d'avril 2010, à Washington. Du 15 au 17 mai, les deux pays négocient en Iran, en vue de parvenir à une position commune. L'accord proposé (enrichissement de l'uranium en Turquie) correspond aux désirs d'Ankara de contrôler et surveiller le programme nucléaire iranien.

³⁷ Voir 1^{ère} partie, 2^{ème} section, 2^{ème} sous-section du 6^{ème} chapitre de la présente thèse.

³⁸ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 358.

³⁹ YILMAZ Salih. *Türkiye-Rusya ilişkilerine bakış : 2016-2017* [Regard sur les relations Turquie-Russie : 2016-2017]. Ankara : Nobel Yayınları, 2018, p. 28.

En 2015, en revanche, l'élément déclencheur de la rupture relève clairement de l'accidentel. Le 24 novembre, deux chasseurs russes Soukhoï Su-24 mènent une opération de bombardement contre un groupe turkmène allié à l'ASL. L'un d'entre eux est abattu par un chasseur F-16 Fighting Falcon de l'armée turque, et le pilote, Oleg Pechkov, est abattu lors de sa descente en parachute. La Turquie affirme que les chasseurs russes ont pénétré sans autorisation dans son espace aérien, une version contredite par Moscou mais appuyée par l'OTAN⁴⁰. Le gouvernement russe réagit très vivement, accusant la Turquie de soutenir des groupes terroristes⁴¹. La crise part donc d'un événement accidentel. Plus notable encore : il est très difficile d'évaluer la responsabilité des différentes figures de l'exécutif dans la décision d'abattre l'avion russe. Alors même qu'Ahmet Davutoğlu assume dans les premiers jours ce choix, il fera valoir par la suite que le pilote turc responsable du tir fatidique serait un sympathisant de Fethullah Gülen⁴². Spécialiste de la Syrie à l'ORSAM, Oytun Orhan rapporte que Recep Tayyip Erdoğan avait posé une position de principe visant à interdire toute intrusion russe dans l'espace aérien turc, conduisant au choix d'intervention des pilotes⁴³. La crise part donc d'un élément déclencheur qui relève de l'escalade mal contrôlée, et non d'une stratégie planifiée.

- **Les conséquences** : elles présentent un aspect paradoxal. En 2010, l'accord tripartite Turquie-Iran-Bésil est dans les faits un échec – de nouvelles sanctions adoptées à l'ONU peu après le rendent caducs. Il offre pourtant à la Turquie un succès de prestige, qui montre sa capacité à négocier avec des acteurs diversifiés et sa volonté de prendre des initiatives. Elle apparaît ainsi comme une force potentielle de médiation. Or, en 2015, alors même que la Turquie est victorieuse sur le plan purement militaire (elle abat un avion russe et son territoire ne sera désormais plus survolé), l'incident ouvre une grave crise dans laquelle elle se retrouve perdante. Au-delà des conséquences sur les relations bilatérales russo-turques, la réaction brutale d'Ankara l'engage dans une « spirale di sfiducia⁴⁴ » [spirale de méfiance] qui inquiète les pays voisins. Yelda Demirağ, spécialiste des relations russo-turques, estime ainsi, en 2016, que la Turquie

⁴⁰ « NATO says backs Turkey over Russian plane ». Reuters (en ligne). 24 novembre 2015. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/mideast-crisis-syria-stoltenberg/nato-says-backs-turkey-over-russian-plane-idUSL8N13J50O20151124> (dernière consultation : 2 novembre 2018).

⁴¹ « La crise de l'avion russe abattu par la Turquie en 10 phrases choc ». *L'Express*, 27 novembre 2015.

⁴² ZENGİN Gürkan. *Kuşatma : Türkiye'nin Beka Mücadelesi 2013-2017* [Le blocage : La bataille défensive de la Turquie 2013-2017]. Istanbul : İnkılap, 2018, p. 354-355.

⁴³ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2017.

⁴⁴ FRAPPI Carlo. « Ankara e il suo ruolo di broker nella regione ». ISPI (en ligne). 11 avril 2017. Disponible sur : <https://www.ispionline.it/en/node/16473> (dernière consultation : 12 novembre 2018).

a réagi à une provocation turque comme l'avait espéré Moscou⁴⁵. La réaction turque dans les mois suivants oscillera entre refus de présenter des excuses et tentatives de régler le conflit.

Cette comparaison permet de voir la différence notable entre la logique pro-active auparavant défendue et la politique réactive. Celle-ci prive la Turquie d'initiative, et la force à réagir à des événements accidentels, parfois incontrôlés, dans un contexte régional où elle subit l'actualité davantage qu'elle ne l'influence. On pourrait certes objecter qu'en 2010 aussi, la Turquie a dû réagir à des événements imprévus, et citer l'exemple du Mavi Marmara. Deux nuances sont cependant à apporter : premièrement, l'incident avec Israël peut être perçu comme une entorse, sur le strict plan de la méthode, à la doctrine de l'AKP⁴⁶, davantage d'ailleurs à l'initiative de Recep Tayyip Erdoğan que d'Ahmet Davutoğlu ; deuxièmement, l'incident s'inscrit dans une série de crises turco-israéliennes ayant vocation à rehausser le prestige turc au Moyen-Orient. Dans le cas de la crise avec la Russie, celle-ci n'a pas été voulue par l'AKP, mais ne dissonne pas avec la politique étrangère qu'il mène alors. En effet, les autres grandes séquences de la période 2014-2016 sont toutes marquées par une politique réactive de la Turquie. On aurait pu citer l'exemple de l'accord européen sur les réfugiés, dernier acte diplomatique majeur dans lequel Ahmet Davutoğlu a joué un rôle significatif. Il répond encore une fois à une situation que la Turquie a subi : la présence de millions de réfugiés syriens (dont l'accueil ne devait être que temporaire, l'AKP prévoyant une chute rapide du régime de Bachar al-Assad, qui permettrait leur réinstallation), leurs tentatives de rejoindre l'UE, l'agacement des pays européens face à ces flux de clandestins, et l'émotion suscitée par la photo d'Alan Kurdi, un enfant de 3 ans retrouvé mort sur une plage turque, alors que ses proches cherchaient à gagner la Grèce. Encore une fois, la politique de l'AKP sera réactive, répondant aux sollicitations de l'UE au lieu de prendre l'initiative.

L'abandon de la politique pro-active est donc acté entre l'été 2014 et l'été 2016. Cela ne signifie pas que la Turquie ne prenne plus d'initiatives, mais celles-ci sont de faible ampleur et visent à répondre à des problèmes immédiats la concernant. Surtout, dans les grands dossiers, Ankara n'a désormais plus le contrôle des événements initiaux, et sa marge de manœuvre consiste à

⁴⁵ DEMİRAĞ Yelda. « Rusya'nın Suriye politikası ve Türk-Rus ilişkilerine etkisi » [La politique syrienne de la Russie et son influence sur les relations turco-russes]. In DEMİRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Op. cit.*, p. 85.

⁴⁶ Cette interprétation est développée dans le chapitre 6 (1^{ère} sous-partie, 2^{ème} section, 3^{ème} sous-section) de cette thèse.

trouver des réponses aux problématiques qui se posent à elle, et non à ouvrir de nouveaux champs d'action diplomatique.

9.2.3. La difficulté à retrouver l'équilibre dans un cadre multidirectionnel

Contrairement à la logique de sortie du prisme sécuritaire et à la logique pro-active, le principe de diplomatie multidirectionnelle, même s'il n'est plus évoqué dans les discours des responsables de l'AKP, est toujours poursuivi en pratique. Le problème est ici celui de son application : fondamentalement, la Turquie peine à en tirer les avantages qu'il devait apporter. Pour rappel, le principe multidirectionnel devait faire de la Turquie non plus un pays périphérique de plusieurs régions politiques, ou un « pont », mais un « pays centre » [*merkez ülke*]. Son appartenance moyen-orientale devait être un atout vis-à-vis de ses partenaires européens, de même que ses alliances occidentales vis-à-vis du Moyen-Orient ou de l'Asie Centrale. Or, d'août 2014 à juillet 2016, la Turquie donne davantage l'impression d'hésiter entre ses appartenances géopolitiques, et de rester en conséquence en marge de chacune d'elle – donc isolée.

La difficulté de la Turquie à trouver un positionnement entre Russie et pays occidentaux est particulièrement révélatrice de cette rupture dans l'équilibre multidirectionnel. En théorie, l'alliance occidentale d'Ankara devrait valoriser son rôle comme interlocuteur de la Russie, et inversement, ses bonnes relations avec Moscou devraient rehausser son intérêt auprès des Européens et des Américains. Or, on constate à l'inverse que la Turquie se rapproche alternativement de l'un ou de l'autre sans obtenir une place autre que celui d'un partenaire secondaire. L'annonce du gazoduc TurkStream par Vladimir Poutine peut laisser espérer à l'AKP jouer un rôle de *hub* énergétique entre la Russie et l'UE. C'est le sens d'une analyse proposée par la SETA en janvier, et qui voit la Turquie remplacer l'Ukraine comme fournisseur d'hydrocarbures russes à l'Europe⁴⁷. Or, il apparaît que TurkStream a surtout vocation à remplacer le projet South Stream de livraison de gaz à l'UE. La Turquie devient ainsi, davantage qu'un intermédiaire, une auxiliaire de la Russie face aux difficultés que celle-ci rencontre avec Bruxelles. Mais elle reste un auxiliaire périphérique : le choix russe d'intervenir en Syrie, en

⁴⁷ « Turkey is Bound to Become a Regional Energy Hub ». SETA (en ligne). 24 janvier 2015. Disponible sur : <https://www.setav.org/en/turkey-is-bound-to-become-a-regional-energy-hub/> (dernière consultation : 6 août 2018).

septembre 2015, contre les groupes soutenus par Ankara, montre le peu de cas que Moscou fait de ce partenariat.

Dans ce contexte, la rapide dégradation des relations russo-turques, et la destruction du Soukhoï Su-24, vont amener Ankara à tâcher de réactiver ses alliances occidentales. Or, très rapidement, il apparaît que le soutien de l'UE et de l'OTAN à la Turquie, qui accuse la Russie d'avoir violé son espace aérien, est plus limité que ce qui était espéré. Pour l'AKP, la crise avec la Russie était un test important de ses alliances occidentales et de leur fiabilité⁴⁸. Or, la faiblesse de la réaction de l'OTAN, qui refuse de garantir à Ankara son soutien⁴⁹, montre à la Turquie que sa valeur stratégique n'a pas été réévaluée. « Si nous faisons attention, durant la crise avec la Russie, aucune voix européenne ne s'est fait entendre. La France, l'Angleterre, faisant pratiquement comme si la crise n'existait pas, ont laissé la Turquie seule⁵⁰. » Ce constat désabusé de Salih Yılmaz, spécialiste des relations russo-turques, témoigne d'une forme de déception qui va ancrer en Turquie l'idée que le pays est isolé et ne peut compter sur aucun partenariat. Même des alliés traditionnels de la Turquie, comme l'Azerbaïdjan, paraissent se détourner d'elle au profit de la Russie⁵¹. La politique multidirectionnelle se retrouve à ce moment dans une impasse puisque la Turquie, loin d'apparaître comme un pays-centre, semble renvoyée aux marges de la Russie comme de l'Occident, qui ne lui reconnaissent qu'une faible valeur comme partenaire.

L'accord avec les réfugiés permet d'observer la même situation. La Turquie est dans la situation inverse à celle que devrait permettre la diplomatie multidirectionnelle : au lieu d'être un atout dans ses relations avec l'UE, son appartenance moyen-orientale apparaît ici comme un handicap. En effet, l'accueil sur son sol de millions de réfugiés syriens entraîne à terme de lourdes tensions avec l'UE. En plus de donner un argument supplémentaire aux adversaires de l'intégration turque⁵², cette situation soumet Ankara à un double feu de critiques : d'une part, plusieurs pays européens ont le sentiment d'une incapacité turque à contrôler le passage des

⁴⁸ DEMİRAĞ Yelda. *Op. cit.*, p. 84.

⁴⁹ MEZZOFIORE Gianluca. « NATO warns Turkey it can't count on support in a conflict with Russia as tensions escalate ». *DailyMail* (en ligne). 20 février 2016. Disponible sur : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3455934/Nato-warns-Turkey-t-count-support-conflict-Russia-tensions-escalate.html> (dernière consultation : 1^{er} janvier 2019).

⁵⁰ YILMAZ Salih. *Op. cit.*, p. 13.

⁵¹ FRAPPI Carlo. *Op. cit.*

⁵² À titre d'exemple, l'auteur de ces lignes, lors d'une rencontre informelle avec des militants du parti souverainiste britannique *United Kingdom Independence Party* [UKIP], début 2016, a pu constater que la crainte d'une arrivée massive en Europe des réfugiés présents en Turquie si celle-ci adhérerait à l'UE était très présente et revenait régulièrement dans les conversations.

clandestins⁵³ ; d'autre part, à l'inverse, certains Européens reprochent à Ankara sa gestion brutale des flux de migrants⁵⁴. Les négociations entamées en novembre 2015 en vue de parvenir à un accord entre l'UE et la Turquie sur la gestion des réfugiés sont un test pour la capacité d'Ankara à travailler avec les institutions européennes. Dans un premier temps, ces discussions vont être perçues comme une relance du processus d'adhésion, dont certains chapitres sont effectivement remis à l'ordre du jour⁵⁵. En particulier, la Turquie tente d'inclure dans les négociations la question de l'obtention des visas vers l'espace Schengen, dont elle souhaite que la procédure soit supprimée ou simplifiée⁵⁶.

Après plusieurs rencontres, l'accord sera finalisé le 18 mars 2016. Pourtant, il apparaît rapidement qu'il ne rehausse pas vraiment la valeur stratégique de la Turquie, et qu'il maintient celle-ci dans le rôle de partenaire périphérique. En premier lieu, il est intéressant que noter que le texte⁵⁷ demeure une déclaration d'intention générale, qui fixe les modalités d'entente entre Bruxelles et Ankara sans en donner les détails. Peu de chiffres sont donnés, la répartition des sommes allouées à la Turquie (deux tranches de trois milliards d'euros) n'est pas très précise, la libéralisation du régime des visas est soumise à des « critères de références » non précisés (il apparaîtra par la suite que ceux-ci induisent une réforme des lois anti-terroristes, pourtant considérées par Ankara comme indispensable à sa sécurité nationale, mais que l'UE perçoit comme liberticides). Surtout, sa mise en application pratique se révèle décevante pour la Turquie. Alors que la date butoir de libéralisation du régime des visas était fixée à juin 2016, aucune avancée notable n'a été obtenue à ce terme⁵⁸. Si le 17^{ème} chapitre des négociations d'adhésion a été ouvert le 14 décembre 2015, et si l'accord du 18 mars prévoit l'ouverture du 33^{ème} chapitre, celui-ci n'est ouvert que le 1^{er} juillet. Le sentiment qui domine en Turquie est que l'accord a été utile, ponctuellement, pour les Européens, mais que les intérêts turcs n'ont pas été pris en compte. En discutant avec la population turque, on peut se rendre compte que

⁵³ - PATTERSON Tony. « Refugee crisis: Merkel offers 'dirty deal' on Turkey EU membership in exchange for help to stem flow of migrants ». *The Independent*, 18 octobre 2015.

- « Migrants : Sofia envoie un millier de militaires à la frontière turque ». *Le Point*, 17 septembre 2015.

⁵⁴ Migreurop [pseudonyme]. « UE/Turquie : enfermer les migrants, réprimer les mouvements, bombarder le Kurdistan ». Le blog de Migreurop (en ligne). 1^{er} décembre 2015. Disponible sur : <https://blogs.mediapart.fr/migreurop/blog/011215/ueturquie-enfermer-les-migrants-reprimer-les-mouvements-bombarder-le-kurdistan> (dernière consultation: 6 janvier 2019).

⁵⁵ - « Accord entre la Turquie et l'Union européenne pour l'accueil de réfugiés syriens ». *L'Express*, 29 novembre 2015.

- « L'UE relance l'adhésion de la Turquie ». *Le Figaro*, 14 décembre 2015.

⁵⁶ BALCI Ali. *Op. cit.*, p. 362.

⁵⁷ Consultable en français sur le site du Conseil Européen, via le lien suivant :

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/03/18/eu-turkey-statement/> (dernière consultation : 7 février 2019).

⁵⁸ RANKIN Jennifer. « Turkey fails to meet criteria for visa-free EU travel ». *The Guardian*, 15 juin 2016.

l'idée selon laquelle le pays assure un rôle de surveillance à bas coût pour une UE qui ne le prend pas en considération est très répandue – et ce, quelle que soit l'appartenance politique des interlocuteurs. Dans la revue *Ortadoğu Analiz*, Seven Erdoğan estime que l'UE ne s'est tournée vers la Turquie que par nécessité, et en a tiré plus d'avantage que cette dernière⁵⁹. Le bilan de l'accord du 18 mars ne peut certes pas encore être dressé, pour ce qui est de ses effets pratiques. Il apparaît néanmoins qu'en termes de représentation, il laisse l'impression d'une Turquie mise aux marges de l'UE, non plus en statut d'offreur mais de demandeur, et ne parvenant pas à obtenir ce qu'elle souhaite.

Le principe de diplomatie multidirectionnelle ne semble pas abandonné par l'AKP, mais connaît en réalité une grave altération. Certes, la Turquie continue de se tourner, « à 360° », vers les différents pôles de puissance mondiaux, notamment les pays émergents. Mais elle retrouve, vis-à-vis des régions proches, le caractère périphérique que sa doctrine devait justement conjurer : elle n'est plus perçue comme un pays-centre, mais comme un partenaire occasionnel et secondaire pour la Russie aussi bien que pour l'Union Européenne, tout en ayant déjà perdu beaucoup de son influence au Moyen-Orient.

9.2.4. Une réduction de la palette d'outils nécessaires à une politique multidimensionnelle

Le *soft power*, intégré dans le discours public turc à la fin des années 2000, est demeuré un instrument privilégié de l'AKP jusqu'en 2013 – connaissant même avec les révolutions arabes un développement nouveau, la Turquie se percevant comme une potentielle source d'inspiration pour les sociétés en transition. Il est le premier outil d'une politique multidimensionnelle qui s'appuie, parallèlement, sur l'action d'acteurs non-étatiques dans les domaines économique, culturel, humanitaire et religieux. Ces deux piliers de la politique multidimensionnelle se voient singulièrement diminués à partir de 2012.

Le *soft power* souffre de trois éléments. Premièrement, les tensions croissantes en politique intérieure, qui vont du mouvement de Gezi à la reprise des combats avec le PKK, en passant par une répression accrue des médias et de certains militants politiques, écornent considérablement le modèle démocratique que voulait proposer la Turquie. Deuxièmement, la

⁵⁹ ERDOĞAN Seven. « Göçmen krizi, Avrupa Birliği ve yeniden hatırlanan Türkiye » [La crise des migrants, l'Union Européenne et la Turquie dont on se souvient à nouveau]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 8, n° 74, mai-juin 2016, p. 65-67.

rupture diplomatique ou la situation de crise avec plusieurs pays de la région (Syrie, Égypte, Israël, Russie...) limite concrètement les possibilités d'influence turques en leur sein. Troisièmement, le retour violent de la thématique sécuritaire, avec l'émergence de groupes terroristes aux frontières et les attentats qui frappent le pays, conduisent *de facto* Ankara à privilégier le *hard power*. À ce titre, la perte d'influence auprès de Recep Tayyip Erdoğan du ministère des Affaires étrangères et d'Ahmet Davutoğlu, au profit de figures liées aux forces de sécurité (Hakan Fidan, patron des services secrets ; Hulusi Akar, chef d'État-Major) ou partisans d'une vision défensive (İbrahim Kalın) n'est pas anodine. Le président turc n'abandonne pas le *soft power*, mais les réponses qu'il privilégie désormais passent par la mobilisation des services de sécurité et de l'Armée. Tant la question du PKK que celle des tensions avec la Russie en Syrie sont traitées sous l'angle militaire et défensif.

Les acteurs non-étatiques sont toujours un instrument de la politique étrangère turque, mais la Turquie doit à partir de 2014 se priver de certains d'entre eux. L'exemple le plus frappant est bien sûr celui de la confrérie de Fethullah Gülen. Comme l'explique Bayram Balci, bon connaisseur de ce mouvement, « la 'désalliance' de l'AKP et de la meilleure incarnation du *soft power* turc porte un sérieux coup aux ambitions africaines de la Turquie⁶⁰ » (l'auteur cite également le cas du Caucase). Ce diagnostic est confirmé, deux ans et demi plus tard, par le chercheur Abdurrahim Sıradağ, qui estime qu'il a fallu « tout construire de nouveau⁶¹ » après la rupture. Federico Donelli explique que la diplomatie turque a dû fournir de gros efforts pour réussir à faire fermer les écoles de Fethullah Gülen en Afrique, et pour ensuite les remplacer par d'autres organismes culturels liés à l'État turc⁶². Ce processus (qui sera accéléré après le putsch manqué de juillet 2016) prend un certain temps, privant la Turquie dans cet intervalle de précieux intermédiaires.

La politique étrangère turque reste multidimensionnelle. Mais, en raison des difficultés à faire valoir le *soft power* et de la défection de certains acteurs non-étatiques, il apparaît désormais que la dimension militaire et diplomatique classique prend le pas sur les autres. Les outils de la politique multidimensionnelle sont toujours sollicités, en particulier dans les régions plus éloignées, mais dans son entourage proche, la Turquie fait désormais prévaloir les outils du *hard power*.

⁶⁰ BALCI Bayram. « La diplomatie active mais fragile de la Turquie en Afrique ». *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 101.

⁶¹ Entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

⁶² Entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

* * *

Au printemps 2016, on peut estimer que la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP a été très largement vidée de sa substance. Cela relève à la fois des choix de Recep Tayyip Erdoğan, qui abandonne consciemment certaines de ses logiques, et de circonstances extérieures qui empêchent de toute manière sa mise en application. La sortie du prisme sécuritaire, au profit de l'économie, du commerce et de la démocratisation interne, n'est plus à l'ordre du jour. C'est au contraire une logique sécuritaire qui prime, à l'inverse exact de l'essence de la doctrine théorisée dans les années 2000. La logique pro-active est également abandonnée, essentiellement parce que la Turquie doit subir les conséquences d'évènements sur lesquels elle n'a pas entièrement prise. Enfin, si la logique multidirectionnelle et multidimensionnelle reste toujours un élément de la politique de l'AKP, elle est plus difficile que jamais à mettre en application. *De facto*, cette logique aussi connaît un effacement partiel, même si cela ne relève pas forcément de la volonté des responsables turcs. La doctrine a été démantelée en moins de trois ans. Recep Tayyip Erdoğan étant désormais le principal maître-d'œuvre de la politique étrangère, il n'en élabore pas une nouvelle, mais se laisse guider par quelques perspectives visant à répondre aux urgences du moment.

9.3. L'adoption de stratégies s'appuyant sur des perspectives de plus court terme

À la question de savoir s'il existe encore une doctrine de l'AKP, par suite de la concentration du pouvoir dans les mains de Recep Tayyip Erdoğan, l'intégralité des observateurs interrogés donnent une réponse négative. Nuançant toutefois cet avis, Muhittin Ataman (SETA) évoque des « perspectives », qu'il oppose aux « théories⁶³ ». D'après lui, cela indique une appréhension plus réaliste de la situation, qui vise à répondre aux problèmes concrets qui se posent à la Turquie. Son analyse illustre la pensée qui va se développer au sein de l'AKP : ne plus élaborer une théorie doctrinale en politique étrangère, mais garder à l'esprit quelques objectifs généraux

⁶³ Entretien avec l'auteur, 8 juin 2018.

– des « perspectives » – sans prédéfinir les moyens de les atteindre. Le premier de ces objectifs est la sécurisation du territoire et de ses frontières. Il devient absolument prioritaire dans la politique stratégique et diplomatique turque, ce qui entraîne la mise en œuvre de nouvelles pratiques. Le second objectif est de mettre fin à l'isolement du pays sans le faire dépendre d'alliances trop contraignantes. C'est dans ce cadre que se développe un système de partenariats instables répondant à des thématiques spécifiques. Enfin, une perspective de plus long terme consiste à inscrire la Turquie dans des systèmes internationaux lui permettant de retrouver une influence diplomatique ; on observe cependant une hésitation entre les différentes options proposées, qui ne sont pas toutes compatibles entre elles.

9.3.1. L'obsession de la sécurité

La première « perspective » de Recep Tayyip Erdoğan et de l'AKP est la sécurité. Encore le terme est-il faible, et pourrait-on plutôt parler d'une « obsession ». Non pas dans le sens psychiatrique, à connotation péjorative, qu'on donne parfois au mot. Mais plutôt avec celui d'une idée répétitive, récurrente, qui parfois prend un caractère irrationnel. Bien entendu, la Turquie est sujette à de réelles menaces, comme le montrent les graves attentats qui frappent jusqu'à décembre 2016⁶⁴. Toutefois, ses réactions et ses stratégies à partir de l'accession de Recep Tayyip Erdoğan à la présidence de la République témoignent d'une vision extrêmement défensive, où tout acteur qui ne se range pas clairement derrière la stratégie définie est soupçonné d'être potentiellement hostile.

Les choix personnels de Recep Tayyip Erdoğan illustrent clairement cette nouvelle approche. Dès 2013, il a perdu le soutien d'intellectuels favorables à une négociation sur la question kurde, comme Cengiz Çandar, Hasan Cemal ou Ahmet et Mehmet Altan. Il se rapproche alors d'acteurs favorables à une gestion sécuritaire des thématiques kurde et syrienne, en particulier Hulusi Akar, le chef d'État-Major. D'après les confidences d'un amiral à la retraite, ce dernier

⁶⁴ En plus de l'attentat de Suruç, on peut notamment citer l'attentat qui frappe une manifestation pacifiste à Ankara le 10 octobre 2015 (102 morts), attribué à l'EI ; un attentat-suicide perpétré le 12 janvier 2016 par un militant de l'EI, à Istanbul (13 touristes majoritairement allemands tués) ; deux attaques à la voiture piégée, à Ankara, le 17 février et le 13 mars (respectivement 28 et 35 morts), et revendiquées par les Faucons de la Liberté du Kurdistan [*Teyrênbazê Azadiya Kurdistan*, TAK], un groupe terroriste issu du PKK ; un triple attentat-suicide à l'aéroport Atatürk d'Istanbul, le 28 juin, (47 morts), attribué à l'EI ; un attentat-suicide dans un mariage kurde (le marié étant militant du HDP), à Gaziantep, le 20 août (57 morts, dont 34 enfants), attribué à l'EI ; deux attaques aux véhicules piégés, le 26 août à Cizre et le 9 octobre à Semdinli (respectivement 11 et 18 morts), revendiquées par le PKK ; un double attentat au centre d'Istanbul, le 10 décembre (44 morts), revendiqué par les TAK ; enfin, une fusillade meurtrière dans une discothèque d'Istanbul, le soir du nouvel an (39 morts), revendiquée par l'EI.

n'est pas un partisan inconditionnel de Recep Tayyip Erdoğan, mais lui a apporté son soutien dès lors qu'il a été certain que le président ferait passer la sécurité du territoire avant tout autre objectif politique⁶⁵. Surtout, à partir de juin 2015, un lent processus de rapprochement est mis en œuvre avec les nationalistes. Le MHP approuve le choix de reprendre les affrontements armés avec le PKK, tout en restant très critique envers l'AKP. Cependant, au cours de l'année 2016, son dirigeant, Devlet Bahçeli, se rapprochera progressivement du parti présidentiel – jusqu'à conclure une alliance en 2017⁶⁶.

Ce nouvel objectif sécuritaire implique une convergence accrue des militaires et des civils – soit exactement l'inverse de l'objectif poursuivi par la doctrine jusqu'en 2013-2014. Le changement est plus profond encore, puisqu'on assiste à un renoncement du principe de non-ingérence militaire qui avait été respecté jusqu'alors⁶⁷. Désormais, l'idée d'utiliser la force armée pour régler un différend bilatéral ou mettre fin à une menace est mise en avant. Si l'incident du chasseur russe en est la manifestation la plus spectaculaire, d'autres éléments plus significatifs encore peuvent être observés. En particulier, la Turquie exige, au cours de cette période, la mise en place d'une zone tampon au nord de la Syrie, assortie d'une zone d'exclusion aérienne⁶⁸. Ankara plaide pour une initiative multilatérale dans ce sens, mais face au refus des alliés, l'idée d'agir seule en ce sens – à condition d'avoir obtenu un accord tacite de la Russie – se fait jour⁶⁹.

On constate ici que si l'objectif de sécurité est prioritaire, il ne suffit pas à définir un cap en politique étrangère. La Turquie n'est en effet pas en position d'agir seule. Une autre perspective est donc celle d'un système d'entente « à la carte », Ankara nouant des alliances de court terme en fonction de ses intérêts, sans s'engager outre mesure.

⁶⁵ Türker Ertürk, entretien avec l'auteur, 1^{er} octobre 2018.

⁶⁶ Les raisons de ce revirement de Devlet Bahçeli, qui promettait quelques mois plus tôt de faire juger Recep Tayyip Erdoğan, sont mal connues. Des rumeurs persistantes laissent entendre que l'AKP, ou les services secrets, disposeraient d'informations compromettantes à son sujet, sans qu'il soit possible d'en vérifier la véracité ou même la plausibilité. Il est néanmoins fort possible que la fermeté du président turc face au PKK et les perspectives d'une alliance électorale fructueuse, par suite de l'échec de novembre 2015, aient séduit le parti nationaliste.

⁶⁷ FRAPPI Carlo. *Op. cit.*

⁶⁸ - KANAT Kılıç Buğra, ÜSTÜN Kadir. *Turkey's Syrian refugees : Toward integration*. Istanbul : SETA, 2015, p. 42.

- LAGNEAU Laurent. « Encore un incident entre des F-16 turcs et un MiG-29 non identifié ». Zone militaire Opex 360 (en ligne). 6 octobre 2015. Disponible sur : <http://www.opex360.com/2015/10/06/encore-incident-des-f-16-turcs-mig-29-non-identifie/> (dernière consultation : 7 avril 2018).

⁶⁹ Özden Zeynep Oktav, entretien avec l'auteur, 11 juin 2018.

9.3.2. Crises ponctuelles, alliances variables : un système de partenariats instable

Fin 2018, la revue *Rossia v Globalnoi Politike* [La Russie dans la politique globale], une publication renommée qui se veut l'équivalent russe de Foreign Affairs, publie un article⁷⁰ de son rédacteur en chef, Fiodor Loukianov. Ce dernier y remet en cause l'idée d'un monde bâti sur des alliances solides et de long terme. Citant l'exemple des hésitations de Donald Trump ou la complexité de la relation sino-russe, il voit l'émergence d'une « liberté de choisir » qui implique par exemple que « les principes de la coopération économiques [soient] réévalués ». Surtout, il estime que la Russie, qui a renoncé à un système d'alliances fixes après la guerre froide, est mieux armée que d'autres États pour construire « des relations basées sur une convergence immédiate d'intérêts et la résolution de problèmes concrets sans prétendre à des alliances 'à la vie, à la mort' ». Mais il n'est pas anodin que, pour introduire son article, il donne l'exemple de la Turquie, qu'il voit comme une parfaite illustration de ce nouveau paradigme. Et effectivement, avec la concentration dans les mains de Recep Tayyip Erdoğan de la décision en politique étrangère, une nouvelle perspective se dessine, dans laquelle les alliances traditionnelles perdent en importance. La Turquie ambitionne d'agir de manière indépendante, ce qui a deux implications concrètes : premièrement, les alliances et les inimitiés se font temporaires, et peuvent se voir renversées en un laps de temps très court. Deuxièmement, il y a désormais un séquençage des sujets de coopération bilatérale, qui implique la possibilité d'alliances très ponctuelles sur des sujets précis, nonobstant les divergences générales.

Le caractère temporaire et précaire des alliances – mais aussi des adversités – s'inscrit dans la ligne du « splendide isolement » évoqué par İbrahim Kalın en août 2013. L'idée d'une absence de fiabilité des alliés traditionnels, d'une duplicité potentielle de tout partenaire, en est un moteur essentiel. Elle est facilitée par la diversité des conseillers gravitant autour du président Erdoğan : « il peut consulter des pro-américains, des pro-européens, des islamistes, ou même des eurasistes⁷¹ », explique un universitaire turc. De ce fait, en fonction des circonstances, le choix de construire ou réaffirmer une alliance peut être fait rapidement, mais sans implication de long terme, et laisser place quelques mois plus tard à une alliance opposée⁷². Il importe de

⁷⁰ *Courrier International* en a proposé une traduction française dans un hors-série évoquant une « nouvelle guerre froide » : LOUKIANOV Fiodor. « La notion d'allié n'existe plus ». *Courrier International*, 8 novembre 2018.

⁷¹ Haydar Çakmak, entretien avec l'auteur, 6 juin 2018.

⁷² De septembre à novembre 2015, la Turquie bascule ainsi d'une alliance russe basée sur la coopération énergétique à la réouverture de négociations avec l'UE et la réaffirmation de l'appartenance de l'OTAN, à la suite de la crise du Soukhoï Su-24.

bien distinguer cette perspective de la diplomatie multidirectionnelle héritée de la doctrine de l'AKP. Dans cette dernière optique, la Turquie assumait pleinement son appartenance à l'OTAN et son processus d'adhésion à l'UE ; les accords qu'elle pouvait nouer avec l'Iran, l'espace de libre-échange qu'elle envisageait avec la Syrie et plusieurs pays voisins, ne devaient pas concurrencer ces partenariats traditionnels, mais s'y additionner, renforçant la valeur stratégique turque au sein de tous ces espaces. Or, avec la perspective des alliances de court-terme, les ouvertures diplomatiques prises par la Turquie ne viennent pas renforcer un partenariat antérieur, mais s'y substituer au moins partiellement.

L'exemple des concurrences mémorielles au printemps 2015 illustre cet état d'esprit. Le 24 avril 2015 est en effet le centenaire de la rafle d'intellectuels arméniens de Constantinople, considérée par un certain nombre d'historiens comme le premier acte du génocide. Mais le jour suivant marque le centenaire du début de la bataille des Dardanelles, qui s'est achevée par une victoire ottomane face au corps expéditionnaire allié. La décision du Parlement Européen de reconnaître les massacres de 1915 comme un génocide, une qualification récusée par la Turquie, le 16 avril⁷³, irrite d'autant plus Ankara qu'elle survient trois jours après l'emploi de ce même terme par le pape François⁷⁴. Or, depuis plusieurs mois, la Turquie prépare une commémoration de la bataille des Dardanelles en invitant les nations qui y ont participé. Le choix est fait par les officiels turcs de mettre tout particulièrement l'accent sur la présence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ; à l'époque dominions britanniques, ces nations avaient subi de très lourdes pertes au cours de la bataille, un des éléments expliquant leur choix de rompre avec l'Empire Britannique. Comme l'explique l'historien Alexandre Toumarkine, le discours officiel turc insiste largement sur cet aspect de la bataille, car Australiens et Néo-Zélandais sont alors mise en scène comme des adversaires loyaux, pareillement victimes de l'impérialisme européen⁷⁵. Alors que le président arménien Serge Sarkissian accuse son homologue turc d'avoir mis en scène ce centenaire afin de faire oublier la commémoration du génocide, les Premiers ministres australiens et néo-zélandais sont reçus en grande cérémonie en Turquie⁷⁶. Cette commémoration ne débouche sur aucun accord économique ou diplomatique majeur, mais elle montre la capacité de la Turquie, face à des partenariats traditionnels considérés comme décevants, à mobiliser rapidement ses relations avec d'autres acteurs, même temporairement.

⁷³ JAULMES Adrien. « Le Parlement européen reconnaît le génocide arménien ». *Le Figaro*, 16 avril 2015.

⁷⁴ « Le pape commémore le 'génocide' arménien et s'attire les foudres de la Turquie ». *La Vie*, 13 avril 2015.

⁷⁵ TOUMARKINE Alexandre. « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances ». *Histoire@Politique*, n° 22, 2014/1, p. 200.

⁷⁶ « La Turquie fête le centenaire de la bataille de Gallipoli ». *Le Courrier australien*, 22 avril 2015.

Dans cette perspective, les crises et les inimitiés sont également susceptibles d'évoluer très rapidement et des coopérations ponctuelles peuvent être envisagées malgré de mauvaises relations bilatérales. Le processus de réconciliation avec Israël en est un excellent exemple. Il ne ressemble en rien à l'ancienne politique de « zéro problème avec les voisins ». Celle-ci postulait une coopération dans tous les domaines, qui devait permettre d'aplanir les différends, ou, à tout le moins, de ne pas faire dépendre toute la relation bilatérale de leur résolution. Or, le choix de se réconcilier avec Israël ne prépare absolument pas un réchauffement global des relations à long terme en vue d'une coopération approfondie. Il s'agit davantage d'un effet d'opportunité en vue de défendre des intérêts communs sur des thèmes très précis. La décision de cette réconciliation apparaît en effet comme une conséquence directe d'un contexte régional en redéfinition. Début 2016, un rapprochement entre la Turquie et les monarchies sunnites arabes⁷⁷ va de pair avec un refroidissement des relations avec Téhéran ; l'Iran apparaît dès lors comme une menace commune pour la Turquie et pour Israël, l'Azerbaïdjan faisant figure d'allié commun ayant intérêt à une réconciliation⁷⁸. On remarque au passage que cette tentative de rapprochement suit non seulement la période de tensions avec l'Iran, mais également la crise avec la Russie ; dans une Méditerranée Orientale si instable, trouver de nouveaux partenariats est une nécessité pour la Turquie⁷⁹. Le calendrier de la manœuvre est également important : en effet, Recep Tayyip Erdoğan prend sa décision de manière à négocier avec Tel-Aviv un accord devant permettre d'acheminer l'aide humanitaire de la Turquie aux Palestiniens de Gaza pour la fête de l'Aïd el-Fitr⁸⁰. Enfin, la réconciliation est loin d'aboutir à un retour à l'alliance antérieure, ou même à une coopération à large échelle. En réalité, en plus de l'accord concernant Gaza, la Turquie apparaît surtout intéressée par les ressources de gaz qu'Israël envisage d'exploiter en Méditerranée Orientale (y compris dans les eaux revendiquées par les autorités palestiniennes)⁸¹. Elle peut ainsi espérer compenser la réduction potentielle de son approvisionnement énergétique, suite à la crise avec la Russie qui met en danger ses importations d'hydrocarbures en provenance de ce pays. On est exactement dans le schéma évoqué par Fiodor Loukianov : pas de grandes ambitions en termes d'alliance, mais plutôt le

⁷⁷ Cette séquence est développée plus en avant dans le présent chapitre.

⁷⁸ ÇIÇEK Ceyhan. « Türkiye-İsrail ilişkilerinde yeni dönem » [Nouvelle période dans les relations Turquie-Israël]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 9, n° 78, janvier-février 2017, p. 38-39.

⁷⁹ SÖNMEZ Göktuğ. « İsrail-Türkiye ilişkilerinde dairesel döngü : yeniden yakınlaşma zamanı mı ? » [Le cercle vicieux dans les relations Israël-Turquie : est-ce à nouveau le temps du rapprochement ?]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 8, n° 73, mars-avril 2016, p. 69.

⁸⁰ KİRİŞÇİ Kemal. *Op. cit.*

⁸¹ - FRAPPI Carlo. *Op. cit.*

- SÖNMEZ Göktuğ. *Op. cit.*, p. 69.

choix de la coopération avec un acteur ciblé, même dans le cas de mauvaises relations bilatérales, en vue d'atteindre des objectifs précis.

Dans cette configuration nouvelle, le choix des partenariats, des alliances ou, éventuellement, des crises, revient largement au président Erdoğan. Cette politique n'est cependant pas totalement irrationnelle et on constate une volonté de l'inscrire dans des choix géopolitiques qui se veulent cohérents – mais ni exclusifs, ni définitifs.

9.3.3. L'exploration de nouvelles ouvertures

De l'été 2014 à l'été 2016, la Turquie, sous l'impulsion essentiellement de son président, cherche une nouvelle posture géopolitique, même si les options poursuivies se traduisent davantage dans les discours que dans les axes. Mue par l'impression d'être rejetée par ses partenaires traditionnels, elle développe, selon la formule de Bertrand Badie, « un nationalisme inédit où se confondent [...] une attitude de protection face à une tutelle occidentale jugée étouffante, mais aussi un sentiment revanchard exprimé par un rêve impérial sans cesse contrarié⁸² ». Cette vision qui s'accommode parfaitement du rapprochement avec le MHP pousse l'AKP à explorer des voies nouvelles, marquées soit par une vision plus identitaire, soit par l'entente avec d'autres États contestataires de l'ordre international. Tout au long de la période, la recherche d'une alternative eurasiatique à l'Occident est régulièrement évoquée ; elle est cependant compliquée par les relations difficiles avec la Russie et la relative faiblesse de la coopération politique avec la Chine. De l'automne 2015 au printemps 2016, alors que les tensions avec Moscou et Téhéran s'intensifient, la Turquie semble tentée par une confessionnalisation de sa politique étrangère, et cherche à s'inscrire dans une forme d'alliance sunnite, avec des résultats très mitigés. Enfin, cette séquence voit progressivement s'affirmer l'intérêt d'Ankara pour une région spécifique du continent africain, la Corne de l'Afrique, à laquelle sa politique étrangère accorde une importance croissante.

⁸² BADIE Bertrand, FOUCHER Michel. *Vers un monde néo-national ?* Paris : CNRS, 2017, p. 116.

9.3.3.1. La tentation de l'eurasisme et ses limites

Quoique présente dans les cercles de réflexion géopolitiques turcs depuis les années 1980 au moins⁸³, l'idéologie eurasiste obtient, avec l'accession à la présidence de la République de Recep Tayyip Erdoğan, une visibilité inédite. Le président lui-même, comme l'explique un politologue proche de l'AKP, n'est pas spécialement enthousiasmé par ce courant de pensée⁸⁴. Mais quatre éléments concomitants expliquent l'intérêt croissant pour une forme de partenariat eurasiatique à partir de 2014. Premièrement, les bonnes relations personnelles nouées entre Recep Tayyip Erdoğan et Vladimir Poutine ; deuxièmement, l'intérêt porté à l'eurasisme par certains de ses conseillers, comme Hakan Fidan⁸⁵ ; troisièmement, la dégradation de la relation avec les pays occidentaux suite au coup d'État égyptien et à leur choix de soutenir les YPG en Syrie ; enfin, la tenue du sommet d'Oufa, du 8 au 10 juillet 2015, en Russie. Ce dernier réunit concomitamment les BRICS et l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OSC), dont Moscou assure la double présidence. Associant plusieurs turcophones d'Asie Centrale, ce sommet enclenche le processus d'adhésion à l'OSC de l'Inde, du Pakistan et de l'Iran, dans une démarche marquée de volontarisme d'élargissement de l'organisation⁸⁶. C'est dans ce contexte particulier que le discours public turc intègre des éléments eurasistes, reposant sur deux piliers : d'une part, la volonté de coopération avec la Russie, et d'autre part, à plus long terme, l'éventualité d'une adhésion à l'OCS.

Le rapport de la SETA pour l'année 2014 met déjà en balance le processus d'adhésion à l'UE, d'une part, et les liens entretenus par la Turquie avec l'OSC et l'Union Eurasiatique voulue par Moscou⁸⁷. Le 31 juillet 2015, dans un entretien avec une télévision chinoise, Recep Tayyip Erdoğan fait savoir que l'adhésion de la Turquie à l'OCS est un des objectifs qu'il souhaite évoquer avec son homologue chinois⁸⁸. Il ajoute qu'il s'est déjà entretenu de ce sujet avec

⁸³ Voir le chapitre 2, 1^{ère} sous-partie, 3^{ème} section de la présente thèse.

⁸⁴ Erdinç Yazıcı, entretien avec l'auteur, 24 septembre 2018.

⁸⁵ - TÜFEKÇİ Özgür. *The foreign policy of modern Turkey : Power and the Ideology of Eurasianism*. Londres : I.B.Tauris, 2017, p. 121.

- Haydar ÇAKMAK, entretien avec l'auteur, 6 juin 2018.

⁸⁶ - GUÉLAUD Claire. « À Oufa, en Russie, les BRICS tiennent un sommet très politique ». *Le Monde*, 6 juillet 2015.

- MARCHAND Pascal. « Chine-Inde-Russie. Vers un 'triangle anti-hégémonique' ? » *Conflits*, n° 7, octobre-décembre 2015, p. 70-72.

⁸⁷ ERŞEN Emre. « Türkiye'nin Rusya ve Güney Kafkasya politikası 2014 » [La politique russe et sud-caucasienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 355.

⁸⁸ « Erdoğan, Türkiye'nin Şangay İşbirliği Örgütü'ne tam üye olmak istediğini açıkladı » [Erdoğan a fait savoir qu'il aimerait que la Turquie soit pleinement membre de l'Organisation de Coopération de Shanghaï]. Ulusal Kanal

Vladimir Poutine. Depuis septembre 2013, la Turquie a le statut de « partenaire de dialogue » de l'organisation. Elle le partage avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Cambodge, le Sri Lanka, et, depuis mars 2016, le Népal⁸⁹. Il est frappant de constater que, du côté de l'OSC, il y a une politique importante d'ouverture en particulier vers son sud-ouest. Dans cette optique, la Turquie peut espérer représenter un pôle occidental de l'organisation – au sens géographique, et peut-être, de par son appartenance à l'OTAN, politique du terme. Les grands travaux organisés dans le pays et à Istanbul au niveau des réseaux de transports sont parfaitement compatibles avec la volonté chinoise de développer un système de voies terrestres en direction de l'Europe (« nouvelles routes de la soie »). Mais davantage qu'à Pékin, c'est à Moscou que la Turquie s'adresse dans son discours eurasiste. L'accord sur le gazoduc TurkStream, en décembre 2014, s'inscrit parfaitement dans cette politique. Les infrastructures apparaissent ici comme un outil de coopération qui se veut aussi une potentielle alternative aux alliances occidentales. Pourtant, dans les faits, les ambitions eurasistes turques débouchent sur peu de réalisations entre 2014 et 2016, essentiellement en raison des problèmes politiques qui persistent entre Ankara et ses partenaires orientaux.

Tout au long de l'année 2015, la crise syrienne rappelle épisodiquement les désaccords entre la Turquie, d'une part, la Russie et la Chine, d'autre part. Avec Moscou, c'est plus généralement une lutte d'influence au Moyen-Orient qui transparaît, le soutien russe au nouveau régime égyptien étant, en particulier, mal perçu. Bien entendu, avec la crise du Soukhoï Su-24, ce partenariat va être encore davantage mis à mal. Mais même après la réconciliation qui se dessine au printemps et intervient en juin, on constate une forme de méfiance réciproque entre Ankara et Moscou. Plus que l'utilité de leur rapprochement, c'est leur fiabilité qui est réciproquement questionnée. Interrogé par le centre de recherche ORSAM en janvier 2017, Ahmet Yıldız, porte-parole du président Erdoğan pour les Affaires étrangères (2014-2016), se montre ainsi très réservé au sujet des relations turco-russes⁹⁰. Alors qu'il réaffirme une ferme appartenance à l'OTAN, il relativise le réchauffement avec Moscou en rappelant que ce type de coopération a déjà existé au cours de la guerre froide, mais que de gros désaccords demeurent sur la Syrie. L'intellectuel libéral Soner Çağaptay estime même que la Russie œuvre à une chute de Recep

(en ligne). 31 juillet 2015. Disponible sur : <https://www.ulusal.com.tr/gundem/erdogan-turkiye-nin-sangay-isbirligi-orgutu-ne-tam-uye-olmak-istedigini-acikladi-h69988.html> (dernière consultation : 9 novembre 2018).

⁸⁹ PANDA Ankit. « Nepal Becomes Shanghai Cooperation Organization Dialogue Partner ». *The Diplomat* (en ligne), 24 mars 2016. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2016/03/nepal-becomes-shanghai-cooperation-organization-dialogue-partner/> (dernière consultation : 25 avril 2018).

⁹⁰ YILDIZ Ahmet. *Turkey's national interest entails peace and stability in its region (Orsam Interviews on International Affairs n° 40)*. Ankara : ORSAM, 2017, p. 3-4.

Tayyip Erdoğan, par crainte de son influence au sein des sphères turcophones sunnites et des Tchétchènes, et qu'elle voit pour cette raison le PKK et le PYD comme des alliés potentiels⁹¹. Sans partager cette méfiance, le politologue conservateur Erdinç Yazıcı présente le rapprochement avec la Russie comme une obligation, accomplie sans enthousiasme, face à un Occident jugé défaillant⁹². La relation de confiance manque également dans les rapports avec la Chine. En particulier, au printemps 2015, les restrictions imposées par Pékin aux musulmans turcophones du Xinjiang au moment du jeûne provoquent une vague de colère populaire en Turquie⁹³. L'ampleur des manifestations conduit la Chine à s'inquiéter et à mettre en garde ses touristes se rendant sur place⁹⁴. Si la visite du président Erdoğan à Pékin, à la fin du mois de juillet, est l'occasion pour lui de rappeler la bonne entente entre les deux pays, ces incidents témoignent d'une relation de méfiance profondément ancrée au sein de la population – un élément que l'AKP ne peut ignorer à terme, dans un système où la politique étrangère est aussi pensée pour répondre aux aspirations populaires, au moins dans les apparences.

Il est probable en réalité que l'influence eurasiste sur la politique étrangère turque de 2014 à 2016 a été, tant par ses promoteurs que par certains observateurs occidentaux, surévaluée. Il convient plutôt de signaler le diagnostic que le chercheur Jean-Baptiste Le Moulec applique au monde arabe : selon lui, la Turquie a surtout « développé une vision autonome de ses intérêts, animée par la conviction que le vent soufflera désormais d'Orient », et fait le choix « d'une forme de Realpolitik qui pourrait payer à long terme⁹⁵. » Il est permis d'estimer que cette analyse s'applique tout aussi bien au choix eurasiste, option envisagée lorsque les intérêts turcs peuvent s'y retrouver, mais qui semble difficile à concrétiser dans un système de coopération politique institutionnalisée.

⁹¹ ÇAĞAPTAY Soner. *The new Sultan : Erdogan and the Crises of Modern Turkey*. Londres : I.B. Tauris, 2017, p. 173-174.

⁹² Entretien avec l'auteur, 24 septembre 2018.

⁹³ POULIQUEN Fabrice. « Turquie : Nouvelles manifestations antichinoises en soutien aux Ouïghours ». *20 Minutes*, 9 juillet 2015.

⁹⁴ CHAULIN Charlotte. « La Chine s'inquiète pour ses concitoyens visitant la Turquie ». *Le Figaro*, 6 juillet 2015.

⁹⁵ LE MOULEC Jean-Baptiste. « La Turquie est-elle encore une puissance régionale ? ». *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 67.

9.3.3.2. Un essai délicat d'intégration dans un axe sunnite

Alors même que l'AKP, depuis son arrivée au pouvoir, s'est abstenu d'une diplomatie confessionnelle qui privilégierait les États sunnites au détriment des États chiites, et que ses discours officiels réfutent cette opposition, 2015 semble être un tournant. Le discours se fait beaucoup plus dur vis-à-vis de l'Iran, accusé de sectarisme, et un rapprochement voit le jour avec les monarchies sunnites du Golfe. Celui-ci, cependant, apparaît avec le recul encore plus fragile que l'option eurasiste.

Sous la présidence de Recep Tayyip Erdoğan se développe en Turquie une méfiance marquée envers un Iran soupçonné de volonté « hégémonique⁹⁶ ». Comme l'explique Şaban Kardaş, les relations turco-iraniennes sont traditionnellement dépendantes de trois facteurs : les forces internes au sein de chaque pays ; les dynamiques régionales ; et les relations entre la Turquie et les autres acteurs internationaux⁹⁷. Or, ces deux derniers éléments, à partir de 2014, tendent les relations entre Ankara et Téhéran. Au soutien iranien à Bachar al-Assad, et aux soupçons de complaisance de la Turquie à l'égard de groupes djihadistes sunnites en Irak et en Syrie, s'ajoute la question du Yémen⁹⁸. À partir de l'été 2014, les Houthis, un groupe politico-théologique associé à l'islam chiite zaidite, se soulèvent contre le pouvoir issu du changement de régime, avec le soutien de l'ancien président Ali Abdallah Saleh (1978-2012). De janvier à février 2015, ils prennent le contrôle de Sanaa, la capitale du pays, ainsi que de larges pans du territoire, forçant le président Abd Rabbu Mansour Hadi (depuis 2012) à s'exiler en Arabie Saoudite. Le 25 mars 2015, Riyad décide de s'engager militairement, à la tête d'une coalition regroupant de nombreuses puissances sunnites (dont l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, le Maroc et le Qatar), pour combattre les Houthis, que l'Iran est soupçonné de soutenir et d'armer. Baptisée « Tempête Décisive », puis « Restaurer l'Espoir », l'opération reçoit le soutien d'Ankara, qui exige notamment le retrait de l'Iran du Yémen⁹⁹.

Ce tournant anti-iranien de la politique étrangère turque s'accompagne d'une confessionnalisation inédite du discours géopolitiques de l'AKP¹⁰⁰. Par exemple, le 30 octobre

⁹⁶ KARDAŞ Şaban. « 'Çevrelenen' İran ve Türkiye : dikkatli iyimserliğe devam ? » [L'Iran et la Turquie 'encerclés' : le retour d'un optimisme prudent ?]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 9, n° 82, p. 8.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 8-9.

⁹⁸ Pour une brève synthèse en français de la situation yéménite, lire : POIRIER Marie. « Yémen ». *Moyen-Orient*, n° 31, juillet-septembre 2016, p. 66-67.

⁹⁹ STEIN Aaron. « Turkey's Yemen Dilemma ». *Foreign Affairs*, 7 avril 2015.

¹⁰⁰ Les raisons de ce tournant sont assez difficiles à dégager, et les observateurs interrogés dans le cadre de cette recherche hésitent souvent à donner une réponse précise ; beaucoup évoquent, davantage comme une hypothèse que comme une certitude, la volonté de l'AKP de renouveler le soutien de sa base électorale conservatrice.

2014, alors qu'il s'exprime à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), le président Erdoğan dénonce un fanatisme sectaire de l'Iran et de l'Irak¹⁰¹. En effet, les autorités de Bagdad ne sont pas épargnées par le discours de l'AKP, même si les accusations de sectarisme visent davantage le Premier ministre Nouri al-Maliki (2006-2014) que son successeur Haïder al-Abadi¹⁰². C'est dans ce contexte qu'est entrepris un rapprochement avec les monarchies sunnites du Golfe, réunies au sein du CCG, et plus spécifiquement avec l'Arabie Séoudite. Les deux pays partagent à l'époque non seulement une méfiance commune vis-à-vis de ce qu'ils appellent « l'axe chiite », et notamment en Irak, mais aussi une certaine forme de déception vis-à-vis de Barack Obama, jugé trop complaisant envers l'Iran et les milices kurdes¹⁰³. Cette alliance se matérialise en janvier 2016, lorsque l'Arabie Séoudite fait exécuter, parmi plusieurs dizaines d'opposants, le cheikh Nimr Baqr al-Nimr, une haute figure chiite. Alors que cette décision provoque la colère des populations chiites mais également de nombreux militants des droits de l'homme, le président Erdoğan choisit de défendre l'Arabie Séoudite au nom de la non-ingérence, s'attirant du même coup les foudres de l'Iran¹⁰⁴. Cette alliance sunnite paraît se renforcer en avril 2016, alors qu'Ankara accueille le treizième sommet de l'OCI. Même si le président turc y appelle à l'unité du monde musulman, le communiqué final¹⁰⁵ apparaît comme particulièrement dur à l'égard de l'Iran. Les signataires y condamnent notamment les attaques commises contre des représentations diplomatiques séoudiennes en Iran, suite à l'exécution du cheikh Baqr al-Nimr, défendent cette décision, et blâment Téhéran pour « son soutien continu au terrorisme ». Ils dénoncent également le Hezbollah « pour les actes terroristes qu'il a perpétrés » et « pour son soutien à des mouvements et groupes terroristes ». Ankara paraît alors pleinement intégré dans une alliance sunnite dirigée contre l'Iran, et marquant sa solidarité avec l'Arabie Séoudite. Pourtant, avec le recul, plusieurs éléments, déjà présents à l'époque, permettent d'expliquer que cette tendance n'ait pas débouché sur un positionnement politique de long terme et se soit rapidement affaiblie.

¹⁰¹ İNAT Kemal, YEGİN Abdullah. « Türkiye'nin İran politikası 2014 » [La politique iranienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Op. cit.*, p. 147.

¹⁰² *Ibid.*, p. 148.

¹⁰³ - BARCHARD David. « Ne faisant plus confiance aux États-Unis, Ankara et Ryad forgent une nouvelle alliance ». Middle East Eye (en ligne). 14 avril 2016. Disponible sur : <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion/ne-faisant-plus-confiance-aux-etats-unis-ankara-et-ryad-forgent-une-nouvelle-alliance> (dernière consultation : 12 novembre 2017).

- ERBOĞA Abdullah. « Ankara-Riyad yakınlaşması » [Le rapprochement Ankara-Riyad]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 8, n° 77, novembre-décembre 2016, p. 44-45.

¹⁰⁴ WITHNALL Adam. « Iran blames Turkey's Recep Tayyip Erdogan over killing of Shia cleric in Saudi Arabia ». *The Independent*, 8 janvier 2016.

¹⁰⁵ Consultable en français sur le site de l'OCI, via le lien suivant : <https://www.oic-oci.org/docdown/?docID=212&refID=5> (dernière consultation : 10 janvier 2019).

Premièrement, les relations économiques turco-iraniennes restent particulièrement intenses. Certes, avec l'abandon de la doctrine de l'AKP, l'économie et le commerce passent au second plan de la politique étrangère, ce qui explique d'ailleurs peut-être en partie la moindre retenue de la Turquie vis-à-vis de l'Iran. Il n'en reste pas moins que les deux pays ont signé un accord commercial préférentiel le 1^{er} janvier 2015¹⁰⁶, et que dans le contexte d'une potentielle réintégration iranienne dans le marché économique mondial suite à l'accord sur le nucléaire du 14 juillet 2015, les intérêts turcs ne sont pas dans une rupture de la coopération. Deuxièmement, il ne faut pas oublier la présence parmi les conseils de Recep Tayyip Erdoğan (et malgré le caractère de plus en plus personnel des prises de décision de ce dernier) de plusieurs figures favorables à une bonne entente avec l'Iran. En plus de Hakan Fidan, aux sympathies iraniennes marquées, on peut mentionner Ahmet Davutoğlu, à l'influence déclinante, mais qui demeure chef du gouvernement et qui a insisté, dans ses écrits théoriques, sur la nécessité d'une coopération turco-iranienne. Enfin, l'intégration approfondie de la Turquie à une alliance sunnite dirigée par Riyad est empêchée par la présence en son sein de l'Égypte, avec laquelle les relations sont toujours rompues. Aussi, lorsqu'au printemps 2017, la brouille entre l'Arabie Séoudite et le Qatar brisera l'unité du CCG, l'impact en sera assez faible sur la Turquie, qui renonce en réalité dès l'été 2016 à poursuivre une politique basée sur la solidarité sunnite.

9.3.3.3. À la recherche d'une nouvelle profondeur stratégique en Afrique ?

L'Afrique peut-elle constituer pour la Turquie un terrain d'action similaire à ce qu'était, dans l'idéal recherché par sa doctrine, le Moyen-Orient ? La question paraît étrange au premier abord, car l'ampleur des relations économiques, du passé historique et des intérêts de sécurité d'Ankara y est incomparable. Pourtant, c'est à cette époque que l'on voit apparaître, dans la politique étrangère turque, un intérêt plus marqué pour une région spécifique du continent : la Corne de l'Afrique.

Cette politique ne se fait pas à l'aveugle. Plusieurs témoignages informels laissent à supposer que le président Erdoğan n'est pas un excellent connaisseur de l'Afrique et consulte donc régulièrement des organismes comme la SETA sur ce dossier. Or, la fondation consacre plusieurs travaux à l'Afrique, en particulier sous la plume de Mehmet Özkan, qui a la

¹⁰⁶ ÖZTÜRKLER Harun. « Türkiye-İran ekonomik ilişkileri » [Les relations économiques Turquie-Iran]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 9, n° 82, septembre-octobre 2017, p. 80.

particularité d'avoir étudié à Johannesburg, en Afrique du Sud, d'avoir enseigné au Caire, tout en ayant également une excellente connaissance d'une autre région intégrée dans la doctrine de l'AKP, l'Amérique Latine¹⁰⁷. D'après un universitaire qui n'a pas tenu à être cité nominalement, « Mehmet Özkan est, avec Kani Torun¹⁰⁸, le principal conseiller du président pour ce qui regarde l'Afrique ». En 2014, il publie notamment, pour la SETA, un bref ouvrage consacré à la Somalie¹⁰⁹, qui intéresse la Turquie depuis 2011. Il y met en avant la possibilité d'action turque notamment via l'aide humanitaire. Et effectivement, en 2015 et 2016, on constate un réel engouement turc pour ce pays, le président Erdoğan s'y rendant notamment pour inaugurer le nouvel aéroport de Modagiscio¹¹⁰, en février 2015, puis en juin 2016, à nouveau, cette fois-ci pour inaugurer la nouvelle ambassade de Turquie¹¹¹. Ankara privilégie une diplomatie africaine qui joue beaucoup sur l'humanitaire – c'est peut-être là que le principe de diplomatie multidimensionnelle se voit le mieux préservé –, et joue également sur l'implantation dans des zones de crises : Federico Donelli, que ses activités ont amené à rencontrer des représentants des milieux économiques, se dit ainsi surpris de la facilité qu'ont les hommes d'affaires turcs à investir dans des régions considérées comme dangereuses, et qui rebutent la plupart des investisseurs occidentaux ou chinois¹¹².

Mais la Turquie ne se limite pas à la Somalie. Si l'Égypte, objet de toutes ses attentions jusqu'au coup d'État de 2013, n'est plus un partenaire politique, le fait qu'Ankara devienne le premier investisseur en Éthiopie en 2015¹¹³ ainsi que la mise en place de discussions économiques et financières régulières avec le Soudan¹¹⁴ indiquent un intérêt particulier pour la côte occidentale de la mer Rouge. Il est permis de se demander si la Turquie n'envisage pas alors, en se basant sur un héritage historique commun¹¹⁵, et en considérant le caractère stratégique de la mer Rouge, de devenir un acteur majeur dans la Corne de l'Afrique. Cette ambition qui s'exprime,

¹⁰⁷ Une brève présentation de cet académicien est faite sur le site Bepress : <https://works.bepress.com/mehmetozkan/> (dernière consultation : 10 janvier 2019).

¹⁰⁸ Dont le rôle est évoqué dans le chapitre 7, dernière sous-section.

¹⁰⁹ ÖZKAN Mehmet. *Turkey's involvement in Somalia : Assesment of a State-building in progress*. Istanbul : SETA, 2015, 61 p.

¹¹⁰ MEYNIAL Claire. « Afrique - Turquie : Erdogan fait ses emplettes en Somalie ». *Le Point*, 13 février 2015.

¹¹¹ ARSENEAULT Michel. « Tapis rouge pour le président turc en Somalie ». RFI (en ligne). 3 juin 2016. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20160603-tapis-rouge-president-turc-somalie-recep-tayyip-erdogan> (dernière consultation : 24 janvier 2018).

¹¹² Entretien avec l'auteur, 27 septembre 2018.

¹¹³ « La Turquie, premier investisseur en Ethiopie ». *Ethioplus : Bulletin mensuel de l'ambassade d'Éthiopie en France*, février 2015.

¹¹⁴ « 2nd Turkey - Sudan Round-Table Meeting Held ». TASAM (en ligne). 4 janvier 2016. Disponible sur : http://www.tasam.org/en/Icerik/23665/2nd_turkey_-_sudan_round-table_meeting_held (dernière consultation : 30 janvier 2018).

¹¹⁵ Dans sa plus grande extension, l'Empire Ottoman exerçait sa souveraineté ou sa suzeraineté sur une partie du Soudan, les côtes occidentales de la mer Rouge et une partie de l'actuelle Somalie.

et qui après l'été 2016 se renforcera encore – ces pays seront parmi les plus rapides à fermer les écoles de la confrérie de Fethullah Gülen –, ne suffit naturellement pas à faire une doctrine, et n'est pas comparable à l'intérêt porté par la Turquie au Moyen-Orient dans les années 2000, ou même à l'Asie Centrale dans les années 1990. L'intérêt pour la Corne de l'Afrique reste toutefois une tendance qui se renforce sous la présidence de Recep Tayyip Erdoğan et devient un élément non négligeable de la politique étrangère turque.

* * *

À partir de l'été 2014, l'accession à la présidence de la République de Recep Tayyip Erdoğan a pour conséquence l'abandon de la doctrine élaborée par l'AKP, et qui s'est vue remise en cause à partir des échecs de 2013. En empêchant l'émergence de figures fortes au sein de son parti et en concentrant les pouvoirs, notamment en ce qui concerne la prise de décision en matière stratégique et diplomatique, le président turc fait dépendre la politique étrangère de ses propres initiatives – même s'il s'appuie à l'occasion sur de nombreux conseillers. Avec ce nouveau mode d'exercice du pouvoir, et en raison des évolutions internes et régionales, les grandes logiques qui sous-tendaient la doctrine de l'AKP sont très altérées. Le prisme sécuritaire est de nouveau privilégié, les objectifs de coopération commerciale passant au second plan ; cela implique un durcissement du pouvoir politique, notamment sur la question kurde, et la possibilité de recourir à la force pour régler les différends aux frontières. La politique, de pro-active, devient défensive, donc réactive ; la Turquie ne prend plus d'initiative, et semble même subir les événements, essayant d'y réagir sans parvenir à les anticiper. Certes, la diplomatie se veut toujours multidirectionnelle, mais l'équilibre entre les partenariats est difficile à tenir, la Turquie se voyant reléguée en périphérie de chacune des régions géopolitiques qu'elle souhaitait intégrer. Son *soft power* et sa capacité à mener une politique multidimensionnelle sont également altérés, respectivement par la dégradation de son image auprès de ses partenaires étrangers et par la lutte entre le président Erdoğan et la confrérie de Fethullah Gülen. Largement tombée en déshérence, la doctrine n'est remplacée que par de grandes orientations, qui visent davantage à résoudre les problématiques de court terme qu'à théoriser un nouveau rôle géopolitique. La sécurité devient le guide essentiel de la politique étrangère ; la Turquie fait alors le choix d'une forme d'isolement qui la conduit à privilégier

des partenariats ponctuels, plutôt qu'à intégrer des alliances de longue durée ; du reste, sa recherche d'un nouveau cap géopolitique n'aboutit pas à des résultats probants. Si son intérêt pour la Corne de l'Afrique commence à se faire sentir, l'option eurasiste prônée par certains milieux se heurte à de sérieuses difficultés, tandis que l'intégration à une forme d'alliance sunnite n'aboutit à rien de concret. À l'été 2016, il est désormais clair que la Turquie, réconciliée avec la Russie et Israël sans pour autant avoir clarifié ses relations avec l'UE, le CCG, l'Iran ou la Syrie, n'a plus aucune doctrine en matière stratégique et diplomatique, ni de vraie possibilité d'en élaborer une nouvelle.

Conclusion

Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, des forces militaires s'emparent des points stratégiques des grandes villes turques (ponts, sièges de médias, grandes places publiques...) et leurs porte-paroles annoncent agir en vue d'un rétablissement de la démocratie – un *modus operandi* qui n'est pas sans rappeler certains des coups d'États qu'a connus la Turquie. L'opération n'émane que d'une partie de l'institution militaire et le chef d'État-major Hulusi Akar se voit pour sa part détenu par les putschistes. Le président Erdoğan s'adresse à la chaîne américaine CNN via l'application « Facetime », dénonce un coup d'État et appelle la population à descendre dans la rue. L'opération militaire est également condamnée par le Premier ministre Binali Yıldırım et l'ancien président de la République Abdullah Gül. Dans les heures qui suivent, le coup d'État apparaît voué à l'échec. Une de ses principales figures, le général Semih Terzi, abattu par un sous-officier, échoue à s'emparer du quartier général des forces armées. Malgré l'emploi de la violence (le palais président et le Parlement sont notamment bombardés), les militaires factieux se retrouvent en infériorité numérique. Ils ne reçoivent par ailleurs aucun soutien international significatif, et se heurtent à une opposition populaire massive, la foule se rendant sur les grandes places et artères pour les affronter. Au matin du 16 juillet, le coup d'État apparaît clairement comme un échec. Il a néanmoins profondément marqué le pays. Plus de 250 Turcs ont trouvé la mort (dont un tiers de putschistes et de nombreux civils), et si le régime est resté solide et a pu obtenir le soutien populaire, la personne de Recep Tayyip Erdoğan s'est vue menacée. Rapidement, le gouvernement turc accuse la confrérie de Fethullah Gülen d'être à l'origine de cette opération. Sur le plan interne, plusieurs mesures de rétorsion sont prises, dont les plus spectaculaires sont le limogeage de milliers de fonctionnaires travaillant au sein des forces de sécurité, de la Justice, de l'Enseignement, du corps diplomatique et d'autres grandes institutions.

Sur le plan externe, le coup d'État manqué précipite la réconciliation, déjà largement avancée, avec la Russie. En effet, le président Erdoğan met en balance les réactions de ses partenaires occidentaux, accusés d'avoir fait preuve d'attentisme (et qui critiquent les licenciements massifs), avec le soutien que lui apporté Vladimir Poutine dès les premières heures du putsch.

La visite du président turc à Moscou le 9 août suivant est l'occasion de concrétiser cette réconciliation. Les deux chefs d'État annoncent en particulier la relance du gazoduc TurkStream. Ce n'est pas le seul tournant diplomatique qui se produit cet été. La coopération avec la Russie permet à Ankara d'obtenir la neutralité bienveillante de Moscou lorsque la décision est prise de lancer, le 24 août, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » [*Fırat Kalkanı*], une intervention militaire sur le sol syrien en vue de reprendre les zones frontalières à l'EI et, surtout, aux Forces Démocratiques Syriennes (FDS) qui intègrent les YPG kurdes. Achevée en mars 2017, l'opération permet la capture des villes de Jarablus et Al-Bab, conjointement avec les forces rebelles syriennes. Une nouvelle opération, baptisée « Rameau d'Olivier » [*Zeytin Dalı Harekâtı*], de janvier à mars 2018, vise à chasser les YPG de la ville d'Afrin – encore une fois, l'accord russe a été recherché, notamment lors d'un séjour à Moscou de Hakan Fidan et Hulusi Akar¹. Ces interventions fragilisent l'alliance de la Turquie avec les États-Unis et plusieurs pays européens, qui soutiennent les FDS.

La période qui suit le coup d'État est marquée par une personnalisation accrue du pouvoir exécutif turc. Le rapprochement de Recep Tayyip Erdoğan avec le parti nationaliste MHP, qui soutient notamment ses interventions contre les YPG, lui permet de faire passer le projet d'une réforme constitutionnelle. Adoptée par référendum (à 51,37%, un résultat serré qui s'est accompagné d'accusations de fraudes de la part de l'opposition), c'est en réalité une nouvelle Constitution qui est mise en place. L'objectif affiché d'un régime présidentiel est de permettre au président de la République de disposer de pouvoirs considérables. Comme l'admet un député de l'AKP lui-même, « depuis la réforme constitutionnelle, c'est le président qui prend toutes les grandes décisions en politique étrangère² ». La victoire de Recep Tayyip Erdoğan à l'élection présidentielle du 24 juin 2018 (il est élu au premier tour avec 52,6% des voix) lui permet de mettre en application ce nouveau modèle. Dès lors, en matière stratégique et diplomatique, l'AKP perd très largement son potentiel de conseil et de décision (déjà affaibli dans les années précédentes), au profit de la seule figure présidentielle. Tant l'organisation du pouvoir que les décisions prises au niveau international marqueront une très large autonomisation vis-à-vis de la doctrine stratégique et diplomatique qui avait été théorisée dans les années 2000.

¹ MARCOU Jean. « L'offensive turque à Afrine, une opération militaire incertaine aux conséquences stratégiques imprévisibles ». *Diplomatie*, n° 91, mars-avril 2019, p. 14.

² Zafer Sirakaya, entretien avec l'auteur, 19 mars 2019.

Une doctrine stratégique et diplomatique à plusieurs dimensions

La séquence d'élaboration de la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP apparaît relativement longue. Si l'on se penche sur les doctrines géopolitiques qui ont le plus marqué l'histoire des relations internationales, il est intéressant de constater qu'elles apparaissent dans un temps court. La doctrine de l'endigement du communisme, par exemple, est formulée au printemps 1947, soit moins de deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui avait posé les bases de la guerre froide. Il en va de même de la doctrine Brejnev, exemple classique de doctrine visant à donner une justification théorique à une action antérieure de politique étrangère (l'intervention de l'Union Soviétique et de ses alliés pour chasser du pouvoir les réformateurs tchèques à l'été 1968) ; elle est élaborée au cours de l'année 1968 et ne variera guère au cours des deux décennies suivantes.

A contrario, la doctrine de l'AKP a subi un long processus de maturation avant de se voir exprimée au cours de plusieurs articles, de 2008 à 2010, qui ont permis de comprendre sa structuration. Elle plonge ses racines dans la pensée de plusieurs intellectuels : Ahmet Davutoğlu tout particulièrement, mais également Abdullah Gül (notamment pour les questions européennes) et dans une moindre mesure Bülent Arınç, Cengiz Çandar et Yalçın Akdoğan. Eux-mêmes, du reste, sont marqués par les idéologies et politiques qui ont structuré la politique étrangère turque, en particulier la vision néo-ottomaniste de Turgut Özal, et celle d'İsmail Cem. Mais cette pensée est également combinée à l'expérience qu'acquiert l'AKP au cours de son premier mandat ; oscillant entre la tentation de l'alliance américaine, le rapprochement avec l'UE et déjà de premières ouvertures au Moyen-Orient et à l'Afrique, le parti pose des bases solides à sa future politique étrangère. Dans ce processus, Recep Tayyip Erdoğan joue un rôle absolument crucial, même si le concours que lui apportent des figures comme Yaşar Yakış ou Abdullah Gül est précieux.

En somme, si la doctrine qui se dessine au cours du second mandat de l'AKP est essentiellement présentée à travers les articles d'Ahmet Davutoğlu, qui apparaît ainsi comme son théoricien, elle est en réalité le fruit d'un travail collectif. Celui qui devient ministre des Affaires étrangères à partir de mai 2009 a surtout permis d'offrir une cohérence intellectuelle aux décisions antérieures et de structurer un discours à destination de l'opinion publique et des partenaires internationaux. La doctrine qu'il présente poursuit trois objectifs : le développement

économique et commercial est prioritaire ; la sécurité du pays demeure importante, mais se voit reléguée au second plan, et abordée sous un prisme nouveau, privilégiant la coopération plus que la méfiance ; enfin, la recherche d'un prestige et d'une influence aux échelles régionale et mondiale émerge comme objectif inédit de la Turquie. Pour répondre à cette ambition, trois logiques d'action sont mises en avant : une logique de sortie du prisme sécuritaire, qui repose à la fois sur la recherche d'un équilibre entre liberté et sécurité, et la pacification des relations frontalières ; une logique pro-active, qui encourage le pays à multiplier les initiatives ; enfin, une logique multidirectionnelle et multidimensionnelle, selon laquelle la Turquie doit s'adresser à un maximum de partenaires, en mobilisant pour cela tous les canaux d'influence, classique ou novateurs. La doctrine développe l'idée de cercles concentriques : la Turquie doit cibler en priorité le Moyen-Orient, où elle peut espérer établir sa profondeur stratégique ; elle doit accorder également une importance cruciale aux régions voisines (UE et Balkans, mer Noire et Caucase) sans négliger pour autant des régions plus lointaines comme l'Afrique Subsaharienne, l'Amérique Latine ou l'Asie Orientale, où elle doit établir sa présence. Parmi les outils recommandés, une tentative de jouer sur le ton du *soft power*, et d'utiliser des actions non-étatiques, comme les ONG. Une fois théorisée, cette doctrine est, jusqu'au printemps 2011, scrupuleusement mise en application ; si certains évènements, comme la crise avec Israël, ne relèvent pas explicitement de cette mise en application, les grandes initiatives turques (accord tripartite avec l'Iran et le Brésil, intensification du partenariat avec la Syrie, ouverture diplomatique majeure en Afrique...) s'y inscrivent pleinement.

En cela, la doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc présente un aspect assez original. Une des questions orientant la recherche était de savoir si elle annonçait un système qui allait être effectivement appliqué, comme l'était par exemple la doctrine de l'endiguement, ou si elle justifiait *a posteriori* des actions de politique étrangère passées, comme la doctrine Brejnev. Or, elle s'inscrit en réalité dans les deux configurations et parvient à la conjuguer, au moins jusqu'à 2011. Certes, lors de son élaboration, la doctrine donne surtout une cohérence aux actions entreprises par l'AKP depuis son arrivée au pouvoir. Ses principes se veulent rétroactifs, puisque les articles et discours qui la présentent s'appuient sur des décisions prises au cours des années précédentes. Mais la construction intellectuelle qui s'élabore sur cette ambition ne se contente pas d'un rôle justificatif, et va poser une série de principes qui seront effectivement mis en application. La doctrine a donc permis tout à la fois de présenter sous un jour cohérent les décisions antérieures, et d'encadrer la politique stratégique et diplomatique mise en place ensuite. L'exemple turc montre ainsi que la distinction parfois opérée entre ces

deux aspects d'une doctrine géopolitique, si elle repose bien sûr sur des observations réelles, n'implique pas que ces deux aspects soient incompatibles. En revanche, il apparaît aussi clairement qu'une doctrine, en réalité, ne peut que difficilement rester statique en cas de bouleversement du contexte dans lequel elle a été formulée. Et dans le cas de la Turquie, c'est finalement la tentative de l'adapter à ces bouleversements qui va entamer son affaiblissement.

Les révolutions arabes mettent en effet à rude épreuve la doctrine de l'AKP, en fragilisant ou renversant plusieurs gouvernements avec lesquels les relations s'étaient améliorées, et surtout en bouleversant la carte politique de la région à laquelle elle accorde le plus d'importance, le Moyen-Orient. Ce choc conduit à une première remise en cause ; la doctrine n'est pas abandonnée, mais reformulée, Ahmet Davutoğlu, avec l'appui de centres de recherche comme la SETA, étant le maître-d'œuvre de cette transformation. Une approche fortement idéologisée conduit à parier sur une démocratisation de l'ensemble des pays touchés par les révolutions, qui conduira à une victoire de mouvements similaires à l'AKP. Dès lors, le principe de « zéro problème avec les voisins », qui initialement portait la pacification des relations interétatiques, est réinterprété comme un soutien aux peuples voisins, présentés comme unanimement hostiles à leurs dirigeants. La Syrie est la cible privilégiée de cette nouvelle approche. La doctrine reformulée table sur un soutien à la confrérie des Frères Musulmans, notamment en Égypte, mais ce faisant, elle bouleverse également le principe de diplomatie multidirectionnelle, en poussant la Turquie à privilégier certaines alliances, et à distendre ses liens avec d'autres partenaires, comme la Russie ou l'Iran. Or, l'été 2013 va mettre en échec cette nouvelle stratégie. Tandis que les événements de Gezi affaiblissent le potentiel modèle qu'aurait pu représenter la Turquie pour les pays arabes, et donc son *soft power*, le coup d'État en Égypte chasse les Frères Musulmans du pouvoir, tandis que le refus américain d'intervenir en Syrie éloigne la perspective d'une victoire de l'opposition à Bachar al-Assad. Dans ce contexte s'élèvent les premières critiques contre Ahmet Davutoğlu. Lorsque ce dernier devient Premier ministre, sa doctrine se voit progressivement abandonnée. Sous l'influence de nouvelles personnalités comme İbrahim Kalın, conseiller de Recep Tayyip Erdoğan, Hakan Fidan, chef des services secrets, ou Hulusi Akar, le chef d'État-major, la politique étrangère se recentre sur des questions sécuritaires et s'inscrit dans un relatif isolement régional. La logique de sortie du prisme sécuritaire, la priorité accordée à l'économie et au commerce, la logique pro-active, sont progressivement abandonnées, vidant la doctrine de l'essentiel de sa substance. Certains éléments, comme la diplomatie multidirectionnelle, lui survivent, mais désormais, plus qu'une

doctrine générale, ce sont quelques perspectives de plus court terme qui paraissent guider la politique de la Turquie.

Il est intéressant, au terme de cette étude, de constater que la mise en application d'un discours doctrinal peut connaître des fortunes diverses en fonction du contexte de son élaboration et des circonstances extérieures. La comparaison entre la doctrine telle qu'elle est formulée de 2007 à 2009, puis celle repensée entre 2012 et 2013, est à ce titre tout à fait éclairante. Dans le premier cas, l'AKP semble réussir à appliquer ce qui a été théorisé sur une période de plusieurs années, qui ne prend un terme qu'avec le bouleversement géopolitique issu des révolutions arabes. Dans le second cas, en revanche, il ne faut que quelques mois à la doctrine reformulée – essentiellement par des textes et entretiens présentés tout au long de l'année 2012 – pour se heurter à des échecs. L'origine de ces deux versions du discours théorique peut expliquer cette différence. À partir de 2007, la doctrine élaborée s'appuie sur cinq ans d'expérience de l'AKP. Certes, les œuvres des intellectuels ont une influence, mais eux-mêmes ont écrit dans un certain contexte, et ont pris le temps de faire évoluer leur pensée avec la politique étrangère du pays – l'acceptation d'une politique pro-européenne par Ahmet Davutoğlu et son intégration dans son discours en témoigne. Inversement, la doctrine reformulée en 2012 est bâtie sur des postulats avant tout idéologiques. Les révolutions arabes sont alors toutes récentes, et les nouveaux principes s'appuient sur une interprétation très spécifique de ce phénomène, sans que l'expérience ait permis d'en vérifier la validité. Cette différence marquante entre les deux situations peut laisser supposer qu'une doctrine de politique étrangère, pour être efficace, ne peut être une simple construction intellectuelle ou idéologique. Elle doit aussi s'appuyer sur l'observation du réel et s'élaborer parallèlement. C'est dans ce cas que le passage de la théorie à la pratique a pu fonctionner en Turquie. Bien entendu, pour généraliser cette condition, l'observation d'autres cas, au sein d'autres pays, pourrait être particulièrement intéressante.

Était-il, en fin de compte, justifié d'évoquer « la » doctrine de l'islam politique turc, ou n'aurait-il pas mieux valu aborder « les » doctrines ? Il peut paraître problématique, en effet, de présenter au singulier un élément qui, au cours des diverses périodes analysées, a pris des formes variées. Sur la forme, la doctrine a connu un aspect embryonnaire, au cours du premier mandat de l'AKP, s'élaborant en fonction des choix et hésitations du gouvernement ; puis une

forme achevée, de 2007 à 2014, en se structurant et s'énonçant clairement ; enfin, une période de délitement, de 2014 à 2016. Et sur le fond, sa forme achevée a été elle-même profondément remodelée de 2011 à 2012, en quête d'une réponse aux révolutions arabes. En se basant sur ce séquençage, on pourrait, au premier regard, estimer qu'il a existé quatre doctrines distinctes en matière stratégique et diplomatique, se succédant l'une à l'autre.

Ce serait toutefois faire fi des éléments de continuité que l'on retrouve de 2002 à 2016. Certes, les logiques et principes d'action qui guident la doctrine stratégique et diplomatique de l'AKP changent au cours de ces 14 années. Mais il n'y a pas de rupture brutale, et bien davantage volonté de correction marginale, progressive, reposant sur les mêmes penseurs. Certes, l'embryon de doctrine qui s'esquisse au cours du premier mandat de l'AKP n'est pas aussi structuré que ce qui sera théorisé au cours des années suivantes ; mais il pose un certain nombre de bases qui seront par la suite peaufinées, et des options qui seront, au pire, minorées (l'exemple du processus d'adhésion à l'UE étant le plus parlant), mais pas directement contredites. De même, les profonds changements apportés à la doctrine après les printemps arabes sont mis en place dans un souci de continuité : à cet égard, la volonté de reformuler, de redéfinir totalement le principe de « zéro problème avec les voisins », plutôt que de simplement l'abandonner, est révélateur. Quant à la période de délitement de la doctrine, elle n'est pas un reniement, mais plutôt l'abandon sans hâte des principes et logiques dont l'échec est patent.

Plutôt que du passage d'une doctrine à une autre, il vaudrait mieux évoquer les évolutions d'une doctrine qui se voit régulièrement modifiée, mais dont les théoriciens, au premier plan desquels Ahmet Davutoğlu, restent mus par un souci de cohérence et de continuité. La doctrine apparaît comme un corps mouvant, progressivement élaborée en s'appuyant sur les réalités existantes, ensuite mise en application, reformulée pour s'adapter aux évolutions extérieures, sans vrai succès, et finalement abandonnée lorsque son échec paraît incontestable.

En définitive, la doctrine a pris la forme d'un ensemble théorique souple qui, sous l'impulsion d'une personnalité, a été théorisé, mis en application, avant de se révéler inadapté aux évolutions et d'être abandonné. Un corps unique, donc, mais mouvant, dont la forme et le contenu peuvent évoluer. Il y a dans la doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc cette double dimension, sous tous les aspects. Au niveau des objectifs poursuivis par la doctrine, le prisme sécuritaire reprend le dessus sur les ambitions économiques et commerciales ; mais ces deux aspects cohabitent en permanence, et seul leur ordre de priorité est modifié. Au niveau des logiques, les logiques pro-active et de sortie du prisme sécuritaire

vont laisser la place, progressivement, à une politique réactive et un retour aux enjeux de sécurité. Mais la logique multidirectionnelle et multidimensionnelle restera, tant bien que mal, un élément central de la politique étrangère turque. En ce qui concerne les instruments mis en place, certains, comme la confrérie de Fethullah Gülen, vont être abandonnés, d'autres, comme le MIT et les forces militaires, vont voir leur rôle réévalué ; mais il y aura toujours une tentative d'utiliser tant les acteurs classiques d'une puissance étatique que les acteurs de la société civile. Le *soft power* turc va perdre son efficacité au Moyen-Orient, mais pour se voir réinvesti en Afrique. Enfin, bien sûr, si l'influence et le poids de personnalités comme Abdullah Gül ou İbrahim Kalin varient considérablement en fonction des séquences historiques, les deux figures majeures que sont Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu resteront à la manœuvre sur presque toute la période étudiée. La doctrine évoluera d'ailleurs parallèlement à leur relation : elle s'établit lentement lorsqu'ils commencent à travailler ensemble ; elle est pleinement structurée une fois qu'ils ont pu trouver un équilibre institutionnel et une stratégie commune ; elle se délite lorsque cet équilibre change et aboutit à une séparation. La primauté de ces éléments de continuité permet de parler de « la » doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc, à condition de ne pas la percevoir comme un corps rigide et stable, mais comme un élément souple traversant plusieurs états. C'est cette relative continuité qui autorise la pérennité d'un réel héritage, en dépit de l'abandon du discours doctrinal.

De la doctrine aux perspectives

Le dernier chapitre de la présente thèse a décrit la disparition progressive du discours doctrinal, mais également permis de voir quels aspects ont pu en être, partiellement ou plus entièrement, conservés. Si l'objectif sécuritaire est désormais prioritaire, la logique multidirectionnelle et multidimensionnelle a été pour sa part préservée – même si les outils nécessaires à sa mise en application ont connu une limitation. Cet héritage marque toujours la politique étrangère turque, mais l'échec global d'adaptation de la doctrine a conduit le pouvoir exécutif à se méfier grandement des constructions intellectuelles. Comme l'explique le politologue Ali Balcı, « Recep Tayyip Erdoğan s'est rendu compte que rien ne valait l'expérience et la pratique ; il préfère des conseillers expérimentés à des théoriciens³ ». Plusieurs personnes interrogées au sujet de l'évolution de la politique étrangère du pays au cours des dernières années ont évoqué

³ Entretien avec l'auteur, 13 juin 2018.

une « doctrine Erdoğan », s'articulant autour des nouvelles perspectives observables à partir de 2014. Or, là encore, cette appellation, séduisante car illustrant clairement la rupture avec les idées d'Ahmet Davutoğlu, semble en réalité impropre. Parler de « doctrine Davutoğlu » était trop simplificateur, car s'il y avait bien une doctrine, le célèbre universitaire puis ministre des Affaires étrangères n'en était pas le seul inspirateur. Inversement, parler de « doctrine Erdoğan » est également inexact, car si la nouvelle Constitution et l'évolution de l'AKP font du président turc le seul véritable décideur en matière de politique étrangère, les idées qu'il met en avant ne peuvent être qualifiées de « doctrine ». En effet, le propre de la politique étrangère telle que la mène Recep Tayyip Erdoğan est l'absence de principe d'action cohérent ainsi que d'objectif clairement déterminé. Certes, le discours officiel insiste sur la protection des frontières, mais ne propose pas de stratégie précise à cet effet. L'OCS ou la bonne entente avec la Russie sont régulièrement mises en avant, comme alternative potentielle à l'alliance occidentale, mais sans que les objectifs ainsi poursuivis et les avantages potentiels pour la Turquie soient bien définis. Le président turc ne donne pas l'impression de suivre des principes cohérents, mais davantage de jouer sur les effets d'opportunité, répondant ponctuellement aux difficultés qui se posent et cherchant à dégager une marge de manœuvre en fonction de l'évolution de la situation internationale. D'autre part, il ne produit aucun texte important cherchant à donner *a posteriori* une cohérence à ses actions. Il en va de même d'ailleurs de la plupart de ses conseillers qui, à l'image de Hakan Fidan ou Hulusi Akar, ne semblent pas désireux de participer à la communication publique sur la politique étrangère – İbrahim Kalın étant néanmoins une figure un peu plus médiatique. Plutôt qu'une doctrine, ce sont donc quelques grandes tendances que l'on peut chercher à identifier dans la vision stratégique et diplomatique turque actuelle. Les perspectives évoquées au chapitre 9 ont été approfondies depuis le coup d'État manqué de 2016. Parallèlement, il est possible d'observer un retour d'une forme de pragmatisme, y compris sur des sujets aussi sensibles pour Ankara que la question syrienne.

Le système d'alliances ponctuelles en fonction des intérêts et des objectifs poursuivis est toujours en vigueur. En fonction des situations, le discours diplomatique turc évolue très vite et peut passer de la confrontation à des démonstrations de bonne entente. C'est particulièrement vrai s'agissant des relations avec les États-Unis depuis l'élection, en novembre 2016, de Donald Trump à la présidence. En effet, le caractère imprévisible de ce dernier a favorisé une relation en dents de scie avec la Turquie. Sa décision de taxer l'acier et l'aluminium turcs, en août 2018, a précipité une crise économique sérieuse. Toutefois, en annonçant l'hiver suivant sa décision

de retirer les troupes américaines – qui se battaient notamment aux côtés des milices kurdes des YPG – de Syrie, Donald Trump a amélioré un tant soit peu sa relation avec Ankara. En revanche, on observe depuis l'été 2016 une plus grande stabilité dans la relation avec la Russie, qui n'a pas connu de nouvelles crises, malgré des désaccords ponctuels sur la Syrie.

La priorité donnée aux objectifs sécuritaires a favorisé, sur la question syrienne, un changement de l'approche turque. Celle-ci se veut désormais beaucoup plus pragmatique. C'est la reprise d'Alep par l'armée syrienne, de septembre à décembre 2016, qui a permis d'observer cette inflexion. Le choix fait par Ankara de négocier avec l'Iran et la Russie l'évacuation des dernières troupes rebelles, et d'accepter donc *de facto* la victoire de l'armée régulière de Bachar al-Assad, contraste avec une position diplomatique qui avait toujours exigé la fin du gouvernement de ce dernier. Parallèlement, les interventions régulières de l'armée turque au nord de la Syrie, à partir d'août 2016, ont été un signe notable que le recours à la force, y compris sur le territoire d'un État souverain, est une option qui n'est plus écartée. Cette perspective nouvelle va donc à l'encontre de la doctrine de l'AKP, qui favorisait la mise en arrière-plan des différends avec les États voisins et privilégiait la négociation bilatérale pour résoudre ces désaccords. Du reste, pour suivre ce principe, la doctrine postulait aussi la nécessaire mise en retrait des forces armées et de leurs soutiens dans la société civile ; or, depuis le coup d'État manqué, la politique de Recep Tayyip Erdoğan a davantage consisté, tout en purgeant largement le corps militaire des éléments considérés comme hostiles ou dangereux, à coopérer avec lui. En cela, il n'est pas non plus possible de parler d'un retour à la situation qui prévalait avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Si l'armée y jouait un rôle essentiel dans la politique étrangère turque, c'était en tant qu'instrument de contrôle définissant des limites et promouvant certaines stratégies. Dans la situation actuelle, elle est redevenue un acteur important de cette politique étrangère, mais en tant qu'instrument étroitement surveillé par le président Erdoğan. Des désaccords persistants peuvent d'ailleurs se faire ressentir : d'après un militaire qui témoigne anonymement⁴, la mise à l'écart (par mutation dans un autre service) des généraux Metin Temel (commandant de la 2^{ème} Armée en Syrie) et Mustafa Barut (commandant de la 4^{ème} Brigade de Tunceli), en janvier 2019, serait due aux doutes exprimés par ces deux figures assez populaires sur une nouvelle intervention terrestre en Syrie, évoquée par le président de la République. La coopération entre le pouvoir exécutif et les forces militaires est

⁴ Entretien avec l'auteur, février 2019.

donc une résultante du retour des thématiques sécuritaires, mais pourrait être plus fragile qu'en apparence.

La logique multidirectionnelle et multidimensionnelle est l'héritage le plus solide de l'ancienne doctrine. Cependant, les régions où s'exerce l'activisme diplomatique de la Turquie ont connu des changements en termes de priorité. Le Moyen-Orient a perdu en importance ; toutefois, la mobilisation de Recep Tayyip Erdoğan contre la décision de Donald Trump, en décembre 2017, de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, a montré que les ambitions d'influence de la Turquie dans la région n'avaient pas disparu. En réunissant à Istanbul un sommet extraordinaire de l'OCI, en vue de dénoncer ce choix, le président turc a même paru renouer avec la logique pro-active qui avait guidé la politique turque dans les années 2000. La comparaison a toutefois des limites : il s'agissait d'une réaction à une décision américaine, davantage que d'une initiative visant à proposer une solution novatrice ; et le sommet n'a débouché que sur des condamnations verbales. Il en est allé de même lorsque la Turquie a dénoncé la décision américaine de reconnaître une souveraineté israélienne sur le Golan (un territoire syrien occupé par l'armée israélienne depuis la guerre des Six-Jours, en 1967), en mars 2019. Ses protestations n'ont pas été suivies d'initiative diplomatique significative. Par ailleurs, le soutien accordé à partir de 2017 par Ankara au Qatar dans son affrontement avec l'Arabie Séoudite limite les possibilités turques d'ancrage au Moyen-Orient. Une crise ouverte avec Riyad a d'ailleurs éclaté en octobre 2018, par suite de l'assassinat dans les locaux du consulat séoudien d'Istanbul d'un journaliste issu du royaume et réfugié en Turquie, Jamal Khashoggi. Si elle n'a pas débouché sur une rupture des relations diplomatiques, cette crise a permis de mesurer l'ampleur des tensions turco-séoudiennes. Les possibilités d'action de la Turquie au Moyen-Orient restent donc beaucoup plus faibles qu'avant les printemps arabes et l'échec de la doctrine.

« L'Afrique est un continent d'avenir, et la Turquie est persuadée qu'il va jouer un rôle essentiel au XXI^e siècle », estime Serhat Orakçı⁵, spécialiste de cette aire géographique au sein de l'INSAMER, centre de recherche de l'ONG islamique İHH. Il est en tout cas certain que c'est désormais au sein de cette aire géographique que la politique étrangère turque fait preuve de la plus grande activité. Le coup d'État manqué de 2016 a par certains aspects changé la donne : la Turquie a intensifié sa politique de lutte contre la confrérie de Fethullah Gülen, tachant de convaincre ses partenaires africains de fermer ses écoles. Une politique qui a généralement fonctionné, mais s'est heurtée à quelques réticences, par exemple en Afrique du Sud ou au

⁵ Entretien avec l'auteur, 18 février 2019.

Kenya. Cette bataille culturelle nécessite de s'appuyer sur de nouveaux alliés. Les instituts Yunus Emre, inspirés des instituts français ou du réseau des centres Confucius⁶, facilitent l'apprentissage du turc sur le continent. Les ONG l'investissent et agissent comme des vitrines officieuses de la diplomatie de l'AKP. Mais surtout, alors que la Turquie privilégie en Afrique Subsaharienne les échanges culturels, la diffusion de son *soft power* et les relations économiques (encore de faible ampleur), la Corne de l'Afrique a fait l'objet d'une attention bien plus poussée. Dans cette région spécifique, la politique turque intègre une dimension politique et stratégique. L'ouverture d'une base militaire turque en Somalie, en 2017, les négociations pour en ouvrir à Djibouti ou au Soudan, la décision de ce dernier État de concéder pour cela à la Turquie l'île de Suakin, dans la mer Rouge, témoignent d'une approche qui dépasse la seule diplomatie commerciale ou culturelle. La Turquie fait le choix d'une implantation sur le littoral de la mer Rouge, une zone de passage stratégique, face à la péninsule arabique, et trait d'union du Moyen-Orient et du continent africain. S'il est encore difficile de déterminer les objectifs poursuivis par Ankara à long terme, on peut d'ores et déjà noter que cette ambitieuse politique se heurte à une difficulté : l'entrée de la mer Rouge est contrôlée par l'Égypte, avec laquelle les relations sont toujours en état de crise. La Turquie cherche-t-elle, en s'implantant dans la Corne de l'Afrique, à compenser cet échec égyptien et garder une zone de contrôle stratégique en mer Rouge ? Ou bien parie-t-elle à moyen terme sur des évolutions politiques en Égypte permettant de débloquer ce verrou ? S'impliquer plus en avant dans la région ne risque-t-il de mettre les Turcs en situation de prendre parti dans des affrontements politiques ? Ainsi les protestations contre le président soudanais Omar el-Béchar, puis sont renversé le 11 avril 2019, pourraient bien annoncer de nouvelles difficultés pour Ankara, qui avait noué avec lui une relation de partenariat privilégié. Il serait en fait hasardeux de prétendre à une approche précise et fiable, mais il est certain que cet ensemble régional sera au cours des prochaines années un élément privilégié par la politique stratégique et diplomatique turque.

Les autres options de la Turquie restent incertaines. La coopération économique et stratégique avec la Chine a été critiquée à partir de l'automne 2018 par des militants pro-ouïghours, reprochant au pouvoir exécutif (et notamment au parti MHP, allié de l'AKP) de fermer les yeux sur le traitement de cette minorité par Pékin. Sous pression, le gouvernement turc a émis quelques timides critiques à partir de février 2019, provoquant une réaction assez sèche de la Chine. Les relations avec l'UE sont toujours très incertaines, mais il apparaît désormais acté,

⁶ *Ibid.*

des deux côtés, qu'une éventuelle adhésion turque ne pourrait se faire qu'à long terme et dans une optique de profonds changements politiques, à la fois en Europe et en Turquie. Enfin, l'Amérique Latine a fait l'objet d'un regain d'intérêt turc ; Ankara s'est notamment rapprochée, à partir de l'été 2018, du Venezuela de Nicolás Maduro ; lors de la crise qui a vu, en janvier 2019, la légitimité de ce dernier contestée par son opposition et par les pays occidentaux, la Turquie s'est distinguée par un soutien déterminé au président vénézuélien. Toutefois, là encore, si cette action a certes donné une certaine visibilité au pays, elle s'est inscrite dans un cadre réactif davantage que pro-actif. La conquête de nouvelles frontières est aussi un élément de réflexion sur l'avenir de la stratégie turque. En 2017, la Turquie a lancé un programme d'exploration des pôles arctique et antarctique ; le ministre des Sciences, de l'Industrie et des Technologies, Faruk Özlü (depuis 2016), a voulu inscrire cette initiative dans l'héritage d'un grand cartographe et géographe ottoman, Piri Reis – encore une fois, la nostalgie impériale étant mobilisée dans le discours géopolitique. Le 13 décembre 2019, un décret du président Erdoğan a par ailleurs officialisé le lancement d'une agence spatiale turque ; dans une course à l'espace où se sont lancés plusieurs pays émergents (comme l'Inde ou l'Iran), la Turquie entend bien tenir sa place également. Mais que faut-il attendre de ces initiatives ? Annoncent-elles de réelles avancées géopolitiques, ou relèvent-elles d'un discours destiné à renforcer l'orgueil national ? La Turquie donne l'image d'une puissance continuant à s'investir dans les affaires du monde, mais par des réactions parfois très remarquées plus que par des initiatives visant à établir une politique nouvelle sur un sujet donné.

La question est également de savoir s'il est, dans le fond, possible de déterminer un cap pour la Turquie, en s'appuyant sur ces perspectives, dans une configuration où la définition de la politique étrangère dépend d'une seule personne. La Constitution adoptée en 2017 a permis la mise en place d'un régime où la figure présidentielle est au cœur du pouvoir et sa principale source. Dans le cadre de ce nouveau régime, le président Erdoğan s'est adjoint un Comité de Sécurité et de Politique Étrangère [*Güvenlik ve Dış Politika Kurulu*], dont la composition varie encore et au fonctionnement largement méconnu. S'agit-il, comme le supposent de nombreux observateurs, d'une équipe simplement chargée d'argumenter les décisions présidentielles et de les présenter au public ? Ou bien va-t-elle chercher à influencer la politique étrangère, voire, à terme, à permettre l'émergence d'une nouvelle doctrine ? Dans l'environnement régional actuel de la Turquie, concentrer la décision stratégique et diplomatique dans les mains d'un seul décideur peut autant être un atout, lorsqu'il s'agit de réagir rapidement à des situations imprévues ou de saisir des opportunités, qu'une faiblesse, la personnalisation du pouvoir

limitant la capacité d'analyse et de réflexion de long terme. Si Recep Tayyip Erdoğan est certes entouré de conseillers, İbrahim Kalın demeurant le plus influent en matière diplomatique, il reste seul architecte de la politique étrangère. Cette situation fait courir à son gouvernement et son parti un double risque : tout d'abord, celui d'entraîner le pays dans une crise en cas d'erreur personnelle dans l'appréciation d'évènements à risques ; et d'autre part, le risque de priver l'AKP de toute réflexion stratégique le jour où il quittera son poste de président de la République. Recep Tayyip Erdoğan est-il conscient de cette faiblesse ? S'il l'est, on peut supposer qu'il cherche à son tour, sans élaborer de ces théories intellectuelles dont il se méfie, à donner au moins une certaine cohérence à son action ; à proposer quelques principes à suivre, ou présenter ceux qu'il a suivis, donnant ainsi à son parti un cadre de réflexion et d'action. Fera-t-il confiance pour cela au Comité qu'il a nommé ? À ses conseillers privés ? À son ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu ? Le semi-échec de l'AKP aux élections municipales de mars 2019 (qui l'ont vu perdre Istanbul, Ankara et certaines autres grandes villes) pourrait avoir des incidences sur la scène politique turque. Si l'on ajoute à cela les nombreuses incertitudes extérieures, il est probable que l'entreprise de reconstruction d'une vision cohérente, si elle a lieu, prendra un certain temps. D'ici là, anticiper la politique étrangère turque demeurera particulièrement ardu ; tout au plus sera-t-il possible de l'expliquer en s'appuyant sur les perspectives élaborées dans les dernières années et sur l'héritage, finalement assez limité, de la doctrine stratégique et diplomatique élaborée dans les années 2000.

Sources

Ici a été rassemblé l'ensemble des sources, écrites et orales, en provenance directe des théoriciens et acteurs de la politique stratégique et diplomatique turque. En ce qui concerne la deuxième partie (consacrée aux écrits issus de l'AKP), le choix a été fait de n'y intégrer que les écrits de figures jouant un rôle réglementaire dans la politique étrangère du pays : ministres, conseillers officiels, membres des services de sécurité, parlementaires. Ceux de journalistes, d'intellectuels ou d'universitaires, même réputés favorables à l'AKP, ont été mis en bibliographie. Il est en effet difficile de distinguer clairement ceux ayant eu ou non une influence sur la politique mise en œuvre, alors même qu'il s'agit de travaux indépendants.

Penseurs et acteurs de la politique stratégique et diplomatique au XX^e siècle

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

CEM İsmail.

- *Sosyal Demokrasi : Ya da demokratik sosyalizm : Nedir, ne değildir* [La social-démocratie : Ou le socialisme démocratique : ce que c'est, ce que ce n'est pas]. Istanbul : Can, 8^{ème} édition, 2005 (1^{ère} édition : 1998), 336 p.
- *Turkey in the New Century*. Mersin : Rustem, 2001, 228 p.
- *Türkiye, Avrupa, Avrasya : Strateji, Ynanistan, Kıbrıs* [La Turquie, l'Europe, l'Eurasie : Stratégie, Grèce, Chypre]. Istanbul : Bilgi Üniversite Yayınları, 2004, vol. 1, 288 p.
- *Avrupa'nın Birliği ve Türkiye* [L'Union Européenne et la Turquie]. Istanbul : Bilgi Üniversite Yayınları, 2005, 357 p.

ERBAKAN Necmettin. *Erbakan külliyatı* [L'œuvre d'Erbakan]. Ankara : MGCV, 2014, 5 vol.

PERİNCEK Doğu. *Avrasya Seçeneği: Türkiye İçin Bağımsız Dış Politika* [Le choix de l'Eurasie : Une Politique Étrangère Indépendante Pour la Turquie]. Istanbul : Kaynak Yayınları, 1996, 107 p.

- **Article ou numéro de périodique**

BATU Hamit. « La politique étrangère de la Turquie ». *Turkish Yearbook of International Relations*, vol. 5, 1964, p. 1-12

Penseurs et acteurs de la politique stratégique et diplomatique de l'AKP

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

AKDOĞAN Yalçın. *AK Parti ve Muhafazakâr Demokrasi* [L'AKP et la démocratie conservatrice]. Istanbul : Alfa, 2004, 160 p.

DAVUTOĞLU Ahmet.

- *Alternative Paradigms: The Impact of Islamic and Western Weltanschauungs on Political Theory*. Lanham : University presse of America, 1994, 261 p.
- *Stratejik Derinlik : Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique : La situation de la Turquie dans les relations internationales]. Istanbul : Küre Yayınları, 48^{ème} édition, 2010 (1^{ère} édition : 2001), 584 p.
- *Küresel Bunalım : 11 Eylül Konuşmaları* [La crise globale : Discussions sur le 11 septembre]. Istanbul : Küre Yayınları, 2002, 261 p.
- *Teoriden Pratiğe : Türk Dış Politikası Üzerine Konuşmalar* [De la théorie à la pratique : Entretiens au sujet de la politique extérieure turque]. Istanbul : Küre Yayınları, 2013, 440 p.
- *Duruş : Gençlerle Yüz Yüze* [La posture : Face à face avec les jeunes]. Istanbul : Küre Yayınları, 2^{ème} édition, 2017 (1^{ère} édition : 2017), 611 p.

ERDOĞAN Recep Tayyip. *Küresel Barış Vizyonu* [La vision de paix globale]. Istanbul : Meydan Yayıncılık, 2012, 330 p.

KALIN İbrahim.

- (dir.) *Enine Boyuna Türkiye* [La Turquie de fond en comble]. Ankara : SETA, 2009, 670 p.
- *Akıl ve Erdem : Türkiye'nin Toplumsal Muhayyilesi* [La raison et la vertu : L'imagination sociale de la Turquie]. Istanbul : Küre Yayınları, 8^{ème} édition, 2017 (1^{ère} édition : 2013), 416 p.
- *Ben, öteki ve ötesi : İslam Batı ilişkileri tarihine giriş* [Moi, l'autre et au-delà : Introduction à l'histoire des relations entre Islam et Occident]. Istanbul : İnsan Yayınları, 3^{ème} édition, 2017 (1^{ère} édition : 2016), 560 p.

YAKIŞ Yaşar. « Turkey, the Middle East and their water problem ». In Coll. *Water Conflict in the Middle East*. Istanbul : Aydınlar Ocağı, 1996, p. 59-67.

YILDIZ Ahmet. *Turkey's national interest entails peace and stability in its region (Orsam Interviews on International Affairs n° 40)*. Ankara : ORSAM, 2017, 12 p.

- **Articles ou numéros de périodiques**

ARAS Bülent, FIDAN Hakan. « Turkey and Eurasia: Frontiers of a New Geographic Imagination ». *New Perspectives on Turkey*, n° 40, printemps 2009, p. 193-215.

DAVUTOĞLU Ahmet.

- « Türk Dış Politikasında Stratejik Teori Yetersizliği ve Sonuçları » [L'insuffisance de la théorie stratégique dans la politique étrangère turque et ses conséquences]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 3, mars-avril 1995, p. 497-501.
- « The clash of interests : An explanation of the world (dis)order ». *Journal of International Affairs*, vol. 2, n° 4, décembre 1997-février 1998.
- « Türkiye-AB İlişkisinin Stratejik Boyutları » [Les dimensions stratégiques de la relation Turquie-UE]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 35, septembre-octobre 2000, p. 491-497
- « Türkiye merkez ülke olmalı » [La Turquie doit être un pays-centre]. *Radikal*, 26 février 2004.
- « İş dünyası artık politikanın öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique]. *Turkish Time*, 15 avril 2004.

- « Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 77-96.
- « Eksenimiz Ankara Ekseni ve 360 Derece » [Notre axe est centré sur Ankara et à 360 degrés]. *Radikal*, 1^{er} janvier 2010.
- « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 20 mai 2010.
- « O poder mundial deve ser dividido » [Le pouvoir mondial doit être partagé]. *Estado de Sao Paulo* [État de Sao Paulo], 9 octobre 2011.
- « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey ». *The International Spectator: Italian Journal of International Affairs*, vol. 48, n° 2, 2013, p. 1-11.
- « Zero Problems in a New Era ». *Foreign Policy*, 21 mars 2013.

ERDOĞAN Recep Tayyip. « A Broad View of the 'Broader Middle East' ». *Russia in Global Affairs*, 2^{ème} vol., n° 3, juillet-septembre 2004.

GÜL Abdullah. « Geçmişten Günümüze Türkiye-AB İlişkileri » [Les relations Turquie-UE, des origines jusqu'à nos jours]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 35, septembre-octobre 2000, p. 63-69

KALIN İbrahim.

- « Soft Power and Public Diplomacy in Turkey ». *Perceptions*, vol. 16, n° 3, automne 2011, p. 5-23.
- « To keep the Middle East together, don't let Iraq split up ». *Daily Sabah*, 20 juin 2014.
- « Bir Fasit Daire: IŞİD ve İslamofobi » [Un cercle vicieux : l'EI et l'islamophobie]. *Sabah*, 19 novembre 2014.
- « Türkiye-Afrika ilişkilerinde yeni dönem » [Une nouvelle période dans les relations Turquie-Afrique]. *Sabah*, 23 novembre 2014.

TEPPERMAN Jonathan. « Turkey's Moment : A Conversation With Abdullah Gül ». *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, janvier-février 2013, p. 2-7

- **Documents électroniques et sites internet**

Republic of Turkey : Ministry of Foreign Affairs (en ligne). Disponible sur : <http://www.mfa.gov.tr/default.fr.mfa> (dernière consultation : 13 novembre 2018).

DAVUTOĞLU Ahmet. « Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation ». TEPAV (en ligne). Document de travail : Turkey Policy Brief Series n° 3. 2012. Disponible sur : http://www.tepav.org.tr/upload/files/haber/1335252053-0.Les_principes_phares_de_la_politique__trang__re_turque_dans_une_r__gion_en_mutatio_n.pdf (dernière consultation : 11 novembre 2018).

GÜL Abdullah. Abdullah Gül (en ligne). Disponible sur : <http://www.abdullahgul.gen.tr/> (dernière consultation : 12 novembre 2018).

YAKIŞ Yaşar. Yaşar Yakış (en ligne). Disponible sur : <http://www.yasaryakis.com.tr/TR/belge/1-40/ozgecmis.html> (dernière consultation: 12 avril 2017).

Bibliographie

Travaux généraux sur les relations internationales

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

BADIE Bertrand. *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*. Paris : Odile Jacob, 2014, 249 p.

BADIE Bertrand, FOUCHER Michel. *Vers un monde néo-national ?* Paris : CNRS, 2017, 197 p.

BATTISTELLA Dario. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses de Sciences-Po, 2^{ème} édition, 2006 (1^{ère} édition : 2003), 588 p.

BONIFACE Pascal. *Lexique des relations internationales*. Paris : Ellipses, 2^{ème} édition, 2000 (1^{ère} édition : 1995), p. 130.

BOTIVEAU Bernard, CESARI Jocelyne. *Géopolitique des islams*. Paris : Economica, 1997, 110 p.

BRAILLARD Philippe, DJALILI Mohammad-Reza. *Les relations internationales*. Paris : PUF, 9^{ème} édition, 2012 (1^{ère} édition : 1988), 127 p.

DEVIN Guillaume. *Sociologie des relations internationales*. Paris : La Découverte, 2002, 122 p.

JOSSERAN Tancrede, LOUIS Florian, PICHON Frédéric. *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : Du Maroc à l'Iran*. Paris : PUF, 2012, 188 p.

NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Mouvements islamistes et politique*. Paris : L'Harmattan, 2009, 210 p.

- **Articles ou numéros de périodique**

LE GUELTE Georges. « Plaidoyer pour une doctrine ». *Revue Internationale et Stratégique*, n° 50, printemps 2003, p. 43-51.

LOUKIANOV Fiodor. « La notion d’allié n’existe plus ». *Courrier International*, 8 novembre 2018.

MACKINDER Halford John. « The Geographical Pivot of History ». *The Geographical Journal*, vol. 23, n° 4, avril 1904, p. 421-437.

RUBIO François (dir.). Les ONG, acteurs de la mondialisation [dossier]. *Problèmes politiques et sociaux*, n° 877-878, 2 août 2002.

WASINSKI Christophe. « Théories des relations internationales, doctrines militaires et pensée stratégique et de sécurité ». *Les Champs de Mars*, n° 14, printemps 2003, p. 145-172.

Travaux généraux relatifs à la Turquie, à son histoire, à sa société et à sa politique étrangère

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

AKILLI Erman. *Türkiye’de Devlet Kimliği ve Dış Politika* [L’identité étatique en Turquie et la politique étrangère]. Istanbul : Nobel Yayın Dağıtım, 2^{ème} édition, 2016 (1^{ère} édition : 2014), 213 p.

AKŞURA Yusuf. *Üç Tarz-ı Siyaset* [Les trois systèmes politiques]. Ankara : Kilit Yayınları, 2011 (1^{ère} édition : Le Caire, article de *Türk* [Turc], 1904), 80 p.

BALCI Ali. *Türkiye Dış Politikası : İlkeler, Aktörler ve Uygulamalar* [La politique étrangère de la Turquie : Les principes, les acteurs et les réalisations]. Istanbul : Alfa, 2017, 400 p.

BALCI Bayram, YAVUZ Hakan (dir.). *Turkey’s July 15th coup : What happened and why*. Salt Lake City : University of Utah Press, 2018, 360 p.

BARCHARD David. *Turkey and the West*. Londres : Royal Institute of International Affairs, 1985, 100 p.

BAZIN Marcel, DE TAPIA Stéphane. *La Turquie : Géographie d'une puissance émergente*. Paris : Armand Colin, 2012, 335 p.

BILLION Didier. *La politique extérieure de la Turquie : Une longue quête d'identité*. Paris : L'Harmattan, 1997, 447 p.

BOZARSLAN Hamit. *Histoire de la Turquie : De l'empire à nos jours*. Paris : Tallandier, 2013, 592 p.

BOZDÉMİR Michel. *Turquie : Entre Islam et Europe*. Paris : Ellipses, 2007, 231 p.

CALISKAN Emre, WALDMAN Simon. *The New Turkey and Its Discontents*. Londres : Hurst & Company, 2016, 342 p.

ÇANDAR Cengiz.

- Türk dış politikasının değişmeyecek hiç bir hükmü olamaz [Il ne peut y avoir aucune assertion que la politique étrangère turque ne changera pas]. In DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Mülakatlarla Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque par les entretiens]. Ankara : USAK, 2010, vol. 2, p. 103-123.
- *Mezopotamya Ekspres : Bir Tarih Yolculuğu* [Express Mésopotamie : Un voyage historique]. Istanbul : İletişim, 2012, 640 p.

DAL Emer Parlar (dir.). *La politique turque en question : Entre imperfections et adaptations*. Paris : L'Harmattan, 2012, 254 p.

DEMİR Ali Faik (dir.). *Türk Dış Politikasında Liderler* [Les dirigeants dans la politique étrangère turque]. Istanbul : Bağkam Yayınları, 2007, 653 p.

DORRONSORO Gilles. *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*. Paris : Autrement, 2009, 128 p.

DÜNDAR Can. *Ben böyle veda etmeliyim : İsmail Cem kitabı* [Je dois prendre congé ainsi : Le livre d'İsmail Cem]. Istanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008, 312 p.

GEDİK Melek Akdoğan, ÖZSOYLU Ahmet Fazıl, ÜNLÜKAPLAN İlter. *Küresel Kriz ve Türkiye* [La crise globale et la Turquie]. Adana : Karahan, 2010, 124 p.

GOURISSE Benjamin. *20 idées reçues sur la Turquie : Politique, économique, société : un état des lieux*. Paris : Le Cavalier Bleu, 2017, 183 p.

GUMUSCU Sebnem, KEYMAN E. Fuat. *Democracy, Identity an Foreign Policy in Turkey*. Croydon : Palgrave Macmillan, 2014, 204 p.

HALE William.

- *Turkish Foreign Policy : 1774-2000*. Hove : Psychology Press, 2000, 392 p.
- *Turkey, the US and Iraq*. Londres : Middle East Institute of SOAS, 2007, 200 p.

HANIOĞLU Şükrü. *Atatürk : Une biographie intellectuelle*. Paris : Fayard, 2016, 280 p.

KASABA Reşat (dir.). *The Cambridge History of Turkey : Turkey in the Modern World*. Cambridge : Cambridge University Press, vol. 4, 574 p.

KÖSEBALABAN Hasan. *Turkish Foreign Policy : Islam, Nationalism, and Globalization*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011, 240 p.

MANTRAN Robert (dir.). *Histoire de l'Empire Ottoman*. Paris : Fayard, 1989, 810 p.

MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2013, 151 p.

OLSON Robert. *The Kurdish Nationalist Movements in Turkey*. Costa Mesa : Mazda, 2011, 102 p.

ORAN Baskın (dir.). *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar* [La politique étrangère turque : Phénomènes, documents et commentaires de la guerre d'indépendance à nos jours]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2013, vol. 3, 887 p.

PÉROUSE Jean-François. *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*. Paris : La Martinière, 2004, 382 p.

ROY Olivier (dir.). *La Turquie aujourd'hui : Un pays européen ?* Paris : Universalis, 2004, 193 p.

SCHMID Dorothée. *La Turquie en 100 questions*. Paris : Tallandier, 2017, 281 p.

YÜCEL Müslüm. *Abdullah Öcalan : Amara'dan İmralı'ya* [Abdullah Öcalan : d'Amara à İmralı]. Istanbul : Alfa, 2014, 583 p.

- **Articles ou numéros de périodiques**

BILLION Didier. « Les atouts de la politique extérieure de la Turquie ». *Pouvoirs*, n° 115, novembre 2005, p. 113-128.

ÇANDAR Cengiz. « Yirmibirinci Yüzyıl'a Bir Bakış » [Un regard sur le vingt-et-unième siècle]. *Yeni Türkiye* [Nouvelle Turquie], n° 19, janvier-février 1998, p. 333-334.

KAYA Sümbül.

- « Turquie : la mise au pas de l'armée ». *Moyen-Orient*, n° 35, juillet-septembre 2017, p. 74-79.
- « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 ». *Mouvements*, n° 90, été 2017, p. 19-29.

KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010. N° Hors-Série d'Euroorient.

ÖRMECİ Özan. « Ismail Cem's Foreign Policy (1997-2002) ». *SDU Faculty of Arts and Sciences Journal of Social Sciences*, n° 23, mai 2011, p. 223-245.

TOUMARKINE Alexandre. « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances ». *Histoire@Politique*, n° 22, 2014/1, p. 194-214.

- **Thèse**

DOST Pınar. *De la neutralité à l'alliance : Aux origines de la prééminence américaine en Turquie 1939-1947*. Thèse de doctorat sous la direction de VAÏSSE Maurice : Histoire : Paris : Institut d'Études Politiques de Paris : 2010. 564 p.

- **Documents électroniques et sites internet**

CORNELL Svante, KARAVELI Halil. *The Turkey Analyst*. Disponible sur : <https://www.turkeyanalyst.org/> (dernière consultation : 10 mars 2019).

ÇANDAR Cengiz. Turkey's "Soft Power" Strategy: A New Vision for a Multi-Polar World. In SETA (en ligne). Document de travail : Policy Brief n° 38. Décembre 2009. Disponible sur : http://setadc.org/wp-content/uploads/2015/05/SETA_Policy_Brief_No_38_Turkeys_Soft_Power_Strategy_Candar.pdf (dernière consultation : 3 janvier 2018).

IFEA. Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO). Disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org/> (dernière consultation : 13 avril 2019).

GÖZLER Kemal. Türkiye Cumhuriyeti Anayasası [Constitution de la République Turque]. GÖZLER Kemal. Türk Anayasa Hukuku Sitesi [Site de Droit Constitutionnel Turc]. 2010. Disponible sur : <http://www.anayasa.gen.tr/1982ay.htm> (dernière consultation : 21 juillet 2017).

Autour de l'islam politique turc

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

AXIARLIS Evangelia. *Political islam and the secular State in Turkey : Democracy, Reform and the Justice and Development Party*. Londres : I.B. Tauris, 2014, 282 p.

BALCI Bayram. *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale : Les écoles turques de Fethullah Gülen*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2003, 301 p.

BESLI Hüseyin, ÖZBAY Ömer. *Recep Tayyip Erdoğan : Bir Liderin Doğuşu* [Recep Tayyip Erdoğan : L'émergence d'un leader]. Istanbul : Yeni Türkiye Yayınları, 2014, 377 p.

BOZDEMİR Michel (dir.). *Islam et Laïcité : Approches régionales et globales*. Paris : L'Harmattan, 1996, 438 p.

CHEVIRON Nicolas, PÉROUSE Jean-François. *Erdoğan : Nouveau père de la Turquie ?* Paris : François Bourin, 2016, 434 p.

COŞAR Simten, YÜCESAN-ÖZDEMİR Gamze (dir.). *İktidarın Şiddeti : AKP'li yıllar, neoliberalizm ve islamcı politikalar* [La violence du pouvoir : Les années AKP, le néolibéralisme et les politiques islamistes]. Istanbul : Metis, 2014, 286 p.

ÇAĞAPTAY Soner. *The new Sultan : Erdogan and the Crises of Modern Turkey*. Londres : I.B. Tauris, 2017, 240 p.

İNSEL Ahmet. *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*. Paris : La Découverte, 2015, 205 p.

JOSSERAN Tancredi. *La nouvelle puissance turque : L'adieu à Mustapha Kemal*. Paris : Ellipses, 2010, 219 p.

MAC LEAN Gerald. *Abdullah Gül and the Making of the New Turkey*. Londres: Oneworld, 2014, 400 p.

MERT Tuğrul. *Recep Tayyip Erdoğan'ın kurtlarla dansı* [La danse avec les loups de Recep Tayyip Erdoğan]. Ankara : Alter, 3^{ème} édition, 2016 (1^{ère} édition : 2014), 328 p.

SEVER Ahmet. *Abdullah Gül ile 12 Yıl : Yaşadım, gördüm, yazdım* [12 années avec Abdullah Gül : j'ai vécu, j'ai vu, j'ai écrit]. Istanbul : Doğan Kitap, 2015, 206 p.

SEVİNDİ Nevval. *Fethullah Gülen ile Global Hoşgörü ve New York Sohbeti* [Conversation avec Fethullah Gülen sur la tolérance globale et New-York]. Istanbul : Timaş, 4^{ème} édition, 2002 (1^{ère} édition : 1997), 207 p.

- **Articles ou numéros de périodiques**

BALCI Bayram, TAUSSIC Sylvie. « Grandeur et déclin d'une alliance entre deux structures politico-religieuses, le mouvement de Fethullah Gülen et le parti AKP de Recep Tayyip Erdogan en Turquie ». *Critica Masonica*, vol. 6/2, n° 12, novembre 2018.

ERLER Özgün. « Yeni Muhafazakârlık, AKP ve 'Muhafazakâr Demokrasi' kimliği » [Le nouveau conservatisme, l'AKP et l'identité 'démocrate conservatrice']. *Stratejik Araştırmalar Dergisi* [Revue de Recherches Stratégiques], n° 10, 2007, p. 126-132.

JOSSERAN Tancredi.

- « Les disciples de Fethullah Gülen ». *Moyen-Orient*, n° 18, avril-juin 2013, p. 70-75.
- « Derrière Recep Tayyip Erdogan : les confréries ? ». *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 24-29.

MARCOU Jean. « Les multiples visages de l'AKP au pouvoir ». *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 18-23.

- **Documents électroniques**

PAGLIARULO Ada. « Interview with Cengiz Aktar. 'Turkey's Problem is Erdogan, Not the AKP' ». Qantara (en ligne). 9 juillet 2013. Disponible sur : <https://en.qantara.de/content/interview-with-cengiz-aktar-turkeys-problem-is-erdogan-not-the-akp> (dernière consultation : 2 janvier 2019).

RODIER Alain. « Turquie : Les services secrets dans la tourmente ? » CF2R (en ligne). Note d'actualité n° 341. 13 janvier 2014. Disponible sur : <http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/turquie-les-services-secrets-dans-la-tourmente.php> (dernière consultation : 1^{er} janvier 2019).

Analyses de la vision stratégique et diplomatique de l'AKP

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

BILLION Didier. « Existe-t-il une nouvelle politique extérieure de la Turquie ? » In MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 55-62.

DEMİRTAŞ Tunç, PİRİNÇÇİ Ferhat. « Türk dış politikasında insani diplomasi : Suriye krizi örneği » [La diplomatie humanitaire dans la politique étrangère turque : l'exemple de la crise syrienne]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 11-38.

DÖNMEZ Rasim Özgür (dir.). *Türkiye’de politik değişim ve Türk dış politikası : Neo-Osmanlıcılığın sosyo politigi* [Le changement politique en Turquie et la politique étrangère turque : Socio-politique du néo-ottomanisme]. Bursa : Dora, 2014, 315 p.

EFEGİL Ertan. « Türk Dış Politikasında Eksen Kayması Sorunsalı : Batı-Yöneliminden Anadolu Merkezli Anlayışa Geçiş mi ? » [La problématique du changement d’axe dans la politique étrangère turque : d’une orientation à l’est vers une conception de l’Anatolie comme centre ?]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 405-430.

GARAPON Béatrice. *Le monde théorique d’Ahmet Davutoğlu : Une analyse de ‘Profondeur stratégique’*. Saarbrücken : PAF, 2014, 79 p.

JABBOUR Jana. *La Turquie : L’invention d’une diplomatie émergente*. Paris : CNRS, 2017, 346 p.

KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie innovante de la Turquie : une nécessité d’adaptation et une volonté d’émancipation ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 51-64.

KOYUNCU Büke. *‘Benim Milletim...’ AK Parti İktidarı, Din ve Ulusal Kimlik* [‘Ma nation...’ Le pouvoir de l’AKP, la religion et l’identité nationale]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2014, 373 p.

ÖZCAN Gencer. « La politique du ‘Zéro problème avec les voisins’ ». In Coll. *Annuaire IEMed de la Méditerranée*. Barcelone : IEMed, 2012, p. 64-69.

ÖZTÜRK Bekir. *Küresel Kukla AKP : Bir Amerikan Projesi* [La poupée globale AKP : Un projet américain]. Istanbul : Altaylı, 2^{ème} édition, 2017 (1^{ère} édition : 2016), 336 p.

STEIN Aaron. *Turkey’s new foreign policy : Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*. Londres : RUSI, 2014, 96 p.

YANARDAĞ Merdan. *Bir ABD Projesi Olarak AKP : Operasyon Partisi* [L’AKP, un projet des USA : Le parti de l’opération]. Istanbul : Kırmızı Kedi Yayınevi, 7^{ème} édition, 2016 (1^{ère} édition : 2007), 254 p.

- **Articles et numéros de périodiques**

BRUCE Benjamin. « Gérer l’islam à l’étranger : entre service public et outil de la politique étrangère turque ». *Anatoli*, n°3/2012, p. 141-147.

DONELLI Federico. « Le radici ottomane della Turchia di Erdoğan ». *Diacronie* (en ligne), n° 12, décembre 2012. Disponible sur : http://www.studistorici.com/2012/12/29/donelli_numero_12/ (dernière consultation : 11 avril 2018).

ERDAĞ Ramazan. « Türkiye'nin Stratejik Kültürü ve Dış Politikada Yansıması » [La culture stratégique turque et son reflet dans la politique étrangère]. *Academik İncelemeler Dergisi* [Revue des comptes-rendus académiques], vol. 8, n° 1, 2013, p. 51-76.

GROC Gérard. « La doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement ». *Confluences Méditerranée*, n° 83, 4/2012, p. 71-85.

ÖZHAN Taha. « Zero Problems and Problems ». *Hürriyet Daily News*, 24 novembre 2011.

KİRİŞÇİ Kemal. « The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State ». *New perspectives on Turkey*, n° 40, 2009, p. 29-57.

KUTLAY Mustafa. « ‘Yeni Türk Dış Politikası’nın Ekonomi Politikası : Eleştirel Bir Yaklaşım » [La politique économique de la nouvelle politique étrangère turque : une approche critique]. *Uluslararası İlişkiler* [Relations Internationales]. Vol. 9, n° 35, 2012, p. 101-127.

OĞUZLU Tarık. « Komşularla Sıfır Sorun Politikası : Kavramsal bir Analiz » [La politique de zéro problème avec les voisins : Une analyse conceptuelle]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 4, n° 4, juin 2012, p. 8-17.

- **Thèses**

LE MOULEC Jean-Baptiste. *Janissaires du savoir : Sociologie des producteurs et diffuseurs de savoirs sur le Moyen-Orient en Turquie (1998-2015)*. Thèse de doctorat sous la direction de GROC Gérard : Sciences politiques : Aix-en-Provence : Institut d’Études Politiques d’Aix-en-Provence : 2016. 556 p.

ZAKKA Antoine. *La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspective*. Thèse de doctorat (non publiée) sous la direction de BOZDÉMİR Michel : Sciences politiques et relations internationales : Paris : 2016. 363 p.

- **Documents électroniques**

ÇINAR Yusuf. « Turgut Özal ve Ak Parti dönemi Türk dış politikasına teorik bir bakış örneği : Liberal düşüncenin Türk dış politikasına etkisi » [Un exemple de regard théorique sur la politique étrangère sur à l'époque de Turgut Özal et de l'AKP : l'influence de la pensée libérale sur la politique étrangère turque]. *Uluslararası Hakemli Sosyal Bilimler E-Dergisi* [E-Revue de Sciences Sociales et Juridiques des Relations internationales] (en ligne). Septembre-décembre 2011, 26 p. Disponible en PDF sur : <http://www.akademikbakis.org/eskisite/26/09.pdf> (dernière consultation : 17 septembre 2017).

KARDAŞ Şaban. « Du 'zéro problème' à l'impulsion démocratique ». TEPAV (en ligne). Document de travail : Turkey Policy Brief Series n° 5. 2012. Disponible sur : http://www.tepav.org.tr/upload/files/1346423652-1.Du_z_ro_probl_me___l_impulsion.pdf (dernière consultation : 14 novembre 2018).

MARCOU Jean. « Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ? » Les clés du Moyen-Orient (en ligne). 4 mai 2012. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-neo-ottomanisme-clef-de-lecture-de-la-Turquie-contemporaine> (dernière consultation : 11 avril 2018).

Analyses de l'application par l'AKP de sa doctrine stratégique

À l'échelle globale

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, 437 p.

DAL Emel Parlar. « Entre précaution et ambition : Le ‘néo-ottomanisme’ de la nouvelle politique extérieure de l’AKP en question. In KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L’Harmattan, 2010, p. 35-55.

DEMİRAĞ Yelda, ÖZDAĞ Ümit (dir.). *Stratejik Derinlikte Savrulan Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque se dissipant dans la profondeur stratégique]. Ankara : Kripto, 2016, 304 p.

DİNÇER Osman Bahadır, ÖZDAL Habibe, YEGİN Mehmet (dir.). *Mülakatlarla Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque par les entretiens]. Ankara : USAK, 2010, 2 vol.

IŞIKSAL Hüseyin, ÖRMECI Ozan (dir.). *Turkish Foreign Policy in the New Millenium*. Francfort : Peter Lang, 2015, 730 p.

KAZANCIGIL Ali. « La diplomatie : les ambitions régionales et mondiales d’une puissance moyenne ». In AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali (dir.). *La Turquie, d’une révolution à l’autre*. Paris : Fayard, 2013, p. 255-283

NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, 285 p. (Axes Savoir ; 32).

ZENGİN Gürkan. *Kuşatma : Türkiye’nin Beka Mücadelesi 2013-2017* [Le blocage : La bataille défensive de la Turquie 2013-2017]. Istanbul : İnkılap, 2018, 462 p.

- **Articles ou numéros de périodiques**

BOZDEMİR Michel. « La Turquie désorientée, ou l’émergence d’une puissance régionale ? » *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 99-114.

GROSJEAN Olivier. « Turquie : le mouvement kurde à l’heure du ‘processus de paix’ ». *Politique étrangère*, n° 2/2014, été 2014, p. 27-37.

LE MOULEC Jean-Baptiste. « La Turquie est-elle encore une puissance régionale ? ». *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 63-67.

ULUTAŞ Ufuk. « Turkish Foreign Policy in 2009 : A Year of Pro-activity ». *Insight Turkey*, vol. 12, n° 1, hiver 2010, p. 1-9.

BENHAIM Yohanan. « Quelle politique kurde pour l'AKP ? ». *Politique étrangère*, n° 2/2014, été 2014, p. 39-50.

- **Documents électroniques**

ATEŞ Davut. « Türk Dış Politikasında On Yılda Neler Değişti, Neden Değişti ? » [Qu'est-ce qui a changé dans la politique étrangère turque en dix ans, et pourquoi ?] ORSAM (en ligne). 23 février 2012. Non disponible (dernière consultation : 11 novembre 2017 ; supprimé à la date du 13 novembre 2017).

FRAPPI Carlo. « Ankara e il suo ruolo di broker nella regione ». ISPI (en ligne). 11 avril 2017. Disponible sur : <https://www.ispionline.it/en/node/16473> (dernière consultation : 12 novembre 2018).

FRAPPI Carlo, TALBOT Valeria. « La politica estera della Turchia ». ISPI (en ligne). Document de travail : Osservatorio di Politica Internazionale n° 127. Mars 2017. Disponible sur : http://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/parlamento_esteri_turchia_2017.pdf (dernière consultation : 13 janvier 2018).

GRIGORIADIS Ioannis. « The Davutoğlu Doctrine and Turkish Foreign Policy ». Hellenic Foundation for European & Foreign Policy (en ligne). Document de travail : Middle Eastern Studies Programme n° 8/2010. Avril 2010. Disponible sur : http://www.eliamep.gr/wp-content/uploads/2010/05/KEIMENO-EPTΑΣΙΑΣ-8_2010_IoGrigoriadis1.pdf (dernière consultation : 25 janvier 2018).

KİRİŞCİ Kemal. « Is Turkish foreign policy becoming pragmatic again ? » Brookings (en ligne). 11 juillet 2016. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2016/07/11/is-turkish-foreign-policy-becoming-pragmatic-again/> (dernière consultation : 4 janvier 2019).

MARSILI Carlo. « Politica estera turca : fuori dall'isolamento ? » ISPI (en ligne). 4 juin 2015. Disponible sur : <http://www.ispionline.it/it/pubblicazione/politica-estera-turca-fuori-dallisolamento-13425> (dernière consultation : 2 janvier 2019).

Vis-à-vis de l'Europe

• **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

BOZDÉMİR Michel. *La marche turque vers l'Europe*. Paris : Karthala, 2005, 300 p.

CAUTRÈS Bruno, MONCEAU Nicolas. *La Turquie en Europe : L'opinion des Européens et des Turcs*. Paris : Presses de Sciences-Po, 2011, 172 p.

DAĞÇI SAKARYA Zerrin, EHRAN Çağrı, GENÇ Özlem (dir). *Siyasi partilerin Avrupa Birliği'ne bakışı* [La vision des partis politiques sur l'Union Européenne]. Ankara : Ankara Üniversitesi, 2011, 362 p.

İLHAN Suat.

- *Avrupa Birliği Üyeliği Atatürkçülüğün Sonudur* [L'adhésion à l'Union Européenne est la fin de l'ataturquisme]. Ankara : Sağlık-İş Yayınları, 2003.
- *Türk olmak zordur* [Il est dur d'être turc]. Istanbul : Alfa, 2009, 770 p.

• **Articles ou numéros de périodiques**

ARAS İlhan, TEZCAN Ercüment. « Adalet ve Kalkınma Partisi'nde Euroseptisizm: Avrupa Birliği Desteğinin Eleştiriyeye Dönüşümü » [L'eurosepticisme du Parti de la Justice et du Développement : le passage d'un soutien à la critique de l'Union Européenne]. *Uluslararası Hukuk ve Politika* [Politique et droit international], vol. 11, n° 41, 2015, p. 1-35.

BOZDÉMİR Michel.

- « Chypre, nœud gordien de la Méditerranée Orientale ». *Défense Nationale*, n° 42, février 1986, p. 97-114.
- « Chypre, entre panhellénisme et panturquisme ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 48-49, 1988, p. 238-249.

ERDOĞAN Seven. « Göçmen krizi, Avrupa Birliği ve yeniden hatırlanan Türkiye » [La crise des migrants, l'Union Européenne et la Turquie dont on se souvient à nouveau]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 8, n° 74, mai-juin 2016, p. 64-67.

TOUMARKINE Alexandre. « La politique turque dans les Balkans : Volonté d'intégration, risque de marginalisation ». *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1039, septembre 2003, p. 40-51.

Les États-Unis et l'OTAN

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

AYATA Alli. « Türkiye-ABD İlişkileri » [Les relations Turquie-USA]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 83-108.

BAL Idris. « Obama'nın ABD Başkanı Olmasının Anlamı ve Türkiye'ye Yansımaları » [Le sens et les réflexions de la présidence d'Obama aux USA]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 109-123.

DİPTAŞ Serra, DUDDEN Lesley, HANNON Jackson, KANAT Kılıç Buğra. *US-Turkey relations under the AK Party : An almanac*. Istanbul : SETA, 2017, 262 p.

KİRİŞCİ Kemal. *Turkey and the West : Fault lines in a trouble alliance*. Washington : Brookings Institution Press, 2018, 309 p.

UZGEL İlhan. ABD ve NATO'yla ilişkiler [Les relations avec les USA et l'OTAN]. In ORAN Baskın (dir.). *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar* [La politique étrangère turque : Phénomènes, documents et commentaires de la guerre d'indépendance à nos jours]. Istanbul : İletişim Yayınları, 2013, vol. 3, p. 249-335.

- **Article ou numéro de périodiques**

TAŞPINAR Ömer. « The Rise of Turkish Gaullism : Getting Turkish-American Relations Right ». *Insight Turkey*, vol. 13, n° 1, 2011, p. 11-17.

Le Moyen-Orient

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

ALTÜRK Ramazan. *Kürt jeopolitiğinin Türk dış politikasına etkileri* [Les effets de la géopolitique kurde sur la politique étrangère turque]. Istanbul : Belge Yayınları, 2014, 374 p.

BÖLÜKBAŞI Yusuf Ziya. « Türkiye-İsrail İlişkileri » [Les relations Turquie-Israël]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 197-243

DEMİR İdriss (dir.). *Turkey's Foreign Policy Towards the Middle East : Under the Shadow of the Arab Spring*. Newcastle : Cambridge Scholars Publishing, 2017, 175 p.

DJALILI Mohammad-Reza. « Turquie-Iran 1979-2010 : entre défiance et rapprochement ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 65-88.

GANEM Elise. « La détérioration du partenariat israélo-turc ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p 89-115.

İNAT Kemal, YEGİN Abdullah. « Türkiye'nin İran politikası 2014 » [La politique iranienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2ème édition, 2016, (1ère édition : 2015), p. 141-170.

KAYA Uğur. « L'identité stratégique de la Turquie et la transformation des enjeux stratégiques turcs au Moyen-Orient ». In KAYA Uğur. *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris : L'Harmattan, 2010, p. 13-33.

MARCOU Jean, « La Turquie, puissance régionale, et les 'printemps arabes' ». In MARCOU Jean, TÜRKMEN Füsün (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 63-74.

SCHMID Dorothée (dir.). *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* Paris : CNRS, 2011, 290 p.

SITZENSTUHL Charles. *La diplomatie turque au Moyen-Orient : Héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP 2002-2010*. Paris : L'Harmattan, 2011, 230 p.

TELCİ İsmail Numan. « Türkiye'nin Mısır politikası 2014 » [La politique égyptienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 207-230.

VANRIE Pierre. « La question kurde dans la diplomatie turque ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 269-284.

YAKACIKLI Lebriz. « Iran-Turquie : Fin de la période de rapprochement ? » In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *L'Iran dans le monde*. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 91-116.

- **Articles ou numéros de périodiques**

BAĞCI Hüseyin, SİNKAYA Bayram. « Büyük Ortadoğu Projesi ve Türkiye : AK Parti'nin Perspektifi » [Le projet de Grand Moyen-Orient et la Turquie : la perspective de l'AKP]. *Akademik Orta Doğu* [Moyen-Orient Académique], vol. 1, n° 1, 2006, p. 21-37.

ÇİÇEK Ceyhan. « Türkiye-İsrail ilişkilerinde yeni dönem » [Nouvelle période dans les relations Turquie-Israël]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 9, n° 78, janvier-février 2017, p. 36-39.

ERBOĞA Abdullah. « Ankara-Riyad yaklaşması » [Le rapprochement Ankara-Riyad]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 8, n° 77, novembre-décembre 2016, p. 42-45.

JABBOUR Jana. « La diplomatie turque au Moyen-Orient : du 'modèle' à l'enlisement ». *Moyen-Orient*, n° 31, juillet-septembre 2016, p. 68-73.

KARDAŞ Şaban. « 'Çevrelenen' İran ve Türkiye : dikkatli iyimserliğe devam ? » [L'Iran « encerlé » et la Turquie : la poursuite d'une amélioration prudente ?]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 9, n° 82, septembre-octobre 2017, p. 8-9.

MARCOU Jean. « L'offensive turque à Afrine, une opération militaire incertaine aux conséquences stratégiques imprévisibles ». *Diplomatie*, n° 91, mars-avril 2019, p. 14.

ÖZTÜRKLER Harun. « Türkiye-İran ekonomik ilişkileri » [Les relations économiques Turquie-Iran]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 9, n° 82, septembre-octobre 2017, p. 78-80.

SAGŞEN İlhan. « Arap Baharı, Türk Dış Politikası ve Dış Algılaması » [Le printemps arabe, la politique étrangère turque et sa perception à l'étranger]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 3, n° 31-32, juillet-août 2011, p. 57-64.

SİNKAYA Bayram. « Geçmişten Günümüze Türkiye'nin Ortadoğu Politikası ve Batı Etkisi » [La Politique Moyen-Orientale de la Turquie jusqu'à nos Jours et l'Influence Occidentale]. *Ankara Düşünce ve Araştırma Merkezi Akademi* [Académie du Centre de Recherche et de Réflexion d'Ankara], n° 1/2011, p. 79-100.

SÖNMEZ Göktuğ. « İsrail-Türkiye ilişkilerinde dairesel döngü : yeniden yakınlaşma zamanı mı ? » [Retournement dans les relations Israël-Turquie : est-ce à nouveau le temps du rapprochement ?]. *Ortadoğu Analiz* [Analyse Moyen-Orient], vol. 8, n° 73, mars-avril 2016, p. 66-69.

STEIN Aaron. « Turkey's Yemen Dilemma ». *Foreign Affairs*, 7 avril 2015.

USLU Nasuh. « Türkiye'nin Yeni Orta Doğu Yaklaşımı » [La nouvelle approche moyen-orientale de la Turquie]. *Bilig*, n° 52, hiver 2010, p. 147-180.

VALTER Stéphane. « Le retour de la Syrie sur la scène internationale ? ». *Maghreb-Machrek*, n° 203, printemps 2010, p. 7-24.

YILMAZ Özcan. « Syrie : Ankara contre Téhéran ? ». *Politique étrangère*, n° 3/2014, automne 2014, p. 121-131.

- **Documents électroniques**

AKGÜN Mensur, ERALP Yalım, ERGÜVENÇ Şadi *et al.* « Suriye'ye dikkat » [Attention à la Syrie]. GPot (en ligne). Document de travail : Policy Brief n° 37. Décembre 2013. Disponible sur : http://www.gpotcenter.org/dosyalar/PB37_2013_HighAdvisoryBoardReport.pdf (dernière consultation : 3 janvier 2019).

HATAHET Sinan. « Suriye'de 'İŞİD' » ['L'EI' en Syrie]. ORSAM (en ligne). Document de travail : ORSAM bölgesel gelişmeler değerlendirmesi [évaluation des développements régionaux de l'ORSAM] n° 20. Février 2015. Disponible sur : http://orsam.org.tr/d_hbanaliz/20tr.pdf (dernière consultation : 1^{er} janvier 2019).

KANBOLAT Hasan. « Suriye'den Suriye'yi Anlamak : Esad'ın Altı Ayı Kaldı » [Comprendre la Syrie depuis la Syrie : Il reste six mois à Assad]. ORSAM (en ligne). 24 février 2012. Disponible sur : <http://orsam.org.tr/orsam/DPAnaliz/13124?dil=tr> (dernière consultation : 13 octobre 2017).

KARDAŞ Şaban. « Is Turkey's long game in Iraq a success? » Al-Jazeera (en ligne). 3 septembre 2014. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/09/turkey-long-game-iraq-success-2014939291192517.html> (dernière consultation : 1^{er} janvier 2018).

USUL Ali Resul. « Arap halk hareketleri, bölgede demokratikleşme imkanları, Libya ve Türkiye'nin tutumu » [Les mouvements populaires arabes, les possibilités de démocratisation dans la région, la Libye et l'attitude turque]. Gpot (en ligne). Document de travail : Policy Brief n° 23. Avril 2011. Disponible sur : http://www.gpotcenter.org/dosyalar/PB23_2011_ArapHalkHareketleri_AliResulUsul.pdf (dernière consultation : 22 octobre 2018).

La politique turque vis-à-vis de la Russie, du Caucase et de l'Asie Centrale

• Monographies ou contributions à un ouvrage collectif

BALCI Bayram. *Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*. Paris : CNRS, 2017, 320 p.

EFEGIL Ertan, MUSAOĞLU Neziha. « Rusya-Avrupa Birliği Ekseninde, Türkiye'nin Enerji Politikasının analizi » [Analyse de la politique énergétique de la Turquie au sein de l'axe Russie-Union Européenne]. In BAL Idris, BOZKURT Giray Saynur, ÇELİK Çiğdem *et al.* *Değişen Dünyada Türk Dış Politikası* [La politique étrangère turque dans un monde qui change]. Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2011, p. 147-168.

ERŞEN Emre. « Türkiye'nin Rusya ve Güney Kafkasya politikası 2014 » [La politique russe et sud-caucasienne de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 355-381.

GAFARLI Orhan. *Avrasya çıkmazı : Yeni büyük oyunu kim kazanacak ?* [L'impasse de l'Eurasie : Qui gagnera à ce nouveau grand jeu ?]. Ankara : Nobel Yayınları, 2015, 191 p.

THERME Clément. « Le triangle géopolitique entre la Turquie, l’Iran et la Russie : entre ruptures et continuités ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 247-268.

TÜFEKÇİ Özgür. *The foreign policy of modern Turkey : Power and the Ideology of Eurasianism*. Londres : I.B.Tauris, 2017, 242 p.

YARACILIK Lebriz. « Les relations de la Turquie avec les Républiques d’Asie Centrale ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 117-162

YILMAZ Salih. *Türkiye-Rusya ilişkilerine bakış : 2016-2017* [Regard sur les relations Turquie-Russie : 2016-2017]. Ankara : Nobel Yayınları, 2018, 394 p.

- **Articles et numéros de périodique**

AKYURT Ali, ÇAMAN Efe. « Caucasus and Central Asia in Turkish Foreign Policy : The Time Has Come for a New Regional Policy ». *Alternatives : Turkish Journal of International Relations*, vol. 10, n° 2-3, été-automne 2011, p. 45-64.

NOVIKOVA Gayane. « Quid Pro Quo in Turkey’s South Caucasus Policies ». *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 2011, p. 133-150.

KÜÇÜKCAN Talip. « Türk-Rus ilişkilerinde yeni perde » [Nouvel acte dans les relations turco-russes]. *Sabah*, 8 décembre 2012.

TÜRK Fahri. « Türkiye-Türkmenistan ilişkileri 1990-2010 » [Les relations Turquie-Turkménistan 1990-2010]. *Sosyal ve Beşeri Bilimler Dergisi* [Revue de sciences sociales et humaines], vol. 2, n° 2, 2010, p. 57-64.

Les mondes émergents : Amérique Latine, Afrique Subsaharienne et Asie du Sud et de l’Est

- **Monographies ou contributions à un ouvrage collectif**

ÇOLAKOĞLU Selçuk. *Dünya Düzeninde Çin ve Türkiye-Çin İlişkileri* [La Chine et les relations Turquie-Chine dans l’organisation du monde]. USAK : Ankara, 2012, 168 p.

ERDAĞ Ramazan. « Türkiye'nin Afrika politikası 2014 » [La politique africaine de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 287-305.

KELLNER Thierry. « La Chine et la Turquie : entre compétition et partenariat ». In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 201-246.

ÖZKAN Mehmet.

- *Doğu Afrika Jeopolitiği ve Türkiye'nin Somali Politikası* [La géopolitique de l'Afrique de l'Est et la politique somalienne de la Turquie]. Istanbul : SETA, 2014, 131 p.
- *Turkey's involvement in Somalia : Assesment of a State-building in progress*. Istanbul : SETA, 2014, 61 p.

TEMİZ Kadir. *Türkiye-Çin ilişkileri* [Les relations Turquie-Chine]. Istanbul : SETA, 2017, 21 p.

UWIZEYIMANA Emeline. L'ouverture de la Turquie à l'Afrique. In NAHAVANDI Firouzeh (dir.). *Turquie : Le déploiement stratégique*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 163-199.

YETİN Mustafa. Türkiye'nin Latin Amerika politikası 2014 [La politique latino-américaine de la Turquie 2014]. In BALCI Ali, DURAN Burhanettin, İNAT Kemal (dir.). *Türk Dış Politikası Yıllığı 2014* [Bilan annuel de la politique étrangère turque 2014]. Ankara : SETA, 2^{ème} édition, 2016, (1^{ère} édition : 2015), p. 497-514.

- **Articles et numéros de périodique**

AKILLI Erman, DONELLI Federico. « Reinvention of Turkish Foreign Policy in Latin America : The Cuba Case ». *Insight Turkey*, vol. 18, n° 2, 2016, p. 161-181.

BALCI Bayram. « La diplomatie active mais fragile de la Turquie en Afrique ». *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 96-101.

TEMİZ Kadir. « An Illustration of Sino-Turkish Relations : The Cyprus Question ». *Insight Turkey*, vol. 20, n° 1, hiver 2018, p. 81-98.

ÜNVER Hamid Akın. « Iran, Turkey and China's Middle Eastern Pivot ». *The Diplomat*, 30 mai 2014.

- **Documents électroniques**

ÖZKAN Mehmet. « Türkiye-Afrika ilişkilerinde yeni dönem » [Une nouvelle période dans les relations Turquie-Afrique]. Al-Jazeera Türk (en ligne). 20 novembre 2014. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com.tr/gorus/turkiye-afrika-iliskilerinde-yeni-donem> (dernière consultation : 5 janvier 2019).

SÖYLEMEZ Mehmet. « Turkey and China : An Account of a Bilateral Relations Evolution ». DGRIS (en ligne). Document de travail : Note d'actualité de l'Observatoire de la Chine n° 22/24. Décembre 2017. Disponible sur : https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/3723/files/2018/06/22-Soleymez-ChineTurquie_De%CC%81c2017.pdf (dernière consultation : 12 novembre 2018).

Liste des sigles et acronymes

AKP : *Adalet ve Kalkınma Partisi* - Parti de la Justice et du Développement

ANAP : *Anavatan Partisi* - Parti de la Mère Patrie

AP : *Adalet Partisi* - Parti de la Justice

ASL : Armée Syrienne Libre

AVİM : *Avrasya İncelemeleri Merkezi* - Centre d'Études Eurasiennes

BDP : *Bariş ve Demokrasi Partisi* - Parti de la Paix et de la Démocratie

BILGESAM : *Bilge Adamlar Stratejik Araştırmalar Merkezi* - Centre des Sages pour les Études Stratégiques

CEE : Communauté Économique Européenne

CGN : Congrès Général National

CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi* - Parti Républicain du Peuple

CICA : Conférence pour l'Interaction et les mesures de Confiance en Asie

CNS : Conseil National Syrien

CSFA : Conseil Suprême des Forces Armées

D-8 : *Developing 8* : organisation de coopération économique regroupant les huit pays musulmans les plus peuplés

DP : *Demokrat Partisi* - Parti Démocrate

DPUG : *Demokrat Parti - Ulusal Güçler* - Parti Démocrate - Forces Nationales

DYP : *Doğru Yol Partisi* - Parti de la Juste Voie

EI : État Islamique (ou Da'esh)

EIIL : État Islamique en Irak et au Levant

FDS : Forces Démocratiques Syriennes

FP : *Fazilet Partisi* - Parti de la Vertu

G-Pot : *Global Political Trends Center* - Centre des Tendances Politiques Globales

GAP : *Güneydoğu Anadolu Projesi* - Projet de l'Anatolie du Sud-Est

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan

HDP : *Halkların Demokratik Partisi* - Parti Démocratique des Peuples

IFRI : Institut Français des Relations Internationales

İHH : *İnsan Hak ve Hürriyetleri ve İnsani Yardım Vakfı* - Fondation pour les Droits et Libertés Humains et l'Aide Humanitaire

IRIS : Institut de Relations Internationales et Stratégiques

ISPI : *Istituto per gli Studi di Politica Internazionale* - Institut d'Études de Politique Internationale

ITC : *Irak Türkmen Cephesi* - Front Turkmène d'Irak

İYİ : *İyi Parti* - Bon Parti

LA : Ligue Arabe

LDP : *Liberal Demokrat Partisi* - Parti Libéral Démocrate

MERCOSUR : *Mercado Común del Sur/Mercado Comum do Sul* - Marché Commun du Sud

MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi* - Parti d'Action Nationaliste

MIT : *Millî İstihbarat Teşkilatı* - Organisation Nationale de Renseignement

MTTB : *Millî Türk Talebe Birliği* - Union Nationale des Étudiants Turcs

OCEMN : Organisation de Coopération Économique de la Mer Noire

OCI : Organisation de la Conférence Islamique

OG : Organisation Gouvernementale

OLP : Organisation de Libération de la Palestine

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ORSAM : *Ortadoğu Stratejik Araştırmalar Merkezi* - Centre de Recherches Stratégiques pour le Moyen-Orient

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PGMO : Projet de Grand Moyen-Orient

PJC : Parti de la Justice et de la Construction

PJD : Parti de la Justice et du Développement

PJL : Parti de la Justice et de la Liberté

PKK : *Partiya Karkerên Kurdistan* - Parti des Travailleurs du Kurdistan

PYD : *Partiya Yetikiya Demokrat* - Parti de l'Union Démocratique

RP : *Refah Partisi* - Parti du Bien-Être

RTÜK : *Radyo Televizyon Üst Kurum* - Conseil Supérieur de la Radio et de la Télévision

SETA : *Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı* - Fondation pour les Recherches Économiques, Politiques et Sociales

SP : *Saadet Partisi* - Parti de la Félicité

TAK : *Teyrênbazê Azadiya Kurdistan* - Faucons de la Liberté du Kurdistan

TESAM : *Türkiye Ekonomik ve Stratejik Araştırmalar Merkezi* - Centre de Recherches Stratégiques et Économiques sur la Turquie

TESEV : *Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı* - Fondation pour les Études Économiques et Sociales de Turquie

TIKA : *Türk İşbirliđi ve Kalkınma Ajansı* - Agence Turque de Coopération et de Développement

TÜRKPA : *Türk Dili Konuşan Ülkeler Parlamenter Asamblesi* - Assemblée Nationale des Parlementaires des Pays Turcophones

UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

UKIP : *United Kingdom Independance Party* - Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni

USAK : *Uluslararası Stratejik Araştırma Kurumu* - Fondation de Recherche Stratégique Internationale

YPG : *Yekîneyên Parastina Gel* - Unités de Protection du Peuple

YÖK : *Yüksek Öğretim Kurumu* - Haut Conseil de l'Éducatio

Index

Abdallah 1 ^{er}	31
Abdülhamid II	27, 86
Ahmadinejad, M.	71, 257, 308
Ahmet III	27
Akar, H.	65, 370, 382, 384, 395, 397, 412, 413, 420, 464
Akçura, Y	86, 96, 99
Akdoğan, Y.	58, 128, 159, 169, 201, 232, 265, 327, 345, 385, 386, 414, 434
Akşener, M.	268, 304
Aktar, C.	300, 307, 366, 438
al-Assad, B.	53, 154, 155, 281, 291, 298, 306, 307, 309, 310, 313, 315, 316, 324, 325, 326, 327, 332, 333, 338, 339, 340, 344, 345, 346, 350, 351, 352, 355, 357, 360, 362, 366, 370, 383, 390, 406, 416, 421
al-Banna, H.	320
al-Hachemi, T.	321, 323
al-Maliki, N.	290, 321, 353, 354, 407
al-Nimr, N.B.	407
al-Qadi, Y.	58
al-Saoud, A.	170
al-Sissi, A.	337, 341, 353, 358, 360
Altan, A.	183
Altan, M.	183, 397
Altunışık, M.B.	159
Amanullah	30
Amorim, C.	51, 257
Annan, K.	66, 132, 146, 150, 151, 153, 166, 168, 298
Aristote	119
Arınç, B.	11, 12, 43, 127, 160, 162, 164, 169, 178, 353, 367, 378, 414
Arslan, M.	59
Ataman, M.	59, 305, 356, 371, 379, 396
Atasagun, Ş.	70
Atatürk, M.K.	8, 11, 25, 28, 29, 30, 31, 40, 47, 76, 78, 87, 89, 90, 91, 117, 153, 158, 210, 211, 212, 218, 224, 238, 246, 319, 337, 339, 342, 355, 360, 363, 365, 379, 397, 401, 403, 407, 434, 436, 437, 438, 440, 443, 445, 446, 447, 449, 451
Ateş, A.	114
Avcı, N.	100
Aybet, G.	59
Aydın, M.	168, 181
Babacan, A.	19, 46, 54, 55, 127, 176, 181, 191, 192, 196, 202, 208, 243, 248, 267, 367, 378
Badie, B.	125, 213, 402
Badie, M.	337
Bağcı, H.	158
Bağış, E.	46, 56, 58, 60, 129, 159, 169, 267, 359

Bahçeli, D.....	398
Balcı, A.....	55, 153, 251, 260, 327, 358, 380, 382, 419
Balci, B.....	2, 78, 199, 201, 269
Balık, G.	59
Barchard, D.	107
Bardakoğlu, A.	76
Barut, M.	421
Barzani, M.	253, 349, 351
Başbuğ, İ.....	65
Batu, H.	101, 102, 104, 106, 108
Belge, M.	183
Ben Ali, H.	28
Ben Ali, Z.	289
Benoît XVI.....	77
Benraad, M.	347
Berdimammedov, G.	198, 199, 200
Billion, D.....	103
Birand, M.A.....	163
Bölükbaşı, Y.Y.....	171
Boniface, P.	9
Bouazizi, M.	289
Bousahmein, N.	342
Bozdémir, M.....	2, 327
Braillard, P.	13
Brejnev, L.....	16, 17
Bush, G.W.	58, 59, 111, 120, 158, 159, 161, 162, 163, 166
Büyükanıt, Y.	64, 177, 178, 179
Byford, G.....	111
Çakmak, H.	55, 92, 98, 304, 381, 382, 399
Çalışkan, E.	296
Cameron, D.	340
Çandar, C.....	127, 130, 163, 183, 246, 266, 366, 397, 414
Canikli, N.	56
Çavuşoğlu, M.	46, 49, 55, 56, 380, 425, 464
Ceaurescu, N.....	33, 309
Çeçen, A.	98
Çelik, H.....	262, 337
Cem, İ....	75, 101, 108, 112, 113, 114, 115, 116, 131, 137, 146, 166, 182, 249, 373, 414, 433, 464
Charillon, F.....	13
Chevènement, J.P.	258
Cheviron, N.	337, 377
Çiçek, C.....	178
Çiller, T.	36, 48, 137
Confucius	119, 423
Da Silva, L.....	272
Dal, E.P.	238, 263, 305, 317, 367

Davutoğlu, A.	17, 18, 20, 24, 39, 40, 44, 45, 46, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 68, 72, 75, 83, 84, 85, 93, 94, 99, 100, 106, 107, 112, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 129, 130, 131, 148, 149, 156, 159, 163, 165, 168, 169, 172, 174, 176, 181, 182, 185, 187, 188, 189, 190, 192, 196, 198, 201, 203, 207, 208, 210, 213, 214, 216, 218, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 229, 231, 232, 234, 236, 238, 240, 243, 244, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 276, 281, 283, 286, 287, 296, 297, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 317, 319, 320, 321, 322, 324, 325, 327, 329, 330, 332, 333, 336, 337, 341, 342, 343, 354, 358, 364, 365, 366, 367, 369, 370, 371, 372, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 382, 385, 389, 390, 395, 408, 414, 416, 417, 418, 419, 420, 439, 443, 464, 465
de Gaulle, C.	33, 237
Dedeoğlu, B.	53, 57, 127, 130, 137, 182, 214, 236, 239, 243, 267, 268, 380
Demirel, S.	33, 36, 105, 106
Demirtaş, S.	376
Denktaş, R.	145, 150, 151
Denktaş, S.	145
Diriöz, H.	61, 256
Djalili, M.R.	13, 258
Doğan, M.	278
Donelli, F.	229, 370, 371, 395, 409
Douguine, A.	97
Dubček, A.	16
Ecevit, B.	41, 64, 105, 106, 108, 114, 137, 144, 145, 209, 210
el-Béçir, O.	423
Elekdağ, Ş.	143
Eralp, Y.	366
Erbakan, N.	10, 11, 12, 34, 36, 47, 48, 53, 55, 64, 78, 79, 84, 91, 93, 101, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 117, 120, 132, 134, 137, 165, 178, 426
Erdağ, R.	223, 240, 245, 275, 310, 343, 353
Erdoğan, R.T.	11, 12, 17, 19, 20, 39, 40, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 70, 72, 77, 78, 79, 80, 83, 84, 93, 99, 100, 111, 125, 128, 132, 135, 150, 154, 155, 160, 161, 162, 163, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 178, 180, 181, 184, 186, 187, 189, 191, 197, 198, 205, 208, 215, 216, 243, 245, 246, 248, 250, 251, 252, 256, 259, 260, 261, 262, 264, 265, 267, 269, 271, 272, 287, 293, 294, 298, 299, 308, 313, 314, 316, 318, 320, 321, 324, 327, 333, 334, 335, 337, 339, 345, 349, 351, 353, 355, 358, 359, 363, 365, 366, 368, 369, 370, 371, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 384, 389, 390, 395, 396, 397, 398, 399, 401, 402, 403, 404, 406, 407, 408, 410, 412, 413, 414, 416, 419, 421, 422, 424, 436, 437, 440, 464, 465
Erdoğan, S.	394
Ergüvenç, B.	366
Erhan, Ç.	266
Erkin, F.	33
Erkmen, S.	348
Erşen, E.	360
Essebsi, B.C.	343
Evren, K.	64

Fidan, H.	70, 71, 83, 100, 269, 316, 320, 321, 350, 368, 370, 371, 374, 382, 384, 395, 403, 408, 413, 416, 420
Fukuyama, F.	120
Garapon, B.	49, 118, 119, 319
García, L.G.	10
Gasprinski, I.	96
Ghalioun, B.	10
Gökalp, Z.	87, 96, 99
Gönül, V.	46, 55
Gorgas, J.T.	345
Görmez, M.	77, 78
Groc, G.	130, 208
Gül, A.	11, 12, 17, 19, 46, 49, 51, 52, 53, 57, 59, 60, 61, 62, 67, 83, 92, 93, 94, 99, 109, 111, 112, 129, 132, 134, 155, 160, 162, 169, 170, 171, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 184, 186, 191, 192, 194, 195, 198, 199, 201, 208, 211, 216, 220, 221, 225, 228, 232, 233, 236, 243, 248, 250, 251, 255, 256, 263, 265, 270, 271, 287, 298, 300, 305, 307, 315, 317, 321, 324, 367, 376, 378, 412, 414, 419, 429, 430, 437, 465
Gülen, F.	39, 59, 61, 68, 70, 71, 74, 76, 78, 79, 80, 83, 92, 93, 98, 100, 183, 199, 244, 246, 266, 278, 333, 361, 364, 365, 368, 369, 375, 376, 378, 389, 395, 410, 412, 419, 422, 436, 437, 438
Gürel, Ş.S.	113, 115, 128, 146, 223
Gürsel, C.	204
Gürsel, S.	277
Haftar, K.	342
Hallstein, W.	16, 17
Haushofer, K.	119
Huntington, S.	120, 121, 306
Huseyinzade, A.	96
Hussein, S.	65, 347
Ianoukovytch, V.	361
İhsanoğlu, E.	376
İlhan, S.	141
İnce, M.	278, 313
İnönü, İ.	103
İnsel, A.	110, 183, 222
Işık, F.	56
Jabbour, J.	74, 156, 224, 241
Jdanov, A.	16
Jiabao, W.	270
Jiechi, J.	270
Johnson, L.	33, 103, 144
Kadhafi, M.	34, 110, 265, 291, 298, 299, 300, 301, 307, 330
Kalın, İ.	17, 20, 59, 112, 130, 182, 236, 256, 333, 338, 354, 358, 359, 364, 371, 372, 373, 374, 382, 395, 399, 416, 419, 420, 425, 464

Kardaş, Ş	166, 304, 312, 314, 354, 372, 406
Kennan, B.....	17
Khasshoggi, J.	422
Khrouchtchev, N.	103
Kılıç, A.	114, 269, 284, 324, 327, 362, 398, 445
Kirchner, C.	272
Kirişci, K.	153, 211, 212, 218, 246, 379
Kısakürek, N.F.	47, 91, 92, 93
Köksal, S.	366
Konca, A.H.....	57
Koru, F.	250
Koşaner, I.....	65
Kotku, M.Z.	91
Kouchner, B.	258
Küçükcan, T.	325
Lavrov, S.	340
Le Guelte, G.	15, 16
le Moulec, J.B.....	124
Liel, A.....	204
Loğoğlu, F.	60
Loukianov, F.	399, 401
Machiavel	119
Mackinder, H.....	118, 119
Maduro, N.	424
Mahan, A.	118
Makarios, M.	33, 34
Marcou, J.....	179, 205, 322, 326, 376
Mardin, Ş.....	50
Marsili, C.....	358
Marzouki, M.....	343
Mayor, F.....	168
Mechaal, K.	172
Méhémet Ali.....	27
Mehmet II.....	26
Mehmetçik, H.....	371, 372, 382
Menderes, A.	32, 57, 63, 102, 293
Merkel, A.	281, 326, 393
Mert, T.....	316, 318, 355, 361
Monroe, J.....	15, 16, 17
Morsi, M.....	290, 308, 321, 336, 337, 355, 358
Moubarak, H.....	114, 289, 295, 296
Müslüm, S.	72, 128, 349, 350, 370, 435
Nahavandi, F.	9, 133, 279
Nazarbayev, N.....	198
Netanyahou, B.....	206, 326, 381
Nisanyan, S.....	334
Novikova, G.	194

Nursî, S.....	78, 92
Nye, J.....	129, 130, 273
Obama, B.	60, 194, 266, 267, 332, 339, 340, 346, 356, 357, 359, 371, 407, 445
Öcalan, A.....	36, 71, 114, 128, 146, 147, 326, 348, 349, 370, 435
Oğuzlu, T.....	211, 225, 237
Oktav, Ö.Z.....	51, 238, 259, 310, 316, 342, 358, 398
Olmert, E.	205
Çelik, Ö.	57, 58
Orakçı, S.....	245, 422
Orhan, O.....	222, 295, 305, 306, 309, 316, 353, 367, 370, 382, 389, 449
Örmeci, Ö.....	113, 115, 133, 381
Özal, T....	9, 32, 34, 35, 42, 43, 84, 90, 99, 100, 101, 102, 105, 106, 107, 108, 109, 127, 131, 137, 140, 153, 165, 169, 198, 209, 210, 233, 414, 441
Özbay, F.	196
Özdağ, Ü.....	182, 268, 304
Özel, N.	65, 370
Özhan, T.....	59, 236, 253, 284, 300, 308, 309, 313, 320, 336, 343, 345, 371
Özkan, M.	363, 408
Özkök, H.	64, 65, 151
Öztürk, B.	157
Pahlavi, R.	30
Pamir, Ü	366
Panarin, A.....	97
Papandréou, G.	114
Pérès, S.	111, 205, 260, 326
Perincek, D.....	98
Perinçek, M.	98
Pérouse, J.F.	2, 10, 337, 377
Piri Reis	424
Polatkan, H.	293
Poutine, V.....	173, 340, 360, 371, 383, 391, 403, 404, 412
Putnam, R.....	246
Qutb, S.	120
Ramazan, Y	171
Ramazanoğlu, M.S.	91
Roosevelt, T.	16
Rosecrance, R.....	153, 212
Sağsen, Ü	294, 298
Salih, M.	110
Saleh, A.A.	72, 290, 406
Sanberk, Ö.....	12, 45
Santos, J.M.....	272
Sarıkaya, S.....	368
Sarkissian, S	194, 195, 197, 400
Sarkozy, N.....	166, 281, 291, 300, 326

Say, F.....	334
Schmid, D.....	2, 12
Şensoy, M.....	60
Sezer, A.N.	43, 44, 46, 49, 52, 83, 134, 177, 180, 210
Sezgin, A.A.	61
Sinirliođlu, F.....	49, 55, 171
Sinkaya, B.	158
Sıradađ, A.....	79, 329, 395
Socrate.....	119
Soliman 1 ^{er}	26
Spykman, N.....	118, 119, 121
Staline.....	31, 194
Süleyman Shah.....	383
Tan, N.....	60, 61, 171
Taner, E.	62, 70
Taşpınar, Ö.....	237
Taymiyya, I.	120
Temel, M.	421
Terzi, S.	412
Therme, C.....	146, 256
Toker, C.....	367
Topçu, N.....	47, 91, 93
Torun, C.K.....	330, 409
Toumarkine, A.	400
Toynbee, A.	118
Trump, D.	399, 420, 422
Tüfekçi, Ö.....	97, 98, 100, 269, 370
Tunahan, H.....	91
Türk, A.	252
Türkmen, F.....	326
Türkođlu, G.....	195
Ulutaş, U.....	306
Ünver, A.	362
Üstün, K.	296
Waldman, S.....	296
Wasinski, C.	15
Wilson, R.....	158
Wolfowitz, P.....	158, 163
Yakış, Y....	54, 55, 81, 113, 126, 160, 162, 169, 182, 210, 221, 259, 260, 261, 304, 310, 367, 372, 414, 430
Yalçintaş, N.....	93
Yanardađ, M.....	157
Yankaya, D.....	168
Yassin, A.	171
Yazıcı, E.	372, 403, 405
Yazmacı, Ü.....	140

Yıldırım, B.	412
Yıldırım, N.	45, 51, 371
Yıldız, T.	346
Yılmaz, İ.	56, 114
Yılmaz, N.	309
Yılmaz, S.	392
Zapatero, J.L.	167, 273
Zapsu, C.	57, 60, 111, 129, 159, 169, 265

Annexe n°1 : Récapitulatif des entretiens effectués

Nom de l'interlocuteur	Fonction justifiant l'entretien	Date de l'entretien	Lieu de l'entretien	Langue de l'entretien	Durée	Principaux sujets abordés au cours de la discussion
Muhittin ATAMAN	Directeur des études en politique étrangère à la SETA. Rédacteur en chef d' <i>Insight Turkey</i> .	8 juin 2018	Ankara, locaux de la SETA.	Turc	1h30	Le rôle de la SETA et des <i>think tanks</i> dans la détermination de la politique étrangère ; les influenceurs de la politique étrangère ; les mutations de celle-ci après 2011.
Ali BALCI	Professeur de relations internationales à l'université de Sakarya.	13 juin 2018	Sakarya, université.	Turc	1h30	Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Davutoğlu, Mevlüt Çavuşoğlu, İbrahim Kalın, leurs idées, leur rôle respectif dans la détermination de la politique étrangère.
Haydar ÇAKMAK	Professeur de relations internationales à l'université Gazi.	6 juin 2018	Ankara, université Gazi.	Turc	1h	La pensée géopolitique des mouvements nationalistes et islamistes ; le ralliement du MHP à Recep Tayyip Erdoğan ; l'influence des eurasistes.
Emel Parlar DAL	Professeure de relations internationales à l'université de Marmara.	4 avril 2018	Istanbul, université de Marmara.	Turc/ Français	1h30	Les différentes phases de la stratégie de l'AKP ; les périodes de rupture ; la pensée d'Ahmet Davutoğlu.
Beril DEDEOĞLU	Ancienne ministre des Affaires européennes (septembre-novembre 2015). Professeure de relations internationales à l'université Galatasaray.	18 décembre 2017	Istanbul, université Galatasaray.	Français	1h30	La politique européenne de l'AKP ; les figures européistes et eurosceptiques au sein du mouvement ; son expérience de ministre ; l'importance du <i>soft power</i> dans la politique étrangère turque.
Mustafa Görkem DOĞAN	Professeur de science politique à l'université d'Istanbul.	24 mai 2018	Istanbul, local associatif.	Turc	1h	L'électorat de l'AKP ; attentes et stratégies des mouvements kurdes ; la vision stratégique des partis d'opposition (HDP, CHP, İYİ).
Federico DONELLI	Chercheur en sciences politiques et relations internationales de l'université de Gênes. Chercheur invité à l'université Istanbul Şehir.	27 septembre 2018	Istanbul, université Şehir.	Italien	1h	Les influenceurs de la politique étrangère après la « disgrâce » d'Ahmet Davutoğlu ; les orientations poursuivies par l'AKP après 2014 ; l'intérêt turc pour l'Afrique.
Ramazan ERDAĞ	Professeur de relations internationales à l'université Osmangazi d'Eskişehir.	3 avril 2018	Eskişehir, université Osmangazi	Turc	1h	Les différences entre la vision de l'AKP et celle des gouvernements antérieurs ; la stratégie turque en Afrique après 2002 ; la Turquie face aux révolutions arabes.
Türker ERTÜRK	Officier retraité de la Marine.	1 ^{er} octobre 2018	Istanbul, café.	Turc	45 minutes	Les rapports entre l'AKP et l'Armée ; le rôle de l'institution militaire en Syrie ; le profil d'Hulusi Akar, chef d'État-major.
Şükrü Sina GÜREL	Ancien ministre des Affaires étrangères (juillet-novembre 2002). Ancien diplomate.	29 mars 2018	Ankara, restaurant de la Mülkiyeliler Birliği	Turc	2h	Les hésitations turques dans les années 1990 ; l'action et la pensée d'İsmail Cem ; sa propre expérience aux Affaires étrangères ; l'implication de l'AKP dans le PGMO et la crise irakienne.
Şaban KARDAŞ	Ancien analyste au sein de l'ORSAM. Professeur de relations internationales à l'université TOBB.	7 juin 2018	Ankara, université TOBB.	Turc	1h30	La pensée d'Ahmet Davutoğlu ; le rôle des autres figures intellectuelles de l'AKP dans l'élaboration de la doctrine ; les mutations du principe de « zéro problème avec les voisins ».
Alev KILIÇ	Directeur du centre de recherche AVİM. Ancien diplomate.	15 décembre 2017	Ankara, locaux de l'AVİM.	Turc	1h	Le rôle des <i>think tanks</i> dans la détermination de la politique étrangère ; la politique de l'AKP vis-à-vis de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Hakan MEHMETÇİK	Professeur de relations internationales à l'université de Marmara.	4 avril 2018	Istanbul, université de Marmara.	Turc	30 minutes	Les influenceurs de la politique étrangère turque (figures politiques et <i>think tanks</i>).
Serhat ORAKÇI	Spécialiste de l'Afrique au sein de l'INSAMER, <i>think tank</i> de l'ONG İHH.	18 février 2019	Istanbul, locaux de l'INSAMER.	Turc	1h	La politique africaine de l'AKP ; les conseillers de Recep Tayyip Erdoğan sur ce dossier ; le rôle des ONG dans la politique étrangère ; l'importance du <i>soft power</i> dans la stratégie turque.
Oytun ORHAN	Spécialiste de la Syrie au sein de l'ORSAM.	15 décembre 2017	Ankara, locaux de l'ORSAM.	Turc/ Anglais	2h	Le rôle de l'ORSAM et des <i>think tanks</i> dans la détermination de la politique étrangère ; la politique turque vis-à-vis de la Syrie ; les divergences au sein de l'AKP à ce sujet ; les inspirateurs de la politique arabe turque.
Özden Zeynep OKTAV	Professeure de relations internationales à l'université Medeniyet d'Istanbul.	11 juin 2018	Istanbul, université Medeniyet.	Turc	1h	La politique de l'AKP vis-à-vis du Moyen-Orient (notamment Syrie, Irak et Israël) et des révolutions arabes ; la pensée d'Ahmet Davutoğlu.
Ozan ÖRMECİ	Professeur de relations internationales à l'université Gedik.	25 janvier 2019	Istanbul, université Gedik.	Turc	1h	Le rôle de Recep Tayyip Erdoğan dans la détermination de la politique étrangère ; l'influence de ses conseillers.
Abdurrahim SIRADAĞ	Professeur de relations internationales à l'université du Roi Fahd (Arabie Séoudite). Intervenant régulier au sein de la SETA.	27 septembre 2018	Entretien vidéo par Skype	Turc	1h	La politique africaine de l'AKP ; les acteurs étatiques et non-étatiques turcs en Afrique ; l'intérêt turc pour la Corne de l'Afrique.
Özdem SANBERK	Directeur du <i>think tank</i> USAK. Ancien diplomate.	18 février 2019	Istanbul, domicile personnel.	Turc	2h	Les mutations de l'AKP entre 2002 et 2016 ; le rôle de Recep Tayyip Erdoğan dans la détermination de la politique étrangère ; les outils du <i>soft power</i> turc.
Muzaffer ŞENEL	Professeur de science politique et de relations internationales à l'université Şehir d'Istanbul.	16 juin 2018	Istanbul, glacier « Mado ».	Turc	2h	Le rôle et l'influence des conseillers et ministres dans la détermination de la politique étrangère ; la vision géopolitique des autonomistes kurdes, des eurasistes et des islamistes.
Zafer SIRAKAYA	Député du parti AKP. Membre du groupe d'amitié parlementaire Turquie-Allemagne.	19 février 2019	Ankara, bureau à l'Assemblée Nationale.	Turc	1h	Le rôle du Parlement et des députés dans la détermination de la politique étrangère ; les changements induits par la réforme constitutionnelle de 2017 ; le processus d'adhésion à l'UE.
Fehim TAŞTEKİN	Journaliste ; chroniqueur en affaires internationales (<i>Radikal, Al-Monitor</i>). Auteur d'ouvrages géopolitiques consacrés à la Syrie.	14 mars 2019	Paris, café.	Turc	1h	La stratégie turque en Syrie. Les différences de vision entre Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Davutoğlu et Abdullah Gül. Les rapports entre le pouvoir exécutif turc et l'armée à partir de 2011.
Yaşar YAKIŞ	Ancien ministre des Affaires étrangères (novembre 2002-mars 2003). Principal rédacteur du programme stratégique de l'AKP en 2002. Ancien diplomate.	28 mars 2018	Ankara, domicile personnel.	Français	1h15	La rédaction du premier programme de politique étrangère de l'AKP (2002) ; le rôle joué par l'interlocuteur dans le ralliement européen de son parti ; les négociations relatives à l'Irak (2003) ; les figures les plus importantes du premier mandat (2002-2007) ; la pensée d'Ahmet Davutoğlu.
Erdinç YAZICI	Professeur de science politique à l'université Gazi.	24 septembre 2018	Ankara, université Gazi.	Turc	30 minutes	L'influence eurasiste sur l'AKP ; les rapports de force au sein du gouvernement.
Mehmet Nuri YILDIRIM	Ancien diplomate, ancien conseiller du ministère des Affaires étrangères (2003-2008).	29 septembre 2018	Izmir, domicile personnel.	Turc	2h	L'expérience de l'interlocuteur comme ambassadeur et conseiller ; l'évolution du personnel du ministère des Affaires étrangères ; les figures influentes au sein de l'AKP et leur rôle dans la détermination de la politique étrangère.

Annexe n° 2 : Carte

La Turquie dans son environnement régional¹



¹ Carte réalisée par l'auteur sur base d'un fond libre de droits.
Logiciel utilisé : Paint.

Annexe n° 3 : Carte

La vision sécuritaire turque dans les années 1990²



Un sentiment d'encerclement géopolitique...



Zone de tension frontalière

GRECE:

- litiges territoriaux

Voisin considéré comme hostile et motifs principaux des tensions

... doublé de tensions internes

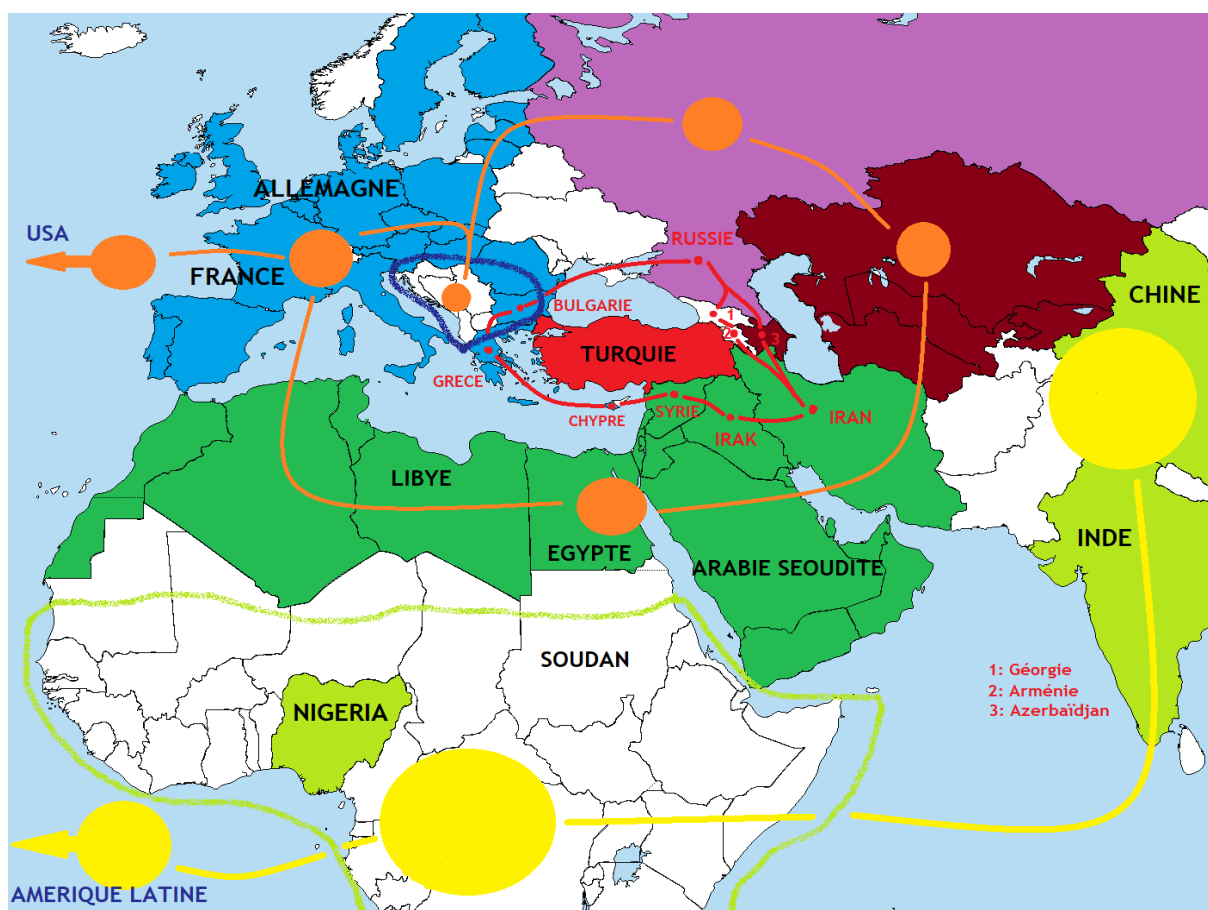


Zone approximative d'action et/ou de repli du PKK

² Carte réalisée par l'auteur sur base d'un fond libre de droits.
Logiciel utilisé : Paint.

Annexe n° 4 : Carte

Les trois cercles de la doctrine stratégique de l'AKP (2007-2011)³



Le premier cercle: à la recherche d'une pacification des frontières

- La Turquie: un "pays-centre"
- États voisins avec lesquels les relations nécessitent d'être pacifiées ou de rester de bonne qualité
- SYRIE

Le deuxième cercle: stratégie d'influence et d'équilibre

- Moyen-Orient et Afrique du Nord: espace de construction de la profondeur stratégique
- L'alliance américaine
- L'UE: l'adhésion comme objectif
- Les Balkans: zone d'influence secondaire
- La Russie, partenaire économique
- Le monde turcophone: une opportunité d'influence culturelle

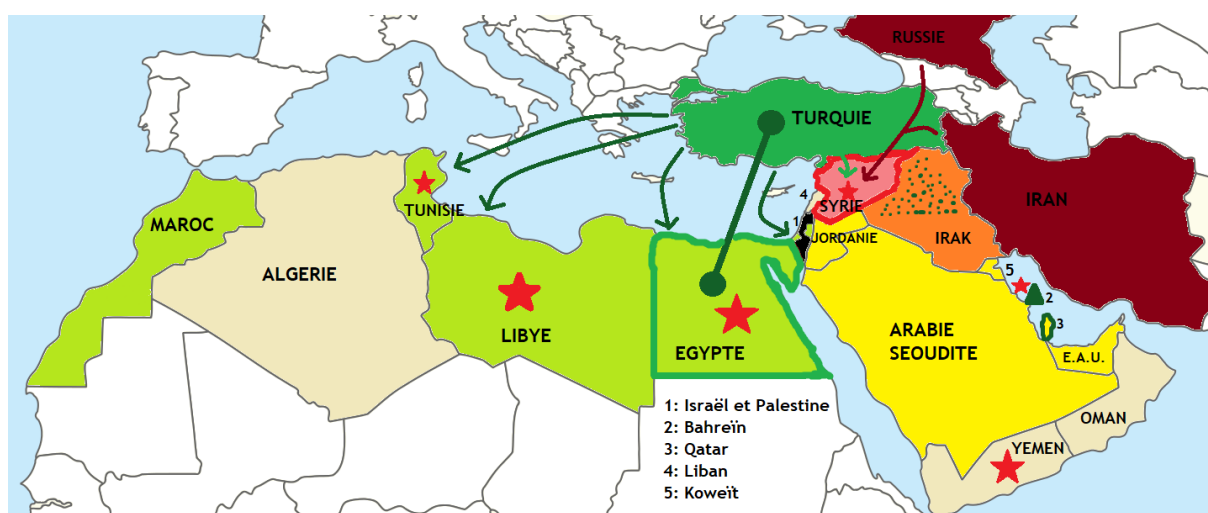
Le troisième cercle: vers une ouverture globale

- L'Afrique Subsaharienne, une zone d'influence à fort potentiel
- Puissances économiques émergentes
- L'ouverture à l'Amérique Latine

³ Carte réalisée par l'auteur sur base d'un fond libre de droits.
Logiciel utilisé : Paint.

Annexe n° 5 : Carte

Une nouvelle vision doctrinale adaptée aux révolutions arabes (2011-2013)⁴



Une ambition de *leadership* régional

- ★ Principaux mouvements révolutionnaires arabes
- Turquie: une source d'inspiration démocratique/conservatrice
- Égypte: le nouveau partenaire privilégié
- L'axe turco-égyptien, moteur d'un nouveau Moyen-Orient
- Soutien turc aux mouvements issus des Frères Musulmans
- Qatar: l'autre puissance soutenant les Frères Musulmans
- Pays où les Frères Musulmans exercent le pouvoir ou y sont associés
- Monarchies conservatrices, peu touchées par les processus révolutionnaires mais proches de la Turquie sur le dossier syrien
- Autre État moyen-oriental ou nord-africain

Une politique plus clivante

- Syrie: pays-clé dans la nouvelle vision d'Ankara, qui appuie la rébellion et rompt avec Damas
- Soutien turc aux rebelles syriens
- Puissances soutenant Bachar al-Assad et dont les relations avec Ankara se refroidissent
- Soutien russe et iranien à Bachar al-Assad
- Irak: un gouvernement jugé sectaire par Ankara
- Sunnites irakiens, soutenus politiquement par la Turquie
- ⚔ Le conflit israélo-palestinien: un élément de mobilisations des opinions publiques arabes en faveur de la Turquie
- ▲ Une entorse aux principes? Refus turc de soutenir la rébellion à Bahreïn




⁴ Carte réalisée par l'auteur à partir d'un fond libre de droits.
Logiciel utilisé : Paint.



Annexe n° 6 : Carte

La Turquie face à un contexte sécuritaire dégradé (2014-2016)⁵







Un environnement régional hostile


-  Syrie: un pays en guerre civile, principale source des difficultés turques, sans relations diplomatiques
-  État avec lequel les relations sont en crise (rompues ou suspendues) ou inexistantes
-  État avec lequel existent des tensions et désaccords importants

 Frontière de l'UE et
 flux de réfugiés dont Bruxelles exige la maîtrise par Ankara

Une situation sécuritaire dégradée

-  Présence de l'État Islamique
-  Présence du PKK ou de groupes affiliés
-  Attentat attribué aux djihadistes
-  Attentat attribué à des groupes pro-kurdes

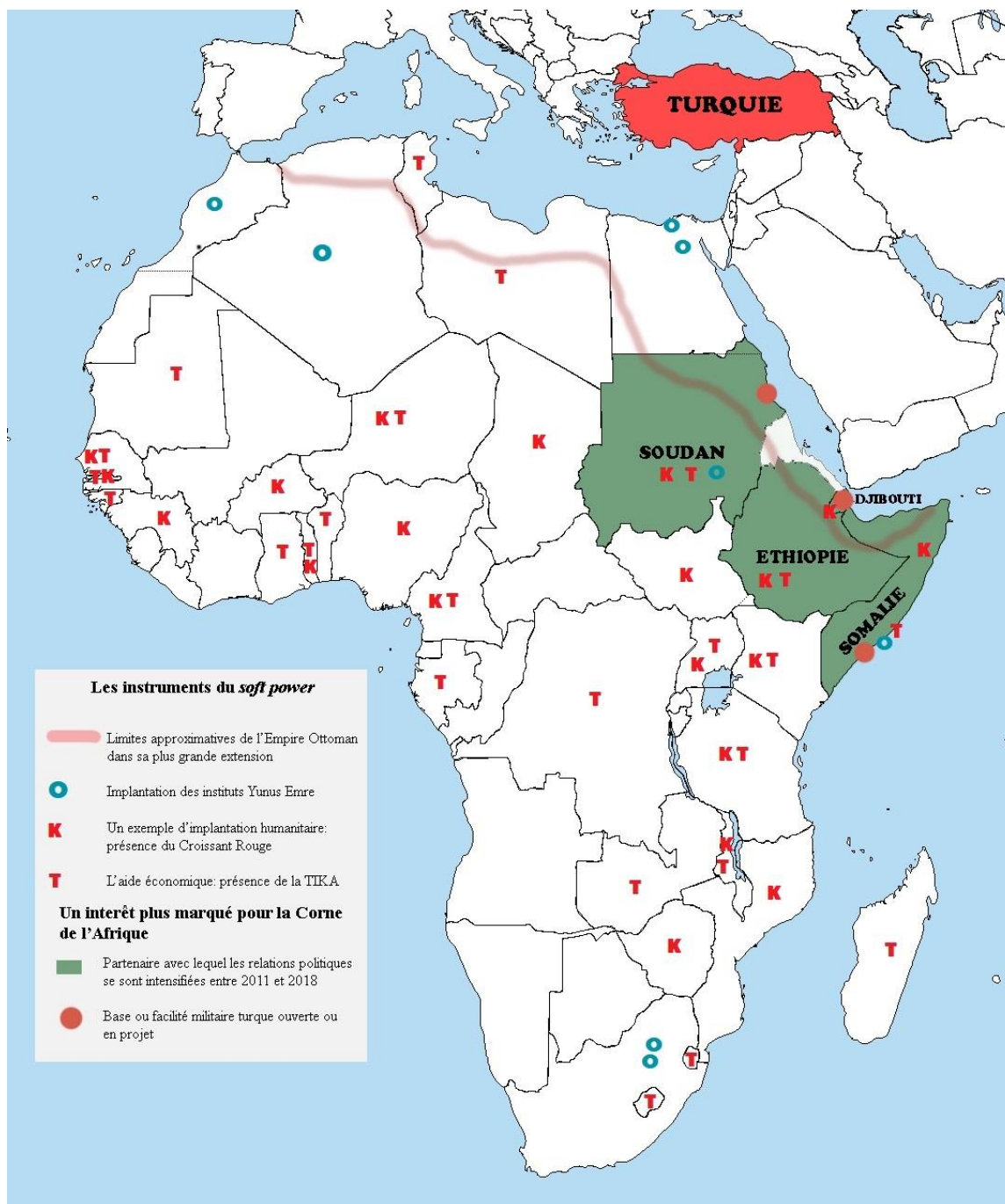
Une raréfaction des alliés

-  Pays soutenant la politique turque

⁵ Carte réalisée par l'auteur sur base d'un fond libre de droits.
Logiciel utilisé : Paint.

Annexe n° 7 : Carte

La Turquie en Afrique : du *soft power* à l'investissement politique ?⁶



⁶ Carte réalisée par l'auteur sur base d'un fond libre de droits.
Logiciel utilisé : Photoshop.

Table des matières

Remerciements.....	2
Eléments de terminologie.....	3
Précisions sur la phonétique turque.....	3
Précisions sur les concepts géographiques employés.....	4
Sommaire	6
Introduction	7
L’islam politique turc au pouvoir	9
L’intérêt du concept de doctrine pour appréhender la politique étrangère mise en œuvre par l’AKP.....	13
Problématique et méthodologie de recherche	18
Structuration de la recherche	22
Préambule : Ruptures et continuités dans la politique étrangère turque au XX ^e siècle..	25
La rupture avec l’héritage ottoman	26
L’isolationnisme kémaliste (1923-1945).....	29
Une politique pro-occidentale pendant la guerre froide (1945-1964)	31
L’évolution vers une politique plus multilatérale (1964-1991).....	33
Hésitations et tentatives de repositionnement dans le monde de l’après-guerre froide (1991-2002)	35
Chapitre 1. Les acteurs de la politique étrangère (2002-2017)	38
1.1. Les institutions politiques	40
1.1.1. Les fonctions des organes institutionnels	40
1.1.1.1. Le président de la République	41
1.1.1.2. L’Assemblée Nationale.....	42
1.1.1.3. Le Premier ministre.....	43
1.1.1.4. Le ministère des Affaires étrangères	44
1.1.2. Les acteurs de la politique étrangère à partir de 2002	45
1.1.2.1. Recep Tayyip Erdoğan, le maître d’œuvre.....	46
1.1.2.2. Ahmet Davutoğlu, penseur et homme d’action	49
1.1.2.3. Un rôle variable pour les autres figures de l’exécutif	52
1.1.2.4. Les conseillers et diplomates	57
1.2. Le rôle des services de sécurité	62
1.2.1. Influence déclinante du Conseil de Sécurité Nationale et normalisation de l’Armée	63
1.2.1.1. Un héritage encore prégnant en 2002.....	63
1.2.1.2. Des prérogatives encore très élargies au début des années 2000	65
1.2.1.3. Un organisme affaibli et vidé de sa substance	67
1.2.2. Les services secrets	69

1.2.2.1.	Une institution professionnelle et réputée efficace	69
1.2.2.2.	Un rôle accru dans la politique étrangère turque depuis la fin des années 2000	71
1.3.	Les agents non-gouvernementaux de la politique étrangère	73
1.3.1.	Les ONG : un instrument du <i>soft power</i> turc	74
1.3.2.	Le rôle des acteurs religieux	75
1.3.2.1.	Le rôle discret mais renforcé du Diyanet	76
1.3.2.2.	La confrérie de Fethullah Gülen	78
1.3.3.	Les communautés turciques : un acteur mobilisable ?	81
Chapitre 2.	Aux sources de la doctrine	84
2.1.	Les grandes écoles de pensée stratégique : une influence variable	85
2.1.1.	L’empreinte du nationalisme turc sur la politique étrangère	86
2.1.1.1.	Un nationalisme né en réaction au démembrement de l’Empire Ottoman	86
2.1.1.2.	Une vision stratégique défensive et sécuritaire	88
2.1.1.3.	La synthèse turco-islamique et ses implications stratégiques	89
2.1.2.	La vision islamiste : une influence plus limitée qu’en apparence ?	91
2.1.2.1.	La vision clivante d’un mouvement marginalisé	91
2.1.2.2.	Un impact limité sur la doctrine stratégique et diplomatique de l’AKP	92
2.1.3.	Eurasisme, panturquisme et pantouranisme : des écoles minoritaires mais influentes	95
2.1.3.1.	<i>Turan</i> , patrie mythifiée du nationalisme turcique	95
2.1.3.2.	L’eurasisme turc : l’adaptation d’une théorie venue de l’étranger	97
2.1.3.3.	Des théories marginales mais disséminées dans un vaste champ politique	99
2.2.	L’héritage des gouvernements antérieurs	101
2.2.1.	Le réinvestissement du champ régional : de la circulaire Hamit Batu au « néo-ottomanisme » de Turgut Özal	102
2.2.1.1.	Aux origines de la diversification politique	102
2.2.1.2.	De la théorie à la pratique	104
2.2.1.3.	Turgut Özal : le précurseur du « néo-ottomanisme »	105
2.2.2.	Les conséquences de l’échec de Necmettin Erbakan sur la pensée stratégique de l’AKP	108
2.2.2.1.	La réaction des forces pro-occidentales à une politique étrangère religieuse revendiquée	108
2.2.2.2.	Les leçons tirées par l’AKP : jouer la carte européenne, ne pas s’opposer frontalement aux États-Unis tant que son pouvoir est en phase de consolidation	111
2.2.3.	Le rôle précurseur d’İsmail Cem	113
2.3.	L’apport des intellectuels à la pensée stratégique turque au tournant du XXI^e siècle	116
2.3.1.	Ahmet Davutoğlu et l’élaboration d’une théorie stratégique inédite	117
2.3.1.1.	Une vision marquée par les grands classiques de la géopolitique	117
2.3.1.2.	Un rapport ambigu à la notion de « civilisation »	120
2.3.1.3.	<i>Stratejik Derinlik</i> : une synthèse et une théorie à succès	122
2.3.2.	Des outils intellectuels éclectiques pour perfectionner la doctrine	126
2.3.2.1.	Le poids des intellectuels pro-européens et pro-américains	126
2.3.2.2.	Le concept de <i>soft power</i> et son intégration à la doctrine de l’AKP	129
Chapitre 3.	L’expérience d’un premier mandat (2002-2007)	132

3.1. La politique étrangère comme instrument de légitimation interne	133
3.1.1. Une marge de manœuvre limitée par le contexte institutionnel	134
3.1.2. La politique étrangère comme élément de stratégie interne : l'exemple du processus européen	136
3.1.2.1. Une stratégie de légitimation par une orientation consensuelle.....	136
3.1.2.2. La démocratisation au nom de l'idéal européen.....	138
3.2. Rassurer les partenaires étrangers, sortir du prisme sécuritaire : un cercle vertueux	142
3.2.1. L'analyse de l'AKP sur l'affaiblissement du pouvoir civil par une vision stratégique et diplomatique essentiellement sécuritaire	142
3.2.1.1. La théorie des « deux guerres et demi », où l'appréhension sécuritaire de l'environnement régional	143
3.2.1.2. La primauté du militaire sur les affaires jugées sensibles (Chypre, question kurde)	144
3.2.1.3. La vision de l'AKP : un corset ne pouvant être desserré que par l'abandon du prisme sécuritaire	148
3.2.2. Les premiers essais de pacification des frontières par l'AKP	149
3.2.2.1. Le test chypriote	150
3.2.2.2. Une ouverture limitée aux pays voisins.....	152
3.3. La mise en œuvre d'une diplomatie active, conciliant alliance américaine et ouverture multidimensionnelle.....	156
3.3.1. La stratégie américaine de l'AKP	157
3.3.1.1. L'inscription de l'AKP dans le « Projet de Grand Moyen-Orient ».....	158
3.3.1.2. Un succès mitigé de coopération en Irak	161
3.3.2. Une diplomatie multidirectionnelle	165
3.3.2.1. Faire de la Turquie une puissance globale pour augmenter sa valeur stratégique auprès de Bruxelles et Washington	165
3.3.2.2. Les clés de la politique moyen-orientale : échanges économiques et dialogue	168
3.3.2.3. Une (ré)ouverture aux grands ensembles stratégiques mondiaux	172
Chapitre 4. L'affirmation d'un discours doctrinal (2007-2009)	176
4.1.	177
La politique étrangère repensée dans un contexte de marge de manœuvre élargie... 177	
4.1.1. 2007 : un tournant dans le processus d'affirmation de l'AKP	177
4.1.2. La mise en place d'une équipe expérimentée	180
4.1.3. Les outils intellectuels à disposition de l'AKP	181
4.2. La mise en cohérence des pratiques stratégiques et diplomatiques avec un discours doctrinal qui s'affirme	184
4.2.1. La structuration du discours politique.....	185
4.2.1.1. La politique étrangère, un élément central de communication de l'AKP	185
4.2.1.2. « Turkey's Foreign Policy Vision » d'Ahmet Davutoğlu : l'énonciation de principes fondateurs de la doctrine.....	187
4.2.1.3. Une cohérence dans le discours public relatif aux principes affichés	190
4.2.2. Un essai de mise en cohérence de la politique étrangère avec les principes énoncés	193
4.2.2.1. « Zéro problème avec les voisins » : l'exemple arménien	193
4.2.2.2. L'extension de la politique multidirectionnelle.....	197

4.2.2.3. La médiation comme outil de l'activisme diplomatique.....	203
Chapitre 5. La structuration de la doctrine	208
5.1. Les objectifs mis en avant	209
5.1.1. La prospérité économique et le dynamisme commercial.....	209
5.1.2. La sécurisation du pays et de l'environnement régional	213
5.1.3. À la recherche d'une nouvelle image permettant de renforcer l'influence turque à l'échelle mondiale.....	215
5.2. Logiques et principes d'action	218
5.2.1. La logique de sortie du sécuritaire : la prospérité économique et le commerce comme alternative	219
5.2.2. La logique pro-active et le concept de diplomatie rythmique	223
5.2.3. La logique de diplomatie globale : multidirectionnalité et multidimensionnalité	226
5.3. Cibles et outils de la doctrine	231
5.3.1. Le principe des cercles concentriques	232
5.3.1.1. Le Moyen-Orient, espace de la profondeur stratégique	232
5.3.1.2. Maintenir l'équilibre entre les régions voisines	237
5.3.1.3. Une ouverture qui se veut globale	239
5.3.2. La combinaison d'acteurs publics traditionnels et de nouveaux acteurs privés.....	242
5.3.2.1. Le rôle renouvelé des institutions étatiques dans la politique étrangère	242
5.3.2.2. Un <i>soft power</i> qui s'appuie sur des acteurs non-gouvernementaux	243
5.3.2.3. Deux outils complémentaires.....	245
Chapitre 6. Une mise en application systématisée (2009-2011).....	248
6.1. Une systématisation des principes proposés par Ahmet Davutoğlu	249
6.1.1. Les implications de la sortie du prisme sécuritaire	250
6.1.1.1. Le référendum de 2010 et la marginalisation de l'Armée : les deux piliers d'une légitimité renforcée	250
6.1.1.2. L'extension de l'ouverture kurde au cas irakien	252
6.1.1.3. « Zéro problème avec les voisins » : une mise en pratique élargie	253
6.1.2. La mise en œuvre de la logique pro-active.....	255
6.1.2.1. L'activisme turc au sein des organisations internationales	255
6.1.2.2. L'accord avec l'Iran et le Brésil : un succès de prestige.....	256
6.1.2.3. De la médiation à l'engagement actif : l'exemple du conflit israélo-palestinien.....	259
6.1.3. Une ambition multidirectionnelle et multidimensionnelle privilégiant le Moyen-Orient	262
6.1.3.1. Un engagement inédit de la Turquie au Moyen-Orient	263
6.1.3.2. Le maintien des alliances européenne et américaine	265
6.1.3.3. De la Chine à l'Asie Centrale : le retour des thématiques eurasistes	268
6.1.3.4. La poursuite de l'ouverture à l'Afrique et à l'Amérique Latine.....	271
6.2. L'utilisation de nouveaux outils	273
6.3. Essai d'un bilan.....	275
6.3.1. Commerce, pacification, reconnaissance internationale : quels objectifs atteints ?	276
6.3.1.1. L'évolution du commerce extérieur.....	276
6.3.1.2. Une réduction des risques sécuritaires.....	278

6.3.1.3. Une visibilité accrue, un prestige réel.....	280
6.3.2. L'apparition de limites et contradictions.....	283
Chapitre 7. Nouveaux défis et tentatives d'adaptation (2011-2013).....	287
7.1. Les défis posés à la doctrine de l'AKP par les révolutions arabes	288
7.1.1. La Turquie face à l'effet de surprise (janvier-juin 2011)	288
7.1.1.1. L'embrassement du monde arabe.....	288
7.1.1.2. Un contexte électoral turc peu propice aux réactions rapides.....	292
7.1.2. Un Moyen-Orient déstabilisé.....	294
7.1.3. Une doctrine mise en incohérence	297
7.1.3.1. « Zéro problème » avec les gouvernements, ou politique multidimensionnelle à destination des sociétés civiles ? Un risque de contradiction	297
7.1.3.2. La Libye, premier révélateur des contradictions de la doctrine de l'AKP	299
7.2. Le poids des réflexes idéologiques dans l'analyse turque	301
7.2.1. Ahmet Davutoğlu : un triomphe intellectuel ?.....	302
7.2.2. Une grille d'analyse menant à des scénarios optimistes	307
7.3. Un essai d'adaptation de la doctrine	311
7.3.1. Une nouvelle approche des enjeux régionaux : la redéfinition du « zéro problème » à l'aune de la crise syrienne	312
7.3.1.1. Une redéfinition de « zéro problème avec les voisins » tournée vers les sociétés civiles	312
7.3.1.2. La Syrie, cœur et cible de cette nouvelle approche.....	315
7.3.2. Un messianisme démocratique s'appuyant sur les Frères Musulmans au cœur du <i>soft power</i> turc	318
7.3.3. Une évolution des partenariats dans le cadre de la diplomatie multidirectionnelle : des cercles concentriques aux jeux d'alliance	322
7.3.3.1. Une approche plus partisane des alliances moyen-orientales	322
7.3.3.2. Un équilibre fragile : premières tensions avec la Russie et l'Iran	324
7.3.3.3. Un rapprochement mesuré avec les alliés occidentaux	326
7.3.3.4. La poursuite de l'ouverture aux autres régions du monde	328
Chapitre 8. L'échec de la doctrine reformulée (2013-2014).....	332
8.1. L'été 2013 : une période de rupture.....	333
8.1.1. Le soulèvement de Gezi : un modèle démocratique turc écorné ?	333
8.1.2. Le putsch égyptien et la perte de l'investissement politique turc dans ce pays	336
8.1.3. Changement d'équilibre en Syrie et renoncement américain	338
8.2. Des objectifs non-réalisés	341
8.2.1. La mise en échec des ambitions de démocratisation sous l'égide des Frères Musulmans	341
8.2.2. La dégradation sécuritaire	344
8.2.2.1. L'importation d'un conflit étranger sur le sol turc.....	344
8.2.2.2. L'émergence de l'État Islamique aux frontières	347
8.2.2.3. La résurgence de la question kurde et les errements du processus de paix	348
8.2.3. De la diplomatie multidirectionnelle à l'isolement international	351
8.2.3.1. Tensions croissantes au Moyen-Orient.....	352
8.2.3.2. De nouveaux points de désaccords avec les alliés occidentaux.....	356

8.2.3.3. Entre coopération économique et divergences politiques avec les puissances (ré)émergentes	360
8.3. Discrédit et délitement de la doctrine	364
8.3.1. Une remise en question, au sein du camp conservateur, des orientations prises entre 2011 et 2013	364
8.3.1.1. L'éloignement d'une frange libérale pro-AKP.....	365
8.3.1.2. La rupture avec la confrérie de Fethullah Gülen	368
8.3.2. D'une logique économique pro-active à une logique sécuritaire réactive.....	369
8.3.3. Du « zéro problème » d'Ahmet Davutoğlu au « splendide isolement » d'İbrahim Kalın	371
Chapitre 9. L'abandon de la doctrine au profit de stratégies ponctuelles (2014-2016)	375
9.1. Une personnalisation croissante de la prise de décision stratégique et diplomatique	375
9.1.1. L'autorité consolidée de Recep Tayyip Erdoğan sur l'AKP	376
9.1.2. Une politique étrangère dépendante de la volonté présidentielle.....	378
9.2. Le renoncement aux logiques doctrinales élaborées précédemment	383
9.2.1. Un retour à l'approche sécuritaire au détriment de la coopération économique et commerciale	384
9.2.2. De la logique pro-active aux stratégies réactives	388
9.2.3. La difficulté à retrouver l'équilibre dans un cadre multidirectionnel	391
9.2.4. Une réduction de la palette d'outils nécessaires à une politique multidimensionnelle	394
9.3. L'adoption de stratégies s'appuyant sur des perspectives de plus court terme... 396	
9.3.1. L'obsession de la sécurité	397
9.3.2. Crises ponctuelles, alliances variables : un système de partenariats instable.....	399
9.3.3. L'exploration de nouvelles ouvertures	402
9.3.3.1. La tentation de l'eurasisme et ses limites	403
9.3.3.2. Un essai délicat d'intégration dans un axe sunnite	406
9.3.3.3. À la recherche d'une nouvelle profondeur stratégique en Afrique ?.....	408
Conclusion.....	412
Une doctrine stratégique et diplomatique à plusieurs dimensions.....	414
De la doctrine aux perspectives	419
Sources.....	426
Bibliographie.....	431
Liste des sigles et acronymes	453
Index	457
Annexe n°1 : Récapitulatif des entretiens effectués	465
Annexe n° 2 : Carte	467
Annexe n° 3 : Carte	468
Annexe n° 4 : Carte	469
Annexe n° 5 : Carte	470
Annexe n° 6 : Carte	471
Annexe n° 7 : Carte	472
Table des matières	473

Aurélien DENIZEAU

La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002-2016)

Issu de l'islam politique turc, le Parti de la Justice et du Développement [*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP], arrivé au pouvoir en 2002, a suscité l'intérêt des observateurs internationaux par une politique étrangère active. Si celle-ci semble répondre à une certaine cohérence, elle a aussi connu, entre 2002 et 2016, de nombreuses évolutions. L'AKP tire sa vision stratégique et diplomatique des expériences de gouvernement antérieures, des idéologies conservatrices qui ont marqué le pays au XX^e siècle et de la pensée de plusieurs intellectuels, dont le plus influent est Ahmet Davutoğlu, conseiller du Premier ministre puis ministre des Affaires étrangères (2009-2014). Le premier mandat de l'AKP (2002-2007) voit ce parti explorer différentes options stratégiques. Puis se met en place une doctrine qui s'appuie sur quelques grands principes, comme la pacification des relations de voisinage, une diplomatie pro-active et l'utilisation de tous les outils à disposition pour rayonner à l'échelle régionale puis globale. L'objectif est de mettre la Turquie au cœur des échanges commerciaux locaux, en s'appuyant sur son influence grandissante au Moyen-Orient pour peser auprès de ses partenaires internationaux. Les révolutions arabes de 2011 poussent l'AKP à repenser sa doctrine. Le pays se veut désormais un exemple au sein duquel valeurs traditionnelles et démocratie conservatrice peuvent cohabiter, ainsi qu'un soutien des Frères Musulmans, qui portent cette vision dans le monde arabe. Mais en 2013, plusieurs crises fragilisent cette vision et poussent la Turquie à renoncer à la doctrine élaborée par l'AKP.

Mots-clés : Turquie, AKP, islam politique, Ahmet Davutoğlu, politique étrangère, doctrine, stratégie, Moyen-Orient, Europe, Afrique

The Justice and Development Party [*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP], which emerged from the Turkish political Islam in 2002, has aroused the interest of international observers through an active foreign policy. While this seems to be consistent, it also underwent many changes between 2002 and 2016. The AKP's strategic and diplomatic vision derives from past government experiences, the conservative ideologies that marked the country in the 20th century and the thoughts of several intellectuals, with Ahmet Davutoğlu, advisor to the Prime Minister and later Minister of Foreign Affairs (2009-2014) being the most influential of them. The first mandate of the AKP (2002-2007) witnessed a series of strategic options being explored within the party. This was followed by the establishment of a doctrine based on a few major principles, such as the pacification of neighbourly relations, pro-active diplomacy and the use of all the tools at hand to influence the regional and subsequently the global level. The objective was to put Turkey at the heart of local trade, using its growing influence in the Middle East to influence its international partners. The Arab revolutions of 2011 pushed the AKP to rethink its doctrine. The country yearns now for being an example within which traditional values and conservative democracy can coexist, as well as support from the Muslim Brotherhood, which brings this vision to the Arab world. But in 2013, several crises weakened this vision and forced Turkey to renounce the doctrine developed by the AKP.

Keywords: Turkey, AKP, political Islam, Ahmet Davutoğlu, foreign policy, doctrine, strategy, Middle-East, Europe, Africa